

# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**15e Législature — 3e session**

**Vol. 1 – Séances du 10 janvier au 24 février 1922**

**1922**

**Texte établi par Frédéric Lemieux**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur**









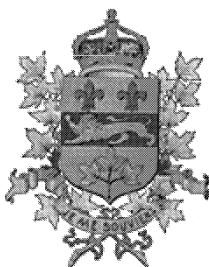
**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**15e Législature – 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 10 janvier au 24 février 1922**

**1922**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**15e Législature — 3e session**

**Vol. 1 – Séances du 10 janvier au 24 février 1922**

**1922**

**Texte établi par Frédéric Lemieux**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2011

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Frédéric Lemieux
<b>Introduction :</b>	Frédéric Lemieux
	Aryane Babin
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily
	Marcelle Tardif
<b>Révision et édition:</b>	Michel Rhéaume
	Donald Chouinard
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger
	Danielle Bernier
	Christian Blais
	Marthe Bussièrès
	Rénald Buteau
	Gilles Gallichan
	Louise Ouimet
	Jocelyn Saint-Pierre
	Réjeanne Trépanier
	Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 2011

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23964-1

ISSN 0847-4273

15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le monde, le Canada et le Québec en 1922

Dans les pays développés, l'économie, les mœurs, les idées et les mentalités sont encore bouleversées par les contrecoups de la Première Guerre mondiale. Le monde poursuit néanmoins sa marche vers la modernité.

En Europe, certains États refusent de reconnaître les nouvelles frontières territoriales définies par l'armistice de 1918 et les traités de paix de 1919 et de 1920. Ainsi, la Turquie ne sanctionne pas le traité de Sèvres qui signifiait son démembrement. Un soulèvement porte au pouvoir le général Mustafa Kemal qui, par la suite, lance une offensive victorieuse contre les Grecs en 1922.

Aux États-Unis, les exportations agricoles vers l'Europe chutent de manière spectaculaire avec la fin de la guerre. Les cultivateurs qui se sont endettés pour répondre à l'effort de guerre se retrouvent dans une situation économique difficile. Leurs produits ne se vendent plus et ils doivent rembourser les emprunts contractés pour moderniser leur ferme. Pour y remédier, l'administration américaine met en place le tarif Fordney-McCumber, en 1922, une mesure protectionniste. Les cultivateurs canadiens et québécois en sont très affectés car eux aussi se sont endettés pour accroître leur production. Le « bill Fordney » limite la vente de leurs produits sur le marché américain en augmentant les droits de douane de 21 à 38 %.

Au Canada, le premier ministre conservateur Arthur Meighen est défait lors des élections fédérales du 6 décembre 1921. Son successeur, le libéral William Lyon Mackenzie King, l'emporte avec 49,4 % des voix et son parti rafle les 65 sièges que compte le Québec. Les électeurs n'ont pas oublié que Meighen, en 1917, était membre du gouvernement qui imposa la conscription.

Le Canada n'est pas épargné par le ralentissement économique d'après-guerre. La valeur de presque tous les types de production est en baisse. Le chômage n'épargne pas le Québec. En juin 1921, 20,7 % des travailleurs syndiqués sont sans travail et, en décembre, le sommet est atteint avec un taux de 26,8 %<sup>1</sup>. La reprise économique est rapide cependant; les statistiques de juin 1922 ramènent le chômage à 5,4 %.

L'effondrement des prix des produits agricoles pousse de nombreux agriculteurs à abandonner leur ferme pour émigrer vers les États-Unis, en quête d'un meilleur sort. Plusieurs industries québécoises ne parviennent pas à s'ajuster à l'économie d'après-guerre. À Montmagny, La Machine agricole nationale ltée en est le meilleur exemple. Après une époque de prospérité, ce fleuron de l'entrepreneuriat canadien-français tente sans succès de convertir sa production de munitions en fabrication d'instruments aratoires. La Banque Nationale lui octroie même un prêt de cinq millions de dollars, mais elle fait quand même faillite, en 1922, et laisse des centaines d'ouvriers sans travail<sup>2</sup>.

La tenue d'élections municipales dans les deux plus grandes villes du Québec n'y a pas changé le paysage politique. Médéric Martin entame son cinquième mandat comme maire de Montréal, le 18 octobre 1921, grâce à une majorité de 30 000 voix sur son adversaire. Dans la capitale, Joseph-Octave Samson est réélu par acclamation le 13 février 1922.

Trois grands édifices sont ravagés par les flammes en 1922. D'abord, le 3 mars, l'hôtel de ville de Montréal devient un véritable brasier; seuls les murs de pierre qui entourent le bâtiment résistent au sinistre. Le maire Martin évalue les dommages à plus de 10 millions de dollars, dont un million seulement pour l'édifice. Puis, le 29 mars, un incendie éclate dans la sacristie de la basilique Sainte-Anne-de-Beaupré. En fin d'année, le 22 décembre, ce sera au tour de la basilique de Québec d'être réduite en cendres. Dans les deux cas, les dégâts matériels sont évalués à plus d'un million de dollars, sans compter la perte de nombreux objets de culte et d'œuvres d'art anciennes et précieuses.

La Ville de Québec reçoit la visite, en 1921, de trois grandes figures militaires de la Grande Guerre. Victor Cavendish, le duc de Devonshire, et Lord Byng, commandant du Corps d'armée canadien, quittent successivement le pays vers la Grande-Bretagne. Le 12 décembre, le maréchal

français Ferdinand Foch est reçu au parlement par le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. Le discours du trône de janvier 1922 rend d'ailleurs hommage à ces illustres visiteurs.

Les tourments de la guerre passés, le divertissement est à l'honneur dans la société urbaine québécoise. Le recensement de 1921 confirme d'ailleurs que la population urbaine est désormais plus nombreuse que celle des campagnes. Durant ces « années folles », la mode, le cinéma, le théâtre et l'automobile exercent un attrait irrésistible. Le périodique *Bonnes soirées*, centré sur la mode et les vêtements, paraît pour la première fois en 1921. La même année commencent les *Veillées du bon vieux temps* au Monument-National de Montréal. Le public peut assister à des sketches, des danses, des chansons et des pièces de théâtre. De nombreux artistes populaires y participent, notamment la chanteuse gaspésienne Mary Travers dite La Bolduc.

Aux yeux du clergé, ces nouvelles activités sont immorales. Dans une lettre pastorale du 18 avril 1921, l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Bruchési, dénonce le théâtre, le cinéma, la danse et la mode comme des moyens de perdition pour les catholiques.

Pour sa part, l'abbé Lionel Groulx, professeur d'histoire à l'Université de Montréal, publie le roman *L'appel de la race* en 1922. Cette œuvre à forte saveur nationaliste est le reflet des opinions politiques de son auteur et annonce son ascendant grandissant sur une portion de la jeunesse canadienne-française.

L'Église catholique romaine est en deuil peu après l'ouverture de la session parlementaire à Québec. Le souverain pontife Benoît XV est mort à Rome le 22 janvier. À l'Assemblée législative, le premier ministre, au nom de la province, parle d'une perte qui « afflige le monde entier ». Le 6 février suivant, les cardinaux choisissent le pape Pie XI comme successeur au trône de saint Pierre.

C'est donc dans un contexte où la tradition et la modernité s'entremêlent que se déroulent les travaux de la 3<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> Législature.

## Les parlementaires

Depuis la prorogation du 19 mars 1921, la composition de l'Assemblée législative est modifiée à la suite de sept élections partielles. Celles-ci sont déclenchées par Taschereau, presque en même temps que les élections fédérales, où King triomphe en décembre 1921. Arthur Sauvé, le chef de l'opposition conservatrice à Québec, reproche à Taschereau cet opportunisme qui rappelle celui de Simon-Napoléon Parent, 20 ans auparavant. Malgré la tenue d'un bon nombre d'assemblées politiques qui font grand bruit à la fin de l'été 1921, Sauvé ne peut empêcher les électeurs de considérer son parti comme l'aile provinciale des conscriptionnistes fédéraux de 1917. La défaite de Meighen à Ottawa instaure d'ailleurs une nouvelle dynamique fédérale-provinciale toute libérale.

Quatre des sept élections partielles se tiennent le 15 décembre 1921. Les conservateurs ne présentent aucun candidat. Dans les comtés de Beauce et de Trois-Rivières, Joseph-Hugues Fortier et Ludger-Philippe Mercier sont élus. Ils succèdent à Arthur Godbout, qui a été nommé juge, alors que Joseph-Adolphe Tessier devient quant à lui fonctionnaire. Dans Wolfe, Joseph-Pierre-Cyrénus Lemieux remplace le défunt Joseph-Eugène Rhéault. Jacob Nicol, qui a été assermenté au poste de trésorier et de ministre des Affaires municipales de la province le 23 octobre, est élu dans le comté de Richmond. Son prédécesseur, Walter George Mitchell, avait démissionné pour devenir candidat aux élections fédérales.

Les trois autres élections partielles se tiennent une semaine plus tard, soit le 22 décembre. Le député de Témiscouata, Louis-Eugène-Aduire Parrot, avait démissionné en juin précédent pour se porter candidat aux élections fédérales. Son remplaçant, le libéral Eugène Godbout (le père du futur premier ministre Joseph-Adélard Godbout), est élu avec plus de 2 000 voix de majorité. Dans Verchères, la victoire va au libéral Jean-Marie Richard et, dans Montréal-Sainte-Marie, c'est un représentant du Parti ouvrier, Joseph Gauthier, qui est élu. Les anciens députés de Verchères, Adrien Beaudry, et de Montréal-Sainte-Marie, Napoléon Séguin, avaient tous deux réorienté leur carrière vers le « service civil », terme signifiant à l'époque la fonction publique.

Le Conseil législatif de 1922 voit lui aussi quelques nouvelles figures apparaître. Lomer Gouin, qui n'y a jamais siégé, démissionne le 20 octobre 1921 pour entrer dans le cabinet fédéral de



King. La division de Salaberry qu'il représentait demeurera vacante jusqu'en 1927. Le conseiller de la division de Kennebec, François-Théodore Savoie, meurt le 9 septembre 1921 et est remplacé par Paul Tourigny le 14 décembre suivant. Le siège de la division de Repentigny est vacant pendant la session : Georges-Aimé Simard, qui a été nommé président de la Commission des liqueurs en 1921, reprendra son siège en 1923. Deux autres divisions deviennent vacantes au cours de 1922. Séverin Létourneau, de la division de Rigaud, est nommé juge à la Cour du banc du roi, le 25 janvier, et George Robert Smith meurt en fonction, le 20 février. Ces sièges ne seront comblés qu'en 1923. Sur un total de 24 sièges, deux seulement sont occupés par des conservateurs : Thomas Chapais et Jean Girouard. Les libéraux comptent donc sur une écrasante majorité dans les deux Chambres.

En septembre 1921, le premier ministre et procureur général Louis-Alexandre Taschereau a procédé à un remaniement ministériel. Joseph-Léonide Perron succède à Joseph-Adolphe Tessier au ministère de la Voirie. Ce dernier est nommé à la présidence de la Commission des eaux courantes. Émile Moreau et Aurèle Lacombe accèdent au cabinet comme ministres sans portefeuille.

Les autres ministres conservent leur portefeuille respectif : Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture, Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts, Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail, et Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, conservent tous leur portefeuille, tout comme le secrétaire Athanase David. Les deux autres ministres sans portefeuille sont John Charles Kaine et Narcisse Pérodeau. Joseph-Napoléon Francoeur demeure Orateur de la Chambre tandis que Gustave Lemieux, député de Gaspé, est élu vice-président.

### Les forces en présence

En Chambre, sur un total de 81 sièges, 72 sont occupés par les libéraux, cinq par les conservateurs et trois par le Parti ouvrier. Le comté de Saint-Hyacinthe devient vacant au cours de la session avec la démission d'Armand Boisseau, le 8 février 1922.

La puissante majorité libérale oblige Sauvé à redoubler d'effort pour offrir une opposition digne de ce nom. *Le Devoir* estime avec justesse que la session signifie pour lui « une somme de travail écrasante, une dépense d'énergie physique terrible, si l'on songe qu'il parle à lui tout seul deux fois plus que tous les autres ministres ensemble<sup>3</sup> ».

Le chef de l'opposition est assurément de tous les débats, tant ses collègues sont discrets : Joseph-Olier Renaud (Laval), Pierre-Joseph Dufresne (Joliette), ou encore les anglophones Charles Ernest Gault (Montréal-Saint-Georges) et Charles Allan Smart (Westmount). Quand il est absent de la Chambre, Sauvé est remplacé par Gault ou par Renaud. D'un commun accord avec le chef conservateur, le gouvernement ne propose alors aucune étude de bills sur lesquels le chef conservateur voudrait s'exprimer.

Cette faiblesse numérique de l'opposition augmente le taux d'absentéisme chez les parlementaires. Souvent, c'est devant une Chambre vide aux deux tiers que se tiennent les débats. Sauvé est alors le seul député d'opposition présent, surtout lors des séances du lundi et du vendredi. Les libéraux s'assurent déjà d'une majorité écrasante avec le quorum minimal.

Du côté du gouvernement, hormis le premier ministre, les David, Caron, Perrault, Mercier et Galipeault sont les ministres les plus actifs. Plusieurs députés prononcent de grands discours comme Fabien Bugeaud (Bonaventure) au sujet des pêcheries, le 7 février. Le 2 mars, Léonide-Nestor-Arthur Ricard (Saint-Maurice) se prononce sur le crédit agricole et Henry Miles, sur le suffrage féminin, le 9 mars. Le nouvel élu du comté de Beauce, Joseph-Hugues Fortier, s'exprime sur l'uniformité du prix des liqueurs alcooliques. Soulignons également les nombreuses interventions faites dans les débats par les députés Ernest Poulin (Montréal-Laurier), Georges-Stanislas Grégoire (Frontenac), Peter Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), Joseph-Henri Lemay (Sherbrooke) et Hector Laferté (Drummond).

Quant aux trois députés ouvriers, Adélarde Laurendeau (Maisonnette), Joseph Gauthier (Montréal-Sainte-Marie) et Aurèle Lacombe (Montréal-Dorion), ce dernier étant ministre sans portefeuille, ils votent presque toujours avec la majorité.

## Discours du budget

Cette session est également le baptême de feu du nouveau trésorier provincial, Jacob Nicol. Nicol, un Canadien français protestant qui évolue avec aisance tant dans les cercles anglophones que francophones, prononce en anglais son discours sur le budget le 24 janvier.

Le gouvernement va dégager un surplus d'environ 1,2 million de dollars sur un revenu prévu de 15 millions de dollars pour l'année financière se terminant le 30 juin 1921. Grâce aux succès de la loi des liqueurs qui lui rapporte plus de quatre millions de dollars, le gouvernement peut donc se permettre de rembourser un million de dollars de la dette provinciale qui s'élève à environ 49 millions de dollars. Malgré les difficultés économiques d'après-guerre, le gouvernement affiche une bonne santé financière, et cela, même si le Québec est la province la moins taxée du dominion.

Pour l'année financière 1922-1923, le trésorier estime les revenus de la province à 15,5 millions de dollars et prévoit dépenser 15,3 millions de dollars. Les surplus probables seront de 202 450 \$. La majeure partie de l'assiette fiscale sera attribuée à la dette publique avec 3,5 millions de dollars, soit 23 % des dépenses ordinaires. Ensuite, 1,8 million de dollars (12 % du budget) seront consacrés à l'Instruction publique. Les autres dépenses majeures seront l'Administration de la justice avec 1,4 million de dollars (9,3 % du budget) et l'Agriculture avec 910 000 \$ (6 % du budget).

Durant le débat, Nicol répond en français aux questions de Joseph Dufresne. *L'Action catholique* souligne que « cette délicatesse du trésorier a fait oublier l'incident qui s'est passé à la dernière session alors que l'ancien trésorier Mitchell répondait en anglais au même député qui demandait des explications en français<sup>4</sup> ».

## Les faits marquants de la session

La 3<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> Législature s'amorce le 10 janvier et elle est prorogée le 21 mars. En un peu plus de deux mois, la Chambre a adopté un total de 158 bills. Sur certaines questions, les libéraux manifestent ouvertement leur divergence d'opinions. Mais ces interventions ne menacent d'aucune façon l'équilibre du gouvernement. Taschereau n'a aucune difficulté à asseoir son autorité, et ce, même sur des questions aussi délicates que la loi des liqueurs.

### La loi des liqueurs

Le bon fonctionnement de cette loi novatrice – alors que la prohibition règne aux États-Unis – donne raison au pari fait par Taschereau en 1921. Solution mitoyenne entre le laisser-aller et une dure prohibition, la loi demeure très critiquée par l'opposition tout au long de la session. Le gouvernement a cependant le beau rôle. Après seulement huit mois d'opération, la Commission des liqueurs a engrangé un bénéfice d'environ quatre millions de dollars en réinvestissant dans la santé publique<sup>5</sup>.

Les conservateurs ont beau insister sur l'immoralité de cette source de revenus, la « farine du diable », il leur est bien difficile de désapprouver tous les usages bénéfiques que la province en tirera : réinvestissement des sommes dans la colonisation, l'hygiène provinciale, la voirie, les travaux publics. Cette législation ne fait pas l'unanimité au sein même du Parti libéral, et les critiques de Sauvé cherchent à attiser ces dissensions.

En effet, au tout début de la session, un groupe de députés montréalais demandent au premier ministre la tête du président de la Commission, Georges-Aimé Simard. Comme le souligne *Le Devoir*, on se plaint de la rigidité de cet officier lorsque vient le temps de distribuer les faveurs et le patronage<sup>6</sup>. Mais Simard peut compter sur l'appui indéfectible du premier ministre, d'autant plus que Taschereau, à la session précédente, a lié son sort à la réussite ou à l'échec de la loi des liqueurs. Au reste, ces libéraux mécontents sont minoritaires et finissent par rentrer dans le rang. Toutefois, selon *Le Devoir*, « il va de soi que toute une fraction du Parti libéral voit dans la régie du commerce des alcools une arme puissante dont le gouvernement ne tire pas tout le parti voulu ».

Taschereau est conscient du mécontentement dans les rangs de son parti. Il y fait même allusion au cours d'un débat sur les élections à date fixe : « Le Parti libéral n'a rien à craindre des

ennemis de l'extérieur; ses ennemis, s'il en a, sont dans la place. C'est la position stratégique où l'on peut faire le plus de mal.<sup>7</sup> » Est-ce là un quelconque avertissement?

### **La politique culturelle d'Athanase David**

Le secrétaire provincial Athanase David fait adopter plusieurs projets de loi importants en 1922. Le 26 janvier, il prononce un éloquent discours présentant la loi pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques. Le gouvernement va récompenser annuellement les auteurs canadiens-français pour l'excellence de leurs travaux. La Chambre salue unanimement cette mesure destinée à asseoir l'existence d'une littérature canadienne-française.

Parmi les orateurs, Joseph-Henri Lemay (Sherbrooke) se distingue en disant que ce prix littéraire démontrera « aux générations futures que les législateurs de 1922 ont travaillé pour la gloire et la grandeur de notre race et de notre province ». Lemay appuie de tout cœur la suggestion d'Hector Laferté de donner au prix le nom du secrétaire provincial et conclut en ces mots : « Le prix David vaincra, je l'espère, le Goliath des préjugés que l'on tente d'amonceler contre nous, contre notre langue.<sup>8</sup> »

David fait également adopter une loi créant la Commission de conservation des monuments historiques. La liquidation récente de la bibliothèque personnelle de Louis-Joseph Papineau est l'une des raisons justifiant cette mesure. L'affaire avait fait grand bruit dans les journaux, certains déplorant que personne au Québec ne puisse rien y faire. Désormais, le gouvernement exercera un contrôle minimal sur tout objet jugé patrimonial, pour en éviter la dispersion ou la disparition.

En fin de session, David ajoute à son actif l'adoption du nouveau programme d'enseignement primaire, le 13 mars, et le bill sur le Service d'hygiène, adopté le 20 mars. La peur de l'épidémie de grippe espagnole de 1919 est toujours présente, et l'on veut appuyer les efforts des apôtres de la lutte contre la tuberculose, un fléau qui provoque des milliers de décès chaque année.

### **Le suffrage féminin**

Le débat sur le suffrage féminin est le résultat de démarches de militantes féministes. Le 9 février, *L'Événement* mentionne que l'ouverture de la séance a été quelque peu retardée, car la Législature a reçu vers 2 h 30 la visite d'une délégation d'environ 200 féministes venues demander le droit de vote pour les femmes<sup>9</sup>. Parmi elles, on signale, entre autres, Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean et Mme J.-P. Casgrain. *Le Soleil* rapporte qu'en raison de la venue de cette délégation « tout l'espace du parquet de la Chambre qui n'est pas réservé aux députés était occupé par les dames et dans les galeries des jeunes filles et des jeunes femmes s'offraient à l'admiration des députés tout en essayant de s'intéresser à ce qui se passait plus bas<sup>10</sup> ».

Fortes de pétitions totalisant près de 2 000 noms, ces femmes ont pour alliés Jacob Nicol et Henry Miles. Celui-ci plaide en leur faveur, le 9 mars, mais ne parvient pas à convaincre la Chambre du bien-fondé de cette mesure. Il faut dire que Taschereau, qui a reçu la délégation en février, a clairement fait savoir que jamais il n'accorderait en tant que premier ministre le droit de vote aux femmes. L'Église catholique, de son côté, proclame avoir réuni les signatures de 25 000 personnes, dont de nombreuses femmes, opposées à cette mesure. Cette contre-pétition a d'ailleurs été déposée sur le bureau de la Chambre par le premier ministre avant l'étude du bill 145 modifiant la loi électorale de Québec relativement au suffrage.

### **Le crédit agricole**

Léonide-Nestor-Arthur Ricard (Saint-Maurice) plaide, le 2 mars, en faveur de l'instauration du crédit agricole. Deux semaines plus tard, Sauvé dépose une motion pour hâter l'étude des différents modes de crédit et en accélérer l'implantation dans la province. Caron, ministre de l'Agriculture, propose plutôt un amendement qui transforme la motion de Sauvé en un « vœu pieux ». Le chef des bleus est offusqué de voir que le gouvernement, encore cette année, repousse l'adoption du crédit agricole. Il l'est encore davantage lorsque Ricard rentre dans le rang en appuyant sans réserve la proposition de Caron. Il faut attendre jusqu'en 1936 avant que Maurice Duplessis

instaure une telle mesure. D'ici là, il arrivera souvent que des députés libéraux en réclament l'adoption, toujours sans succès.

### **La colonisation**

Les attaques de Sauvé surviennent le plus souvent lors du dépôt de motions plutôt que durant l'étude de bills. Cette stratégie lui permet de choisir ses angles d'attaque. Plutôt que de courir le risque d'être accusé de museler cette faible opposition, le gouvernement est conciliant et répond à Sauvé pour autant se rendre nécessairement à ses demandes.

Le meilleur exemple est l'affaire Louis-Eugène Parrot, député libéral de Témiscouata de 1916 à 1921. Cette année-là, il fut forcé de démissionner après avoir été accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial. Depuis ce temps, l'opposition accuse le gouvernement de protéger les spéculateurs et d'étouffer les rumeurs de corruption autour du département des Terres.

Avec ses questions successives sur cette affaire, Sauvé se bâtit un dossier incriminant la gestion des lots de colonisation par le département des Terres et Forêts. Les efforts du chef de l'opposition culminent, le 17 mars, avec le dépôt de deux motions demandant une enquête royale à la fois sur l'affaire Parrot ainsi que sur la spéculation entourant l'administration des terres de la Couronne. Le gouvernement n'hésite pas un instant à bloquer ces demandes et, choqué par ces coups de force, Sauvé crie qu'on impose le bâillon à l'opposition. Il est fort probable que Sauvé prévoyait que le gouvernement agirait ainsi, mais, compte tenu de la faiblesse de ses effectifs, le chef de l'opposition peut difficilement faire davantage.

### **L'affaire Blanche Garneau et autres crimes**

À plusieurs reprises, Sauvé remet l'affaire Blanche Garneau à l'avant-plan lors des discussions. L'histoire du viol et du meurtre de la jeune Garneau, trouvée dans le parc Victoria, à Québec, le 28 juillet 1920, couve comme une braise alors que l'enquête policière piétine. Sauvé reproche au premier ministre et procureur général d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont l'enquête n'a pas prouvé hors de tout doute la culpabilité. Cette délicate affaire rend le premier ministre inconfortable. Il répond avec une certaine impatience aux assauts de son adversaire qui prétend que l'on veut étouffer l'enquête pour protéger certains personnages importants.

Le 8 février, à la surprise générale, l'Orateur de la Chambre lit la démission écrite du député libéral Armand Boisseau, représentant de Saint-Hyacinthe. Celui-ci a été arrêté à la suite d'une plainte du maire de Saint-Hyacinthe et ancien député libéral, Téléphore-Damien Bouchard. Le procès de Boisseau se tiendra plus tard, après la fin de la session. Bouchard va faire un retour en Chambre peu de temps après et va régner sur Saint-Hyacinthe pendant plus de 30 ans.

Toujours dans le domaine des histoires scabreuses, Sauvé et Taschereau vont unir leurs protestations, le 24 février, pour condamner le jaunisme de certains journaux autour de l'affaire Delorme, un prêtre soupçonné de l'assassinat de son frère.

### **La question agricole**

Un long débat a lieu, le 2 février, autour de la Coopérative centrale des agriculteurs du Québec. Sauvé reproche au ministre de l'Agriculture Caron son ingérence dans les affaires de la Coopérative. Celui-ci se défend, mais avoue que Trudel, le directeur de la Coopérative, a abusé de sa confiance en utilisant les fonds de la Coopérative pour prendre le contrôle du *Bulletin des agriculteurs* et tenter de se faire élire comme député du Parti des Fermiers-Unis à l'élection fédérale de décembre.

À ce moment, le gouvernement Taschereau craint beaucoup l'émergence de ce parti agraire. Caron avoue d'ailleurs avoir travaillé à la défaite électorale de son ancien homme de confiance. Les accusations de Sauvé, qui veut tabler sur le mécontentement du monde agricole, visent les règles que

Caron a imposées autour de l'élection d'un nouveau conseil d'administration pour empêcher que de tels abus se reproduisent.

### **L'automobile et la voirie**

Léonide Perron, ministre de la Voirie et conseiller législatif, est représenté à la Chambre basse par Joseph-Édouard Perrault. Un énorme budget de 7,5 millions de dollars est attribué cette année à la voirie. Le gouvernement n'est pas peu fier de son réseau routier et compte bien le maintenir en bon état. Or, l'augmentation du nombre d'automobiles sur les routes cause des maux de tête à de nombreuses municipalités qui voient leurs chemins se détériorer très rapidement. Elles pointent du doigt les automobilistes urbains qui envahissent leurs routes. Pour régler ce problème, le gouvernement augmente les taxes pour les véhicules lourds comme les camions. On met également un terme à la possibilité qu'ont les conducteurs de poursuivre les municipalités pour leur faire payer les dommages subis à leur automobile.

### **Montréal alimente la province**

Pour les conservateurs et bon nombre de députés montréalais, la métropole fournit davantage de revenus au gouvernement que ce qu'elle reçoit en retour. Montréal est « la vache à lait de la province », disent-ils souvent, ce qui expliquerait selon eux sa mauvaise situation financière. Le conseil municipal, plusieurs journaux dont *Le Devoir* et le *Montreal Star*, et surtout le coloré maire Médéric Martin endossent cette thèse. Pour le moment, l'enjeu est le lucratif produit des taxes sur les théâtres et sur les véhicules-moteurs. Le député conservateur de Laval, Joseph Renaud, soulève la question, le 28 février, et prétend que le gouvernement retire à la Ville des revenus dont elle a grandement besoin.

Taschereau attend le 9 mars pour répondre. Entre-temps, un incendie majeur détruit complètement l'hôtel de ville de Montréal. Le premier ministre assure que le gouvernement aidera la métropole dans cette épreuve et, en même temps, repousse les prétentions de Renaud dans un discours comparant le bilan des revenus et des dépenses relatifs à la métropole. Le premier ministre ne convainc toutefois pas les conservateurs Smart et Gault qui relèvent avec justesse quelques failles dans l'argumentaire du chef libéral.

### **La grève des typographes**

Les travailleurs de l'Union typographique déclenchent une grève, le 14 février. Ces typographes affiliés à l'Union internationale exigent une réduction de la semaine de travail et une augmentation de salaire. L'ordre de déclencher la grève semble provenir d'Indianapolis, chef-lieu de ce syndicat.

Dès le lendemain, le premier ministre fait une sortie en règle contre ces chefs syndicaux étrangers qui dictent leur ligne de conduite aux ouvriers canadiens et, par ricochet, compromettent le travail de la Chambre. Le travail parlementaire en souffre, car le gouvernement avait confié aux typographes l'impression des bills et ordres du jour destinés à la Chambre.

Plusieurs journaux sont également affectés par cette grève, et ce n'est que grâce aux ateliers de *L'Action catholique*, dont les typographes « nationaux » ne font pas partie de l'Union internationale, que la Législature peut se tirer de ce mauvais pas. La Chambre est unanime à condamner cette ingérence étrangère, et les trois députés ouvriers sont mal à l'aise en raison de leur affiliation idéologique à ces mouvements syndicaux.

Le 21 février, le maire de Montréal, Médéric Martin, et le député ouvrier de Montréal-Sainte-Marie, Joseph Gauthier, parviennent à négocier un règlement partiel du conflit. Les typographes recommencent dès lors à effectuer le travail commandé par l'Assemblée législative.

### **Les syndicats ouvriers**

Le 16 mars, Smart remet à l'avant-scène la question des unions ouvrières en déposant une motion voulant obliger les ouvriers canadiens à se regrouper au sein d'unions ouvrières nationales. Bercovitch, qui fut dans le passé avocat des syndicats internationaux, défend avec vigueur l'action de ces unions. Ce débat, le plus long de la session, se poursuit jusqu'au lendemain et plusieurs députés dénoncent les méfaits des syndicats étrangers qui ne partagent ni la mentalité ni les intérêts des travailleurs de la province.

### **Le contrôle des pêcheries**

À la suite d'un vibrant plaidoyer du député Bugeaud (Bonaventure) en faveur d'une amélioration de l'industrie des pêcheries, le ministre Perrault ramène d'Ottawa l'annonce selon laquelle le fédéral donne à Québec le contrôle de ses pêcheries. Pour la province, il s'agit du règlement d'une vieille querelle de juridiction remontant au début du siècle. On peut deviner que l'aboutissement de cette question est d'autant plus facilité par l'arrivée récente au pouvoir du gouvernement libéral de Mackenzie King<sup>11</sup>.

### **Faits divers, faits cocasses**

Le 12 janvier, le premier ministre fait un parallèle entre les fauteuils vides des députés récemment décédés et celui, « bien rempli », du chef de l'opposition. Un journal indépendant de Montréal qualifie d'ailleurs Arthur Sauvé de « bon gros garçon ».

Le 13 février, les journalistes de *L'Événement* et du *Quebec Chronicle* s'accordent pour dire qu'il faisait très froid dans la Chambre ce jour-là. Le premier des deux y va d'ailleurs de cette observation : « Les journalistes n'ont pas d'objection à ce que le débat sur le budget soit long, pourvu qu'on chauffe un peu la Chambre. Hier, on y gelait et ce n'est pas l'éloquence de messieurs les députés qui peut nous réchauffer.<sup>12</sup> »

Pendant une séance du comité des bills privés, le 16 février, Henry Miles s'inflige une blessure au cou. Lorsqu'il se rassoit après un discours, sa chaise se brise et le député perd connaissance en se cognant la tête. Selon *La Patrie*, Miles se rétablit vite de son accident, mais, le 9 mars, alors que Miles veut reprendre place sur son siège, il ne s'aperçoit pas que sa chaise est déplacée. Il tombe et se cogne la tête de nouveau. Dans ses mémoires, Thérèse Forget-Casgrain est persuadée que ce sont des collègues de Miles qui lui jouent ce tour parce qu'il a défendu la cause du vote des femmes en Chambre. Rien dans nos sources ne nous permet de corroborer d'une quelconque façon cette affirmation<sup>13</sup>.

Frédéric Lemieux et Aryane Babin

## Critique des sources

En 1922, la Tribune de la presse compte 15 journalistes et est présidée par Jean-Marie Fortin, du *Soleil*. Les vice-présidents sont Robert R. Parsons, du *Montreal Daily Star*, et Irénée Masson, de *L'Action catholique*. Le poste de secrétaire trésorier est confié à Damase Potvin, lui aussi du *Soleil*. Les autres membres connus de la Tribune de la presse sont : Edmond Chassé, de *L'Événement*; Alonzo Cinq-Mars, de *La Presse*; E. T. Cinq-Mars, de *La Patrie*; John A. Davis, du *Québec Chronicle*; Ewart E. Donovan, du *Quebec Telegraph*; Louis Dupire, du *Devoir*; Joseph-Amédée Gagnon, du *Quotidien*; Hervé Lapierre, du *Canada*; William R. O'Farrell, de *Canadian Press*; Jade J. O'Flaherty, du *Montreal Herald*; et Abel Vineberg, du *Montreal Gazette*.

À quelques reprises durant la session, *L'Événement* et *La Patrie* publient des comptes rendus incomplets ou trop courts des travaux législatifs. Les autres quotidiens comme *La Presse* et *Le Soleil* fournissent des résumés assez substantiels qui nous ont permis de compléter l'information.

Les sources sont divisées en quatre groupes distincts : la presse favorable au gouvernement, les journaux généralement neutres, ceux favorables à l'opposition, puis finalement les journaux régionaux et hebdomadaires.

### La presse partisane

Dans le cas du *Soleil*, son association avec le gouvernement libéral est plus qu'évidente. Habituellement, les articles relatifs à la session commencent par un éloge au gouvernement et le dénigrement systématique du chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition est sensible aux critiques du *Soleil* et se plaint continuellement du traitement que lui inflige la presse du gouvernement. Seule la création d'un journal des débats pourrait « assurer au public des comptes rendus fidèles des séances et des débats de l'Assemblée législative ». Pour lui, « la presse stipendiée trompe le peuple, fausse les actes, les paroles et les gestes des législateurs, trouve que tous les ministres sont des parangons de vertu et des génies, que tout ce qui est ministériel est bon et que cette presse déforme tout ce que fait l'opposition, ne se contente même pas de faire le silence sur ses actes, mais encore l'injurie quotidiennement<sup>14</sup> ».

Le journal *Le Canada* est lui aussi d'allégeance libérale tout en fournissant moins d'informations sur les débats que *Le Soleil*. *La Tribune* de Sherbrooke, propriété du trésorier Nicol, publie des comptes rendus très courts qui reprennent des portions d'articles du *Canada* ou du *Soleil*. Généralement, lorsqu'un ministériel donne la réplique au chef de l'opposition, ces journaux écrivent qu'il est « applaudi par toute la Chambre » comme si les autres députés conservateurs, même peu nombreux, appuyaient le gouvernement.

### Les journaux généralement neutres

*L'Événement* offre des comptes rendus détaillés des échanges et n'hésite pas à publier des échanges piquants que ses concurrents omettent. Les discours des deux partis sont rendus sans trop de partisanerie.

Durant cette session, *La Presse* traverse une nouvelle tourmente avec la question de la succession entre les héritiers de Trefflé Berthiaume. Ces déchirements ne traversent cependant pas le seuil de la salle du comité des bills privés. Malgré ces querelles, les comptes rendus de *La Presse* sont généralement complets. Il penche légèrement du côté ministériel comme en témoigne un éditorial (25 janvier) saluant les réalisations économiques du gouvernement.

*L'Action catholique* est la propriété de l'épiscopat de Québec et son organe officieux. Ses comptes rendus y sont presque identiques à ceux de *La Presse* et de *La Patrie*. Il est cependant intéressant de remarquer que lors du débat sur l'assassinat de Blanche Garneau, ce journal mentionne que « le premier ministre, sous le couvert de son immunité parlementaire, fait sur le compte de Binet et de Palmer des déclarations que nous ne pouvons répéter sans nous exposer à la vindicte des lois ».

Les autres journaux n'ont pas la même retenue, bien qu'on ne puisse savoir si leur version reproduit tout ce que dit Taschereau<sup>15</sup>.

Quant à *La Patrie*, ce journal offre sensiblement les mêmes comptes rendus que les deux précédents. Plutôt neutre, il fractionne en plusieurs petits articles un même débat. La « Lettre parlementaire » d'André Laforest est d'un ton très littéraire et apporte souvent des précisions importantes sur certains points de détail. Enfin, *Le Nouvelliste* présente de courts comptes rendus qui reproduisent des passages des articles de *L'Événement*.

### Les journaux favorables à l'opposition

Les journaux de ce groupe témoignent d'une certaine sympathie envers les conservateurs pour des motivations très différentes.

*Le Devoir* a tendance à dénoncer les excès du gouvernement et à prendre la défense d'Arthur Sauvé. Comme les autres journaux, il faut distinguer le compte rendu des débats, relativement neutre, des éditoriaux de Louis Dupire où la position est nettement plus favorable au chef de l'opposition sans toutefois tomber dans la partisanerie.

Un fait inusité : aucun journal ne rapporte le très long discours d'Achille Bergevin (Beauharnois) sur la canalisation du Saint-Laurent<sup>16</sup>. Est-ce en raison de l'heure tardive de la soirée? Parce que la prorogation s'annonce pour le lendemain et que les correspondants décident qu'ils en ont assez fait? Peut-être est-ce parce que ce député, éclaboussé en 1914 par le scandale Mousseau, n'a plus aucune crédibilité auprès de ses collègues. C'est du moins ce qu'affirme *Le Devoir* qui ne se prive pas lui non plus de le ridiculiser au passage. Heureusement, Sauvé préserve de l'oubli ce discours en en proposant le dépôt officiel pour examen.

Pour leur part, *The Montreal Daily Star* et *The Gazette* ont beaucoup contribué à enrichir la reconstitution des débats de 1922. Ils rapportent souvent des protestations de députés que d'autres journaux n'ont pas cru bon de signaler. Ils donnent beaucoup de place aux interventions des anglophones Gault et Smart, que l'on résume brièvement dans les quotidiens francophones. Le *Star* appartient à Lord Atholstan, conservateur et impérialiste, alors que *The Gazette* est l'organe des conservateurs fédéraux. Cela n'en fait pas un allié de Sauvé, car ce dernier cherche à se dissocier des conservateurs fédéraux en affirmant qu'il est possible de voter conservateur au Québec sans nécessairement être d'accord avec la conscription.

*The Quebec Chronicle* reprend presque mot pour mot les comptes rendus du *Montreal Star*. À la mort de sir David Watson en février, sir William Price, lui aussi d'allégeance conservatrice, prend le contrôle du *Chronicle*. Ce changement n'influence pas la nature des comptes rendus des débats. Complètement opposé à Sauvé, le *Montreal Herald* ressemble beaucoup à *L'Événement* et met lui aussi beaucoup d'accent sur les discours de Gault et de Smart, unilingues anglophones.

### Les journaux régionaux et hebdomadaires

Quelques journaux régionaux et hebdomadaires fournissent des informations que les grands quotidiens ne publient pas.

L'hebdomadaire *La Minerve*, dirigé par Arthur Sauvé, reproduit intégralement les discours du chef de l'opposition, notamment lorsqu'il demande des élections à date fixe<sup>17</sup>. La substantielle réplique de Taschereau publiée dans les autres journaux est ici expédiée en un seul paragraphe, après quoi la riposte de Sauvé suit. Quand Taschereau déclare la motion rejetée, on ajoute même en conclusion : « Quelle démocratie tout de même que la démocratie libérale! » Les procédés sont semblables aux journaux stipendiés que Sauvé dénonce, mais avec un très faible tirage en comparaison des organes gouvernementaux<sup>18</sup>.

Favorable aux conservateurs, *Le Bien public* déplore toutes les louanges faites aux ministériels par la presse gouvernementale. Le 19 janvier, on peut lire que « les braves gens qui ne lisent que les journaux dévoués au gouvernement, c'est-à-dire presque la totalité de notre presse, ignoreront toujours qu'il se trouve quelqu'un en Chambre pour ne pas admettre que tout est beau



dans l'œuvre du gouvernement, et pour protester contre ce que le chef de l'opposition affirme avec raison être de criantes injustices<sup>19</sup> ».

*L'Étoile du Nord*, de Joliette, et le *Progrès du Golfe*, de Rimouski, reproduisent les discours de députés locaux souvent ignorés par les grands quotidiens. C'est le cas de Pierre-Joseph Dufresne, député de Joliette, dont l'intervention du 22 février est rapportée dans l'hebdomadaire de sa région, le 2 mars. Pour sa part, le discours du député de Bonaventure, Joseph-Fabien Bugeaud, est repris dans le *Progrès du Golfe* le 6 mars et le 10 mars 1922.

Frédéric Lemieux

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec : 1896-1960*, Québec, Septentrion, 1995, p. 145.
2. Bernard Vigod, *Taschereau*, Septentrion, Québec, 1996, p. 153; Alain Laberge (dir.), *Histoire de la Côte-du-Sud*, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1993, p. 265.
3. *Le Devoir*, 16 février, p. 1.
4. « On respecte le français à la Chambre », *L'Action catholique*, 26 janvier 1922, p. 1.
5. Séance du 12 janvier.
6. *Le Devoir*, 26 janvier 1922, p. 1.
7. Séance du 25 janvier.
8. Séance du 26 janvier.
9. *L'Événement*, 9 mars 1922, p. 3.
10. *Le Soleil*, 9 mars 1922, p. 1.
11. Séance du 7 février.
12. *L'Événement*, 13 février 1922, p. 10 et *Quebec Chronicle*, 13 février 1922, p. 2.
13. *La Patrie*, 16 février 1922, p. 10.
14. Séance du 17 mars.
15. Séance du 30 janvier.
16. Séance du 20 mars.
17. Séance du 25 janvier.
18. *La Minerve*, 28 janvier 1922.
19. *Le Bien public*, 19 janvier 1922, p. 1.

## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Abitibi, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Croix, La*  
*Droit, Le*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Gazette du Nord, La*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Matin, Le*  
*Messager de Verdun, Le*  
*Minerve, La*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nationaliste, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de l'Est, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quotidien, Le*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sentinelle, La*  
*Sherbrooke Daily Record, The*

*Sorelois, Le*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Tribune, La* (Saint-Hyacinthe)  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Vérité, La*

### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1922, 4 volumes.

Nicol, Jacob. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. Nicol, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 24 janvier 1922*. [s.l.]: 1922. 39 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1922, Québec 1922.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1922, Québec 1922.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1922.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LVI: Session 1922*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1922, iv, 366, lxxii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1922, Vol. LVI*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1922, v, 365, lxxvii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 12 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1922, xiii, 567 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 12 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1922, xii, 594 p.

*Rapports des comités généraux, 3<sup>e</sup> session*, 1922.

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique .....	vii
Critique des sources .....	xv
Bibliographie.....	xix
Table des matières.....	xxi
L'Exécutif en 1922 .....	xxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxvii
Par ordre de circonscription .....	xxix
Débats	
1 Séance du mardi 10 janvier 1922 .....	1
2 Séance du mercredi 11 janvier 1922 .....	9
3 Séance du jeudi 12 janvier 1922 .....	17
4 Séance du mardi 17 janvier 1922 .....	37
5 Séance du mercredi 18 janvier 1922 .....	41
6 Séance du jeudi 19 janvier 1922 .....	47
7 Séance du vendredi 20 janvier 1922 .....	55
8 Séance du mardi 24 janvier 1922 .....	59
9 Séance du mercredi 25 janvier 1922 .....	97
10 Séance du jeudi 26 janvier 1922 .....	113
11 Séance du vendredi 27 janvier 1922 .....	133
12 Séance du lundi 30 janvier 1922 .....	137
13 Séance du mardi 31 janvier 1922 .....	151
14 Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> février 1922.....	165
15 Séance du jeudi 2 février 1922.....	179
16 Séance du vendredi 3 février 1922.....	189
17 Séance du lundi 6 février 1922.....	209

18	Séance du mardi 7 février 1922.....	217
19	Séance du mercredi 8 février 1922.....	235
20	Séance du jeudi 9 février 1922.....	247
21	Séance du vendredi 10 février 1922.....	257
22	Séance du lundi 13 février 1922.....	263
23	Séance du mardi 14 février 1922.....	271
24	Séance du mercredi 15 février 1922.....	285
25	Séance du jeudi 16 février 1922.....	297
26	Séance du vendredi 17 février 1922.....	307
27	Séance du lundi 20 février 1922.....	311
28	Séance du mardi 21 février 1922.....	315
29	Séance du mercredi 22 février 1922.....	331
30	Séance du jeudi 23 février 1922.....	343
31	Séance du vendredi 24 février 1922.....	355
32	Séance du lundi 27 février 1922.....	361
33	Séance du mardi 28 février 1922.....	373
34	Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> mars 1922 .....	387
35	Séance du jeudi 2 mars 1922.....	395
36	Séance du vendredi 3 mars 1922.....	409
37	Séance du lundi 6 mars 1922.....	425
38	Séance du mardi 7 mars 1922 .....	435
39	Séance du mercredi 8 mars 1922.....	451
40	Séance du jeudi 9 mars 1922.....	469
41	Séance du vendredi 10 mars 1922.....	485
42	Séance du lundi 13 mars 1922.....	503
43	Séance du mardi 14 mars 1922 .....	519
44	Séance du mercredi 15 mars 1922.....	541
45	Séance du jeudi 16 mars 1922.....	559

46 Séance du vendredi 17 mars 1922.....	587
47 Séance du lundi 20 mars 1922.....	617
48 Séance du mardi 21 mars 1922 .....	667
Index des participants .....	673
Index des sujets .....	703
Index des bills publics et privés .....	731





**L'HONORABLE CHARLES FITZPATRICK**  
**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif**  
**1922**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre et procureur général  
L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture  
L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts  
L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail  
L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries  
L'honorable Athanase David, secrétaire et registraire de la province  
L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie  
L'honorable Jacob Nicol, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales  
L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille  
L'honorable Aurèle Lacombe, ministre sans portefeuille  
L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille  
L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BÉDARD, Joseph-Hercule	L	Montréal-Hochelaga
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOISSEAU, Armand	L	Saint-Hyacinthe
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CARON, Joseph	L	Hull
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILLOT, Wilfrid	L	Laprairie
CONROY, Bernard-Augustin	L	Montréal-Sainte-Anne
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
DESJARLAIS, Camille-Émile	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matane
DUFOUR, Philippe	L	Charlevoix-Saguenay
DUFRESNE, Pierre-Joseph	C	Joliette
FARAND, Avila	L	Soulanges
FORGET, Adélard	L	Iberville
FORTIER, Joseph-Hughes	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAUDRAULT, Joseph-Athur	L	Chicoutimi
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Joseph	O	Montréal-Sainte-Marie
GODBOUT, Eugène	L	Témiscouata
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAMEL, Édouard	L	Portneuf
HAY, John	L	Argenteuil
LACOMBE, Aurèle	O	Montréal-Dorion
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFRENIÈRE, Siméon	L	Berthier
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LAURENDEAU, Adélard	O	Maisonnette
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMAY, Joseph-Henri	L	Sherbrooke
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MCDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MERCIER, Louis-Philippe	L	Trois-Rivières
MILES, Henry	L	Montréal-Saint-Laurent
MONET, Amédée	L	Napierville

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

xxviii

Député	Allégeance politique	Circonscription
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MORIN, Nérée	L	Kamouraska
NICOL, Jacob	L	Richmond
OLIVER, William Robert	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Éméry	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
RICARD, Léonide-Nestor-Arthur	L	Saint-Maurice
RICHARD,	L	Verchères
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SIMARD, Téléphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
VAUTRIN, Irenée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortier, Joseph-Hughes
BEAUHARNOIS	L	Bergevin, Achille
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafrenière, Siméon
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Oliver, William Robert
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Dufour, Philippe
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Gaudrault, Joseph-Arthur
COMPTON	L	Desjarlais, Camille-Émile
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	L	Caron, Joseph
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Forget, Adélard
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	C	Dufresne, Pierre-Joseph
KAMOURASKA	L	Morin, Nérée
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Laurendeau, Adélard
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	O	Lacombe, Aurèle
MONTRÉAL-HOCHELAGA	L	Bédard, Joseph-Hercule
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Conroy, Bernard-Augustin
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	O	Gauthier, Joseph
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Miles, Henry

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

xxx

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
NAPIERVILLE	L	Monet, Amédée
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Hamel, Édouard
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Nicol, Jacob
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Boisseau, Armand
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-AURICE	L	Ricard, Léonide-Nestor-Arthur
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Lemay, Joseph-Henri
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Godbout, Eugène
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Mercier, Louis-Philippe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Richard, Jean-Marie
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier







## Séance du mardi 10 janvier 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation<sup>2</sup>, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les membres de la Chambre étant réunis en séance;

## Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif<sup>3</sup>.

Et, les députés étant de retour<sup>4</sup>,

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** prend son siège. (Applaudissements de la Chambre et de la foule)<sup>5</sup>

## Brefs d'élection:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification ci-après, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie un mandat l'enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Témiscouata.

Vacances dans les districts électoraux<sup>6</sup>:

## District électoral de Témiscouata

Québec, le 8 novembre 1921

Au greffier de la couronne  
en chancellerie à Québec

Comme l'Orateur de l'Assemblée législative de Québec est absent de la province, nous vous

mandons, sous l'autorité de l'article 108 des statuts refondus de 1909, d'émettre un bref portant convocation du collège électoral de Témiscouata, pour l'élection d'un nouveau député en remplacement de M. Louis-Eugène-A. Parrot, qui nous a adressé et fait remettre sa démission.

Donné à Québec, sous nos signatures, ce 22 juin 1921.

L.-A. Taschereau,  
député du district électoral de Montmorency

J.-E. Perrault,  
député du district électoral d'Arthabaska

## Brefs d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Beauce, de Montréal-Sainte-Marie, de Richmond, des Trois-Rivières, de Verchères et de Wolfe<sup>7</sup>.

## Vacances dans les districts électoraux:

District électoral  
de Richmond

Québec, le 19 novembre 1921

L'honorable M. Francoeur,  
Orateur de l'Assemblée législative  
de Québec

Cher monsieur,

Je donne, par les présentes, ma démission de député du district électoral de Richmond à l'Assemblée législative de Québec.

Votre tout dévoué,  
W. G. Mitchell

Témoins: Alex Hyde,  
D. Taylor

**Districts électoraux de Wolfe, de Verchères,  
de Beauce, de Montréal-Sainte-Marie  
et des Trois-Rivières**

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de Joseph-Eugène Rheault et de l'acceptation, par MM. Adrien Beaudry, Arthur Godbout, Napoléon Séguin et Joseph-Adolphe Tessier, de charges dépendant du gouvernement du Québec et auxquelles sont attachés des traitements annuels, les collèges électoraux de Wolfe, de Verchères, de Beauce, de Montréal-Sainte-Marie et des Trois-Rivières sont sans représentants à l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency

Jos.-Ed. Caron,  
député des Îles-de-la-Madeleine

**Certificats d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats suivants pour les districts électoraux de Richmond, Beauce, Trois-Rivières, Wolfe, Montréal-Sainte-Marie, Témiscouata, Verchères.

**District électoral de Richmond**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. William John Ewing, registraire et officier-rapporteur résidant à Richmond, l'honorable M. Jacob Nicol, avocat à Sherbrooke et trésorier de la province, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Richmond à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Walter George Mitchell, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral de Beauce**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. Gustave Garant, shérif et officier-rapporteur résidant à Saint-Joseph-de-Beauce, M. Joseph-Hugues Fortier, avocat à Sainte-Marie, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Arthur Godbout, qui a accepté une charge publique à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion.

**District électoral de Trois-Rivières**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. Philippe-Laurent Lassonde, shérif et officier-rapporteur résidant à Trois-Rivières, M. Ludger-Philippe Mercier, notaire aux Trois-Rivières, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral des Trois-Rivières à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Adolphe Tessier, qui a accepté une charge publique à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Wolfe**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. Oscar Lamoureux, registrateur et officier-rapporteur résidant à Ham-Sud, M. Joseph-Pierre-Cyrinus Lemieux, médecin et chirurgien à Weedon, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Wolfe à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Eugène Rheault, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Montréal-Sainte-Marie**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. G.-A. Lacombe, registrateur et officier-rapporteur résidant à Montréal, M. Joseph Gauthier, typographe à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Sainte-Marie à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Napoléon Séguin, qui a accepté une charge publique à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Témiscouata**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. J.-O. Girard, shérif et officier-rapporteur résidant à Rivière-du-Loup, M. Eugène Godbout, cultivateur à Saint-Éloi, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député au collège électoral de Témiscouata à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Louis-Eugène-A. Parrot, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Verchères**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-trois novembre 1921 et adressé à M. Ulric Saint-Jean, registrateur et officier-rapporteur résidant à Verchères, M. Jean-Marie Richard, notaire à Contrecoeur, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Verchères à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Adrien Beaudry, qui a accepté une charge publique à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**Présentation de nouveaux députés:**

**M. Jacob Nicol,  
Richmond**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **M. Bullock (Shefford)** présentent à la Chambre le nouveau député de Richmond, M. Nicol. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Nicol (Richmond)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)<sup>8</sup>

**M. Joseph-Hugues Fortier,  
Beauce**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** présentent à la Chambre le nouveau député de Beauce, M. Fortier. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Fortier (Beauce)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)

**M. Joseph-Pierre-Cyrénus Lemieux,  
Wolfe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Perrault (Arthabaska)** présentent à la Chambre le nouveau député de Wolfe, M. Lemieux. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Lemieux (Wolfe)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)

**M. Louis-Philippe Mercier,  
Trois-Rivières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** présentent à la Chambre le nouveau député de Trois-

Rivières, M. Mercier. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)

**M. Joseph Gauthier,  
Montréal-Sainte-Marie**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion)** présentent à la Chambre le nouveau député de Montréal-Sainte-Marie, M. Gauthier. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)

**M. Eugène Godbout,  
Témiscouata**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** présentent à la Chambre le nouveau député de Témiscouata, M. Godbout. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Gobout (Témiscouata)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)

**M. Jean-Marie Richard,  
Verchères**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. David (Terrebonne)** présentent à la Chambre le nouveau député de Verchères, M. Richard. Celui-ci prête serment et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Richard (Verchères)** prend son siège en Chambre. (Applaudissements à droite)

### **Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Discours du trône**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous souhaiter une cordiale bienvenue au nom de notre auguste Souverain.

Pendant la prorogation, notre capitale a été la scène de plusieurs événements notables.

C'est ici que le peuple canadien a salué une dernière fois Son Excellence le duc de Devonshire avant son départ pour l'Angleterre et a rendu publiquement hommage à la façon dont il a présidé aux destinées de notre pays, durant les années difficiles de la guerre.

Mon gouvernement a également eu le privilège de recevoir Son Excellence Lord Byng, à son arrivée au Canada, et de lui exprimer la sympathie que lui a d'avance acquise, au sein de notre population, son dévouement à nos troupes canadiennes.

Une réception publique a été offerte au maréchal Foch dans la salle du Conseil législatif, pour marquer l'admiration de notre province envers l'illustre vainqueur de la Grande Guerre.

L'application des lois que vous avez votées à la dernière session a obtenu le plus franc succès.

La colonisation bénéficie déjà de l'attribution au ministre de la Colonisation des terres propres à la culture et de la séparation effectuée entre le domaine forestier et le domaine de la colonisation. Au-delà de 15,000 lots ont été mis à la disposition du ministre de la Colonisation, qui pourra ainsi grouper les colons dans les endroits les plus propices, et y concentrer ses travaux.

La création de fermes de démonstration promet des résultats non moins heureux. Il en est quatre qui fonctionnent actuellement, et sept autres qui sont en voie d'organisation. La construction d'une école moyenne d'agriculture à Rimouski commencera bientôt.

Les débuts de l'assistance publique sont fort encourageants. Plus de 50 institutions de bienfaisance se sont prévaluées des avantages que leur offre le gouvernement pour les aider à hospitaliser et à soigner les indigents.

La loi des liqueurs alcooliques réalise pleinement les espoirs qu'elle avait fait naître. Une foule d'abus ont déjà disparu. Les revenus que la Régie des alcools procure au gouvernement lui permettront d'aider puissamment l'instruction publique, la colonisation, la voirie et d'autres services de l'administration.

Les conditions avantageuses auxquelles notre province a pu contracter son dernier emprunt de quatre millions ont mis en relief le bon état de ses finances et la situation remarquablement favorable dans laquelle elle se trouvera, au point de vue économique et social.

La crise du chômage, qui sévit dans le monde entier, est beaucoup moins aiguë en notre province. Notre classe ouvrière fait preuve d'un esprit qui facilitera considérablement la reprise des activités. Mon gouvernement accélère l'exécution de travaux à Montréal et dans diverses autres régions pour fournir de l'emploi durant l'hiver à ceux qui en manquent.

Plusieurs projets de loi importants vous seront soumis.

Au cours de l'été dernier, des incendies ont exercé de très grands ravages dans nos forêts. Une mesure vous sera présentée dont l'objet est d'effectuer un inventaire de nos ressources forestières, de mieux protéger la forêt et d'activer le reboisement.

Trente-cinq millions ont été dépensés, depuis quelques années, en travaux de voirie. Il importe de maintenir en bon état tous les chemins qui ont été construits. Un projet de loi a été préparé en vue d'assurer l'entretien des routes, sans trop obérer les municipalités.

Certaines modifications vous seront proposées qui tendent à rendre encore plus efficace la loi des liqueurs alcooliques.

Mon gouvernement croit le moment venu de refondre la loi des cités et villes, la loi des coroners et la loi d'hygiène publique.

Il est également urgent d'adopter un code de procédure pénale pour rendre plus rapide et plus facile la répression des infractions que prévoient nos

lois provinciales. Vous serez saisis d'un projet à cet effet.

Le palais de justice de Québec ne répond plus aux besoins toujours croissants de l'administration de la justice. Le gouvernement vous demandera l'autorisation de l'agrandir.

Il vous proposera aussi d'apporter une modification à notre système judiciaire pour que les juges de la Cour supérieure puissent donner plus de temps à l'instruction des causes mues devant ce tribunal.

Pour continuer une politique qui, tout en attribuant la large part à l'école primaire, vise à encourager le haut enseignement, la littérature et les arts, vous serez invités à fonder un prix de littérature destiné à couronner chaque année les meilleures œuvres de nos écrivains.

Messieurs de l'Assemblée législative,

En étudiant le rapport financier, vous aurez la satisfaction d'y constater que les recettes excèdent de beaucoup les dépenses de l'administration. Vous serez appelés à voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'intérêt général, qui sollicitent votre attention. Vos travaux seront d'autant plus fructueux qu'ils s'inspireront de plus hautes considérations, et c'est pourquoi je prie la Providence d'éclairer vos délibérations et de répandre ses bénédictions sur notre province.

#### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

#### **Composition d'un comité spécial**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les honorables MM. Taschereau, Caron et Nicol, MM. Bullock, Cannon, Gault, Pilon, Sauvé, Smart, Tessier et Vautrin forment ledit comité spécial.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre de l'Agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année 1920-1921. (Document de la session no 3)

**Rapport du ministre  
de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**<sup>9</sup> dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Voirie de la province de Québec pour l'année 1921. (Document de la session no 21)

**Rapport du ministre  
des Travaux publics et du Travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail pour l'année finissant le 30 juin 1921. (Document de la session no 4)

**Rapport du ministre  
de la Colonisation, des Mines  
et des Pêcheries**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1921. (Document de la session no 7)

**Rapport du surintendant  
de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1920-1921. (Document de la session no 8)

**État financier du surintendant  
de l'Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et les dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1921. (Document de la session no 9)

**État financier  
des corporations scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 10)

**Statistiques judiciaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, les statistiques judiciaires pour l'année 1920. (Document de la session no 29)

**Rapport du secrétaire  
et registraire de la province de Québec**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'année 1920-1921. (Document de la session no 6)

**Rapport des  
institutions d'assistance**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, les statistiques des institutions d'assistance (asiles, hôpitaux, hospices, sanatoria, etc.) pour l'année 1920. (Document de la session no 24)

**Rapport de l'archiviste  
de la province de Québec**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour l'année 1920-1921. (Document de la session no 30)

**Statistiques des  
établissements pénitentiaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires (prisons, écoles de réforme et écoles d'industries) pour l'année 1920. (Document de la session no 28)

**Rapport du ministre  
des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1921. (Document de la session no 5)

La séance est levée<sup>10</sup>.

**NOTES**

1. *Le Soleil* du 11 janvier 1922, à la page 1, mentionne que "des équipes de peintres ont récemment très sensiblement rafraîchi les deux Chambres" du parlement avant le début de la session.
2. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1922, vol. LVI.
3. *L'Événement* du 11 janvier 1922, à la page 3, rapporte qu'après la lecture du discours du trône, au Conseil législatif, le lieutenant-gouverneur Sir Charles Fitzpatrick décora un héros de la grande guerre originaire d'Abbotsford, le lieutenant R.-K. Whitney, un aviateur qui a gagné la "Distinguished Flying Cross". Selon *La Presse* du 11 janvier 1922, à la page 1, c'était la première fois qu'avait lieu une remise de médaille dans de pareilles circonstances.
4. Selon *L'Événement* du 11 janvier 1922, à la page 1, les députés revinrent du Conseil législatif un peu avant 4 heures et la foule emplit rapidement les places disponibles à ce moment. *L'Action catholique* du 11 janvier 1922, à la page 8, affirme que "jamais le public de Québec s'était rendu en aussi grand nombre à l'ouverture de la session." Sur le parquet de la Chambre, on remarquait S. E. le cardinal Louis-Nazaire Bégin, Mgr Laflamme, curé de la basilique, M. le chanoine Beaulieu ainsi que le recteur de l'Université Laval, M. l'abbé Gariépy. *La Patrie* du 11 janvier 1922, à la page 1, ajoute qu'on pouvait également apercevoir des membres du clergé protestant ainsi que les personnages consulaires des différents pays.
5. *Le Soleil* du 11 janvier 1922, à la page 1, mentionne que ces applaudissements étaient également destinés à M. Caron, qui suivait M. Taschereau. Ce dernier, selon le *Montreal Star* du 11 janvier 1922, à la page 4, répond "par un sourire douxereux" à cet accueil.
6. *L'Événement* du 11 janvier 1922, à la page 3, précise qu'à l'ouverture de la session, seul le comté de Labelle n'a pas encore élu son représentant à l'Assemblée.
7. Selon le *Montreal Star* du 11 janvier 1922, à la page 4, le pupitre de l'ex-député de Wolfe (M. Rheault), décédé le 5 avril 1921, était orné d'une couronne mortuaire en hommage à sa mémoire.
8. *Le Soleil* du 11 janvier 1922, à la page 1, ajoute que "chacun des nouveaux députés alla prendre sa place après avoir, au passage, pressé les mains des ministres après celle de l'Orateur".
9. *L'Événement* du 11 janvier 1922, à la page 3, rapporte que l'honorable Joseph-Léonide Perron, à la fois conseiller législatif depuis le 13 avril 1916 et ministre de la Voirie depuis le 27 septembre 1921, a choisi M. Joseph-Édouard Perrault comme représentant à l'Assemblée législative.
10. *L'Événement* du 11 janvier 1922, à la page 1, fait état qu'à l'ajournement, le chef de l'opposition, M. Sauvé, "a échangé une cordiale poignée de main avec le premier ministre que toute la députation a entouré, félicité".



Séance du mercredi 11 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 10.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Lasalle demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de Jeremiah Kivenko et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal (M. Bercovitch);
- de Léopold Desforges, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);
- de dame Héva Prevost et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le partage fait en conformité de la loi 5 George V, chapitre 156 (M. Bercovitch);
- de Max Liverman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Bercovitch);
- de René Therrien, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);
- de Le Club des Arts, limitée, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- de dame Nora Hunter et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une certaine convention et ratifiant la nomination de fiduciaires (M. Bercovitch);
- de la Maison de l'Immaculée-Conception, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains titres (M. Boisseau);

- de dame Nellie Blanche McGowan et autre, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de changer son nom en celui de Helen McGowan McKim et pour d'autres fins (M. Gault);

- du Synode du diocèse de Montréal de l'Église d'Angleterre, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs (M. Gault);

- du révérend Thomas Nelson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The African Methodist Episcopal Church (M. Gault);

- d'Israël Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J.-Arthur Villeneuve (M. Poulin);

- de la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'émettre des débentures (M. Smart);

- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Smart);

- de la Congregational Union of Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant la tenue des registres de l'état civil (M. Smart).

**Rapports du comité spécial:**

**Composition des comités permanents**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Caron son président et rapporte la liste suivante des députés devant faire partie des comités:

Comité permanent des règlements: L'honorable M. Caron; MM. Boisseau, Bullock, Cannon, Gault, Leclerc, Lemay, Létourneau, Madden, Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Pilon, Ricard, Simard.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Lacombe, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Boisseau, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Cédilot, Conroy, Daniel, Desaulniers,

Dufour (Charlevoix), Dufresne, Farand, Forget, Fortier, Gault, Gauthier, Hamel, Hay, Laferté, Lapierre, Laurendeau, Lemay, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, Mercier (Trois-Rivières), Monet, Miles, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet, Péloquin, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Renaud, Robert, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Tessier, Thériault, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Lacombe, Mercier fils, Moreau, Nicol; MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Desaulniers, Desjarlais, Dufour (Matane), Dufresne, Farand, Forget, Gaudrault, Gault, Godbout, Grégoire, Hay, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lafrenière, Létourneau, Miles, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Richard, Robert, Roy, Sauvé, Savoie, Simard, Smart, Tessier, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Mercier fils, Nicol; MM. Bergevin, Bissonnet, Boisseau, Bordeleau, Bullock, Cannon, Daniel, Dufresne, Fortier, Gault, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Madden, McDonald, Miles, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Philps, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Ashby, Bercovitch, Boisseau, Bordeleau, Bugeaud, Bullock, Cannon, Daniel, Fortier, Gault, Hamel, Laferté, Leclerc, Lemay, Mercier (Trois-Rivières), Monet, Ricard, Richard, Sauvé, Tessier, Thériault, Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Caron, Moreau, Perrault, MM. Bergevin, Bordeleau, Bullock, Cédilot, Daniel, Dufour (Charlevoix), Dufour (Matane), Dufresne, Desjarlais, Farand, Forget, Fortier, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Laferté, Lafrenière, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Madden, Miles, Monet, Morin, Oliver, Ouellette (Yamaska), Ouellet (Dorchester), Péloquin, Phaneuf, Pilon, Renaud, Ricard, Robert, Sauvé, Savoie, Tessier, Thériault, Tourville.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Lacombe; MM. Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Caron (Hull),

Conroy, Dufresne, Gault, Gauthier, Godbout, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Létourneau, McDonald, Miles, Morin, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Paquet (Saint-Sauveur), Philps, Reed, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Simard, Smart, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Bugeaud, Hamel, Ricard, Sauvé, Smart, Tessier, Thériault.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Ashby, Bullock, Caron (Hull), Cannon, Daniel, Dufresne, Fortier, Godbout, Mercier (Trois-Rivières), Morin, Oliver, Ouellet (Dorchester), Richard, Robert, Sauvé, Tessier.

Adopté.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Fortier (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne, M. Conroy, que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, il y a quelques jours le gouvernement consultait l'électorat sur divers points de la province, et de la région de Québec, de celles de Montréal, de Sherbrooke, des quatre coins cardinaux, la réponse fut uniforme et unanime, ou à peu près. Le gouvernement local m'appelle à proposer l'adoption du discours du trône. Sans fausse modestie, ce mouvement ne porte pas en lui la garantie des succès qui ont jusqu'à présent marqué sa carrière.

Je remercie le ministère de l'honneur qu'il me fait. Je suis de la Beauce, et ce pays a donné à la province le premier cardinal canadien<sup>1</sup>: c'est le berceau de la grande famille Taschereau où la race

canadienne-française se reflète comme en un miroir, dont le chef<sup>2</sup> luttait avec Bédard<sup>3</sup> et Blanchet<sup>4</sup> pour la liberté civile des nouveaux sujets du roi d'Angleterre, aux jours sombres de notre histoire, et dont le fils aujourd'hui est le guide énergique et sûr, aimé des deux races composant notre province dont les vertus mutuelles mieux comprises ont réalisé les grandes œuvres que notre patriotisme commun ne se lasse pas d'admirer.

Il (M. Fortier) complimente le fils (l'honorable M. Mercier) d'un homme d'état qui dirigea les destinées de notre province avec un si grand patriotisme qu'il entraîna derrière son drapeau les meilleurs éléments de notre population, sans distinctions de parti. Il (M. Fortier) compare les beaux jours d'Honoré Mercier<sup>5</sup>, les jours où les luttes fratricides cessèrent au pays de Québec, à ceux que nous vivons aujourd'hui et qui voient encore les Canadiens français unis.

Je suis de la Beauce... Cette petite province recèle toutes les ressources de la grande: les pêcheries et les mines; la forêt y est immense, le colon y prospère, le commerce s'accroît et l'industrie sous des formes multiples se développe; cependant que l'agriculture demeure la souveraine toute puissante dans ce royaume où tout s'incline devant sa majesté. L'honorable premier ministre a voulu honorer la Beauce, il a réussi, je lui dis toute ma gratitude. Aux conservateurs comme aux libéraux qui m'ont élu par acclamation, j'adresse l'expression de ma vive reconnaissance. Qu'ils soient assurés de mon dévouement.

Si quelque voyageur, parti depuis 1910, revient au foyer en l'an de grâce 1922, parcourt sa région, quel changement ne le frappe-t-il pas. Tout d'abord, il se demande s'il est bien chez lui et si c'est la province de Québec qu'il foule de ses pieds. Puis la réalité le tient: les chemins vicinaux présentent une surface unie, de conformation améliorée, sinon parfaite. Et c'est par des artères régionales aux chaussées façonnées suivant toutes les règles de la technique qu'il traverse le pays tout entier, presque aussi rapidement qu'en chemin de fer. Cela se constate mieux que ça ne se dit.

Comme pendant de nos principales voies ferrées, la province possède à cette heure les routes: Édouard VII, Montréal-Québec, Lévis-Jackman, Sherbrooke-Derby-Line, Chambly et Trois-Rivières-Grand-Mère, formant 380<sup>6</sup> milles d'excellentes routes reliant les principales villes entre elles et les districts les plus importants. Pourtant, nous n'avons pas encore la route de la rive sud du Saint-Laurent, se déroulant le long du grand fleuve de Saint-

Lambert-de-Lévis à Gaspé, aboutissant dans ce panorama d'incomparable beauté qu'est la Gaspésie. Et la route de Sherbrooke-Montréal sera bientôt le trait d'union entre la jeune reine industrielle des Cantons-de-l'Est et le centre de l'industrie canadienne, Montréal, sans parler de la voie Montréal-Ottawa, sans parler du développement inéluctable que ce gouvernement réserve dans un avenir immédiat à la province; tout en consolidant l'œuvre existante par l'entretien des routes. Cette transformation, loin d'altérer la confiance populaire dans le gouvernement libéral est devenue un gage de succès.

Si au début, l'illustre pionnier de cette politique est tombé victime de l'hésitation en un secteur de bataille<sup>7</sup>, comme Laurier<sup>8</sup>, après Arthabaska, il (l'honorable M. Caron) a vu toutes les bonnes volontés se rallier à son panache et revendiquer d'urgence la poursuite de la politique des bons chemins. Depuis, les temps ont changé et aujourd'hui le peuple goûte l'assurance du succès définitif depuis que l'honorable premier ministre a appelé à la tête du ministère de la Voirie l'honorable M. Perron<sup>9</sup>, qui a toujours réalisé tout ce qu'il a voulu, son énergie ne le cédant qu'à sa puissance d'exécution. On soupire après le moment où le réseau sera terminé, qui fera de la province de Québec l'une des plus avancées dans la politique des bonnes routes. La province a ouvert la voie au reste du pays par sa politique de la voirie.

Qu'a-t-elle fait, qu'a fait l'actuel gouvernement quant à la régie du commerce des liqueurs? Le premier entre tous, il a su allier la cause de la tempérance à la cause sacrée de la liberté dans sa façon de régler le problème. Proscrivant le débit clandestin, ne livrant des liqueurs alcooliques qu'au milieu des précautions les plus méticuleuses et n'émettant des permis qu'avec circonspection, il supplée aux justes besoins de nos populations en éliminant les causes de désordre. Cette loi bienfaisante respecte aussi le principe de l'autonomie municipale: les campagnes sont traitées comme les villes.

La loi des liqueurs n'est que d'hier, et pourtant, quels encourageants succès! La province a pavé la voie aux autres provinces. Déjà la Colombie-Britannique s'est inspirée de notre exemple; déjà les autres provinces s'éveillent au succès de la loi nouvelle. Ontario tend l'oreille. Toronto même se demande si nous n'avons pas la meilleure solution. Et voilà que de l'ouest nous arrivent les échos des revendications des Ligues de Modérations<sup>10</sup>, réclamant la tenue de plébiscites aux fins de confier au Manitoba la régie du commerce des liqueurs.

La loi donne satisfaction. Toutes les provinces veulent se modeler sur nous. Le gouvernement verra à ce que cette satisfaction demeure et s'accroisse. Chaque année, des millions tomberont dans le coffre public pour se répandre en amélioration à la Voirie, l'Instruction publique, à la Colonisation et à l'Agriculture.

Le problème jusqu'ici insoluble de la régie de l'alcool est résolu. Nous le devons à celui qui préside avec tant de distinction le gouvernement de cette province et toute la province lui en est profondément reconnaissante. Bientôt peut-être, l'immense empire de la démocratie et de tous les progrès au sud de nous fera-t-il sien le régime qui nous régit; ce jour-là nous aurons le spectacle d'un petit peuple perdu dans les millions de l'Amérique du Nord indiquant aux peuples d'Amérique la voie de la modération et le moyen de recouvrer la liberté individuelle.

Il convient de signaler cette loi où l'administration met le sceau officiel à la charité privée pour sa gouverne effective et fait généreusement sa part. Elle fait en sorte que la misère soit toujours soulagée, prévenant la manifestation des lacunes inhérentes à l'initiative publique. Il en découlera aussi beaucoup de bien. Inutile de répéter ce qui a été fait déjà. La séance continue, pour cela comme pour le reste. Rappelons-nous toutefois les dons de \$1,000,000 à Laval et McGill, à l'Université de Montréal et les crédits à d'autres institutions. Aujourd'hui, le gouvernement fonde un prix annuel de littérature, quelle belle initiative du secrétaire de la province (l'honorable M. David) conforme à la mentalité de notre peuple que celui de la fondation projetée d'un prix annuel de littérature. Nous nous reconnaissons ici par atavisme: Fils de France!

Il (M. Fortier) loue le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) de son excellente loi de colonisation. Des amendements récents n'ont pour but, dit-il, que de prémunir le colon contre les empiètements du marchand de bois et sa propre imprévoyance, ils tendent à assurer l'avenir du colon, de son foyer, de sa famille et le développement de la colonisation. Notre loi de colonisation et l'objectif du gouvernement, c'est de faire de cette province non pas seulement la première sous le rapport de la voirie, du commerce et de l'industrie, mais la grande province agricole du Canada. Ailleurs, on a des gouvernements agraires de nom: ici, nous en avons un de fait. Le nom importe peu, la chose est tout.

Ce que le gouvernement a fait pour l'agriculture?

a) 3 écoles d'agriculture, une nouvelle en construction à Rimouski; des fermes de démonstration à maints endroits qui se multiplient et se multiplieront: la première ferme de démonstration est en voie de construction à Rimouski et sept sont en voie d'organisation;

b) octroi aux sociétés agricoles, coopératives favorisées;

c) conférenciers et agronomes parcourant la province, prêchant l'évangile du sol.

Québec est agricole. Nous voulons que la science de l'agriculture se répande sur toute la province, décongestionne les villes et opère le retour à la terre. La terre manque de bras; il faut lui en donner. L'agriculture a fait notre richesse dans le passé; elle porte dans son sein le gage de notre survivance comme race et de la prospérité nationale. Car les autres branches de l'activité industrielle reposent sur elle. Pendant que la grève embarrasse la plupart des autres provinces, que les ferments du socialisme dissolvent l'organisme social et que le chômage et la grève menacent de tout bouleverser, que la dette publique augmente, les déficits remplacent les surplus, le crédit public de la province de Québec est plus haut que jamais, l'agriculture rapporte, l'ouvrier et le patron s'entendent, la paix, l'harmonie et la prospérité règnent sur la province heureuse. La solidité de Québec réside dans sa fidélité à ses traditions. Comme Louis XIV<sup>11</sup> s'adressant à madame de Maintenon<sup>12</sup>, on ne devrait parler d'elle qu'en disant "Votre solidité".

Il (M. Fortier) voit briller les épis d'or d'une belle moisson d'avenir qui s'annonce abondante, luxuriante. Le soleil du Parti libéral, dit-il, s'est en effet levé sur Ottawa. Ceux qui ont gagné cette victoire sont des modérés. Nous avons foi dans les principes de nos devanciers et dans nos chefs actuels, nous croyons en Dieu et en la Patrie, et cette marche vers le progrès, nous voulons la poursuivre dans une union étroite et féconde des deux races composant notre province, composant notre pays, unis comme en un faisceau par nos vertus réciproques, ne formant qu'un tout, qu'une âme par notre but commun.

(Applaudissements à droite)

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)**<sup>13</sup> rappelle les premiers paragraphes du discours du trône et fait allusion à l'égalité des privilèges et des droits qui existe dans la province de Québec pour les membres des deux races. Il rappelle le départ du duc de Devonshire<sup>14</sup>, l'arrivée de Lord Byng<sup>15</sup> et la visite du maréchal Foch<sup>16</sup>.

Il (M. Conroy) rend hommage au gouvernement qui a, depuis plusieurs années, pris note des besoins du peuple et guidé sa destinée à travers les obstacles de la fausse économie et de l'extravagance et qui n'a exercé sur la vie privée des gens qu'une supervision bienveillante. Il fait remarquer que le gouvernement n'a jamais dévié de cette route avant la période qui a suivi la guerre, alors qu'on mit sur pied un plan de contrôle gouvernemental, né de la nécessité de soutenir le revenu devant l'augmentation dramatique du coût de la vie et l'essoufflement du commerce et de la production.

Il y a eu des erreurs dans le passé comme on pouvait s'y attendre, mais, fort d'une année d'expérience, le gouvernement, se fiant au savoir acquis dans le passé, apportera les solutions nécessaires pour renforcer la mise en vigueur de la loi et qui amélioreront considérablement son application. C'est dans ce but que le gouvernement a établi le contrôle de l'achat des liqueurs. Les crimes ont diminué, la population de Québec est devenue tempérante, et la paix règne dans la province de Québec.

Rappelons-nous que la bière et le vin sont des biens de consommation générale qui ne se limitent pas à une seule classe, mais la supervision gouvernementale est la seule qui puisse être efficace. La population s'est prononcée à ce sujet par référendum. La prise de contrôle par le gouvernement des liqueurs fortes a été amplement justifiée. On ne voit plus aujourd'hui d'explosion de violence et de nombreuses morts causées par la fabrication et la vente de liqueurs illégales et toxiques qui pouvaient pousser des hommes sains d'esprit à des actes de folie, avant de devenir aveugles et de mourir.

Pour quelle raison, alors, notre peuple ne pourrait-il pas légiférer pour lui-même en accord avec ses désirs, étant donné que ces désirs s'accordent avec la modération et la raison? Les Canadiens français sont sobres et tempérants. La proportion d'excès est plus basse ici que n'importe où dans le monde. Dans ce domaine comme dans d'autres, il est intéressant de noter la tendance qu'ont prise les autres administrations d'imiter la législation de la province de Québec. D'autres provinces ont suivi l'exemple de Québec en ce qui concerne le contrôle des liqueurs.

Le produit de la vente de boissons a donné une aide appréciable aux œuvres de charité, au développement de l'éducation et à la construction et à l'entretien de bonnes routes. La province en a tiré de grands bénéfices, sans avoir eu à augmenter les taxes.

La politique du gouvernement bénéficie de l'appui solide du public dont les opinions ne changent pas au gré de ses caprices ou de ses fantaisies. Les services de réformateurs professionnels sont à la fois inutiles et indésirables en cette province. Le bon jugement de la population fait en sorte qu'elle refuse d'être exploitée par quelques superficiels magiciens embauchés à l'étranger.

Il (M. Conroy) passe en revue le travail du Bureau supérieur de la santé qu'il félicite pour ses efforts constructifs et couronnés de succès. Le travail du Bureau supérieur de la santé, dit-il, est digne des plus beaux éloges. Et il salue la récente élection fédérale<sup>17</sup> qui permettra une meilleure harmonie avec Ottawa.

Il parle de la loi d'assistance publique qu'il regardait l'an passé d'un œil peu rassuré, et déclare que, depuis les pyramides jusqu'à l'organisation moderne, les hommes ont élevé des monuments à leurs idéaux, et la valeur de ces idéaux pour l'humanité est la mesure de la grandeur de ceux qui ont érigé ces monuments. Il n'y a pas de question plus importante au plan national que le bien-être du peuple.

Il (M. Conroy) fait l'éloge du caractère de la population française de la province de Québec et de son bon jugement, affirmant que c'est à ces qualités qu'est due la paix qui règne dans la province. La province de Québec se trouve dans une position très enviable. Le taux de chômage est faible et ne devrait pas augmenter, tandis que le prix des biens de consommation a atteint un niveau peu élevé. Le programme de construction mis sur pied par le gouvernement a réellement réduit le chômage de même que la création de fermes modèles pour aider au développement de l'agriculture, et la protection des forêts contre le feu et d'autres activités majeures démontrent la vigilance du gouvernement.

Rappelant le souvenir de Sir Wilfrid Laurier, il (M. Conroy) dit qu'il aurait vu, dans la province de Québec, la réalisation du projet qu'il avait conçu et que c'est l'administration libérale qui a réalisé ce projet. Il félicite Sir Lomer Gouin<sup>18</sup> de ce que le premier ministre King<sup>19</sup> ait réalisé l'importance et la nécessité de ses grandes compétences.

Il exprime sa conviction que le nouveau trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) sera une bonne recrue pour la province et il donne une impression générale de confiance dans la façon de gouverner des libéraux.

Il rappelle le souvenir de l'honorable Mitchell<sup>20</sup> et fait l'éloge de tous les députés nouveaux ou partis du Parlement depuis la dernière session où, dit-il, il y a beaucoup de valeurs cachées. Ces hommes, qui ont réussi dans leurs sphères

respectives, que ce soit dans les professions ou le commerce, sont modestes; mais une excellente législation est le résultat de leur jugement et de leurs qualités. Nous pouvons être particulièrement fiers des services rendus par les écoles et les collèges de cette province, et l'influence de telles institutions a été rendue possible en grande partie par le soutien du gouvernement actuel et de ceux qui l'ont précédé.

Il (M. Conroy) parle des efforts faits par le gouvernement pour développer la politique des bons chemins et pour faire un succès dans tous les départements où se manifeste l'activité du gouvernement. (Applaudissements à droite)<sup>21</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), l'ajournement du débat.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Nominations au service civil

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 10 janvier 1922  
(Document de la session no 12)

La séance est levée<sup>22</sup>.

#### NOTES

1. Elzéar-Alexandre Taschereau (1820-1898), archevêque (1870), puis cardinal de Québec (1886).

2. Jean-Thomas Taschereau (1778-1832) fut député du Parti canadien en 1809-1810, de 1812 à 1821, puis de 1824 à 1827. Il lutta contre le gouverneur James Craig et le Parti des bureaucrates et fut emprisonné en mars 1810 pour "pratiques traîtresses" avec Pierre-Stanislas Bédard et François Blanchet.

3. Pierre-Stanislas Bédard (1762-1829) fut élu député du Parti canadien de Northumberland de 1792 à 1808. Fondateur du journal *Le Canadien* et chef du Parti canadien, il fut ensuite élu dans la Basse-ville de Québec de 1808 à 1810, puis dans Surrey de 1810 à 1812. En lutte contre le Parti des bureaucrates et le gouverneur James Craig, il sera notamment jeté en prison en mars 1810 pour "pratiques traîtresses" en compagnie de Jean-Thomas Taschereau et de François Blanchet.

4. François Blanchet (1776-1830) fut élu député du Parti canadien dans Hertford de 1809 à 1816 et de 1818 à sa mort. En lutte contre le Parti bureaucrate, il fut jeté en prison en mars 1810 pour "pratiques traîtresses" en compagnie de Pierre-Stanislas Bédard et de Jean-Thomas Taschereau.

5. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

6. Chiffre de *L'Événement* du 12 janvier 1922, à la page 1. Le *Montreal Herald* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 300 milles de chemins.

7. À l'élection du 15 mai 1912, le ministre de l'Agriculture, Joseph-Édouard Caron, fut battu dans l'Islet, un comté d'allégeance conservatrice, aux Communes représenté par Eugène Paquet. Selon Robert Rumilly, Caron rompit le pacte de non-agression traditionnel entre les deux partis ce qui, avec d'autres facteurs, causa sa perte. Il fut le seul ministre du cabinet Gouin à mordre la poussière à cette élection. Voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XVII, Montréal, Fides, p. 118-119.

8. Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada de 1896 à 1911.

9. Joseph-Léonide Perron (1872-1930), député libéral de Gaspé de 1910 à 1912, puis de Verchères de 1912 à 1916. Nommé conseiller législatif (Montarville) en 1916 et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau, en juillet 1920. Leader du gouvernement au conseil législatif (1921), il a été

ministre de la Voirie de 1921 à 1929 sans toutefois siéger à l'Assemblée. Il y est élu député de Montcalm en 1929 et a été ministre de l'Agriculture en 1929-1930.

10. Les "Moderation Leagues" entre parenthèses dans le texte du journal.

11. Louis XIV le Grand (1638-1715), roi de France de 1643 à 1715. Il gouverne réellement à partir de 1661.

12. Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon (1635-1719). D'abord chargée d'élever les enfants de Louis XIV et de Mme de Montespan, elle finit par supplanter cette dernière et épouse le Roi à la mort de la reine Marie-Thérèse (1683).

13. *La Presse* du 12 janvier 1922, à la page 1, précise que M. Conroy a lu son discours en anglais. Un extrait de *La Patrie* du même jour, à la page 4, souligne qu'il fut "éloquent et enchanta même par moments, autant que ces conteurs arabes qui enluminent de couleurs et d'expressions imagées les récits du passé qu'ils débitent sous un ciel pensif". Toutefois, nous ne pouvons déterminer avec certitude qui, du journaliste ou de M. Conroy, est l'auteur de ce passage précis.

14. Sir Victor Christian William Cavendish (1868-1938), 9<sup>e</sup> duc de Devonshire et gouverneur du Canada de 1916 à 1921.

15. Julian Hedworth George Byng (1862-1935), vicomte Byng de Vimy et gouverneur du Canada de 1921 à 1926.

16. Ferdinand Foch (1851-1929), maréchal de France, commandant des troupes alliées durant la Première guerre mondiale. Il s'est arrêté pour une courte visite au Canada les 11 et 12 décembre 1921. Il a notamment été reçu au Parlement dans la salle du Conseil législatif et prit place sur le fauteuil de l'Orateur pour accueillir pendant une heure le public venu le saluer en grand nombre, selon *L'Action catholique* du 13 décembre 1921, page 7. Voir Élie-J. Auclair, *Pau, Favolle, Foch au Canada*, Montréal, Beauchemin, 1922, p. 85-143.

17. Lors des élections du 6 décembre 1921, les libéraux de William Lyon Mackenzie King ont été élus à Ottawa.

18. Lomer Gouin, premier ministre du Québec de 1905 à 1920.

19. William Lyon Mackenzie King, premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930 et 1935 à 1948.

20. George Walter Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond et trésorier de la province de 1914 à 1921. Il fut également ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire à Ottawa dans le gouvernement King (1921-1924).

21. Selon *L'Événement* du 12 janvier 1922, à la page 10, M. Conroy fut accueilli "avec des applaudissements plus bruyants que ceux qui avaient salué les débuts du député de Beauce (M. Fortier), et cela pour deux raisons: d'abord, parce que le Dr Conroy n'est pas un nouveau député et, ensuite, parce qu'il est montréalais, et que les députés de Montréal - qui ne détestent pas taquiner leurs collègues de Québec - aiment toujours à montrer qu'ils savent bien faire les choses."

22. *L'Événement* du 12 janvier 1922, à la page 10, rapporte qu'après l'ajournement, "le député de Beauce (M. Fortier) reçut de chaleureuses félicitations. L'honorable M. Taschereau fut l'un des premiers à lui offrir ses compliments".





Séance du jeudi 12 janvier 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur<sup>1</sup>

La séance est ouverte à 3 heures<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon);

- du révérend William E. Hamilton et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Connectional Methodist Church in Quebec (M. McDonald);

- de l'Église du mouvement de Sainteté en Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les actes de l'état civil faits par ses ministres et pour autres objets (M. McDonald);

- de Rachel Rainville et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 16 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec (M. Monet);

- de Arthur Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation fiduciaire et la succession de feu T. Berthiaume (M. Monet);

- de Herman Barrette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Vautrin);

- de Joseph-B. de Boucherville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Philomène Valois (M. Vautrin);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Lasalle demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);

- de la Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);

- de Jeremiah Kivenko et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal (M. Bercovitch);

- de Léopold Desforges, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);

- de dame Héva Prévost et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le partage fait en conformité de la loi 5 George V, chapitre 156 (M. Bercovitch);

- de Max Liverman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Bercovitch);

- de René Therrien, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);

- du Club des Arts, limitée, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de dame Nora Hunter et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une certaine convention et ratifiant la nomination de fiduciaires (M. Bercovitch);

- de la Maison de l'Immaculée-Conception, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains titres (M. Boisseau);

- de dame Nellie Blanche McGowan et autre, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de changer son nom en celui de Helen McGowan McKim et pour d'autres fins (M. Gault);

- du Synode du diocèse de Montréal de l'Église d'Angleterre, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs (M. Gault);

- du révérend Thomas Nelson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The African Methodist Episcopal Church (M. Gault);

- d'Israël Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J.-Arthur Villeneuve (M. Poulin);

- de la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'émettre des débentures (M. Smart);

- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Smart);  
 - de la Congregational Union of Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant la tenue des registres de l'état civil (M. Smart).

### Rapports de comités<sup>3</sup>:

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Ashby pour son président et il recommande de réduire le quorum à six membres.

Adopté.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Adopté.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Galipeault pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept membres.

Adopté.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport.

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Adopté.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Cannon pour son président et il recommande de réduire le quorum à huit membres.

Adopté.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Robert pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Adopté.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Tessier pour son président et recommande de réduire le quorum à sept membres.

Adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Létourneau pour son président et recommande de réduire le quorum à quatre membres.

Adopté.

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Adopté.

### Dépôt de documents:

#### **État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre un état préparé par l'auditeur de la province et contenant la liste des mandats spéciaux qui a été émis pendant les vacances de la Législature en vertu de rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909, lequel état est lu ainsi qu'il suit: (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
7	<i>Administration de la justice:</i> Fonds des bâties et des jurés. (O. C. no 599, 15 avril 1921)	\$24,326.65	\$24,326.65	
8	<i>Services divers:</i> Agent général de la province en Belgique (O. C. no 685, 2 mai 1921)	1,500.00	1,500.00	
9	<i>Gouvernement civil:</i> Dépenses contingentes dans les départements: Département de l'Instruction publique (O. C. no 784, 14 mai 1921)	2,500.00	2,500.00	
10	<i>Dette publique:</i> Frais d'administration Législation: Conseil législatif: Traitements, dépenses contingentes, etc. Assemblée législative: Traitements, dépenses contingentes, etc. Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature Imprimeur du roi: Impression, reliure et distribution des statuts Gouvernement civil: Dépenses contingentes des départements: Département du Trésor, bureau du revenu Département de l'Agriculture Département des Travaux publics et du Travail Lieutenant-gouverneur Administration de la justice Instruction publique: Inspection des écoles Livres de récompense, reliure et fournitures scolaires Conseil de l'instruction publique Rapport du surintendant Octroi aux municipalités les plus méritantes Gratifications pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement Écoles du soir et écoles de coupe Travaux publics et Travail: Entretien, etc., des édifices publics en général Agriculture: Encouragement à l'agriculture en général Écoles d'agriculture Enseignement vétérinaire Écoles ménagères École de laiterie de Saint-Hyacinthe: Travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec Horticulture Voirie: Amélioration et entretien de la voirie Terres et Forêts: Protection des forêts Arpentages Service forestier et inspection des terres	5,600.00  4,845.87 300.00 14,518.72 30,000.00  700.00 2,000.00 1,000.00 500.00 180,000.00  7,100.00 6,156.59 660.60 931.22 55.00 3,155.00 3,184.70  71,653.07  60,000.00 5,500.00 1,000.00 16,000.00  7,500.00 10,000.00  50,000.00  15,000.00 20,000.00 40,000.00	5,600.00  4,845.87 300.00 14,518.72 15,235.08  700.00 2,000.00 1,000.00 500.00 180,000.00  7,100.00 6,156.59 660.60 931.22 55.00 3,155.00 3,184.70  71,653.07  60,000.00 5,500.00 1,000.00 16,000.00  7,500.00 10,000.00  50,000.00  15,000.00 20,000.00 40,000.00	\$14,764.92

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
	Colonisation, Mines et Pêcheries: Comptes en suspens: Administration et ventes de terres publiques pour fins agricoles	\$ 3,000.00 18,000.00	\$ 3,000.00 18,000.00	
	Charges sur le revenu: Perception des licences, etc. Timbres, licences, etc. (O. C. no 1142, 23 juin 1921)	35,000.00 2,500.00	34,807.33 2,415.60	\$ 192.67 84.60
11	<i>Travaux publics et Travail:</i> Contribution à la construction d'un pont interprovincial entre Ottawa et Hull (O. C. no 1156, 30 juin 1921)	38,333.33	38,333.33	
12	<i>Services divers:</i> Asiles d'aliénés Travaux publics et Travail: Entretien des édifices publics en général Charges sur le revenu: Registrateurs, traitements et dépenses contingentes Services divers: Octroi à la Goutte de lait, Montréal Octroi à la Goutte de lait, Québec (O. C. no 1159, 30 juin 1921)	19,200.00 22,000.00 1,500.00 2,500.00 2,000.00	19,200.00 22,000.00 1,472.63 2,500.00 2,000.00	27.37
13	<i>Hygiène</i> Bureau d'hygiène de la province de Québec (O. C. no 1160, 30 juin 1921) 1.- Services divers: Collège classique de Sainte-Anne de la Pocatière, (O. C. no 1991, 13 octobre 1921) 2.- Terres et Forêts: Protection des forêts (O. C. no 2095, 25 octobre 1921) 3.- Dette publique: Prime, escompte et change (O. C. no 2321, 23 novembre 1921) 4.- Colonisation, Mines et Pêcheries: Administration et vente de terres publiques, etc. Service d'inspection de lots de colonisation (O.C. no 2331, 23 novembre 1921) 5.- Voirie: Amélioration et entretien de la voirie (O. C. no 2487, 20 décembre 1921) 6.- Gouvernement civil: Dépenses contingentes des départements: Département du secrétaire de la province (O. C. no 60, 7 janvier 1922) 7.- Travaux publics et Travail: Ponts en fer Services divers: Service entre les Îles-de-la-Madeleine et Pictou Gouvernement civil: Dépenses contingentes des départements: Ministres sans portefeuille (O. C. no 75, 9 janvier 1922)	14,508.21 10,000.00 118,605.00 25,000.00 8,000.00 20,000.00 75,000.00 10,000.00 30,000.00 5,000.00 1,000.00	14,508.21 10,000.00 100,000.00 8,524.26 8,000.00 20,000.00 75,000.00 10,000.00 30,000.00 5,000.00 1,000.00	18,605.00 16,475.74 75,000.00 10,000.00 30,000.00 5,000.00 1,000.00
		\$1,046,833.96	\$875,683.86	\$171,150.10

Département du Trésor, bureau de l'auditeur  
Québec, 12 janvier 1922

Jos. Morin,  
auditeur de la province

### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 11 janvier courant, sur la motion présentée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se lève.  
(Applaudissements à gauche)<sup>4</sup>

Avant de commencer, M. l'Orateur, permettez-moi de vous dire combien je suis heureux de vous voir en aussi bonne santé et si bien disposé à vous acquitter des devoirs de votre tâche. J'adresse à l'honorable chef du gouvernement (M. Taschereau) le même compliment et je puis l'assurer d'une chose, c'est que j'espère que la session se continuera aussi paisible qu'elle a commencé. Si parfois il y a des escarmouches, j'espère qu'il n'en restera pas de blessure au cœur. C'est mon plus ferme espoir.

(Applaudissements de la Chambre)

J'ai lu avec attention le discours du trône et je me suis permis, après avoir entendu mon honorable ami le nouveau député de Beauce (M. Fortier), de relire ce que disait autrefois Honoré Mercier<sup>5</sup>, dont il nous a parlé, et j'ai constaté que Mercier disait d'un discours du trône: "Il est bien long, mais il n'est pas large et il n'y a rien dedans". Je puis en dire autant. Mise à part la référence aux distingués visiteurs qui ont passé par Québec, il n'y a pas grand-chose dans ce discours du trône. Je félicite, le député de Beauce (M. Fortier) de la façon éloquente dont il s'est acquitté de sa tâche. Je lui souhaite d'employer ses talents au service de sa province et non pas à former des corporations pour spéculer sur ses lots. Je félicite aussi le nouveau trésorier (l'honorable M. Nicol)...

(Applaudissements de la Chambre)<sup>6</sup>

Le nouveau trésorier a succédé à un homme dont nous avons appris à apprécier le commerce

agréable. Je souhaite au nouveau ministre d'avoir de gros surplus. Il y a d'autres changements ministériels.

Il (M. Sauvé) signale le départ de l'honorable J.-A. Tessier<sup>7</sup>, ancien ministre de la Voirie, qui est allé cacher dans les eaux courantes le souvenir de sa mauvaise administration.

La province a un nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron)<sup>8</sup>, dit-il, qui a annoncé qu'il viendrait me rencontrer en Chambre. Je le cherche, mais je ne le vois pas, contrairement à la promesse qu'il en avait faite.

On me dit qu'il est dans une autre assemblée délibérante, une Chambre qu'il jugeait jadis inutile. Je suis surpris que le premier ministre de cette province ne soit pas du même avis que le premier ministre du Canada<sup>9</sup>, qui n'a pas voulu donner de portefeuille en formant son cabinet au sénateur Bostock<sup>10</sup>, qui ne serait que temporairement ministre des Travaux publics, car il ne convient pas, prétendait M. King, qu'un ministère important fût administré par un homme qui n'est pas responsable devant le peuple. Je regrette l'absence de l'honorable ministre de la Voirie, car je pourrais lui offrir mes félicitations.

Je félicite aussi l'honorable député du Lac-Saint-Jean, (l'honorable M. Moreau) qui a été appelé à faire partie du cabinet. C'est un excellent colon, mais je constate que le ministre de la Colonisation est encore l'honorable député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), un éminent avocat. Le gouvernement de la province de Québec est composé d'un grand nombre d'avocats.

Je félicite l'honorable député de Dorion (l'honorable M. Lacombe) qui fait aussi partie du cabinet. C'est un bon ouvrier, mais je constate encore que le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault) est toujours l'honorable député Bellechasse, encore un grand avocat.

Il (M. Sauvé) reproche au premier ministre d'avoir profité du résultat des dernières élections fédérales pour gagner quelques élections complémentaires dans la province. Le gouvernement, dit-il, aurait pu faire les élections dans certains comtés dans le cours de l'été dernier.

J'ai lu un discours du nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), dans lequel il énonçait sa politique. Il nous annonçait une classification des routes. Mais c'est la politique prêchée par l'opposition depuis dix ans. Je reste partisan de l'amélioration de la voirie, mais je maintiens que la politique du gouvernement a manqué de méthode, de compétence, qu'elle a fait

perdre des milliers de piastres à des municipalités et que le mode d'entretien des routes est impraticable et injuste pour les municipalités.

Le discours du trône, suivant notre régime parlementaire, devrait être considéré comme l'exposé des mesures que le gouvernement désire nous soumettre au cours de la session. Malheureusement, n'est-il pas arrivé que ce discours ne reflétait que très peu ces mesures? À la fin de chaque session, aux dernières heures, alors que la députation fatiguée d'écouter, de ne rien dire et de laisser faire, se préparait au départ, le gouvernement présentait les mesures les plus surprenantes, exigeant pour les étudier et les discuter convenablement un travail très difficile à faire, et souvent impossible.

Le gouvernement me permettra-t-il de lui demander respectueusement, au nom des intérêts de la province et pour lui assurer une meilleure législation, de changer cette méthode qui a donné lieu à tant de récriminations et d'injustices? Que de lois incomplètes ont été passées ainsi qu'à la vapeur! Que de lois importantes faites de cette façon ont été jugées inapplicables à la suite d'abus scandaleux et ont dû subir une refonte à la session suivante! Exemple, les lois concernant les liqueurs et autres!

L'élaboration des lois doit exiger, non seulement des ministres mais aussi des députés, l'attention de leur conscience et de leur intelligence. Une bonne loi, dit un écrivain, fortifie dans l'âme populaire le respect de l'autorité; une mauvaise loi y fait germer le mépris du pouvoir. Une bonne loi élève le niveau social. Une mauvaise loi introduit dans la société un élément de désordre et de perturbation. C'est ce qui est arrivé dans un passé récent pour certaines mauvaises lois que le gouvernement avait fait adopter. Ce fut la faute de Sir Lomer Gouin<sup>11</sup> dans ses derniers jours en tant que premier ministre, et le premier ministre fut obligé d'en admettre les abus et les scandales. J'ai bien peur que c'est ce qu'il fera encore au cours de cette session, s'il veut mettre fin aux abus et aux injustices causées par l'une de ses principales lois pour laquelle il mit imprudemment son sort au jeu.

N'ai-je pas raison, M. l'Orateur, de demander au gouvernement de donner aux représentants du peuple toute la latitude nécessaire pour l'étude et la discussion consciencieuses de ses mesures?

Il (M. Sauvé) se réjouit avec le gouvernement de la prospérité dont jouit notre province, et il crédite cette prospérité à l'esprit de solidarité que manifeste si bien notre population. Il constate avec plaisir que la province de Québec traverse paisiblement la crise actuelle et il en attribue la cause au bon sens de notre

population et aux saines doctrines dont elle s'inspire. La population de Québec a le mérite d'avoir fait de cette province celle où règne le plus l'ordre, le progrès et l'initiative.

Triompher par le succès et la force des autres n'est pas comme vivre aux dépens des autres. Et rester consciencieusement fidèle à une cause, malgré les obstacles les plus douloureux et les injustices d'un régime de fer, ne vaut-il pas mieux que le triomphe d'un homme qui abdique ses convictions, pour suivre la voie de l'opportunisme menant aux faveurs?

Au lieu d'agrandir les palais de justice, le gouvernement ne devrait-il pas simplifier les lois, les rendre plus claires, de façon à éviter des procès? Que de procès intentés, par exemple, à cause de l'ambiguïté ou des non-sens de la loi des liqueurs? Mon ami le député de Saint-Louis (M. Bercovitch) pourrait le dire tout aussi bien que les juges qui ont critiqué cette loi! Moins de procès, c'est moins d'employés, moins de dossiers, etc.

Envisageons maintenant la situation de notre province et du gouvernement. La production agricole n'a-t-elle pas subi une dépression considérable depuis deux ans surtout? Le gouvernement qui prétendait être l'auteur de la prospérité de la province, de sa prospérité agricole et industrielle serait-il prêt à accepter les reproches pour la dépression qui se fait sentir et s'accroît? Le gouvernement se vante de surplus? Il devrait les employer en aidant davantage les municipalités et, par là, les contribuables. Afin d'avoir ce surplus, n'a-t-il pas été injuste pour nos villes et nos municipalités rurales?

Ne les a-t-il pas privées de sources de revenus qui auraient pu alléger le fardeau de leurs obligations ou taxes municipales? Quand le gouvernement empêche les municipalités d'imposer telles taxes parce qu'il désire lui-même monopoliser ces taxes pour se faire des surplus, peut-il prétendre qu'il répond aux besoins de notre population et de nos municipalités? Le progrès a forcé le gouvernement à inaugurer une politique de voirie. Cette politique du gouvernement a grossi les budgets municipaux de centaines de milliers de piastres, quand les revenus des contribuables n'ont point augmenté.

Je reste partisan de l'amélioration de la voirie. Les chefs conservateurs dans l'opposition ont préconisé cette politique depuis longtemps, mais je maintiens que la politique du gouvernement a manqué de méthode, de compétence qu'elle a fait perdre des milliers de piastres à des municipalités et que le mode d'entretien des routes est impraticable et injuste pour les municipalités.

Depuis trois ans, j'expose au gouvernement la pénible situation où se trouvent les municipalités environnant Montréal, comme celles de Laval, par exemple, qui ont fait leurs chemins à \$25,000 le mille et qui sont obligées chaque année de les réparer et de payer 50 % de cet entretien, quand ces chemins ont été détériorés par le trafic lourd généré par des étrangers qui ne rapportaient rien à ces municipalités, mais paient des millions au gouvernement.

Je dis que les cultivateurs de Laval, ainsi qu'autres municipalités de mon comté et d'ailleurs ont trop longtemps souffert de cette injustice. À l'élection de Trois-Rivières en 1914, et à la session de 1915, je réclamaï la classification et je reprochais au gouvernement de n'avoir pas fait un plan de toutes les routes. M. Tellier<sup>12</sup>, avant moi, en 1912, avait fait la même demande. Il y a deux ans, je disais: "Puisque le gouvernement ne veut pas se charger de la confection et de l'entretien des grandes routes, il devrait au moins changer ses conditions d'entretien. Il est injuste pour les municipalités du comté de Laval, par exemple, et autres dans la même situation, de payer 50 % de l'entretien. Ces municipalités ne devraient pas payer plus du tiers de cet entretien, si le gouvernement ne veut pas consentir à se charger du coût total."

Mon ami le député de Laval (M. Renaud) a fait la même demande pour son comté l'an dernier. Il faut que le gouvernement accepte la politique de l'opposition, car c'est la seule pratique et juste. Le meilleur moyen d'encourager l'agriculture, d'assurer l'amour du sol, l'attachement à la ferme, c'est de traiter le cultivateur avec plus de justice, c'est de lui permettre d'augmenter ses revenus, mais ce n'est pas en le forçant à payer de lourdes taxes pour accommoder des étrangers qui rapportent de gros revenus au gouvernement et rien pour eux-mêmes. Ce sont des faits comme celui-là qui donnent raison aux cultivateurs de s'organiser pour être plus forts dans leurs revendications.

Le gouvernement a mis Montréal dans une situation que le maire et les échevins de notre métropole considèrent comme alarmante, injuste, arbitraire et vexatoire. Le gouvernement enlève aux municipalités ses principales sources de revenus. Le gouvernement ne paye pas de taxe à Montréal pour son commerce de boissons; il ne paye pas de licences à Montréal ni aux autres municipalités, mais à la population de ces municipalités, il vend des boissons à des prix fabuleux. Après cela, il se vantera d'avoir des surplus. Si les municipalités avaient la liberté et le droit de taxer et de réglementer sous la direction d'une loi générale, les hôtels et le commerce de

liqueurs dans leurs localités respectives, comme fait le gouvernement, elles auraient plus de revenus et seraient plus en état d'administrer suivant leurs besoins; elles ne seraient pas constamment obligées de s'adresser au gouvernement pour avoir de l'argent. Nos municipalités ne peuvent pas faire face à leurs obligations sans augmenter les taxes foncières et sans emprunter. Cependant, les revenus de la terre n'augmentent pas, ils ont diminué cette année.

L'honorable député de Beauce (M. Fortier) a dit que la nouvelle loi des liqueurs est une merveille, qui respecte la tempérance et la liberté. Ce n'est pas l'avis de tous les députés. Ce n'est pas l'avis du député de Saint-Laurent (M. Miles) qui l'a critiquée dans une revue pharmaceutique<sup>13</sup>; ce n'est pas l'avis du député de Saint-Louis (M. Bercovitch) qui a prétendu, avec des juges, que c'était une loi impossible, ce n'est pas l'avis du député de Maisonneuve (M. Reed) qui est allé beaucoup plus loin.

Le député de Beauce (M. Fortier) dit que toutes les provinces cherchent à copier le système de Québec. Pas tant que cela. Il nous a cité la Colombie-Anglaise. Il me permettra de lui dire que la Colombie-Anglaise n'a pas copié notre loi. Elle en a adopté une en même temps que la nôtre fut discutée en cette Chambre, et elle diffère de celle de Québec. Je crois que la loi des liqueurs de la Colombie-Anglaise est préférable à la nôtre, car elle donne une partie des revenus du commerce des liqueurs aux municipalités. Dans le *Family, Herald & Star* du 11 janvier, je lis que les municipalités de la Colombie ont reçu leur proportion des profits provenant de la vente des liqueurs du 15 juin au 30 octobre 1921. La ville de Vancouver a reçu \$64,705<sup>14</sup>, pour ces trois mois; elle recevra au-delà de \$200,000, par année. Faut-il que la partie soit donc bien forte pour qu'un homme d'éducation comme le proposeur appelle cette loi une merveille de la conciliation servant la tempérance et la liberté.

Le maire de Montréal<sup>15</sup>, qui se permet de donner des conseils parfois au premier ministre, essaiera sans doute de faire amender notre loi dans ce sens-là. Ce serait une bonne chose que Montréal puisse toucher quelques centaines de milliers de dollars sur les profits de la Commission. D'ailleurs, si notre loi était si bonne, on ne parlerait pas de la changer. L'honorable député de Beauce (M. Fortier) a prétendu qu'elle était bonne. Il a fait cela, probablement, pour faire plaisir à ses parrains, pour être dans les bonnes grâces des ministres, mais l'expérience parlementaire qu'il ne manquera pas d'acquérir, car il a fait preuve de beaucoup de talent,

lui permettra de modifier les opinions qu'il a exprimées, hier. L'honorable député de Beauce nous a dit que le gouvernement s'inspirait de l'idéal de Mercier. J'ai lu, hier, et j'ai ici les discours de Mercier. Ils sont loin d'être inspirés par l'idéal du gouvernement actuel...

La population rurale aurait besoin d'augmenter ses revenus pour faire face à ses croissantes obligations. Le gouvernement devrait donner plus de latitude et ne pas obliger la population à toujours attendre après lui. Que le gouvernement montre la voie du progrès, enseigne et encourage les saines initiatives! Mais qu'il laisse aux citoyens de notre province les moyens de s'administrer, de mettre à profit leurs initiatives. Depuis quelques années, le gouvernement a en vue d'organiser sa politique de façon à constituer un régime absolu, accaparant tous les pouvoirs, cherchant à exercer un contrôle absolu sur toutes les organisations économiques, et même sur nos institutions religieuses ou de charité. Sociétés d'industrie laitière, d'agriculture, de charité, de coopératives, collèges, couvents, écoles normales, inspecteurs, agronomes, c'est tout sous la contrainte du gouvernement. Les agronomes n'enseignent pas ce qu'ils savent, ils agissent sous une discipline étroite.

Nos municipalités, les contribuables de cette province, dépendent de plus en plus du gouvernement, qui veut s'en faire des fonctionnaires, des valets. Ce n'est plus le gouvernement qui est le serviteur du peuple, c'est le peuple en tutelle. On aura l'audace d'appeler cela un gouvernement libéral par le peuple et pour le peuple.

La politique du gouvernement au sujet de la réglementation de la vente et du commerce des liqueurs a été désastreuse de l'aveu même du premier ministre. Le gouvernement se vante du profit qu'il a fait en vendant des liqueurs qui ont enivré des milliers de personnes, qui en ont fait mourir d'autres et qui ont fait le malheur de milliers de familles, bénéficié causé en grande partie par la violation de la loi, par un trafic scandaleux dans toute l'Amérique, par des spéculateurs véreux, etc. Le gouvernement nous annonce dans le discours du trône qu'il aura des sommes considérables à dépenser grâce aux revenus de son commerce des liqueurs. On nous prédit que les profits seront de \$4,000,000. Je ne suis pas surpris que le maire de Montréal ait réclamé pour sa municipalité une partie de ces revenus. J'ai lu, il n'y a pas de nombreuses années, que nos bons curés et le clergé de nos diverses Églises disaient autrefois: "Cet argent est de la farine du diable. Il provient d'actes

malhonnêtes, de violations scandaleuses". Le spectacle des foules dans les magasins de la Commission à Montréal, en décembre dernier, ne fut pas très édifiant. Je reviendrai sur les détails au cours de cette session. On verra alors comment le gouvernement peut se vanter de son surplus sur la vente de boissons.

Le gouvernement nous annonce que l'argent qu'il retirera de ce commerce, qui est dirigé comme on le sait, servira à améliorer l'éducation dans cette province. Je crois plutôt qu'une loi semblable est plutôt de nature à fausser l'éducation. Le gouvernement a ruiné la campagne de tempérance; il a été injuste pour les marchands de liqueurs et injuste pour notre population qu'il a exploitée. La Commission des liqueurs a dû violer la loi pour arriver à faire un surplus. Depuis ses débuts, la Commission viole la loi, et une loi qui doit être violée, afin que l'on dégage un surplus, est une mauvaise loi. Les abus ont été aussi nombreux que sous l'ancien régime. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir au cours de la session et nous démontrerons des choses étonnantes.

Devrais-je dire un mot de l'administration de la justice? Le discours du trône nous annonce que le palais de Justice sera agrandi à Québec comme il l'est à Montréal. Et le régime donne-t-il plus de justice et de bonheur à notre population? Le gouvernement enlève au peuple ses principales sources de revenu, mais lui donne-t-il en retour la justice dont il a besoin? Est-il traité avec justice? Comment est administrée la justice dans notre province? Voici un pauvre cultivateur qui se fait voler un harnais et quelques poules. Il s'adresse aux officiers de la justice pour chercher le voleur. On le trouve; il est condamné à cinq ans de pénitencier, mais cela aura coûté au pauvre cultivateur au-delà de \$200 pour avoir ses objets volés et pour faire punir le voleur, être dangereux pour toute société. Je rappellerai plus tard le cas de ce pauvre candidat ouvrier qui ne put obtenir justice des tribunaux avant que le gouvernement ait récompensé l'ami politicien accusé de parjure. Nous en donnerons des détails au cours de la session.

On commet des vols en plein palais de justice. Des dossiers judiciaires contre des ministres du gouvernement sont volés au palais de justice. Des employés de palais de justice servent de valet à tout faire en temps d'élection. Parmi ceux qui ont charge de diriger la société, et de donner l'exemple de la dignité, de montrer la majesté de la justice humaine, il en est qui jouent avec le parjure, organisent le parjure et se félicitent ensuite d'avoir aussi bien



réussi en cachant la vérité sous serment et en disant toutes sortes de faussetés. Et vous pensez que le peuple va être satisfait d'un pareil régime!

J'ai réclamé des réformes dans l'administration de la justice. Je ne veux pas rappeler la déclaration de l'honorable premier ministre, qui nous annonçait que deux meurtriers seraient pendus, quand ils ne le sont pas encore. L'honorable premier ministre nous faisait alors cette déclaration croyant encore à l'efficacité de l'administration de la justice par les officiers actuels. Le premier ministre lui-même n'a-t-il pas été trompé par ceux qui lui ont fait, au grand étonnement du public sérieux, condamner et pendre deux prisonniers qui, plus tard, furent déclarés innocents<sup>16</sup>? Je ne veux pas rappeler que l'on a protégé des accusés en les enlevant à la justice pour les nommer à des postes de confiance...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
À quoi l'honorable chef de l'opposition veut-il faire allusion?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux parler de l'affaire d'un ancien ministre sans portefeuille.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. Séguin<sup>17</sup>?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, sa nomination au poste de gouverneur de la prison de Bordeaux doit être considérée comme scandaleuse, car le gouvernement aurait dû laisser le député de Sainte-Marie (M. Séguin) régler son procès de contestation avant de le caser.

Au cours de la session, nous aurons occasion de parler de la colonisation et de ses spéculateurs. Je terminerai en exprimant l'espoir que le comité des comptes publics pourra se réunir pour examiner certains comptes. Nous avons le droit de vérifier les comptes qui sont soumis à cette Chambre. Nous aurons l'occasion, au cours de la session, de discuter toutes ces choses.

J'espère que le travail de la session, du côté ministériel comme du nôtre, sera profitable à notre province. Bien des critiques que j'ai faites dans le passé sont justifiées par le gouvernement dans sa politique. J'espère que l'honorable premier ministre, avant de mettre son sort au jeu, cette année, songera à sa promesse de la dernière session et qu'il admettra que le chef de l'opposition, en signalant les défauts de la loi des liqueurs, est plus justifié que celui qui prenait la responsabilité de cette loi en faisant une déclaration applaudie avec toute la légèreté que

comportait la parole elle-même. J'espère que les débats seront conduits avec la dignité qui doit les caractériser et que s'il y a parfois quelques escarmouches, il n'en restera aucune blessure au cœur.

Sans doute nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition. Mais, en lisant les discours de M. Mercier, dont je vous parlais, M. l'Orateur, je lisais des paroles qui méritent notre attention. Il déplorait la faiblesse de son parti, à l'époque où ses adversaires étaient tout-puissants. Peu de temps après, la fortune lui souriait. La Chambre peut être sûre que de mon côté je ne profiterai pas de la force du nombre pour provoquer des applaudissements en vue de cacher la faiblesse d'une cause, ou pour maltraiter un adversaire de mérite mais infortuné.

(Applaudissements de la Chambre)<sup>18</sup>

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
se lève.

(Applaudissements de la Chambre)

M. l'Orateur, je ne vous dirai pas que les paroles de l'honorable M. Mercier qu'il nous a citées sont les meilleures parties du discours de l'honorable chef de l'opposition. En nous racontant les jours sombres qu'il traverse, mon honorable ami nous a rappelé des discours de l'honorable Honoré Mercier. Si l'honorable chef de l'opposition veut connaître des jours de soleil, il ne peut faire mieux que d'aller chercher ses inspirations dans les discours de l'ancien chef du Parti libéral. Mercier a eu ses mauvais jours, mais c'est lui qui a fait le Parti libéral, qui est au pouvoir depuis 25 ans et qui le restera, je l'espère, longtemps encore.

(Applaudissements)

L'honorable chef de l'opposition m'a souhaité une bonne santé. Je lui en souhaite autant et je crois que mes souhaits sont plus sincères que les siens. Je lui souhaite une heureuse santé dans la sphère qui semble lui convenir si bien. M. l'Orateur, je suis d'accord, cependant, avec l'honorable chef de l'opposition pour vous souhaiter à vous de toujours rester jeune et florissant de santé.

Je ne crains pas le reproche de sortir de mon domaine, si mes premières paroles sont pour souligner la victoire que le Parti libéral vient de remporter dans l'arène fédérale<sup>19</sup>. Il me plaît d'autant plus de célébrer de cette victoire que la province de Québec, dont cette Chambre représente si bien la mentalité et les aspirations, a donné à notre parti un témoignage d'estime et de confiance inouï dans les annales politiques de notre pays. À l'unanimité, elle a dit aux provinces-sœurs sa foi dans le libéralisme et

sa volonté de confier nos traditions et nos espoirs à ceux qui, à la suite de Laurier<sup>20</sup>, ont rêvé un Canada plus grand, une union plus étroite entre ses fils, un respect complet de la constitution qui nous régit.

Je crois être l'interprète des sentiments de cette Chambre en transmettant au nouveau premier ministre du Canada et à ses collègues un message de confiance. Il (M. Taschereau) fait l'éloge de Sir Lomer Gouin<sup>21</sup>. Nous savons que, dit-il, fidèles aux traditions du libéralisme, ils dirigeront le Canada vers les hautes destinées qui l'attendent, qu'ils éviteront à la fois l'écueil de l'impérialisme et celui de l'inconnu où l'on veut parfois nous lancer, qu'ils respecteront dans toute leur intégrité les droits provinciaux sans lesquels la Confédération ne saurait durer, et qu'enfin, ils répartiront les impôts de manière à ne pas arrêter le développement industriel et commercial d'un jeune pays qui ne demande qu'à grandir.

Mais si la campagne fédérale a eu ses rayons, elle a aussi eu ses ombres. Elle nous a enlevé l'honorable M. Mitchell<sup>22</sup> qui, pour plusieurs d'entre nous, fut pendant sept ans notre compagnon de travail et de lutte. Esprit large et tolérant, excellent légiste, financier hors ligne, M. Mitchell a attaché son nom à plusieurs de nos meilleures lois. Jamais la position financière de notre province ne fut meilleure que sous sa direction. Durant les sept années qu'il administra nos finances, il accumula des surplus au montant de \$7,500,000.

Quand j'aurai dit que l'honnêteté, la droiture et la franchise se joignaient à ses autres qualités, je ne puis rien ajouter à son éloge que le regret sincère de me séparer d'un ami qui m'honora de son amitié et à qui je donnai la mienne. Je lui souhaite de trouver, dans l'arène nouvelle où il s'est jeté, le même succès que celui qui a couronné sa belle carrière parmi nous. D'autres de nos collègues, MM. Tessier et Séguin, nous ont également laissés après une longue et fructueuse carrière politique. La tâche de M. Tessier fut lourde. À son départ, la province avait dépensé près de \$35,000,000 pour construire et améliorer 3,500 milles de chemins.

M. Tessier donna à cette œuvre nationale son énergie et son intelligence. Sous sa direction, Québec devint le pionnier des bonnes routes, et je cherche encore dans l'emploi de ces \$35,000,000 l'ombre et le soupçon de ce que, dans la vie politique, on qualifie de scandale. C'est là un beau témoignage que M. Tessier emporte en assumant la présidence de la Commission des eaux courantes. Il donnera, j'en ai la conviction, à ce service important, le même zèle et l'activité qui ont marqué son passage à la Voirie.

Enfin, MM. Beaudry<sup>23</sup>, Godbout<sup>24</sup>, Achim<sup>25</sup> nous ont quittés pour ce que les avocats appellent un monde meilleur. Sortis des tempêtes de la politique, nos anciens amis dont la science et la droiture les désignaient à l'administration de la justice auront, je l'espère, maintenant qu'ils sont dans l'"Église triomphante", un bon souvenir pour leurs collègues d'hier qui peinent dans l'"Église souffrante". Je ne saurais compter ceux qui sont partis sans m'arrêter au fauteuil vide de notre excellent ami, M. Rheault, député de Wolfe<sup>26</sup>. La mort l'a pris en pleine activité, et a réalisé ce que nous craignions à l'ouverture de la dernière session. À la famille de ce bon député, j'offre la sympathie de la Chambre.

Mais, sans oublier les disparus, passons aux nouveaux venus. Je leur souhaite la plus cordiale bienvenue parmi nous. L'un d'eux vient de faire ses débuts. Je l'en félicite. Dans la Beauce, le nom de Fortier est synonyme de droiture, de travail et de succès. Son jeune député sera fidèle aux traditions familiales. Je le remercie des bonnes choses qu'il nous a dites, et si bien dites. Quant à mon ami de Sainte-Anne (M. Conroy), qui a appuyé la motion proposant l'adoption de l'adresse, il est trop vieux politicien pour apprécier des compliments. Je crois qu'il trouvera plus de satisfaction dans le souhait très sincère que je forme pour que bientôt l'Irlande, unie à l'Angleterre par un traité de paix honorable, oublie les angoisses du passé et vive heureuse et prospère.

(Applaudissements à droite)

Me serait-il permis de m'arrêter devant un autre fauteuil, mais non pas vide celui-là, mais bien rempli par la personne de celui qu'un journal indépendant de Montréal appelait "ce bon gros garçon". À ceci j'ajouterai, sans un brin de malice, que s'il eût vécu dans l'antiquité, on l'eût appelé le temporisateur. Il a Blanche Garneau pour programme, Arthur Lalonde<sup>27</sup> pour mascotte, Saint-Benoît pour patrie, et l'opposition à bail perpétuel. J'ai bien peur qu'avec tout cela il ne fasse pas meilleure figure qu'il n'a fait dans les dernières élections partielles<sup>28</sup>.

Pendant les horreurs d'une pénible canicule, il a parcouru la province, armé de sa grande rapière. Certains journaux du temps nous disaient les foules qui accouraient, leur délire et leur enthousiasme, même les feuilles manifestaient leur enthousiasme, l'impression profonde créée sur elles par les fanfares et l'éloquence du tribun, le désarroi du camp libéral. On ne parlait que des revues et de conversions à la bonne cause, d'un changement prochain de régime à Québec. La canicule passa. Les fraîches brises d'automne soufflèrent tout doucement. Puis les

premiers froids gelèrent le délire des feuilles et l'enthousiasme des foules, les recrues et les convertis manquèrent de persévérance et, quand sonna en septembre l'heure de la lutte dans sept comtés de la province, le chef, le programme, la mascotte et la patrie disparurent. Jamais le Parti libéral ne remporta victoire plus brillante et plus complète. C'était la réponse du bon peuple à une campagne de diffamations, de fausses représentations et de calomnies. Nous étions bien vengés, et la marque de confiance que l'électorat nous a donnée nous fait oublier les excès de langage que la canicule a provoqués dans le camp oppositionniste.

Le chef de l'opposition a fait la critique de toutes les œuvres du gouvernement pendant l'année; mais que n'est-il donc allé devant les électeurs de sept comtés où nous avons fait des élections, formuler ces critiques? Il eût été alors devant ses juges naturels. Il a préféré se dérober.

Mais je m'arrête, et je veux être bon prince pour mon ami, le chef de l'opposition, auquel je reconnais volontiers assez d'intelligence pour comprendre la position pénible et humiliante dans laquelle il s'est mis avec les glorieux débris de ce qui fut, il y a bien des années, un grand parti.

Je n'aurai pas la cruauté de lui rappeler ses chants de victoire, ni ses espoirs déçus, ni les encouragements trompeurs que lui donna ce bon journal montréalais qui sait joindre merveilleusement au soin du salut de nos âmes le souci des intérêts temporels. Ce sont là des souvenirs déjà lointains que les feuilles d'automne ont recouverts de leur manteau. Qu'ils reposent en paix! Nous osons toutefois nous flatter que les victoires que nous avons remportées sont dues à l'administration que nous avons donnée à la province. Qu'il me soit permis de faire brièvement le bilan de l'année écoulée. Si mon ami, le chef de l'opposition veut bien l'écouter, je crois que sa loyauté saura vaincre le diable bleu qui habite en lui et qu'il sera le premier à crier bravo.

J'accorde la première place à la colonisation. Colonisation, mines et pêcheries, mon ami, le ministre qui préside à ce département (l'honorable M. Perrault), y a déployé toute son activité. Pendant la dernière saison, il a réparti entre ses colons près de \$1,500,000. Il leur a construit 411 milles de chemins nouveaux, en a terminé 500 milles et réparé 512 milles, soit en tout près de 1,500 milles. Jamais il n'en avait été fait autant. L'année dernière, nous séparions le domaine forestier de celui de la colonisation. Quinze mille lots ont été transférés depuis du département des Terres à celui de la

Colonisation. Nous allons ainsi grouper les colons, arrêter la spéculation, et leur donner des chemins. La sollicitude de mon collègue s'est étendue jusqu'à aider à construire, pour ses colons, des écoles et des églises, les deux grands facteurs qui créent et développent les nouveaux centres.

Il (l'honorable M. Taschereau) voit la justification de cette politique dans la victoire libérale de Témiscouata. J'ajouterai, dit-il, que le chemin de fer de Témiscamingue est en pleine voie de construction. Voici encore une superbe région qui prendra un nouvel essor dès que cette voie ferrée sera complétée, alors que les activités du département ont été étendues à l'aide à la construction d'écoles et d'églises, les deux facteurs les plus importants pour le développement du pays. Je signalerai également en passant que le département de la Chasse, des Mines et Pêcheries a rapporté cette année près de \$1,000,000 de recettes, tandis que sous le régime cher à mon ami, le chef de l'opposition, il donnait la somme fabuleuse de \$26,000.

Je passe à l'agriculture, cette branche si importante de nos services publics. Nous lui avons octroyé, pendant l'année écoulée, au-delà de \$1,000,000. Malgré la sécheresse, la production du beurre et du fromage a considérablement augmenté. Quatre fermes de démonstration fonctionnent actuellement et sont couronnées de succès. Sept autres sont en voie d'établissement. J'espère que bientôt chaque comté rural de la province aura cette petite école modèle, qui enseigne à nos cultivateurs les meilleures méthodes d'agriculture et les plus modernes. Je puis ajouter que la grande école moyenne d'agriculture de Rimouski sera sous peu un fait accompli. Le terrain est acheté, et dès ce printemps les travaux de construction commenceront.

Notre domaine forestier a été grandement éprouvé par l'incendie au cours de l'été dernier, été sans précédent par la sécheresse qui l'a caractérisé. On a calculé qu'au-delà de 1,000 milles carrés ont été dévastés. Les concessionnaires et le gouvernement n'ont rien épargné pour combattre l'incendie, et leurs efforts ont empêché le désastre d'être plus considérable. Nous avons dépensé dans cette lutte près de \$200,000. Mais, en retour, nous nous acheminons rapidement vers une recette de notre domaine forestier s'élevant à \$4,000,000. Je me rappelle encore la satisfaction que nous avons éprouvée, il n'y a pas encore bien des années, quand nous avons touché le million. Bientôt je l'espère, mon collègue des Terres (l'honorable M. Mercier fils) donnera à son ami le trésorier (l'honorable M. Nicol) \$5,000,000. Ce sera le coup de grâce qui

amènera la conversion de mon ami le chef de l'opposition. Au cours de cette session, le gouvernement demandera à la Chambre de voter une mesure qui permettra l'inventaire de nos richesses forestières, qui favorisera le reboisement et qui aidera à combattre les incendies dans la forêt.

La province de Québec a inauguré la politique des ponts en fer. Cette politique ébranlée par Mercier, mais vigoureusement mise en pratique en 1906, a donné des résultats merveilleux. En douze ans, nous avons construit 632<sup>29</sup> ponts au coût de \$5,083,000. Nous en avons 55 autres en construction qui nous coûteront \$1,368,000. C'est dire toute l'ampleur qu'a prise ce service de nos travaux publics. Quand j'aurai ajouté que nous avons dépensé \$808,000 pour abolir les ponts et les barrières de péage et que nous construisons en ce moment à Montréal un nouveau palais de justice et un entrepôt pour les alcools, la Chambre comprendra l'extension que le département des Travaux publics a su prendre.

Le gouvernement s'occupera activement, comme il l'a d'ailleurs toujours fait, de fournir à la classe ouvrière tous les moyens possibles pour réprimer le chômage et faire régner dans le foyer du travailleur la joie et la prospérité. Pour cette dernière année, 33,000 ouvriers se sont présentés à nos bureaux de placement gratuits, et en grand nombre ont obtenu de l'emploi par l'entremise de ces bureaux.

Le budget de l'Instruction publique a été cette année de \$1,600,000 à part les \$3,000,000 votés à nos universités. Ce chiffre est sans précédent dans notre histoire politique. Mais notre secrétaire provincial (l'honorable M. David) ne veut pas s'arrêter là. Des universités, il entend descendre à l'enseignement secondaire, puis à l'école primaire. Je lui laisse le plaisir de faire connaître à la Chambre en détail les réformes qu'il compte opérer et les octrois généreux qu'il veut accorder à l'œuvre si belle et si éminemment nationale de l'éducation.

Le dernier exercice financier s'est soldé par un surplus de près de \$1,300,000. Une seule fois avons-nous fait mieux dans l'histoire de notre province? Les financiers nous disent aujourd'hui que Québec est la plus stable de toutes les provinces, que son crédit est le meilleur, que le vent des folies, des fantaisies et des aventures risquées n'y souffle pas, et que les institutions commerciales et industrielles y trouvent un abri sûr et un refuge assuré.

L'entrée de mon ami le nouveau trésorier<sup>30</sup> (l'honorable M. Nicol) ne pouvait être marquée par un événement plus heureux que celui qui a

caractérisé notre dernier emprunt de \$4,000,000 au mois de décembre. Les bons de la province à 5½ % ont réalisé 97.62, soit un intérêt de 5.74 % ou 2 % de mieux que ce que nous avons obtenu au mois d'avril précédent.

Tous les banquiers ont été émerveillés de ce résultat, qui témoigne de façon éclatante du bon nom et du crédit dont jouit notre province et de la confiance qu'elle inspire au monde financier. Je suis convaincu que mon ami de Saint-Georges (M. Gault), qui s'y connaît en finances, dans un de ces moments d'expansion dont il garde le secret, dira à son vénéré chef qu'il n'aurait pu faire mieux.

À la dernière session, le gouvernement, désireux de donner à la province un régime qui en soit un à la fois de tempérance et de liberté, a courageusement pris à sa charge le commerce difficile des alcools. Nous ne nous sommes nullement exagéré les risques et les dangers d'une semblable entreprise. Des prophètes de malheur ont prédit la faillite de notre loi. J'y ai attaché mon nom et le sort du gouvernement. Avons-nous gagné la partie? Je ne crains pas de répondre dans l'affirmative, et de soutenir que notre législation a été un succès moral et financier.

J'en attribuerai d'abord le crédit à l'élément sain de notre population qui a voulu faire un essai loyal du nouveau système qui s'est soumis de bonne grâce aux restrictions qu'impose la loi, et qui a compris que l'opinion publique de tout le continent, en ce qui concerne la prohibition, ne pouvait être complètement ignorée chez nous.

De la victoire libérale dans Sainte-Marie, il (M. Taschereau) comprend que le peuple n'a pas approuvé les attaques contre la loi des liqueurs. Si le chef de l'opposition avait mis un candidat dans Sainte-Marie, il aurait perdu son dépôt.

Ne l'oublions pas: la prohibition totale a encore ses partisans, ses avocats, ses apôtres, dont beaucoup sont sincères et animés des meilleures intentions. À nous de les convaincre que notre régime est le plus efficace et le plus pratique. C'est ce que nous avons essayé de faire.

Je rendrai également hommage à notre Commission. Le travail qu'a accompli la Commission des liqueurs a contribué à son succès. Nous avons promis de la confier à des hommes droits, honnêtes et compétents. Nous avons tenu notre promesse. En six semaines<sup>31</sup>, nos commissaires ont organisé tout le nouveau régime et, aujourd'hui, peu de maisons commerciales dans la province peuvent rivaliser avec notre Commission sous le rapport de l'organisation et des résultats.

Elle a eu des difficultés quasi insurmontables à vaincre, des intérêts très respectables à heurter, des réclamations fort pressantes à discuter, des décisions grosses de conséquences à prendre. Je félicite les commissaires de leur bon travail et du succès inespéré qui a couronné leurs efforts. Jamais une loi des liqueurs n'aura été autant respectée que celle que nous avons maintenant. Tout homme de bonne foi doit admettre ce fait.

On leur a reproché de manquer parfois de doigté. Mais, dites-le-moi, connaissez-vous quelqu'un qui eût mieux fait dans un commerce tel que celui de l'alcool? Bien sûr, il y a des mécontents, et il est surprenant qu'il n'y en ait pas plus. Lorsque des hommes perdent leur gagne-pain, lorsqu'on doit mettre un frein aux abus, il n'est pas surprenant qu'il y ait des mécontents.

On les a critiqués dans le choix qu'ils ont fait des porteurs de permis. Peut-être ont-ils commis des erreurs, mais qui n'en fait pas. N'avons-nous pas entendu les mêmes critiques, et plus violentes encore, avant la Commission, alors que c'étaient des magistrats qui accordaient ces permis? Jamais du reste leur honorabilité n'a été mise en doute.

Vous vendez vos boissons trop cher, ajoutez-on. Mais un profit d'environ 20 % est-il exagéré? Demandez aux anciens vendeurs combien ils réalisaient de profits.

D'ailleurs, les autorités fédérales, dès la mise en vigueur de notre nouvelle loi, ont doublé les droits d'accise et de douane sur tous les alcools, moins les vins, avec le résultat qu'Ottawa percevait près de \$2.00 sur chaque bouteille de scotch que notre Commission vend au public, soit autant que le prix coûtant, le profit et les frais du commerce. C'est dire que le reproche qu'on nous adresse n'est guère mérité...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que la boisson est de bonne qualité?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si le chef de l'opposition y goûte, il verra qu'elle n'est pas du tout mauvaise.

On s'est plaint de la qualité de nos alcools et de nos vins. Les anciens vendeurs avaient des stocks énormes. Allions-nous les obliger à jeter tout cela dans le Saint-Laurent? Nous avons dû acheter ces stocks, dont une forte partie avait été acquise par leurs propriétaires à des prix de guerre. Il a fallu écouler ces marchandises. Mais je puis assurer la Chambre que de nouvelles importations sont commencées.

La Commission achète directement ses alcools des fabricants, et ses vins des producteurs. Bientôt elle aura à Paris un bureau d'achats, sous la direction d'experts. Il n'y aura pas d'intermédiaires. Nous aurons ici les meilleurs crus de la vieille France, et à très bas prix. Ce bureau de Paris contrôlera les achats en Espagne, en Italie, au Portugal, ainsi que dans les autres pays producteurs d'Europe. Nous n'avons pas l'intention de faire un profit avec la vente de vins, car nous nous sommes rendu compte que la meilleure façon de contrer l'alcoolisme était d'encourager la consommation de vin.

Je désire ici dire un mot de ce qui se passe dans quelques-unes de nos provinces-sœurs. D'ardents apôtres de la prohibition, qui ont beaucoup plus de souci de nos âmes que des leurs, veulent nous diriger vers le ciel par une législation qu'ils préconisent. "Dominion wide prohibition", réclament-ils. Je leur répondrai dans leur langue: "Hands off Quebec".

Le contrôle des alcools relève des provinces: chacune est libre de se donner le régime qui lui plaît. Si ces bons apôtres, étrangers à notre province, croient pouvoir penser et légiférer pour elle, je leur prédis d'amères déceptions.

Je les inviterai plutôt à exercer leur zèle apostolique, leur propagande et leur amour du prochain, parmi les leurs où ils trouveront un superbe champ d'action. Quant à nous, nous n'avons que faire de leur prosélytisme. De grâce, que ces braves gens nous laissent avoir soin de nous-mêmes. Nous ne tolérerons pas leur intervention.

J'ai parlé du résultat moral de notre loi. Nos commissaires ont des pouvoirs très étendus, qui pourraient sembler même arbitraires. Je l'admets. La chose était nécessaire. Depuis sept mois, ils ont annulé près de 150<sup>32</sup> permis. Cela démontre assez bien qu'ils ont agi avec toute la vigueur voulue. Le succès de la loi dépend de son application rigoureuse. Il faut que les porteurs de permis comprennent qu'il n'y aura ni tolérance, ni faveur, ni faiblesse. Et, il n'y en aura pas.

Nous venons de traverser une élection générale. De tous côtés, on nous a rendu le témoignage que l'alcool n'y avait joué aucun rôle, et que des gens ivres aux assemblées étaient la très rare exception. Je demande aux députés de cette Chambre de se rappeler les jours d'autrefois. Sans doute, on rencontrera encore des hommes ivres. Il y en aura toujours. Il y en a même plus dans le pays de prohibition. Voyons ce qui vient de se passer à New York.

Est-ce bien certain, du reste, que c'est notre alcool qui cause les cas d'ivresse que l'on constate? Il y a encore des stocks cachés. Nos policiers en saisissent tous les jours. Le "boot-legger", aussi difficile à surprendre que le vendeur de cocaïne, continuera aussi longtemps que possible son commerce clandestin. Nous lui faisons une guerre à mort. Que peut-on exiger de plus?

On se plaint, en certains milieux, de la taverne et de la bière qui s'y débite. Personnellement, je n'en suis pas enthousiaste. Mais notre population, lors du dernier référendum, s'est prononcée à une majorité écrasante en faveur de la bière. Serait-ce réaliser ce vœu que de rendre la bière difficile à obtenir?

Le problème n'est pas d'une solution facile. Je me contenterai pour aujourd'hui de dire aux brasseurs et aux taverniers que, si le régime de la bière est une source de désordres, il faudra le changer. Le gouvernement a supprimé les vendeurs d'alcool: il n'hésitera aucunement à prendre les mesures nécessaires pour supprimer tout autre régime qui conduit à des abus.

J'ai confiance toutefois que le système actuel, une fois plus connu et mieux réglementé, donnera satisfaction. J'ajouterai que si une municipalité ne veut pas de la taverne, l'article 31 de notre loi des liqueurs lui permet de la supprimer par un règlement du conseil municipal. Que n'a-t-on recours à ce procédé très simple là où la taverne cause des désordres? Voilà pour le côté moral. Quant à son aspect financier, notre régie des alcools dépasse toutes nos espérances.

Nous pouvons, croyons-nous, réaliser un profit annuel de \$4,000,000, autant que ce que nous rapporte tout notre domaine forestier, dont nous sommes si fiers.

Si la Chambre veut avoir une idée de l'extension de notre commerce de liqueurs, les chiffres suivants pourront l'intéresser: Nous avons dans la province 59 magasins, 15 entrepôts et trois départements des postes. Au 31 décembre dernier, la Commission avait 915 employés dont 91 % d'origine canadienne-française et 9 % d'origine anglaise. Je donne ce dernier détail pour satisfaire ceux qui criaient que nos concitoyens d'origine anglaise étaient indûment favorisés. On a payé, d'après le rôle de paie, en salaires, \$71,000 du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre. Nous avons vendu pour \$9,325,727.41 comme suit...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça boit dans Québec...!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Dans Saint-Benoît aussi.

En mai.....	\$ 280,173.39
En juin.....	466,243.92
En juillet .....	729,007.44
En août.....	1,029,996.30
En septembre .....	1,115,695.75
En octobre.....	1,225,908.50
En novembre.....	1,564,760.80
En décembre .....	2,470,295.35

Et par la malle pendant cette période:

- de Montréal .....	406,021.00
- de Québec.....	<u>43,224.96</u>

Total..... \$9,325,727.41

La majeure partie de cet alcool a été vendue à des étrangers, des centaines de milliers de visiteurs venus dans la province pour jouir d'un peu de liberté, non pour causer du désordre, il en est sûr, affirme-t-il. On a estimé que 84 % de l'alcool vendu à Montréal l'a été à des gens de l'extérieur de la province. L'alcool, au lieu d'enrichir 50 personnes, enrichira la province, et son commerce bénéficiera à toute la population. Je ne sais trop ce que mon ami le trésorier entend faire de ces revenus considérables qui vont augmenter de 25 % les recettes de la province.

Que fera-t-on de ce quatre millions? Me serait-il permis de lui faire quelques suggestions? Je crois que la pierre d'assise de la prospérité de notre province, dans ces jours de désastres financiers et d'impôts écrasants que nous traversons, c'est de la bonne et saine finance, c'est un crédit solide et inébranlable. Que n'emploie-t-il tous les ans un million pour racheter nos débetures ou grossir notre fonds d'amortissement? Ainsi, notre dette nationale sera complètement disparue dans 23 ans. Si mon honorable ami, le chef de l'opposition, sait une meilleure façon de payer nos dettes, je l'invite à nous la faire connaître au cours de la session.

Que ne donne-t-il à son collègue de la Voirie \$1,000,000 tous les ans, qui seront consacrés exclusivement à l'entretien de nos routes? Que ne distribue-t-il le reste à la Colonisation, à l'Agriculture, à l'Instruction publique? J'insiste sur l'Instruction publique. Ses bienfaits s'étendent à toute notre population. Il (l'honorable M. Taschereau) est confiant que son collègue le secrétaire provincial (l'honorable M. David) trouvera des moyens de le dépenser pour l'éducation. Il (M. David) a dépensé en une seule année un million et

de mi pour l'éducation, soit plus que ce que représentait le budget de la province tout entière il y a 25 ans de cela. Mais nous ferons beaucoup plus. Nos universités sont largement pourvues: allons maintenant aux écoles secondaires, à nos collègues classiques, et aussi à l'école primaire.

Ce matin, des représentants des collèges classiques de la province se sont entretenus avec lui (l'honorable M. Taschereau) et le secrétaire provincial et ils ont demandé de l'aide supplémentaire. Ils demandent un octroi de \$10,000 par année pour chaque collège au lieu des \$1,000 actuels, et je sais que mes collègues se rendront à ces demandes, afin de permettre aux collèges de continuer leur travail.

Plus un pays est instruit, plus son commerce et son industrie sont florissants, parce que les besoins d'une population instruite sont infiniment plus considérables et plus variés que ceux d'une population ignorante. Instruisons largement nos ouvriers, payons mieux nos inspecteurs d'écoles et multiplions les petites écoles techniques. Mon collègue le secrétaire provincial, dont le zèle pour les arts et les lettres ne se lasse jamais, veut aménager à Québec et à Montréal deux belles écoles des arts. Je l'en félicite.

L'idée est de séparer les arts des métiers, qu'il y ait des institutions distinctes pour les arts et que les métiers soient enseignés dans les écoles techniques. Dernièrement je visitais avec lui l'école de Québec, qui n'est qu'à ses débuts. Au-delà de 150 jeunes garçons et jeunes filles s'y adonnaient à des travaux de peinture, de sculpture et de dessin, avec une application admirable. Notre population a le goût du beau, elle ne cherche que l'occasion de se perfectionner et de produire. Sachons la lui fournir.

Le secrétaire (l'honorable M. David) vous demandera une somme annuelle de \$5,000 qu'il désire distribuer en prix à nos jeunes littérateurs. Je dis trois fois bravo et lui laisse tout le crédit de cette initiative.

Mon ami le chef de l'opposition me permettra bien de lui dire un mot de l'assistance publique, au cas où il en aurait besoin pour son parti. À la suite de la dernière session, notre loi de l'assistance publique a été en butte à diverses critiques. Quelques-unes étaient bien intentionnées, mais elles étaient dues au fait que la loi n'était pas parfaitement comprise. Proclamée en septembre dernier, elle a été favorablement accueillie par les institutions qu'elle est destinée à aider.

Au-delà de 50 institutions, tant catholiques que protestantes, et des plus méritantes, sont venues

frapper à notre porte. Je leur laisse le soin de dire à leurs amis comment elles ont été accueillies. Je me contenterai de citer quelques extraits d'une lettre que m'adressait l'aumônier de l'une des œuvres les plus belles et les plus charitables: "Je puis vous donner l'assurance que cette allocation accordée a été très appréciée par les révérendes sœurs. Elles vous en sont très reconnaissantes, et moi je vous dis amicalement un sincère merci."

On nous a dit: "C'est la mainmise de l'État sur nos institutions de bienfaisance; vous sécularisez la charité". Mais est-ce séculariser la charité que de lui donner les moyens de s'exercer dans toute sa plénitude et de faire tout le bien qu'elle désire? Est-ce de l'étatisme que d'accorder un million de dollars à nos institutions de bienfaisance qui périssent, faute de ressources, pour leur permettre d'étendre leur rayon d'action et de poursuivre une œuvre que l'État se reconnaît incapable d'accomplir? Pourtant, ajoutez-t-on, vous demandez à nos communautés des rapports et des états; vous vous réservez un droit de visite.

N'est-ce pas un devoir pour nous de demander aux institutions auxquelles nous versons des deniers publics de nous dire au moins quel usage elles font de cet argent? Nous ne voulons rien savoir de ce qui concerne les autres revenus des communautés. Les municipalités sont appelées à contribuer avec nous; ne leur devons-nous pas un compte de l'emploi de leurs deniers? Est-ce immoral de demander à notre directeur de l'Assistance publique, un médecin, de visiter les salles des pauvres, pour constater de visu les résultats de notre système? Du reste, il n'y a là rien de nouveau.

L'article 771, paragraphe *d* des statuts refondus, donne au secrétaire de la province le pouvoir de faire "l'inspection des hôpitaux et autres institutions charitables". L'auteur de cette mainmise de l'État est l'honorable P.-J.-O. Chauveau<sup>33</sup>, dont l'orthodoxie ne saurait être mise en doute. Cette législation remonte à 1878, et je ne sache pas qu'aucun gouvernement en ait abusé. Mais il y a plus. L'article 866 des mêmes statuts, et ceci remonte à l'honorable J. J. Ross<sup>34</sup>, qui n'était certes pas un révolutionnaire, décrète que: "Les institutions et les établissements soutenus par les allocations publiques doivent rendre leurs comptes tous les trois mois, ou plus souvent si le trésorier provincial l'exige.... avec pièces justificatives."

Or, notre loi de l'assistance publique n'exige de rapport que pour les indigents. Tout le reste lui demeure étranger. Nous n'avions rien à y voir, et nous ne voulons pas nous en mêler. Je suppliais les critiques de notre loi de la lire avec soin, de la

comprendre parfaitement, et de la comparer avec nos lois antérieures. Ils verront qu'elle va moins loin que la législation précédente, et que nous ne voulons nous imposer d'aucune façon à la charité, qui sort de notre domaine, et qui se trouve si bien dans celui de nos admirables institutions de bienfaisance.

Depuis la mise en vigueur de la loi des bons chemins, nous en avons construit et amélioré 3,750<sup>35</sup> milles, au coût de \$35,000,000, dont environ \$28,000,000 sous le régime du 2 % et du 3 %. Ceci a augmenté d'autant la dette provinciale, qui est aujourd'hui de \$51,000,000. Mais il est pourvu à ces \$28,000,000 par le fonds d'amortissement de 1 %, que paient les municipalités, et cette dette s'éteindra automatiquement sans que la province ait à tirer sur ses ressources pour en effectuer le paiement. Il s'en suit que, dans moins de 20 ans, nous pourrions acquitter en entier notre dette proprement dite, si le commerce des alcools nous permet d'appliquer un million par année à obtenir ce résultat.

Mon nouveau collègue de la Voirie (l'honorable M. Perron), que je suis très heureux de voir à la tête de ce département, car il y mettra toute son activité et ses belles qualités d'hommes d'affaires, a compris qu'il devait tendre vers un double objet. Il s'agit d'abord de construire de nouveaux chemins d'après les méthodes que l'expérience nous a montré être les meilleures. À cette fin, nous demanderons à la Chambre d'augmenter de \$5,000,000 le pouvoir d'emprunt du département de la Voirie. En second lieu, il faut réparer et maintenir en bon ordre ce qui a été construit, sans toutefois trop obérer les municipalités. À part le budget ordinaire de la Voirie que nous allons doubler, nous voulons distraire des profits de la vente des alcools une somme annuelle de \$1,000,000 qui sera employée exclusivement à l'entretien des routes existantes.

Tout en respectant pleinement l'autorité et l'autonomie municipales, le gouvernement proposera un système par lequel il se chargera lui-même, avec un outillage complet et perfectionné, de l'entretien des chemins construits sous l'autorité de la loi des bons chemins. Nous croyons de cette manière résoudre ce problème difficile, qui préoccupe l'opinion publique. Une vaste organisation, avec un système d'ensemble, fera de bonnes routes à meilleur marché, que si ces routes sont laissées à l'initiative individuelle des municipalités. Je puis assurer la Chambre que la question de l'entretien des chemins est celle à laquelle nous avons consacré le plus de temps et d'attention. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour la résoudre, et nous saurons

prendre courageusement les moyens nécessaires pour conserver à la province les bénéfices des \$35,000,000 qu'elle a placés dans la voirie.

Le chef de l'opposition et ses amis, au cours de leur tournée triomphale de l'été dernier, nous ont accusés de taxer outre mesure les contribuables et de nous créer ainsi des revenus qui expliquent nos surplus. Il sera peut-être heureux d'apprendre que, de toutes les grandes provinces, Québec est la moins taxée.

La taxe *per capita* est de \$9.68<sup>36</sup> pour la Colombie-Britannique, de \$4.98<sup>37</sup> pour l'Alberta, de \$5.71 pour la Saskatchewan, de \$4.22 pour le Manitoba, de \$3.47 pour l'Ontario et de \$1.86 pour Québec. Prière à mon ami de rectifier ses calculs et ses affirmations. Si nous en venons au chapitre des dépenses *per capita*, nous voyons que Québec est encore la province la plus économiquement administrée, puisque la dépense *per capita* est comme suit: pour la Colombie-Britannique, \$18.82, pour l'Alberta, \$12.36, pour la Saskatchewan, \$10.82, pour le Manitoba, \$10.11, pour l'Ontario, \$6.97, pour le Nouveau-Brunswick, \$6.76, pour la Nouvelle-Écosse, \$6.26, pour l'Île du Prince-Édouard, \$7.15 et pour Québec, \$5.94.

En ce qui a trait à la nomination de Napoléon Séguin comme directeur de la prison de Bordeaux, il demande ce que le chef de l'opposition voulait dire lorsqu'il a affirmé que la nomination n'aurait pas dû se faire avant le jugement. À quel jugement faisait-il référence? Le chef de l'opposition sait bien que l'ancien ministre sans portefeuille a été accusé de parjure. Cette accusation de parjure a été portée et renvoyée par le tribunal où elle a été portée. Sa nomination n'a aucun effet alors sur la contestation d'élection qu'on a faite contre lui! L'on peut procéder quand même. Il n'y a absolument rien en ce qui a trait aux procédures de parjure devant aucun tribunal. Le gouvernement devra-t-il attendre des années et des années que cette contestation d'élection soit réglée? Pourquoi n'a-t-il pas procédé à l'arrêt des procédures de contestation? Amplement d'occasions nous seront offertes au cours de la session pour discuter de l'administration de la justice.

J'ai confiance en l'avenir de notre province, à cause de ses immenses ressources naturelles, de ses forêts et de ses chutes d'eau. J'ai foi en son avenir, à cause du bon esprit qui règne au sein de sa population profondément religieuse, respectueuse des lois, attachée au sol, laborieuse et tolérante. J'ai foi parce que chez nous, dans la paix, l'harmonie et la concorde, chaque classe de la société contribue au gouvernement de la nation, dans la sphère qui lui est propre, sans exclusivisme et sans vouloir écarter, qui que ce soit.



Dans cette Chambre, professionnels, industriels, commerçants, agriculteurs, et ouvriers se donnent la main et chacun se prête volontiers à l'effort commun.

On a voulu préconiser le gouvernement de classe. La dernière consultation populaire a montré combien notre population y est réfractaire, et quelle misérable faillite cette tentative a faite. Comment en effet, peut-on prétendre gouverner un pays avec succès, si l'on veut écarter de sa direction les groupes intellectuels, légaux, financiers et industriels? Quelle législation progressive et avancée nous donnera une Chambre fondée sur la théorie qu'un homme est aussi bon qu'un autre et qu'une instruction incomplète ou un intérêt spécial à une classe constituent les vrais passeports pour parvenir au sommet de la politique?

Notre peuple l'a bien compris. Il ne veut pas d'un gouvernement de classe. Il a accordé sa confiance à ceux qu'il a crus capables de guider la province vers les hautes destinées qui l'attendent. J'aime à croire que, pendant de longues années encore, notre bonne et saine population, unie dans le travail et l'effort, avec une claire vision de sa mission et de son avenir sur cette terre canadienne, gardera ses caractéristiques si belles que commencent à lui envier nos provinces-sœurs.

(Applaudissements à droite)

#### **Nomination de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, jamais je n'ai fait à cette honorable Chambre une proposition qui m'a causé une joie aussi vive que celle qui me permet de rendre hommage au talent et au mérite d'un homme qui méritait à plus d'un titre l'honneur qui lui échoit aujourd'hui.

Je propose, secondé par l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron), que le député de Gaspé (M. Lemieux) soit élu vice-président de la Chambre. L'honorable député est un des membres les plus anciens et les plus expérimentés de cette Chambre et il jouit de l'entière confiance de tous les députés. Je crois que ses collègues, en approuvant son choix comme assistant-orateur, lui rendent ce témoignage qu'il fut toujours dévoué à la noble cause du libéralisme et qu'il avait droit, après avoir été à la peine comme soldat, d'être à l'honneur et d'occuper un poste de confiance. Je suis convaincu qu'il remplira la tâche que nous lui confions avec la dignité et l'impartialité voulues.

(Applaudissements de la Chambre)<sup>38</sup>

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** se lève (Applaudissements) et propose, appuyé par le représentant de Montréal-Drouin (l'honorable M. Lacombe), que le mardi 24 janvier courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Drouin (l'honorable M. Lacombe), que le mardi 24 janvier courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Chambre commerciale des cultivateurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre en date du 14 mars 1921 pour production de copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne au sujet de la Chambre commerciale des cultivateurs, depuis le mois de janvier 1919. (Document de la session no 31)

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 17 janvier 1922, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée<sup>39</sup>.

## NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance dont deux conservateurs, M. Gault (Montréal-Saint-Georges), et M. Smart (Westmount), selon *La Patrie* du 13 janvier 1922, à la page 12.
2. Selon *Le Canada* du 13 janvier 1922, à la page 1, la séance débuta à 3 heures précises. *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 1, rapporte plutôt que, dès trois heures, l'honorable M. Taschereau était à son siège et que "le chef de l'opposition arriva quelques minutes plus tard et, à trois heures et dix, la séance était ouverte." Toujours selon *Le Canada*: "les galeries de l'Assemblée législative regorgeaient de spectateurs".
3. L'honorable M. Caron agit à titre de président *pro tempore* pour les comités suivants: Code municipal, Bills publics en général, Chemins de fer et autres moyens de communication, Privilèges et élections, Comptes publics, Agriculture, immigration et colonisation et Industrie et commerce.
4. Puisque M. Gault et M. Smart sont absents, il n'y a que deux autres députés conservateurs pour applaudir le chef de l'opposition à ce moment.
5. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.
6. *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 12, mentionne que M. Nicol sourit à ces applaudissements.
7. Joseph-Adolphe Tessier (1861-1928), député libéral de Trois-Rivières de 1904 à 1921. Ministre de la Voirie dans les cabinets Gouin et Taschereau entre 1914 et 1921. Il démissionna pour être nommé président de la Commission des eaux courantes en septembre 1921.
8. Joseph-Léonide Perron (1872-1930), député libéral de Gaspé de 1910 à 1912, puis de Verchères de 1912 à 1916. Nommé conseiller législatif (Montarville) en 1916 et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau en juillet 1920. Leader du gouvernement au conseil législatif (1921), il a été ministre de la Voirie de 1921 à 1929, sans toutefois siéger à l'Assemblée. Il y est élu député de Montcalm en 1929 et a été ministre de l'Agriculture en 1929-1930.
9. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930 et de 1935 à 1948.
10. Hewitt Bostock (1864-1930), sénateur de 1904 à 1930. Malgré qu'il ne siégeait pas à la Chambre des communes, il fut pendant une courte période (décembre 1921 à février 1922) ministre des Travaux publics dans le cabinet King.
11. Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre du Québec de 1905 à 1920. Élu député libéral aux Communes en 1921 et nommé ministre de la Justice dans le cabinet King de 1921 à 1924.
12. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur de Joliette de 1892 à 1916 et chef de l'opposition de 1909 à 1915.
13. Henry Miles fut propriétaire et éditeur du *Montreal Pharmaceutical Journal* de 1916 à 1929.
14. Chiffre de *La Presse* du 13 janvier 1922, à la page 19. *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, mentionne \$64,704.
15. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919, poste qu'il occupe jusqu'à sa mort.
16. M. Sauvé fait allusion à l'affaire Blanche Garneau qui remonte au 28 juillet 1920, lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès (28 octobre au 2 novembre 1921) n'a pu prouver la culpabilité hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est suite à ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître (2 novembre) devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4e session de la 15e législature.

17. Napoléon Séguin (1865-1940), député libéral de Montréal (1908-1912) et de Montréal-Sainte-Marie (1912-1921). Il a été ministre sans portefeuille en 1919-1920. Nommé gouverneur de la prison de Bordeaux le 27 septembre 1921, il occupe ce poste jusqu'en 1939.

18. *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 3, rapporte qu'à ce moment les deux seuls députés de l'opposition présents (M. Renaud et M. Dufresne) applaudirent M. Sauvé avec une bonne partie de la députation libérale. *Le Canada* du 13 janvier 1922, à la page 1, estime que M. Sauvé parla environ une heure.

19. L'élection du gouvernement de William Lyon Mackenzie King eut lieu le 6 décembre 1921.

20. Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada de 1896 à 1911.

21. Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre du Québec de 1905 à 1920. Élu député libéral aux Communes en 1921 et nommé ministre de la Justice dans le cabinet King de 1921 à 1924.

22. Walter George Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921. Trésorier de la province de 1914 à 1921 et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire député libéral fédéral dans Saint-Antoine en décembre 1921. Démissionna en 1924.

23. Adrien Beaudry (1879-1942), député libéral de Verchères de 1916 à 1921. Orateur suppléant de l'Assemblée de 1919 à 1921, il fut nommé président de la Commission des services publics de la province de Québec.

24. Arthur Godbout (1872-1932), député libéral de Beauce de 1902 à 1921. Il quitta son siège lorsqu'il fut nommé juge à la Cour de magistrat du district de Beauce en octobre 1921.

25. Honoré Achim (1881-1950), député conservateur aux Communes de 1911 à 1917 où il rompit avec son parti lors du dépôt du projet de loi sur la conscription. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans Labelle en 1917, il fut nommé magistrat du district de Hull en octobre 1921.

26. Joseph-Eugène Rhéault (1856-1921), député libéral de Wolfe de 1919 jusqu'à son décès, le 5 avril 1921.

27. Arthur Lalonde est un organisateur du Parti conservateur fédéral au Québec. Voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. 25, Fides, p. 208.

28. En décembre 1921, les libéraux ont remporté les sept élections partielles tenues dans la province.

29. Chiffre de *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 3. *La Patrie* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 682 ponts.

30. M. Nicol remplace depuis décembre 1921 Walter George Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921 et trésorier de la province pour la même période. Il démissionna pour se faire élire député libéral fédéral dans Saint-Antoine en décembre 1921.

31. Donnée de *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 3. Le *Montreal Herald* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt "en six mois".

32. Chiffre de *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 12. *Le Devoir* du même jour, à la page 5, mentionne 50 permis, mais il s'agit du seul quotidien de notre corpus de sources dépouillées qui fait état de ce nombre.

33. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1820-1890), premier ministre du Québec de 1867 à 1873 et ministre de l'Instruction publique de 1868 à 1873. En même temps, il fut député conservateur à la Chambre des communes de 1867 à 1873.

34. John Jones Ross (1831-1901), premier ministre du Québec entre 1884 et 1887.

35. Chiffre de *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 12. Le *Montreal Herald* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt "3,350 miles".

36. Chiffre de *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 12. Le *Montreal Herald* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt \$9.61.

37. Chiffre de *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 12. Le *Montreal Herald* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt \$8.

38. *Le Canada* du 13 janvier 1922, à la page 1, rapporte que même les gens qui étaient assis dans les galeries applaudirent à la nomination de M. Lemieux.

39. Immédiatement après l'ajournement de la séance, *L'Événement* du 13 janvier 1922, à la page 12, rapporte que "les députés se pressèrent auprès de l'honorable M. Taschereau pour le féliciter de son grand succès".

## Séance du mardi 17 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur<sup>1</sup>**

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes! Présentation des pétitions.

**Présentation de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de La Société des Missions étrangères de la province de Québec (M. Cannon);
- de Hector Barsalou et autres, *es qual.*, demandant l'adoption d'une loi dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal (M. Bercovitch);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Vautrin).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon);
- du révérend William E. Hamilton et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Connectional Methodist Church in Quebec (M. McDonald);
- de l'Église du mouvement de Sainteté en Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les actes de l'état civil faits par ses ministres et pour autres objets (M. McDonald);
- de Rachel Rainville et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 16 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec (M. Monet);
- d'Arthur Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation fiduciaire et la succession de feu T. Berthiaume (M. Monet);

- de Herman Barrette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Vautrin);

- de Joseph-B. de Boucherville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Philomène Valois (M. Vautrin);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau).

**M. l'Orateur:** Ordre du jour.

**Statistiques municipales**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais savoir quand nous aurons les statistiques municipales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable secrétaire provincial (M. David) sera ici dans un instant et l'honorable chef de l'opposition pourra s'entendre avec lui.

**Commission  
des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 13 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Termes de la  
Cour de circuit**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 14 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies  
de chemins de fer**

**Un député<sup>3</sup>, au nom de l'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 16 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi de la chasse

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 27 amendant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Dépôt de documents:

#### *État des Comptes publics, 1920-1921*

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, un *État des Comptes publics*, pour le dernier exercice financier finissant le 30 juin 1921<sup>4</sup>. (Document de la session no 2)

#### Rapport du ministre des Affaires municipales<sup>5</sup>

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec pour 1920-1921. (Document de la session no 32)

Il (M. Nicol) déclare que le montant total accordé aux municipalités par le gouvernement s'élève à \$7,348,000.00.

#### Compagnies de chemins de fer

Un député pour **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 amendant les statuts

refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer.

Adopté.

### Loi de la chasse

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

### Loi pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques.

Adopté.

### Présentation de pétitions:

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je propose que la Chambre s'ajourne à demain après-midi à trois heures.

Adopté<sup>6</sup>.

La séance est levée à 3 h 30<sup>7</sup>.

### NOTES

1. *L'Événement* du 18 janvier 1922, à la page 3, rapporte qu'à l'entrée de M. Taschereau, les nouveaux députés dont "M. Hugues Fortier entre

autres, étaient presque tous entourés de deux ou trois électeurs avec lesquels ils causaient des affaires de leurs comtés. Dès que le premier ministre parut, les "étrangers" durent se retirer, car le président ne doit ouvrir la séance qu'en présence des députés et des officiers de la Chambre." M. Francoeur entra tout de suite après M. Taschereau et la séance put débiter.

2. Au moins un député est absent à cette séance: l'honorable M. Galipeault (Bellechasse), selon *L'Action catholique* du 18 janvier 1922, à la page 1.

3. Aucune de nos sources n'est en mesure de nous dire qui prend la parole pour l'honorable M. Galipeault.

4. *Le Devoir* du 18 janvier 1922, à la page 1, estime que, par ce geste, M. Nicol viole un précédent, car "d'ordinaire l'état des dépenses et des recettes était déposé devant le fauteuil le jour même du discours du budget".

5. *L'Événement* du 18 janvier 1922, à la page 3, rapporte qu'un "page accourut, l'honorable M. Nicol lui remit les deux volumes, un gros et un petit, et, quelques secondes après, les deux documents étaient distribués aux députés et aux journalistes".

6. *L'Événement* du 18 janvier 1922, à la page 3, décrit ainsi la fin de la séance: "Et le président quitta son fauteuil, le sergent d'armes empoigna la masse, la plaça sur son épaule et précéda l'honorable M. Francoeur dans ses appartements, où le président était attendu par une trentaine de candidats aux deux ou trois postes de clercs sessionnels qu'il lui reste à distribuer."

7. *La Presse* du 18 janvier 1922, à la page 1, évalue la durée de la séance à environ un quart d'heure, alors que *Le Canada* du même jour, à la page 1, indique 10 minutes.





Séance du mercredi 18 janvier 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de Joseph-Alfred Goyer et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la ci-devant ville du Sault-au-Récollet (M. Bercovitch);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemay);
- du Bureau de direction des écoles protestantes de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemay);
- du Syndicat financier de l'Université Laval de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Leclerc);
- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Frédéric-de-Drummondville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à indemniser les créanciers de feu Messire Frédéric Tétreau (M. Laferté);
- de la Montreal Public Service Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Monet);
- de The Canadian Light and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Monet);
- de Germain Chouinard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen pour l'admission à la pratique et sans examen pour l'admission à l'étude (M. Monet);
- de Horace Beaupré et autres, demandant l'adoption d'une loi demandant l'érection en municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-d'Estcourt (M. Thériault);

- de la corporation du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de Mont-Joli (M. Tessier);

- de la Société d'administration générale, demandant l'adoption d'une loi pour valider l'acte de vente d'Alfred Dalbec à Susan Frozine Williamson, en date du 7 février 1899 (M. Tourville);

- de la Asbestos Corporation of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Thetford Mines (M. Tessier);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant les lois qui la régissent (M. Vautrin);

- de la ville Baie-Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi constituant en village la ville Baie-Saint-Paul (M. Dufour).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de La Société des Missions étrangères de la province de Québec (M. Cannon);

- de Hector Barsalou et autres, *es qual.*, demandant l'adoption d'une loi dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal (M. Bercovitch);

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Vautrin).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Lasalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Léopold Desforges, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen;

- de Max Liverman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

- de René Therrien, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- du Club des Arts, limitée, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Maison de l'Immaculée Conception, demandant l'adoption d'une loi concernant certains titres;

- de dame Nellie Blanche McGowan et autres, demandant adoption d'une loi à l'effet de changer son nom en celui de Helen McGowan McKim, et pour autres fins;

- de la ville de Montréal-Ouest, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du révérend William E. Hamilton et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant The Connectional Methodist Church in Québec;

- de l'Église du mouvement de Sainteté en Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les actes de l'état civil faits par ses ministres, et pour autres objets;

- d'Arthur Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation fiduciaire et la succession de feu T. Berthiaume;

- de Joseph-B. de Boucherville et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Philomène Valois;

- d'Israël Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J.-Arthur Villeneuve.

#### **Succession T. Berthiaume**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Valois**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 51 concernant la succession de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession Logan**

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** demande la permission de présenter le bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Shawinigan Water & Power Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 54 amendant la loi constituant en corporation The Shawinigan Water & Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de la ville de Montréal-Ouest**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 69 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession J.-A. Villeneuve**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de la ville Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 66 amendant la charte de la ville Lasalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Holiness Movement Church in Canada**

**M. McDonald (Pontiac)** demande la permission de présenter le bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Connectional Methodist  
Church in Quebec**

**M. McDonald (Pontiac)** demande la permission de présenter le bill 84 constituant en corporation The Connectional Methodist Church in Quebec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Arts Club Ltd.**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Arts Club Ltd.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**René Therrien**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Therrien à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Max Liverman**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 71 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Max Liverman au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Léopold Desforges**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 74 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold Desforges à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission  
des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).  
(Applaudissements de la Chambre)<sup>2</sup>

**M. Lemieux (Gaspé)** remercie ses collègues.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il ne s'agit que d'ajouter les systèmes d'égouts à la liste des choses sur lesquelles s'étend la juridiction de la Commission des services publics, ancienne commission des utilités publiques. Le nouveau président de cette commission, M. Adrien Beaudry, a eu à plusieurs reprises l'occasion de constater qu'il aurait pu régler des questions relatives aux égouts, sans le défaut qui existait dans la loi.

Le but du projet de loi est de réparer ce défaut et de donner juridiction à la Commission des services publics sur les égouts comme sur les aqueducs. Cependant, les systèmes d'égout qui sont sous le contrôle des municipalités ne seront pas, à moins de disposition particulière, placés sous la juridiction de la Commission.

**M. Renaud (Laval):** Les égouts de la campagne comme ceux de la ville?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Y a-t-il des causes pendantes devant la commission au sujet d'égouts?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, pas que je sache. Le président de la Commission des services publics nous a demandé d'amender la loi dans ce sens.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si la Commission des services publics a outrepassé ses pouvoirs. Avec cet amendement, dit-il, tous les systèmes d'égouts et d'aqueducs seront-ils sous le contrôle de la Commission des services publics?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les services privés qui ne sont pas municipalisés.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Vise-t-on seulement les égouts souterrains?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne connais pas d'égouts autres que souterrains.

**M. Desaulniers (Chambly):** La Commission des services publics a obligé les municipalités de Saint-Lambert, Greenfield Park, Longueuil et Montréal-Sud à construire un système d'égouts. Ces derniers tomberont-ils sous le contrôle de la commission<sup>3</sup> après l'adoption de ce projet de loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Peut-être, s'il y a quelque chose dans la charte des municipalités qui donne le contrôle de ce système à la Commission des services publics, mais l'amendement que nous proposons n'en parle pas.

**M. Desaulniers (Chambly)** se dit entièrement satisfait des déclarations du premier ministre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand sera déposé devant la Chambre le rapport relatif aux statistiques municipales?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce rapport sera présenté dans quelques jours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si l'amendement légalisera la requête de la Commission d'ordonner la construction de l'égout. Autrement, dit-il, comment la Commission a-t-elle ordonné sa construction?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'amendement ne fait aucune modification pour ce qui concerne les égouts qui sont propriétés des municipalités.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du Conseil d'hygiène**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Rapport du Conseil d'hygiène, pour l'année finissant le 30 juin 1921. (Document de la session no 27)

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Rapport de l'Imprimeur du roi**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, ce 17 janvier 1922  
(Document de la session no 20)

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement de la séance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avant l'ajournement, je voudrais attirer l'attention du premier ministre sur une nouvelle que je viens de lire dans *Le Soleil*. Je vois que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) a déclaré à une convention de l'industrie laitière que le suffrage ne serait pas accordé aux femmes dans la province de Québec. Dois-je comprendre que c'est là une déclaration faite au nom du gouvernement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable ministre de l'Agriculture n'est pas ici aujourd'hui. Mon collègue sera ici demain et le chef de l'opposition pourra l'interroger à son aise; il sait qu'il lui répondra.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais c'est *Le Soleil* qui nous déclare qu'il a dit cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) L'honorable ministre de l'Agriculture dira

au chef de l'opposition, demain, quand il sera ici, si c'est bien ce qu'il a dit.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 3 h 23<sup>4</sup>.

---

## NOTES

1. Au moins un député est absent à cette séance: l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), selon *L'Événement* du 19 janvier 1922, à la page 3, est à Sherbrooke où il préside la Convention de l'industrie laitière. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 8, le député Eugène Godbout (Témiscouata) est en deuil, car son gendre est décédé la veille à Saint-Éloi. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de déterminer si M. Godbout est présent ou non à la séance.

2. Selon *L'Événement* du 19 janvier 1922, à la page 3, "comme c'était l'entrée en fonction du nouveau vice-président, on en profita pour lui faire une petite manifestation".

3. *L'Événement* du 19 janvier 1922, à la page 3, précise que M. Desaulniers posa quelques questions hormis celle que nous reproduisons, mais nous n'en avons pas retrouvé la moindre trace dans nos sources.

4. Selon *Le Devoir* du 19 janvier 1922, à la page 1, la séance n'a duré que 23 minutes, mais *Le Canada* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 15 minutes. De plus, ce dernier journal rapporte qu'après l'ajournement le nouvel assistant-orateur de la Chambre, M. Lemieux, recevait lors d'une réception dans ses appartements "les membres du cabinet, les députés et les membres de la galerie de la presse".



## Séance du jeudi 19 janvier 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Joseph Larouche et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'incorporation de la municipalité de la paroisse de Larouche (M. Gaudrault);

- de Napoléon Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim (M. Reed);

- de Jean-Baptiste Bérubé et autres, demandant l'adoption d'une loi détachant un certain territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et l'annexant à la paroisse de Saint-Octave-de-Métis-Sud (M. Tessier);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Tourville);

- de Wilbrod Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Aimé Massue (M. Tourville);

- de la Commission métropolitaine de l'Île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Vautrin);

- de la Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gaudrault).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);

- de Joseph-Alfred Goyer et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Montréal relativement à la ci-devant ville du Sault-au-Récollet (M. Bercovitch);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lemay);

- du Bureau de direction des écoles protestantes de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lemay);

- du Syndicat financier de l'Université Laval de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Leclerc);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Frédéric-de-Drummondville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à indemniser les créanciers de feu Messire Frédéric Tétreau (M. Laferté);

- de la Montréal Public Service Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Monet);

- de The Canadian Light and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Monet);

- de Germain Chouinard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen pour l'admission à la pratique et sans examen pour l'admission à l'étude (M. Monet);

- de Horace Beaupré et autres, demandant l'adoption d'une loi demandant l'érection en municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-d'Estcourt (M. Thériault);

- de la corporation du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de Mont-Joli (M. Tessier);

- de la Société d'administration générale, demandant l'adoption d'une loi pour valider l'acte de vente d'Alfred Dalbec à Susan Frozine Williamson, en date du 7 février 1899 (M. Tourville);

- de la Asbestos Corporation of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Thetford Mines (M. Tessier);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement les lois qui la régissent (M. Vautrin);

- de la ville Baie-Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi constituant en village la ville Baie-Saint-Paul (M. Dufour).

### Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 1<sup>er</sup> février prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives de bills privés; au 7 février prochain, les délais relatifs à la présentation des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs de bills privés qui profiteront des prolongations des délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 27 janvier prochain les délais relatifs à la présentation de pétitions introductives de bills privés. Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de La Société des missions étrangères de la province de Québec;
- de Hector Barsalou et autres, *es qual.*, demandant l'adoption d'une loi dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal;
- de la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui permettant d'émettre des débentures.

Votre comité recommande de prolonger au 1<sup>er</sup> février prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives de bills privés; au 7 février prochain, les délais relatifs à la présentation des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs de bills privés qui profiteront des prolongations des délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 27 janvier prochain les délais relatifs à la présentation de pétitions introductives de bills privés.

Le rapport est adopté.

### Composition des comités permanents

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le nom du représentant de Verchères (M. Richard) soit ajouté à la liste des membres du comité permanent de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand se réunira-t-il ce comité? À la prochaine session...?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** (Souriant) Non, non.

Adopté.

### Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal

**M. Smart (Wesmount)** demande la permission de présenter le bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Propriétés du quartier Hochelaga

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 65 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Société des missions étrangères de la province de Québec

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 58 constituant en corporation la Société des missions étrangères de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Nellie Blanche McGowan

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 64 changeant le nom de Nellie Blanche McGowan en celui de Helen McGowan McKim.

Accordé. Le bill est lu une première fois.



### **Magistrats de districts**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport de la Commission des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le douzième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1921. (Document de la session no 16)

### **État des cautionnements**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, à compter du 11 janvier 1921 au 9 janvier 1922 (inclusivement), tel que requis par l'article 637 des S. R. Q. 1909. (Document de la session no 15)

### **Questions et réponses:**

#### **Institutions de bienfaisance**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien y a-t-il d'institutions de bienfaisance dans la province?

2. Combien se sont prévaluées de la loi sur l'assistance publique, (II George V, chapitre 79)?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Cent soixante-quatorze.

2. Cinquante et un.

#### **Passif des municipalités**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel était le passif des municipalités rurales: *a.* en 1912; *b.* en 1921?

2. Quel était le passif de toutes les municipalités, villes et cités comprises: *a.* en 1912; *b.* en 1921?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le Bureau de la statistique de Québec n'existait pas en 1912.

2. La statistique pour 1921 est actuellement à compiler.

#### **Commission des services publics de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Magistrats de districts**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

Adopté.

### **Demandes de documents:**

#### **Amélioration ou construction de marchés à Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les autorités de la ville de Montréal depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921, concernant l'amélioration ou la construction de marchés.

Plusieurs fois dans cette Chambre, j'ai démontré l'urgence de donner aux cultivateurs de la région de Montréal de meilleures accommodations pour la vente de leurs produits aux marchés de la métropole. J'en ai discuté l'opportunité par une

résolution que j'ai fait adopter par le comité de l'agriculture en 1919. J'ai été alors honoré de l'appui unanime du comité. Plusieurs représentants de comtés ruraux dans cette Chambre ont reconnu l'importance d'avoir à Montréal des marchés plus confortables. Il y a environ cinq ans, la question fut longuement débattue lors de la discussion sur des amendements à la charte de Montréal. On avait alors décidé la construction d'un marché dans la partie nord de Montréal, en vue de donner aux cultivateurs et aux acheteurs un accès plus avantageux. Rien n'a été fait depuis.

Et au marché Bonsecours, l'encombrement est tel que les nombreuses plaintes qui se font entendre contre cet état de choses sont amplement justifiées. Ce n'est pas dans le but de critiquer le gouvernement que je soulève cette question, mais c'est uniquement pour revendiquer le droit des cultivateurs maraîchers et des ouvriers consommateurs d'être mieux traités.

La population de Montréal a augmenté considérablement depuis cinq ans; la culture maraîchère dans la région de Montréal a augmenté en proportion. Un brave cultivateur de Saint-Martin me disait avec raison que tout le vieux comté de Laval était converti en culture maraîchère. Il en est ainsi d'une partie de Jacques-Cartier, de Chambly. Dans plusieurs paroisses de Deux-Montagnes, on fait de la culture maraîchère, comme dans Saint-Eustache, Saint-Joseph du Lac, etc. Cette culture est nécessaire à l'alimentation de Montréal. Elle exige cependant, de nos valeureux cultivateurs qui s'y livrent, un travail qui mérite notre considération. Après des jours et des nuits de dur labeur, ces braves fermiers apportent, chaque semaine, leurs produits au marché Bonsecours, qui est trop petit et encombré. Il faudrait un nouveau marché.

Les cultivateurs ont droit de l'avoir. La brave femme du maraîcher qui, pour assister son mari, a le courage louable de se rendre aussi au marché, dès l'aurore, après avoir passé la nuit sur une charge lourde, mérite plus de considération qu'elle n'en reçoit. J'ai trop d'estime, d'admiration et de sympathie envers cette classe agricole pour ne pas sentir chez moi un besoin de la défendre partout, et tant que j'occuperai un siège dans cette Chambre, je ne faillirai pas à ce devoir.

Les cultivateurs et la population ouvrière de Montréal ont besoin de marchés plus vastes que ceux qui existent maintenant. On me dira peut-être qu'il appartient uniquement à la ville de Montréal de construire de nouveaux marchés. Le gouvernement me permettra de différer respectueusement d'opinion

avec lui jusqu'à un certain point. Cette question de marchés est du ressort de Montréal, mais pas uniquement, puisqu'elle touche de près aux intérêts de l'agriculture dans une des principales parties de la province. Je crois que le gouvernement devrait faire quelque chose pour aider les cultivateurs et la population de la métropole.

Il faut tenir compte aussi de la position financière de Montréal, position dont le gouvernement et sa majorité sont responsables. Le gouvernement prive Montréal d'une partie de ses sources de revenus. Montréal contribue pour beaucoup au trésor du gouvernement. De plus, la Législature a mis sur le dos de Montréal des obligations très lourdes, et cela, sans le consentement de ses contribuables. C'est à cause de cela que Montréal déclare ne pouvoir répondre aux besoins que je viens de signaler.

En réponse à une demande d'un groupe d'avocats pour avoir des meilleures installations des tribunaux, le gouvernement fait immédiatement construire des annexes au palais de justice de Montréal et de Québec; parce que, prétend-il, les avocats et les employés y sont trop à l'étroit, tandis qu'on ignore les demandes des cultivateurs. C'est pour la même raison que la question des marchés devrait se régler avec l'aide du gouvernement. Les cultivateurs, mais c'est du bon monde aussi. Une partie des gros revenus du gouvernement cette année vient de Montréal et des environs. Pourquoi ne donnerait-on pas des marchés aux cultivateurs? Le maire de Montréal a réclamé tout dernièrement une partie des revenus que le gouvernement provincial enlève aux municipalités.

Puisque le gouvernement accapare toutes les sources de revenus, puisqu'il veut contrôler toutes les initiatives dans la province et qu'il enlève aux municipalités toutes les sources de revenus et, en le faisant, il leur enlève leur autonomie, je crois qu'il lui appartient de leur donner les secours qu'elles sont obligées de lui demander pour assurer un marché nouveau. Il dit se faire l'écho de la population de Montréal, des échevins et du maire de cette ville, en demandant au gouvernement plus d'autonomie et plus de revenus à la ville de Montréal et aux autres municipalités de la province.

Si le gouvernement faisait comme celui de la Colombie-Anglaise, Montréal recevrait du revenu de la vente des liqueurs des municipalités comme Longueuil, Saint-Lambert, et celles du comté de Laval, etc., des milliers et des milliers de piastres. Avec \$400,000 ou \$500,000, la ville pourrait faire quelque chose pour améliorer la présente situation

qui s'est empirée. Le gouvernement s'accapare de tout, et en attendant qu'il soit plus libéral, il devrait aider une entreprise urgente comme celle des marchés, dans l'intérêt de la culture maraîchère et de ses jardiniers, comme aussi bien en justice pour les ouvriers consommateurs. C'est pourquoi j'espère et je n'ai aucun doute que les députés de Montréal, les représentants de la classe agricole en cette Chambre, vont se lever après moi pour m'appuyer dans les réclamations que je fais au nom des cultivateurs. Ceux qui prétendent représenter les ouvriers de Montréal dans cette Chambre vont sans doute se lever aussi et demander qu'on donne à Montréal un nouveau marché, afin que les ouvriers puissent aller y acheter des produits. Le gouvernement vient d'accorder \$10,000 par année à chacun de nos collègues classiques, pourquoi ne ferait-il pas quelque chose aussi pour les cultivateurs-maraîchers?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** se lève. (Applaudissements à droite)

La question soulevée par l'honorable chef de l'opposition est très importante. Je suis allé moi-même, trois fois, l'an dernier, visiter les marchés de Montréal et j'ai constaté que les cultivateurs n'y avaient pas assez d'espace. La chose est déplorable.

D'un autre côté, il faut convenir que la ville de Montréal a fait quelques sacrifices pour satisfaire aux besoins du consommateur et des cultivateurs et améliorer quelque peu la situation. L'été dernier, elle a mis le Champ de Mars à la disposition des cultivateurs où, tous les jours de marché, et j'y ai vu des fermiers écouler leurs produits et faire de bonnes affaires, sans plus de difficultés apparemment.

Je suis prêt à m'unir au chef de l'opposition, pour obtenir un nouveau marché à Montréal, dans le nord de la ville, dans l'intérêt des cultivateurs de Laval et Deux-Montagnes. Ce serait un grand avantage pour la population agricole de cette région. Mais le gouvernement ne peut raisonnablement prendre les fonds publics et les dépenser pour établir lui-même des marchés. Si nous faisons cela pour Montréal, il faudrait le faire pour Québec, où il y aura probablement besoin d'un nouveau marché, si on vend le vieux marché Montcalm. Il faudrait en faire autant pour Sherbrooke, Trois-Rivières. On voit où cela nous mènerait. Le gouvernement d'ailleurs n'a aucune demande en ce sens. Ce serait un précédent très dangereux dont les autres villes pourraient se prévaloir. Elles ont entretenu leurs marchés elles-mêmes et je ne crois pas que le gouvernement serait justifiable de prendre une autre attitude vis-à-vis Montréal.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de construction d'annexes au palais de justice et que nous devrions faire la même chose pour les marchés. Ce n'est pas du tout la même chose. C'est le gouvernement qui a le contrôle de l'administration de la justice dont profite toute la province, tandis que la question des marchés doit être réglée par les autorités municipales qui en perçoivent des revenus.

Mon honorable ami a ajouté que Montréal assure de gros revenus au gouvernement. Montréal est taxée sur les mêmes bases que les autres municipalités de la province, et les Montréalais ne paient pas plus d'impôts que les autres citoyens de la province. Si nous retirons des revenus plus considérables de Montréal que des autres municipalités, ce n'est dû qu'au fait que la métropole a une population beaucoup plus considérable et, par le fait même, plus riche que toute autre ville de la province. Ce n'est que juste. Nul ne veut plus que moi assurer à Montréal un nouveau marché dont profiteront les cultivateurs et les ouvriers, mais c'est là le devoir de la cité de Montréal et non du gouvernement provincial.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture admet avec moi que la population agricole de la région de Montréal n'a pas toutes les accommodations désirées pour la vente de ses produits maraîchers. L'honorable ministre est très habile lorsqu'il s'agit de faire des compliments aux cultivateurs, mais lorsqu'il s'agit de leur aider, il ne fait rien. Ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas acheter de terrains à Montréal, mais ça ne fait pas longtemps que certains ministres peuvent acheter des terrains dans cette ville. Comment un gouvernement aussi scrupuleux peut-il se permettre d'acheter des terrains pour un marché à Montréal?

Il s'agit d'intérêts agricoles et de justice envers une partie importante de notre population. La réponse du gouvernement serait juste s'il n'accaparait pas, je le répète, les revenus des municipalités. Tout le monde l'admet et c'est pour cela que nous voyons en ce moment de si grosses délégations à Québec. Puisque le gouvernement prend tous les revenus, il faut qu'il s'attende à ce qu'on lui demande de l'argent.

Il (M. Sauvé) ne croit pas que le Champ de Mars soit un endroit très confortable pour les cultivateurs, et il fait remarquer que la ville de Montréal pourrait tout aussi bien les renvoyer sur des terrains vacants. Il est d'avis que le gouvernement devrait laisser faire ces travaux par les municipalités

mais aussi qu'il devrait leur laisser leurs sources de revenus. Il se scandalise d'entendre le chef des cultivateurs de la province, leur père, leur bon père, qui brûle d'amour pour eux, traiter si légèrement une question. Il y va pourtant de leur intérêt; il s'agit de les aider.

Il s'étonne que la voix des représentants de l'ouvrier ne se fasse entendre pour l'appuyer. C'est que, dit-il, on a pris l'engagement de servir le gouvernement avant tout. Ceux qui gardent le silence sur un tel sujet ne représentent pas fidèlement leurs électeurs.

**M. l'Orateur:** Adopté, carried.

#### **Succession Valois**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant la succession de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession J.-A. Villeneuve**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Holiness Movement Church in Canada**

**M. McDonald (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Shawinigan Water & Power Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 amendement la loi constituant en corporation The Shawinigan Water & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est envoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Montréal-Ouest**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 amendement la charte de la ville de Montréal-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 amendement la charte de la ville Lasalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **René Therrien**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Therrien à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Max Liverman**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Max Liverman au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Léopold Desforges**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold Desforges à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Discours  
sur le budget**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** annonce qu'il prononcera mardi prochain son discours sur le budget.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à onze heures<sup>2</sup>.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

---

**NOTES**

1. *L'Événement* du 20 janvier 1922, à la page 3, mentionne que la séance de la Chambre a été retardée d'une demi-heure parce que le premier ministre était en entrevue avec ses députés de la région de Montréal.

2. Selon *L'Événement* et *Le Canada*, dans leur édition du 20 janvier 1922, respectivement aux pages 3 et 1, la séance a duré environ une heure.



Séance du vendredi 20 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 11 h 03<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>2</sup>!

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Joseph Larouche et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'incorporation de la municipalité de la paroisse de Larouche (M. Gaudrault);

- de Napoléon Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim (M. Reed);

- de Jean-Baptiste Bérubé et autres, demandant l'adoption d'une loi détachant un certain territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et l'annexant à la paroisse de Saint-Octave-de-Métis-Sud (M. Tessier);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Tourville);

- de Wilbrod Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Aimé Massue (M. Tourville);

- de la Commission métropolitaine de l'Île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Vautrin);

- de la Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gaudrault).

**Rapports de comités:**

**M. Desaulniers (Chambly)** pour **M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du syndicat financier de l'Université Laval à Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;

- de Germain Chouinard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen pour l'admission à la pratique et sans examen pour l'admission à l'étude;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement les lois qui la régissent;

- de Jeremiah Kivenko et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal;

- de la ville Baie-Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi constituant en village la ville Baie-Saint-Paul.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tiens, est-ce un nouveau ministre que le premier ministre a créé?

**M. Desaulniers (Chambly):** Pardon?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (En riant) L'honorable député de Chambly a-t-il le portefeuille des absents<sup>3</sup>?

**The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 104 incorporant The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Village de Baie-Saint-Paul**

**M. Dufour (Charlevoix et Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 89 constituant en village la ville Baie-Saint-Paul.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndicat financier de l'Université Laval à Québec**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** demande la permission de présenter le bill 59 révisant et refondant la loi constituant en corporation le syndicat financier de l'Université Laval à Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Germain Chouinard**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 73 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Germain Chouinard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Comté de Mégantic**

**M. Lapierre (Mégantic)** demande la permission de présenter le bill 151 détachant certains lots du comté de Lotbinière et les annexant au comté de Mégantic, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement est encore prêt à répondre à plusieurs interrogations inscrites au *Feuilleton*.

### **Frais d'avocats employés par le gouvernement**

**M. Dufresne (Joliette):** Combien a-t-il été dépensé par le gouvernement pour frais d'avocats employés par lui: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le montant dépensé par le gouvernement pour frais d'avocats, en 1919 et en 1920, apparaît aux comptes publics pour cette année.

Les comptes pour 1921 ne peuvent pas être complétés pour quelque temps encore.

### **Taxe sur les véhicules-moteurs à Montréal**

**M. Renaud (Laval):** 1. Est-il vrai que le gouvernement est décidé à accorder à Montréal le

revenu de la taxe sur les véhicules-moteurs appartenant aux contribuables de cette ville?

2. Est-il vrai qu'il veut aussi laisser à Montréal tout le revenu de la taxe du sou du pauvre?

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Non.

2. Non. (Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Attendez l'arrivée du maire de Montréal.

### **Rapport sur l'administration de la prison de Québec**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. M. W. Amyot, c.r., qui a été chargé de faire enquête sur l'administration de la prison de Québec, a-t-il fait son rapport?

2. Dans l'affirmative, ce rapport est-il produit?

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Monsieur W. Amyot, un des employés du département du procureur général s'enquiert, à la demande de celui-ci et lorsqu'il le juge nécessaire, de ce qui se passe dans les diverses prisons de la province.

2. Les renseignements qu'il obtient sont personnels et confidentiels.

### **Chemin de fer à Témiscamingue**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Un chemin de fer est-il à se construire dans la région du Témiscamingue?

2. Dans l'affirmative, qui construit et fait construire ce chemin de fer?

3. Le gouvernement est-il financièrement intéressé dans cette construction?

4. Dans l'affirmative, quelle est sa part et intérêt?

### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui.

2. La Interprovincial and James Bay Railway Company. L'exécution du contrat est garantie par la Cie du Pacifique Canadien.

3. Voir contrat à 11 George V, chapitre II.

4. Même réponse qu'à 3.



### **Palais de justice de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement fait-il construire une annexe au palais de justice de Montréal?

2. Dans l'affirmative, a-t-il signé un contrat pour cette construction?

3. Quels sont les noms et résidences des entrepreneurs?

4. Quelles sont les conditions de travail?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Le gouvernement a décidé de construire une annexe au palais de justice de Montréal, et est à faire actuellement les travaux d'excavation en vue de l'érection de cet édifice.

2. Le gouvernement a signé un contrat pour les travaux d'excavation et pour les fondations.

3. Le gouvernement a signé ce contrat avec la Foundation Company Ltd. de Montréal.

4. Le gouvernement rembourse à la Foundation Company Ltd. le coût des matériaux et la main-d'œuvre, et lui paie 10 %.

### **Demandes de documents:**

#### **Loi de l'assistance publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie d'une requête signée par des prêtres du diocèse de Québec, au sujet de la loi relative à l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je demanderais à la Chambre de rejeter cette motion, et voici pourquoi: le gouvernement a reçu au cours du mois de juin dernier un mémoire signé par un certain nombre de prêtres du diocèse de Québec en rapport à sa loi d'assistance publique. Ce mémoire était marqué confidentiel et personnel; ils l'avaient mentionné sur la copie de la requête.

Il (M. Taschereau) ne croit pas que le rapport puisse intéresser beaucoup la Chambre, il ne croit pas non plus devoir le produire, vu que les signataires ont exprimé le désir que seul lui en connaisse le contenu. Me basant sur l'article 576 des règles de la Chambre, qui permet au gouvernement de refuser la production d'un document confidentiel, je demande que la motion soit rejetée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Du moment que le premier ministre affirme que ce document est confidentiel, je me conforme aux règlements, mais est-ce qu'il n'y a pas d'autres documents?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

En autant que le gouvernement est concerné, je puis dire qu'il n'existe aucun autre document. D'ailleurs, c'est évidemment à cette requête que fait allusion le chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que si l'honorable premier ministre pouvait de son propre chef produire le mémoire que j'ai demandé, il le ferait avec toute la probité que je lui connais. S'il n'y a pas d'autre correspondance que ce document, je n'insiste pas.

**M. l'Orateur:** La motion est rejetée.

(Applaudissements de la Chambre)

### **Termes de la Cour de circuit**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **The Connectional Methodist Church in Quebec**

**M. McDonald (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 constituant en corporation The Connectional Methodist Church in Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Arts Club Ltd.**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Arts Club Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Propriétés du quartier Hochelaga**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société des missions étrangères de la province de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 constituant en corporation la Société des missions étrangères de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Nellie Blanche McGowan**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 changeant le nom de Nellie Blanche McGowan en celui de Helen McGowan McKim soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi le 24 janvier 1922.

Adopté.

**NOTES**

1. Si *L'Événement* du 21 janvier 1922, à la page 3, mentionne que la plupart des ministres étaient présents, *La Patrie* du même jour, à la page 3, précise quant à elle que puisque "la plupart des députés de Montréal étaient partis la veille, l'on a eu beaucoup de difficultés à obtenir le quorum".

2. *L'Événement* du 21 janvier 1922, à la page 3, rapporte qu'à ce moment, "une dizaine de curieux se précipitèrent dans les galeries" pour assister à la séance.

3. Selon *L'Événement* du 21 janvier 1922, à la page 3, M. Galipeault présenta plusieurs pétitions au nom de collègues absents de la Chambre, et c'est pourquoi M. Sauvé lui lance cette réplique.

4. Estimation de *La Presse* et du *Devoir* dans leur édition du 21 janvier 1922, respectivement aux pages 13 et 3. Selon *La Patrie* du même jour, à la page 3, la séance n'a duré qu'une demi-heure.

Séance du mardi 24 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie), demandant l'adoption d'une loi amendement leurs chartes (M. Vautrin);

- de la corporation de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard, demandant l'adoption d'une loi déclarant pont de comté, le pont de Saint-Raphaël de l'Île Bizard (M. Robert);

- de W. R. Eakin et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'incorporer la ville de l'Île Cadieux (M. Monet).

**Code municipal,  
article 228**

**M. Hamel (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 152 amendement l'article 228 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**District judiciaire  
avec chef-lieu à Amos**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 38 amendement la loi établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos.

C'est pour que la municipalité puisse donner au gouvernement le terrain pour le palais de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Hôtels et maisons  
de logement**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 37 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux hôtels et maisons de logement.

Cette mesure fera en sorte que l'on affiche les prix.  
Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Statistiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 11 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Directeur médical  
des hôpitaux d'aliénés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 7 amendement les statuts refondus 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Frais d'internement d'enfants  
dans les écoles d'industrie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 19 concernant le recouvrement des frais encourus à l'occasion de l'internement de certains enfants dans les écoles d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Coût d'entretien d'enfants  
dans les écoles de réforme**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 18 concernant le recouvrement du coût de l'entretien des enfants dans les écoles de réforme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi concernant  
les coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 21 concernant les coroners.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Jours fériés

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** demande la permission de présenter le bill 150 amendant la loi concernant les jours fériés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Coopérative centrale des agriculteurs de Québec

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement subventionne-t-il la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec?

2. Dans l'affirmative, quelle allocation accorde-t-il à cette société?

3. Cette société est-elle dépendante du gouvernement de Québec?

#### L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. et 2. Non.

3. La Coopérative centrale des agriculteurs de Québec est sous la surveillance du ministre de l'Agriculture en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles, article 1971 et suivants, statuts refondus de Québec 1909.

#### Affaire Blanche Garneau<sup>2</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Les meurtriers de Mlle Blanche Garneau ont-ils été arrêtés et pendus?

2. Le nommé Binet, qui a subi un procès au sujet de la mort de Mlle Blanche Garneau, a-t-il été arrêté pour parjure?

3. Dans l'affirmative, a-t-il subi son procès sur cette accusation?

4. Dans l'affirmative, quelle fut sa sentence?

5. Dans la négative, pourquoi?

6. Combien ont coûté à la couronne: *a.* les enquêtes sur la mort de Mlle Blanche Garneau; *b.* les procès Binet et Palmer, accusés du meurtre de Mlle Blanche Garneau?

7. Le détective Valade a-t-il fait à la couronne ou à ses officiers un ou des rapports au sujet du prétendu meurtrier de Mlle Blanche Garneau?

8. A-t-il été destitué depuis?

9. Un nommé Duval a-t-il fait un ou des rapports au sujet du meurtre de Mlle Blanche Garneau?

10. A-t-il été depuis condamné à la prison?

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Deux personnes, dont l'une a fait des aveux sous serment ont été arrêtées, mais le jury les a acquittées.

2. Oui.

3. Oui. Il a plaidé coupable.

4. Cinq ans de détention au pénitencier de Saint-Vincent de Paul.

5. ...

6. *a.* \$5,662.33; *b.* \$4,773.54.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les rémunérations des officiers publics qui ont occupé dans ces diverses affaires, non plus que les dépenses incidentes à la tenue d'un terme de la Cour du banc du roi ou à l'administration de la justice en général.

7. Le détective Valade a été employé comme surnuméraire et a fait de temps à autre un rapport de ses constatations au chef du bureau des détectives provinciaux à Montréal et aux autorités.

8. Le détective Valade n'a jamais été à l'emploi de la police d'une manière permanente, mais il est retenu de temps à autre comme surnuméraire.

9. Oui, mais ses rapports ont été trouvés sans fondement.

10. Oui, pour vol.

#### Achat de charbon aux Trois-Rivières

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour son approvisionnement de charbon aux Trois-Rivières, depuis trois ans?

2. Dans l'affirmative, le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

3. Quels sont les noms et les cotations des soumissionnaires en 1919, en 1920 et en 1921?

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Le gouvernement s'est enquis du prix du marché pour le charbon aux Trois-Rivières et l'a payé à ce prix.

3. 1919, E. Belisle, vendeur, \$12 la tonne, livré dans les caves du palais de justice; 1920, E. Belisle, vendeur, \$15 la tonne, livré dans les caves du palais de justice; 1921, J.-H. Giroux, Ludger Magny, vendeurs, \$16 la tonne, livré dans les caves du palais de justice.

**Nombre de cultivateurs  
au Québec**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y avait-il de cultivateurs exploitant et cultivant eux-mêmes leurs fermes dans la province de Québec en 1920?

2. Combien en 1919?

3. Où le gouvernement a-t-il puisé ses statistiques?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 143,958.

2. Même réponse que pour le no 1.

3. Dans le bulletin mensuel de la statistique agricole publié par le Bureau fédéral de la statistique, nos d'octobre pour 1920 et de novembre pour 1919.

**Passif des commissions  
scolaires en 1912 et 1921**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel était le passif des corporations scolaires rurales: *a.* en 1912; *b.* en 1921?

2. Quel était le montant total du passif des corporations ou commissions scolaires de la province en 1912?

3. Quel était-il en 1921?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Aucune publication officielle n'établit le passif des corporations scolaires rurales, en 1912; quant à cet état pour l'année 1921, il est actuellement compilé sous la direction du Bureau des statistiques.

2. Même réponse que pour le no 1.

**École technique  
de Hull**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Hull.

Adopté.

**École technique  
de Trois-Rivières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean

(l'honorable M. Moreau), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 23 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

Adopté.

**Entretien d'enfants dans les écoles  
de réforme et d'industrie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les Missionnaires de la Compagnie de Marie; les Dames religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur, de Montréal; et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas.

Adopté.

**Maintien des aliénés  
dans l'hospice  
Sainte-Anne-de-la-Baie-Saint-Paul**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 ratifiant un certain contrat passé entre le gouvernement de la province et l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne-de-la-Baie-Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Adopté.

**Loi concernant  
les coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine, (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant les coroners.

Adopté.

### Messages du lieutenant-gouverneur:

**M. l'Orateur:** L'honorable M. Nicol.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** se lève<sup>3</sup>.

(Applaudissements de la Chambre)

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur<sup>4</sup>.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit<sup>5</sup>:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1923, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 24 janvier 1922  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** (Applaudissements de la Chambre) M. l'Orateur, en me levant pour proposer la motion annuelle invitant la Chambre à siéger en comité des subsides, j'ai conscience d'avoir assumé une tâche importante et difficile, et j'en appellerai à l'indulgence et à la sympathie de cette Chambre.

(Applaudissements)<sup>6</sup>

Lorsque, il y a quelques semaines, mon prédécesseur, l'honorable M. Mitchell<sup>7</sup>, obéissant à l'appel du devoir et entraîné par le vif désir de son pays sur une scène plus vaste, démissionna, avec réticence et chagrin, je n'en doute pas, comme trésorier de cette province, pour s'en aller à Ottawa, le premier ministre me fit un grand honneur en m'appelant à sa succession. Mais laissez-moi vous dire, M. l'Orateur, que si j'ai été bien flatté de cet

honneur, ce n'est pas sans hésitation que j'ai voulu l'accepter, parce que je savais combien il me serait difficile de succéder à celui, qui, sans accuser d'intérêt personnel, de tout cœur, avec tant d'intelligence et tant de succès, a su servir sa province durant sept années. Et j'ai voulu m'inspirer de son noble exemple et faire abstraction de toutes considérations personnelles en essayant, avec les moyens restreints dont je puis disposer, de servir au moins avec zèle et dévouement notre bonne vieille province.

Je suis sûr de me faire l'écho des sentiments de mes collègues et de tous les membres de cette Chambre en témoignant des regrets que nous avons tous éprouvés de voir l'honorable M. Mitchell nous quitter. Souhaitons-lui une longue et brillante carrière dans son nouveau champ d'action.

Permettez-moi aussi, M. l'Orateur, puisque c'est la première fois qu'il m'est donné de prendre la parole dans cette Chambre, d'évoquer la mémoire de trois de mes prédécesseurs qui venaient aussi des Cantons-de-l'Est: L'honorable M. Peter Mackenzie<sup>8</sup> - le fidèle Peter comme nous l'appelions - dont la mémoire est encore vivace à l'esprit et au cœur de la population du comté de Richmond que j'ai l'honneur de représenter, et à l'esprit et au cœur de toute la population des Cantons-de-l'Est; l'honorable M. McCorkill<sup>9</sup>, qui a compromis sa santé à travailler et préparer le bien-être de la province; l'honorable M. Duffy<sup>10</sup>, auprès duquel j'exerçai une humble fonction durant son terme d'office. C'est lui qui, il y a une vingtaine d'années, me patronna auprès de vous, M. le premier ministre, c'est lui et vous qui avez guidé mes études, préparé mon esprit aux affaires publiques, et, lorsque vous m'avez appelé au milieu de vous dans cette Chambre, en m'offrant le portefeuille qui lui avait été confié, j'ai cru entendre les accents familiers de sa voix vénérable me disant: "Faites votre devoir, soyez digne de vous-même et de la province".

C'est l'honorable M. Marchand<sup>11</sup>, avec l'aide de l'honorable M. Duffy et ses collègues, qui introduisit la politique fiscale si saine et si simple qui nous sert aujourd'hui de guide, savoir: l'administration des affaires de cette province dans les limites de ses ressources: ne pas dépenser plus que son revenu.

C'est cette politique que l'on a eu constamment pour objectif sans crainte ni faveur, dans la perception des revenus qui sont dus à la province, et dans la dépense, en tenant compte à la fois de l'économie et du progrès; ce qui n'empêcha pas de donner en même temps un encouragement

spécial à l'éducation, à l'agriculture, à la colonisation et à la construction des bons chemins. Telle fut la tradition politique laissée par l'honorable M. Marchand, suivie par l'honorable M. Parent<sup>12</sup>, Sir Lomer Gouin<sup>13</sup> et le premier ministre actuel, et dont nous n'avons pas l'intention de nous départir. Cette politique a été plusieurs fois approuvée par les électeurs de notre province et, tout récemment encore, elle était endossée dans les sept élections particulières qui ont eu lieu avant la présente session.

L'année 1921 restera dans l'histoire de notre province comme l'une des périodes les plus difficiles de dépression et de rajustement économique que nous ayons jamais vues. La baisse dans les prix du bois de construction, de la pulpe et du papier a porté atteinte à l'une des industries les plus importantes de cette province et a causé beaucoup de malaise.

D'autres industries ont pareillement périclité et la valeur cataloguée des marchandises a été réduite de millions de dollars. Pour empirer l'état de choses, la récolte des céréales dans une grande partie de la province a été bien au-dessous de la normale et le prix du bétail, grâce au bill Fordney<sup>14</sup>, a subi une baisse considérable, nouvelle source de malaise et de perte pour nos classes agricoles.

Cependant, nos institutions financières ont résisté à ce choc sans précédent et puissamment aidé à vaincre la difficulté. Notre population, ouvriers,

laboureurs, négociants, bien que cruellement éprouvée, a donné et donne encore un bel exemple de coopération, de réserve et de dévouement et contribue ainsi dans une large mesure à la restauration de conditions normales.

Quant à l'avenir, ceux qui sont le mieux à même de connaître l'état de choses actuel en parlant avec espoir. Il ne saurait y avoir de bien grande prospérité avant que l'industrie fondamentale de l'agriculture ne remonte au pinacle et puisse rétablir l'équilibre entre le revenu et la dépense; mais les pronostics sont incontestablement meilleurs qu'au commencement de 1921, quand les prix tombaient de façon à réduire les achats à leur minimum.

Le cœur de la province est sain. Sa classe agricole est profondément attachée à son sol. La population est intelligente, sobre et industrielle, et nous pouvons avec confiance scruter l'avenir que nous apporte 1922.

Maintenant, sans plus de digression, j'attirerai l'attention de la Chambre sur les résultats des opérations financières durant l'année finissant le 30 juin 1921.

#### Année fiscale 1920-1921

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1921 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$11,673,904.09
Dépense ordinaire .....	<u>11,590,563.57</u>
Surplus en prévision.....	\$ 83,340.52

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$15,914,521.17
Dépense ordinaire .....	<u>14,624,088.12</u>
Surplus .....	\$ 1,290,433.05

Toutefois, la dépense extraordinaire pour l'année, payée à même le revenu ordinaire, a été de \$60,000.00, ce qui donne un excédent réel de revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de \$1,230,433.05.

Le revenu réel ordinaire a excédé les prévisions de \$4,240,617.08, et les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires ont été excédées de \$3,093,524.55. (Voir État no 1)

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions  
1920-1921**

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Terres et Forêts .....	\$ 1,132,188.00
Mines, Pêche et Chasse.....	429,188.30
Timbres judiciaires.....	83,829.80
Fonds des bâties et des jurés .....	49,867.96
Timbres d'enregistrement .....	82,201.60
Licences .....	349,268.18
Taxes sur corporations commerciales, etc. ....	240,977.53
Droits sur les successions.....	700,455.91
Loi des véhicules-moteurs .....	594,022.95
Revenu casuel .....	252,622.74
Et il y a eu d'autres services dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de .....	\$ 85,118.24

(Voir État no 2)

**Comparaison avec les prévisions,  
Dépenses ordinaires, 1920-1921**

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique.....	\$ 354,980.06
Législation.....	140,016.57
Gouvernement civil.....	108,435.67
Administration de la justice .....	386,556.83
Juges de la Cour des Sessions de la Paix, etc. ....	978.12
Instruction publique .....	77,553.15
Asiles d'aliénés .....	110,020.00
Écoles de réforme et d'industrie .....	13,271.26
Mines, Pêche et Chasse : Service de l'enregistrement (cadastre).....	41,000.00
Hygiène .....	86,897.01
Travaux publics (ordinaires) .....	305,127.63
Travaux publics (extraordinaires).....	60,000.00
Travail .....	6,000.00
Agriculture .....	214,500.00
Voirie .....	640,875.11
Terres et Forêts .....	253,000.00
Dépenses sur le revenu.....	226,447.85
Services divers .....	67,905.19
	<u>\$3,093,564.45</u>

La dépense pour la colonisation a été moins élevée que la prévision de..... 39.90

La dépense ordinaire réelle a excédé la prévision de..... \$3,093,524.55

(Voir État no 3)



### Opérations de caisse en 1920-1921

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1920, il y avait dans diverses banques la somme de .....	\$ 1,783,842.24
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à .....	<u>604,778.71</u>
	\$ 1,179,063.53

Les recettes du 1<sup>er</sup> juillet 1920 au 30 juin 1921 ont été :

Revenu ordinaire .....	\$15,914,521.17
Dépôts en fidéicommiss .....	872,265.20
Endiguement de la rivière Saint-François .....	2,023.76
Loi des bons chemins, 1912 .....	123,539.66
Emprunt du dominion <i>re</i> logements ouvriers .....	1,215,500.00
Emprunts temporaires .....	2,000,000.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1925 .....	2,475,000.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéant en 1930 .....	2,470,300.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3 .....	5,757,750.00
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4, (Endiguement de la rivière Saint-François) .....	<u>144,000.00</u>
	\$30,974,899.79

Paiements du 1<sup>er</sup> juillet 1920 au 30 juin 1921 :

Dépenses ordinaires .....	\$14,624,088.12
Dépenses extraordinaires .....	60,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....	643,134.24
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction .....	750.00
Loi des bons chemins, 1912 .....	5,081,844.03
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	17,296.23
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	151,413.93
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	2,292.79
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts .....	44,397.97
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal .....	137,830.15
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan .....	256,378.09
Loi autorisant un emprunt pour venir en aide à la colonisation .....	986,137.06
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	1,215,500.00
Remboursement d'un emprunt temporaire .....	5,000,000.00
Octroi à l'Université de Montréal .....	1,000,000.00
Octroi à l'Université McGill .....	1,000,000.00
Octroi à l'Université Laval .....	<u>1,000,000.00</u>
	<u>31,221,062.61</u>
Excédent de paiements .....	\$246,162.82
Balance .....	\$932,900.71
Savoir :	
Le 30 juin 1920, il y avait en dépôts dans diverses banques .....	\$1,739,321.29
Sur quoi il y avait à payer des mandats en cours au montant de .....	<u>806,420.58</u>
	\$932,900.71

**Comparaison des recettes ordinaires de 1920-1921  
avec celles de 1919-1920**

Le total des recettes ordinaires pour 1920-1921 a été de.....	\$ 15,914,521.17
Le total des recettes ordinaires pour 1919-1920 a été de.....	<u>14,472,650.87</u>

Augmentation dans la recette de 1920-1921 de..... \$ 1,441,870.30

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1919-1920, viz :

Puissance du Canada.....	78.08
Terres et Forêts .....	533,600.98
Mines, Pêche et Chasse.....	297,336.16
Administration de la justice .....	58,314.51
Timbres d'enregistrement .....	8,195.21
Loi des vues animées, revenu .....	3,911.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	59,218.41
Droits sur les successions.....	313,525.20
Loi des véhicules-moteurs .....	313,297.18
Loi des ingénieurs stationnaires - honoraires.....	2,809.00
Loi des détectives privés, revenu .....	94.00
Percentage sur honoraires d'officiers publics .....	17,622.47
Entretien des aliénés .....	114,074.61
Service civil, contributions aux pensions.....	2,075.70
Revenu casuel .....	17,748.92
Loi des assurances-revenu .....	281.97
Loi des compagnies de fidéicommis-revenu.....	90.90
Intérêt sur dépôts et placements.....	75,255.88
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	40,309.49
Prime, escompte et change.....	12,916.73
Remboursement sur subventions aux chemins de fer, taxe .....	285.26
Contributions des municipales en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	26,452.67
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31 .....	3,285.00
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	<u>5,582.84</u>
	\$1,906,362.17

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées qu'en 1919-1920, viz :

Licences, etc.....	\$354,811.24
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc .....	33,205.16
Loi des distributeurs automatiques .....	3,873.14
Inspection des hôtels et maisons de pension - honoraires.....	933.91
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	4,620.23
Législation.....	3,409.93
École de réforme et d'industrie.....	54,615.09
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	4,056.34
Travaux et édifices publics - loyers .....	3,431.60
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	35.23
Contributions des municipalités <i>re</i> dépenses de la commission technique et directeur du logement .....	<u>1,500.00</u>
	\$ 464,491.87
Augmentation nette en 1920-1921 .....	\$ 1,441,870.30

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1920-1921  
avec celles de 1919-1920**

Total des dépenses ordinaires en 1920-1921 .....	\$14,624,088.12
Total des dépenses ordinaires en 1919-1920 .....	<u>13,520,740.37</u>

Augmentation sur les dépenses ordinaires de 1920-1921..... \$ 1,103,347.75

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1919-1920, viz :

Dette publique.....	\$ 397,298.16
Législation.....	8,746.56
Gouvernement civil.....	68,888.25
Administration de la justice .....	258,826.71
Instruction publique .....	27,057.28
Hygiène .....	35,702.61
Travaux publics (ordinaires).....	127,501.73
Travail .....	12,747.80
Agriculture .....	177,100.00
Voirie .....	136,008.52
Terres et Forêts .....	120,000.00
Institutions de bienfaisance.....	3,500.00
Asiles d'aliénés .....	21,698.98
Écoles de réforme et d'industrie .....	31,771.26
Dépenses sur le revenu.....	<u>94,282.69</u>
	\$1,521,130.55

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1919-1920, viz :

Colonisation, Mines et Pêcheries et Immigration.....	\$199,186.18
Services divers .....	<u>218,596.62</u>
	417,782.80

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1920-1921,  
sur celles de 1919-1920 ..... \$1,103,347.75

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et édifices publics durant l'année 1920-1921 ont excédé de \$60,000.00 celles de 1919-1920.

en argent, autorisées par les lois de la législature, mais non gagnées au 30 juin 1921, était de \$534,883.38.

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terre converties

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1921**

**Passif**

Dette consolidée courante avant la conversion.....	\$49,908,586.72	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$51,652,113.55
Emprunt temporaire .....		2,000,000.00
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 .....		1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers.....		1,300,500.00
Dépôts en fidéicommiss .....		1,007,792.29
Mandats non payés.....		806,420.58
Obligations du palais de justice de Québec .....		11,000.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....		<u>60,000.00</u>
		\$58,336,436.05

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. viz :	
Déposé dans les banques.....	\$248,351.65
Placement en obligations du palais de justice de Québec .....	11,000.00
Placement en débetures de la province de Québec.....	80,000.00
Placement en bons de la Victoire du Canada, (1937).....	<u>421,028.35</u>
	\$760,380.00
Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec.....	887,285.38
Placement en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	515,968.22
Placement en débetures 4 % de la province de Québec .....	11,248.42
Placement en débetures 4½ % de la province de Québec.....	120,101.01
Placement en débetures 5 % de la province de Québec.....	23,567.65
Placement en débetures 6 % de la province de Québec.....	10,500.00
Placement en bons de guerre du Canada.....	9,600.00
Déposé en banques.....	35,868.02
	<u>\$ 2,374,518.70</u>

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1921 (suite)**

**Actif (suite)**

**Puissance du Canada :**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	\$1,173,006.03	
Argent en banques.....	1,739,321.29	
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de propriété.....	5,000.00	
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,556,828.56	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	742,202.99	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	63,870.99	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4.....	173,329.98	
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4.....	604,159.83	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5 .....	284,144.53	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	1,300,500.00	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	38,403.93	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16.....	11,000.00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$14,160.38	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	<u>45,839.62</u>	
	<u>60,000.00</u>	\$ 14,938,483.21
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1921 .....		\$ 43,397,952.84

**Dette consolidée**

Le 30 juin 1920, la dette consolidée en cours était .....	\$ 40,708,113.55
Le 30 juin 1921, la dette consolidée en cours était .....	<u>\$ 51,652,113.55</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1920-1921 .....	\$ 10,944,000.00
Justifiée comme suit :	
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4 .....	\$ 144,000.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3 .....	5,000,000.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3 .....	<u>5,800,000.00</u>
	<u>\$ 10,944,000.00</u>

**Dettes consolidées (suite)**

La dette consolidée au 30 juin 1921, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province était .....	\$51,652,113.55
Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à.....	<u>2,374,518.70</u>
Soit une balance nette de dette consolidée de .....	\$49,277,594.85

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1921 accuse une augmentation de \$10,745,843.55 sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1920.

Cette augmentation s'explique par l'émission de \$144,000.00 d'obligations en vertu de

5 George V, chapitre 4, \$5,000,000.00, en vertu de 10 George V, chapitre 3, et \$5,800,000.00 en vertu de 11 George V, chapitre 3, moins \$198,156.45 placées au compte du fonds d'amortissement.

**Dettes non consolidées**

Au 30 juin 1921, la dette non consolidée consistait en :

Emprunts temporaires .....	\$ 2,000,000.00
Dépôts en fidéicommis .....	1,007,792.29
Mandats non payés.....	806,420.58
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.....	25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers.....	1,300,500.00
Obligations du palais de justice de Québec .....	11,000.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....	<u>60,000.00</u>
	\$ 6,684,322.50

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banques.....	\$1,739,321.29
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété.....	5,000.00
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,556,828.56
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	742,202.99
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	63,870.99
Nouvelle prison, district de Montréal, avance .....	3,619,147.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance .....	85,611.25
Palais de justice et prison du district de Roberval .....	38,403.93
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	1,173,006.03

**Dette non consolidée (suite)**

Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avance.....	\$ 173,329.98
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal, avance.....	604,159.83
Pont sur la rivière Batiscan, avance.....	284,144.53
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	1,300,500.00
Taxe du palais de justice, Québec.....	11,000.00
Taxe du palais de justice, Sherbrooke.....	<u>60,000.00</u>
	<b>\$12,563,964.51</b>
Ce qui laisse sur la dette non consolidée un surplus d'actif de.....	<b>\$ 5,879,642.01</b>

**L'année courante**

Les recettes provenant du revenu ordinaire, pendant les six mois finissant le 31 décembre 1921, sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement dépassées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires pour l'exercice courant, d'après le montant de mandats spéciaux émis depuis le 1<sup>er</sup> juillet, \$302,605, comme l'indique l'état déposé sur la table de la Chambre, et d'après le budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre, des montants requis pour différents services, pour compléter la dépense nécessaire de l'année courante.

Mais l'on compte que cette augmentation des dépenses sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes perçues à venir au 31 décembre dernier.

**Prévisions pour l'année 1922-1923**

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1923, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que de l'effet des conditions actuelles du monde financier, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$15,531,738.38
Dépenses ordinaires .....	<u>15,329,284.02</u>
Surplus probable de revenu.....	<b>\$ 202,454.36</b>

**Emprunts**

Maintenant, je vais donner des détails sur les différents emprunts, effectués par le gouvernement durant la dernière année fiscale et l'année courante.

**Emprunt temporaire  
du 15 juin 1921**

En vertu de l'article 807 des statuts refondus, 1909, et d'un ordre en conseil, du lieutenant-gouverneur, en date du 23 juin 1921, un emprunt temporaire de deux millions a été effectué à la Banque de Montréal, portant intérêt au taux de six pour cent par année.

Cet emprunt a été effectué pour rembourser temporairement au fonds du revenu consolidé de la province, particulièrement, les avances considérables faites pour l'agrandissement du Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts; pour la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal; pour la construction d'un pont sur la rivière Batiscan; comme aide à la colonisation et dépense pour la voirie en vertu de la loi des bons chemins, 1912, dépenses auxquelles, suivant les lois qui les autorisent, il doit être pourvu au moyen d'emprunts permanents.

Cet emprunt a été remboursé à échéance à même le revenu ordinaire.

**Emprunt du 1<sup>er</sup> mai 1921**

En vertu de la loi 11 George V, chapitre 3, des débentures au montant de \$6,000,000 ont été émises, datées du 1<sup>er</sup> mai 1921, portant intérêt au taux de cinq et demi pour cent par année, payable semi-annuellement le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre, devenant dues le 1<sup>er</sup> mai 1936, sujet à rachat en tout

temps, après cinq années de la date de l'émission, au pair et intérêt accru. Le principal et l'intérêt payables en or à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à Toronto, à l'option du porteur. Des bons des dénominations de \$100, \$500, \$1,000, \$300,000, et \$500,000 ont été émis.

Des soumissions ont été demandées par l'entremise de la Banque de Montréal aux principaux bureaux de courtage en Canada, pour \$1,000,000 de cette émission et la soumission la plus avantageuse, c'est-à-dire celle de M. René-T. Leclerc, de Montréal, au prix de \$95,775 y compris l'intérêt accru, a été acceptée. En sus du montant de \$1,000,000, vendu par soumission, \$1,000,000 de la même émission a été vendu à l'Université McGill, \$500,000 à l'Université Laval, \$500,000 à l'Université de Montréal, et ce, au pair avec l'intérêt accru.

Sur les \$3,000,000 ainsi vendus, la province a touché \$2,985,099.23.

Le produit de ces \$3,000,000 a été employé à réduire les avances faites à même le fonds du revenu consolidé. L'intérêt accru, soit \$27,349.23 a été porté au crédit du compte d'intérêt.

La balance de l'émission a servi à payer les subventions faites à l'Université de Montréal, en conformité de la loi 10 George V, chapitre 8; à l'Université Laval, et à l'Université McGill, en vertu de la loi 11 George V, chapitre 3, d'un million à chacune d'elles. L'Université de Montréal ayant reçu \$200,000 en argent, des obligations au montant de \$200,000 restent entre les mains du trésorier provincial, pour être négociées le plus avantageusement possible dans l'intérêt de la province.

#### **Emprunt du 1<sup>er</sup> décembre 1921**

Conformément à la loi 10 George V, chapitre 3, des soumissions ont été demandées par l'entremise de la Banque de Montréal aux principaux bureaux de courtage en Canada, pour \$4,000,000 d'obligations de la province de Québec, à cinq et demi pour cent, datées du 1<sup>er</sup> décembre 1921, devenant dues le 1<sup>er</sup> décembre 1936, rachetables à la discrétion du trésorier de la province, en tout temps, après cinq années à compter de la date de leur émission, au pair, et l'intérêt accru.

Répondant à cette demande, trois syndicats ont soumissionné.

La soumission la plus favorable, qui a du reste été acceptée est celle du syndicat, composé de MM. Hanson Brothers; Geo. Beausoleil & Cie;

United Financial Corporation Limited; Harris Forbes & Co., Limited; National City Company Limited, et René T. Leclerc, au prix de \$97,62 y compris l'intérêt accru, et ils ont déposé la somme de \$3,909,573.73 à la Banque de Montréal au crédit de la province.

Le produit de cet emprunt a été employé à réduire les avances faites à même le fonds du revenu consolidé.

L'intérêt accru, de \$4,773.73, a été porté au crédit du compte d'intérêt.

#### **Bons chemins**

L'état suivant indique ce qui a été dépensé, jusqu'au 31 décembre 1921, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9 et 10 George V, chapitre 7, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu provenant des emprunts faits en vertu de ladite loi; le montant avancé à même le fonds du revenu consolidé; le montant accordé aux municipalités et la balance à payer quand les travaux au montant de leurs crédits auront été faits, viz:

Paiements aux municipalités	
à date.....	\$20,137,032.34
Paiements sur chemins du	
gouvernement à date.....	<u>8,315,737.11</u>
	\$28,452,769.45
 Produit net des emprunts .....	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le	
produit des emprunts .....	22,601,964.13
Montant réparti aux municipalités à	
date.....	21,206,859.81
Montant payé là-dessus .....	<u>20,137,032.34</u>
Balance à payer à mesure que les	
travaux progresseront .....	\$ 1,069,827.47

Ce qui précède fait voir que les paiements aux municipalités et sur les chemins du gouvernement en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; et 10 George V, chapitre 7, s'élèvent à \$28,452,769.45, sur le montant de \$30,000,000.00 autorisé par la Législature.

J'ajouterai que c'est notre intention de soumettre à la Législature actuelle un amendement à la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par



les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; et 10 George V, chapitre 7, autorisant le gouvernement à emprunter une somme additionnelle, en vertu de ses dispositions, afin de pouvoir subvenir aux nombreuses demandes pour la construction des grands chemins.

Les différents états que je vous ai soumis tantôt démontrent que les dépenses prévues pour l'année 1922-23 sont de \$15,329,284.02, une augmentation de \$2,514,862.71 sur celles de 1921-1922.

Les membres de cette Chambre pourront peut-être demander pourquoi, dans un temps où nous prêchons la stricte économie dans l'administration des affaires publiques et privées, nous nous disposerions à dépenser au cours de l'année prochaine plus d'argent que nous avions d'abord proposé de le faire.

Je répondrai à ceci en déclarant que j'ai examiné les demandes des divers départements avec le plus de soin possible et réduit les dépenses au minimum, en tenant bien compte des besoins de la province.

Nous avons cru qu'au lieu d'économiser sur le budget des départements de la Voirie, de la Colonisation et de l'Agriculture, nous devions dépenser tout ce que nous pouvons raisonnablement pour venir en aide aux ouvriers, aux colons et aux cultivateurs de la province.

Ainsi, vous verrez que pour l'agriculture, en 1919-20, nous avons dépensé \$1,183,513.76, et en 1920-21, \$1,348,613.76, y compris le subside fédéral.

Vous remarquerez aussi que, dans le département de la Colonisation, les dépenses ont augmenté comme suit: 1919-20, \$709,000; 1920-21, \$1,463,097.16. Dans le département de l'Instruction publique, il y a eu aussi une augmentation de dépenses en 1920-21, de \$1,700,619.15.

Nous avons récemment payé à l'Université McGill, à l'Université Laval et à celle de Montréal une somme de \$1,000,000 chacune. Nous avons construit, aménagé et maintenu quatre écoles techniques, des écoles normales et des collèges d'agriculture.

Vous avez appris que le gouvernement avait l'intention d'accorder une large subvention annuelle aux collèges classiques de la province.

Je sais qu'il y a des gens qui croient que la plus forte partie de cet argent devrait être employée aux besoins des écoles élémentaires, mais ceux qui consacrent au progrès de l'éducation le meilleur de

leur intelligence et de leur énergie en ont décidé autrement, et je crois qu'ils ont agi sagement.

Ces différentes institutions d'éducation supérieure prépareront les jeunes gens et les jeunes filles, qui deviendront plus tard les têtes dirigeantes de la société dans les classes professionnelles, industrielles et agricoles de la province. Vous ne devez pas oublier le fait que tout cela a été accompli sans toutefois négliger les petites écoles de la campagne, pour lesquelles, comme je l'ai démontré, le gouvernement a dépensé des sommes plus considérables d'année en année.

Nous avons une université de plus à aider; l'Université Bishop. Elle sera traitée avec justice, en tenant compte de la position qu'elle occupe et de son utilité pour la minorité anglaise de cette province. Après s'être occupé des universités, des écoles techniques et des collègues classiques de cette province, le gouvernement dirigera ses énergies vers les écoles élémentaires de la province dans la campagne et dans les villes.

On croit, en attendant, que quelque chose devrait être fait sans plus tarder pour aider les écoles rurales de la minorité protestante. Quand on introduira devant la Législature la loi pour venir en aide aux collèges classiques, je suis certain qu'elle contiendra une disposition accordant une aide proportionnelle aux écoles protestantes de la province, et je puis promettre à la minorité qu'elle sera traitée non seulement avec honnêteté et justice, mais aussi avec générosité.

Je suis certain que personne ne formulera d'objection à la dépense d'aucune somme que le gouvernement pourra faire pour ces trois grands et importants services de l'instruction publique, de l'agriculture et de la voirie. Mes collègues donneront judicieusement l'explication de ces dépenses quand la question viendra devant la Chambre.

Je désire ajouter qu'avant d'adopter les estimés, nous avons acquis l'assurance qu'ils étaient plus que justifiés par l'augmentation des revenus de la province, et que nous vivons encore dans les limites de nos moyens.

Vous avez entendu dire, M. l'Orateur, que le gouvernement avait l'intention de faire certains amendements à la loi des liqueurs. Cette mesure n'a été décrétée que dernièrement; il n'y a pas encore un an qu'elle a été mise en pratique et il ne serait peut-être pas sage de l'amender avant que nous ayons fait l'expérience de son application. Nous sommes d'avis qu'il ne devrait y être apporté aucun amendement de nature à changer ou diminuer son efficacité, au point

de vue de la tempérance. Car nous ne devons pas perdre de vue que c'est une loi de tempérance.

Nous avons pleine confiance dans la Commission qui administre cette loi, et en ce qui me concerne, je suis bien résolu à lui donner toute l'aide qu'il me sera possible pour lui permettre de la mettre en vigueur. En attendant, la loi étant parfaitement mise à l'épreuve, nos gens se familiariseront avec ses dispositions et seront à même de les mieux apprécier et juger.

J'ai dit, au commencement de mes remarques, que les pronostics nous annonçaient, pour 1922, une meilleure année qu'en 1921.

Je n'ai pas l'intention de jouer le rôle de prophète. Il y a rajustement complet et diminution dans le prix des produits agricoles. En fait, nous croyons que, dans certains cas, la diminution a été trop forte, quelques-uns des produits se vendant maintenant moins cher qu'en 1914.

L'agriculture est encore la plus grande industrie de cette province, et l'effet de cette diminution énorme dans la valeur des produits agricoles s'est fait sentir sur toute l'échelle industrielle. Le pouvoir d'achat du cultivateur s'est trouvé amoindri, la valeur des exportations a diminué, et le commerce de gros et de détail en a subi la conséquence.

La prospérité de cette province dépend en grande partie de la prospérité du cultivateur et de celle des industries du bois.

La guerre a apporté à certaines gens du Canada quelques années de prospérité sans précédent. Je crains que plusieurs ne se soient permis de croire que cela devait toujours durer. L'année 1921 les a rudement éveillés.

Il est grand temps que la population de cette province vienne à comprendre qu'elle doit abandonner la vie d'aisance et de jouissance qu'elle a voulu faire dans bien des cas. Rien ne pourra nous sauver de la misère, du désappointement et de la faillite, si ce n'est un prompt retour à la vie frugale, laborieuse et heureuse du temps passé. A partir de ce moment, nous ne devons pas attendre la richesse et la prospérité de la hausse des prix, mais de l'augmentation de la production. Nous devons vendre deux minots d'avoine là où nous en vendions un. Que les chefs industriels, les artisans des villes se joignent aux cultivateurs. Retournons tous au travail, et nous verrons cette vieille province de Québec maintenir sa réputation de province la plus saine et la plus sûre de tout le dominion. Me serait-il permis d'ajouter que, parmi les signes avant-coureurs les plus brillants de prospérité pour l'année 1922, se

trouvent le règlement des différends entre l'Angleterre et l'Irlande, le succès de la conférence du désarmement à Washington et la conférence économique projetée.

Avec la paix rétablie en Europe et un rajustement économique absolu et complet, le Canada ne devrait pas tarder à reprendre la place qui lui est assignée dans le concert des nations.

On a dit que le christianisme faisait partie de la Constitution britannique. Nulle part ailleurs dans l'Empire britannique, en voit-on un plus frappant exemple que dans la province de Québec, et je suis sûr que la population de cette province, sous la direction de son premier ministre, si habile et si accrédité, saura poursuivre ses hautes destinées, sans perdre de vue le même objectif qui l'a guidée dans le passé.

Maintenant, M. l'Orateur, je propose que vous quittiez le fauteuil et que cette Chambre siège en comité des subsides. (Voir le tableau à la page suivante)

**État no 1**

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1921 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$11,673,904.09
Dépense ordinaire .....	<u>11,590,563.57</u>

Surplus en prévision.....	\$ 83,340.52
---------------------------	--------------

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$15,914,521.17
Dépense ordinaire .....	<u>14,684,088.12</u>

Surplus .....	\$ 1,230,433.05
---------------	-----------------

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1921 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$11,673,904.09
Dépense ordinaire .....	<u>11,590,563.57</u>

Surplus prévu .....	\$ 83,340.52
---------------------	--------------

Les prévisions du revenu ordinaire étaient .....	\$11,673,904.09
Le revenu ordinaire réel a été de.....	<u>15,914,521.17</u>

Au-dessus des prévisions .....	\$ 4,240,617.08
--------------------------------	-----------------

Les prévisions de la dépense ordinaire étaient.....	\$11,590,563.57
Les dépenses ordinaires ont été de.....	<u>14,684,088.12</u>

Au-dessus des prévisions .....	\$ 3,093,524.55
--------------------------------	-----------------

**État no 2**

**Comparaison avec les prévisions,  
Revenu ordinaire 1920-1921**

Dans les services suivants, le revenu a excédé les prévisions, des sommes suivantes :

Puissance du Canada, intérêt sur fonds en fidéicommiss .....	\$ 160.07
Terres et Forêts .....	1,132,188.00
Mines, Pêche et Chasse .....	429,188.30
Intérêt sur dépôts et placements .....	105,380.74
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	89.30
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	55,930.07
Timbres judiciaires.....	83,829.80
Fonds des bâtisses et des jurés .....	49,867.96
Honoraires judiciaires .....	2,532.38

## État no 2 (suite)

**Comparaison avec les prévisions,  
Revenu ordinaire 1920-1921 (suite)**

Entretien des prisonniers.....	\$ 7,068.30
Palais de justice, Montréal, à l'exclusion des timbres .....	1,223.96
Honoraires du grand constable, Québec .....	1,684.20
Fonds du palais de justice de Hull .....	103.24
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	6,697.38
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).....	82,201.61
Licences .....	349,268.18
Loi des vues animées - revenu .....	3,911.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	240,977.53
Droits sur les successions.....	700,455.91
Droits sur transferts d'actions, bons, etc. ....	24,378.74
Loi des véhicules-moteurs .....	594,022.95
Loi des ingénieurs de machines fixes, Québec - honoraires .....	1,631.25
Loi des détectives privés - revenu.....	188.00
Pourcentage sur honoraires des officiers publics .....	34,805.77
Pourcentage sur renouvellements d'hypothèques .....	13.42
Législation.....	9,172.45
Revenu casuel .....	252,622.74
Contributions au fonds de pensions, service civil.....	982.14
Prime, escompte et change.....	132,271.26
Loi des assurances, revenu.....	13,628.97
Loi des compagnies de fidéicommis - revenu.....	877.60
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20.....	7,707.57
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2 .....	143.00
	<u>\$ 4,325,203.79</u>

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Inspection des hôtels et maisons de pensions, honoraires .....	\$ 29.91
Taxes en vertu de 3 George V, chapitre 38.....	889.30
Entretien des aliénés .....	1,586.52
Entretien des écoles de réforme et d'industrie .....	48,907.29
<i>Gazette officielle</i> .....	10,206.86
Loyer d'édifices publics.....	1.00
Taxe sur subventions de chemins de fer .....	18,583.84
Loi des distributeurs automatiques .....	2,541.99
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31 .....	<u>1,840.00</u>
	<u>84,586.71</u>

Le revenu réel a excédé les prévisions de..... \$ 4,240,617.08

## État no 3

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions  
pour certains services s'élève à ..... \$3,093,564.45

Voici le détail des items :

**Dette publique :***Excédent de dépenses :*

Intérêt sur dette consolidée .....	\$724,655.64
Fonds d'amortissement .....	4,929.33
Frais d'administration .....	8,064.29
Prime, escompte et change.....	<u>22,518.98</u>
	\$760,168.24

*Non dépensé :*

Intérêt sur dette non consolidée .....	<u>405,188.18</u>	
		\$354,980.06

**Législation :***Excédent de dépenses :*

## Conseil législatif :

Indemnités des conseillers .....	\$ 12,000.00
Traitements, dépenses contingentes, etc. ....	4,845.87

## Assemblée législative :

Indemnités des députés .....	40,500.00
Traitements, dépenses contingentes, etc. ....	19,609.24
Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature .....	29,518.72
Bibliothèque de la Législature .....	2,196.66
Dépenses contingentes des élections, S. R. Q., article 430 .....	570.22
Impression, reliure et distribution des statuts .....	26,335.08
Indemnité aux réviseurs et autres dépenses .....	825.00
Loi concernant la préparation des listes électorales dans les cités de Montréal et de Québec .....	<u>4,512.75</u>
	\$140,913.54

*Non dépensé :*

Traitement de l'assistant Orateur .....	\$250.03
Frais de voyage et de pension .....	306.55
Dépenses contingentes des élections .....	<u>340.39</u>
	\$ 896.97

\$140,016.57

**Gouvernement civil :***Excédent de dépenses :*

Augmentation des traitements.....	\$69,935.67
Dépenses contingentes.....	<u>38,500.00</u>

\$108,435.67

**État no 3 (suite)****Administration de la justice :***Excédent de dépenses :*

Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne et de la paix  
et de la Cour d'appel:

Traitements .....	\$ 22,313.53
Dépenses contingentes .....	21,589.52
Fonds des bâties et des jurés .....	42,456.94
Poursuites au criminel .....	11,986.04
Dépenses contingentes des shérifs .....	221,849.54
Services des détectives provinciaux .....	10,788.56
Traitements des coroners .....	816.66
Magistrats de districts, salaire .....	1,201.61
Magistrats de districts, dépenses de voyage, etc. ....	4,203.17
Divers .....	54,231.82
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa .....	<u>3,868.15</u>
	\$395,305.54

*Non dépensé :*

Traitements des shérifs, anciens districts .....	\$ 172.94
Honoraires et déboursés des coroners .....	7,175.77
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts .....	310.00
Médecins des prisons .....	<u>1,090.00</u>
	<u>8,748.71</u>

\$386,556.83

**Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. :**

*Excédent de dépenses* .....

\$ 978.12

**Instruction publique :***Excédent de dépenses :*

École Polytechnique .....	\$10,000.00
École technique de Québec .....	10,000.00
École technique de Trois-Rivières .....	10,000.00
Inspecteur général de l'enseignement technique .....	3,838.03
École des hautes études commerciales de Montréal .....	10,000.00
Inspection des écoles .....	7,100.00
Livres de récompense, reliure ou fournitures scolaires .....	6,156.59
Conseil de l'instruction publique .....	660.60
Rapport du surintendant .....	931.22
Allocation aux municipalités les plus méritantes .....	55.00
Gratifications pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement .....	3,155.00
Loi concernant la création de bourses pour les élèves qui vont parfaire leurs études à Paris .....	6,000.00
Écoles de soir et écoles de coupe .....	3,184.70
Archives canadiennes, reliure et renouvellement .....	2,500.00
Bureau des statistiques de Québec .....	<u>4,000.00</u>
	\$77,581.14

### État no 3 (suite)

#### Instruction publique (suite) :

##### *Non dépensé :*

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal .....	\$ 27.99	\$ 77,553.15
--	----------	--------------

#### Asiles d'aliénés :

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$ 110,020.00
-----------------------------------	---------------

#### Écoles de réforme et d'industrie :

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$ 13,271.26
-----------------------------------	--------------

#### Mines, Chasse et Pêche, service d'enregistrement (cadastre) :

##### *Excédent de dépenses :*

Chasse et Pêche .....	\$ 20,000.00	
Compte en suspens .....	3,000.00	
Administration des ventes de terres pour fins agricoles .....	<u>18,000.00</u>	\$ 41,000.00

#### Hygiène :

##### *Excédent de dépenses :*

Bureau d'hygiène de la province de Québec .....	\$ 39,508.21	
Protection du public contre les maladies vénériennes .....	<u>47,388.80</u>	\$ 86,897.01

#### Travaux publics (ordinaires) :

##### *Excédent de dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général .....	\$ 183,653.07	
Entretien des bureaux du gouvernement, Montréal .....	12,500.00	
Ponts et barrières de péage .....	44,905.23	
Abolition des ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières .....	5,736.00	
Réparation des palais de justice et prisons, etc. ....	20,000.00	
Aide à la construction d'un pont interprovincial entre Ottawa et Hull, sur la rivière Ottawa .....	<u>38,333.33</u>	\$ 305,127.63

## État no 3 (suite)

**Travaux publics (extraordinaires) :***Excédent de dépenses :*

Achat du Sanatorium du Lac Édouard .....	\$ 60,000.00
--	--------------

**Travail :***Excédent de dépenses :*

Édifices publics et loi des établissements industriels .....	\$ 6,000.00
--	-------------

**Agriculture :***Excédent de dépenses :*

Aide à l'agriculture en général.....	\$178,000.00
Écoles d'agriculture .....	5,500.00
Enseignement vétérinaire.....	1,000.00
École de laiterie, Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	12,500.00
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers.....	15,000.00
Horticulture .....	15,000.00
Écoles ménagères.....	<u>23,000.00</u>
	\$250,000.00

*Non dépensé :*

Cercles agricoles, etc .....	\$ 35,000.00	
Société d'agriculture et d'horticulture de Montréal .....	<u>500.00</u>	
		<u>35,500.00</u>
		\$ 214,500.00

**Voirie :***Excédent de dépenses :*

Améliorations et entretien des chemins .....	\$629,625.11
Chemins à barrières de la rive nord, Québec .....	10,000.00
Chemins à barrières de la rive sud, Québec .....	<u>1,250.00</u>
	\$ 640,875.11

**Terres et Forêts :***Excédent de dépenses :*

Compte en suspens.....	\$ 4,000.00
Protection des forêts.....	50,000.00
Arpentages .....	95,000.00
Service forestier et inspection des terres.....	100,000.00
Pépinière de Berthierville (entretien).....	3,000.00
Commission de géographie de Québec.....	<u>1,000.00</u>
	\$ 253,000.00



## État no 3 (suite)

**Charges sur le revenu :***Excédent de dépenses :*

Perception de licences, etc. ....	\$134,807.33
Timbres, licences, etc. ....	2,415.60
Registrateurs, et dépenses contingentes .....	6,072.63
Registres pour bureaux d'enregistrement .....	2,508.13
Lois des véhicules-moteurs .....	75,868.32
Municipalités, pour taxes	
sur les amusements .....	<u>6,685.96</u>
	\$228,357.97

*Non dépensé :*

<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	<u>1,910.12</u>	\$ 226,447.85
---	-----------------	---------------

**Services divers :***Excédent de dépenses :*

Divers en général .....	\$ 24,814.84
Service civil, pensions .....	5,231.24
Commission des services d'utilités publiques .....	9,857.59
Agent général pour la province en Belgique .....	2,300.00
Commission du régime des eaux de Québec .....	44,824.68
Bureau de Censure des vues animées .....	677.58
Octroi à la Goutte de lait, Québec .....	2,000.00
Octroi à la Goutte de lait, Montréal .....	2,500.00
Loi du référendum (1919) .....	<u>13.90</u>
	\$ 92,219.83

*Non dépensé :*

Agent en France .....	\$3,000.00	
Fonds des municipalités .....	300.00	
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4 .....	3,000.00	
Tenure des Îles-de-la-Madeleine .....	144.33	
Dépenses <i>re</i> loi pourvoyant à la construction de		
logements ouvriers .....	14,970.31	
Commission de refonte des statuts .....	<u>2,900.00</u>	
	<u>24,314.64</u>	\$ 67,905.19

### État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

<i>Augmentation du passif :</i>	
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4 .....	\$ 144,000.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3 .....	5,000,000.00
Emprunt en vertu de 11 George V, Chapitre 3 .....	5,800,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers.....	1,215,500.00
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette .....	229,130.96
Mandats non payés, différence entre le montant au 30 juin 1920 et le montant au 30 juin 1921.....	<u>201,641.87</u>
	\$12,590,272.83

<i>Diminution du passif :</i>	
Emprunts temporaires .....	\$3,000,000.00
Obligations du palais de justice de Québec, Rachat .....	\$10,600.00
	<u>3,010,600.00</u>

Augmentation nette du passif durant l'année 1920-1921 ..... \$9,579,672.83

<i>Augmentation de l'actif :</i>	
Fonds d'amortissement :	
Placé en actions enregistrées 4½ % achetées durant l'année.....	\$ 26,252.63
Placé en actions inscrites 3 % achetées durant l'année.....	102,261.94
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec achetées durant l'année.....	23,273.86
Placé en obligations 6 % de la province de Québec achetées durant l'année.....	10,500.00
Dépôt en banques .....	35,868.02
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	17,296.23
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	149,390.17
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	2,292.79
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts.....	44,397.97
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal .....	137,830.15
Pont sur la rivière Batiscan .....	256,378.09
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	<u>1,215,500.00</u>
	\$2,021,241.85

**État no 4 (suite)**

<i>Diminution de l'actif :</i>	
Argent en banques : diminution nette des dépôts .....	\$44,520.95
Palais de justice et prison du district de Montcalm.....	394.42
Taxe du palais de justice de Québec, perçues.....	<u>10,600.00</u>
	<u>\$55,515.37</u>
Augmentation nette de l'actif durant l'année 1920-1921 .....	\$1,965,726.48
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1920-1921.....	\$7,613,946.35
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920 était de .....	\$35,784,006.49
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1921 était de .....	<u>43,397,952.84</u>
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1920-1921.....	\$7,613,946.35

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1921

	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,027,990.98	2,028,028.06	2,028,069.37	2,028,162.73	2,028,240.81
Terres et Forêts	1,753,624.00	1,610,109.71	2,510,141.02	3,033,587.02	3,567,188.00
Mines	31,037.84	129,500.34	278,660.23	379,063.91	642,890.38
Pêcheries et Chasse	154,372.47	219,644.14	242,737.40	302,788.23	308,969.26
Terres de la Couronne	.....	.....	.....	.....	27,328.66
Timbres judiciaires	449,719.70	412,748.90	436,342.90	463,318.30	508,829.80
Timbres d'enregistrement	184,537.03	164,682.00	164,976.49	254,006.40	262,201.61
Fonds de bâtieses et des jurés	91,002.62	15,898.23	111,860.76	112,748.30	94,867.96
Honoraires judiciaires	53,886.05	18,335.41	19,057.82	16,125.61	32,532.38
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	15,005.66	9,469.20	18,506.30	10,135.20	17,068.30
Palais de justice de Montréal	19,435.73	6,513.68	5,000.00	7,500.00	11,223.96
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec	2,363.78	1,384.79	3,403.05	2,917.92	3,184.20
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	155.07	220.56	40.38	.....	103.24
Jeunes délinquants	3,250.00	6,500.00	6,500.00	3,250.00	6,500.00
Amendes, justice	.....	739.39	.....	.....	.....
Licences	1,326,093.34	1,375,939.31	1,356,104.67	1,554,079.42	1,199,268.18
Revenus des vues animées	.....	.....	.....	.....	3,911.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	1,101,670.61	1,289,038.85	1,529,630.50	1,581,759.12	1,640,977.53
Droits sur successions	1,741,262.84	4,736,547.84	1,459,015.02	1,786,930.71	2,100,455.91
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	77,453.26	27,250.14	61,344.32	132,583.90	99,378.74
Loi des automobiles	494,862.81	662,919.16	898,055.94	1,180,725.77	1,494,022.95
Loi des distributeurs automatiques	8,566.32	6,740.82	5,240.05	6,331.15	2,458.01
Inspections des hôtels et des maisons de pension					
- honoraires	1,233.00	.....	640.00	1,544.00	610.09
Loi des mécaniciens de machines fixes					
- honoraires	5,798.04	3,250.00	5,660.75	4,483.00	7,292.00
Loi concernant les détectives particuliers					
- revenu	1,268.00	1,767.00	1,754.00	1,594.00	1,688.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	21,140.37	18,025.18	25,196.57	21,730.93	17,110.70
Commission sur honoraires d'officiers publics	28,764.62	25,543.39	24,731.35	42,222.98	59,805.77
Commission sur renouvellement d'hypothèques	63.85	71.63	21.37	23.74	63.42
Législation	27,512.19	28,708.90	25,021.27	34,082.38	30,672.45
Asiles d'aliénés, contributions municipales	142,350.64	219,908.34	537,663.54	263,303.28	367,892.31
Asiles d'aliénés, patients payants	6,587.57	7,579.97	29,507.05	61,035.59	70,521.17
Écoles d'industrie et de réforme	40,003.68	46,283.22	97,720.61	125,707.80	71,092.71
<i>Gazette officielle de Québec</i>	45,000.00	36,544.46	41,050.77	35,849.48	31,793.14
Revenu casuel	70,933.51	108,398.77	188,503.86	309,873.82	327,622.74
Service civil, contributions pour pensions	24,765.43	25,107.84	26,851.01	25,906.44	27,982.14
Revenu en vertu de la loi des assurances	43,234.86	47,765.45	53,340.35	68,657.00	68,938.97
Compagnies de fidéicommis - Loi (Revenu)	4,200.00	4,802.09	7,025.33	5,186.70	5,277.60
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	2,539.68	839.60	1,762.60	5,193.20	1,761.60
Intérêts sur dépôts et placements	84,645.97	142,497.19	102,329.83	108,124.86	183,380.74
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi					
des bons chemins	161,517.96	192,968.72	205,801.58	265,620.58	305,930.07
Prime, escompte et change	36,814.59	28,846.94	28,260.61	139,354.53	152,271.26
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de					
60 Victoria, chapitre 2, section 5	34,125.24	36,778.83	38,919.17	38,124.53	38,089.30
Remboursements, fonds de subventions					
des chemins de fer	44,165.87	47,766.58	36,588.72	16,130.90	16,416.16
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences					
en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40	.....	.....	.....	.....
Contributions des municipalités en vertu de					
la loi des bons chemins, section 20	24,692.68	31,412.10	9,900.24	6,254.90	32,707.57
Montant affecté au paiement de la					
dette publique en vertu de					
7 Édouard VII, chapitre 2	258.57	143.00	143.00	143.00	143.00

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1921

	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	35,521.88	23,880.00	34,647.27	24,875.00	28,160.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	.....	416.24	3,624.96	6,114.54	11,697.38
Contribution par municipalité en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13	.....	.....	1,000.00	.....	.....
Fonds d'emprunt municipal	.....	875.00	.....	.....	.....
Contributions des municipalités re dépenses de la Commission technique et du directeur des logements	.....	.....	.....	1,500.00	.....
	10,441,113.71	13,806,390.97	12,666,352.03	14,472,650.87	15,914,521.17
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (acompte)	46,270.91	45,567.12	.....	.....	.....
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	440.11	.....	.....	.....	.....
Terrains de l'exposition, Montréal, 61 Victoria, chapitre 4, section 1, paragraphe c	15,002.57	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	15,702.65	2,270.00	400.00	27.00	2,023.76
Loi des bons chemins, 1912	.....	.....	.....	.....	123,539.66
Nouvelle prison du district de Montréal	.....	12,500.00	.....	.....	.....
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, acompte de vente	1,000.00	8,000.00	.....	.....	.....
Fonds en fidéicommis	494,441.39	487,990.24	441,946.43	445,983.47	872,265.20
	11,013,971.34	14,362,718.33	13,108,698.46	14,918,661.34	16,912,349.79
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	.....	545,738.35	.....	.....
Transfert des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	497,133.48	421,028.35	.....	.....	.....
Emprunts du dominion du Canada pour logements ouvriers	.....	.....	.....	85,000.00	1,215,500.00
Emprunts temporaires	.....	.....	1,000,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (emmagasinement des eaux du Saint-Maurice), acompte	1,148,000.00	513,000.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4 (Emmagasinement des eaux du Saint-François)	.....	.....	.....	.....	144,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), acompte	121,000.00	4,100.00	3,400.00	1,500.00	.....
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 (obligations des chemins à barrières de la rive sud à Québec), acompte	.....	.....	41,300.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 <sup>er</sup> mars, 1925	.....	.....	.....	6,524,700.00	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 <sup>er</sup> juin, 1925	.....	.....	.....	.....	2,475,000.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1 <sup>er</sup> juin, 1930	.....	.....	.....	.....	2,470,300.00
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	.....	5,757,750.00
En caisse au 1 <sup>er</sup> juillet de chaque année	2,565,941.41	938,764.64	999,484.94	879,233.94	1,783,842.24
	15,346,046.23	16,239,611.32	15,698,621.75	27,409,094.68	32,758,742.03

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1921

	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	1,956,056.17	1,983,990.44	2,031,944.17	2,029,721.39	2,427,019.55
Législation	458,142.88	444,769.43	520,479.50	562,986.01	571,732.57
Gouvernement civil	671,915.59	705,400.42	725,931.86	809,097.42	877,985.67
Administration de la justice	1,165,703.38	1,275,291.81	1,266,270.23	1,365,900.74	1,624,727.45
Écoles d'industrie et de réforme	184,936.37	185,000.00	243,665.37	226,500.00	258,271.26
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,578,361.36	1,581,454.80	1,595,969.80	1,673,561.87	1,700,619.15
Agriculture	502,700.00	724,244.64	664,800.00	887,400.00	1,064,500.00
Voirie	391,147.12	622,858.86	782,338.93	1,336,366.59	1,472,375.11
Colonisation	259,600.00	317,048.45	539,935.32	709,000.00	476,960.10
Immigration	20,618.50	20,212.66	29,999.50	30,000.00	30,000.00
Hygiène	38,500.00	58,500.00	71,682.48	119,694.40	155,397.01
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	756,775.92	808,905.28	729,163.73	758,205.48	885,707.21
Extraordinaires	60,500.00	248,334.96	98,455.70	.....	60,000.00
Travail	38,748.60	39,992.51	38,630.28	48,852.20	61,600.00
Asiles des aliénés	666,297.60	1,017,055.55	1,014,284.31	1,017,946.02	1,039,645.00
Institutions de bienfaisance	72,385.00	72,445.00	72,945.00	73,745.00	77,245.00
Terres et Forêts	361,150.00	411,163.39	418,050.00	566,000.00	686,000.00
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre)	107,560.10	122,436.40	152,579.53	156,646.28	189,500.00
Charges sur le revenu	346,822.11	620,235.60	714,131.03	618,665.16	712,947.19
Services divers	269,752.40	412,492.49	659,874.27	530,451.81	311,855.19
	9,907,673.10	11,671,832.69	12,371,131.01	13,520,740.37	14,684,088.12
Donné pendant la guerre	375,000.00	625,000.00	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	54,892.28	52,144.28	580,935.72	93,314.25	17,296.23
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	207,497.35	84,511.27	47,819.28	145,000.00	7,413.93
Terrains de l'exhibition, Montréal, produits de la vente	15,002.57	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	.....	.....	50,000.00	11,578.20	2,292.79
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, obligations	.....	.....	21.80	.....	.....
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts	.....	.....	.....	128,932.01	44,397.97
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal	.....	.....	.....	466,329.68	137,830.15
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	.....	.....	.....	27,766.44	256,378.09
Loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation	.....	.....	.....	.....	986,137.06
Loi des bons chemins, 1912	1,646,177.41	1,110,911.44	1,486,808.64	3,413,108.77	5,081,844.03
Fonds en fidéicommis	375,037.53	407,171.01	412,811.98	408,904.56	643,134.24
	12,581,280.24	13,951,570.69	14,949,528.43	18,215,674.28	21,860,812.61
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	12,582,030.24	13,952,320.69	14,950,278.43	18,216,424.28	21,861,562.61
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	545,738.35	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	.....	.....	1,000,000.00	5,000,000.00
Octroi à l'Université de Montréal (en acompte)	.....	.....	.....	.....	200,000.00
Rachat de la dette publique :					
remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	.....	6,000,000.00	.....
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	.....	.....	.....	85,000.00	1,215,500.00

## État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1921

	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2 section 5	497,133.48	421,028.35	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	1,148,000.00	513,000.00	.....	.....	.....
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débetures	121,000.00	4,100.00	3,400.00	1,500.00	.....
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, échange de débetures	.....	.....	41,300.00	.....	.....
Octroi à l'Université de Montréal (balance)	.....	.....	.....	.....	800,000.00
Octroi à l'Université McGill	.....	.....	.....	.....	1,000,000.00
Octroi à l'Université Laval	.....	.....	.....	.....	1,000,000.00
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	.....	.....	144,000.00
	14,348,163.72	15,436,187.39	14,994,978.43	25,302,924.28	31,221,062.61
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	614,573.71	555,455.84	751,516.85	927,106.87	604,778.71
	14,962,737.43	15,991,643.23	15,746,495.28	26,230,031.15	31,825,841.32
Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année	555,455.84	751,516.85	927,106.87	604,778.71	806,420.58
	14,407,281.59	15,240,126.38	14,819,388.41	25,625,252.44	31,019,420.74

### Recettes probables, 1922-1923

#### Puissance du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$1,920,000.00	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	
	\$2,160,000.00	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada .....	<u>127,460.68</u>	
	\$2,287,460.68	
Intérêt sur fonds en fidéicommis .....	<u>58,650.30</u>	
		\$ 2,346,110.98

#### Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	\$ 36,864.80	
Intérêts sur prêts et dépôts .....	240,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	<u>400,000.00</u>	
		676,864.80

**Terres et Forêts** ..... 2,300,000.00

<b>Mines</b> .....	\$241,000.00	
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	275,000.00	
<b>Inspections</b> .....	15,000.00	
<b>Terres de la couronne</b> .....	<u>160,000.00</u>	
		691,000.00

#### Administration de la justice :

Timbres judiciaires .....	\$450,000.00	
Honoraires judiciaires, non compris les timbres .....	30,000.00	
Fonds de bâties et des jurés .....	45,000.00	
Entretien des prisonniers .....	12,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres .....	10,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	2,000.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	
		559,500.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) .....	200,000.00	
Licences .....	1,435,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce) .....	2,000,000.00	
Revenu de vues animées .....	15,000.00	
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	1,500,000.00	
Droits sur les successions .....	1,500,000.00	
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc. ....	75,000.00	



### Recettes probables, 1922-1923 (suite)

#### Administration de la justice (suite) :

Loi concernant les véhicules-moteurs.....	\$ 1,200,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - honoraires .....	1,500.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - honoraires .....	5,000.00
Loi concernant les détectives particuliers - revenu.....	1,500.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	20,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	25,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques .....	50.00
Entretien des aliénés .....	450,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	120,000.00
Législation.....	21,300.00
<i>Gazette officielle</i> .....	40,000.00
Loyers d'édifices publics .....	1,762.60
Revenu casuel .....	150,000.00
Loi des assurances, revenu.....	68,650.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	5,500.00
Contributions aux pensions, service civil .....	30,000.00
Prime, escompte et change.....	20,000.00
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....	15,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière .....	28,000.00
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	25,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	5,000.00
	<u>\$15,531,738.38</u>

### Dépenses probables, 1922-1923

Dette publique.....	\$ 3,539,123.82
Législation.....	484,375.00
Gouvernement civil.....	953,450.00
Administration de la justice, etc.....	1,422,958.75
Instruction publique, etc.....	1,838,322.40
Asiles d'aliénés .....	1,066,625.00
Écoles d'industrie et de réforme .....	310,000.00
Hygiène .....	190,888.80
Travaux publics (ordinaires).....	786,955.25
Travail .....	61,600.00
Agriculture .....	910,500.00
Voirie .....	1,500,000.00
Terres et Forêts .....	510,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries.....	785,500.00
Institutions de bienfaisance .....	46,535.00
Charges sur le revenu.....	579,000.00
Services divers .....	343,450.00
	<u>\$15,329,284.02</u>

Subventions de chemins de fer .....	<u>7,633.38</u>
	<u>\$15,336,917.40</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1921**

**Passif**

Dette consolidée telle qu'avant la conversion .....	\$49,908,586.72	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$51,652,113.55
Emprunt temporaire .....	2,000,000.00	
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63	
Puissance du Canada - prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....	25,000.00	
Prêts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....	1,300,500.00	
Dépôts en fidéicommiss .....	1,007,792.29	
Mandats non payés.....	806,420.58	
Obligations du palais de justice, Québec .....	11,000.00	
Obligations du palais de justice, Sherbrooke.....	<u>60,000.00</u>	
		\$58,336,436.05

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. :	
déposée en banque .....	\$248,351.65
Placée en obligations du palais de justice de Québec.....	11,000.00
Placé en débentures de la province de Québec.....	80,000.00
Placé en bons de l'emprunt de la Victoire du Canada (1937).....	<u>421,028.35</u>
	\$760,380.00
Placé en rentes inscrites 3 % de la province de Québec.....	887,285.38
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	515,968.22
Placé en débentures 4 % de la province de Québec.....	11,248.42
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec.....	120,101.01
Placé en débentures 5 % de la province de Québec.....	23,567.65
Placé en débentures 6 % de la province de Québec.....	10,500.00

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1921**

**Actif (suite)**

**Fonds d'amortissement (suite) :**

Placé en bons des emprunts de guerre du Canada.....	\$ 9,600.00	
Déposé en banque .....	<u>35,868.02</u>	
		\$2,374,518.70
Puissance du Canada : Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....		1,173,006.03
Argent en banques.....		1,739,321.29
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....		5,000.00
Avances à diverses personnes.....		107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....		2,556,828.56
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François .....		742,202.99
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....		63,870.99
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts : extension, avance autorisée par 9 George V, chapitre 4 .....		173,329.98
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avance autorisée par 10 George V, chapitre 4 .....		604,159.83
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par 10 George V, chapitre 5 .....		284,144.53
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....		1,300,500.00
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....		3,619,147.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....		85,611.25
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....		38,403.93
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....		11,000.00
Taxe du palais de justice, Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$14,160.38	
Fonds d'amortissement compris dans les dépôts en fidéicommis.....	<u>45,839.62</u>	
		<u>60,000.00</u>
		<u>14,938,483.21</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920.....		\$ 43,397,952.84

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette motion est adoptée. Le débat est ajourné.

**Questions et réponses:****Gustave Franck**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. M. Gustave Franck, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelle fonction exerce-t-il pour le gouvernement et quelle somme lui est payée pour son travail?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. Non.

2. La réponse à la première question dispense de répondre à celle-ci.

**Fabrique de  
beurre et de fromage**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel était le nombre de fabriques de beurre en 1921?

2. Combien en 1920?

3. Combien en 1919?

4. Combien en 1918?

5. Combien en 1917?

6. Combien de fabriques de fromage *a.* en 1920; *b.* en 1919; *c.* en 1918; *d.* en 1917?

7. Combien de vaches laitières dont on portait le lait: *a.* en 1921; *b.* en 1920; *c.* en 1919; *d.* en 1918; *e.* en 1917?

8. *a.* Combien de livres de beurre fabriqué dans notre province ont été portées en Angleterre en 1919, en 1920 et en 1921?

*b.* Combien de livres de fromage?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. Rapport incomplet à date.

2. 634.

3. 631.

4. 628.

5. 598.

6. *a.* 813; *b.* 853; *c.* 900; *d.* 895.

7. *a.* Rapport incomplet à date; *b.* 441,068; *c.* 435,583; *d.* 443,793; *e.* 412,690.

8. *a.* et *b.* Les statistiques ne contiennent pas ces renseignements.

N.B.: Les statistiques ci-dessus ne comprennent pas celles des fabriques combinées.

**Pont de péage  
de Saint-Eustache**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement sait-il que le pont de péage de Saint-Eustache a besoin d'être reconstruit?

2. Le gouvernement se propose-t-il de prendre immédiatement les moyens d'acheter ce pont pour le reconstruire lui-même?

3. Le gouvernement s'est-il occupé de cette entreprise? A-t-il communiqué avec les municipalités intéressées au sujet de la construction de ce pont?

4. Où en sont rendues les négociations?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui, s'il s'agit du pont Bellefeuille sur la rivière Mille-Isles, entre Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, et Sainte-Rose, comté de Laval.

2. Le gouvernement est toujours disposé à discuter la question avec les intéressés et à les traiter aussi généreusement que possible.

3. Oui.

4. Ce pont relevant de deux municipalités de comté, il faut une résolution de ces municipalités *re* entretien. La municipalité du comté des Deux-Montagnes demande reconstruction par le gouvernement et se chargerait de l'entretien. La municipalité du comté de Laval ne veut pas se charger de l'entretien.

**Compagnies de  
chemins de fer**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Succession  
T. Berthiaume**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Syndicat financier de  
l'Université Laval à Québec**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 révisant et refondant la loi constituant en corporation le syndicat financier de l'Université Laval à Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Bassarabier Hebrew Sick Benefit  
Association of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 constituant en corporation The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Village de  
Baie-Saint-Paul**

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 constituant en village la ville Baie-Saint-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment, une ville qui veut redevenir village?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À cause de la politique si prospère du gouvernement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Baie-Saint-Paul veut redevenir agricole à cause de la politique agricole du gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Germain Chouinard**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 autorisant le Collège des

chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Germain Chouinard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Dépôt de documents:**

**Recettes et frais d'exploitation  
de compagnies de chemins de fer**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre les rapports pour les six mois expirés le 31 décembre 1920, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, des statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 13)

**Rapports des compagnies  
de chemin de fer**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre les états rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 31 décembre 1920, en conformité des articles 6650 et 6652 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 14)

**Comptabilité agricole  
dans les écoles primaires**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie des correspondances, etc., entre certaines personnes et le gouvernement depuis 1919, au sujet de la comptabilité dans les écoles primaires.

Adopté.

**Motions de condoléances:**

**Ajournement en signe de deuil,  
Décès du pape Benoît XV<sup>15</sup>**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je crois que cette Chambre ne serait pas

fidèle à ses traditions si elle ne s'associait au deuil qui aujourd'hui afflige le monde entier. Hier<sup>16</sup>, nous apprenions, avec une poignante émotion, la mort de Sa Sainteté Benoît XV. Les catholiques pleurent le chef de leur Église, et je connais trop les sentiments de nos compatriotes qui ne partagent pas nos croyances religieuses, pour ne pas savoir qu'ils s'unissent pleinement à nous dans notre deuil et notre douleur.

Le Canada est l'un des plus jeunes membres de la grande famille chrétienne; nous aimons à le proclamer l'un des meilleurs et des plus fidèles. Quel que soit l'autel auquel chacun de ses fils va s'agenouiller, il sait admirer l'abnégation, l'amour de l'humanité, la charité qui ne se lasse pas, la droiture et la sincérité. Benoît XV a réuni en lui toutes ces vertus au plus haut degré.

Pendant la Grande Guerre, quand le monde affolé ne cherchait que des ennemis, le pape ne voyait que la famille chrétienne brisée dans son faisceau, et il ne cessa de multiplier les appels à la paix et à la fraternité. Je souhaite qu'une bonne Providence lui ait donné avant de s'éteindre, une suprême consolation, qui a dû adoucir ses dernières angoisses, celle d'entrevoir la réalisation du vœu le plus cher de son pontificat: une humanité meilleure, plus unie, plus chrétienne.

Au nom de la députation, j'offre l'expression de nos regrets devant la dépouille mortelle du souverain pontife, de notre vénération pour sa mémoire, et de notre reconnaissance pour l'œuvre qu'il a accomplie. Le juste ne meurt pas tout entier. Il laisse quelque chose dans le sillon qu'il a tracé: une exhortation à mieux faire. Je propose que cette Chambre, par respect pour la mémoire de Sa Sainteté Benoît XV, s'ajourne maintenant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me joins de tout cœur à l'honorable premier ministre pour appuyer sa motion d'ajournement à l'occasion de la mort du chef de l'Église Catholique, le 25<sup>e</sup><sup>17</sup> successeur de Saint-Pierre au trône pontifical. Par son intelligence, ses vertus et ses œuvres, Benoît XV a non seulement conservé à son Église la haute influence de son infaillibilité et de la puissance incomparable de son organisation universelle, mais l'humble pape a prié et travaillé pour la réconciliation des chrétiens.

Le Saint Père des hommes, le *servus servorum Dei*, a su ramener au divin bercail de Rome les grandes nations qui en avaient été éloignées par ces tempêtes d'impiété qui, à diverses époques, bouleversent les peuples. Catholique, je m'agenouille devant le souverain pontife défunt et tous les

membres de cette Chambre s'inclineront sans doute devant le grand homme d'État chrétien que la mort vient d'atteindre.

Pour le bien et le salut de l'humanité comme pour assurer à l'Église l'intégrité de son auguste caractère et de sa puissance, la Chambre me permettra de souhaiter que le successeur de Benoît XV soit le digne continuateur de celui que les catholiques pleurent en ce moment.

La motion d'ajournement est adoptée.

(Applaudissements de la Chambre)

La séance est levée.

## NOTES

1. *Le Soleil* du 25 janvier 1922, à la page 1, affirme que pour cette séance du discours du budget, "pas un siège n'était vide et l'on a vu les galeries remplies comme aux grandes séances solennelles de la Chambre".

2. L'affaire Blanche Garneau remonte au 28 juillet 1920, lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria.

L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès (28 octobre au 2 novembre 1921) n'a pu prouver la culpabilité hors de tout doute.

En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est suite à ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître (2 novembre) devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal BERTRAND, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> législature.

3. *La Presse* du 25 janvier 1922, à la page 5, rapporte que M. Nicol fait son discours en anglais.

4. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1922, à la page 8, rapporte que "le trésorier reprit son siège. Petite déception dans les galeries car on croyait que l'honorable Nicol avait commencé, pour tout de bon, le discours si impatiemment attendu."

5. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1922, à la page 8, précise que les députés qui s'étaient levés pour applaudir M. Nicol restent debout à la lecture du message.

6. Pendant le discours de M. Nicol, *Le Nouvelliste*, du 25 janvier 1922, à la page 8, mentionne que M. Francoeur, l'Orateur de la Chambre, "quitta son trône quelques minutes, mais c'était pour permettre à l'Orateur suppléant, M. le Dr Gustave Lemieux, de faire ses débuts en présidant une séance de la Chambre. L'Orateur ne voulut évidemment rien manquer du discours du budget, car il revint presque tout de suite à son fauteuil et écouta avec plus d'attention que jamais celui à qui il avait donné la parole pour la première fois."

7. Walter George Mitchell, (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921. Trésorier de la province de 1914 à 1921 et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire député libéral à la Chambre des communes, dans Saint-Antoine en décembre 1921. Démissionna en 1924.

8. Peter Samuel Lodge Mackenzie (1862-1914), député libéral de Richmond de 1900 à 1914. Trésorier dans le cabinet Gouin de 1900 à 1914.

9. John Charles McCorkill (1854-1920), député libéral de Missisquoi en 1897-1898. Il démissionne pour devenir conseiller législatif de 1898 à 1903. Démissionne de nouveau pour être élu député de Brome de 1903 à 1906. Trésorier de la province dans les cabinets Parent et Gouin de 1903-1906.

10. Henry Thomas Duffy (1852-1920), député libéral de Brome de 1897 à 1903. Commissaire des Travaux publics dans le cabinet Marchand de 1897 à 1900. Nommé trésorier de la province dans le cabinet Parent de 1900 à 1903.

11. Félix-Gabriel Marchand (1832-1900), premier ministre du Québec de 1897 à 1900.

12. Simon-Napoléon Parent, premier ministre du Québec de 1900 à 1905.

13. Lomer Gouin, premier ministre du Québec de 1905 à 1920.

14. Le Tariff Act, ou bill Fordney, de John Fordney, membre du Congrès américain, est adopté à la fin de l'année 1921. Il s'agit d'une mesure protectionniste américaine qui surtaxe de 50 % le sucre et les autres produits agricoles étrangers. Il est renforcé par le Fordney-McCumber Tariff Act, voté le 21 septembre 1922.

15. Le pape Benoît XV (1914-1922), Giacomo della Chiesa de son nom, est décédé le dimanche 22 janvier, vers 18 heures, à Rome.

16. Seule *L'Action catholique* du 25 janvier 1922, à la page 1, mentionne "dimanche" alors que tous les autres journaux rapportent que M. Taschereau a dit "hier". Compte tenu de la rapidité des communications, il est davantage plausible que la nouvelle soit parvenue au Québec le lendemain de la mort de Benoît XV.

17. Chiffre de *La Patrie* du 25 janvier 1922, à la page 12, et du *Soleil* du 25 janvier 1922, à la page 12. *L'Action catholique* du 25 janvier 1922, à la page 1, mentionne plutôt que Benoît XV fut le 264<sup>e</sup> pape, *Le Canada* du 25 janvier 1922, à la page 1, et *Le Devoir* du 25 janvier 1922, à la page 8, le 259<sup>e</sup>. En vérité, il est le 256<sup>e</sup> successeur de Saint-Pierre.





Séance du mercredi 25 janvier 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 10<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- d'Eugène Berthiaume, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Trefflé Berthiaume (M. Bercovitch);
- de Chester Thompson Parker, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lapierre).

### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de Rachel Rainville et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;
- de Joseph-Alfred Goyer et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de

la cité de Montréal relativement à la ci-devant ville du Sault-au-Récollet;

- de Napoléon Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim;
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de dame Héva Prévost et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le partage fait en conformité de la loi 5 George V, chapitre 156;
- du synode du diocèse de Montréal de l'Église d'Angleterre, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;
- de la Société d'administration générale, demandant l'adoption d'une loi pour valider l'acte de vente d'Alfred Dalbec à Suzan Frozine Williamson en date du 7 février 1899;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la Asbestos Corporation of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Thetford Mines;
- de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;
- bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 84 constituant en corporation la Connectional Methodist Church in Quebec.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 74 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold Desforges à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Therrien à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 64 changeant le nom de Nellie Blanche McGowan en celui de Hélène McGowan McKim;

- bill 71 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Max Liverman au nombre de ses membres.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 66 amendant la charte de la ville Lasalle.

#### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 61 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Acte de vente de Dalbec à S. F. Williamson**

**M. Tourville (Maskinongé)** demande la permission de présenter le bill 86 ratifiant un certain acte de vente de Alfred Dalbec à Suzan Frozine Williamson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Louiseville**

**M. Tourville (Maskinongé)** demande la permission de présenter le bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Successions J.-B. et H.-J.-B. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule-Jean-Baptiste Beaudry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Thetford Mines**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Synode diocésain de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 52 attribuant au Synode diocésain de Montréal, avec plus amples pouvoirs, ceux que conférerait au Synode provincial de l'Église anglicane, l'acte de la ci-devant province du Canada, 29 et 30 Victoria, chapitre 15.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 99 amendant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 78 amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la ci-devant ville du Sault-au-Récollet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim

**M. Reed (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim dans le comté de L'Assomption.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Association des gardes-malades

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Bâtiments ou terrains occupés par la Commission des liqueurs de Québec

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les bâtiments ou terrains que la Commission des liqueurs de Québec a loués ou occupés pour ses opérations, suivant l'article 9 de la loi des liqueurs alcooliques?

2. Quels sont les noms et adresses des propriétaires et locateurs desdits bâtiments?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. (Voir la liste ci-dessous)

#### Terrains

#### Noms et adresses (propriétaires ou locateurs)

151	Peel, Montréal, Windsor Arcade Trust, 189 Saint-Jacques, Montréal
142	Saint-Antoine, Montréal, Zéphira Dufort, 15 rue de l'Épée, Montréal
261	Bleury, Montréal, Jas. Robinson, 184 McGill, Montréal
72	Blvd St-Laurent, Montréal, H. Foucreau, 1969 blvd Gouin, Montréal
138	Ste-Elisabeth, Montréal, Placide Daoust, 140 Ste-Catherine-est, Montréal
10	Ave. Bernard, Montréal, L. Brien, Montréal-Nord.
395	Wellington, Montréal, W.-J. Hushion, 1195 St-Jacques, Montréal
23	Pl. du Marché, St-Jean, N. Lord, St-Jean, Québec
209	St-Viateur, Montréal, L. Bouthillier, 2301 ave du Parc, Montréal
1189	Blvd St-Laurent, Montréal, J.-E. Vaillancourt, 1191 blvd St-Laurent, Montréal
582	Demontigny-Est, Montréal, C.-H. Bleau, 588 Demontigny-Est, Montréal
1999	St-Jacques, Montréal, Louis Trudel, 129 Sherbrooke-Est, Montréal
6443	Lajeunesse, Montréal, L. Latendresse, 6443 Lajeunesse, Montréal
96	Hadley, Montréal, L.-A. Pauzé, 1472 Chabot, Montréal
553	Atwater, Montréal, A. Legault, a-s Royal Trust, Montréal
90	Ave Laurier-Est, Montréal, R.-G. DeLorimier, 97 St-Jacques, Montréal
979	Notre-Dame-Ouest, Montréal, Credit Exchange, 180 St-Jacques, Montréal
2227	Ontario-Est, Montréal, Geo-A. Deslongchamps, Chelsea Hotel, Montreal
413	Mt-Royal-Est, Montréal, A. Dostert, 525 Ave Durocher, Montréal
50	Pl. Jacques-Cartier, Montréal, Alex. Desmarteau, 92 Notre-Dame-Est, Montréal
104	Adam, Maisonneuve, Montréal, P.-J. Guay, 101 4 <sup>e</sup> Ave Viauville, Montréal
985	Ontario-Est, Montréal, Louis Girard, 984 Ontario-Est, Montréal
1204	Mt-Royal-Est, Montréal, Mad. J.-T. Perron, 224 Brébœuf, Montréal
281b	Visitation, Montréal, Racette & Frères, 129 Panet, Montréal
2264	St-Denis, Montréal, N. Shearly, a-s W. R. Brock & Co., Montréal
378	St-Joseph, Lachine, Jos. Déguire, 378 St-Joseph, Lachine
202	Notre-Dame, Trois-Rivières, Milles Maria et I. Ryan, 202 Notre-Dame, Trois-Rivières
114	Bonaventure, Trois-Rivières, J.-F. Bellefeuille, 114 Bonaventure, Trois-Rivières
95	Ave Cascades, Shaw.-Falls, A.-O. Bureau, 95 Ave Cascades, Shaw. Falls
145	Ste-Catherine, Grand'Mère, E.-A. Lapointe, Grand'Mère, Québec
905	Lafontaine, Riv.-du-Loup, Stanislas Belle, Rivière-du-Loup, Québec
48	Côte du Palais, Québec, F.-H. Levasseur, 126 rue St-Pierre, Québec. St-Jérôme, Québec, Jos.-A. Legault, St-Jérôme, Québec
235	Victoria, Valleyfield, Édouard Solis, Valleyfield, Québec. Granby, Québec, M.-H. Fournier, Granby, Québec

<i>Terrains</i>	<i>Noms et adresses (propriétaires ou locateurs)</i>
235	St-Paul, Québec, A. Toussaint & Cie, 421 St-Paul, Québec
48	Ste-Anne, Joliette, W. M. Perrault, Joliette, Québec
21	Rue King, Sherbrooke, D. J. McManamy, Sherbrooke, Québec
55	de la Couronne, Québec, Succession Mailloux, 21 Couillard, Québec
	Louiseville, Québec, J.-A. Coutu, Louiseville, Québec
	Beauharnois, Québec, Howard Smith Paper M. Ltd., rue McGill, Montréal
	Marieville, Québec, Dame H. Parent, Marieville, Québec
6	St-François, St-Hyacinthe, Victor Gervais, St-Hyacinthe, Montréal
212	Notre-Dame-Ouest, Montréal, Jos. Fortier, 210 Notre-Dame-Ouest, Montréal
	Waterloo, Québec, Dame Vve Ballard, Waterloo, Québec
	Drummondville, Québec, Dame John Moisan, 64 Hériot, Drummondville, Québec
134	Commerciale, La Tuque, Québec, O. Fontaine, P. O. Box 22, La Tuque, Québec
22	St-Stanislas, Québec, Alfred Grenier, 84 rue St-Jean, Québec. Sorel, Québec, O. Valois, Sorel, Québec
	Hull, Québec, Geo. Montpetit, 217 rue Dalhousie, Hull
	Buckingham, Québec, Eug. M. Lapierre, Buckingham, Québec
	Aylmer, Québec, Hercule Therrien, Aylmer, Québec
	Berthierville, Québec, J.-A. Laferrière, Berthierville, Québec
55	de la Couronne, Québec, C.-S. Riverin, Québec
120	rue St-Denis, Montréal, Moquin & Frères, 283 Dorchester-Est, Montréal
944	De St-Valier, Québec, Cléophas Turcotte, 942 De St-Valier, Québec
347	Rue St-Jean, Québec, J.-A. Moisan, 341 rue St-Jean, Québec
	Rigaud, Québec, J.-E. Villeneuve, Rigaud, Québec
	L'Assomption, Québec, Arthur Lafortune, L'Assomption, Québec Sous-le-Fort, Québec
	Sous-le-Fort, Québec, Jos. Samson, 345 rue St-Paul, Québec
3675	Notre-Dame-Est, Montréal, International Mfr. Co., 233 Bleury, Montréal
49	St-Jean-Baptiste, Montréal, A. Lesieur, 5850 Notre-Dame-Est, Montréal
34	St-Paul-Ouest, Montréal, W.-E. McIntyre, 31 Cobourg, St-Jean, N. B.
18	St-Stanislas, Québec, Alfred Grenier, 84 St-Jean, Québec
239	St-Paul, Québec, A. Toussaint & Co., 421 St-Paul, Québec
227	St-Paul, Québec, Geo. A. Karch, 227 St-Paul, Québec
183	St-Paul, Québec, Frs. Bourret, 181 St-Paul, Québec
179	St-Paul, Québec, G. Proteau, 81 St-Pierre, Québec
66	St-Valier, Québec, Jos. Samson, 345 St-Paul, Québec
48	Côté du Palais, Québec, H.-F. Levasseur, 126 St-Pierre, Québec
6	rue Octave, Québec, G.-H. Vandry, 6 rue Octave, Québec
	Ave Atlantic, Montréal, J.-E. Wilder, 321 rue Bleury, Montréal

#### **Magasins ou entrepôt de la Commission des liqueurs de Québec**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Les immeubles occupés pour magasin de la Commission des liqueurs de Québec à Montréal sont-ils la propriété de ladite Commission?

2. Dans l'affirmative, de qui a-t-elle acheté cet immeuble?

3. Dans la négative, quels sont les noms et adresses du propriétaire et locateur?

4. La Commission a-t-elle d'autres magasins ou entrepôts?

5. Dans l'affirmative, dans quelles villes ou cités?

6. Quels sont les noms des propriétaires ou locateurs des immeubles pour ces magasins?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non<sup>2</sup>.

2. ...

3. International Mfg. Co., Ltd., 233 Bleury St., Montréal.

4. Oui.

5. et 6. (Voir le tableau qui suit)

<i>Villes ou cités</i>	<i>Propriétaires ou locataires</i>
Cité de Montréal .....	Windsor Arcade Trust
Cité de Montréal .....	J. L. Richer
Cité de Montréal .....	James Robinson & Company
Cité de Montréal .....	Mrs. T. H. Vannalton
Cité de Montréal .....	H. Foucreau
Cité de Montréal .....	Placide Daoust
Cité de Montréal .....	L. Brien
Cité de Montréal .....	W. J. Hushion
Ville de St-Jean, Qué. ....	M. Lord
Cité de Montréal .....	L. Bouthillier
Cité de Montréal .....	J.-E. Vaillancourt
Cité de Montréal .....	C.-H. Bleau
Cité de Montréal .....	Louis Trudel
Cité de Montréal .....	L. Latendresse
Cité de Montréal .....	L.-A. Pauzé
Cité de Montréal .....	A. Legault
Cité de Montréal .....	R. G. Delorimier
Cité de Montréal .....	Credit Exchange
Cité de Montréal .....	Geo. A. Deslongchamps
Cité de Montréal .....	A. Dostert
Cité de Montréal .....	Alex. Desmarteau
Cité de Montréal .....	P.-J. Guay
Cité de Montréal .....	Louis Girard
Cité de Montréal .....	Madame J.-T. Perron
Cité de Montréal .....	Racette Frères
Cité de Montréal .....	N. Shearley
Cité de Montréal .....	Jos. Deguire
Cité de Trois-Rivières.....	Mesdemoiselles Maria et Ida Ryan
Cité de Trois-Rivières.....	J.-F. Bellefeuille
Ville de Shawinigan Falls, Qué. ....	A. O. Bureau
Ville de Grand'Mère.....	B.-A. Lampron
Ville de Rivière-du-Loup.....	Stanislas Belle
Cité de Québec.....	F.-H. Levasseur
Ville de St-Jérôme .....	Joseph-A. Legault
Ville de Valleyfield .....	Edouard Solis
Ville de Granby .....	M.-H. Fournier
Cité de Québec.....	A. Toussaint & Compagnie
Ville de Joliette.....	W. M. Perrault
Cité de Sherbrooke .....	D. J. McManamy
Cité de Québec.....	Succession Mailloux
Ville de Louiseville .....	J.-A. Coutu
Cité de Montréal .....	Howard Smith Paper Mills, Limited
Cité de Marieville .....	Dame H. Parent
Cité de St-Hyacinthe.....	Victor Gervais
Cité de Montréal .....	Joseph Fortier, Limitée
Cité de Waterloo.....	Dame Bedelia Brunet (veuve Ballard)
Cité de Dummondville.....	Dame John Moisan
Cité de La Tuque .....	O. Fontaine
Cité de Québec.....	Alfred Grenier
Cité de Sorel .....	O. Valois
Cité de Hull.....	Geo. Montpetit
Cité de Buckingham .....	Eug. M. Lapierre
Cité d'Aylmer .....	Hercule Therrien
Cité de Berthierville.....	J.-A. Laferrière

<i>Villes ou cités</i>	<i>Propriétaires ou locateurs</i>
Cité de Montréal .....	Moquin Frères
Cité de Québec.....	Cléophas Turcotte
Cité de Québec.....	J.-A. Moisan
Cité de L'Assomption.....	Arthur Lafortune
Cité de Montréal .....	Alcide Lamarche
Cité de Québec.....	Joseph Samson
Cité de Montréal .....	J. E. Wilder
Cité de Montréal .....	A. Lesieur
Cité de Québec.....	Alfred Grenier
Cité de Québec.....	A. Toussaint & Compagnie
Cité de Québec.....	Geo. E. Karch
Cité de Québec.....	Frs. Bouret
Cité de Québec.....	Gustave Proteau
Cité de Québec.....	F.-H. Levasseur
Cité de St-Jean, N.-B. ....	W. E. McIntyre
Cité de Québec.....	Quebec Railway Light Heat & Power Co.
Cité de Montréal .....	J. S. Brown
Cité de Québec.....	G.-A. Vandry

**M. Dufresne (Joliette)** se déclare très satisfait.

#### **Disparition de dossiers au département des licences d'automobile**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Une audition de livres a-t-elle été faite par un nommé Girard au palais de justice de Montréal?

2. A-t-il été constaté que de nombreux dossiers avaient été enlevés ou volés dans le département des licences d'automobile ou ailleurs?

3. Ce M. Girard a-t-il fait un rapport à ce sujet?

4. Combien de dossiers avaient disparu à son audition?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1, 2, 3 et 4. Le département du procureur général n'a pas autorisé une audition des livres par M. Girard au palais de justice de Montréal. Ce monsieur a été chargé par le département du Trésor d'obtenir des renseignements qu'il a communiqués au chef de ce département.

#### **Administration de la prison de Bordeaux**

**M. Renaud (Laval):** 1. Des plaintes ont-elles été faites au gouvernement au sujet de l'administration de la prison de Bordeaux depuis 1916?

2. Dans l'affirmative, quelqu'un a-t-il été nommé pour faire un rapport?

3. Dans l'affirmative, qui a été nommé?

4. A-t-il fait un rapport?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. De temps à autre, le procureur général reçoit des plaintes, soit verbales ou autrement, relatives à des détails administratifs et qui sont réglés soit avec le shérif, le gouverneur de la prison ou les inspecteurs.

2. Non, sauf les instructions données aux inspecteurs et dont les fonctions consistent à s'enquérir de l'administration des prisons et d'en informer le département.

3. ...

4. ...

#### **Démission de députés**

**M. Renaud (Laval):** 1. Des députés ont-ils, en aucun temps, depuis la dernière session, offert leur démission au chef du gouvernement de cette province<sup>3</sup>?

2. Est-il vrai que la démission d'un député a été refusée?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom de ce député?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'Orateur de la Chambre des députés a reçu la démission de plusieurs députés pendant les vacances parlementaires et elles ont été soumises à la

Chambre. Le premier ministre n'a reçu la démission d'aucun député, car c'est à l'Orateur de la Chambre que toutes les démissions doivent être adressées.

(Rires de la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais comment l'honorable député de Laval va-t-il demander cela pour obtenir une réponse?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous l'aidez.

### **Élections générales à date fixe**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

Qu'attendu que de fréquentes élections sont une cause de désordre;

Que les autorités en matière constitutionnelle ont précisé avec soin les conditions et les circonstances qui justifient la dissolution prématurée des Chambres, savoir:

Quand le souverain a renvoyé ses ministres et qu'il convient de soumettre le débat aux électeurs; quand, à la suite de nombreuses dissensions, il devient évident que les deux Chambres ne peuvent plus s'entendre; quand l'intérêt public exige que l'électorat soit consulté sur une question d'ordre majeur, où il manque aux ministres l'appui de la majorité parlementaire; quand le gouvernement a subi une défaite et qu'il a des motifs sérieux de croire que la Chambre ne représente plus l'opinion publique; et que le mandat de la Législature est par la loi fixé à cinq ans;

Cette Chambre est d'avis que les élections générales pour la Législature de cette province devraient avoir lieu à date fixe, excepté pour les raisons citées plus haut, et que le bref pour une élection partielle devrait être émis un mois après la mort ou la démission d'un député.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Perdue.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je sais que j'aborde une question délicate, mais j'espère que la Chambre prendra en bonne part la motion que j'ai l'honneur de proposer et les

modestes observations que je désire lui faire. Nous sommes ici pour exciter des idées, pour agiter des opinions, pour discuter des questions et résoudre des problèmes nationaux. La question que je sou mets aujourd'hui est toute d'intérêt public, car elle repose sur un principe de justice pour toutes les classes et tous les partis.

La loi donnait à notre Législature un mandat de quatre ans. Cette loi fut amendée pour prolonger le mandat jusqu'à cinq ans. La consultation populaire est à la base de notre gouvernement responsable. Le gouvernement doit refléter l'opinion bien éclairée du peuple. De son côté, le peuple accorde à notre Législature un mandat de cinq ans, pour donner à son gouvernement responsable le temps de réaliser sa politique, et d'en montrer les résultats, de même qu'à la loyale opposition de Sa Majesté le temps d'examiner cette politique, d'en surveiller l'application, d'en signaler les erreurs et les abus s'il y a lieu, et de préconiser des réformes. L'opposition est-elle nécessaire dans un parlement comme le nôtre?

Je citerai l'opinion d'un grand chef du vieux Parti libéral d'Angleterre, M. Asquith<sup>4</sup>, à qui libéraux du Canada ont témoigné leur confiance et leur admiration, disait lundi à Londres, d'après *Le Soleil*: "Le pays a autant besoin d'une opposition vigilante et bien organisée que d'une administration aux principes cohérents et bien établis." Or si l'opposition est reconnue comme nécessaire, elle doit être traitée avec justice et loyauté par le représentant de Sa Majesté, par toutes les autorités gardiennes et soucieuses du bien public. Pour que le peuple prononce un jugement juste et conforme aux intérêts du pays, il faut qu'il soit bien renseigné sur la véritable situation qu'il est appelé à considérer et sur les réels mérites des questions politiques qui lui sont soumises. Je crois interpréter fidèlement l'esprit de la Constitution, de la vraie démocratie et de nos institutions politiques.

L'honorable M. Parent<sup>5</sup> reconnaissait dans une lettre au lieutenant-gouverneur Jetté<sup>6</sup>, que "l'agitation électorale était toujours défavorable à la paix et à la prospérité du pays." On a vu un premier ministre obtenir la dissolution des Chambres avant de consulter tous ses collègues.

C'est ce dont se plaignaient MM. Gouin<sup>7</sup>, Turgeon et Weir, pour justifier leur démission en 1905 - voir leur lettre collective datée du 8 février 1905. Je viens de citer des cas où des chefs de gouvernement abusaient de leur pouvoir pour dissoudre le Parlement, sous des prétextes inadmissibles. J'en citerai un autre.

En 1919, nous avons eu des élections en plein milieu de l'exécution du mandat que le peuple avait donné en 1916<sup>8</sup>, et au lendemain d'une déclaration contraire faite par le gouvernement. Une semaine plus tard, les Chambres étaient dissoutes. Il y a eu abus de pouvoir dans le passé en précipitant les élections au moment où l'électorat était mal préparé pour rendre un jugement sérieux et conforme à la vérité, au moment aussi où l'opposition, victime de circonstances étrangères à la politique provinciale, pouvait difficilement s'organiser pour faire la lutte à un gouvernement qui avait la force et le patronage.

Cette année, au lendemain des élections fédérales<sup>9</sup>, alors que le peuple venait de traverser trois longs mois de perturbation et d'incertitude nuisibles aux affaires, des journaux se disant bien informés annonçaient des élections générales pour la Législature de Québec. Le premier ministre donnait à cette nouvelle un démenti qui n'empêcha pas certains journaux de dire: "Il suffit que le premier ministre nie pour que ce soit vrai, il y a des précédents." Il est malheureux qu'on ait pareille réplique à faire au premier ministre.

*Le Soleil*, organe officiel du gouvernement disait le 7 janvier: "On se demande pourquoi le gouvernement aurait même pensé faire des élections générales. Les membres de la présente Assemblée législative ont été élus en 1919 pour une période de cinq années; aucune question nouvelle, à la vérité, ne se présente qui nécessiterait une consultation populaire et, en ce qui concerne généralement l'administration, rien n'indique, au contraire, que le gouvernement ait perdu une parcelle de la confiance populaire".

Mais ces déclarations n'empêchèrent pas la *Gazette* d'annoncer des élections pour le printemps. Des journalistes, se disant informés de députés touchant de près des ministres, affirment que la rumeur est bien fondée. D'autres prétendent que des ministres ont affirmé qu'il n'y aurait pas d'élection cette année. Il est injuste pour le peuple d'être forcé de subir le joug du gouvernement dont il n'approuve pas la politique, par suite du fait que ce gouvernement peut, à sa guise, prolonger son terme ou adopter une politique absolument contraire aux principes qu'il avait d'abord exposés.

Je soumets que cette manière d'agir est injuste et injustifiable. Elle déprécie la conduite du premier ministre et elle est la cause d'une attente qui nuit aux intérêts de notre province. Au lieu d'annoncer des élections et de chercher, de propager ou d'excuser les faux prétextes du gouvernement pour tenter de justifier la dissolution, les journaux

indépendants ne devraient-ils pas s'élever contre cette menace d'une répétition d'abus de pouvoir? Où allons-nous avec nos institutions politiques?

J'espère que ma résolution va donner au chef du gouvernement l'occasion de rassurer l'opinion publique et de faire une déclaration qui restera expression nette de la vérité. Il y a d'autres pays où les élections sont à date fixe. Pourquoi n'adopterions-nous pas cette réforme? En ayant des élections à date fixe comme aux États-Unis par exemple, cela remédierait aux inconvénients et aux injustices que l'on a eu à regretter dans le passé. Dans l'Ouest canadien, on parle d'introduire la réforme.

La loyale opposition et l'électorat ne pourraient être pris par surprise ni être victimes d'une méthode déloyale. Il est dans l'intérêt de tout le peuple d'accorder tout le temps nécessaire pour discuter la consultation populaire et de s'organiser pour que les questions soumises au peuple soient considérées comme elles doivent l'être.

Si je fais ces remarques, ce n'est pas pour me plaindre, mais simplement pour montrer que ces rumeurs d'élections, comme les élections, causent une perturbation dans les affaires. C'est au nom de la justice que je réclame des élections à date fixe, afin d'éviter toutes ces perturbations. Ma résolution demande le "fairplay", la justice égale. Le gouvernement en l'adoptant, dotera notre province d'une saine réforme. L'opposition depuis M. Tellier<sup>10</sup> a demandé cette réforme, ce principe de justice.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

se lève.

(Applaudissements à droite)

La question que soulève l'honorable chef de l'opposition n'est pas nouvelle, M. l'Orateur. Elle est presque aussi vieille que cette Chambre. Elle a préoccupé les Pères de la Confédération et nous nous étonnons toujours, avec les années d'expérience que nous avons maintenant, qu'ils aient été si sages en préparant ce monument qu'est l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, lorsqu'ils ont décrété que des élections auraient lieu chaque fois que le Souverain, représenté par le lieutenant-gouverneur, les jugerait utiles et nécessaires. Cette Constitution qui nous régit depuis 50 ans, nous a donné satisfaction. Nous en sommes fiers. C'était une position solide et ce que statuèrent les auteurs de la Confédération assura la permanence de cette dernière. Cette solution assurait le bon ordre. Le chef de l'opposition voudrait changer tout cela?



Le chef de l'opposition voudrait que les élections générales aient lieu à date fixe. Je crois que c'est un mauvais principe. Il (M. Sauvé) ne peut affirmer que les élections à la date fixée serait un principe absolument contraire aux lois constitutionnelles qui régissent notre province. Dans sa motion, dit-il, le chef de l'opposition l'admet puisqu'il rappelle que le lieutenant-gouverneur, représentant de Sa Majesté le roi, peut démettre ses ministres de leurs fonctions en tout temps; que les ministres, de leur côté, par l'entremise de leur chef, peuvent faire un appel au peuple, et qu'enfin, en leur qualité de représentants du peuple, ils peuvent en appeler à ce dernier.

D'ailleurs, les exceptions que le chef de l'opposition mentionne dans sa motion sont plus nombreuses que les raisons qu'il apporte pour justifier cette motion. Ces exceptions comprennent tous les cas qui permettent à un gouvernement d'en appeler au peuple, et, suivant ces exceptions, un gouvernement pourrait toujours, quand il le voudrait, aller devant le peuple pour faire approuver sa politique. L'honorable chef de l'opposition voudrait bien changer la Constitution, mais il en admet tellement la sagesse qu'il met encore des exceptions, des exceptions semblables à celles qu'il y a actuellement dans la Constitution. L'honorable chef de l'opposition admet donc qu'elle n'est pas aussi mauvaise qu'il voudrait le prétendre.

Si je ne me trompe pas, dans toutes les provinces de la Confédération, l'on a agité cette question, mais l'on a cru bon et juste de s'en tenir aux principes sagement établis par les Pères de la Confédération. De toutes les provinces de la Confédération, la province de Québec est la seule qui, pratiquement, observe le mieux les désirs de ceux qui participent à la passation de l'Acte de l'Amérique du Nord. C'est probablement pour cela que notre province a pu faire face à toutes les épreuves qu'elle a traversées et qu'elle a pu non seulement se maintenir, mais progresser à tel point qu'elle occupe avec dignité le premier rang parmi les provinces de la Confédération<sup>11</sup>.

Il n'est pas plus agréable pour le gouvernement que pour l'opposition de lancer le pays dans la tourmente électorale. Le chef de l'opposition prétend que les élections telles qu'elles sont fixées sont la cause d'une agitation dangereuse. Je sais quelque chose qui crée un bien plus mauvais effet que celui des élections. Ce qu'il y a de dangereux surtout, c'est un gouvernement qui, comme celui des amis du chef de l'opposition à Ottawa<sup>12</sup>, se cramponne au pouvoir malgré la volonté

populaire, espérant sauver de la ruine leur parti décimé par l'incompétence de ses membres et les scandales qui marquèrent leur administration.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement a tout intérêt à consulter la voix populaire avant que son mandat soit épuisé, mais toutefois, lorsqu'il doit faire face à un problème d'une extrême importance, il ne se croit pas justifiable de le résoudre, sans avoir de nouveau demandé la confiance de ses mandataires, au sujet de sa politique. S'il y a eu, naguère, de l'agitation dans le pays, c'est que l'on avait vu ce dernier gouverné par des gens qui avaient perdu la confiance du peuple. Si le peuple avait été consulté sur la question de la conscription, comme Laurier l'avait proposé, il aurait satisfait l'opinion publique et beaucoup d'agitation aurait pu être évitée. Il en serait peut-être résulté autrement des élections de 1917. Je ne sache pas qu'il puisse exister de système plus désastreux qu'un gouvernement qui ne possède plus la confiance du peuple et qui garde le pouvoir. Et je ne reconnais pas au chef de l'opposition le droit de nous accuser de nous être rendus coupables du même crime.

Il (M. Taschereau) reproche au chef de l'opposition de ne pas vouloir se présenter devant le peuple pour rendre compte de sa conduite. Je crois, et je suis même assuré, que nous pouvons encore compter sur toute la sympathie et l'appui sincère de toute la population de Québec, et je ne crains pas d'affirmer que nous n'avons pas peur de rencontrer le peuple, en aucun temps, lorsque ce dernier en manifesterait le désir, ce qui n'existe pas dans le moment.

Quant à nous, en ce qui concerne notre gouvernement, je puis dire au chef de l'opposition que, quand même ce ne serait que six mois après les élections, le jour où je croirai que notre politique n'est plus celle que désire la population de Québec, qui, depuis un si grand nombre d'années, accorde au gouvernement son appui ferme et sincère, mes collègues et moi-même n'hésiterons pas à faire appel à la voix populaire pour rendre compte de notre mandat et solliciter de nouveau la confiance de l'électorat.

(Applaudissements à droite)

L'honorable chef de l'opposition voudrait que les élections partielles aient lieu un mois après la démission ou la mort d'un député. C'est une impossibilité, ce serait encore adopter un système dangereux qui serait absolument au désavantage des comtés éloignés, par exemple où des élections occasionnent un travail considérable, vu le fait qu'elles peuvent être tenues très difficilement. Il y a des comtés dans notre province où pendant certaines

saisons, au cours de l'hiver, par exemple, sur la Côte Nord absolument séparée de communications, on ne veut pas d'élection. De plus, il faut prendre en considération le fait que si la mort d'un député ou une démission se produisaient durant le mois de mai ou durant la saison des récoltes, ce serait difficile pour le gouvernement de demander à des cultivateurs de laisser là leurs champs pour s'intéresser à l'élection d'un député.

Quant aux élections partielles à date fixe, un tel amendement serait malheureux. Il y a des comtés où une élection partielle, comme le voudrait le chef de l'opposition, serait impossible à cause de l'étendue de ces comtés et d'une foule d'autres circonstances. Dans le même ordre d'idées, combien de fois il arrive qu'on nous supplie de retarder une élection à certaines époques? Le chef de l'opposition en sait quelque chose. Du reste, M. l'Orateur, il y a toujours moyen de s'entendre. Au mois d'octobre dernier, nous avions six sièges vacants dans cette Chambre. Nous étions à la veille des élections fédérales et l'honorable chef de l'opposition m'a adressé la lettre que voici:

Montréal, 14 octobre 1921

Hon. M. L.-A. Taschereau,  
premier ministre,  
Québec,

Monsieur le Premier,

Je n'ai point du tout la prétention de porter la moindre atteinte à vos prérogatives.

La Constitution confère au premier ministre des droits et des privilèges particuliers. Elle donne aussi au chef de l'opposition le droit de demander de recommander, de suggérer... et de critiquer au nom de l'intérêt public. C'est pour m'éviter la pénible tâche d'une critique que je me permets de vous écrire.

Six sièges de la Législature sont vacants, et une forte rumeur prétend qu'ils seront remplis avant la session qui s'ouvrirait au commencement de janvier.

Si cette rumeur est fondée, voulez-vous me permettre de vous demander de faire émettre les brefs de manière à ce que la nomination dans chacun de ces comtés ait lieu après le 6 décembre, date des élections fédérales.

Je vous fais humblement cette demande parce que je crois qu'il est juste et d'intérêt public que les élections provinciales n'aient point lieu en même temps que les élections fédérales, afin d'éviter de

mêler ou de confondre les questions et les responsabilités. Car, au cours de la lutte pour ces élections partielles, n'est-il pas juste que les questions provinciales soient considérées et jugées à leur mérite et non sous le souffle de préjugés de passions ou de mécontentements nés de questions fédérales absolument étrangères à nos responsabilités?

Espérant M. le Premier, que vous prendrez en bonne part mon humble demande, je vous prie de me croire, votre tout dévoué,

(Signé) Arthur Sauvé  
43, Côte Place d'armes,  
Casier postal 2713,  
Montréal

Vous le voyez, M. l'Orateur, il y a toujours moyen de s'entendre, mais je ne crois pas que nous devrions fixer à l'avance la date de toutes les élections. Les Pères de la Confédération n'ont pas cru cette mesure sage, et le chef de l'opposition voudrait tout changer cela. Pour ma part, je n'hésite pas à dire que, lorsque le gouvernement aura besoin de la confiance du peuple, il n'hésitera pas à aller au peuple, et il n'aura jamais peur de son verdict.

À cette lettre, j'ai répondu en disant au chef de l'opposition: "Inutile de vous dire combien j'apprécie votre déclaration que vous m'écriviez, afin de vous éviter la pénible tâche d'une critique. Nous n'avons encore rien décidé quant à la date de ces élections, mais je vous prie de croire que mes collègues et moi ne manquerons pas de considérer avec attention les représentations que vous m'adressez." Nous rendant, je ne dirai pas généreusement, mais heureux de nous rendre à la demande du chef de l'opposition, nous avons attendu que les élections fédérales fussent terminées pour faire nos élections partielles, afin que le peuple ne confonde pas les deux questions.

Après sa grande campagne de l'été, nous pouvions nous attendre à ce que mon honorable ami, ayant obtenu ce qu'il voulait, se préparerait à ces élections partielles et ferait la lutte aux candidats du gouvernement. Mais non. Il y a différentes façons de briller dans une campagne électorale. Le chef de l'opposition, on l'a vu, a brillé dans la lutte... mais par son absence. Les élections partielles doivent être fixées à la date qui paraît la plus convenable. Quant à celle des élections générales, nous croyons qu'il est bon de ne pas violer à ce sujet la Constitution. Nous continuerons de demander au peuple son jugement quand nous croirons avoir perdu sa confiance.

Pour ma part, je vous le dis, M. l'Orateur, et je crois représenter ici l'opinion du Parti libéral, la saine doctrine libérale, pour ma part, chaque fois que nous aurons besoin de la confiance du peuple, à tout événement que nous croirons que le peuple doit être consulté sur des questions importantes, nous irons au peuple aussi souvent que nécessaire et nous n'aurons pas peur de son verdict. Nous n'avons pas peur de l'électeur. Le Parti libéral n'a rien à craindre des ennemis de l'extérieur; ses ennemis, s'il en a, sont dans la place. C'est la position stratégique où l'on peut faire le plus de mal.

(Applaudissements à droite)<sup>13</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre sait se faire applaudir, mais il n'a pas dit ce qu'il pensait des opinions que je lui ai citées, de l'opinion de M. Parent, par exemple. Il nous a parlé des Pères de la Confédération, pour lesquels j'ai le plus profond respect, mais il n'a pas répondu à ma suggestion.

Le premier ministre a fait allusion à la Confédération et il a fait l'éloge des Pères de la Constitution. Je pourrais à mon tour faire allusion à la campagne de dénigration faite par des amis du premier ministre, et cela pendant des années, contre les Pères de la Confédération. C'est la Législature qui a déjà changé la même loi, il y a quelques années, et cela ne regarde pas la Confédération. L'honorable premier ministre, a aussi cru devoir faire allusion à l'ancien gouvernement d'Ottawa. Mais parmi les amis de l'ancien gouvernement, il y en a qui ont voté avec le gouvernement pour le prolongement de la Chambre fédérale et qui font partie du nouveau. Inutile de citer à la Chambre le nom d'un Fielding.

Le premier ministre, au sujet des élections partielles, croit qu'elles ne pourraient pas se faire au temps des semailles, mais le premier ministre était membre du gouvernement, alors que les élections ont eu lieu au temps des semailles. L'honorable premier ministre nous a dit: "Il y a eu des élections partielles au mois de décembre et le chef de l'opposition n'y a pas mis de candidats".

Je connais, monsieur, un homme qui triomphe aujourd'hui dans le pays et dont on a dit qu'il était faible pendant ces dernières années, parce qu'il ne mettait pas de candidats dans les élections partielles. On parlait même de le changer dans son parti. On n'en voulait plus comme chef. M. King<sup>14</sup>, lorsqu'est venue l'élection générale, contre l'attente du premier ministre de la province peut-être, a triomphé. On le voit, le fait de n'avoir pas mis de candidats dans les élections partielles est un pauvre argument contre les élections à date fixe.

Le premier ministre a déclaré que le chef de l'opposition avait brillé par son absence pendant les élections partielles de décembre dernier, mais cela n'est pas un argument contre la réforme qu'il préconise. Le premier ministre semble prendre un extrême plaisir à m'atteindre d'une pointe. Mais je lui en voudrais plus, si je ne savais que c'est dans son caractère... Il y a souvent des circonstances qui empêchent de prendre part à certaines choses, même le premier ministre n'est pas toujours capable d'aller rencontrer ses amis à Montréal.

Il (M. Sauvé) est prêt à amender sa motion pour fixer à deux mois la date de l'émission du bref. Tout ce que je demande, dit-il, c'est justice pour tous.

**M. l'Orateur:** Adoptée...<sup>15</sup>?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Perdue, drop.

La motion est rejetée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Requêtes des évêques au sujet de l'assistance publique**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie des requêtes adressées au gouvernement par des évêques de cette province au sujet de l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il n'a aucune objection à déclarer qu'il existe dans les dossiers un mémoire signé par certains évêques de la province au sujet de la loi de l'assistance publique. Mais comme cette communication est accompagnée d'une lettre indiquant que ce dossier est adressé au premier ministre et accompagné de lettres marquées "privées et confidentielles", il ne croit pas pouvoir la divulguer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** note l'infériorité où se trouve l'opposition. Celle-ci, dit-il, a attaqué la loi de l'assistance publique. Le gouvernement s'est

défendu en citant des lettres d'aumôniers et de prêtres qu'il n'a pas déposées sur la table de la Chambre. L'opposition devrait avoir le droit de consulter cette correspondance pour se rendre compte si le clergé était contre ou pour la loi de l'assistance publique. Chaque fois que l'opposition demande la production de documents qui pourraient corroborer sa thèse, elle en est empêchée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que les documents sont marqués confidentiels et qu'il ne peut les faire voir.

La motion est rejetée.

#### **Droits de douane sur les liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de Québec relativement aux droits de douane sur les liqueurs depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 au 1<sup>er</sup> janvier 1922.

Le public blâme généralement le gouvernement fédéral pour la cherté des liqueurs alcooliques. Or, la Commission des liqueurs a-t-elle payé ces droits additionnels au gouvernement fédéral sur les liqueurs qu'elle a achetées des anciens marchands de liqueurs? Dans tous les cas, elle a vendu ces liqueurs aussi cher que si elle avait payé ces droits additionnels.

Des journaux, qui sont ordinairement bien informés, ont rapporté que le gouvernement provincial n'avait pas payé de droits à Ottawa sur les stocks de liqueurs achetées des marchands. Cette liqueur a été achetée en avril, et la nouvelle taxe sur les liqueurs n'a été imposée par Ottawa qu'en mai. Cette question est très importante et je sais que plusieurs législateurs ont été intéressés d'une manière tout à fait spéciale dans le commerce des liqueurs. Le premier ministre a lui-même affirmé l'été dernier, dans un discours prononcé à Victoriaville, que les prix élevés des liqueurs étaient dus aux droits imposés par le gouvernement fédéral.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition aura toute la correspondance qu'il désire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** n'est pas satisfait et déclare qu'il s'attendait à une déclaration du premier ministre à ce sujet. Il (M. Sauvé) veut rétablir exactement ce que le premier ministre a dit à Victoriaville.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si l'honorable chef de l'opposition veut obtenir des renseignements à ce sujet, qu'il inscrive une question sur le *Feuilleton* de la Chambre et nous serons trop heureux de lui répondre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au premier ministre de répondre immédiatement et de dire s'il est vrai qu'il a chargé le gros prix au gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il a une motion pour la production des documents et nous y avons répondu. Que le chef de l'opposition s'y prenne d'une autre façon alors, qu'il pose la question autrement et il apprendra peut-être ce qu'il veut savoir. Le chef de l'opposition n'apprendra rien de ce qu'il veut savoir dans les documents dont il veut la production.

La motion est adoptée<sup>16</sup>.

#### **Questions et réponses:**

##### **Production hydroélectrique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y a-t-il de chutes d'eau dans la province?

2. Quelle est la puissance hydraulique de ces chutes?

3. Combien de ces chutes sont organisées pour la production de l'électricité?

4. Combien sont utilisées: *a.* pour fins industrielles; *b.* pour fins agricoles?

5. Quelle est la production de la houille blanche dans la province de Québec?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. Impossible de répondre à cette question, le dénombrement n'étant pas complété.

2. Sans connaître exactement le nombre de chutes d'eau dans la province, le service hydraulique estime à 15,000,000 de chevaux-vapeur la puissance brute qui pourrait être produite par le développement de nos rivières. Si l'on exclut les rivières de la partie

septentrionale, c'est-à-dire celles situées au-delà du 50° degré de latitude, il resterait environ 5,000,000 de chevaux-vapeur pour la région habitée actuellement.

3. 23 environ.

4. *a.* 64; *b.* nombre inconnu.

5. La puissance des chutes aménagées dans la province est d'environ 950,000 chevaux-vapeur, mais dans ces chiffres ne sont pas compris un certain nombre de petites usines à scie, de moulins à farine, etc., qu'il est difficile d'énumérer à cause de leur caractère. Par fins industrielles, nous comprenons qu'il s'agit d'usines produisant de l'électricité, de la pulpe ou du papier.

### Achat de propriétés par le gouvernement

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1.

Quelle est la superficie des propriétés achetées par le gouvernement sur le côté sud de la rue Notre-Dame, entre les rues Saint-Gabriel et Saint-Jean-Baptiste, à Montréal?

2. Quels étaient les propriétaires de ces immeubles?

3. Quel montant a été payé à chaque propriétaire?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. 63,506 pieds.

2. et 3. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Propriétaires</i>	<i>Montants</i>
Pontiac Financial Co. Ltd., 50-56 Notre-Dame-Est .....	\$ 84,000.00
Alex Desmarteau, 51-62 Notre-Dame-Est.....	87,500.00
Pontiac Financial Co. Ltd., 64-68 Notre-Dame-Est .....	30,000.00
Pontiac Financial Co. Ltd., 42-46 Saint-Vincent.....	40,000.00
G. G. de Tournancour, 28-38 Saint-Vincent et Victor Guertin, 1-3-5 Sainte-Thérèse.....	101,400.00
J.-G. Mousseau, 25 Saint-Gabriel.....	18,000.00
Pontiac Financial Co. Ltd., 33-37 Saint-Gabriel .....	46,000.00
Pontiac Financial Co. Ltd., 39-43 Saint-Gabriel .....	80,000.00
Louis Ouimet, Saint-Gabriel.....	23,501.60
Cie d'assurance La Sauvegarde, coin rues Notre-Dame et Saint-Vincent .....	<u>126,500.00</u>
	\$636,901.60

### Construction d'un pont sur la rivière Batiscan

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quel a été le coût total du pont construit sur la rivière à Batiscan?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Quels sont les noms des soumissionnaires et quels sont les différents montants offerts par chacun d'eux?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Montant payé jusqu'à date, \$397,772.11.

2. Oui.

3. Soumissions relatives au pont de Batiscan.

<i>Nom du Soumissionnaire</i>	<i>Superstructure et royauté</i>	<i>Sous-structure, dalles et approches</i>	<i>Construction entière</i>
Eastern Canada Steel & Iron Work Limited.....	\$169,000.00	.....	.....
Dominion Bridge Company.....	168,663.00	.....	.....
Canadian Bridge Company.....	166,000.00	.....	.....
MacKinnon Steel Company Limited.....	104,800.00	.....	.....
Levasseur & Fortier.....	.....	\$145,000.00	.....
J.-Alphonse Lemay.....	.....	121,600.00	.....
The Laurin & Leitch Eng. & Const. Company, Ltd. ....	168,000.00	176,761.00	\$344,761.00
Frontenac Construction Company, Ltd.....	169,000.00	113,000.00	282,000.00
Chas. Pagé .....	.....	.....	269,800.00
Raymond Concrete Pile Coy Ltd.....	156,720.00	112,919.00	269,639.00
Jos. Gosselin, Itée .....	166,000.00	82,828.60	248,828.60

4. Superstructure à la MacKinnon Steel Co Ltd.: \$104,800.00; sous-structure, dalle et approches à la Cie Jos Gosselin, ltée: \$82,828.60.

### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le coût des permis pour autoriser une personne ou une association ou leur agent à chasser, acheter ou faire acheter, prendre ou faire prendre des animaux à fourrure sur le territoire de cette province, sans être limité à une somme de vingt-cinq piastres pour les personnes domiciliées dans cette province et à cent piastres pour celles qui n'y sont pas domiciliées, pour ces permis, suivant le paragraphe 2 de l'article 2347 des statuts refondus 1909, tel qu'amendé par la section 1 de la loi 10 George V, chapitre 32.

Adopté.

2. Que l'article 2351 des statuts refondus 1909, tel qu'édicte par la section *a* de la loi 7 George V, chapitre, 26 soit amendé, suivant le paragraphe *a* de la section 8 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de façon à permettre au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de fixer le coût du permis exigible des personnes qui recevront des fourrures ou peaux pour teindre ou préparer de toute autre manière, au lieu du montant de un dollar fixé par ledit article.

Adopté.

3. Que ledit article 2351 des statuts refondus 1909 soit aussi amendé suivant le paragraphe *c* de la section 8 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de façon à mettre à la charge de la province le coût de la préparation et de la fourniture des livres que doivent tenir les personnes mentionnées dans ledit article.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le premier de ces amendements a trait au prix des permis pour le commerce des fourrures. Actuellement, le permis coûte \$25 à un citoyen de la province et \$100 à un citoyen qui ne réside pas ici et fait le commerce des fourrures dans Québec. Nous croyons que le prix du permis est parfois un peu trop élevé et nous voulons que le lieutenant-gouverneur en conseil le fixe à sa discrétion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'y a-t-il pas danger de favoritisme? Les amis des députés seront peut-être mieux traités que les autres. Je crois que c'est une proposition dangereuse.

Il s'objecte à ce que le gouvernement se donne le pouvoir de faire ce qu'il veut par ordre en conseil. Il refuse de donner au gouvernement une telle carte blanche. Les amis du gouvernement s'en tireront bien, et le gouvernement aura une autre arme en sa possession. Je crois que c'est une proposition dangereuse.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable chef de l'opposition ne comprend pas très bien, je crois, la portée de l'amendement. Il est injuste de faire payer à un homme qui fait un petit commerce de fourrures le même prix, pour un permis, que le marchand qui fait des millions d'affaires et des centaines de mille dollars dans ce commerce.

Nous voulons que la taxe du gouvernement soit plus juste. De là l'amendement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 amendant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Hôtels et maisons de logement**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux hôtels et maisons de logement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** demande qu'on ajoute que ces affiches devront être imprimées en français et en anglais.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** accepte l'amendement.

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Logan**

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Discours sur le budget**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que le débat sur le budget soit remis à mardi prochain<sup>17</sup>.

Adopté.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

## NOTES

1. *Le Canada* du 26 janvier 1922, à la page 1, rapporte qu'il manquait une vingtaine de députés quand l'Orateur ouvrit les portes. Toutefois, les absents ne tardèrent pas à arriver et le journaliste signale "qu'au moment du débat soulevé autour de la motion de M. Sauvé (sur les élections à dates fixes), toutes les banquettes étaient occupées."
2. M. Nicol a répondu en français à M. Dufresne et *L'Action catholique* du 26 janvier 1922, à la page 1, explique que "cette délicatesse du trésorier a fait oublier l'incident qui s'est passé à la dernière session alors que l'ancien trésorier (M. Mitchell) répondait en anglais au même député qui demandait des explications en français".
3. M. Renaud fait allusion à Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921) accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du trésor provincial. Pouliot sera très actif dans ses dénonciations, obtenant entre autres l'appui du *Devoir*, et Parrot sera sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau. Le 22 juin, Parrot va démissionner mais, pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres, suite à cette affaire.
4. Herbert Henri Asquith (1852-1928), 1<sup>er</sup> comte d'Oxford et d'Asquith. Premier ministre de la Grande-Bretagne de 1908 à 1916.
5. Simon-Napoléon Parent, premier ministre du Québec de 1900 à 1905.
6. Louis-Amable Jetté (1836-1920), député libéral de Montréal-Est à la Chambre des communes de 1872 à 1878 et lieutenant-gouverneur de la province de Québec de 1898 à 1908.
7. Lomer Gouin, premier ministre du Québec de 1905 à 1920.
8. Seule *La Patrie* du 26 janvier 1922, à la page 11, mentionnait 1915, ce qui est une erreur.
9. Ces élections fédérales eurent lieu le 6 décembre 1921.
10. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur de Joliette de 1892 à 1916. Chef de l'opposition conservatrice de 1909 à 1915.
11. *L'Événement* du 26 janvier 1922, à la page 3, précise qu'à ce moment M. Taschereau élève la voix.
12. *La Presse* du 26 janvier 1922, à la page 20, précise que M. Taschereau fait allusion au gouvernement conservateur d'Arthur Meighen, à Ottawa.
13. *Le Canada* du 26 janvier 1922, à la page 3, mentionne, pour sa part, que toute la Chambre applaudit cette réplique.
14. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, de 1926 à 1930, puis de 1935 à 1948.
15. *L'Action catholique* du 26 janvier 1922, à la page 7, mentionne que l'Orateur a dit "adopté" par erreur alors que *L'Événement* du même jour, à la page 3, suggère que M. Francoeur a dit ce mot sous la forme interrogative, provoquant la réponse du premier ministre.
16. *La Patrie* du 26 janvier 1922, à la page 11, mentionne que la motion est perdue, mais le journaliste s'est mépris, car M. Taschereau accepte bel et bien de fournir les documents demandés par M. Sauvé. Cependant, comme la suite du débat nous l'indique, le premier ministre refuse de donner davantage que ces documents, ce qui ne satisfait pas M. Sauvé.
17. *Le Canada* du 26 janvier 1922, à la page 1, précise que M. Sauvé n'était "pas préparé pour ouvrir le feu".



Séance du jeudi 26 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- d'Eugène Berthiaume, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Trefflé Berthiaume (M. Bercovitch);

- de Chester Thompson Parker, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lapierre).

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du Comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Nora Hunter et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une certaine convention et ratifiant la nomination de fiduciaires;

- de Herman Barrette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 58 constituant en corporation la Société des missions étrangères de la province de Québec.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 69 amendement la charte de la ville de Montréal-Ouest n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**Charte de  
Laval-des-Rapides**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 76 amendement la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Herman Barrette**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 67 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Herman Barrette à l'exercice de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Hunter-Evans**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 93 confirmant une convention entre dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans, *et al.*, ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires, en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora Hunter et confirmant leurs pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Saint-Jérôme**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 90 amendement la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction de la Cour de circuit  
et de la Cour de magistrat**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 35 amendement le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus,  
comté de Joliette**

**M. Dufresne (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 153 détachant certains lots de comté de Montcalm et les annexant à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fermeture  
des magasins**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chirurgiens  
dentistes**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Conseil législatif

25 janvier 1922

Ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kaine, Kelly, Pérodeau et Smith.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

**Comité permanent et conjoint  
de la Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Galipeault et Nicol, MM. Ashby, Bercovitch, Bullock, Cannon, Desaulniers, Dufresne, Gault, Laferté, Leclerc, Sauvé, Tessier, Thériault et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent et conjoint  
des impressions législatives**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David et Nicol, MM. Ashby, Bordeleau, Gault, Leclerc, Létourneau, Robert et Sauvé représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Questions et réponses:**

**Emprunts  
de la province**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quels sont les emprunts qui ont été faits par la province depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1921?

2. Quelles soumissions ont été demandées en chaque cas?

3. De qui des soumissions ont-elles été reçues, et quel montant a été offert par chaque soumissionnaire?

4. Quels étaient les termes et conditions de chaque émission d'obligations?

5. À qui les obligations ont-elles été vendues, et quels prix ont été réalisés?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. \$400,000,000.00.

2. Oui.

3. Syndicat composé de United Financial Corporation, Limited, The National City Co., Limited, Harris, Forbes & Co., Limited, René-T. Leclerc, Geo. Beausoleil & Cie, et Hanson Bros., à 97.62 et l'intérêt accru.

Syndicat composé de Dominion Securities Corporation, Limited, Wood, Gundy & Co., et E. Ames & Co., à 95.277 et l'intérêt accru.

Syndicat composé de Versailles, Vidricaire, Boulais, Limitée, L.-G. Beaubien & Cie, limitée, La Corporation des obligations municipales, limitée et Crédit Canadien incorporée, à 95.11 et l'intérêt accru.

4. Quinze ans, rachetables avant échéance à la discrétion du trésorier de la province en tout temps après cinq ans de la date de l'émission au pair et l'intérêt accru.

Intérêt au taux de 5½ % payable semi-annuellement.

5. Au syndicat composé de United Financial Corporation, Limited, The National City Co., Limited, Harris, Forbes & Co., Limited, René-T. Leclerc, Geo. Beausoleil & Cie, et Hanson Bros. à 97.62 et l'intérêt accru.

#### **Subsides aux chemins de fer**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les subsides de chemins de fer que le gouvernement a retranchés du passif de la province, depuis dix ans?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Aucun.

#### **Dettes des compagnies de chemins de fer**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-ce qu'il y a des compagnies de chemins de fer qui doivent des intérêts au gouvernement sur leurs subsides?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces compagnies et combien chacune doit-elle?

3. Le gouvernement a-t-il intenté des poursuites contre quelques-unes de ces compagnies depuis 1912?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1, 2 et 3. Les compagnies de chemins de fer n'ont pas d'intérêts à payer au gouvernement sur leurs subsides.

#### **Ferme de démonstration à Manseau**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il dépensé de l'argent pour une ferme de démonstration à Manseau?

2. Dans l'affirmative, qui est le propriétaire de cette ferme et quelle somme lui a été payée ou accordée?

3. Des agronomes sont-ils envoyés sur cette ferme?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1, 2 et 3. Non.

#### **Personnel de la Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au personnel de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

#### **Comté de Mégantic**

**M. Lapierre (Mégantic)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 détachant certains lots du comté de Lotbinière et les annexant au comté de Mégantic, pour les fins électorales, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill est, en conséquence, lu une deuxième fois avec le concours de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés dans l'annexe II de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et renvoyé au comité permanent des bills publics en général<sup>2</sup>.

#### **Loi pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

Attendu qu'il y a lieu d'encourager la culture des belles-lettres et des sciences dans la province;

Attendu qu'il est à propos de favoriser la publication des productions de nos écrivains;

Attendu qu'il convient de signaler à l'attention publique les talents littéraires ou scientifiques que des circonstances défavorables tiennent dans l'ombre;

Attendu que la fondation de concours favoriserait l'avancement de la littérature et des sciences, seconderait les efforts des écrivains, aiderait des hommes de talent à se produire et stimulerait, par l'émulation, le goût des travaux littéraires et scientifiques et le désir de faire progresser les lettres et les sciences dans la province;

Qu'un montant de \$5,000, payable sur le fonds consolidé du revenu de la province, soit affecté annuellement aux fins mentionnées dans le préambule de la présente résolution.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** se lève.

(Applaudissements de la Chambre)

Il propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur<sup>3</sup>, qui eût songé, il y a 10 ou 15 ans, que deux mots lancés sur le monde littéraire

suffiraient à nous faire connaître, je dirais, à nous faire mieux connaître dans la patrie de nos ancêtres? Maria Chapdelaine<sup>4</sup>! Deux mots très simples, qui étaient du nombre de ceux qu'en ouvrant un almanach d'adresse on pouvait, jusqu'à tout récemment, lire sans surprise, sans émotion. Un jour, un homme, un littérateur, un jeune Français, un passant, rencontre Maria Bouchard<sup>5</sup>, une simple fille, une paysanne, une Canadienne. Et de cette rencontre, de cette "connaissance" faite dans un pays sauvage et pittoresque est né un chef d'œuvre, "chef-d'œuvre, dit Charles le Goffic<sup>6</sup>, trop longtemps inconnu dans la patrie de son auteur."

Un type était créé qui incarnait toute une race; et, du coup, sept cent mille Français le reconnurent et l'aimèrent, et, charmés, écoutèrent tout le long de ce livre où passe le même souffle qui agite la lisière des forêts, la voix de Québec, voix de femme, par laquelle s'exprime doucement l'âme canadienne. Littérature! dira-t-on? Et pourtant, outre la satisfaction suprême de nous retrouver tels que nous sommes en une œuvre impérissable, n'y a-t-il pas là un fait qui puisse entraîner les esprits les plus décidément pratiques? Car voilà ce que peut la littérature: Nous faire connaître, nous faire mieux connaître!

Ainsi, quand je ne me placerais qu'au point de vue utilitaire, taisant toute satisfaction intime, je ne vous cacherais pas, M. l'Orateur, que je suis heureux, en me levant au nom du gouvernement de cette province, sachant que j'expose sa pensée et traduis son désir, de présenter cette loi pour la création d'un prix de littérature.

Elle trahit, si vous le voulez, une mentalité bien latine qui, malgré la diversité des races habitant notre province, ne peut que suivre la carrière féconde qui semble lui avoir été tracée en Amérique. Rien d'humain ne peut laisser indifférent le peuple qui communie de la pensée française! Aussi, voit-on notre province orgueilleuse, à juste titre, d'avoir été, sur les bords du Saint-Laurent, le berceau d'une civilisation nouvelle, démontrer, dans tous les domaines et à laquelle veut l'observer, qu'elle est ici la continuatrice de ceux qui ont donné à l'humanité Corneille<sup>7</sup> et Racine<sup>8</sup>, et qu'elle est fière de collaborer avec ceux qui peuvent se réclamer de Byron<sup>9</sup> et Shakespeare<sup>10</sup>.

C'est à cause de cela qu'on peut dire, sans exagération, qu'aucun peuple n'eût pu vivre l'histoire que nous avons vécue, et donner en même temps l'exemple d'un développement aussi calme, aussi harmonieux. Placés dans un décor de nature grandiose, invitant le chant des côtes, protégés au

berceau par les guerriers venus de France, bercés par leurs chansons que des mères pieuses avaient recueillies, comment aurions-nous pu négliger ce qui, en somme, est le plus pur aliment de toute vie nationale? Soucieux du développement économique, aussi, nous avons toujours voulu et nous voulons encore qu'il soit sans détriment pour cette saine habitude qui fait que nous veuillions toujours mettre au service du réel un certain idéalisme qui puisse s'y accommoder.

Nous conservons, comme maxime de notre éducation, la culture générale en laquelle notre puissance réside, et résidera, et qui est notre assurance de durée. Or, au sens du mot, cette culture ne peut être générale, même chez le plus brillamment doué, si celui-là bannit de son esprit les beautés de la littérature classique et moderne. On nous reproche souvent d'être lents dans nos réformes, et d'accepter difficilement des changements. C'est même le reproche le plus fréquent qu'on nous adresse. Or, c'est vrai, et Dieu merci qu'il en soit ainsi! En ces jours de changements radicaux, alors que tant de réformes aboutissent à des catastrophes, réjouissons-nous de notre lenteur et de nos hésitations à accepter qu'on change, soit notre forme de vie, ou notre mode d'éducation.

L'avenir nous vengera d'ailleurs car, en le préparant, nous sentons bien, n'est-ce pas, que c'est celui de nos enfants que nous assurons. Nous sommes ici pour y rester. Si nous avons paru étranges parfois et différents, c'est que cette pensée ne nous quitte guère. Nous sommes ici pour toujours! Et nous pensons que les fils de nos fils vivront la vie que nous leur aurons faite. À d'autres de faire des expériences, de s'éprendre de mots magiques, à d'autres de se laisser emporter au courant de la route par le vent qui passe! Ils savent que, passant eux-mêmes, ils n'auront pas à supporter le fardeau de leurs expériences et de leurs erreurs. Ils s'en iront, un jour, et leur génération sera morte, ne laissant ici personne qui en puisse souffrir.

Mais nonobstant cette lenteur, ne se trouve-t-il pas, M. l'Orateur, que nous avons tellement dépassé les autres, en certaines matières que le mot délicieux de Buiès<sup>11</sup> revient à propos, et que l'on peut se demander si nous ne sommes pas tellement "avancés" qu'on ne nous a perdus de vue? Depuis plusieurs années, déjà, le gouvernement de la province encourageait les auteurs en achetant leurs livres. Combien de ces œuvres n'auraient pas vu le jour, sans cette aide? Voyez aujourd'hui notre librairie, et les volumes qui s'alignent, de plus en plus nombreux, aux étalages.

Oh! Ce n'est pas à dire que nos auteurs et nos écrivains s'enrichissent sur le marché de notre province. Hélas, pourquoi ne pas le dire? Les lecteurs sont bien rares chez nous. Et combien même qui, le livre acheté, vous le passeront sans que les feuilles en aient jamais été coupées. Mais ce n'est pas ici le moment d'insister à ce sujet. Nous n'avons pas encore vieilli; nous en sommes, à peine, à l'âge mûr, à l'âge de l'énergie et du plus grand effort. C'est le bon moment, je crois, de discerner les aptitudes et les talents, de les exciter, et de préparer leur épanouissement en pleine force. Il est entendu que les conditions ne sont pas encore des plus favorables au développement du talent littéraire. Il y manque l'atmosphère que des siècles ont contribué à créer chez les vieilles sociétés, et l'enseignement constant qui, dans certains pays, se dégage même des choses. Mais, que ceux qui écrivent se considèrent heureux en pensant à leurs aînés, à ceux qui les ont précédés dans la carrière.

N'est-ce pas mon père qui m'affirmait avoir lu, pour la première fois, les vers de Molière<sup>12</sup> et de Boileau<sup>13</sup> sur un manuscrit copié avec amour de la main d'un de ses amis? La première librairie française, au pays, ne date d'ailleurs que de 1816. Et pendant longtemps, dès qu'il arrivait un nouveau livre français, on en faisait hâtivement des copies manuscrites qui circulaient de main à main. Nous étions un peu dans les conditions où se trouvèrent les littérateurs du Moyen-Âge.

Qui donc dira, comme il faut, le mérite et l'œuvre admirable de ces copistes enthousiastes! Ils poursuivaient sans relâche, sans abandon, sans fatigue, leur labeur quotidien. Obligés, le jour, de travailler pour nourrir leur famille, ils prenaient la nuit pour travailler à nourrir leurs compatriotes. Et de même pour ceux qui écrivaient. Si je fais acception du style plus riche de ceux d'aujourd'hui, de la forme variée, d'un sentiment plus affiné, je m'incline très bas devant le patriotisme et l'effort des pionniers d'hier. Ceux qui écrivent aujourd'hui comme eux ne peuvent encore compter, pour vivre, sur leur travail littéraire; ils doivent ajouter à la fatigue des veilles le labeur des jours. Qui sait, cependant, si ce double effort, cette énergie constamment en éveil, cette volonté qui est nécessaire de créer malgré tout, qui sait si tout cela n'est pas comme le "génie de la misère", et si nos écrivains n'y perdraient pas le jour où la vie deviendra plus facile, et où le succès leur sera plus assuré?

Qu'ils évoquent, pour se consoler, l'ombre pitoyable de Corneille allant sans souliers... Mais, aujourd'hui même, le plus grand poète de France

n'est-il pas un miséreux? Maurice du Plessys<sup>14</sup>, qui se présentait récemment à l'Académie française est pourtant un génie. Anatole France<sup>15</sup> le compare à Apollonius de Rhodes<sup>16</sup>. Et une anthologie, à l'usage des classes, dit que l'œuvre poétique de Maurice du Plessys, parisien dans toute la force du terme, est sans conteste ce que Paris a produit de plus considérable dans le domaine de la haute poésie philosophique depuis le commencement du XX<sup>e</sup> siècle. Mais l'auteur de *Pallas occidentale*, "un pur chef-d'œuvre, au dire des meilleurs juges", est dans la misère. Sa femme occupe un kiosque de journaux, tandis que ses deux enfants crient les feuilles du soir à la sortie du métro..... Et cela se passe en France!

Et le jour est-il éloigné où Nelligan<sup>17</sup> disait, et avait raison de dire à son ami Gill<sup>18</sup>, dans un moment de désespoir: "Pourquoi me sentir ça dans la tête? Pourquoi le dire? On ne me comprend pas! On ne veut pas me comprendre." Et Charles Gill qui répondait, et avait peut-être raison de répondre, dans un pays où tout le (monde) doit travailler pour vivre, on ne peut concevoir que nous essayions de vivre en chantant... Ça viendra! Ça viendra!... Gill, qui, pour connaître la France et y séjourner, devint l'homme fort des fêtes foraines; lui, cerveau cultivé, homme de lettres, en vint à compter, pour vivre, sur son biceps et sa force athlétique.

Mais que dis-je? Si la vie n'est pas facile, et c'est peut-être tant mieux, le succès est possible. Il s'est produit. Je me souviens de la joie et de la fierté que je ressentis, un jour de juillet dernier. C'était sous la coupole où Robert de Flers<sup>19</sup>, spirituel, venait de faire tintinnabuler les grelots joyeux de l'esprit français, et où René Doumic<sup>20</sup>, lui répondant, en un discours clair et précis, avait fait apprécier le bon sens et la saine et lumineuse tradition française. J'eus le bonheur, où il se mêlait quelque surprise, d'entendre soudain un académicien me parler de deux livres de chez nous: l'*Histoire du Canada*, de Garneau<sup>21</sup>, et les *Survivances françaises* de M. Jean Charbonneau<sup>22</sup>.

Cette évocation, en un tel moment et dans un tel lieu, me sembla comme une consécration définitive et glorieuse de notre effort littéraire. La joie et l'émotion durèrent pour un moment, au moins, me donner une audace que je ne comprends pas encore... La semaine suivante, Monsieur Jean Charbonneau voyait son œuvre couronnée par l'Académie française. Mais on me pardonnera ce souvenir: je ne l'ai rappelé que parce qu'il fait toujours bon de se souvenir des jours où l'on s'est senti réellement fier de la race à laquelle on appartient.

Notre littérature existe donc puisqu'on la prime, et nous avons, pour en témoigner, la plus haute autorité du monde. Le gouvernement s'appuie sur elle, et cela lui suffit. Nous avons besoin de notre littérature. Il suffit d'un coup d'œil rapide à travers l'histoire pour s'en convaincre. Rome devint toute puissante par son commerce, qui l'enrichit, et par ses lois admirables, qui la firent forte. Mais qu'on n'oublie pas que sa littérature et son développement artistique auraient suffi à la faire grande, et à empêcher que son nom ne périclît. La Grèce ne doit-elle pas, elle aussi, à ses sculpteurs, à ses poètes, l'essence de son immortalité? Et, au-dessus de la puissance de son commerce, est-ce que l'Angleterre ne surviva-t-elle pas dans la splendeur du nom du grand Shakespeare? Et la France, où régime après régime, passa, où réformes, révolutions et guerres après guerres, effaça tant de choses, et changea même la face du pays, dites-moi: Quand elle n'aurait que ses grands classiques pour assurer sa survie, n'est-il pas vrai qu'elle aurait donné son nom à la plus grande époque de l'humanité, et qu'elle est éternelle?

Car la littérature, après avoir dominé un peuple, peut dominer les siècles. Notre littérature existe, et nous en avons besoin pour la survie de notre nation. Rome, la Grèce, l'Angleterre et la France sont fiers de leurs génies qui ont conservé leur nom et continueront dans le monde à garder intact le souvenir de leur grandeur. Mais nous-mêmes? Dans notre pays jeune, n'avons-nous pas déjà réalisé ce que nous devons à la littérature? Qu'on se souvienne des origines! Dans notre pays, nous avons traversé des périodes tellement difficiles qu'il a fallu une énergie inconcevable aux Canadiens qui se sont mêlés de littérature pour écrire dans les temps où la colonie travaillait à sa formation et à la conservation de sa propre vie.

Dans quel état pitoyable nous étions quand Garneau, relevant avec frénésie le défi de Lord Durham<sup>23</sup>, se pencha, ardent, sur sa table de travail! Son grand ouvrage, notait un écrivain français, nous valut plus qu'une armée, puisqu'il nous rendit la foi nationale. Et quand l'on songe qu'il écrivit à une époque où il n'avait aucune facilité, où il ne pouvait, comme aujourd'hui, trouver à portée de sa main les archives de Québec, Montréal et Ottawa, nous ne pouvons comprendre aujourd'hui, quels furent sa tâche et son mérite, alors que nous pouvons, documents en mains, revivre le passé qu'il décrivait. Aussi, avec quel respect nous devons saluer ce pionnier de notre littérature qui a offert à sa province une œuvre d'histoire dont le mérite n'a pas été dépassé. Et cela, à une époque où, "écrin de perles ignorées", notre

histoire se transmettait en sous-main, pour ainsi dire, ou se contait de bouche à bouche, le soir, dans les veillées. Ces pionniers de la littérature ont par ailleurs contribué à donner au Canada un cachet bien particulier et ont permis aux Canadiens de s'enorgueillir aujourd'hui de posséder une littérature canadienne.

Garneau ouvrit un sillon. D'autres suivirent. Un autre, qui, lui aussi, ne lut des classiques que les bribes qu'il trouva dans les manuscrits que des enfiévrés avaient copiés, prit un jour notre âme nationale et, dans le rythme de ses vers, l'éleva jusqu'aux sommets possibles à atteindre pour un poète qui créait sa poésie. Crémazie<sup>24</sup> fut suivi de Fréchette<sup>25</sup> qui, en une langue sonore et puissante, montra l'influence d'une école dans le réveil d'un peuple. Puis d'autres vinrent, par dizaines, d'autres encore, veilleurs du temple qui sacrifiaient tout, argent, santé à leur beau rêve. Travaillant sans cesse pour que rien ne fût perdu de ce qui nous fut laissé, et pour que le peuple, gardien d'un bel héritage, ne devînt pas isolé dans la source réconfortante de l'intellectualité française, ils s'isolèrent eux-mêmes dans un labeur acharné, dans leur misère, se riant de leur pénurie... Ce dut être l'un d'entre eux qui, avec un sourire, dit le premier cette parodie du vers de Racine:

"Aux petits des oiseaux, Dieu donne la pâture."

"Mais sa bonté s'arrête à la littérature..."<sup>26</sup>

Mais non! Cela ne sera pas! Car le gouvernement, faisant office de Providence, et ayant distribué à toutes les classes ses faveurs et ses encouragements, veut aujourd'hui faire davantage, et largement, afin qu'il ne soit pas dit que sa bonté s'arrête à la littérature. Mais, dès l'abord, et avant que d'entrer dans l'explication de la loi, une précision: s'il est un domaine dans lequel doivent s'affirmer manifestement la modération et la tolérance séculaires de Québec, c'est bien sur le sommet de l'intelligence où, facilement, les sympathies se créent, et où les amitiés mûrissent? C'est pourquoi il n'entra pas même dans notre pensée, nous le disons hautement, que les écrivains de langue anglaise ne profitassent pas du prix de littérature au même titre que leurs confrères de langue française. Je tiens d'ailleurs le témoignage d'un écrivain anglais bien connu, M. John Boyd<sup>27</sup>, l'historien de Cartier<sup>28</sup>, qu'il me plaît de citer:

"That is only what was to have been expected from an enlightened Government, and is another illustration of the true liberality and broadmindedness of the Province of Quebec which places all races on an equal footing and considers merit alone."<sup>29</sup>

Ne serait-ce pas, en effet, un spectacle édifiant et exaltant de montrer au Canada entier les descendants des deux races qui, un jour, combattirent sur ce sol, les uns pour le garder, les autres pour le conquérir, engagés de nouveau dans une lutte qui les fait se respecter davantage, les uns pour garder ce qu'ils croient avoir, la supériorité intellectuelle, et les autres, descendants d'une race qui a fourni au monde des génies dont Richépin<sup>30</sup> a dit "qu'ils ne pouvaient être égalés", pour prouver qu'ils la possèdent?

Si certaines attaques se faisaient dans des pays où le ridicule tue, nous pourrions nous fâcher, mais venant d'un pays où le ridicule n'a jamais tué personne, il ne faut pas en vouloir à cette jeune fille<sup>31</sup>, d'un âge certain, qui vient de dire: "J'ai entendu un petit Canadien dire dans le vieux patois de sa province: "À Québec, c'est bien difficile d'apprendre l'anglais..." Je défie cette jeune fille, de prouver son assertion... Mais, M. l'Orateur, on ne doit pas toucher à une femme, même avec une fleur... De nous accuser de parler, dans notre province, une langue qui, comparée à la langue que parlaient nos ancêtres, n'est qu'un vulgaire patois est simplement stupide. Si le ridicule tuait chez nous, il ne vaudrait pas la peine de s'occuper de telles sonnettes, mais malheureusement, il en reste toujours de ces calomnies atroces. À Dieu ne plaise que cette observation que nous ne parlons que le français fût vraie; mais nous savons qu'elle n'est qu'une attaque contre notre système d'éducation qui ignorerait l'étude de la langue anglaise, quand on sait qu'en réalité, c'est faux. Je crois accomplir un devoir, car nous avons déjà trop permis que se répète cette légende. Les nôtres ont fait et font encore trop de sacrifices pour conserver ce qui leur est le plus cher pour que nous souffrions que tout cela nous soit enlevé d'un revers de la main, cette main fût-elle gantée, portât-elle même l'éventail.

Il (M. David) cite les éloges du maréchal Fayolle<sup>32</sup> qui, dit-il, dans la relation de sa mission au Canada, répète, dans la *Revue des Deux Mondes*, le mot qui fut dit par un orateur de la mission: "Vous parlez le français mieux que nous!", du capitaine Duthoit<sup>33</sup>, de M. René Bazin<sup>34</sup> qui précise: "Un peu d'accent ne fait pas le patois", de Viviani<sup>35</sup>, l'abbé Thellier de Poncheville<sup>36</sup>, François Veuillot<sup>37</sup> l'Académie de Belgique, M. Jusserand<sup>38</sup>, et un avocat bien connu, feu maître Fernand Labori<sup>39</sup>, qui ont dit, sur tous les tons, que les Canadiens français parlaient très bien leur langue, qu'ils conservent dans leur cœur la réelle mentalité française, ajoutant qu'ils parlent un français importé tout vivant de France au XVII<sup>e</sup> siècle.

J'ai consulté les littérateurs de la province et ils m'ont fait des suggestions. La loi est facile à passer, mais les conditions du concours seront peut-être difficiles à déterminer. Je ne suis pas d'avis que nous donnions un prix de \$5,000, un seul, mais plutôt trois prix: un premier de \$2,500, un deuxième de \$1,500, un troisième de \$500. À ces trois prix, il faudrait ajouter une mention honorable. La balance de \$500 serait employée pour les frais des membres du jury qui sera appelé à juger des œuvres des écrivains, frais de voyage, etc. Ce jury serait formé de la manière suivante: il y aurait neuf membres, dont trois nommés respectivement par chacune des universités Laval, Montréal et McGill; de plus, le professeur de littérature dans chacune de ces trois universités serait membre du jury. À ces membres, il faudrait ajouter un membre de la section française de la Société royale du Canada, puis un membre d'une autre société littéraire de Québec. Le secrétaire provincial ou un représentant de celui-ci serait le neuvième membre du jury.

À ce corps de jury appartiendrait de fixer les conditions du concours annuel, mais les conditions devront être affichées dans la *Gazette officielle* et dans les journaux de la province. Il n'y a aucun doute qu'avec un jury dont chaque membre sera l'objet d'un choix judicieux, tous ceux qui désireront participer au concours ne pourront obtenir des juges que la plus entière satisfaction. Il a été suggéré que les concurrents soient des sujets britanniques. Une condition que je suggère, c'est que l'auteur primé devra avoir résidé trois ans dans la province et qu'il ne pourra plus concourir pendant les deux années qui suivront son succès.

Telles sont les premières suggestions que je fais. La Chambre les étudiera, les acceptera, comme elle l'entendra. On a souvent dit que j'étais un rêveur, un idéaliste. J'accepte le reproche, si je peux puiser pour l'avenir dans cet idéalisme, une force nouvelle qui me permettra, avec le concours du premier ministre, que les choses de l'esprit n'ont jamais laissé indifférent, qui me permettra d'être utile à la province de Québec et à mon pays.

(Applaudissements à droite)

**M. Laferté (Drummond):** M. Poincaré<sup>40</sup>, faisant récemment l'éloge de la littérature française, disait: "Elle est l'aînée des littératures européennes, et elle porte avec allégresse ses neuf siècles d'existence. Elle est riche d'œuvres variées, graves ou plaisantes, légères ou profondes; elle a toujours eu le sens du style et le culte des idées générales; elle aime à rechercher l'universel dans le particulier; elle

est ainsi contemporaine de tous les siècles et concitoyenne de tous les peuples"<sup>41</sup>.

Ne peut-on pas avec la variante nécessaire faire le même éloge de notre littérature canadienne, qui constitue l'un de nos trésors les plus sacrés et les plus précieux? Nous en sommes fiers à plus d'un titre et nous pouvons dire de cette littérature qu'elle existe, on ne peut plus le nier, et la meilleure preuve additionnelle que l'on puisse apporter à l'appui de son existence, c'est qu'on organise un concours pour l'encouragement de ses adeptes les plus fidèles et les plus compétents.

Oui, elle existe et nous ne sommes plus, Dieu merci, à l'époque de l'union des deux Canadas, alors que Durham osait affirmer dans son fameux rapport sur les affaires de l'Amérique septentrionale britannique (voir le rapport de Lord Durham sur les affaires de l'Amérique septentrionale britannique, traduction française, p. 69) que notre peuple était un peuple sans histoire et littérature.

Cette affirmation avait d'ailleurs été faite quelques années auparavant à François-Xavier Garneau pendant qu'il faisait sa cléricature dans l'étude du notaire Campbell<sup>42</sup>, et l'on sait que ce reproche lui fit mal au cœur et qu'il répondit: "Eh bien, notre histoire, je vais la raconter! Et vous verrez comment nos ancêtres ont été des vaincus et si une pareille défaite n'est pas aussi glorieuse qu'une victoire!"

Qu'il me soit permis de féliciter le gouvernement de l'intérêt qu'il porte aux littérateurs et du désir non équivoque qu'il manifeste de favoriser d'une manière tangible et palpable, lui qui semble avoir pris pour devise "le progrès dans l'ordre et l'ordre dans le progrès", de favoriser, dis-je, non seulement le progrès matériel grâce aux énormes surplus qu'il sait accumuler d'une façon si abondante, mais qui comprend que, sans la culture intellectuelle, cette prospérité serait bien peu de choses.

Comme l'a si bien dit l'abbé Camille Roy<sup>43</sup>: "L'on comprend de mieux en mieux que si nous avons à fonder notre avenir national sur la richesse économique, sur la prospérité matérielle et sur les vertus du citoyen, nous avons aussi le devoir de ne pas oublier que les arts doivent avoir leur place au foyer de la nation, que la culture artistique marque assez précisément le degré de développement intellectuel où s'est élevé un peuple aussi bien qu'un individu, et que rien ne peut mieux que la littérature assurer à une nation la survivance de sa fortune et de sa gloire." (Voir les *Essais de la littérature canadienne*, à la page 11)



Ces félicitations sont bien de mise, même de la part d'un ami de l'administration actuelle, puisqu'elles ne sont que l'écho affaibli de celles plus autorisées des journaux de toutes nuances qui ont fait chorus pour applaudir au beau geste du gouvernement. Il fait bon parfois laisser la terre-à-terre des questions habituelles, et un débat comme celui-ci au milieu de nos luttes quotidiennes est ni plus ni moins que rafraîchissant et offre l'énorme avantage de voir tout le monde d'accord, du moins quant au principe même de la mesure présentée, les divergences d'opinions ou plutôt les suggestions sincères et désintéressées n'ayant trait qu'aux questions de détails. Je manquerais à mon devoir si je ne félicitais particulièrement l'honorable secrétaire de la province (M. David) de l'intérêt intense qu'il porte aux choses de l'esprit et de la sympathie qu'il ne cesse de témoigner aux vaillants ouvriers de la pensée.

Me serait-il permis, M. l'Orateur, de formuler un vœu et d'espérer que le gouvernement donnera à ce prix le nom de "prix David"? Il y a en France le prix Goncourt, ainsi dénommé à cause de la générosité de son donateur<sup>44</sup>, et il m'a semblé qu'il ne serait que juste de donner à celui que l'on veut créer ici le nom de son véritable fondateur.

J'ai cru que, dans une circonstance comme celle-ci, il importait de souligner, oh! bien imparfaitement, l'éclosion et le développement de cette partie non la moins intéressante de notre histoire, la partie littéraire qui s'y rattache par tant de fibres, qui en est la compagne inséparable de tous les instants et qui la fait mieux connaître, mieux aimer et mieux apprécier.

Après tout, comme le disait M. Wilfrid Larose, le président de l'École littéraire de Montréal, à l'inauguration de ses séances publiques, "la littérature d'un peuple, c'est le résumé de ce qu'il signifie, c'est le recueil des notes qu'il a préparées lui-même aux contemporains et à la postérité ses juges, pour qu'ils prononcent jugement sur son compte". Et, ajoutait-il, "nous travaillerons donc, d'un commun accord, à développer la nôtre à l'enrichir, à l'agrémenter d'une substance et d'une physionomie plus expressives". (*Les Soirées du Château de Ramezay*, à la page XIII).

Pour souligner ce développement et ce progrès de nos lettres, je n'ai, je le sais, aucune espérance ni compétence, mais je m'autorise de cette parole de Pline le Jeune<sup>45</sup>, qui disait: "L'histoire plaît, de quelque manière qu'elle soit écrite", et je pourrais ajouter "de quelque manière qu'elle soit racontée".

Il serait assurément téméraire pour moi de fixer une date à l'existence de notre littérature. Les uns lui assignent l'époque où Étienne Parent<sup>46</sup> bataillait dans le *Canadien* et où F.-X. Garneau écrivait son *Histoire du Canada*, tandis que d'autres la font remonter à Joseph Quesnel<sup>47</sup>, Joseph Mermet<sup>48</sup> et Michel Bibaud<sup>49</sup>. Quoi qu'il en soit, tous sont d'accord à admettre que, dès la cession du Canada à l'Angleterre, nous avons et entendons bien conserver le véritable esprit canadien, mais que des causes incontrôlables et inhérentes à la situation même qui nous était faite retardèrent notre marche et nous empêchèrent de donner à la culture de l'esprit ce que nous étions anxieux de lui donner.

Peuple de soldats, d'agriculteurs et de colons, il nous fallait songer avant tout au *primo vivere*, refaire notre fortune délabrée et lutter sans cesse pour la conservation de notre langue et de nos institutions les plus chères. Ajoutez à cela notre infériorité sociale et politique et notre bannissement des fonctions administratives, qui dans bien des cas procurent tant de loisirs à ceux qui veulent en profiter pour meubler leur cerveau et faire bénéficier la communauté de leurs connaissances et de leurs talents, et vous vous rendrez facilement compte des difficultés de la tâche.

Ce n'est pas tout. L'éloignement de la France nous empêchait de connaître sa littérature, qui nous eût pourtant été si utile pour le développement de la nôtre. Le voisinage des États-Unis, puissante nation plus apte à brasser des millions qu'à fouiller des idées, et la difficulté pour nos instituteurs et nos professeurs de procurer à leurs élèves les livres dont ils avaient besoin n'étaient pas de nature non plus à nous aider. Même nos prêtres, nos professionnels et nos hommes d'État manquaient souvent de matériaux les plus nécessaires, ou encore étaient obligés de consacrer tous leurs instants et tous leurs loisirs à des luttes et à des travaux d'un caractère plutôt utilitaire.

Et malgré tout cela, quand quelqu'un publiait un ouvrage quelconque, ce n'était pas sans maintes hésitations et avec une grande défiance de soi-même, défiance que l'on rencontre encore parfois et trop souvent parmi nos contemporains. Crémazie lui-même, que l'on ne taxera assurément pas de manquer d'enthousiasme, allait jusqu'à dire, se rendant compte de la situation difficile où nous étions, qu'il était impossible de créer une littérature canadienne. L'expérience a heureusement démontré le contraire et s'il vivait, il est certain qu'il serait le premier à se réjouir du fait que ses sombres prévisions ne se sont pas réalisées.

Commencée par le journal, notre littérature a passé successivement, je dirais presque imperceptiblement, par toutes les phases et par tous les genres. Mais encore une fois, si elle a grandi lentement, il faut tenir compte des circonstances tout à fait défavorables qui ont empêché son épanouissement et retardé sa marche ascendante, et s'étonner plutôt qu'elle ait pu faire tant de progrès et se manifester sous tant de formes différentes, dans un espace de temps relativement restreint. Non seulement elle existe, mais elle est maintenant inscrite au programme de nos écoles supérieures et secondaires, et le voudraient-ils que nos étudiants ne pourraient l'ignorer aux examens du baccalauréat.

Il importe cependant de ne pas s'arrêter en aussi bonne voie, mais de travailler encore davantage à relever notre niveau intellectuel et d'admettre qu'il y a encore beaucoup à faire et que nous sommes loin d'avoir atteint la perfection. C'est ce qu'a bien compris la Société du Parler français, lorsqu'il y a quelque dix ou douze ans elle a organisé des concours littéraires. Les lauréats n'ont pas fait fortune, tant s'en faut, mais comme l'a dit l'un des organisateurs de ce premier concours, ils étaient "entraînés à la modestie des salaires, et préparés à comprendre nos généreuses mais insolubles intentions (L'abbé Camille Roy, *Nouveaux essais sur la littérature canadienne*, à la page 380).

En continuant cet encouragement et en le rendant encore plus efficace, le gouvernement fait une œuvre des plus méritoires qui ne saurait manquer de recevoir l'approbation de tous les vrais patriotes, car ils sont dignes de tous les éloges et de tous les égards ceux qui se sont imposé la noble tâche de faire aimer davantage et de mieux faire connaître sous toutes ses formes et dans ses moindres manifestations notre idiome national, cette langue qui, au dire de Chapman:

"... chante partout pour louer Jéhovah;"

"Et dissipant la nuit où l'erreur se dérobe,"

"Elle est la messagère immortelle qui va"

"Porter de la lumière aux limites du globe."

Non seulement notre littérature existe, mais elle supporte très avantageusement la comparaison avec celle des autres provinces, et à ce sujet, permettez-moi, M. l'Orateur, de vous citer ce que disait en 1912 M. Beckles Willson dans son livre intitulé *Quebec, the Laurentian Province*, à la page 177:

"One might easily fill a page with the names of these who in the last twenty years in Quebec have penned volumes of verse of prose. But my aim is not that of a review of Quebec literature: it is merely to

demonstrate that the French literature in this province is a living, breathing thing, which every traveller who visit the country or who desires to have some acquaintance with it should know something of. On the shelves of a Quebec bookstore last summer I counted no fewer than ninety volumes by Quebec authors. Think what this means: ninety volumes from nearly half as many different pens - history, poetry, romance, travel, belle-lettres, actually in process of been sold over the counter in a single shop in a community which, after all, numbers only two million souls! How many Ontarian authors are there, and what proportion of their total number of readers is to be sought for within the confines of Ontario?"<sup>50</sup>

Il n'y a pas un grand nombre d'années cependant qu'Arthur Buies, avec une mélancolie qui ne lui était guère coutumière, écrivait: "Aux littérateurs, il ne faut pas songer encore". Chauveau<sup>51</sup> lui-même ne rapporte-t-il pas avoir entendu un jour un homme d'État dire d'un de ses amis: "Ce jeune homme ne fait rien... il écrit". (*L'instruction publique au Canada*, par P.-J.-O. Chauveau, à la page 722). Cette appréciation de mauvais aloi n'était-elle pas la réédition sous une autre forme de la boutade que l'on prête à Malherbe<sup>52</sup>, savoir qu'"un poète n'est pas plus utile ici-bas qu'un joueur de quilles".

Si les littérateurs reçoivent plus d'encouragement que du temps de Buies et si tous les esprits bien pensants admettent de nos jours qu'ils remplissent un beau rôle, il n'en reste pas moins vrai qu'ils sont encore trop nombreux ceux qui prétendent que les gens de lettres ne sont que de purs idéalistes, dénués de tout sens pratique. Pour réfuter cette opinion erronée est-il nécessaire de citer de nombreux exemples? Qu'il me suffise, M. l'Orateur, de mentionner que deux anciens premiers ministres de cette province, les honorables MM. Chauveau et Marchand<sup>53</sup>, savaient bien administrer les affaires publiques, ce qui ne les a pas empêchés de laisser dans le monde des lettres un nom aimé et respecté.

Parmi les membres de la génération actuelle, MM. Gonzalve Desaulniers<sup>54</sup> et Antoine Perrault, entre autres, ne méritent-ils pas le nom de littérateurs, tout en réussissant très bien dans une profession dont la langue et les termes n'ont rien que je sache de fleuri et d'absolument relevé et recherché. Sans sortir des limites de la vieille cité de Champlain<sup>55</sup>, est-ce que, par exemple, M. le juge Rivard<sup>56</sup> et M. Ferdinand Roy<sup>57</sup> ne publient pas des écrits remplis de savaeur bien que légistes distingués, l'un rendant des jugements élaborés et l'autre étant au palais un fort avocat et un adversaire redoutable?

Non, c'est une grave erreur de prétendre qu'un genre exclut l'autre, et la vie n'est-elle pas à la fois plus agréable et plus utile lorsqu'elle est partagée entre les arts d'agrément et les œuvres d'utilité pratique. D'ailleurs, la loi du travail est une loi qui oblige tout le monde, et ceux qui sont quelque peu doués n'ont pas le droit de s'y soustraire. Augustin Thierry<sup>58</sup> que l'on a surnommé l'Homère<sup>59</sup> de l'histoire disait peu de temps avant de mourir: "Si j'avais à recommencer ma route, je prendrais celle qui m'a conduit où je suis.

"Aveugle, souffrant, sans espoir et presque sans relâche, je puis rendre ce témoignage qui, de ma part, ne sera pas suspect: il y a au monde quelque chose qui vaut mieux que les jouissances matérielles, mieux que la fortune, mieux que la santé elle-même, c'est le dévouement à la science." Et le philosophe américain Emerson<sup>60</sup> disait à son tour: "Le vrai critérium de l'excellence d'une nation, ce n'est ni le chiffre de la population, ni la grandeur des villes, ni l'abondance des récoltes, mais l'espèce d'hommes que le pays a produit".

Avant de terminer, me permettez-vous, M. l'Orateur, de faire au gouvernement quelques suggestions d'ordre pratique, quant à la manière d'être réellement utile aux concurrents du prix que l'on veut bien fonder? Et d'abord, il ne saurait faire de doute, ceci est élémentaire, que le jury à être nommé devra être à la fois compétent et indépendant. En deuxième lieu, le prix en question devrait autant que possible être destiné aux jeunes hommes, afin de ne pas décourager ceux d'entre eux qui craindraient de rivaliser avec des littérateurs avertis et dont les œuvres ont déjà reçu les suffrages du public. Enfin, il serait important, suivant moi, de tenir compte non seulement du talent de l'auteur, mais de la somme de travail déployée et de l'aridité du sujet qui aura été choisi.

L'histoire nous apprend que "jadis, dans les vieilles provinces de France, les fondeurs de cloches passaient, convoquant tout le monde à jeter dans le creuset brûlant le métal dont sortirait la cloche sonore. Et donateur anonyme et mystérieux, chacun venait, jetant au brasier joyaux, or, argent ou métal, et de tous ces dons fondus et mêlés ensemble, amalgamés à jamais en une matière nouvelle et impérissable, sortait la cloche qui jetterait à tous, désormais, en une musique sonore, ses appels successifs d'espérance, de joie et de consolation". (*Les Vies nécessaires*, par Georges Maze-Sencier, aux pages 206 et 207)

Que les ouvriers de la pensée canadienne continuent leur œuvre admirable et qu'ils contribuent

chacun dans leur sphère d'action au progrès et à l'avancement de notre littérature nationale, se rappelant le mot de Gambetta<sup>61</sup>: "Partout où l'on fait un lecteur, on allume une intelligence et l'on éclaire une conscience". (Discours prononcé au banquet de LaFerté-Sous-Jouarre, le 14 juillet 1872. - *Discours et plaidoyers politiques de Gambetta*, volume 2, à la page 383)

Leur vie n'aura pas été ainsi inutilement vécue, et ils auront droit à la reconnaissance de tout un peuple fier de son passé et confiant dans ses glorieuses destinées.

(Applaudissements à droite)

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Pour se conformer aux plus saines traditions du Parti libéral, qui a toujours été le champion reconnu de la cause de l'éducation dans notre province, le gouvernement a compris qu'il ne suffisait pas de continuer ou de compléter les œuvres de nos prédécesseurs, mais qu'il ne fallait pas perdre de vue cet autre article de notre programme politique qui veut que nous allions toujours plus loin et toujours plus haut. Après avoir affermi les fondements de notre éducation supérieure, il vise maintenant à lui assurer son plein rapport, c'est-à-dire qu'il veut lui faire traduire ses fruits les plus savoureux en stimulant l'épanouissement de notre littérature nationale.

J'avoue que je ne suis pas un expert en la matière, mais je sais que la littérature d'un peuple a toujours été le meilleur thermomètre pour juger exactement de son degré de civilisation. Prenez l'histoire de France, par exemple, quel a été le siècle le plus glorieux de son existence? C'est incontestablement le siècle de Louis XIV<sup>62</sup>. Pourquoi? À cause des conquêtes accomplies sous son règne? À cause de l'essor donné par ses ministres ou au commerce ou à l'industrie ou au développement de ses colonies? Non, monsieur, mais bien à cause des œuvres littéraires si nombreuses et si parfaites que le XVII<sup>e</sup> siècle a vu éclore, dans notre ancienne mère patrie. Toutes ses autres gloires se sont évanouies tour à tour avec le temps, mais celle-ci est encore aujourd'hui aussi brillante que jamais.

Or, comment se fait-il, monsieur, qu'après des siècles d'existence, nous, Canadiens, qui avons hérité en ligne directe du tempérament et des qualités de cœur et d'esprit de nos glorieux ancêtres, nous en soyons encore à nous demander sérieusement si nous avons oui ou non une littérature nationale? Je comprends que, pendant longtemps, les circonstances ont été contre nous.

Évidemment, quand nous nous agitions entre la vie ou la mort, quand nos écoles primaires n'étaient pas même organisées, nous ne pouvions guère produire quelque chose de très remarquable, mais maintenant que nous jouissons de la paix, que nous sommes en pleine sécurité, maintenant que notre système d'éducation est à peu près complet, pourquoi serions-nous condamnés à la stérilité?

Les mêmes causes dans les mêmes circonstances ne devaient-elles pas produire les mêmes effets? Je suis convaincu que nous avons actuellement parmi nous des jeunes hommes qui ne demandent pas mieux que de s'affirmer, si nous pouvions seulement leur en fournir et l'occasion et les moyens. Pouvons-nous raisonnablement espérer que nos hommes de lettres donnent leur pleine mesure, lorsque nous savons tous que, dans un pays nouveau comme le nôtre, il est inouï qu'un écrivain ait pu vivre avec le produit de sa plume. Comment voulez-vous que nos hommes de lettres actuels fassent école et se trouvent des disciples et des imitateurs, lorsqu'il est entendu que la littérature seule ne peut conduire qu'à la misère.

La situation n'est pas nouvelle et les administrations précédentes ont bien tenté d'y remédier un peu en achetant et en distribuant, au nom du gouvernement, quelques centaines d'exemplaires des ouvrages les plus recommandables, ou bien en nommant les auteurs les plus méritants à des charges, plus ou moins rétribuées dans le service civil. Mais ce sera une des gloires du gouvernement actuel d'avoir encouragé nos littérateurs en un temps où on a tant recours à la générosité privée et d'avoir inauguré un système de prix qui pourra mettre un peu de pain sur la table de ceux qui consacrent leurs efforts à édifier notre renommée littéraire.

Il n'est que juste que ceux qui travaillent dans l'intérêt public vivent au moins des deniers publics. C'est ainsi que l'ont compris tous les bons gouvernements. Le siècle d'Auguste<sup>63</sup> a eu son mécène et Louis XIV lui-même n'a jamais mieux disposé de ses titres de noblesse et des ressources de son trésor, lorsqu'il les a employées à récompenser les génies littéraires qui se manifestèrent dans son royaume.

Cet encouragement est nécessaire. Les hommes bien pensants de la province le comprennent depuis longtemps, puisque des particuliers ont organisé à leurs frais des concours primés dans tous les genres de la littérature. Un tel encouragement est extrêmement opportun et mérite le soutien le plus chaleureux de la part de tous les citoyens de la province.

Nous n'avons pas le droit de nous en remettre indéfiniment à la générosité de l'initiative privée. C'est donc par esprit de justice et par zèle pour les intérêts de notre développement littéraire, que j'appuie aujourd'hui le gouvernement dans cette donation qui est appelée à faire rejaillir, sur toute la race, la gloire conquise par la plume de ses écrivains.

**M. Richard (Verchères)**<sup>64</sup>: J'ai l'honneur de représenter un comté rural dont la population, pour les trois-quarts, se compose d'agriculteurs, dont cette province à bon titre doit s'enorgueillir. Or, le gouvernement libéral de cette province, dans le passé, s'est montré très généreux pour les cultivateurs. Se rappelant que l'agriculture est la mère nourricière des peuples, comme jadis on l'a si bien dit en cette Chambre, il a établi et soutenu des écoles et des fermes où l'artisan du sol peut bénéficier des expériences et des leçons qui font les vrais cultivateurs.

Pour stimuler l'émulation, il a institué des concours où la meilleure pièce de blé et d'avoine sera primée, ce qui sera une double récompense pour les cultivateurs sérieux et intelligents. Le cultivateur fournit le froment, mais il est incontestable, pour la nation comme pour les individus, que la nation ne se nourrit pas seulement de pain. Le cultivateur de cette province le sait. Il faut pour l'âme de la nation, pour nourrir ses aspirations et satisfaire ses idées, une nourriture appropriée. Et qui fournira cette nourriture surnaturelle si ce n'est le travail, le talent et le génie de nos historiens, de nos poètes et de nos littérateurs et des artisans de la pensée canadienne.

Il est bien fécond le champ de notre pensée. Le sol de notre province est d'une merveilleuse fécondité, mais notre histoire est une admirable épopée. Elle a fécondé dans le passé et fera encore germer bien des fleurs du plus pur patriotisme. Le cultivateur veut que les pièces où elles fleurissent soient primées, comme le sont les pièces de blé, et que la récompense vienne stimuler le travail dans le champ de la pensée. Le gouvernement de cette province s'inspirera sans doute de la pensée des vaillants religieux et laïques qui n'ont jamais douté des ressources du peuple de cette province et de la fécondité de ses énergies dans le domaine des arts et des sciences.

Je crois accomplir mon devoir en appuyant sans restriction le principe du bill présenté par l'honorable secrétaire provincial. Le gouvernement libéral doit, à cette province, d'encourager la production d'œuvres littéraires pour la maintenir dans ce domaine, comme il l'a fait dans celui de l'art

agricole, au premier rang des provinces du dominion. Le gouvernement récompense les agriculteurs, les instituteurs; il est temps qu'il songe aux littérateurs et je félicite le secrétaire provincial de son excellent projet.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Le rôle qui nous a été tracé, c'est de perpétuer en Amérique les traditions et la langue de la France. Mais les moyens ne nous ont pas toujours été fournis pour cette noble mission. Nos littérateurs, qui ont voulu se faire les apôtres de cette mission, ont éprouvé bien des déboires, bien des souffrances.

Dans notre monde littéraire, Québec a toujours eu une large place, et, de notre ville sont sortis ce que nous comptons de plus purs en littérateurs et en historiens. Encore aujourd'hui, Québec est le centre d'un mouvement littéraire remarquable que l'on ne peut ignorer. Des sociétés littéraires se sont formées autour desquelles gravitent tout un essaim d'intellectuels, comme l'Institut canadien et la Société des arts, sciences et lettres, dont on suit avec tant d'assiduité les belles conférences.

Et que dire des écrivains qui sont sortis de Québec. Ils ont brillé dans notre ciel littéraire d'un pur éclat, mais au prix de quels sacrifices et de quelles privations. Nous avons eu Crémazie qui est mort misérable, en exil<sup>65</sup>. Il fut trop pauvre pour répondre à ses obligations. Que tout eût été changé pour lui s'il avait pu participer, dans son temps, à un prix de littérature ou s'il s'était trouvé des mécènes dans la politique. Il n'aurait peut-être pas eu une fin si mélancolique. La question d'argent ne l'eût pas alors forcé de quitter sa patrie et d'aller mourir en exil.

Et que d'autres de nos écrivains qui furent dans son cas nous avons eus, Napoléon Legendre<sup>66</sup>, Pamphile Lemay<sup>67</sup>, Edmond de Nevers<sup>68</sup>, Errol Bouchette<sup>69</sup>, Ernest Myrand<sup>70</sup>, qui tous, après une vie de sacrifices et de travail opiniâtre pour doter notre littérature de brillants ouvrages, sont morts pauvres. Un prix de littérature les eût aidés à adoucir leur travail, une situation plus aisée les eût mis en état de cultiver plus librement leur art et d'atteindre leur idéal, et c'est ainsi que notre pays eût participé davantage à leurs travaux. La plupart de nos écrivains, pour subvenir à leurs besoins journaliers, durent cependant avoir recours au gouvernement, et nous les avons vus à peu près tous membres distingués du Service civil.

Un grand besoin se faisait donc sentir depuis longtemps de l'encouragement officiel pour nos littérateurs et il faut féliciter sincèrement le gouvernement, et en particulier l'honorable

secrétaire provincial, pour la belle et noble initiative qu'il prend aujourd'hui en fondant un prix de littérature. Il y avait une grande lacune à combler de ce côté; l'honorable secrétaire provincial vient de nous montrer qu'il la comblait magnifiquement. Il était bien qualifié pour cela.

L'honorable secrétaire provincial possède ce que chez nous, d'après un journaliste français, on estime au plus haut degré chez les hommes représentatifs d'une race et d'une tradition: la netteté d'âme, la loyauté de conscience, la pureté des convictions, le courage moral s'exprimant dans la spontanéité du geste, et aussi la vivacité d'esprit, l'éloquence hardie et le bonheur des mots qui sont la preuve bien française d'un caractère.

Parlant de nos écrivains québécois, il (M. Cannon) fait une délicate allusion à M. L.-P. Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, qui, en qualité d'officier de la Société du parler français, consacre ses loisirs à purger notre langue et à conserver nos vieux mots français.

(Applaudissements de la Chambre)

J'ai confiance, dit-il, dans l'impartialité du jury qui sera choisi pour juger nos écrivains.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Lemay (Sherbrooke):** Permettez à une humble voix des Cantons-de-l'Est de venir s'unir à celles qui, cet après-midi, ont loué l'initiative que vient de prendre le secrétaire provincial. Ce dernier acceptera, sans doute, mes félicitations que je veux faire sans flatterie. Je crois, en effet, que l'auteur de la présente loi s'attend à autre chose qu'à une inondation de couronnes de fleurs. Il fait ici, comme toujours, son devoir, et quand on sent en son cœur qu'il a rempli son devoir, tout son devoir, c'est sa plus belle récompense. Et ce que je dis en ce moment s'applique à l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) et à celui de l'Agriculture (M. Caron) dont le dévouement, le travail et l'énergie ont été la source d'un si grand développement pour la province.

Nous avons constaté depuis 20 ans et nous constatons chaque jour l'avancement considérable fait à notre province dans toutes les sphères. Québec possède aujourd'hui des ouvriers habiles entre tous; nos agriculteurs font une culture intelligente, nos commerçants sont les égaux de qui que ce soit, et nous prenons chaque jour une place plus grande et plus enviable dans le monde financier. Le secrétaire provincial comprend bien cela. Il veut qu'on sache qu'il existe un petit coin de terre en Amérique où il y a un esprit latin qui est très vivant et qui veut vivre sa propre vie.

Le rôle des gouvernements, c'est d'éclaircir, de soutenir et de combattre; nous voulons, par tous les moyens, éclairer notre peuple; nous voulons le soutenir dans sa marche, et nous combattons les ennemis qui, au dehors ou au-dedans, voudront l'empêcher de se développer selon ses traditions religieuses et nationales, et selon sa vocation de race latine. La mesure présentée aujourd'hui contribuera à ce développement.

La littérature est en effet la vie intellectuelle d'un peuple; c'est le reflet de son âme, reflet qui s'aperçoit à travers les siècles, longtemps après que le corps de la nation s'est désagrégé. Ce qui fera vivre l'ancienne Grèce, ce ne sont pas les héroïques guerriers de Sparte, mais les littératures d'Athènes. Longtemps encore, après la disparition complète du forum romain, vivra le souvenir de Cicéron<sup>71</sup>, l'orateur à la langue d'or, qui y débitait les discours qui font même de nos jours le charme de ceux qui les lisent.

La civilisation française ne serait pas ce qu'elle est si nous n'avions eu Corneille, Racine, Molière, ces pionniers d'une littérature qui, depuis, a produit une si grande floraison d'œuvres de toutes sortes. J'irai plus loin et dirai que les plus grands rois d'Angleterre seront depuis longtemps sortis de votre mémoire, le grand empire britannique sera disparu depuis des siècles avant que la dent de l'oubli n'ait attaqué une seule lettre du nom de Shakespeare, de Byron ou de Burns<sup>72</sup>.

Un peuple vit dans le présent, mais beaucoup par le passé et pour l'avenir. Nous voulons être de notre temps, chanter notre passé et travailler pour l'avenir. Nous voulons, par la littérature, dire aux générations futures que les législateurs de 1921<sup>73</sup> ont travaillé pour la gloire et la grandeur de notre race et de notre province.

Mais tout ce progrès n'a eu pour résultat que de nous placer sur un pied d'égalité avec les autres races, les autres provinces. Il faut briller sur un point, et c'est ce qu'ont compris nos gouvernants en fondant un prix de littérature qui encouragera tous ceux qui veulent participer à la création de notre littérature nationale. C'est dans le domaine de la littérature que la province de Québec doit surtout briller au-dessus de l'élément anglo-américain. J'entendais, il y a un instant, l'honorable député de Drummond (M. Laferté), suggérer que l'on donnât le nom de l'honorable secrétaire provincial au prix qui sera donné en vertu de la présente loi. J'en suis de tout cœur, le prix David vaincra, je l'espère, le Goliath des préjugés que l'on tente d'amonceler contre nous, contre notre langue.

Je suis heureux de constater une autre chose dans ce projet de loi. C'est qu'il étendra son encouragement à nos amis écrivains de langue anglaise. C'est continuer nos généreuses traditions. Vivant dans les Cantons-de-l'Est en voisinage constant avec les Anglais, j'en suis heureux. Et, habitués comme tous à demander la justice pour tout le monde, je ne puis que voir avec satisfaction que le gouvernement a décidé d'accorder la même bienveillance aux écrivains anglais et aux écrivains français.

Pour ma part, je serai fier le jour où je verrai un nouveau chef-d'œuvre s'ajouter à la littérature anglaise, grâce à l'encouragement d'un gouvernement canadien-français. Nous croyons en effet, nous catholiques et Canadiens français, que si nous voulons avoir justice pour nous et les nôtres, nous devons réclamer cette même justice pour tout le monde. Nous sommes heureux d'aider les enfants de langue anglaise à apprendre une langue maternelle, et nous sommes fiers d'aider leurs intellectuels à se perfectionner et à devenir quelqu'un.

Ce geste que nous faisons aujourd'hui ne restera pas inconnu. De la vieille cité de Champlain, il s'étendra de tous côtés jusqu'au-delà même de la rivière Ottawa dans la province voisine où il sera, nous l'espérons, imité.

Ce flambeau de justice fera pénétrer ses rayons partout, éclairera nos compatriotes et les habitants des autres provinces. Grâce à lui, de l'Atlantique au Pacifique, l'on verra enfin l'âme véritable de notre race canadienne-française.

(Applaudissements de la Chambre)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

## Questions et réponses:

### Ouverture d'un chemin conduisant aux mines Montauban

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Des citoyens du Lac-aux-Sables, depuis 1916, ont-ils demandé de l'argent au gouvernement pour l'ouverture d'un chemin conduisant aux mines Montauban?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date; *b.* par qui; *c.* quelle somme a été accordée; *d.* combien a été dépensé?

3. Ce chemin a-t-il été tout construit?

4. Un pont a-t-il été construit à cet endroit sur la rivière Batiscan?

5. Dans l'affirmative, combien a coûté ce pont?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Le conseil municipal de Saint-Rémi du Lac-aux-Sables a demandé un octroi pour l'ouverture d'un chemin conduisant aux mines Montauban.

2. *a.* 3 mars 1919; *b.* Par le conseil municipal de Saint-Rémi du Lac-aux-Sables; *c.* \$1,000.00; *d.* \$1,002.70.

3. Non.

4. Oui.

5. \$3,752.61.

#### **Cercle agricole, usage d'un animal**

**M. Renaud (Laval):** 1. Des plaintes ont-elles été portées au gouvernement par un citoyen du Lac-aux-Sables au sujet d'un animal pour l'usage du Cercle agricole?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la réponse du gouvernement?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. et 2. Non.

#### **Demandes de documents:**

##### **Société d'agriculture des Deux-Montagnes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, la copie de toute correspondance, télégramme, etc., entre toutes personnes et le gouvernement depuis 1918, au sujet de la Société d'agriculture des Deux-Montagnes et de son exposition annuelle.

Adopté.

##### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 amendant la charte de la

Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

##### **Acte de vente de Dalbec à S. F. Williamson**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 ratifiant un certain acte de vente de Alfred Dalbec à Suzan Frozine Williamson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Successions de J. B. et H.-J.-B. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule-Jean-Baptiste Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Synode diocésain de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 attribuant au Synode diocésain de Montréal, avec plus amples pouvoirs, ceux que conférait au Synode provincial de l'Église anglicane, l'acte de la ci-devant province du Canada, 29 et 30 Victoria, chapitre 15, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Association des gardes-malades**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Louiseville**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Thetford Mines**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, le bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 amendant la charte de la ville de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la ci-devant ville du Sault-au-Récollet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### **NOTES**

1. *L'Événement* du 27 janvier 1922, à la page 1, rapporte qu'en raison du dépôt du bill sur le prix David, "Jamais on n'avait vu entrer un si beau public dans les galeries".

2. Le comté de Mégantic faisait partie des 12 circonscriptions électorales privilégiées, lors de l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, ce que l'on appelle communément des comtés protégés. L'article 80 de l'A.A.N.B. stipulait que ces circonscriptions, à majorité anglophone, ne pouvaient être modifiées par l'Assemblée législative, à moins



d'obtenir le concours de la majorité absolue des députés qui représentent ces circonscriptions électorales. Cette procédure d'exception ne sera abolie qu'en 1970.

3. *L'Action catholique* du 27 janvier 1922, à la page 1, mentionne que M. David a lu son discours.

4. Roman du terroir québécois de Louis Hémon (1880-1913) publié en 1914.

5. Nom donné par *L'Événement* du 27 janvier 1922, à la page 1. *La Patrie* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt Maria Bédard.

6. Charles Le Goffic (1863-1932), écrivain français dont la majeure partie de l'œuvre est consacrée aux gens et choses de Bretagne.

7. Thomas Corneille (1625-1709), écrivain et poète dramatique français.

8. Jean Racine (1639-1699), poète dramatique français.

9. George Gordon Byron, dit Lord (1788-1824), poète anglais.

10. William Shakespeare (1564-1616), poète dramatique anglais.

11. Arthur Buies (1840-1901), journaliste, homme de lettres et fonctionnaire.

12. Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière (1622-1673), auteur dramatique et comédien français.

13. Nicolas Boileau (1636-1711), écrivain et poète français.

14. Maurice Du Plessys (1864-1924), poète français.

15. Anatole France (1844-1924), écrivain français.

16. Apollonius de Rhodes (vers -295 av. J.-C. à -215 environ), poète et grammairien grec.

17. Émile Nelligan (1879-1941), poète canadien-français qui, dès 1899, sombra dans la folie et mourut sans avoir recouvré la raison.

18. Charles Gill (1871-1918), peintre et poète canadien-français.

19. Robert Pellevé de La Motte-Ango, marquis de Flers (1872-1927), auteur dramatique français.

20. René Doumic (1860-1937), historien de la littérature, critique littéraire et essayiste français.

21. François-Xavier Garneau (1809-1866), notaire de profession. Considéré comme le premier historien canadien-français.

22. Jean Charbonneau (1875-1960), poète français fondateur de l'École littéraire de Montréal, dont le plus célèbre représentant fut Émile Nelligan.

23. John George Lambton, 1<sup>er</sup> comte de Durham (1792-1840). Il fut dépêché au Bas-Canada en 1838-1840 suite aux révoltes des patriotes pour trouver une solution à leurs revendications. Il est l'auteur d'un rapport, le rapport Durham, dans lequel il recommande l'union du Haut et du Bas-Canada. Dans son discours, M. David fait allusion au jugement péremptif de Lord Durham qui considérait en substance que le peuple canadien-français n'avait ni culture ni histoire.

24. Octave Crémazie (1810-1872), libraire, écrivain et poète canadien-français.

25. Louis Fréchette (1839-1908), journaliste, écrivain et homme politique canadien-français.

26. *Le Soleil* du 27 janvier 1922, à la page 1, attribue cette parodie à Léon Gozlan (1806-1866), journaliste et romancier français.

27. John Boyd (1864-1933), journaliste, historien. Son ouvrage *Sir George-Étienne Cartier, baronnet. Sa vie et son temps* a été publié en 1918 pour commémorer le centième anniversaire de l'ancien premier ministre.

28. Sir George-Étienne Cartier (1814-1873), homme politique et premier ministre du Canada-Uni en 1857 avec J. A. MacDonald. Boyd écrivit un ouvrage sur lui en 1914.

29. Traduction: C'est seulement ce à quoi on peut s'attendre de la part d'un gouvernement éclairé, et cela constitue un autre exemple du vrai libéralisme et de la largeur d'esprit de la province de Québec qui place toutes les races sur un pied d'égalité et ne tient compte que du mérite.

30. Jean Richepin (1849-1926), écrivain français.

31. *L'Événement* du 27 janvier 1922, à la page 3, rapporte que M. David fait allusion à "mademoiselle Diana Rice, la collaboratrice du *Times* de New York,

qui nous accuse de ne pas parler un bon français". *La Patrie* du même jour, à la page 8, précise que le secrétaire fait allusion "à un article paru dans le *New York Times* dimanche dernier, le 22 janvier, et dans lequel une femme écrit qu'elle est passée à Québec et qu'elle n'a pu se faire comprendre."

32. Émile Fayolle (1852-1928), maréchal de France s'étant particulièrement distingué durant la Première guerre mondiale.

33. Eugène Duthoit (1869-1944), économiste français. Orienté très jeune vers le catholicisme social, il devient professeur de droit constitutionnel (1898), doyen de la faculté catholique de droit de l'Université catholique de Lille, président des Semaines sociales dont il fut président de 1919 à 1944. Il visite le Canada en 1917 en compagnie de François Veuillot pour une mission de propagande visant à encourager l'effort de guerre et resserrer les liens entre la France et les Canadiens français.

34. René Bazin (1853-1932), écrivain et professeur de droit. Il collabore à la *Revue des Deux Mondes* à partir de 1890.

35. René Viviani (1863-1925), homme politique français. De tendance anticléricale, député socialiste (1893-1902 et 1906-1922), ministre du Travail (1906-1910), fondateur du Parti républicain socialiste (1910), ministre de l'Instruction publique (1913-1914), président du Conseil (1914-1915), ministre de la Justice (1915-1917), puis sénateur à partir de 1922.

36. L'abbé Charles Thellier de Poncheville (1875-1956), écrivain français.

37. François Veuillot (1870-1952), visite le Canada en 1917 en compagnie d'Eugène Duthoit pour une mission de propagande visant à encourager l'effort de guerre et resserrer les liens entre la France et les Canadiens français. Neveu de Louis Veuillot (1813-1883), journaliste catholique français, rédacteur en chef de *L'Univers*, organe de tendance ultramontaine.

38. Jules Jusserand (1855-1932), diplomate et angliciste français. Ambassadeur au Danemark (1898), aux États-Unis (1902-1920), chef de la mission française en Pologne, lors de la guerre contre la Russie (1920). Il a écrit de nombreux ouvrages sur l'Angleterre.

39. Fernand Labori (1860-1917), avocat français qui s'illustra notamment dans l'affaire Dreyfuss (1899).

40. Raymond Poincaré (1860-1934), homme d'État français. Président du Conseil (janvier 1922-1924) aux Affaires étrangères.

41. M. Laferté a cité cet extrait d'un article de *La Patrie*, du 14 janvier 1922.

42. Archibald Campbell (1790-1862), notaire royal et seigneur bas-canadien. Exerçant sa profession à Québec, il sera le protecteur de François-Xavier Garneau. Seigneur du Bic à partir de 1922.

43. L'abbé Camille Roy (1870-1943). Ordonné prêtre le 19 mai 1894, il reçoit l'année suivante un doctorat en philosophie de l'Université Laval. En 1898, il se rend à Paris où il obtient, en 1900, une licence ès lettres de la Sorbonne. Professeur au Petit Séminaire de Québec, il enseigne en plus la littérature française à l'Université Laval. En 1922, il est nommé supérieur du Séminaire et par le fait même recteur de l'Université Laval, poste qu'il occupera quatre fois, soit de 1922 à 1924, en 1929, de 1932 à 1938 et de 1940 à 1943. Outre ses fonctions religieuses et universitaires, Camille Roy s'illustre dans le domaine de la littérature en publiant plusieurs articles et livres dont *Nos origines littéraires* (1909), *Propos canadiens* (1912), *Études et croquis* (1928) et un *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française* (1918). Fondateur de la revue *Le Canada français*, Mgr Roy obtient la médaille d'or de langue française de l'Académie française. Fait chevalier de la Légion d'honneur en 1928, il est aussi membre de la Société Royale du Canada et de la Société du parler français au Canada.

44. Edmond Huot de Goncourt (1822-1896), historien et écrivain français dont le testament institua l'Académie Goncourt (1902) composée de dix membres décernant chaque année un prix "au meilleur volume d'imagination en prose".

45. Plinie le Jeune (61 - vers 114), écrivain latin.

46. Étienne Parent (1802-1874), journaliste, il est rédacteur au *Canadien* (1822-1825) qu'il va ressusciter en 1831.

47. Louis-Joseph-Marie Quesnel (1746-1809), marchand, compositeur d'opéra, poète et dramaturge.

48. Joseph Mermet (1775-1828), né en France, immigré au Canada et prend part à la bataille de Châteauguay (1813). Son texte *La victoire de Châteauguay* célèbre cet épisode de la guerre de 1812.

49. Michel Bibaud (1782-1857), journaliste et historien bas-canadien.

50. *Traduction*: On peut facilement remplir une page avec les noms de ceux qui ont écrit des livres de poèmes ou de prose, au cours des vingt dernières années au Québec. Mais mon but n'est pas de faire un résumé de la littérature du Québec; c'est surtout de démontrer que la littérature française de cette province est une chose qui vit, qui respire, et que chaque voyageur qui visite le pays ou qui souhaite le découvrir devrait connaître un peu. L'été dernier, j'ai dénombré pas moins de 90 volumes d'auteurs québécois sur les tablettes d'un libraire de Québec. Pensez à ce que cela signifie: 90 volumes de presque toutes les sortes: histoire, poésie, roman, voyages, belles-lettres en voie d'être vendus par-dessus le comptoir dans un seul magasin dans une communauté qui, après tout, n'est que de deux millions d'âmes! Il y a là combien d'auteurs ontariens, et quelle proportion de leur nombre total de lecteurs peut-on retrouver dans les limites de l'Ontario?

51. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1820-1890), premier ministre de la province de Québec de 1867 à 1873.

52. M. Laferté fait probablement allusion ici à François de Malherbe (1555-1628), poète français.

53. Félix-Gabriel Marchand (1832-1900), premier ministre du Québec de 1897 à 1900.

54. Gonzalve Desaulniers (1863-1934), journaliste, poète et avocat. Nommé juge en 1923.

55. Samuel de Champlain (vers 1567-1635), explorateur et colonisateur français. Fondateur de la ville de Québec (1608) et lieutenant-gouverneur de la colonie à partir de 1619.

56. Adjutor Rivard (1868-1945), principal fondateur de la Société du parler français et auteur de plusieurs ouvrages sur la langue française au Canada dont un "Chez nous", a été couronné par l'Académie française en 1920.

57. Ferdinand Roy (1873-1948) avocat, professeur de droit et juge, il a publié une brochure qui a eu du retentissement, *L'appel aux armes* (1917), et différentes études littéraires ou légales.

58. Augustin Thierry (1795-1856), historien et écrivain français.

59. Homère (vers -900), poète mythique à qui l'on attribue l'*Illiade* et l'*Odyssée*, premiers monuments de la littérature grecque.

60. Ralph Waldo Emerson (1803-1882), essayiste, poète et philosophe américain.

61. Léon Gambetta (1838-1882), homme politique français.

62. Louis XIV le Grand (1638-1715), roi de France de 1643 à 1715. Il gouverne réellement à partir de 1661.

63. Auguste (-63 à 14 ap. J.-C.), empereur romain dont le règne est désigné comme *le siècle d'Auguste*, l'âge d'or du classicisme romain avec des hommes de lettres comme Virgile, Horace, Tibulle et Ovide.

64. *L'Événement* du 27 janvier 1922, à la page 10, souligne que c'est le premier discours en Chambre de M. Richard. Certains journaux placent l'intervention de M. Richard avant celle de M. Lemay; cependant, nous avons donné priorité à l'ordre des discours tel qu'énoncés dans la majorité de nos sources.

65. Octave Crémazie mourut au Havre en France, en 1879.

66. Napoléon Legendre (1841-1907), avocat, journaliste et écrivain.

67. Pamphile Lemay (1837-1918), avocat, écrivain et bibliothécaire. Nommé bibliothécaire de l'Assemblée législative (1867-1892) par le premier ministre P.-J.-O. Chauveau, il en est le principal bâtisseur.

68. Edmond Boisvert, dit de Nevers (1862-1906), écrivain, artiste, traducteur et journaliste. Polyglotte, il vécut en Europe de 1888 à 1900, séjours entrecoupés par quelques visites au Québec. Auteur de plusieurs ouvrages et articles relatifs à l'avenir du peuple canadien-français.

69. Robert-Errol Bouchette (1862-1912), avocat, journaliste et auteur. À partir de 1885, il est actif dans plusieurs journaux comme *La Revue canadienne*, *L'Étendard*, *L'Électeur*, le *Montreal Herald*. Jusqu'à son décès, il sera très engagé dans la vie intellectuelle et les débats qui animent le Canada français.

70. Ernest Myrand (1854-1921), historien et journaliste attaché au *Canadien*, puis devient fonctionnaire. Registraire au Secrétariat provincial dès 1902, il est lui aussi l'auteur de quelques ouvrages historiques et membre de la Société royale du Canada à partir de 1909.

71. Marcus Tullius Cicero (vers -106 à vers -43 av. J.-C.), homme politique et orateur latin.

72. Robert Burns (1759-1796), poète écossais.

73. Date de *La Tribune* du 27 janvier 1922, à la page 1. *Le Devoir* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 1922.

Séance du vendredi 27 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à midi<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Joseph Beaubien et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Union des municipalités de la province de Québec (M. Thériault);

- de James Dance, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Vautrin).

**École technique  
de Trois-Rivières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 33 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, concernant l'entretien de certains enfants dans leur école d'industrie.

Adopté.

**Questions et réponses:**

**Achat de marchandises  
de MM. Hamon et Hess  
par le gouvernement**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement, depuis 1919, a-t-il acheté des marchandises de Hamon et Hess, de Montréal?

2. Pour quelle somme chaque année?

3. Quelles maisons représentent MM. Hamon et Hess?

4. Est-il vrai que le gouvernement aurait été informé que ces messieurs ne sont que des prête-noms?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Non.

2. ...

3. Le gouvernement n'en sait rien.

4. Non.

**Léopold Desforges**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 74 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold Desforges à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**René Therrien**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Therrien à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Nellie Blanche McGowan**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 64 changeant le

nom de Nellie Blanche McGowan en celui d'Hélène McGowan McKim.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Max Liverman**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 71 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Max Liverman au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Société des missions étrangères de la province de Québec**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 constituant en corporation la Société des missions étrangères de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Herman Barrette**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Herman Barrette à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Succession Hunter-Evans**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 confirmant une convention entre dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans, *et al.*, et ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires, en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora Hunter et confirmant leurs pouvoirs, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre soit ajournée.

**M. l'Orateur:** À quand?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
À lundi après-midi à quatre heures.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure<sup>2</sup>.

## NOTES

1. Selon *Le Canada* du 28 janvier 1922, à la page 7, M. Sauvé est absent car il souffre d'une attaque de bronchite. *L'Action catholique* du même jour, à la page 9, mentionne que M. Dufresne (Joliette) remplit les fonctions du chef de l'opposition. *L'Événement* toujours du même jour, à la page 3, précise que, pour cette raison, "par délicatesse, le premier ministre n'a voulu faire étudier aucune des mesures du gouvernement".

2. Pour sa part, *L'Événement* du 28 janvier 1922, à la page 3, mentionne que la séance n'a duré que 10 minutes.





## Séance du lundi 30 janvier 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Joseph Beaubien et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Union des municipalités de la province de Québec (M. Thériault);

- de James Dance, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Vautrin).

## Questions et réponses:

Chiffre d'affaires  
de la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel chiffre d'affaires, par mois, la Commission des liqueurs a-t-elle fait depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre?

2. Quelles sont les dépenses que la Commission a faites par mois depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre, pour administrer la vente des liqueurs?

3. Quels sont les profits de la Commission, par mois, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre?

4. À combien se sont élevés les frais d'installation pour loyers ou achats d'immeubles, pour bureaux, magasins, entrepôts, etc.?

## L'honorable M. Nicol (Richmond):

1. Mai .....	\$ 291,084.79
Juin .....	536,786.28
Juillet.....	761,214.07
Août.....	1,070,851.95
Septembre.....	1,184,802.43
Octobre.....	1,294,687.11

Novembre.....	\$1,627,293.84
Décembre.....	<u>2,559,146.13</u>

\$9,325,866.60

2. Mai .....	\$ 107,951.28
Juin.....	122,059.40
Juillet.....	130,037.10
Août.....	108,168.40
Septembre .....	194,353.72
Octobre.....	198,282.15
Novembre.....	170,941.91
Décembre.....	<u>203,390.28</u>

\$1,235,184.24

3. Impossible de répondre à cette question.

4. \$85,237.42.

Licences accordées  
aux clubs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. À combien de clubs la Commission des liqueurs a-t-elle accordé des licences: *a.* dans la province; *b.* à Montréal; *c.* à Québec; *d.* à Hull?

2. Quels sont les noms de ces clubs?

3. Quels sont les noms *a.* des personnes qui ont demandé ces licences; *b.* des propriétaires et directeurs de ces clubs?

4. Des plaintes ont-elles été faites contre certains propriétaires de ces clubs?

5. Des amendes ont-elles été payées par ces clubs?

6. Quels sont ces clubs?

## L'honorable M. Nicol (Richmond):

1. <i>a.</i> .....	13
<i>b.</i> .....	36
<i>c.</i> .....	1
<i>d.</i> .....	0

2. Dans la province: Country Club; The Royal Ottawa Club; Royal Montreal Golf Club; Royal St. Lawrence Yatch Club; Forest & Stream Club; Beaconsfield Golf Club; Club Laval sur le Lac; St-George Club; Club Maskoutain; Club Lemoyne; White Elephant Club; Club des Chutes; Club Saint-Maurice.

À Montréal: Ar.-A.-Wanna Social Club; Army and Navy Veteran Association; Buffalo Club; Canada Club; Canadian Commercial Club; Club Canadien; Colonial Political Club; Eagle Social Club; Engineers Club; Club Garneau-Taschereau; Golfers Club of Montreal; Hampstead Club Inc.; Club des Journalistes; Club Lafrance; Lithunian Withold Ind. Club; Loyal Order of Moose; Montefiore Club; Montreal Club; Montreal Hunt Club; Montreal Reform Club; Mont-Royal Club; National Club; New Maimonides Club; Club Ouvrier, Inc.; Club Papineau; Railway Employees Club; Railway & Steamship Employees Club, Club Social Laurier; Club Saint-Denis; St. James Club; Standard Club; Touring Club of Montreal, Union Club, Cercle Universitaire, University Club, Utopia Club.

À Québec: Quebec Garrison Club.

3. Dans la province: W. E. Hodgins, N. G. Larmonth, Richard F. Fairbrother, Malcolm McIntyre, Harold M. Smith, Alexander Percy Lomas, Paul-Em. Joubert, John H. Blue, Exias Brodeur, Rosario St-Germain, Thomas O'Neil, Lucien L'Heureux, Albert Dansereau.

À Montréal: Thomas John Hughes, Harry Colborne, Richard Watt, William Goldsworth, Philippe Lazarus, Wilfrid Emond, Oscar Reinhart, Richard Know, Courtland Strange, Alex. Lemay, Patrick Harlow, Oscar Beauchamp, Fernand Dansereau, Charles Du Prey, John Prosaites, George Walker, John C. Lanshston, Henri N. Johnston, James R. Innes, Robert E. Frappier, R. M. Hill, K. R. Stokes, Adolphe Stark, Gustave Francq, Louis Labelle, Will. John Cook, Arthur F. Brunet, F. L. Crevier, Joseph-Ernest Lippé, E. Blake Johnson, James B. Harris, J.-Bte Poitier, Arthur Marchand, Aim. Cousineau, Philippe R. Lyman, Madison Smith.

a. Québec: W. H. Patry.

b. La Commission n'a pas ces noms.

4. Non.

5. Non.

6. Non.

### Vente de bière

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelle est la somme que le gouvernement a perçue depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre de la même année sur la vente de la bière dans cette province?

2. Est-il vrai que le gouvernement a l'intention de modifier la loi des liqueurs relativement à la vente de la bière?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. \$515,250.99.

2. Le gouvernement fera connaître les amendements qu'il propose d'apporter à la loi des liqueurs au cours de la présente session.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À la fin de la session<sup>2</sup>?

### Livraison de liqueurs à l'extérieur de la province

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Commission des liqueurs a-t-elle, par elle-même ou ses agents, expédié ou permis d'expédier des chars de liqueurs ou partie de chars en dehors de la province?

2. Dans la négative, sait-elle qu'une semblable expédition de liqueurs se serait faite dans le cours de l'été dernier?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non.  
2. Non.

### Emprunts effectués par la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle effectué des emprunts?

2. Dans l'affirmative, quand et à quelles banques?

3. Dans quelles banques les sommes d'argent perçues par la Commission ont été déposées, suivant l'article 16 de la loi des liqueurs alcooliques?

4. Quelles sommes d'argent perçues par ladite Commission ont été remises à la province chaque mois depuis le 1<sup>er</sup> février 1921 (suivant l'article 17 de la loi des liqueurs)?

5. Quelles sommes provenant de ces dites remises font maintenant partie du fonds consolidé du revenu de la province (suivant l'article 18 de la loi des liqueurs)?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. À différentes dates, suivant les besoins de son commerce, à la Banque de Montréal et à la Banque d'Hochelaga.

3. Banque de Montréal et Banque d'Hochelaga.

4. et 5. (Voir la liste à la page suivante)

4. et 5. Septembre 1921 .....	\$ 600,000.00
Octobre 1921 .....	58,537.21
Novembre 1921 .....	1,233,861.74
Janvier 1922 .....	1,000,000.00

#### **Succursales de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est le magasin ou entrepôt que possède la Commission des liqueurs à Montréal?

2. Dans quel quartier de la ville?

3. Quel est le nombre des succursales de ce magasin ou entrepôt dans les cités et villes de la province?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Celui situé au No 3675 Est, rue Notre-Dame.

2. Mercier.

3. 71.

#### **Allocations aux sociétés d'agriculture**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelles allocations ou sommes d'argent le gouvernement a-t-il accordées aux sociétés d'agriculture, chaque année, depuis 1916?

	<i>Année 1915-16</i>	<i>Année 1916-17</i>	<i>Année 1917-18</i>	<i>Année 1918-19</i>	<i>Année 1919-20</i>	<i>Année 1920-21</i>
Québec .....	\$12,284.20	\$11,087.78	\$11,695.30	\$11,334.58	\$11,694.32	\$12,299.10
L'Islet .....	760.90	1,018.60	1,259.70	1,695.73	1,754.80	2,329.00
Rimouski .....	818.70	912.70	829.00	3,309.60	2,640.55	1,359.40
Portneuf .....	1,800.90	1,663.80	2,019.80	1,904.50	3,816.52	4,333.08
Trois-Rivières .....	6,712.70	6,713.90	6,960.10	7,464.00	6,721.70	6,719.60
Beauharnois .....	7,130.40	8,655.22	3,796.98	9,174.74	6,630.40	6,789.00
Sherbrooke .....	10,469.40	10,518.20	10,384.28	10,302.44	10,306.56	10,323.50
Argenteuil .....	923.70	874.30	1,543.46	1,127.10	1,717.20	770.00
Joliette .....	1,185.95	2,993.60	1,706.76	1,581.45	1,854.50	4,852.80
Deux-Montagnes .....	989.00	1,103.40	2,201.00	2,417.40	2,588.00	1,169.60
L'Assomption .....	776.00	907.10	854.10	700.70	835.10	1,292.63

#### **Percepteur du revenu à Hull**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Qui était percepteur du revenu à Hull en 1920 et au mois de mai 1921?

2. Qui était sous-percepteur?

3. Ces personnes ont-elles été destituées?

2. Quelle part chacune des sociétés d'agriculture ou compagnie d'exposition dans la ville de Québec, dans les comtés de L'Islet, Rimouski, Portneuf, Trois-Rivières, Beauharnois, Sherbrooke, Argenteuil, Joliette, Deux-Montagnes et L'Assomption?

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. 1915-1916 .....	\$ 67,160.19
1916-1917 .....	71,926.40
1917-1918 .....	75,593.84
1918-1919 .....	75,846.51
1919-1920 .....	101,890.88
1920-1921 .....	100,615.64

2. (Voir le tableau ci-dessous)

4. Dans l'affirmative, pourquoi?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Hector Laflamme.

2. J.-E. Laflamme.

3. Le percepteur a été destitué.

4. Parce que le gouvernement a cru devoir le remplacer dans l'intérêt public.

### **Rapport de M. Amyot au sujet de la prison de Québec**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement refuserait-il à un député de prendre connaissance du rapport de M. Willie Amyot au sujet de la prison de Québec?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, pourvu que ce député traite comme confidentiels les renseignements fournis par M. Amyot.

### **Gare centrale pour les chemins de fer à Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que le major Lyons, de Montréal, aurait soumis au premier ministre de la province un projet pour l'établissement dans la métropole d'une gare centrale pour les chemins de fer canadiens nationaux?

2. Dans l'affirmative, cette question serait-elle du ressort du gouvernement de Québec?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le major Lyons, de Montréal, a soumis au premier ministre les grandes lignes d'un projet qui, toutefois, paraît être plutôt du ressort du gouvernement fédéral.

### **Nombre d'arrêtés en conseil de mars 1921 au 10 janvier 1922**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien d'arrêtés en conseil ont été pris par le gouvernement, depuis le mois de mars 1921 jusqu'au 10 janvier 1922?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1992.

### **Abolition des tavernes**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement ou la Commission des liqueurs a-t-il reçu des requêtes ou tout autre document, lettres, etc., demandant l'abolition des tavernes?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de se rendre à telle demande?

3. Ou va-t-il amender la loi de façon à changer le régime actuel des tavernes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. En réponse à la première question, le gouvernement a reçu des représentations dans ce sens.

2. et 3. Le gouvernement fera connaître au cours de la session, les amendements qu'il entend proposer à la loi des liqueurs qui régit actuellement la province.

### **Taxation des institutions religieuses**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Est-il vrai que le gouvernement a reçu copie d'une résolution du conseil de la ville de Lévis demandant le rappel de la loi conférant le droit de taxer les institutions religieuses, article 5729, S.R.Q., section 2?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement aurait-il l'intention de rappeler cette loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Oui.  
2. À l'étude.

### **Demandes de documents:**

#### **Employés de la Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Quels sont les noms et adresses des inspecteurs, commis et autres employés de la Commission des liqueurs de Québec;

2. Quelles sont les fonctions assignées à chacun d'eux et quel salaire retirent-ils?

Adopté.

### **Dépôt de documents:**

#### **Employés de la Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1922, pour communication d'un état indiquant les noms et adresses des inspecteurs, commis et autres employés de la Commission des liqueurs de Québec; 2. les fonctions assignées à chacun d'eux et quel salaire ils retirent. (Document de la session no 33)

**Demandes de documents:****Permis de vente  
de liqueurs alcooliques**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Combien de permis de vente de liqueurs alcooliques ou tout permis qui se rapporte autrement à ces liqueurs (suivant l'article 9 de la loi des liqueurs alcooliques) ont été octroyés par la Commission des liqueurs de Québec depuis la sanction de ladite loi; 2. Quels sont les noms et adresses des porteurs de ces permis.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Permis de vente  
de liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1922, pour communication d'un état indiquant: 1. Combien de permis de vente de liqueurs alcooliques ou tout permis qui se rapporte autrement à ces liqueurs (suivant l'article 9 de la loi des liqueurs alcooliques) ont été octroyés par la Commission des liqueurs alcooliques de Québec, depuis la sanction de ladite loi; 2. Quels sont les noms et adresses des porteurs de ces permis. (Document de la session no 34).

**Demandes de documents:****Cautionnement des employés  
de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Les personnes nommées à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec ont-elles fourni un cautionnement par police de garantie, conformément aux articles 609 à 637 des statuts refondus, 1909, à l'article 11 de la loi des liqueurs alcooliques; 2. Quel montant pour chacune d'elles; 3. Quels sont les noms et adresses des compagnies ou sociétés qui ont émis telles polices de garantie.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Cautionnement des employés  
de la Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1922, pour communication d'un état indiquant: 1. Les personnes nommées à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec ont-elles fourni un cautionnement par police de garantie, conformément aux articles 609 à 637 des statuts refondus, 1909, à l'article 11 de la loi des liqueurs alcooliques; 2. Quel montant pour chacune d'elles; 3. Quels sont les noms et adresses des compagnies ou sociétés qui ont émis telles polices de garantie. (Document de la session no 35)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Item 51.

**Demandes de documents:****Inefficacité de la  
police provinciale**

**M. l'Orateur:** L'honorable M. Sauvé propose, secondé par M. Dufresne, qu'il soit déposé, devant la Chambre, des copies de toute plainte, correspondances, entre certaines personnes et le gouvernement, concernant l'inefficacité de la police provinciale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En faisant cette motion, je désire tout simplement savoir si le gouvernement a fait son possible pour assurer à la police provinciale, qui est sous ses ordres, l'efficacité nécessaire à la protection de la société<sup>3</sup>. Je ne voudrais pas être injuste ni cruel envers le département du procureur général, mais la Chambre me permettra sans doute de dire que la population n'est pas satisfaite de la protection que lui donne l'administration de la justice qui est sévèrement critiquée. Notre population est alarmée par le nombre de meurtres qui sont commis. Je ne sais pas si les policiers du gouvernement ne sont pas compétents; je ne les connais pas personnellement, mais la société n'est pas satisfaite.

Notre population est alarmée et indignée devant l'étrange situation qui nous met sans protection à la merci des bandits les plus dangereux,

des assassins et des voleurs. Devrais-je citer les cas de Blanche Garneau<sup>4</sup>, de la jeune Malherbe<sup>5</sup>, de Jobin<sup>6</sup>, Delorme<sup>7</sup> et de tant d'autres victimes de bandits qui jouissent encore de la liberté au milieu de la société menacée. Je ne désire pas entrer dans les détails aujourd'hui, voulant saisir une autre occasion pour discuter plus à fond l'administration de la justice.

Je regrette, je regrette d'avoir à revenir sur le cas de Québec. Je regrette que le premier ministre, pour se payer une malice préméditée, ait cru, à l'ouverture de la session, greffer (sic) le nom de Blanche Garneau sur les attaques qu'il a dirigées contre moi, quand je ne l'avais nullement provoqué. N'eût-il pas fait mieux d'expliquer pourquoi, lui, chef du gouvernement, lui procureur général, il avait si maladroitement déclaré à la Chambre, l'hiver dernier, que les meurtriers de Blanche Garneau avaient été arrêtés et qu'ils seraient pendus?

Je lui demande aujourd'hui s'il avait le droit de tenir un pareil langage en cette Chambre et devant la province. S'il n'en avait pas le droit, pourquoi l'a-t-il fait? S'il avait raison de le dire, pourquoi les meurtriers n'ont-ils pas été pendus? Je crois que cette parole imprudente a augmenté la gravité des rumeurs qui circulaient et a donné une nouvelle force aux soupçons. Les meurtriers de Blanche Garneau n'ont pas été arrêtés et n'ont pas été pendus. Pourquoi n'ont-ils pas été arrêtés?

Il paraît qu'ils ont une mascotte bien puissante à Québec, puisqu'ils ont échappé à l'échafaud et c'est de celle-là que le premier ministre devrait parler. Le procureur général a-t-il été trompé par ces officiers de police? Ces officiers ont-ils fait preuve d'incompétence, de manque de jugement? C'est ce que je veux savoir, avant de ramener ce cas devant la Chambre.

Je ne discuterai pas non plus aujourd'hui les affaires Jobin, Malherbe, Delorme, de Montréal. Je me contenterai de dire comme il est étrange de voir que les meurtriers soient encore en liberté. Je pourrais peut-être faire exception pour les deux premières, car les crimes ont été commis depuis quelques mois et les meurtriers sont restés impunis et jouissent encore de leur liberté et sont une menace pour la société.

On dit que la police provinciale n'est pas libre; que son travail est contrecarré par des interventions secrètes de certains officiers de cour et autres; que la cour de police a besoin des réformes radicales; que certaines cours de recorder ne protègent pas assez les détectives provinciaux qui veulent faire leur devoir. Si c'est vrai, que les

détectives le disent avec fermeté au procureur général. C'est leur devoir de se plaindre, non dans le but de s'exercer, mais de rassurer le public et d'avertir la société. S'ils le lui ont dit, qu'a-t-il fait pour remédier à cet état de choses?

Je sais que les détectives ne sont pas traités comme devraient l'être des hommes dignes de la responsabilité et du devoir de leur position. S'ils ne méritent pas plus, il me semble qu'ils n'ont pas une grosse valeur. Ce qu'il nous faut comme détectives, ce sont des hommes honnêtes et intelligents et non pas de la crapule ou des nullités. À la page 138, des *Comptes publics*, je trouve que le service des détectives, les salaires, a coûté en 1920-21, \$25,788.86, sans compter les dépenses de voyage. Le chef des détectives, M. Lorrain<sup>8</sup> avait un salaire de \$1,700.00, dans les jours de la vie chère; il a été augmenté de \$300, ce qui fait \$2,000. Les autres ont de \$1,200 en baissant jusqu'à \$800. Salaires peu encourageants pour des positions d'aussi graves responsabilités.

Ce n'est pas étonnant que le gouvernement ait un surplus. Pour moi, c'est une injustice au détriment de la société. Le premier ministre et les membres du gouvernement vantent souvent la supériorité de la province de Québec. Dans Ontario, le chef de la police provinciale a un traitement de \$4,600<sup>9</sup>, les inspecteurs \$3,000 et les sous-inspecteurs \$2,800. et \$2,700 (voir page 67) et il paraît que la société est mieux protégée. On a beau aller chercher des prisonniers d'Ontario pour faire croire que ce sont des criminels de Québec, on ne réussit pas à rassurer le public.

Où les détectives du gouvernement de Québec sont incompetents, ou ils ne travaillent pas efficacement à cause de leur maigre salaire, ou bien le nombre est insuffisant pour répondre aux besoins de la justice. Quant à leur conduite personnelle et à leur moralité, je ne les connais pas. Je ne connais pas ces détectives, même de vue. Dans tous les cas, le gouvernement est responsable de l'état de choses dont nous souffrons, et c'est mon devoir de le dire devant cette Chambre, au nom des intérêts de la société et de la justice. Il est inutile de chercher à avoir de bons hommes si on ne les paie pas. La police, aussi, devrait être plus indépendante de certains officiers, afin de faire des rapports plus complets.

Je ne m'arrêterai pas aux différentes sources d'information qui me sont fournies, pour baser mon opinion sur cette question. Je reçois bon nombre de lettres comme celles que le premier ministre recevait l'an dernier. Je mets de côté ces informations quand les personnes qui me les communiquent n'en

prennent pas la responsabilité devant le public. Je ne désire nullement faire de la sensation. Si je l'eus voulu, je lirais devant cette Chambre des lettres qui provoqueraient l'indignation générale contre certaines personnes, mais je ne profiterai pas de mon immunité parlementaire pour le faire. Je ne veux pas risquer d'être injuste envers des concitoyens, fussent-ils mes pires adversaires.

Le premier ministre a déjà lu dans la Chambre des lettres à lui adressées. L'à-propos et la manière étaient fort discutables. Je comprends qu'il se présente des cas où nous devons nous servir de lettres qui constituent des documents, mais il faut le faire avec discrétion, avec une grande discrétion. Si je parle ainsi, c'est pour avertir ceux qui, après m'avoir adressé des lettres, sont surpris que je ne m'en serve pas à la Chambre. J'aime à me rendre responsable de mes actes, mais pas de ceux des personnes qui m'écrivent, mais me demandent de ne pas se servir de leurs noms.

Depuis quelques mois, de grands meurtriers se promènent dans la province et nous n'avons pas une administration efficace de la justice et la police suffisante pour nous protéger. Au nom de la société alarmée, je demande au procureur général de faire cesser cet état de choses, de mettre un terme aux dangers qui menacent le public et de donner à la Chambre des assurances qui dissiperont les craintes qui sont formulées de toutes parts.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se lève.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition vient de nous apprendre que la population de la province est alarmée et qu'elle est dans la crainte. Je crois qu'il exagère et que le seul homme qui soit alarmé et apeuré dans notre province en ce moment, c'est l'honorable chef de l'opposition. Qu'on me permette de dire que la population n'est pas aussi alarmée que le chef de l'opposition le prétend, j'en suis sûr, car la population de Québec ne croit pas que la justice soit aussi mal administrée que le prétend le chef de l'opposition. On a vu, au contraire, que ce dernier était aux abois.

Mon honorable ami a commencé d'abord par me demander pourquoi j'avais fait allusion à l'affaire Garneau, au début de cette session. Ma réponse sera brève, Monsieur. Si j'ai parlé de l'affaire de Blanche Garneau, lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, c'est pour rappeler qu'au cours de l'été dernier l'honorable chef de l'opposition a parcouru nos campagnes, et dans chaque paroisse

qu'il a visitée dans la province, ses discours et ses arguments contre le gouvernement se résumaient à l'affaire Garneau, bien que lui et "sa" Blanche Garneau<sup>10</sup> se soient tenus cachés bien loin lors des dernières élections partielles<sup>11</sup>. La session est venue. Mon honorable ami est arrivé en Chambre et, il est étrange, il n'a pas eu le courage de répéter ici les choses inqualifiables qu'il avait semées aux quatre coins de la province dans ses assemblées.

L'honorable chef de l'opposition veut savoir maintenant pourquoi j'ai fait une déclaration l'an dernier, au sujet de cette malheureuse affaire. J'ai dit, en cette Chambre, l'an dernier, que les meurtriers de Blanche Garneau étaient arrêtés et qu'ils seraient condamnés. Nous les avons, monsieur, nous avons les auteurs du crime et ce n'est pas parce qu'ils ont été acquittés que j'ai un mot à retirer de ma déclaration. Je dis et je répète que nous avons arrêté les deux meurtriers de Blanche Garneau. Ils ont été arrêtés, ils ont subi leur procès, mais les jurés ne les ont pas condamnés. Je suis encore convaincu que ces individus étaient coupables et le chef de l'opposition le sait aussi bien que moi, et ce n'est pas leur acquittement qui me fera changer d'opinion.

Lorsque j'ai fait cette déclaration l'année dernière, nous tenions les meurtriers de Blanche Garneau. Deux hommes bien loin de notre police étaient arrêtés et accusés du meurtre du parc Victoria; Binet fit alors des déclarations qu'il répéta sous serment devant nos policiers et qui donnaient tous les détails du drame<sup>12</sup>. Il a fait les mêmes déclarations, une fois arrêté, au juge Lachance de la Cour des sessions de la paix. Il a tout raconté aux détectives; il nous avait indiqué son complice; il avait conduit nos policiers à l'endroit précis où le meurtre avait été commis et il nous en avait fait de nouveau les mêmes déclarations sur place.

Le conducteur et les employés du tramway avaient reconnu les deux hommes comme ayant monté sur leur char le soir du crime. Enfin, nous avions de lui une confession complète. Et lorsque la preuve a été concluante, nous l'avons arrêté avec son complice et nous les avons accusés tous les deux du crime qu'ils avaient commis. Mais, plus tard, le procès est venu et l'homme qui nous avait fait des aveux, qui avait accusé son complice, a refusé de parler, ayant réalisé qu'il compromettrait son compagnon.

Les deux accusés ont été acquittés par le jury qui a trouvé que la preuve de la couronne n'était pas assez forte pour envoyer les deux hommes à l'échafaud. Mais nous étions convaincus et nous restons quand même convaincus que nous tenions les deux meurtriers et que, sans le doute qu'on a réussi à

faire entrer dans l'esprit du jury, la mort de cette jeune fille eût été vengée et la société satisfaite. Mais est-ce à dire, parce que ces deux individus ont été acquittés, que la couronne n'a pas fait son devoir?

J'ai cependant la satisfaction d'avoir entendu un des juges les plus importants de Québec qui, ayant suivi ce procès de près, m'a dit formellement: "Je suis convaincu que vous aviez les deux meurtriers: cela ne peut faire de doute pour quelqu'un qui est de bonne foi et a suivi le procès".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce le juge qui a présidé au procès qui a dit ça?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non, mais je tiens cette déclaration d'un de vos anciens amis politiques, un bon juge. Le fait que ces hommes furent acquittés n'implique pas qu'ils étaient innocents.

Quant aux autres insinuations de caractère plus général du chef de l'opposition, elles ne valent pas mieux que celles qu'il précise plus particulièrement. M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition sait bien que la justice a fait tout ce qui était possible de faire dans cette affaire, et toutes les rumeurs qu'on a répandues n'étaient basées que sur des insinuations inqualifiables. Quand le chef de l'opposition parle des affaires Jobin, Chicoine<sup>13</sup> et Malherbe, je dois dire ici que la police de Montréal relève des autorités municipales et qu'elle est superbement bien organisée. Je lui en rends le témoignage.

Dans une affaire de meurtre, il faut la coopération de la police provinciale et de la police de Montréal. Nous coopérons avec elle, car les deux corps ne peuvent aller dans des directions différentes. Les détectives de la police provinciale mettent leurs ressources à la disposition de la police de la ville, lorsqu'on en fait la demande. Nous avons une entente avec elle pour que notre police et celle de Montréal ne se nuisent pas. Si nous avions deux services d'enquêtes distincts travaillant sur un cas, il en résulterait une confusion constante et un dédoublement d'autorité, et le résultat serait nul.

Le chef de police de Montréal, M. Bélanger, a un salaire de \$4,000 et est aussi bien payé que les chefs de police de l'Ontario. Et c'est un très bon officier, un homme des plus habiles, l'un des meilleurs chefs de police de l'Amérique du Nord. Pour la province, nous faisons tout ce que nous pouvons. Faut-il accuser la police de Montréal parce que les meurtriers de mademoiselle Malherbe et de M. Jobin n'ont pas été punis? Dans ces deux affaires

que cite le chef de l'opposition, les recherches n'ont pas abouti et les meurtriers n'ont pas été arrêtés. Est-ce à dire que la police provinciale ne vaut rien et que la justice est mal administrée? Dans toutes les grandes villes, avec la densité de la population, avec l'automobile et autres inventions modernes à la disposition des bandits, la police peut souvent ne pas retracer des assassins.

D'ailleurs, dans toutes les autres provinces, et même dans tous les autres pays, le même fait se produit fréquemment. Rater des meurtriers n'est pas spécial à Québec. Aux États-Unis, toute la police américaine est encore à la recherche des auteurs de l'attentat de Wall Street commis depuis plus d'un an, laquelle catastrophe, si toutefois ce ne fut pas un simple accident, coûta la vie à des centaines de personnes. Personne n'a été arrêté en dépit du fait que des centaines de détectives, parmi les plus brillants des États-Unis et d'ailleurs, furent engagés pour cette affaire. En Ontario, la police ne fait pas de meilleur travail que celle de Québec. Si le chef de l'opposition veut approfondir ces comparaisons, il découvrira que les conditions en Ontario sont semblables à celles qui prévalent ici.

C'est une erreur de croire que, quand un meurtrier n'a pas été arrêté, le gouvernement n'a pas fait son devoir. Malheureusement, il y a certains hommes qui, si un meurtrier n'est pas arrêté, critiquent le procureur général, la police et tous les autres. Parce que des meurtriers n'ont pas été arrêtés, dans notre province, mon honorable ami s'en prend au gouvernement. Dans les cas que signale le chef de l'opposition, la couronne a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire. Le chef de l'opposition prétend que les meurtriers de Blanche Garneau ont une mascotte qui leur porte chance. Je le défie de formuler une accusation précise à ce sujet. Qu'il les nomme ces mascottes! Je ne me permettrai pas de qualifier sa tactique comme elle le mériterait, voulant rester dans les limites des règlements parlementaires.

Au lieu de faire des insinuations comme il le fait, qu'il dise donc ce qu'il sait, s'il sait quelque chose! Il est beau et bon de dire que les policiers n'accomplissent pas leur devoir, selon le chef de l'opposition, mais il serait préférable encore de citer des cas. Qu'il me cite donc un cas, un seul cas d'intervention quelconque pour empêcher la police de faire son devoir. Je vois le chef de l'opposition qui fait signe que non. Mais s'il sait quelque chose, qu'il le dise donc, il sera couvert par son immunité parlementaire. Je l'invite à dire en Chambre tout ce qu'il a dit sur la place publique cet été, tout ce qu'il a



entendu raconter. Nous sommes disposés et prêts à discuter de l'affaire Blanche Garneau lorsqu'il le voudra.

Je ne veux pas mettre d'épithète à la conduite que tient actuellement le chef de l'opposition, car je ne veux pas manquer aux règlements de la Chambre. Il croit sans doute plus honorable de venir faire de vagues insinuations qu'il ne peut prouver. Je le défie de parler ouvertement et de dire à la justice s'il y en a qu'il connaît ou qu'il soupçonne. Ce serait bien préférable. Démasquez ces gens en pleine Chambre et vous rendrez justice à la justice. L'honorable chef de l'opposition n'ose pas même répéter ce qu'il a dit en dehors de cette Chambre, car il sait bien que la justice a fait son devoir; mais j'affirme qu'il ne fait pas le sien, lui, en faisant des insinuations que, je le répète, les règles parlementaires m'empêchent de qualifier.

Il est facile de faire des insinuations, de dire que la police n'a pas fait son devoir, mais je repousse ces accusations de toute mon énergie et je déclare qu'elles sont fausses, inexactes, et je répète que je défie le chef de l'opposition de dire un mot à ce sujet. Jamais le département du procureur général n'a empêché la police de faire tout son devoir. Je repousse cette insinuation mensongère, car nous n'épargnons pas un sou pour rendre la police aussi effective que possible.

Nous avons amélioré le sort des policiers aux demandes faites par ces derniers et nous l'améliorerons encore. Il se pourrait que l'on doive augmenter les salaires du corps provincial de détectives. Le gouvernement sera encore heureux de discuter la question et de leur donner satisfaction.

Si l'on croit que les salaires de nos policiers doivent être augmentés, nous le ferons. Les salaires n'ont pas été augmentés l'an dernier; nous améliorons sensiblement leurs positions chaque année et nous continuerons. Nos policiers sont les meilleurs hommes possibles, des hommes consciencieux de leurs devoirs et qui se dévouent sans compter pour rechercher nos criminels. Nous avons conscience d'avoir fait tout ce qui était possible pour retracer les meurtriers.

Les crimes ne sont pas plus impunis ici qu'ailleurs. Peut-être que les résultats ne furent pas aussi positifs que voulu, mais nous sommes convaincus que la population de cette province est satisfaite de notre conduite et est loin d'être alarmée. Quoi qu'il en soit, nonobstant l'alarme dont vient de parler le chef de l'opposition et qui n'existe que dans son imagination surmenée, nous continuerons à faire notre devoir.

(Applaudissements à droite)<sup>14</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi le premier ministre s'indigne-t-il tant que ça? On a souvent débattu de cette question, et le premier ministre en a parlé beaucoup plus calmement jusqu'ici. J'ai parlé de la mascotte des meurtriers de Blanche Garneau, parce que le premier ministre a parlé de la mascotte du chef de l'opposition, dans son adresse en réponse au discours du trône<sup>15</sup>.

Les déclarations du premier ministre constituent une accusation sérieuse contre le tribunal qui a jugé Binet et Palmer dans l'affaire Garneau, étant donné qu'ils ont été acquittés, mais que le procureur général continue apparemment de les croire coupables. L'honorable premier ministre nous dit que la couronne n'a apparemment pas fait une preuve assez forte dans cette affaire. C'est avouer l'inefficacité de la police. Il me semble que l'imprudence qu'il a commise l'an dernier devrait le rendre plus prudent.

Ça pourrait être une bonne leçon pour lui et lui apprendre à ne pas pendre les gens en Chambre avant qu'ils n'aient été jugés et trouvés coupables par leurs pairs et exécutés. Et les déclarations du procureur général ne constituent pas une preuve supplémentaire. Nous avons des détectives provinciaux qui ont consacré des mois à cette affaire, ont arrêté les hommes, ont amené l'accusé Binet au domicile d'un détective provincial, l'ont interrogé et l'ont choyé durant plusieurs semaines pour ne pas dire des mois.

Les deux individus qui ont été arrêtés n'ont pas été condamnés et la preuve fut insuffisante pour les condamner. Il ne faut donc pas dire qu'ils sont coupables. Il était évident que les meurtriers de Blanche Garneau avaient une mascotte. La preuve était telle que le département du procureur général, qui a dû examiner le dossier, a décidé que la preuve contre les deux hommes était suffisante et les a emmenés en cour.

Et pourtant, il a été démontré au procès par des documents que Binet, le jour du meurtre, travaillait dans les Cantons-de-l'Est pour des gens de bonne réputation et de bonne foi...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Binet n'a jamais été dans les Cantons-de-l'Est.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors c'est Palmer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'a pas été prouvé que Palmer était ailleurs qu'à Québec le soir du crime.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, c'est l'alibi de Binet qui a été prouvé?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Binet était censé être allé à Saint-Raymond, dans ce temps-là, à une heure de Québec. Mais on n'a pas pu établir si c'était bien le jour du crime, car le jour du crime n'a pas été bien défini, le corps de la victime n'ayant été retrouvé que huit jours après le crime.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puisque le département du procureur général est convaincu de la culpabilité de Binet et Palmer, pourquoi ne pas leur faire un nouveau procès?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cet impair s'explique de la part du chef de l'opposition qui n'est pas avocat, mais quand un homme a été acquitté, on ne peut pas l'accuser une deuxième fois. Les accusés acquittés n'ont qu'à plaider un cas d'"autrefois acquitté". Il (M. Taschereau) ne connaît aucun moyen de procéder de nouveau contre Binet et Palmer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce juste? Pourquoi est-ce que le procureur général en veut-il seulement à ces deux hommes?

Il (M. Sauvé) déclare qu'il n'a aucun intérêt à défendre deux jeunes gens qu'il n'a pas seulement vus une fois de sa vie. Il est peu raisonnable, dit-il, de la part du premier ministre de continuer à les accuser. Il s'agit d'une affaire très étrange, autant en raison de la déclaration faite lors de la dernière session par le premier ministre selon laquelle Binet et Palmer seraient pendus, et en raison des circonstances étranges entourant l'affaire, la publicité dont elle fut l'objet, et en raison de ce que la population de Québec pense. On s'en prend partout à la police. Il y a des gens qui affirment que les officiers de police furent empêchés de faire leur travail. Au moins, le public devrait connaître les faits.

Le but de mes attaques, dit-il, n'est pas de mettre le chef du gouvernement en mauvaise posture, mais plutôt de démontrer l'inefficacité du service des détectives servant sous la direction du chef de police provincial, parce que les deux accusés qui ont subi un procès n'ont pas été condamnés.

Lorsque je me suis levé, M. l'Orateur, je vous avouerai que j'espérais avoir une réponse consolante du gouvernement en toute sérénité. Je regrette que l'on n'ait pas jugé à propos de satisfaire la population qui est alarmée, quoi qu'en dise le premier ministre en lui promettant une meilleure police.

Il (M. Sauvé) fait allusion à l'augmentation des crimes et à l'impunité des crimes en raison directe de l'augmentation du nombre des autos. Il parle du ministère de la Voirie et du fait que les députés pourraient se rapprocher de ce ministère mieux administré que celui du procureur général. Au lieu de nous rassurer, dit-il, le premier ministre s'est fâché... je ne dirai pas tout rouge, car il l'est toujours...<sup>16</sup> Alors, M. l'Orateur, pour ne pas nuire à la précieuse santé de l'honorable chef du gouvernement, je m'engage à ne plus prononcer le nom de Blanche Garneau en cette Chambre...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
(En riant) Merci.

La motion est adoptée.

#### **Enquête sur la mort de Simon Perron**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne) qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de l'enquête du coroner sur la mort de Simon Perron, de Saint-Alphonse-de-Chicoutimi.

Il (M. Sauvé) ne veut pas soulever de débat sur ce sujet, mais tient à prendre connaissance de l'enquête tenue par le coroner sur cette mort.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** promet que ce rapport sera déposé sous peu devant la Chambre.

La motion est adoptée.

#### **Jours fériés**

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 amendant la loi concernant les jours fériés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Paroisse Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Joliette**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 détachant certains lots du

comté de Montcalm et les annexant à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Allocation au Fonds des écoles élémentaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au Fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

#### **Pension des juges et des magistrats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district.

Adopté.

#### **Administration du sanatorium du Lac Édouard**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval relativement à l'administration du sanatorium du Lac Édouard.

Adopté.

#### **Compagnies de chemin de fer**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: Qu'il soit résolu que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le tarif des honoraires que les registrateurs auront droit d'exiger pour l'enregistrement, par transcription ou inscription, des actes de fidéicommiss mentionnés dans le bill qui accompagne la présente résolution.

Il (M. Galipeault) donne des explications sur le bill.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Il (l'honorable M. Galipeault) explique qu'il veut mettre les compagnies de chemin de fer sur le même pied que les compagnies ordinaires, en ce qui concerne la garantie qu'elles peuvent donner sur leurs biens immobiliers.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**District judiciaire  
avec chef-lieu à Amos**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 amendant la loi établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Galipeault) donne des explications sur le bill.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Ce bill permet à la ville d'Amos de céder gratuitement au gouvernement un terrain sur lequel on construit en ce moment un palais de justice.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement de la Chambre.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 45.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 31 janvier 1922, à la page 1, rapporte que "l'assistance n'était pas très nombreuse hier après-midi. Une séance du lundi, à la quatrième semaine de la session, cela ne s'était pas vu depuis longtemps." *La Patrie* du 31 janvier 1922, à la page 7, établit qu'au commencement de la séance, il y avait à peine quorum. Et *Le Canada* du même jour, à la page 1, précise que "quelques minutes plus tard cependant, comme on venait d'annoncer le premier article à l'ordre du jour, un groupe de députés du district de Montréal dont l'absence n'était causée que par le retard du train qui les avait amenés à Québec, firent irruption dans la salle de l'Assemblée". Malgré ces arrivées, *Le Devoir* du 31 janvier 1922, à la page 1, estime que "c'est à peine si vingt députés et quatre ministres étaient à leurs sièges".

2. La *Gazette* du 31 janvier 1922, à la page 12, explique que "c'est la première session à laquelle M. Nicol participe, mais M. Sauvé, qui est là depuis 1908, sait que toutes les lois importantes sont étudiées pendant les deux dernières semaines". À la question de M. Sauvé, la *Gazette* mentionne que M. Nicol a souri en réponse, tout en refusant de se commettre.

3. *L'Événement* du 31 janvier 1922, à la page 1, rapporte que "le chef de l'opposition se ressentait encore un peu de la grippe qui l'a retenu à sa chambre depuis jeudi dernier. Sa voix était un peu enrrouée, mais il parla quand même avec beaucoup de feu."

4. L'affaire Blanche Garneau remonte au 28 juillet 1920, lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès (28 octobre au 2 novembre 1921) n'a pu prouver la culpabilité, hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est suite à ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître (2 novembre) devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche*

Garneau?, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> législature.

5. Nous avons peu d'informations sur cette affaire Malherbe. *The Gazette* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 12, dans un éditorial, mentionne sans donner de date que "Mlle Malherbe was brutally killed on the street in Westmount." *La Patrie* du 31 janvier 1922, à la page 7, parle "de la jeune Malherbe" alors que *Le Droit* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt le cas "du jeune Malherbe". Ce dernier journal est dans l'erreur, puisque le *Montreal Herald* du 15 février 1922, à la page 5, mentionne le nom féminin d'"Adeline Malherbe".

6. Nous avons peu d'informations sur cette affaire Jobin. *The Gazette* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 12, dans un éditorial, mentionne sans donner de date que "Jobin, un vieux commerçant, a été tué dans son magasin en plein jour".

7. Le 7 janvier 1922, le cadavre de Raoul Delorme est découvert dans le quartier Snowdon à Montréal. L'abbé Adélard Delorme, le frère de la victime, est accusé du meurtre. Le premier procès de l'abbé Delorme (celui dont parle M. Sauvé) se conclut par un plaidoyer de folie et donc l'incapacité à subir son procès. Un an plus tard, le docteur Brochu, surintendant médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange où Delorme est interné, déclare que celui-ci ne présente aucun signe de démence. Le dossier est donc réactivé et l'abbé Delorme doit subir deux nouveaux procès retentissants. Malgré des preuves accablantes, les jurés ne peuvent en venir à un accord sur l'innocence ou la culpabilité de l'abbé Delorme. Le dossier est clos et Adélard Delorme est remis en liberté à l'automne 1924.

8. *La Patrie* du 31 janvier 1922, à la page 7, écrit "Lorrain" et *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, indique plutôt "Laurin".

9. Chiffre de *La Patrie* du 31 janvier 1922, à la page 7. Le *Montreal Star* du même jour à la page 4, mentionne plutôt \$4,000.

10. *Le Devoir* du 31 janvier 1922, à la page 1, rapporte que M. Taschereau a dit textuellement "sa Blanche Garneau".

11. M. Taschereau fait allusion aux sept victoires libérales, lors d'élections partielles tenues en

décembre 1921. Les conservateurs d'Arthur Sauvé n'y ont offert aucune résistance, malgré que leur chef ait tenu une grande suite d'assemblées politiques à travers la province qui font grand bruit vers la fin de l'été.

12. À ce point du débat, *L'Action catholique* du 31 janvier 1922, à la page 7, mentionne que "le premier ministre, sous le couvert de son immunité parlementaire, fait sur le compte de Binet et de Palmer des déclarations que nous ne pouvons répéter sans nous exposer à la vindicte des lois, puis il continue". Par contre, les autres journaux ne semblent pas avoir observé la même prudence, car nous avons trouvé en leurs pages plusieurs détails (ceux qui suivent dans le débat) entourant les accusés. Cependant, même s'ils n'ont fait aucune spécification à ce sujet, nous ne pouvons déterminer d'aucune façon si ces journaux ont publié la totalité des propos tenus à cet instant par M. Taschereau.

13. Nous avons peu de détails sur ce Chicoine. *The Gazette* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 12, dans un éditorial, mentionne simplement sans donner de date que "le policier Chicoine a été tué par arme à feu en pleine rue dans l'exercice de ses fonctions".

14. *Le Soleil* du 31 janvier 1922, à la page 1, rapporte que c'est toute la Chambre qui applaudit, mais il serait surprenant que la gauche soit d'accord avec les propos du premier ministre plutôt qu'avec ceux de son propre chef.

15. Voir la séance du 12 janvier.

16. *L'Événement* du 31 janvier 1922, à la page 3, souligne que "M. Taschereau rit de bon cœur" à cette remarque de M. Sauvé.



Séance du mardi 31 janvier 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Congregational Union of Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant la tenue des registres de l'état civil;

- de Horace Beaupré et autres, demandant l'adoption d'une loi demandant l'érection en municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt;

- de la corporation du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville sous le nom de ville de Mont-Joli;

- de Jean-Baptiste Bérubé et autres, demandant l'adoption d'une loi détachant un certain territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et l'annexant à la paroisse de Saint-Octave-de-Métis-Sud;

- de Wilbrod Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Aimé Massue;

- d'Eugène Berthiaume, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Trefflé Berthiaume.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 73 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Germain Chouinard à la pratique de la profession de chirurgien dentaire;

- bill 89 constituant en village la ville Baie-Saint-Paul.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 constituant en corporation The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montréal;
- bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 153 détachant certains lots du comté de Montcalm et les annexant à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, pour des fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 86 ratifiant un certain acte de vente d'Alfred Dalbec à Suzan Frozine Williamson.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 51 concernant la succession de feu Dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier;

- bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada.

**Membres des sociétés congrégationnelles**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
J.-A. Massue**

**M. Tourville (Maskinongé)** demande la permission de présenter le bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession T. Berthiaume**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 109 concernant la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de la ville de Mont-Joli**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 95 détachant certains lots de la deuxième division du comté de Matane, et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Travaux de voirie dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Élisabeth de Joliette**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Des travaux de voirie ont-ils été faits l'été dernier, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Élisabeth de Joliette?

2. Dans l'affirmative, combien de milles de chemin ont été construits et quelle somme a été dépensée pour ces travaux?

3. Ces travaux seront-ils continués dans le cours de l'année?

4. Dans l'affirmative, est-ce par la municipalité ou par contrat?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. 0.35 mille pour le prix de \$1,987.52.

3. Ces travaux sont terminés.

4. La réponse à la question précédente dispense de répondre à la question 4.

### **Échange de lots avec des citoyens de Lemieux**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il échangé des lots avec un ou des citoyens de Lemieux?

2. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* quels sont les noms de ces messieurs; *c.* où ces lots se trouvent-ils situés?

3. À quelles conditions l'échange a-t-il été fait?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. *a.* Le 7 mai 1918; *b.* Albert Lainesse; *c.* dans le canton de Blandford.

3. Partie à deux et demie et partie à trois acres contre un.

### **Terres du gouvernement à Sainte-Sophie-de-Lévrard**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement possède-t-il des terres ou lopins de terre à Sainte-Sophie-de-Lévrard?

2. Dans l'affirmative, depuis quand les possède-t-il, de qui les a-t-il acquis et à quelles conditions?

3. La municipalité de Sainte-Sophie-de-Lévrard est-elle considérée comme une paroisse de colonisation?

4. A-t-elle reçu des octrois pour fins de colonisation?

5. Dans l'affirmative, quelle somme et depuis quelle année?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Une partie acquise de la Brown Corporation le 5 novembre 1918 et l'autre partie de M.-Alfred Savoie, le 19 mai 1921. Les conditions d'échange étaient les mêmes dans les deux cas, à savoir une acre contre trois.

3. Oui.

4. Oui.

5. Depuis plusieurs années et entre autres, \$4,884.46 dans les cinq dernières années.

### **Subventions aux municipalités**

**M. Dufresne (Joliette):** Combien le gouvernement a-t-il payé d'argent aux municipalités



dans les comtés de Joliette, Rouville, L'Assomption, Berthier, Deux-Montagnes, Argenteuil et Labelle, depuis 1916, en vertu de la loi des bons chemins 1912?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Du 1<sup>er</sup> juillet 1916 au 25 janvier 1922:

Comté de Joliette.....	\$156,482.68
Comté de Rouville.....	199,721.15
Comté de L'Assomption.....	98,010.48
Comté de Berthier.....	239,068.48
Comté des Deux-Montagnes.....	420,143.32
Comté d'Argenteuil.....	150,674.58
Comté de Labelle.....	178,773.32

#### **Vente de lots à la Beaulieu Lumber Agency**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Beaulieu Lumber Agency a-t-elle échangé des lots ou limites avec le gouvernement?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date; *b.* où possédait-elle les lots qu'elle a échangés et combien d'acres; *c.* dans quelle partie de la province se trouvent les lots échangés par le gouvernement et combien d'acres; *d.* à quelles conditions?

3. La Beaulieu Lumber Agency a-t-elle rempli ses conditions et possède-t-elle encore lesdits lots ou limites?

4. Dans la négative, à qui les a-t-elle vendus et quand?

5. Le gouvernement a-t-il échangé ou vendu des lots à la Cie forestière Bourmont?

6. Dans l'affirmative, quand et combien d'acres?

7. Quels étaient les principaux intéressés ou directeurs de la Compagnie forestière Bourmont, lors de la transaction?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui, des lots.

2. *a.* 5 mars et 28 novembre 1918; *b.* Dans les cantons de Shenley, Jersey, Linière, Ditchfield, Risborough; 9,113 arpents et 1836 acres; *c.* Dans les cantons de Montpetit, Faucher, LeBreton, Bourmont, Chassaigne, Jalobert et Baudin; 37,214 acres; *d.* Lettres patentes ordinaires.

3. et 4. Échange sans condition. Le département ignore si la compagnie possède encore ces terrains.

5. Non.

6. et 7. La réponse 5 dispense de répondre à ces deux questions.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 24 janvier courant, sur la motion proposée le même jour: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon premier devoir est de féliciter le nouveau trésorier (M. Nicol) de la province sur la modération dans sa manière d'exposer le bilan financier du gouvernement<sup>2</sup>. Si, pour être conforme à la tradition de son parti et à la politique du gouvernement, il a été obligé d'émettre des opinions discutables et de faire des remarques faciles à réfuter, il s'est acquitté de sa tâche avec une modestie et une douceur qui lui ont conquis l'estime de toute la Chambre, en nous révélant une grande dignité de caractère.

(Applaudissements de la Chambre)

(En souriant) J'espère que malgré les mauvais exemples, il gardera dans la vie publique les belles qualités qu'il a si naturellement manifestées à ses débuts. L'honorable trésorier a succédé à l'honorable M. Mitchell<sup>3</sup>, un homme qui fit sa marque dans ce Parlement. Bien que j'aie assez rarement partagé ses opinions ministérielles, mes relations avec lui furent toujours des plus agréables, et, bien que le nouveau trésorier puisse le remplacer convenablement, je regrette de ne plus revoir ici cette figure si joviale, quand la mauvaise humeur ne venait en fausser l'expression. S'il est vrai que le maître suprême l'a entraîné sur la scène fédérale pour lui faire jouer un rôle bienfaisant, espérons que les démons de la jalousie ou de l'ambition ne retarderont pas trop le grand événement.

Depuis quelques années, la politique fédérale a bouleversé les deux grands partis, et elle a fait surgir des problèmes alarmants qui ont opéré et devront peut-être encore nécessiter des changements considérables dans nos organisations politiques et rallier sous un même drapeau, pour des considérations supérieures, sans égard à la partisanerie ni aux liens du passé, ceux qui ont les mêmes aperçus et les mêmes idées sur nos besoins économiques et nationaux. Ici, dans notre province, quoique l'on dise ou méprise aujourd'hui, levain du passé, le même état de choses peut aussi se produire, la politique du pouvoir absolu et celle des droits du peuple, provoquant le conflit et créant une ligne de démarcation assez forte pour jeter un voile sur les antagonismes du passé, devant les besoins du présent et les aperçus de l'avenir.

Notre régime parlementaire, les intérêts vitaux de notre peuple et les imperfections humaines constituent la garantie que, quels que soient demain les dénominations ou les noms des dirigeants dans nos parlements, il y aura toujours des aperçus différents, qui se formuleront au moyen d'organisations ministérielles et oppositionnistes. Je n'ai guère besoin de rappeler ici l'opinion de M. Asquith<sup>4</sup> sur cet état de choses, opinion d'ailleurs exprimée et suivie depuis la création du gouvernement responsable. Cet état de choses a été créé pour le bien de la société; il émane directement de l'imperfection de l'humanité et du besoin de cette discussion d'où jaillit la lumière.

Le rôle que je suis obligé de remplir aujourd'hui, s'il ne m'est pas agréable, est nécessaire mais il serait plus profitable, j'en conviens, si un parlementaire bien avisé le remplissait à ma place. Inutile donc de dire que je sens bien les difficultés de ma position et que, si je ne devais compter que sur certaine presse pour porter au peuple que je veux honnêtement servir l'écho fidèle de mon travail, je me sentirais déjà faillir devant l'ingratitude de la tâche. Il n'y a pas longtemps encore, alors que je réclamaï le respect de la Constitution dans la dissolution des Chambres et que je m'insurgeais contre la violation de la Constitution servant à des intérêts de parti, des journaux comme sortant de la forêt montraient les violateurs comme les gardiens de la Constitution, et moi, comme le dénigreur des pères de la Confédération.

Après cela, ne me reconnaîtra-t-on pas un peu de courage et d'esprit public en me voyant encore debout pour discuter une question difficile, sans le concours d'experts, de comptables, etc. Autrefois, les *Comptes publics* étaient discutés, épluchés des semaines durant, dans la presse, et le public se renseignait. Mais ce n'est plus cela sous le régime des octrois de tout genre, même à certaine presse, sous le régime du pouvoir absolu du "crois aux puissants ou meurs avec ta famille," où pour être gorgés de faveurs, de positions honorifiques et de grasses prébendes, les fidèles sont obligés de chanter chaque jour à genoux, devant le veau d'or, les litanies grégoriennes du prince vénéré des "Townships"<sup>5</sup>:

*Te gubernatorem laudamus!*

*Vos principes laudamus!*

*Vos gubernatores laudamus!*

Examinons un peu la comptabilité des revenus et des dépenses ordinaires. L'honorable trésorier (M. Nicol) dit dans son discours: "C'est M. Marchand<sup>6</sup> avec l'aide de M. Duffy<sup>7</sup> et ses collègues, qui introduisit en 1897 la politique fiscale

si saine et si simple qui nous sert aujourd'hui de guide: savoir, l'administration des affaires de cette province dans les limites de ses ressources: Ne pas dépenser plus que son revenu." Je regrette d'être obligé de différer d'opinion avec l'honorable trésorier, car M. Marchand disait le 7 février 1899 dans son discours budgétaire: "Il faut augmenter le revenu sans l'imposition de nouvelles taxes."

Or, le gouvernement de l'honorable trésorier a augmenté ses revenus au moyen d'un système de taxes que les Marchand, les Turgeon<sup>8</sup>, les Dechêne<sup>9</sup>, les Gladu<sup>10</sup>, ont proclamé "injuste, arbitraire, vexatoire et contraire aux principes de saine administration." Et pour encore mieux répondre à l'honorable trésorier (M. Nicol), je lui citerai la propre déclaration que faisait dans cette Chambre son prédécesseur, l'honorable M. Mitchell, le 27 janvier 1921: "Le gouvernement s'est efforcé dans le passé de prélever autant d'argent qu'il le pouvait au moyen d'impôts, afin d'emprunter le moins possible."

C'est exactement la même déclaration que faisait le gouvernement de Boucherville<sup>11</sup> en 1893<sup>12</sup>, pour restaurer le crédit de la province, affaibli par les nombreux emprunts du régime Mercier<sup>13</sup>. Est-ce que l'honorable trésorier (M. Nicol) prétendra que M. Mitchell dit une fausseté en faisant une telle déclaration? Alors, lequel des deux a fait l'erreur? Le gouvernement a administré la province depuis un quart de siècle en reniant tout son passé d'opposition, toutes les réformes qu'il avait préconisées, et au moyen d'un système d'impôts qu'il avait condamné avec la plus grande violence.

Il a augmenté ses revenus en majorant les taxes qu'il avait dénoncées comme injustes et révoltantes, puis il en a créé de nouvelles. Il a augmenté le prix des licences dans tous ses départements. Il a été jusqu'à imposer une taxe sur les pauvres pêcheurs. Cette taxe d'un demi pour cent a été abolie l'été dernier devant les protestations des pêcheurs de la Gaspésie. Voilà comment les députés de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine, protégeaient leurs électeurs. Au lieu de chercher à organiser l'industrie des pêcheries, on n'a pensé qu'à taxer.

Le gouvernement a exploité les marchands de bois de manière à menacer notre industrie forestière qui, si elle n'avait eu le marché de la guerre pour s'affermir, serait aujourd'hui tout près de la banqueroute. Après avoir trompé les colons pour se faire une grosse clientèle de marchands de bois, l'État créancier pressure maintenant ses gros clients débiteurs. Il les tient à la gorge, il en est maître. L'été dernier, il a consenti à baisser ses droits de coupe

pour éviter une catastrophe qui aurait affecté ses revenus. Il a fait payer des centaines de milliers de piastres à des municipalités pour l'entretien de chemins détériorés par des gens qui ont donné, en 1920-21, un million et demi de piastres au gouvernement, mais rien aux municipalités; il a fait payer des agronomes en partie par les conseils de comtés. Il (M. Sauvé) trouve étrange que les agronomes n'aient pas toute la latitude voulue pour agir de leur propre initiative et déclare que, s'il en était autrement, la classe agricole bénéficierait beaucoup plus des connaissances que possèdent ces experts en agriculture.

Par ses retards à rencontrer ses échéances et à payer ses comptes, les municipalités ont payé plusieurs milliers de surintérêts aux banques; ses employés sont mal payés; les employés de palais sont mal traités, des greffiers étant payés à \$800 à \$1,000 par année; le plus complet désordre existe dans les cours de police, la société en souffre et la justice est compromise; le dégoût de cet état de choses a remplacé le respect dû à la vraie justice. Et l'on entend tous les jours des gens parler du palais de l'injustice en parlant du palais de la justice. J'aurai l'occasion de revenir sur chacun de ces sujets. La justice coûte énormément cher; le coût des timbres d'enregistrement et des timbres est très élevé, il étrangle les justiciables. Pas moyen de s'adresser à la Cour ou au bureau du registrateur sans vider le portefeuille.

Le gouvernement nous a rendu ses comptes et il nous demande de lui voter des subsides pour l'exercice en cours. Quels sont ses chiffres? Si nous examinons la nature et la quantité des augmentations, des dépenses, ainsi que l'aménagement de notre budget, nous devons nous rendre compte que la plupart des causes de l'augmentation sont permanentes et vont jouer d'une façon automatique. Dans le volume du trésorier, il y a comptes et mécomptes. Les opérations de l'année accusent un revenu de \$15,914,521.17 avec une dépense ordinaire de \$14,634,088.12, donnant un surplus de \$1,290,435.03. Le passif de la province est de \$58,336,436.05 et son actif, de \$14,938,483.21. Le passif dépasse donc l'actif de \$43,397,953.84. En 1897<sup>14</sup>, il était de \$37,344,310.81, et le 30 juin 1921 de \$50,540,305.85. La dette consolidée était, en 1908, de \$28,604,053.48; le 30 juin, elle était de \$40,708,113.55, le 30 juin 1921, elle s'élevait à \$51,652,113.55. La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1921 était de \$10,745,843.55 plus élevée que la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1920. Le gouvernement ne contredira pas ses propres chiffres.

Il reste à savoir si le gouvernement a bien tenu ses livres et comment il a fabriqué son annuel surplus avec les taxes qu'il a imposées. Je nie au gouvernement le droit de taxer le peuple pour se fabriquer des surplus. Le gouvernement a le droit de taxer pour l'administration de la province et non pour encaisser des surplus. Le gouvernement doit chercher des sources de revenus pour équilibrer son budget. Voilà tout. Le gouvernement ne peut justifier son surplus, s'il n'a pas répondu aux besoins de la province et si le peuple a souffert et si la société n'a pas été suffisamment protégée, si des injustices ont été commises envers les bons serviteurs du gouvernement ou de la province à cause de l'insuffisance de l'administration du gouvernement ou à cause de son refus de pourvoir.

En feuilletant les *Comptes publics*, je constate que des favoris émergent au budget de tous les départements, et que quelques-uns des plus puissants fonctionnaires doivent se faire des salaires de petit prince, quand les humbles crèvent de faim. Je ne parle pas des quelques employés dont la compétence particulière justifie leur emploi un peu partout et qui ne sauraient être trop bien rémunérés. Il y a des détails intéressants dans les dépenses aussi de certains officiers. Les dépenses d'avocats sont extraordinaires, tellement que le gouvernement a honte d'en faire inscrire le montant dans les procès-verbaux.

Pourquoi le gouvernement fait-il entrer dans la colonne des recettes ordinaires l'intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins: \$305,930.07, quand il met dans sa colonne de paiements extraordinaires les \$5,081,844.03 pour les mêmes chemins? Les dépenses totales sont de \$31,019,420.74 et le revenu total est de \$30,974,899.79, soit une différence de \$44,520.85. Et nous avons un surplus! Le 30 juin 1921, le gouvernement était en compte avec la province de \$1,739,321.29 et, en 1920, il était en compte de \$1,783,842.24, soit une différence de \$44,520.95. Cette différence peut-elle nous faire accepter la conclusion du trésorier? Je ne le crois pas.

Le gouvernement a, par mandats spéciaux, en violant la Constitution et en méprisant les droits du peuple, dépensé \$822,245.70, sans l'assentiment de la Chambre. Les mandats émis et "non payés" au 30 juin 1921 s'élevaient à \$806,420.50. En voilà un gouvernement qui paye ses comptes! La différence entre le montant des mandats non payés en 1920 avec celui de 1921 fait une réduction de \$200,000.00? Le gouvernement tire ses revenus ordinaires de la manière suivante que nous

retrouvons aux pages 6 et 8 des *Comptes publics de 1920-1921*. Il (M. Sauvé) cite les nombreuses taxes qui ont contribué à former le bilan des recettes de tout prêt de \$16,000,000.

Le gouvernement répond: "C'est dans la province de Québec où la taxe par tête est la moins élevée." Il y a plus de 25 ans qu'on dit cela. Il faut tenir compte de l'étendue de notre territoire et de sa population. Il faut tenir compte de ce que les autres provinces ont fait. Dans Ontario, le gouvernement dépense \$5,000,000 pour l'éducation, au-delà de \$3,000,000 pour les institutions de bienfaisance, plusieurs millions par année pour son organisation hydroélectrique, qui offre des avantages considérables à la population en distribuant la houille blanche et l'éclairage à bon marché dans toutes les campagnes intérieures, même dans les districts éloignés. Nous n'avons pas cela ici.

Le gouvernement de Québec ne parle pas des taxes municipales de notre province, ni des taxes scolaires. Il ne parle pas du passif de nos municipalités qui s'élevait en 1918 à \$185,640,500.00, en 1919 à \$207,488,833.00<sup>15</sup> et en 1920. Eh bien! Le gouvernement n'en a pas encore publié le rapport. Nous n'avons pas encore la statistique pour 1920. Étrange organisation. Comment peut-on bien se renseigner sur la situation agricole? Les obligations de nos municipalités augmentent toujours; une partie de leurs taxes est due aux erreurs commises dans la politique de la voirie, erreurs que j'ai maintes fois dénoncées et que le nouveau ministre de la Voirie<sup>16</sup> voit assez pour travailler à les réparer.

Notre province est riche et d'une étendue incomparable. Elle offre à l'initiative de notre intelligente et vertueuse population un vaste champ d'opération. Le gouvernement a bénéficié de l'ère de prospérité qui a traversé le pays depuis quelques années. Les millions faits durant la guerre, et que dénonçaient les organes du Parti libéral fédéral, rapportaient des millions au gouvernement de Québec. Voyez les revenus provenant des corporations commerciales, successions, licences; une grande partie des \$3,000,000 dont se vante le département des Terres est due aux grosses affaires durant la guerre, alors que le bois se vendait à des prix fabuleux. Ce n'est pas le gouvernement qui a fait cette prospérité. La production agricole est due à la même cause, et le gouvernement ne peut s'en approprier le mérite.

La colonisation a fait des progrès à cause du commerce de bois et de la cherté des produits. Mais je dis, monsieur, qu'il s'est fait des transactions dans

l'échange des lots de colonisation qui ne sont pas à l'honneur du gouvernement ni à l'avantage de la province. Je reviendrai prochainement sur ce sujet. Allez dans la Matapédia, et vous verrez un grand nombre de lots abandonnés par les colons à pulpe, comme on les appelle. D'ailleurs, le rapport du ministre des Terres montre que des milliers et des milliers d'acres de terres sont redevenus la propriété de la couronne. L'abbé Caron<sup>17</sup> dit que le chômage facilite le retour à la terre. Tant mieux. Certes, je veux reconnaître que le gouvernement n'a pas fait que du mal. Il a fait beaucoup de bien...

(Applaudissements de la Chambre)

J'ai approuvé sa politique d'éducation, et je l'approuve, encore bien que je réclame des modifications dans l'enseignement primaire et l'inspection scolaire. Il s'est fait beaucoup d'échanges de lots dans l'Abitibi. Des députés ne cessent avec le ministre (l'honorable M. Perrault) de vanter cette région où l'on trouve des *Klondikes*<sup>18</sup>. On parle bien du progrès agricole, du succès de la colonisation, des nombreux colons qui défrichent le sol vierge ou de ceux qui s'enfoncent dans la forêt pour y fonder des paroisses, mais quand je demande au gouvernement d'apporter ses preuves, de dire la vérité, il recule.

Par exemple, il déclare que le nombre de cultivateurs n'a pas augmenté d'une unité depuis 1919 à 1920. (Voir *Procès verbaux* No 8). Nous avions 143,958 cultivateurs en 1919 et juste 143,958 en 1920. Pas un seul n'est mort, ou s'il en est mort, la province les a remplacés tout simplement. Si le budget était équilibré avec une telle exactitude ou précision, le nouveau trésorier (M. Nicol) aurait raison de vivre encore cent ans et de mourir trésorier à l'âge de son patron Jacob<sup>19</sup>.

La statistique confirme un peu la déclaration de l'abbé Ivanhoé Caron à savoir que "ceux qui sont dans cette région sont des cultivateurs des vieilles paroisses qui achètent des premiers habitants," qui, la plupart, s'enfoncent plus au loin dans la forêt. Nous aurons à discuter cette question de colonisation au cours de la session et à voir si nous n'avons pas fait fausse route en livrant tant de forêts vierges à la hache des colons, quand nous avons dans les régions ouvertes des milliers et des milliers d'acres de bonne terre qui n'attendent que le bras du colon pour confier leur trésor de moissons.

Je désire maintenant toucher quelque peu au revenu extraordinaire provenant du commerce d'alcool par l'État. Le trésorier (M. Nicol), après le premier ministre, soutient que cette politique est à base de tempérance et qu'elle correspond au désir et

aux besoins du peuple. Je réponds que le gouvernement a méprisé le vœu exprimé par le référendum en faveur du vin et de la bière, et qu'il administre la loi conformément au vœu du référendum, de manière à ce qu'elle peut être révoquée le plus tôt possible. Aujourd'hui, l'État vend des liqueurs enivrantes, et les étrangers qui veulent s'enivrer viennent dans notre province. C'est cela qui est vrai. Mais ce n'est pas le point que je veux discuter aujourd'hui. Le gouvernement déclare qu'il a vendu pour neuf millions de piastres de liqueurs et qu'il a fait un bénéfice de quatre millions. Pour atteindre ce résultat mirobolant qu'a-t-il fait? La politique qui lui a créé cette nouvelle source de revenus repose-t-elle sur un principe de saine morale?

Les autorités compétentes en pareille matière philosophique, les autorités religieuses, gardiennes de la morale, ont-elles approuvé cette politique, condamnée même par des chefs du Parti libéral à Ottawa? Le clergé est définitivement opposé à la loi des liqueurs observée dans cette province et, dans tous les pays chrétiens, le contrôle du commerce des liqueurs par l'État est condamné. J'espère qu'on me comprend bien et qu'on ne cherchera pas à défigurer mon argument pour essayer de réfuter et de jeter de la poudre aux yeux des naïfs ou des fanatiques.

La politique de revenu inaugurée cette année par le gouvernement est à base d'étatisme. L'État commerçant de liqueurs. L'État percepteur d'impôts sur le progrès et les initiatives vient de rendre ses comptes. Et il dit: "J'ai taxé de manière à me créer un revenu ordinaire de \$15,841,813.22 et j'ai coupé des bourses, ruiné des maisons de commerce, découragé des initiatives, enivré assez de monde, j'ai fait pleurer assez de mères et d'épouses, j'ai gorgé assez d'ivrognes, j'ai causé assez de scandales, j'ai trahi assez la cause de la tempérance, j'ai volé assez un peu tout le monde pour vendre en huit mois \$9,000,000 de liqueurs, me faisant un bénéfice de \$4,000,000." L'étatisme est-il désirable?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soulève un point d'ordre<sup>20</sup>.

Le chef de l'opposition, dit-il, discute de la loi des liqueurs, alors qu'on en est sur la discussion de la situation financière de la province. C'est contraire aux règles parlementaires. Je ferai remarquer au chef de l'opposition que d'après le paragraphe 8 de la règle 245 des règlements de la Chambre, un député n'a pas le droit de critiquer en détail une loi, si ce n'est pour en demander le rappel ou des modifications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond qu'il ne fait que parler incidemment de la loi des liqueurs en parlant des revenus qu'elle rapporte.

**M. l'Orateur** demande au chef de l'opposition de s'en tenir aux règles de la Chambre et de traiter la question qui fait le sujet du débat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** admet avoir été un peu loin.

(Souriant) J'affirme qu'en 1892<sup>21</sup>, dit-il, des autorités ecclésiastiques se sont opposées à cette politique d'État commerçant d'alcool. Ces autorités se basaient sur la philosophie chrétienne et sur les lois de la saine morale pour s'opposer à cette politique. Est-ce que la loi du christianisme a changé ses enseignements? La société ou la raison ont-elles perdu des droits? Comment le mal, sous un régime bleu, aurait-il pu devenir un bienfait, sous un régime rouge? Si les autorités religieuses s'appuyant sur la morale, proclament que cette politique d'étatisme n'offre aucune objection de principe et que je n'ai pas raison de m'opposer à son application, eh! bien, je l'accepterai et je déclare qu'au pouvoir j'assurerais à l'État un revenu annuel de 25 à 40 millions, dont la moitié irait directement aux municipalités et l'autre moitié au gouvernement.

Le gouvernement va-t-il faire avec les fabricants de liqueurs douces, de cigarettes, de drogues, de cigares et de bonbons ce qu'il fait avec les brasseurs? C'est là la politique de l'avenir? Parlant, l'autre jour, de l'assistance publique, le gouvernement a cru devoir se servir d'une lettre venant d'une haute autorité. En a-t-il de semblables pour son commerce d'alcool? Je le défie de les montrer. Mais quand je lui demande de produire des lettres qu'il a reçues de prêtres et d'évêques à ce sujet, il refuse en disant que le tout est confidentiel.

Je dis que la Chambre a besoin d'être éclairée sur l'opinion de ces autorités, et je me demande si ces autorités ne se doivent pas de renseigner la Chambre des représentants du peuple, l'Assemblée des législateurs tout aussi bien que le chef du gouvernement. Je demande aux gardiens de la morale, aux pasteurs des chrétiens d'éclairer les législateurs sur la législation étatiste du gouvernement. S'ils restaient silencieux ou se contentaient de nous montrer des autorités sans tirer de conclusion et sans commandement, ils n'auraient pas le droit ensuite de nous reprocher l'adoption et même l'expansion de cette politique. C'est alors que l'on dira: "Nos forêts pour l'État et non pour nos marchands de bois. Les millions des pêcheries à l'État et non aux pêcheries; les mines à l'État et non aux spéculateurs."

Il (M. Sauvé) fait quelques remarques sur les besoins et sur le devoir qui lui incombe dans la position qu'il occupe. Il dit que s'il n'a plus d'illusions, il a assez de cœur pour aimer sa province et pour vouloir la bien servir<sup>22</sup>.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai écouté les remarques du chef de l'opposition et cette année, comme les années dernières, il nous a affirmé qu'il faisait la critique simplement par devoir. Je sais que c'est un devoir, peut-être pénible et il s'en est bien appliqué, mais il a manqué de conviction. Il a bien fait à son point de vue. Cette année, il a prononcé un discours intéressant et très modéré, un discours qui est bien différent de ceux qu'il a prononcés au cours de l'été et dont les échos et les éclats sont parvenus jusqu'à nous. Il y a bien du changement.

Le chef de l'opposition est resté conservateur par conviction, mais il a changé sa manière de parler en Chambre avec celle qu'il avait adoptée au cours de sa campagne dans la province. Pour ceux qui l'ont entendu l'été dernier, il est certain qu'il y a quelque chose de changé dans sa façon d'agir. Ce n'est pas ainsi qu'il parlait aux électeurs de cette province l'été dernier dans des discours d'une violence extrême, dont les éclats et les échos sont parvenus jusqu'à nous. Il y a évidemment quelque chose de changé chez lui. J'avoue que j'aime mieux son discours modéré d'aujourd'hui que ceux qu'il a prononcés l'été dernier, quand il attaquait le gouvernement avec une violence extrême...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment le ministre de l'Agriculture peut-il le savoir, alors qu'il n'a assisté à aucun?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

C'est probablement parce que les ministres et moi-même n'y étions pas que le chef de l'opposition était alors si violent!

(Rires et applaudissements à droite)<sup>23</sup>

Je me joins à lui dans les félicitations qu'il a faites à l'ancien et au nouveau trésorier et je suis presque tenté de l'approuver, au sujet de ce qu'il dit concernant la politique fédérale. Il faudrait nous unir pour le bien du pays; cela est déjà commencé dans une certaine mesure et j'espère que le peuple de Québec saura toujours s'unir et faire bloc pour toutes les bonnes mesures et sur tous les terrains. Le chef de l'opposition trouve peut-être ennuyeuse la situation des finances de la province; si les revenus étaient moins considérables, il pourrait trouver plus de sujets

à la critique. Il a fait une comparaison avec le gouvernement Marchand, mais nous pouvons dire que nous avons continué sa politique et, si nous avons plus de surplus, nous avons aussi augmenté nos dépenses et nous travaillons pour conserver l'équilibre au point de vue financier. Nous avons des impôts, mais le gouvernement a su les répartir de manière à ce que ce soit ceux qui peuvent payer qui payent et que les petits soient protégés.

Le chef de l'opposition nous a admis que nous avions enlevé des impôts, par exemple l'impôt sur le poisson. Nous l'avons fait afin d'encourager le développement de ces commerces, et ceci prouve que le gouvernement s'occupe des conditions du commerce dans la province et qu'il sait donner des avantages à ceux qui en ont besoin. Il est vrai que le gouvernement a jugé à propos, il y a quelques années, d'imposer une taxe sur le commerce du poisson, mais il a cru bon de le faire alors dans l'intérêt public, vu que ce commerce était plus florissant que jamais, et qu'il croyait juste que ceux qui l'exploitaient aient à rencontrer les mêmes obligations que les autres marchands ou industriels de la province.

L'an dernier, le gouvernement, constatant que le commerce du poisson périssait, s'empressa de supprimer la taxe, afin de ne pas nuire aux intérêts des commerçants et des pêcheurs. Nous avons aussi l'échelle des droits sur les successions. Le chef de l'opposition admettra que c'est une bonne politique de faire payer ceux qui ont les moyens de payer et d'épargner ceux qui sont moins fortunés. C'est pour cela aussi que le gouvernement fait payer les automobilistes, car ceux qui ont des autos ont généralement le moyen de payer la taxe, et surtout, c'est juste, si l'on pense que ces revenus sont employés aux chemins, à l'éducation, à la colonisation, etc., etc.

Le chef de l'opposition a chanté que, dans la province de Québec, nous maltraitons les marchands de bois. C'est la première fois que j'entends cette chanson et je suis presque tenté de dire comme lui. Mais non, nous ne maltraitons pas les marchands de bois. Ils ont des droits et des devoirs. Nous respectons les premiers et nous entendons qu'ils accomplissent les seconds. Nous savons tenir compte des conditions du commerce et de l'industrie, et c'est ainsi que nous avons réduit cette année les droits sur la coupe du bois, afin de permettre à cette industrie de continuer et de donner de l'emploi aux sans-travail.

Il y a 10 ans, alors que le commerce du bois n'était qu'à ses débuts et que les commerçants devaient faire face à un grand nombre de difficultés

financières pour maintenir leur commerce, le gouvernement protégea ceux qui voulurent développer cette industrie en ne leur imposant aucune taxe. Mais, depuis ce temps, la situation s'est améliorée et le commerce du bois est devenu l'un des plus florissants que nous ayons. Il est donc juste que ceux qui accumulent des fortunes en exploitant cette industrie payent leur part d'impôt.

Si le gouvernement Marchand n'avait pas jugé à propos de créer plusieurs taxes qui existent aujourd'hui, c'est qu'alors la situation était très loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui et que c'eût été alors exploiter nos industriels que de leur soutirer des impôts qui les auraient ruinés. Nous continuons la politique du gouvernement Marchand en nous efforçant d'augmenter chaque année le surplus de la province.

Si nous imposons plus de taxes qu'il n'y en avait de créées il y a 10 ou 20 ans, c'est que le Parti libéral, par sa bonne administration, a permis le développement de toutes nos riches industries, tout en donnant à un grand nombre de particuliers l'occasion de s'enrichir, tout en payant les impôts créés par les autorités provinciales.

Le chef de l'opposition s'est élevé contre les taxes imposées aux municipalités pour la confection des chemins. Ce n'est pas une taxe que nous imposons à ces municipalités, mais c'est tout simplement un prêt que nous leur faisons à des conditions avantageuses, pour leur permettre de réaliser leurs projets relatifs aux bons chemins. L'argent prêté aux municipalités à cette fin ne porte que 3 % d'intérêt, ce qui constitue un avantage tout particulier qui ne peut être accordé par aucune banque ou aucune autre institution financière.

Ce ne sont pas des taxes, mais c'est l'intérêt que les municipalités doivent payer pour l'argent que nous lui prêtons, et cela, à un intérêt de 3 % à 4 %. Nous empruntons cet argent à 6 % et 5 %, et les municipalités, comme les particuliers, sont très heureuses de pouvoir emprunter de l'argent dans ces conditions.

Elles ne considèrent pas cela comme une charge et, au contraire, elles demandent sans cesse au gouvernement de leur prêter de nouvelles sommes. D'ailleurs, la somme payée par les municipalités pour la construction des routes est bien minime, si nous la comparons à celle déboursée chaque année par le gouvernement pour les mêmes fins. Les membres de la Chambre savent que le chef de l'opposition, moins que tout autre député, a raison de se plaindre, puisque son comté, plus que les autres comtés de la province, a été tout spécialement

favorisé par les largesses du gouvernement, sous le rapport du développement des bonnes routes...

(Rires et applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a critiqué la politique du gouvernement au sujet des agronomes et critique le fait que nous fassions payer ces agronomes par les comtés. Cette politique, dit-il, a été adoptée par le gouvernement dans le seul but d'intéresser les comtés au travail que peut accomplir l'agronome au point de vue du développement agricole. D'ailleurs, la somme contributive par chaque comté pour le salaire des agronomes et qui constitue une moyenne d'environ \$250 est bien minime et est plutôt considérée comme une simple contribution et non pas comme une taxe.

Nous avons sans cesse de nouvelles demandes de la part des comtés qui veulent avoir des agronomes. On nous reproche aussi que nous surveillons trop ces agronomes, mais le chef de l'opposition sait bien qu'aucune administration ne saurait produire de bons résultats, s'il n'y a pas de surveillance.

Voyez-vous un corps sans tête ou une organisation sans chef? Il faut surveiller quels enseignements donnent les agronomes et quels résultats ils obtiennent. C'est une innovation qui date de quelques années seulement, mais elle a réussi et elle donne des résultats très satisfaisants. Je leur donne simplement une direction et je les laisse libres ensuite de faire les améliorations qu'ils jugent à propos de faire dans leur comté respectif. C'est en agissant ainsi, j'en suis convaincu, que je pourrai contrôler le travail des agronomes et encourager les cultivateurs à suivre les sages conseils qu'ils donnent.

Il (M. Caron) trouve insensées les remarques faites par le chef de l'opposition au sujet des progrès de l'agriculture dans la province de Québec. Le chef de l'opposition a attribué à la guerre les succès de l'agriculture, dit-il, mais il n'a pas fait remarquer que, de 1910 à 1913, nous n'avions pas la guerre, et d'immenses progrès ont été accomplis dans le domaine de l'agriculture, ainsi que dans les autres départements du gouvernement.

Le chef de l'opposition a admis que le gouvernement a su profiter de la guerre pour faire faire de l'argent à nos cultivateurs et pour augmenter dans cette province les succès de l'agriculture. La guerre est terminée et les progrès continuent. Partout on reconnaît notre situation avantageuse au point de vue de l'agriculture, et la situation de nos agriculteurs n'est pas inférieure à celle des agriculteurs des autres provinces.

Le gouvernement consacre chaque année, sur ces \$14,000,000 de revenus, plus de \$8,000,000 pour assurer le progrès de l'agriculture, si nous considérons que le développement des bonnes routes, le système d'éducation agricole et plusieurs autres entreprises inaugurées par le gouvernement contribuent à l'avancement de cette importante industrie. Les cultivateurs, je veux dire la population agricole de cette province, paient en retour au gouvernement une somme de moins de \$800,000 annuellement, y compris l'intérêt de 3 % prélevé sur les prêts faits aux municipalités pour l'amélioration des routes. Cette somme est donc bien minime, si nous la comparons à celle de \$8,000,000 que consacre chaque année le gouvernement pour la classe agricole. L'on ne peut donc pas prétendre raisonnablement que c'est là pressurer le peuple des campagnes.

(Applaudissements à droite)<sup>24</sup>

Je m'étonne que le chef de l'opposition accuse le gouvernement d'imposer des taxes pour augmenter son surplus. Si quelques-uns ont à se plaindre de taxes, ce ne sont pas les cultivateurs qui n'en ont pratiquement pas à payer au gouvernement de Québec. Ces taxes ont eu pour résultat de donner des surplus qui sont avantageux: le peuple en profite, puisque le crédit de notre province en est meilleur. Actuellement, nos revenus sont élastiques et nous ne taxons pas pour avoir des revenus, mais pour équilibrer nos finances. Je suis d'avis que nous faisons acte de bons administrateurs, lorsque nous établissons notre budget de façon à équilibrer nos finances, sans compter sur des impôts qui, chaque année, peuvent varier considérablement.

Nous ne pouvons pas prévoir chaque année combien nous rapporteront les droits de succession ou encore celui provenant des licences d'automobiles et plusieurs autres, et il est mieux d'avoir des surplus que des déficits. Les surplus que nous avons sont dans l'intérêt public, et nous les employons au bénéfice de la province. Quelles sont les taxes qui, aujourd'hui, pèsent sur les épaules du peuple? Prétendra-t-on que les taxes sur les grosses successions et sur les automobiles affectent le peuple? D'ailleurs, personne ne s'est encore plaint et personne ne serait justifiable de le faire.

On a tort de nous citer l'exemple de l'Ontario. On nous dit qu'en Ontario on dépense plus, mais on arrive avec des déficits; l'an dernier, le déficit était de près d'un million. Cependant au point de vue de la voirie, Ontario, qui a commencé avant nous et qui dépenserait plus que nous pour assurer le progrès de cette province, est moins progressive que notre gouvernement, et ce dernier a dépensé plus

pour la voirie que celui d'Ontario. Tous peuvent dire aujourd'hui que notre province est plus avancée qu'Ontario sous le rapport de la voirie...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien de milles de macadam y a-t-il dans Ontario?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond qu'il ne connaît pas les statistiques à ce sujet, mais dit que notre province est plus avancée que l'Ontario sous le rapport de la voirie.

Le chef de l'opposition a parlé du domaine forestier et il dit que nous avons adopté l'an dernier une réforme qu'il avait préconisée depuis 10 ans. Nous n'avons pas différé d'opinion sur cette question avec lui, mais nous avons attendu que le moment propice soit venu pour appliquer cette réforme.

Le chef de l'opposition a parlé de la loi des liqueurs. Prétend-il que toute loi de tempérance doit être une loi de prohibition? La province de Québec ne veut pas de prohibition et, par le référendum de 1919, elle a déclaré qu'elle voulait avoir des bières et des vins. Elle voulait aussi la vente contrôlée des liqueurs. Nous avons dû y recourir pour améliorer la situation et décourager les initiatives dans le commerce des boissons.

Nous sommes opposés à l'étatisme de l'industrie dans cette province, mais ce n'est pas faire preuve d'étatisme que de contrôler le commerce de liqueurs, et je crois que c'est plutôt faire de cette question une question de morale; et la question des liqueurs ne peut être comparée à d'autres industries comme celle des chemins de fer que les amis du chef de l'opposition ont nationalisée aux dépens des finances du pays, alors qu'il n'était aucunement question de morale et qu'il ne s'agissait alors que de protéger et de favoriser certains particuliers. C'est à cause de l'impossibilité d'appliquer une loi de prohibition dans cette province, le seul endroit de l'Amérique du Nord où il se vend des boissons, que le gouvernement en a pris le contrôle.

Il est vrai que nous n'avons pas eu l'approbation publique des autorités religieuses, mais nous n'avons pas eu leur désapprobation et, si la loi était contraire à la morale publique, les autorités religieuses, gardiennes de la foi, se seraient aussitôt objectées à sa mise en application dans cette province. Par notre loi nous avons découragé plusieurs initiatives privées. Le chef de l'opposition nous fait un crime d'avoir ruiné les marchands de liqueurs! Nous n'avons pas ruiné ces marchands, je ne le crois pas, mais nous avons ruiné leur commerce, oui, et nous en sommes fiers. Nous avons découragé les



initiatives dans le commerce de l'alcool et nous le ferons encore, tant que nous le pourrons.

(Applaudissements à droite)

Un trop grand nombre, qui ne pouvaient pas résister à la tentation, se sont enrichis aux dépens du public, et le gouvernement a agi sagement en décidant de faire bénéficier la province des revenus que pouvait rapporter ce commerce. S'il est vrai que nous avons fait \$4,000,000 de profits, les anciens vendeurs auraient fait \$15,000,000, qui étaient en somme payés par les citoyens; et peut-être le chiffre énorme de \$20,000,000, ce qui était exorbitant.

(Un page appelé par M. Leclerc (Québec) dépose un verre d'eau sur le pupitre de M. Létourneau (Québec-Est))

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (À l'endroit de MM. Leclerc et Létourneau) Demandez à la Quebec Preserving Co.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La vente alors était aussi beaucoup plus difficile à contrôler, et les "bootleggers" profitaient des circonstances qui leur étaient très favorables, pour introduire dans notre province des liqueurs frelatées que les consommateurs ne pouvaient absorber, sans courir de graves risques, sans même exposer leur vie. La Commission des liqueurs exploite honnêtement son commerce et livre aux consommateurs une boisson saine et à des prix raisonnables dans les circonstances. Le gouvernement se contente d'un bénéfice de \$4,000,000 qu'il consacre à l'instruction publique, à la voirie, etc. Tant mieux.

Le chef de l'opposition prétend que cette source de revenus est impure. Allons donc! Les revenus que le gouvernement retire des amendes imposées par les cours de police ne proviennent pas toujours de sources absolument exemptes de contamination, et cependant, aucun gouvernement n'a de scrupules de s'en servir pour payer les frais de l'administration de la chose publique. On n'exploite pas le mal, on essaie de l'empêcher le plus possible, puis on se sert du mal pour faire le bien. La législation favorise la tempérance, car elle a fait en sorte que la boisson se vende en plus petites quantités, elle en régularise la vente et la rend disponible à un prix raisonnable dans les circonstances.

Le chef de l'opposition n'est nullement justifiable d'attaquer l'administration, et en le faisant, il fait preuve d'un trop grand esprit de parti pour que ses remarques puissent être considérées sérieusement par les hommes bien pensants. Le gouvernement

voulait appliquer au bien une chose qui pourrait être mal en soi. Le gouvernement fait son possible, afin de donner la meilleure situation à la province de Québec, et il continuera de le faire. Cette politique est sage et toute la population de la province approuve entièrement l'acte du gouvernement<sup>25</sup>.

(Applaudissements à droite)<sup>26</sup>

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Laval, (M. Renaud), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Fermeture des magasins

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement à demain après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée vers 7 heures<sup>27</sup>.

### NOTES

1. Au moins un député est absent à cette séance: l'honorable M. David (Terrebonne), selon *La Patrie* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 4, est en voyage à New York où il donne une conférence devant la *Canadian Society of New York*. Néanmoins, *Le Canada* du même jour, à la page 1, mentionne que presque tous les députés étaient à leur siège lorsque l'Orateur prit place au fauteuil. De plus, "la continuation du débat sur le discours du budget a provoqué un grand intérêt non seulement chez la députation, mais aussi chez les centaines de personnes qui remplissaient les galeries de l'Assemblée législative".

2. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 1, mentionne que la grippe tient encore M. Sauvé à la gorge. Le journal mentionne également que M. Sauvé a lu son discours, "ce qui est contre son ordinaire, mais s'explique sans doute par l'impréparation où l'avait laissé sa maladie de quelques jours." M. Sauvé a en effet raté la séance du vendredi 27 janvier en raison d'une forte grippe.

3. Walter George Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921. Trésorier de la province de 1914 à 1921 et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire député libéral fédéral dans Saint-Antoine en décembre 1921. Démissionna en 1924.

4. Herbert Henry Asquith (1852-1928), 1<sup>er</sup> comte d'Oxford et Asquith. Premier ministre du Royaume-Uni de 1908 à 1916.

5. M. Sauvé fait allusion au trésorier provincial, M. Nicol.

6. Félix-Gabriel Marchand (1832-1900), premier ministre du Québec de 1897 à 1900.

7. Henry Thomas Duffy (1852-1903), député libéral de Brome de 1897 à 1903. Commissaire des Travaux publics dans le cabinet Marchand de 1897 à 1900. Nommé trésorier de la province dans le cabinet Parent de 1900 à 1903.

8. Adélard Turgeon (1863-1930), député libéral de Bellechasse de 1890 à 1909. Son mandat fut interrompu par ses démissions de courte durée, étant réélu à chaque fois peu de temps après. Commissaire de la Colonisation et des Mines dans les cabinets Marchand et Parent de 1897 à 1901. Secrétaire et registraire en 1901-1902. Démissionne en 1905 avec Lomer Gouin et William Alexander Weir pour protester contre le premier ministre Simon-Napoléon Parent. Dans le cabinet Gouin, ministre de l'Agriculture de 1902 à 1905, ministre des Terres, des Mines et des Pêcheries en 1905, ministre des Terres et Forêts de 1905 à 1909. Nommé conseiller législatif de la division de La Vallière et président du Conseil législatif de 1909 à sa mort.

9. François-Gilbert Miville Dechêne (1859-1902), député libéral de L'Islet de 1886 à 1902. Commissaire et ministre de l'Agriculture dans les cabinets Marchand et Parent de 1897 à 1902.

10. Victor Gladu (1844-1897), député libéral de Yamaska de 1886 à 1897.

11. Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1822-1915), premier ministre du Québec de 1874 à 1878 et en 1891-1892.

12. Date de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 3. *La Presse* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 1898 mais ces deux dates sont impossibles, car le gouvernement de Boucherville quitta le pouvoir en 1892. Il s'agit donc vraisemblablement d'une erreur de M. Sauvé.

13. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

14. Chiffre de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 3. *La Minerve* du 4 février, à la page 1, mentionne plutôt 1917.

15. Chiffre de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 3. *La Patrie* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt \$207,498,833.

16. Le chef de l'opposition fait allusion à Joseph-Léonide Perron (1872-1930), député libéral de Gaspé de 1910 à 1912, puis de Verchères de 1912 à 1916. Nommé conseiller législatif (Montarville) en 1916 et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau en juillet 1920. Leader du gouvernement au conseil législatif (1921), il a été ministre de la Voirie de 1921 à 1929, sans toutefois siéger à l'Assemblée. Il y est élu député de Montcalm en 1929 et a été ministre de l'Agriculture en 1929-1930.

17. Ivanhoé Caron (1875-1941), missionnaire-colonisateur officiel d'Abitibi de 1911 à 1924. Il était responsable du peuplement de cette région auprès du gouvernement provincial.

18. Expression faisant référence à un territoire du Yukon baigné par la rivière Klondike et qui fut témoin, à cause de la découverte de riches gisements d'or, d'une véritable ruée et d'une activité intense entre 1896 et 1906. Dawson City, son principal centre, atteignit à l'époque une population d'environ 10,000 habitants.

19. Jacob, patriarche biblique (*Genèse*, XXV-XLIX), père de douze fils, souches des douze tribus d'Israël, il est l'ancêtre éponyme des Israélites. Il

porte également le nom d'Israël (*Genèse XXXII*) et, selon l'*Ancien testament*, il vécut 147 ans.

20. Sur ce point d'ordre, deux journaux présentent des versions différentes. *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 8, place ce point d'ordre un peu plus loin dans le discours de M. Sauvé. Nous y avons préféré la version de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 10, qui le place à ce moment, car M. Sauvé cesse immédiatement de parler de la question de l'étatisme.

21. Date de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 3. *L'Action catholique* et le *Montreal Herald*, dans leur édition du même jour, respectivement aux pages 7 et 10, mentionnent plutôt 1899.

22. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 1, estime que M. Sauvé a parlé plus d'une heure.

23. Le *Montreal Star* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 4, précise que M. Sauvé a lui aussi ri à la réplique de M. Caron.

24. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 1, qui est un journal favorable au Parti libéral, rapporte que c'est toute la Chambre qui a applaudi M. Caron.

25. Le *Montreal Star* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 4, estime que M. Caron a discoursé pendant une heure. *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne que le discours de M. Caron "a été fréquemment haché par les chaleureux applaudissements des députés".

26. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 7, qui est un journal partisan, rapporte que toute la députation applaudit le discours de M. Caron, tout comme les centaines de spectateurs dans les galeries de l'Assemblée législative.

27. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> février 1922, à la page 1, dit que la séance a duré près de 4 heures.



Séance du mercredi 1<sup>er</sup> février 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 05.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Entrepôt frigorifique  
Saint-Maurice limitée**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice limitée, par laquelle cette compagnie demande l'adoption d'une loi déclarant valides la garantie et l'endossement donnés par la cité de Trois-Rivières et ratifiant et confirmant le règlement chapitre 364, tel qu'amendé par le règlement chapitre 373 de ladite cité.

Adopté.

## Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice limitée est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule Jean-Baptiste Beaudry.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Frédéric de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à indemniser les créanciers de feu Messire Frédéric Tétreau;

- de Joseph Beaubien et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Union des municipalités de la province de Québec;

- du Bureau de direction des écoles protestantes de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et de James Dance, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres, après examen, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées et que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de ces irrégularités.

Adopté.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 67 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Herman Barrette à l'exercice de sa profession d'avocat;

- bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs du Arts Club Limited.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville;

- bill 54 amendant la loi constituant en corporation The Shawinigan Water & Power Company.

**Instruction publique  
dans la cité de Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 56 amendant la loi 40 Victoria,

chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **James Dance**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Union des municipalités**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 91 constituant en corporation l'Union des municipalités de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession F. Tétreau**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 96 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville et la succession de feu Messire Frédéric Tétreau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Liste des jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Registre du bureau d'enregistrement de L'Islet**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 20 légalisant certaines entrées au registre des avis en

usage depuis le 17 juin 1861, dans le bureau de la division d'enregistrement de L'Islet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission des services publics de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 40 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

#### **Comité permanent et conjoint des impressions législatives**

25 janvier 1922

#### **Conseil législatif**

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte pour surveiller les impressions, du Conseil durant la présente session, et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Paradis, Pérodeau, Roberge, Robillard, Smith, Turgeon, Tourigny et Vilas, soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité mixte.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 31 janvier, sur la motion proposée mardi le 24 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Smart (Westmount)** fait quelques compliments au trésorier provincial (l'honorable

M. Nicol) et parle du surplus qui avait été annoncé. Le trésorier actuel, dit-il, suit l'exemple de ses prédécesseurs en proclamant que le gouvernement s'en tient à la dépense en deçà des revenus, mais qu'il oublie que, pour cela, il a fallu rogner certains services.

Le gouvernement ne pourrait pas montrer un aussi beau surplus s'il n'avait pas presque condamné à la famine les instituteurs, les inspecteurs d'écoles et les employés civils.

De la somme de \$1,838,342.40 affectée à l'instruction publique dans le budget, il n'y a eu qu'une somme de \$800,000 réellement dépensée pour l'instruction élémentaire.

Les conditions des enseignants sont insatisfaisantes, particulièrement en ce qui concerne l'éducation élémentaire, car les salaires qu'on leur consent sont totalement inadéquats.

Si nous voulons que nos enfants soient éduqués adéquatement, ils doivent avoir des enseignants qui leur donneront une bonne instruction, et ceci ne peut être atteint que par le versement de salaires décentes.

Tout le monde reconnaît l'importance du rôle des instituteurs dans la formation du caractère des jeunes à l'école lorsque ce caractère est en plein développement, car les impressions qu'ils reçoivent alors restent pour toute leur vie.

Or, comment voulez-vous avoir une jeunesse brillante si vous confiez son instruction à des personnes qui sont mal traitées? La qualité de ces instituteurs diminuera, car le gouvernement ne pourra pas trouver des hommes compétents qui veulent travailler pour un salaire dérisoire.

Si les enseignants sont heureux et satisfaits, ils communiqueront cet état d'esprit aux enfants à qui ils enseignent.

Mais s'ils sont malheureux, insatisfaits et anxieux face aux moyens de garder leur corps et leur âme ensemble, cela se répercutera chez les enfants. La province, dont on dit les finances si prospères, devrait dépenser plus pour assurer aux instituteurs et aux institutrices un meilleur salaire.

Nous tirons des enseignants le meilleur de ce qu'ils peuvent donner, mais, après tout, nous ne recevons que l'équivalent de ce que nous payons, et c'est une question qui doit être considérée sérieusement.

Il (M. Smart) fournit à la Chambre une comparaison entre cette province et les autres provinces, concernant les salaires des inspecteurs, qui montre que la somme payée ici est de \$1,600 par année, avec un montant de \$400 pour les dépenses, que les inspecteurs touchent des mois après que l'argent soit dépensé, alors qu'en Nouvelle-Écosse

les inspecteurs reçoivent \$2,500 par année et ont un compte de dépenses de \$400; au Manitoba, les inspecteurs scolaires reçoivent de \$2,400 à \$3,000 et ont \$780 pour les dépenses; en Colombie-Britannique, les salaires vont de \$2,280 à \$3,000 et les dépenses sont d'environ \$1,000 par année; les salaires en Ontario sont de \$3,000 et les dépenses de \$1,200, incluant un bonus, et en Saskatchewan, on parle de \$2,400 à \$3,000 et de \$1,200 pour les dépenses.

Pourquoi la province de Québec, la plus grande du Canada, paie moins que toutes les autres provinces, à l'exception de la petite Île-du-Prince-Édouard, et ensuite se vante d'un surplus? Il (M. Smart) lit une lettre d'un inspecteur qui prétend que le gouvernement, non seulement ne leur paie pas des salaires suffisants, mais encore retarde souvent de leur payer leurs frais de voyage. Il arrive même souvent que les inspecteurs sont obligés d'emprunter pour vivre et pour voyager, alors que les autres provinces paient les comptes de dépenses à chaque mois.

Il se peut que la faute ne soit pas celle du gouvernement, mais celle du Conseil de l'instruction publique, auquel cas cet organe est à blâmer.

Mais que ceci soit dû à l'incapacité du Conseil de l'instruction publique de faire part au gouvernement de cette situation ou non, la responsabilité repose sur les épaules du gouvernement et il doit agir.

Il réfère seulement aux inspecteurs des écoles protestantes, mais les conditions sont les mêmes pour les inspecteurs des écoles catholiques, dit-il.

Les Canadiens français s'intéressent de plus en plus à l'industrie et leurs progrès ont été spectaculaires. Il n'y a pas de meilleurs manufacturiers et marchands que dans la province de Québec.

Pour ceux qui ont été en France, la similitude entre les Canadiens français et les paysans français au niveau de l'industrie et de la frugalité est frappante. Le service civil de la province est gravement sous-payé et s'il l'était suffisamment, le surplus ne serait pas aussi grand.

Pendant que le gouvernement se félicite de ses surplus considérables, il serait plus avisé de dépenser une partie de ces surplus à l'amélioration de ces conditions.

La prospérité de la province est due à la frugalité de sa population industrielle et au fait que notre province est exempte des doctrines subversives que l'on voit fleurir ailleurs, et non pas au gouvernement.

Une autre raison pour expliquer le surplus est le fait que le gouvernement a continué de rogner les ailes des municipalités en s'appropriant des revenus qui leur revenaient de plein droit. Le gouvernement a empiété sur les sources de revenus municipales, comme la taxe sur les automobiles. L'année dernière, la taxe sur les automobiles a contribué pour \$1,500,000 au Trésor provincial et, même si le gouvernement était autorisé à en recevoir une grande partie pour l'entretien des routes, il n'est que juste que les municipalités reçoivent une certaine proportion des revenus provenant des automobiles qu'il y a dans leurs limites. La plus grande partie de ces revenus provient de la cité de Montréal qui devrait en retirer quelque chose.

La taxe des corporations commerciales a rapporté \$500,000 de plus l'année dernière et, pourtant, les affaires ne sont pas bonnes. La taxe a pesé lourd sur plusieurs corporations. On devrait donc les réduire du moins temporairement, étant donné les revenus importants qu'elle génère. Habituellement, cette taxe est bien supportée, sauf par quelques petites entreprises. Mais, avec une année aussi mauvaise que 1921, une réduction aurait été appréciée et aurait été sage.

Il commente aussi l'augmentation importante des droits de coupe et de mines ainsi que des revenus casuels.

Le premier ministre a affirmé à la Chambre cette semaine, suite à une question du chef de l'opposition, que le gouvernement a passé 1,992 ordres en conseil depuis la prorogation de la dernière session en mars dernier. Je ne crois pas que ce soit dans l'intérêt de la province.

Une des accusations que les libéraux ont portées à l'endroit du gouvernement Meighen, au cours de la dernière élection fédérale, concernait l'abus qu'il faisait des ordres en conseil. Mais cela se passait durant la guerre, quand c'était absolument nécessaire, et le gouvernement provincial n'a pas la même excuse. Et, considérant les critiques soulevées au gouvernement fédéral, le gouvernement provincial devrait considérer sérieusement de mettre un terme à cette habitude et ne pas gouverner par ordres en conseil.

L'adoption de 1,992 ordres en conseil donne une moyenne de sept par jour. Le gouvernement fédéral, même pendant la guerre, n'a jamais approché de cette performance. Le gouvernement dépense de la sorte des sommes considérables, illégalement. C'est trop de la part d'un gouvernement qui critiquait l'administration par ordres en conseil de M. Meighen.

Le gouvernement a tort de ne mentionner dans le budget qu'une somme de deux millions comme revenu probable pour la première année, quand le premier ministre a déclaré lui-même qu'il s'attendait à un revenu de quatre millions. Le gouvernement croit-il, dans son for intérieur, que la vente des liqueurs va diminuer? Ou bien commence-t-il à avoir des remords de vendre les liqueurs à des prix si élevés? Il (M. Smart) ne pense pas qu'il y aura une diminution de la consommation, mais plutôt le contraire, et il est certain qu'il n'y a aucun risque pour que le gouvernement ait des remords de conscience.

Par conséquent, la seule raison de l'estimation d'un modeste montant de deux millions, c'est d'avoir une surprise à la fin de l'année. La réalité est que le gouvernement compte réellement sur un bénéfice de quatre millions pour les huit premiers mois, très supérieur à ce qu'il avait estimé et que cela lui donnera d'autant plus d'argent à dépenser par ordre en conseil. La loi donne lieu à des inconvénients parce qu'elle a été mal faite; nous avons pourtant demandé des amendements à l'honorable trésorier provincial (M. Mitchell) lorsqu'elle a été étudiée par la Chambre, et on ne nous a pas assez écoutés. Aucun amendement n'a été apporté.

On nous a dit, l'autre jour, que l'on ne pouvait pas déclarer quels étaient les profits de la Commission. Il (M. Smart) désire savoir si le trésorier provincial a donné des instructions quant au moment où ces comptes-rendus devraient être faits. Si la Commission est bien organisée, il n'y a aucune raison pour laquelle le gouvernement ne devrait pas avoir en main les états mensuels dans les quinze jours qui suivent la fermeture du mois. Il (M. Nicol) a déclaré l'autre jour qu'il était impossible de fournir un état des profits d'une telle entreprise. Ce n'est pas impossible dans d'autres organisations, qui ont des activités plus complexes que de vendre de la boisson, d'émettre des relevés mensuels et même hebdomadaires de leur situation.

Et, si le trésorier est réellement sincère quand il dit qu'il est impossible de fournir un tel relevé, cela révèle un état de choses qui demande une enquête. Si la Commission n'a pas organisé ses affaires et qu'elle emploie des comptables, il devrait y avoir des changements d'effectifs, parce que c'est la chose la plus simple au monde de fournir des états mensuels dans les quinze jours qui suivent la fermeture du mois. On n'a donc pas de bons comptables. Je crois que le trésorier provincial devrait s'enquérir, et je serais heureux de connaître,



là-dessus, l'opinion de mon honorable ami, le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), qui a critiqué la Commission des liqueurs dans un journal<sup>1</sup>.

Dans certains cas, la Commission a utilisé ses pouvoirs d'une façon arbitraire et s'est rendue responsable de graves injustices envers des groupes innocents. Le sentiment général du peuple est généralement contre l'accumulation continue de surplus et on préférerait que cet argent serve à améliorer les conditions des enseignants des écoles publiques, des fonctionnaires et d'autres départements qui ont été mal desservis dans le passé, pour ce qui est des salaires.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** offre ses félicitations au nouveau trésorier (l'honorable M. Nicol). Je suis convaincu, dit-il, que le nouveau ministre des Finances de la province s'acquittera de ses fonctions avec succès. Les discours directs qu'il a prononcés et ses hautes qualités de financier nous l'assurent.

Mon ami de Westmount a fait d'heureuses suggestions au gouvernement, mais il n'y a rien de bien nouveau dans son discours. Il (M. Miles) est heureux d'apprendre que l'opposition est si vivement intéressée par la question de l'éducation élémentaire. Comme partout ailleurs, on améliorera en temps opportun le sort des écoles primaires dans notre province, car le gouvernement a pleinement conscience de la situation et consacrera de plus en plus de ses revenus à cet effet. Il n'existe aucun désaccord à ce sujet et on ne peut mettre en doute ses sentiments sur ce point. Le gouvernement portera encore plus attention aux plaintes de ce département que par le passé.

Quant aux revenus dont la province devrait donner une partie aux municipalités, je ne vois pas pourquoi, par exemple, le gouvernement paierait le pavage de rues que les municipalités ne se donnent pas la peine de payer elles-mêmes. Il (M. Miles) n'est pas d'avis que les taxes sur les véhicules-moteurs devraient aller aux municipalités. Le gouvernement fait bien d'en garder le revenu qui sera ainsi mieux appliqué et administré de façon plus équitable pour l'entretien des chemins dans toute la province. Il existe bien d'autres manières d'utiliser ce revenu que de répondre au désir de certaines municipalités de se soustraire, en tout ou en partie, à la responsabilité normale de garder leurs rues en bon état et à leur devoir de percevoir leurs propres revenus. On peut penser dans l'ensemble que les corporations sont lourdement taxées, mais ces taxes sont amplement justifiées et peuvent être facilement tolérées par les corporations concernées.

Il (M. Miles) parle des arrêtés ministériels et dit que l'exemple de leur fréquence a été donné par le chef politique du député de Westmount (M. Smart)<sup>2</sup>. L'augmentation des affaires dans notre province justifie amplement l'augmentation du nombre des ordres en conseil. La taxe sur le bois et sur l'industrie des pêches ne comporte aucune sévérité. Le problème avec la taxe sur les pêcheries est que le gouvernement fédéral est intervenu en imposant des taxes qui entraînent plus ou moins en conflit avec la méthode de taxation habituelle de la province. Présentement, des efforts sont faits afin de remédier au conflit de règlements en cette matière avec une bonne espérance de succès...

**M. Smart (Westmount)** dit qu'il ne se plaignait pas du montant de la taxe, mais soulignait à quel point elle avait augmenté en cinq ans. La seule suggestion qu'il a faite concerne les corporations commerciales.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** On a parlé des profits de la Commission des liqueurs. Le gouvernement s'est lancé dans cette entreprise à la demande morale des plus hautes autorités de la province. Ayant été entraîné dans ce domaine par le côté moral de la question, il est de son obligation que ce soit un succès, car l'échec de l'opération constituerait un désastre irréparable. Il est vrai qu'un revenu important est prévu pour cette année et que les profits des ventes seront probablement plus élevés que prévu l'année prochaine: les caves des riches vont bientôt se vider et les réserves des gens ordinaires existeront encore et, quand ces réserves seront malheureusement épuisées, il y aura une augmentation très importante de clients aux portes des magasins de liqueurs, et cela générera par conséquent encore plus de revenus. Il n'est que logique que le gouvernement prenne tous les moyens voulus pour rendre aussi exclusif et efficace que possible son monopole des liqueurs. Il n'est pas nécessaire d'argumenter à ce sujet; c'est une entreprise et elle doit être un succès.

Comment veut-on qu'une Commission qui commence à faire un commerce considérable puisse donner tous les mois le chiffre de ses bénéfices... Dans un commerce d'une importance telle que celle de la Commission des liqueurs, de tels relevés réguliers sont impossibles. Plusieurs des députés de cette Chambre ne peuvent concevoir l'étendue de la vente de liqueurs dans cette province, et il est impossible d'établir un système de comptabilité qui peut fournir un compte rendu exact des affaires qu'on y pratique dans tous les détails...

**M. Smart (Westmount):** Mais regardez donc le C.P.R., ne nous donne-t-il pas ça?

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** Je n'ai jamais posé en cette Chambre comme un expert en chemins de fer, mais je m'y connais assez en affaires pour affirmer qu'on ne saurait s'attendre à des rapports exacts et fréquents d'une commission qui administre une affaire de vingt à trente millions, impliquant des milliers de transactions qui varient à l'infini, de toutes les manières possibles. Il en coûterait cher pour obtenir ces informations tous les mois à cause du grand nombre de ses opérations, et cela ne donnerait aucun bon résultat.

Le député de Westmount a formulé certains commentaires à propos de mes relations avec la Commission. Il dit que les articles qu'il a écrits sur l'application de la loi des liqueurs ne portaient pas sur la question des liqueurs buvables ou des boissons fortes ou douces, mais plutôt dans l'intérêt de l'industrie dans la province, industrie que la Législature ne veut pas voir disparaître. Ce qu'il a fait, il l'a fait dans l'intérêt de la province et de bonne foi. La Commission a traité les représentations qu'on lui a faites dans un esprit de justice, ce qui a eu pour résultat de retenir dans cette province une très grande entreprise qui autrement serait disparue du Québec.

C'est une grande question très importante, car on consomme 300,000 gallons d'alcool impropre à la consommation, par année, dans cette province, et il est facile de concevoir que la Commission peut n'être pas au courant de tout ce qu'il lui faut savoir sur les détails de la fabrication des produits de l'alcool. Il (M. Miles) s'est présenté à la tête de l'organisation des marchands qui emploient de l'alcool industriel pour fins manufacturières, et ces derniers ont été traités d'une façon satisfaisante. Aucun d'eux n'a eu la pensée d'aller dans l'Ontario ou ailleurs pour être mieux traité.

Pour ce qui est du côté moral de la loi, certains amendements seraient les bienvenus de façon à aider la Commission à faire disparaître certaines critiques. Il ne veut pas défendre la Commission, mais il croit qu'on doit rendre justice à ceux qui sont la cible de critiques, quand on peut leur donner quelque crédit. Mais on ne peut blâmer la façon dont l'argent sera dépensé. L'argent qui vient de la vente des liqueurs sera employé pour l'éducation primaire, pour les bonnes routes et autres affaires de la même importance, ce qui permettra à la province de s'assurer un progrès et une prospérité accrus.

Au point de vue moral, la population est protégée en recevant des boissons pures et des vins non frelatés pour éviter que, lorsqu'ils les consomment, ils ne deviennent aveugles, malades ou meurent.

C'est une bonne politique sur laquelle l'opposition pourrait être d'accord avec le gouvernement, plutôt que de se livrer à des critiques insignifiantes. Il est vrai, je l'avoue, que j'ai pu faire des suggestions à la Commission pour améliorer la loi.

Elles ont été prises en bonne part. Nous pourrions peut-être en faire quelques autres au cours de la session. J'ai confiance qu'elles aideront à rendre la loi meilleure et plus efficace et que nous contribuerons à faire de cette législation un succès.

(Applaudissements de la Chambre)<sup>3</sup>

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous n'allons pas commencer maintenant à discuter le budget?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, mais comme il nous faut voter au moins un item, nous nous conformerons à l'usage.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Fort bien. Qu'allons-nous voter?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le salaire de l'Orateur.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'il soit résolu qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

### **Loi pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, lorsque l'honorable secrétaire provincial (M. David) a présenté son projet de loi, j'étais indisposé et je n'ai pu lui donner mon opinion. Je tiens à féliciter mon honorable ami de son excellent projet et du magnifique discours qu'il a prononcé à ce sujet et qui restera comme un monument.

(Applaudissements de la Chambre)

Il (M. Sauvé) se sent bien à l'aise pour appuyer de tout cœur le secrétaire provincial. C'est sur un sujet comme celui-ci, dit-il, que le cœur du patriote n'hésite pas à s'élever au-dessus des intérêts de la partisanerie politique, pour se réjouir des grandes actions noblement inspirées par le besoin de la patrie. Le 21 mars 1910, dans cette Chambre, et parlant sur l'adresse, je prononçais ces modestes paroles<sup>4</sup>:

"On a beau écrire et dire que la littérature nationale compte pour beaucoup dans l'accomplissement de la mission d'un peuple et qu'il importe pour l'État d'encourager tous les éléments qui peuvent constituer une littérature nationale, saine et féconde, le gouvernement ne fait rien pour l'art, et notre littérature reste en friche; il récompensera plutôt le valet politique. Sous le présent régime, l'aristocratie fabriquée par la fortune ou par les pouvoirs publics est bien au-dessus de l'aristocratie de l'intelligence et du talent. On a laissé passer le centenaire de Garneau<sup>5</sup>, de notre grand historien, sans songer même à ériger une statue à ce compatriote qui a fait et grandi notre réputation, notre prestige à travers les univers et les mondes, qui a fait tant pour cette cause des Lettres que, lui-même, Garneau, appelait: "La plus belle cause qui puisse occuper l'attention des sociétés." Lareau<sup>6</sup> avait pourtant écrit que Garneau passerait à la prospérité la tête ornée d'une couronne d'immortelles.

"Que l'on cesse donc de mettre de côté l'essentiel point de vue économique de la politique et de ne considérer que le plus avilissant patronage, le plus mesquin fanatisme, où tout n'est que mensonge et injustice. Sachons donc faire prévaloir, M. l'Orateur, pour l'honneur de notre Législature, pour la bonne gouverne de notre province, pour la prospérité de nos compatriotes, une politique

vraiment nationale, foncièrement patriotique, positive, large, généreuse et juste, envers tous les éléments de la société, une politique qui fasse appel aux énergies, aux initiatives, au travail, au concours de tous les citoyens de la province. Justice et encouragement, au modeste ouvrier, à l'humble, à l'homme d'affaires, à l'industriel, à l'homme de profession, à l'homme de science, à l'artiste, au littérateur, à l'historien, qui, tous dans leur sphère respective, contribuent au progrès, à l'expansion de la renommée, à la grandeur et à la gloire de notre province."

Heureusement que peu de temps après, un de nos riches compatriotes de Québec, l'honorable Georges Amyot<sup>7</sup> eut la noble générosité de faire ériger en face, dans les jardins du parlement, la statue de Garneau<sup>8</sup>.

Si je cite aujourd'hui les modestes paroles que je prononçais, il y a quelque 10 ans, c'est dans l'unique but de montrer à mes pires adversaires que les sentiments qui dirigent mes revendications sont bien parfois l'écho de la patrie, auquel les hommes bien inspirés ne peuvent rester sourds très longtemps. Mais trêve du passé, réjouissons-nous dans l'espérance que cet encouragement qu'apporte le gouvernement à notre trop modeste littérature canadienne produira les meilleurs résultats pour notre population.

Nous avons, Dieu merci, de beaux talents dans notre province. Il nous manquait les moyens de les développer à leur pleine valeur. Qui mieux que le littérateur peut faire aimer et apprécier les mérites et les qualités de notre peuple, de même que les beautés et les richesses de notre pays! Ah! oui, amis littérateurs, faites aimer votre pays, chantez, chantez bien haut sur le clavier de votre muse ce refrain du père des poètes canadiens:

"Il est sous le soleil un sol unique au monde,

"Où répandant ses biens, la nature féconde

"À ses vastes forêts mêle ses lacs géants.

Puis-je en cette circonstance exprimer le vœu que le littérateur canadien soit moins dédaigné de ses compatriotes trop enclins à préférer même le plus vulgaire magazine américain au meilleur produit de notre terroir?

Que le littérateur canadien soit soumis à l'analyse de nos experts consciencieux ou aux commentaires populaires, très bien, mais de grâce, que le préjugé ne vienne donc plus lui porter au cœur le glaive de l'injustice. Le littérateur apprendra plus que jamais qu'il aura des sympathies, de l'influence, de l'empire, s'il ne trafique pas sa pensée, ses idées et ses actes.

Puissent nos littérateurs diriger leurs talents vers l'éducation populaire, montrer à notre jeunesse les plus nobles ambitions canadiennes, les plus grands devoirs du Canadien, lui enseigner la beauté et l'amour du bien, la sublimité de la noblesse dans le sentiment et l'action, le respect chrétien des autorités et aussi l'importance pour ces autorités de donner au peuple des preuves de leur propre dignité, de leur justice et de leur compétence. Puissent-ils développer l'idéal canadien qui serve de drapeau à nos compatriotes. Le gouvernement ne devrait-il pas aussi encourager une commission d'étude composée de nos hommes de science qui voudraient consacrer leur temps et leur savoir à ces découvertes, à ces inventions qui, tout en illustrant les peuples, sont un si précieux avantage à leur pays? En avant la littérature et la science canadiennes!

Les honorables députés de Drummond (M. Laferté) et de Québec-Centre (M. Cannon), ayant rappelé avec à-propos que la littérature canadienne-française avait pris naissance dans le journalisme, sous le souffle du grand patriote Étienne Parent<sup>9</sup>, rédacteur du *Canadien* et le plus brave défenseur de nos libertés canadiennes, serais-je trop osé, si je me permettais de profiter de cette circonstance que me fournit le gouvernement dans un de ses actes les plus patriotiques, pour former un vœu en faveur de cette profession que j'aime beaucoup, même avec son triste cortège d'épreuves, d'inconvénients et d'imperfections?

Je n'ai pas ici à faire l'éloge de la presse ni à en montrer la puissance grandissante. J'ai été particulièrement fier d'entendre, l'autre jour, mon ami et confrère le député de Sherbrooke (M. Lemay) dire et montrer avec tant d'aisance, de richesse et de bonheur, les beautés et les avantages de la littérature. Le journaliste canadien s'est identifié avec nos progrès. Il fut le bras droit, le collaborateur recherché, apprécié de nos compatriotes qui mirent leurs génies au service de l'organisation et du développement de notre pays. Le journalisme canadien a fourni des apôtres, des patriotes, des éclairateurs, des législateurs, des littérateurs et même des financiers, mais pas de millionnaires.

Depuis qu'une grande partie de la presse est commercialisée, plus rares sont les journalistes restés maîtres de leur plume et libres de leur pensée, libres de faire profiter leurs lecteurs du fruit de leur travail et de leurs cerveaux. Est-il quelque chose de plus douloureux que d'entendre un bon jeune homme, plein de talents, dire à quelqu'un: "Je vous applaudis de tout cœur, je sais que vous avez raison, mais, pardonnez-moi, je serai obligé de dire le contraire

demain dans le journal que je représente; car autrement je perdrais ma position. Je serai même obligé de vous dire toutes sortes d'injures pour servir mes maîtres."

Ah! Si le gouvernement voulait aussi, en encourageant la littérature, assurer plus de liberté au journalisme; faire de manière à ce que le journal soit considéré comme un organe de la vérité, de la dignité, de la justice, et un honnête ami du peuple, quelle belle œuvre ne ferait-il pas! Quelle belle œuvre M. l'Orateur! La liberté de la presse, l'avons-nous bien en réalité? La liberté mesurée par la majorité d'actions commerciales ou par les exigences et l'accaparement des pouvoirs politiques?

Mais le journaliste, lui, est-il l'homme libre qu'il devrait être pour remplir son rôle d'éducateur? Je profite de cette circonstance solennelle, où toute la députation applaudit cordialement le gouvernement dans son œuvre d'encouragement à la littérature, pour demander au nom du père de notre littérature canadienne, Étienne Parent, l'émancipation des journalistes. Le journaliste n'est pas assez libre de faire bénéficier la société du fruit de ses études, des avantages de sa position et de ses talents.

C'est un malheur pour l'éducation de notre peuple! C'est un malheur qui affecte la diffusion des bonnes idées, l'étude et la solution de nos problèmes, le développement de la science, en vue de l'utilisation de nos richesses naturelles et de tous nos trésors. Je sais que l'honorable secrétaire (M. David) est un ami fervent de la littérature, des beaux-arts. Sa haute culture, nourrie du sang qui coule dans ses veines, développée par l'éducation des maîtres qui ont entouré sa jeunesse et servie par des talents incontestés, en fait un de nos Canadiens non seulement distingués, mais capables de s'élever au-dessus de bien des hommes, pour mieux voler au secours de sa patrie.

L'encouragement offert à nos artisans de la pensée ne produira aucun effet désirable, si le gouvernement ne travaille en même temps à leur assurer la liberté. Ce n'est pas l'or qui fait germer du noble cœur les sentiments les plus beaux, pas plus que l'or ne saurait inspirer à nos grands cerveaux la sublimité de la pensée. Pour que le génie donne à son œuvre la plénitude de sa valeur, il lui faut l'air pur de la liberté. Il ne peut planer quand il traîne les boulets de l'esclave. C'est donc en permettant libre essor à nos littérateurs que nous mettrons en valeur la variété de nos génies.

J'approuve de tout cœur l'aide du gouvernement, tout en soupirant après le jour où le peuple pourra lui-même encourager, apprécier et

couronner les chevaliers de la civilisation. J'ajoute en terminant que son œuvre serait encore plus logique, plus complète et plus louable s'il voulait assurer à ses propres ouvriers de la pensée la liberté de dire et de respecter la vérité<sup>10</sup>.

(Applaudissements de la Chambre)

La motion est adoptée. Le bill est en conséquence lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Germain Chouinard**

**M. Monet (Napierville)** propose, propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 73 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Germain Chouinard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Village de Baie-Saint-Paul**

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 89 constituant en village la ville Baie-Saint-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 constituant en corporation the Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Thetford Mines**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Succession P. Valois**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 51 concernant la succession de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Title Bond & Guarantee & Trust Corporation of Canada**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 amendant la loi

constituant en corporation The Title Bond & Guarantee & Trust Corporation of Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Acte de vente de Dalbec à S. F. Williamson**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 ratifiant un acte de vente d'Alfred Dalbec à Suzan Frozine Williamson.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement, quant au titre. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Tourville (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Membres des sociétés congrégationnelles**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles, ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession J.-A. Massue**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession T. Berthiaume**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata soit maintenant sur une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Statistiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Directeur médical des hôpitaux d'aliénés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **École technique de Hull**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Hull.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que la corporation de l'École technique de Hull soit autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout deux cent cinquante mille piastres, au lieu de la somme de cent cinquante mille piastres qu'elle a été autorisée à contracter par la section 5 de la loi 9 George V, chapitre 42, pour les fins mentionnées dans ladite section 5 de la loi 9 au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout deux cent cinquante mille piastres, mentionnés dans la résolution précédente, aux conditions qu'il trouvera convenables.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 22 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Coût d'entretien d'enfants dans les écoles de réforme**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 concernant le recouvrement du coût de l'entretien des enfants dans les écoles de réforme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Frais d'internement d'enfants dans les écoles d'industrie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le recouvrement des frais encourus à l'occasion de l'internement de certains enfants dans les écoles d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **P paroisse Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Joliette**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 détachant certains lots du comté de Montcalm, et les annexant à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Dufresne (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Questions et réponses:**

##### **Entretien d'un pont à l'Île Bizard**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu de la corporation de l'Île Bizard ou de citoyens de cette paroisse une demande d'octroi pour la réparation ou l'entretien d'un pont dans les limites de ladite corporation?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il accordé un octroi?

3. Cet octroi a-t-il été payé?

4. Dans la négative, pourquoi?

##### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui

2. Oui.

3. Non.

4. Travaux n'ont pas été tous exécutés.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement de la Chambre.

La séance est levée à 6 heures<sup>11</sup>.

#### **NOTES**

1. *The Montreal Gazette* du 2 février 1922, à la page 8, précise que M. Miles a publié plusieurs articles "critiquant l'application de la loi sur les liqueurs" dans le *Pharmaceutical Journal* dont il fut propriétaire et éditeur de 1916 à 1929. *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne que le discours de M. Smart dura près de 45 minutes et *Le Devoir*, toujours du même jour, à la page 1, ajoute qu'il le prononça en anglais.

2. M. Miles fait allusion au chef conservateur Arthur Meighen.

3. Version du *Soleil* du 2 février 1922, à la page 1, *L'Événement* du même jour, à la page 3, écrit toutefois que seuls les collègues de M. Miles ont applaudi son discours. Par ailleurs, *Le Devoir*, toujours du même jour, à la page 1, ajoute que le député répondit à M. Smart en anglais. Pourtant, remarque le journaliste, M. Miles "est très maître de notre langue, mais il s'en est abstenu cette fois."

4. *La Patrie* du 2 février 1922, à la page 4, précise que M. Sauvé tire d'une brochure les extraits qu'il lit. Or, ces propos n'apparaissent pas dans la séance du 21 mars 1910 des *Débats parlementaires*. On peut en déduire que les journaux n'ont pas tenu compte à l'époque du discours de M. Sauvé.

5. François-Xavier Garneau (1809-1866), premier historien canadien-français qui écrivit la première collection *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours* entre 1845 et 1848.

6. Edmond Lareau (1848-1890), homme politique et essayiste qui publia l'*Histoire de la littérature canadienne* (1874), dans laquelle il fait une analyse de l'œuvre de l'historien François-Xavier Garneau.



7. Georges-Élie Amyot (1856-1930), homme d'affaires et conseiller législatif de La Durantaye (1912-1930).

8. Amyot fit don de ce monument dévoilé le 10 octobre 1912.

9. Étienne Parent (1802-1874) fut rédacteur de la partie francophone de la *Gazette de Québec* (1825-1831) et contribua à la relance du *Canadien* à partir de 1831. L'un des chefs du Parti patriote à Québec, il fut élu député de Saguenay antiunioniste de 1840 à 1842.

10. Le journaliste de *L'Événement* du 2 février 1922, à la page 3, confie que M. Sauvé a ainsi terminé cet "éloge tellement flatteur que les correspondants parlementaires, conservateurs, en ont rougi... d'orgueil." Plus loin, il ajoute que "les députés, très touchés par son éloge des journalistes, tournèrent les yeux vers notre galerie."

11. *L'Événement* du 2 février 1922, à la page 10, rapporte que "l'honorable M. Taschereau ayant été appelé à son bureau où une délégation l'attendait, pendant la dernière demi-heure de la séance, c'est l'honorable M. Antonin Galipeault qui prit la direction de l'Assemblée. L'honorable M. Galipeault fut un excellent premier ministre et, sous sa direction, la Chambre travailla très bien. À six heures, l'honorable M. Taschereau vint reprendre les rênes du pouvoir et proposa l'ajournement".



Séance du jeudi 2 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Entrepôt frigorifique  
Saint-Maurice limitée**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard) que l'article 511 du Règlement soit suspendu et que la pétition que l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice limitée a présentée, hier, soit maintenant lue et reçue. Adopté.

**Lecture de pétitions:**

En conséquence ladite pétition de l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice limitée demandant l'adoption d'une loi déclarant valides la garantie et l'endossement donnés par la cité de Trois-Rivières et ratifiant et confirmant le règlement chapitre 364, tel qu'amendé par le règlement chapitre 373 de ladite cité est lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Chester Thompson Parker, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 93 confirmant une convention entre dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans, *et al.*, et ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora Hunter et confirmant leurs pouvoirs.

**Charte  
de Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chester Thompson**

**M. Lapierre (Mégantic)** demande la permission de présenter le bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Véhicules-moteurs**

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 157 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles  
protestants de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Thetford Mines**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 66 amendant la charte de la ville Lasalle.

Adopté. le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Successions J.-B. et H.-J.-B. Beaudry**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule-Jean-Baptiste Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Herman Barrette**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 67 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Herman Barrette à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Arts Club Ltd.**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Arts Club, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Holiness Movement Church in Canada**

**M. McDonald (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. McDonald (Pontiac)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Connectional Methodist Church in Quebec**

**M. McDonald (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 84 constituant en corporation The Connectional Methodist Church in Quebec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. McDonald (Pontiac)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Instruction publique dans la cité de Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **James Dance**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Questions et réponses:**

##### **Achat de vins par la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que la Commission des liqueurs aurait refusé de payer des marchands pour une quantité de vins qu'ils auraient livrés suivant la loi des liqueurs?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

3. Quelle somme était réclamée?

4. Quelle somme la Commission avait-elle payée au mois de septembre dernier, pour ces liqueurs dont elle avait refusé le paiement?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. Parce que le vin était sur et ne pouvait être employé.

3. La somme représentant approximativement le prix coûtant.

4. Rien.

##### **Brasseurs détenant un permis de vente**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est le nombre et les noms des brasseurs qui ont eu ou ont des permis de vente dans la province?

2. Quelle somme chacun d'eux a-t-il versée mensuellement au gouvernement depuis le mois de juin 1921 jusqu'au mois de novembre inclusivement?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Onze: National Breweries Limited; Molson's Brewery; Frontenac Brewery Limited; Capital Brewery; Brading Brewery; International Brewery; Silver Spring Brewery; La Brasserie Champlain; Sudbury Brewing & Malting Co.; Cosgrave Export Brewery Co.; John Labatt Limited.

2. (Voir la liste ci-dessous)

	<i>National</i>	<i>Molson's</i>	<i>Frontenac</i>	<i>Silver Spring</i>	<i>Champlain</i>
Mai (payé en juin).....	\$32,903.01	\$20,506.67	\$ 6,976.49	\$ 1,498.69	\$ 1,314.25
Juin.....	40,765.19	24,798.08	8,827.41	1,936.33	3,531.25
Juillet.....	44,742.81	22,054.14	10,912.64	2,044.49	3,870.25
Août.....	43,822.44	23,467.56	7,795.54	1,345.69	3,020.23
Septembre .....	39,747.72	21,711.04	6,059.44	769.88	3,143.67
Octobre.....	35,235.29	19,375.10	4,642.68	293.45	1,919.18
Novembre.....	33,517.87	19,200.25	3,678.81	474.74	2,375.31

	<i>Brading</i>	<i>Capital</i>	<i>International</i>	<i>Sudbury</i>	<i>Cosgrave</i>
Mai (payé en juin).....	\$ 1,297.37	\$ 333.90	\$ 226.53	.....	.....
Juin.....	1,875.38	530.70	293.92	.....	.....
Juillet.....	2,153.27	746.49	310.47	.....	.....
Août.....	1,517.40	883.19	287.70	\$ 422.85	.....
Septembre.....	1,093.54	750.10	254.93	218.93	.....
Octobre.....	923.90	553.81	200.26	127.82	\$ 162.50
Novembre.....	574.75	534.60	203.41	107.60	333.22

### **Vente de liqueurs alcooliques à un club**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Commission des liqueurs a-t-elle été autorisée à permettre au gérant d'un club ou autre personne d'acheter des liqueurs alcooliques sur l'ordre et pour l'usage des membres dudit club?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Non.

### **Superficie des forêts non affermées**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien d'acres comprennent les forêts non affermées de la province?

2. Combien affermées?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Le service forestier évalue à environ 78,500,000 acres les forêts non affermées renfermant du bois marchand;

2. 45,279,360 acres.

### **Demandes de documents:**

#### **Coopérative centrale des agriculteurs de Québec**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances, circulaires, etc., adressées par le gouvernement ou son ministre de l'Agriculture, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1922, à des membres de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, au sujet de l'assemblée générale annuelle de la Société, etc.

J'ai reçu d'un prêtre, il y a quelque temps, une copie de lettre circulaire, signée par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), au sujet de

l'assemblée annuelle des actionnaires de la Coopérative centrale des agriculteurs. Dans cette lettre circulaire, l'honorable ministre dit que de récents événements ont discrédité cette société, mais que tout de même la situation financière de la société est très bonne. Je voudrais bien savoir ce qui a discrédité cette société. L'honorable ministre de l'Agriculture annonçait dans sa circulaire que le gérant, M. Trudel<sup>2</sup>, avait démissionné. Et il ajoutait: "Maintenant, il faudra lui donner une direction prudente et énergique, pour lui permettre de continuer l'œuvre de coopérative agricole pour laquelle elle a été exclusivement fondée."

La circulaire ajoutait: "Des questions importantes seront soumises aux actionnaires et nous vous demandons d'assister à cette assemblée, si c'est possible. Dans le cas contraire, nous vous prions d'envoyer votre procuration au ministre de l'Agriculture, qui s'en servira dans votre meilleur intérêt. La société a été fondée et soutenue par le ministère de l'Agriculture. Elle doit la plus grande partie de son succès à l'aide et à la direction sage que le département a largement contribué à lui donner."

"Celui-ci s'est énergiquement opposé à la vente du *Bulletin* et à l'introduction de la politique dans les affaires de la société, et si l'attitude tranchée que les représentants du ministère ont prise, lors des dernières négociations, avait été adoptée par les directeurs, les événements malheureux qui ont suivi leur décision ne se seraient pas produits. L'on peut être assuré que le ministère de l'Agriculture fera tout en son pouvoir pour rendre à la société le prestige qu'elle a perdu, et c'est pour cette fin que nous vous demandons votre procuration, si toutefois vous ne pouvez assister en personne à l'assemblée générale."

Je demanderais au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de vouloir bien donner des explications à la Chambre. En quoi la société a-t-elle, plus que les années dernières, introduit la politique dans son organisation, et en quoi les directeurs de cette société ont-ils trahi les intérêts de l'industrie laitière?

M. Trudel a toujours été un bon libéral; des années durant, le ministre de l'Agriculture en fit son bras droit. C'est M. Trudel qui a été le fondateur et l'âme dirigeante de cette société. J'ai même signalé, déjà, que le ministre de l'Agriculture me paraissait trop intéressé avec M. Trudel. Le ministère de l'Agriculture est dirigé par un homme politique, un partisan ardent et dominant, et M. Trudel pouvait être le fidèle Achate<sup>3</sup> de ce ministre sur qui l'opinion publique eut raison de s'alarmer. Eut-elle raison de manquer de confiance en la société? Maintenant que M. Trudel se déclare progressiste dans la politique fédérale, il n'a plus la même compétence et ne mérite plus la confiance, d'après le ministre.

N'est-ce pas de l'arbitraire? Le ministre (l'honorable M. Caron) ne montre-t-il pas du fanatisme politique? Pourquoi aurait-il le droit de traiter ainsi les directeurs de cette société, qui ne reçoit aucun octroi de son gouvernement? Que le ministre de l'Agriculture ait la surveillance des opérations de la société en matière d'industrie laitière ou du commerce, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles, articles 1971 et suivants, admettons-le.

Cela veut-il dire que le ministre ait le droit de surveiller et de censurer les opinions émises par les directeurs et le gérant, en dehors de ces limites, et surtout dans les affaires où le ministre de l'Agriculture de Québec n'est nullement concerné? Le ministre a le droit à ses opinions politiques, mais les autres aussi. La société et ses membres ne sont pas obligés d'appartenir au parti du ministre. Je crains beaucoup que l'ingérence arbitraire du ministre nuise considérablement à cette société. Le ministre de l'Agriculture veut traiter les cultivateurs comme des enfants mineurs.

Ils n'ont plus le droit de rien faire sans son consentement. Ce n'est pas un mode de doctrine libérale. Par votre politique qui consiste à tout contrôler, vous enseignez à la jeunesse que, si elle se dévoue au travail de la terre, elle devra toujours peiner sans pouvoir s'élever plus haut que les cadres municipaux. Pour obéir au ministre, m'informe-t-on, la Société de l'Industrie laitière qui, déplorablement, est devenue une autre chose du ministre de l'Agriculture, a banni M. Trudel de son bureau de direction. Cela me paraît injuste, et cette injustice est de nature à produire chez les cultivateurs une impression fâcheuse, mais justifiable.

Le ministre a distribué des circulaires aux membres les invitant à assister à l'assemblée annuelle et y a joint des formulaires de procuration qu'ils doivent remplir dans l'éventualité où ils ne peuvent pas assister à l'assemblée. Le gouvernement souhaite élire une direction, selon sa convenance.

Le procureur général de la province ne cherche pas, à l'assemblée annuelle du Barreau, à ce que des hommes qu'il aurait choisis soient élus. Les avocats ne permettraient pas une telle tentative. Il (M. Sauvé) est persuadé que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) résisterait à une telle tentative de la part du procureur général, car il connaît l'indépendance de caractère qui caractérise le ministre de la Colonisation. Pourtant, dit-il, le ministre de l'Agriculture est en train de faire aux cultivateurs ce que le procureur général n'oserait faire aux avocats. Ce qui s'applique aux avocats devrait s'appliquer aux cultivateurs, et j'espère que le député de Richelieu (M. Péloquin) en prendra bonne note<sup>4</sup>.

**M. Péloquin (Richelieu)** fait une remarque.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il ne s'agit pas seulement de bien écouter, il faut comprendre. Les ouvriers ne permettraient pas plus d'intervention dans l'élection de leurs représentants syndicaux que les avocats et, si le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) décidait d'intervenir de cette façon, ce ne serait pas toléré. Il est convaincu que le député de Sainte-Marie (M. Gauthier) ne permettrait pas d'interférence avec le syndicat qu'il dirige.

(Notant que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) est absent de la Chambre) Il (M. Sauvé) dit qu'il devra se référer à l'autre ministre du Travail (l'honorable M. Lacombe), ministre sans portefeuille. Est-ce que le ministre sans travail... (Rires de la Chambre) ... pardon, sans portefeuille se risquerait à intervenir au nom du gouvernement dans une élection syndicale?

Il demande aux députés des comtés ruraux de dire s'ils croient que le ministre de l'Agriculture a agi avec justice. On force, dit-il, au cou des agriculteurs un joug de plus en plus étroit, et c'est pour cela qu'on n'entend plus beaucoup parler de la formation d'un parti politique de cultivateurs. Le joug devient très contraignant, et le gouvernement n'aura que lui-même à accuser pour tout ce qui pourra s'ensuivre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** se lève. (Applaudissements à droite)

Parce que le ministère de l'Agriculture a invité les cultivateurs à assister à la réunion annuelle de leur Coopérative, parce qu'il leur a conseillé d'envoyer des procurations pour voter, s'ils ne

pouvaient se rendre à la réunion, l'honorable chef de l'opposition s'écrie que nous avons attenté à la liberté des membres. Parce que je conseille à ceux qui ne pourront pas être présents d'envoyer leur procuration, le chef de l'opposition se révolte et crie à l'arbitraire. Mais est-ce que les compagnies ne font pas cela? Est-ce que les actionnaires des compagnies ne se font pas représenter, quand ils sont incapables d'assister à l'assemblée générale annuelle des actionnaires? Cela se fait pour toutes les réunions des actionnaires de compagnies, et il n'y a pas de scandale là-dedans.

Le chef de l'opposition essaie toujours de trouver un persécuté; quand ce n'est pas lui-même, c'est les cultivateurs. La société en question a été créée par le gouvernement. Elle n'a pas été conçue comme un organe politique. En quoi est-il mal de demander aux membres d'assister à l'assemblée annuelle et de m'envoyer leur procuration, s'ils ne peuvent pas s'y présenter? Ils ne sont pas obligés d'envoyer des procurations en ma faveur, mais s'ils le souhaitent, ils peuvent le faire pour le chef de l'opposition.

Malgré les derniers événements, mes rapports avec M. Trudel depuis dix ans m'ont laissé de la sympathie pour ce monsieur. Je dois dire, tout d'abord, que je n'ai jamais été intéressé personnellement dans les affaires de la Coopérative et que nous nous y sommes intéressés pour le bien des cultivateurs seulement. En ce qui concerne M. Trudel, personnellement, ce n'est pas parce qu'il s'est présenté candidat cultivateur aux dernières élections fédérales dans le comté de Champlain que je me suis objecté à ce qu'il fasse de la politique. Il avait droit de se lancer dans la politique, mais il ne devait pas y entraîner la société dont il était le gérant.

M. Trudel, c'est un commerçant intelligent, mais ce n'est pas un agriculteur; il n'a ni l'esprit ni les aspirations des agriculteurs. Il a laissé la campagne à l'âge de 13 ans, et ce n'est pas parce qu'il était à la tête d'une société agricole qu'il est devenu cultivateur. Nous l'avons soutenu, encouragé, lorsqu'il était gérant de la Coopérative, mais le jour où il a tenté de se servir du mouvement fermier, qu'il croyait plus fort qu'il l'était dans cette province, pour se hisser sur le dos des cultivateurs, pour se lancer dans un mouvement politique, nous avons protesté, et je crois que nous avons eu raison.

(Applaudissements à droite)<sup>5</sup>

MM. Trudel, Ponton<sup>6</sup> et Létourneau<sup>7</sup> ne sont pas des cultivateurs et ils n'ont pas l'âme agricole. M. Ponton essaya, dans le temps, d'obtenir une position au ministère de l'Agriculture, cela, bien

entendu, avant qu'il ne devînt un des chefs progressistes. Depuis, il entretient bien d'autres ambitions. M. Ponton et M. Trudel ne comptaient rien de moins que sur un portefeuille de ministre à la veille des dernières élections...

(La Chambre s'amuse de ces remarques)

Je me suis objecté à ce que M. Trudel fasse de la politique, parce qu'en se présentant il entraînait la Coopérative centrale des agriculteurs dans un mouvement politique où elle ne devait pas entrer. M. Trudel a fait son devoir jusqu'au moment où, sans avis, et il a abandonné la gérance de la Coopérative pour accepter une candidature, deux jours après m'avoir presque juré, dans mon bureau, qu'il ne se mêlerait pas de politique. C'est pour cela que j'ai fait la lutte à M. Trudel dans le comté de Champlain. Je me suis opposé à ce que M. Trudel se présente devant l'électorat, ce qui eût été contraire aux intérêts de la Coopérative dont il était l'un des employés. De plus, l'on était en automne et la Coopérative était en pleine opération; le temps était bien mal choisi pour M. Trudel de même penser à se lancer dans un mouvement politique.

La Coopérative exploitait avec succès une revue connue sous le nom de *Bulletin des Agriculteurs*, de Québec, et il était parfaitement reconnu que cette revue n'avait été fondée que dans un but et pour des fins agricoles, et ne devait jamais servir des influences politiques. Il (l'honorable M. Caron) dit qu'au mois d'août, M. Trudel lui avait démontré qu'il ne serait pas avantageux de vendre ce *Bulletin*. Une compagnie de Montréal, dit-il, avait voulu l'acheter quelque temps auparavant. Nous avions refusé. Mais au mois d'octobre, il est revenu me trouver et m'a dit que M. Ponton voulait acheter ce *Bulletin*. Il consentait alors à le vendre afin, disait-il, d'éviter que la Coopérative ne soit mêlée à la politique.

Mais M. Ponton était un des zélés du mouvement progressiste dans la province de Québec. Un bon jour, on m'apprend que le *Bulletin* est vendu et, malgré que nous ayons fait tous nos efforts pour empêcher cette vente, nous n'avons pas réussi, et le bureau des directeurs, dans lequel la majorité était des conservateurs, a voté la vente de cette publication. M. Trudel et quelques autres directeurs de la Coopérative ont réussi à tromper la bonne foi de plusieurs actionnaires, les obligeant à voter aveuglément pour la vente de la revue. Quelques jours plus tard, aussitôt que le journal fut vendu, M. Trudel devenait candidat, et le *Bulletin* de la Coopérative devenait l'organe de ce candidat dans le comté de Champlain.



Mais cette vente avait été faite suivant des conditions. On payait \$35,000, dont \$10,000 de suite et les \$25,000 autres étaient donnés en billets. Il fallait des garanties pour ces billets. Ces garanties devaient être données le 19 octobre, mais ce jour-là, il fut impossible d'obtenir quoi que ce soit. Nous essayâmes de contrôler ces renseignements, mais M. Trudel était en campagne électorale et, seul, il avait la clef de la caisse de la coopérative qui renfermait les garanties pour \$25,000. Ce n'est pas qu'après la déconfiture de M. Trudel que nous pûmes faire ouvrir la boîte en question, et alors on a constaté qu'il n'y avait des garanties que pour \$7,790 de billets dont \$1,000 étaient sans valeur...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a-t-il le droit de donner tous ces détails? Le ministre ne suit peut-être pas les règlements de la Chambre en entrant dans tous les détails alors que, lui-même, il n'a parlé que de la circulaire envoyée aux membres de la Coopérative des agriculteurs.

**M. Robert (Rouville):** Ça renseigne la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable député de Rouville veut avoir des renseignements, il n'a qu'à faire comme nous et à poser des questions au gouvernement en temps et lieu.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Vous m'avez demandé de me justifier et c'est pour cela que je vous donne ces renseignements. D'ailleurs, les cultivateurs actionnaires de la Coopérative doivent savoir cette histoire, connaître tous ces détails, afin de juger si nous avons eu raison d'empêcher la Coopérative d'être entraînée dans un mouvement politique. La Coopérative a rendu d'immenses services aux cultivateurs et elle ne s'est jamais mêlée de politique. Ce fut là la clé de son succès.

Maintenant, nous voulons nous assurer d'un bureau de direction qui ne nous jouera pas le même tour et nous prenons des mesures pour cela. Ses principaux officiers, en voulant l'entraîner dans l'arène politique, ont nui à son prestige, bien que sa situation financière n'ait rien souffert. Il y a eu, du reste, désapprobation générale de l'acte de ses directeurs. Et c'est pour la protéger de semblables initiatives que nous demandons à ses actionnaires d'être présents à l'assemblée générale et de voter selon les intérêts de la société. Est-ce cela une tentative attentatoire à la liberté des cultivateurs?

Est-ce cela que l'on appelle la mise en tutelle des cultivateurs? Étais-je justifiable de faire cela? Je suis le fondateur de la Coopérative, je m'y suis toujours intéressé.

On sait les luttes que j'ai soutenues pour la faire parvenir au rang qu'elle occupe aujourd'hui. Et c'est à cause de cela que je me suis cru autorisé à inviter les actionnaires à assister à l'assemblée générale. J'aurais bien pu, moi qui l'ai fondée, me servir de cette société, mais le chef de l'opposition me rendra ce témoignage que jamais nous ne l'avons employée à des fins politiques. La situation de la société, bien qu'elle ait été affectée par l'attitude de son ancien gérant, est encore très satisfaisante. Elle fait des progrès et, cette année, nous venons de payer des intérêts de 8 % aux actionnaires. Mais on a tenté de compromettre ce succès en faisant de la politique; heureusement les cultivateurs de cette province ont compris ce danger et ils se sont opposés à ce que leur société prenne part à la politique.

Il n'y a aucune mainmise sur la société et, si la majorité des actionnaires veut réélire l'ancien bureau, elle le fera, mais je crois que les cultivateurs seront assez intelligents pour mettre ce bureau à la porte. Il serait malheureux que le succès de la Coopérative fût compromis. Sa fondation, son développement nous ont coûté beaucoup d'efforts et j'ai confiance d'avoir convaincu la Chambre que, dans l'occasion rappelée par le chef de l'opposition, le ministère de l'Agriculture a agi comme il devait agir, dans l'intérêt des cultivateurs<sup>8</sup>. Le chef de l'opposition n'est pas justifiable d'attaquer le gouvernement et de dire que ce dernier persécute la classe agricole quand, au contraire, elle prend tous les moyens possibles pour développer cette industrie, en encourageant l'éducation de nos cultivateurs.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Chambre était convaincue d'avance...

(Applaudissements à droite)<sup>9</sup>

En touchant un peu, très peu le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), je savais que nous aurions de lui un très long (et) grand discours. Je croyais cependant qu'il parlerait de la question que j'ai soulevée, mais, entraîné par des applaudissements d'une Chambre gagnée d'avance, il a parlé de tout, très longtemps. Je me suis simplement objecté à ce que le ministre envoyât des lettres circulaires aux actionnaires de la Coopérative centrale agricole et de demander aux cultivateurs de lui donner leur procuration. Je ne veux pas que cette Coopérative soit contrôlée par un homme politique,

un membre du gouvernement. Si la société ne doit pas se mêler de politique, elle doit aussi être indépendante du ministre. Le ministre réclame l'indépendance de la Coopérative au point de vue politique, mais lui, il veut bien avoir le contrôle sur cette même société. M. Trudel avait donné sa démission avant d'accepter la candidature...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Pardon...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon, pardon<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** (En riant) Il ne veut pas, il ne veut pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)<sup>11</sup>:** L'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils) qui n'a que la peine de venir siéger dans cette Chambre, et à qui tout tombe rôti, devrait au moins me laisser remplir ma tâche.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Très bien! Très bien!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable ministre des Terres veut faire l'acteur, qu'il choisisse un autre théâtre dans Québec.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** insiste pour que le chef de l'opposition retirât ce mot d'"acteur".

**M. l'Orateur** demande au chef de l'opposition de retirer sa remarque.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien, je le retire, mettons-le en bouteille. Le ministre des Terres ne sera plus considéré comme un acteur. J'espère bien qu'on ne me forcera pas à une nouvelle rétractation! Mais que le ministre des Terres se conduise de manière à ne pas s'attirer d'autres déclarations de ce genre.

Il (M. Sauvé) dit qu'il était surpris de voir le ministre être violent pour justifier son attitude dans la dernière campagne électorale, attaquer ceux qu'il vantait l'an dernier.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** proteste d'un geste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon honorable ami faisait, l'an dernier, l'éloge de ceux qu'il a attaqués cet après-midi...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai pas nié, j'ai reconnu leurs qualités.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture avait loué les talents de M. Trudel et de MM. Ponton et Létourneau, deux professeurs d'agriculture, avant que ceux-ci aient montré un peu d'indépendance. Il (M. Sauvé) rappelle au ministre que c'est à l'indépendance qu'il a montrée en 1903 ou 1904, alors qu'il était député de L'Islet, qu'il doit la position qu'il occupe actuellement dans le ministère et lui demande d'être juste envers la classe qu'il représente. Il (M. Sauvé) assume que le ministre représente les cultivateurs dans le gouvernement, mais que son devoir n'est pas de les mettre en tutelle et de leur imposer son contrôle, mais plutôt de les représenter tels qu'ils sont et comme ils veulent être représentés.

La motion est adoptée.

#### **Correspondance entre M. James Burns et le département de la Colonisation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre M. James Burns et le département de la Colonisation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 jusqu'à ce jour.

Adopté.

#### **Correspondance entre les contribuables de Saint-Prospère et le ministre de la Voirie**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance, requête, etc., par des contribuables de Saint-Prospère avec le gouvernement au sujet de la voirie depuis 1920.

Adopté.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. *L'Événement* du 3 février 1922, à la page 1, mentionne que la séance a été retardée car "le Jeune Barreau ayant envahi l'hôtel du gouvernement, hier midi, pour offrir, au Café du parlement, un déjeuner au juge F.-A. Anglin, de la Cour suprême, des ministres, le président et des députés qui ne sont plus tous jeunes, mais sont toujours très attachés au Barreau, n'avaient pas voulu que leurs jeunes confrères fussent seuls à saluer le distingué magistrat."

2. *L'Événement* du 3 février 1922, à la page 1, donne des détails entourant M. Auguste Trudel qui était "le gérant de la Coopérative des agriculteurs. Il jouissait de la confiance de l'honorable M. Caron et dirigeait avec succès l'organisation qui lui avait été confiée. La politique ne semblait avoir aucun attrait pour lui. Les succès du parti agraire, dans l'Ouest, firent croire à deux amis de M. Trudel, M. Ponton et M. Létourneau, que, dans la province de Québec, il y aurait peut-être moyen d'organiser un mouvement, fermier, et d'élire des députés, ni rouges ni bleus. On alla donc trouver M. Trudel et on le décida à se présenter dans le comté de Champlain. Le ministre de l'Agriculture, qui avait toujours entouré la Coopérative de sa sollicitude, apprend avec regret que son gérant avait l'intention de se lancer dans la politique. Ce dernier lui avoua les tentations qu'il avait, vendit le journal qui était l'organe de la Coopérative, et, finalement, démissionna pour se porter candidat dans Champlain. Il fut battu, écrasé, perdit son dépôt, ne recueillant que quelques centaines de voix dans tout le comté. Après cette déroute, il retourna à l'ancien organe de la Coopérative, le *Bulletin des agriculteurs*, où il travaille, depuis, songeant, sans doute, avec émotion, aux beaux jours où il avait la confiance de l'honorable M. Caron. On n'aurait probablement jamais plus entendu parler de M. Trudel, si M. Sauvé n'avait ramené son histoire devant la Chambre hier, en essayant de faire porter au ministre de l'Agriculture la responsabilité de sa déconfiture politique".

3. Dans *L'Énéide*, poème antique de Publius Vergilius Maro (ou Virgile, de -79 à -19 environ) dans lequel Achate est le fidèle compagnon du héros Énée.

4. La *Gazette* du 3 février 1922, à la page 1, rapporte que M. Sauvé remarque que "le député de Richelieu ne portait apparemment pas une très grande attention au débat."

5. *L'Action catholique* du 3 février 1922, à la page 1, rapporte que "M. Péloquin à ce moment semble vouloir se venger de M. Sauvé en applaudissant d'une manière très bruyante à la suite des autres députés".

6. Noé Ponton (1897-1929), agronome et syndicaliste. Propriétaire du *Bulletin des agriculteurs* à partir de 1921. Cofondateur de l'Union catholique des cultivateurs en 1924, il se consacre à la promotion de cette dernière avant de mourir prématurément.

7. Firmin Létourneau (1891-1984), agronome et professeur. Enseignant à l'Institut agricole d'Oka (1915-1965), cofondateur du *Bulletin des agriculteurs* (1921) ainsi que de l'Union catholique des cultivateurs (1924) dont il est le premier secrétaire.

8. La *Patrie* du 3 février 1922, à la page 4, estime que le discours de M. Caron a duré environ une heure.

9. *L'Événement* du 3 février 1922, à la page 3, rapporte que "les députés couvrirent son interruption par des applaudissements destinés au discours du ministre de l'Agriculture".

10. *L'Événement* du 3 février 1922, à la page 3, précise qu'à ce moment M. Sauvé ne veut pas être interrompu par M. Caron.

11. Selon *L'Événement* du 3 février 1922, à la page 3, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 4, M. Sauvé se fâcha, à ce moment, contre M. Mercier fils.



Séance du vendredi 3 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Montréal Public Service Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de The Canadian Light and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie), demandant l'adoption d'une loi amendant leurs chartes.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1<sup>er</sup> mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Forget (Iberville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1<sup>er</sup> mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le

paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement des promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Comité permanent des bills  
publics en général, composition**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom du représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin) soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Commission métropolitaine  
de l'île de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Canadian Light and Power  
Company**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 111 amendant la charte de la Canadian Light and Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société Saint-Jean-Baptiste  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 97 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Montréal Public Service  
Corporation**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 110 amendant la charte de la Montréal Public Service Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****M. Simard**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que des députés auraient demandé au gouvernement la démission de M. Simard comme président de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne puis dévoiler cela. Le gouvernement considère que des conférences entre ministres et députés, comme celles entre le chef de l'opposition et ses partisans, ne sont pas du domaine public, et la divulgation de ce qui se passe est contraire à toutes les meilleures traditions parlementaires<sup>2</sup>.

**Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Commission des liqueurs a-t-elle fait au gouvernement un rapport de ses opérations depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de le déposer devant cette Chambre?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. La Commission fait un rapport journalier de ses recettes et de ses paiements - (cash receipts and cash payments) - aussi de son compte de banque et des achats faits et paiements à faire;

2. Le gouvernement sera heureux de déposer devant cette Chambre tout rapport d'ensemble d'opérations que lui fournira la Commission.

**Succession  
Hunter-Evans**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 confirmant une convention entre dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans, *et al.*, et ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires, en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora Hunter et confirmant leurs pouvoirs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**C. T. Parker**

**M. Lapierre (Mégantic)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Mont-Joli**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse de  
Saint-Octave de Métis-Sud**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 détachant certains lots de la deuxième division du comté de Matane, et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Union des  
municipalités**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 constituant en corporation l'Union des municipalités de la province de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
F. Tétreau**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville et la succession de feu Messire Frédéric Tétreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Registre du bureau  
d'enregistrement de l'Islet**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 légalisant certaines entrées au registre des avis en usage depuis le 17 juin 1861 dans le bureau de la division d'enregistrement de l'Islet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé en comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Liste  
des jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École technique  
de Trois-Rivières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 23 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que la corporation de l'École technique de Trois-Rivières soit autorisée à contracter des emprunts n'excédant pas en tout deux cent cinquante mille piastres au lieu de la somme de deux cent mille piastres qu'elle a été autorisée à contracter par la section 5 de la loi 8 George V, chapitre 42, telle qu'amendée par la loi 10 George V, chapitre 44, section 1, pour les fins mentionnées dans ladite section 5, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout deux cent cinquante mille piastres, mentionnés dans la résolution précédente, aux conditions qu'il trouvera convenables.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 23 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pensions dans des écoles de réforme**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la délivrance de Lévis; l'Asile du Bon-Pasteur, de Québec; les Missionnaires de la Compagnie de Marie; les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal; et les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance de Lévis, le 28 juillet 1921, devant Ernest Labrègue, notaire, sous le numéro 4043 de ses minutes et reproduit comme cédule A, soit ratifié.

Adopté.

2. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, le 28 juillet 1921, devant Ernest Labrègue,

notaire, sous le numéro 4042 de ses minutes et reproduit comme cédule B, soit ratifié.

Adopté.

3. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie le 26 août 1921, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 482 de ses minutes et reproduit comme cédule C, soit ratifié.

Adopté.

4. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal le 26 août 1921, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 481 de ses minutes et reproduit comme cédule D, soit ratifié.

Adopté.

5. Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal le 5 août 1921, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 478 de ses minutes et reproduit comme cédule E, soit ratifié.

Adopté.

#### **CÉDULE "A"**

L'an mil neuf cent vingt et un, le vingt-huit juillet

Devant ERNEST LABRÈQUE, notaire public de la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

comparaissent:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes représenté par Monsieur C.-Joseph Simard, avocat et sous-secrétaire de la province de Québec, résidant en la cité de Québec, autorisé aux fins des présences par un arrêté ministériel en date à Québec, du quatorze juin dernier (1921), no 1055, et approuvé le dix-sept du même mois, même année, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

et

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE À LÉVIS, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, en sa qualité de propriétaire de l'École d'industrie de Saint-



Joseph de la Délivrance, agissant aux présentes par dame Marie-Anne Dion, en religion sœur Saint-Cyrille, supérieure dudit hospice, et dame Alvina Filteau, en religion sœur Saint-Étienne, économe dudit hospice et dûment autorisées aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil dudit hospice en date du vingt et un juillet courant et dont copie certifiée est demeurée annexée au présent acte après avoir été signée desdites sœurs Saint-Cyrille et Saint-Étienne et du notaire soussigné, *ne varietur*,

LESQUELLES parties font entre elles les déclarations et conventions suivantes:

Que les parties amendent par les présentes le contrat intervenu entre elles devant Jules Vézina, notaire, le vingt-trois juin mil neuf cent quinze, relativement à la pension et entretien des enfants de l'École d'industrie de Saint-Joseph de la Délivrance et la fixent, à compter du premier juillet courant, à la somme de cent trente piastres par année, *per capita*, pour chacun desdits enfants, payable tous les mois, savoir un douzième chaque mois, tel que mentionné audit contrat du 23 juin 1915.

Quant aux autres termes, clauses et conditions du contrat du 23 juin 1915, ils restent les mêmes.

Le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié par la Législature de la province de Québec à sa prochaine session.

Aux présentes est intervenu Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice ou des dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité. Lequel, après avoir pris communication du présent acte, déclare l'approuver et le ratifier.

Dont acte à Québec, sous le numéro quatre mille quarante-trois des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) C.-J. Simard,  
sous-secrétaire de la province  
Sœur Marie-Anne Dion, dite S.S. Cyrille,  
supérieure.  
Sœur Alvina Filteau, dite S.S. Étienne,  
Dépre.  
† L.-N. Card. Bégin,  
archevêque de Québec.  
Ern. Labrègue, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude,

Ern. Labrègue, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921.

CONCERNANT un contrat entre les dames religieuses de Notre-Dame de la Charité et le gouvernement de la province.

1055

L'honorable secrétaire intérimaire de la province, dans un mémoire en date du 14 juin (1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre les dames religieuses de Notre-Dame de la Charité et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat déjà existant, en fixant à \$130.00 par année, *per capita*, la pension des enfants placés par le gouvernement à l'École d'industrie certifiée de Saint-Joseph de la Délivrance, propriété des Dames religieuses de Notre-Dame de la Charité, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

Ern. Labrègue, N. P.

À une assemblée du conseil des sœurs de la Charité de l'hospice de la Délivrance, de la paroisse Notre-Dame de la Victoire, Lévis, tenue le vingt et unième jour de juillet, mil neuf cent vingt et un, il a été résolu que sœur Marie-Anne Dion, dite Saint-Cyrille, supérieure, et sœur Alvina Filteau, dite Saint-Étienne, économe, soient autorisées, et elles le sont par la présente, à signer un contrat amendant ceux existant entre nous et le gouvernement de la province de Québec, relativement à l'École d'industrie certifiée de Saint-Joseph de la Délivrance, et fixant la pension annuelle de chaque enfant à cent trente dollars.

Sœur Marie-Anne Dion, dite Saint-Cyrille,  
supérieure,  
Sœur Joséphine Caron, dite Sainte-Béatrix,  
assistante,  
Sœur Alvina Filteau, dite Saint-Étienne,  
économe,  
Sœur Élizabeth Guay, dite Sainte-Alodie,  
secrétaire

Vraie copie,  
(Signé) Sr Sainte-Alodie, secrétaire

Signé et reconnu véritable au désir d'un acte  
de conventions intervenu entre le gouvernement de la  
province de Québec et l'hospice Saint-Joseph de la  
Délivrance, devant Ern. Labrègue, notaire, ce jour.

Québec, 28 juillet 1921.

(Signé) S. M.-A. Dion, dite Saint-Cyrille,  
supérieure,  
S. M.-Alvina Filteau, dite Saint-Étienne,  
Dépre.

En présence de  
(Signé) Ern. Labrègue, N. P.

Vraie copie,  
Ern. Labrègue, N. P.

#### CÉDULE "B"

L'an mil neuf cent vingt et un, le vingt-huit  
juillet.

Devant ERNEST LABRÈQUE, notaire public pour la  
province de Québec, résidant et pratiquant à  
Québec,

comparaissent:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes  
représentées par Monsieur C.-Joseph Simard,  
avocat et sous-secrétaire de la province de  
Québec, résidant en la cité de Québec,  
autorisé aux fins des présentes par un arrêté  
ministériel no 1054 en date du quatorze juin  
dernier (1921) et approuvé le dix-sept du  
même mois, même année, par Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur, dont copie est  
annexée à la minute du présent acte,

et

L'ASILE DU BON PASTEUR, corps politique et  
incorporé par le chapitre 23 de l'acte  
18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de  
l'hospice Saint-Charles de Québec, et de  
l'École d'industrie certifiée de Saint-Charles,  
représenté aux présentes par Madame Marie  
Arthémise Catellier, en religion sœur Saint-  
Éphrem, économe générale dudit asile du  
Bon-Pasteur, spécialement autorisée aux fins  
des présentes par une résolution passée par le  
conseil dudit asile en date du vingt-deux  
juillet courant et dont copie a été annexée au  
présent acte après avoir été reconnue  
véritable et signée par ladite sœur Saint-  
Éphrem en présence du notaire soussigné.

LESQUELLES parties font entre elles les déclarations  
et conventions suivantes:

Que les parties amendent par les présentes le  
contrat intervenu entre elles devant Ad. Labrègue,  
notaire, le trente juin mil neuf cent quinze,  
relativement à la pension et entretien des enfants de  
l'École d'industrie certifiée de Saint-Charles et la  
fixent, à compter du premier juillet courant, à la  
somme de cent trente piastres par année, *per capita*,  
pour chacun desdits enfants, payable tous les mois,  
savoir un douzième chaque mois, tel que mentionné  
audit contrat du 30 juin 1915.

Quant aux autres termes, clauses et  
conditions du contrat du 30 juin 1915, ils restent les  
mêmes.

Que le présent contrat n'aura force et effet  
qu'en autant qu'il aura été ratifié par la Législature de  
Québec à sa prochaine session.

Aux présentes est intervenu Son Éminence le  
cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de  
Québec, agissant aux présentes en sa qualité de  
supérieur ecclésiastique dudit Asile du Bon-Pasteur  
de Québec, lequel, après avoir pris communication  
du présent acte, a déclaré l'approuver et ratifier.

Dont acte à Québec, sous le numéro quatre  
mille quarante-deux des minutes du notaire  
soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire,  
lecture faite.

(Signé) C.-J. Simard,  
sous-secrétaire de la province  
Sr M. S. Éphrem,  
économe générale

† L.-N. Card. Bégin,  
archevêque de Québec.  
Ern. Labrègue, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon  
étude.

Ern. Labrègue, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable  
Conseil exécutif en date du 14 juin 1921,  
approuvé par le lieutenant-gouverneur le  
17 juin 1921.

CONCERNANT l'École d'industrie certifiée de Saint-  
Charles, propriété de l'asile du Bon-Pasteur,  
Québec.

1055

L'honorable secrétaire intérimaire de la  
province, dans un mémoire en date du 14 juin  
(1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-  
secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour  
et au nom du gouvernement de la province de  
Québec, un contrat à intervenir entre l'asile du Bon-  
Pasteur et le gouvernement de la province de  
Québec, amendant le contrat déjà existant, en fixant  
à \$130.00 par année, *per capita*, la pension des  
enfants placés par le gouvernement à l'École  
d'industrie certifiée de Saint-Charles, et ce, à  
compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921, jusqu'au terme du  
contrat actuellement existant, contrat sujet à  
ratification par la Législature de Québec, à sa  
prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

Ern. Labrègue, N. P.

À une séance du conseil général tenue le  
vingt-deux juillet mil neuf cent vingt et un, sous la  
présidence de la révérende Mère Albertine Morin,  
M. de Saint-Eugène, supérieure générale de la  
congrégation, il a été proposé et résolu:

Que l'Asile du Bon-Pasteur de Québec  
consent à signer un contrat amendant ceux existant

entre ledit asile et le gouvernement de la province  
relativement à l'École d'industrie de l'hospice Saint-  
Charles et fixant la pension annuelle de chaque  
enfant à cent trente piastres (\$130.00).

Que mère Saint-Éphrem, économe générale,  
est autorisée à signer l'acte pour ledit asile.

Je, soussigné, certifie que l'extrait ci-dessus  
est conforme au registre des délibérations du conseil  
général de l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

(Signé) Sr Marie-Ange,  
secrétaire générale

Asile du Bon-Pasteur,  
Québec, 22 juillet 1921.

Reconnu véritable au désir d'un acte de  
conventions entre l'asile du Bon-Pasteur et le  
gouvernement de la province de Québec, devant Ern.  
Labrègue, N. P., ce jour.

Québec, 28 juillet 1921.

(Signé) Sr S. Éphrem,  
économe générale.

En présence de

(Signé) Ern. Labrègue, N. P.

Vraie copie,

Ern. Labrègue, N. P.

CÉDULE "C"

Devant ME ÉMILE MASSICOTTE, notaire public de la  
province de Québec, résidant et pratiquant en  
la cité et le district de Montréal,

ont comparu:

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN, LE ROI GEORGE V,  
représenté au présent acte par Monsieur C.-J.  
Simard, sous-secrétaire de la province de  
Québec, et dûment autorisé à l'effet des  
présentes en vertu d'un ordre en conseil en  
date du quatorze juin mil neuf cent vingt et  
un et approuvé par Son Honneur le  
lieutenant-gouverneur, le dix-sept juin mil  
neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée  
signée par les parties aux présentes et le  
notaire soussigné a été et restera attachée à la  
minute des présentes, pour en faire partie;

*Partie de première part;*

et

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE, corps doué de la personnalité civile et politique, ayant son principal bureau d'affaires à Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, représentés et agissant aux présentes par le révérend Père Gilbert de ladite corporation, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration desdits Missionnaires de la compagnie de Marie, en date du huit août mil neuf cent vingt et un, laquelle résolution est demeurée annexée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties et le notaire soussignés,

*Partie de la seconde part;*

LESQUELLES parties ont convenu de faire les amendements ci-après mentionnés à l'acte de convention qu'ils ont signé le vingt-huitième jour du mois de juillet mil neuf cent quinze, devant Me Gaston Saint-Cyr, notaire, sous le numéro cinquante-huit de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 9 mars 1916, et se trouve au chapitre 5 des statuts de Québec, 6 George V, de la façon suivante, savoir:

L'article dixième qui se lit comme suit:

10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec "s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10.00) par mois pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois" est annulé et remplacé par l'article dixième qui suit, savoir:

"10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de cent trente dollars (\$130.00) par an, pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois."

L'amendement ci-dessus est ainsi fait sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de convention passé le vingt-huitième jour de juillet mil neuf cent quinze, qui ne sont nullement affectées par le présent acte.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier juillet mil neuf cent vingt et un pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et le nouvel article dixième, tel que ci-dessus récité, aura le même effet et liera les parties de première et seconde part de la même façon que s'il eût été inséré dans l'acte originaire du vingt-huit juillet mil neuf cent quinze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part, qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, le vingt-sixième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) Les Missionnaires de la compagnie de Marie,  
par le Rd P.-A. Gilbert,  
supérieur de Notre-Dame de Montfort.  
C.-J. Simard,  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

Émile Massicotte, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921.

CONCERNANT un contrat entre Les Missionnaires de la compagnie de Marie et le gouvernement de la province de Québec.

1036

L'honorable secrétaire intérimaire de la province, dans un mémoire en date du 14 juin (1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre Les Missionnaires de la compagnie de Marie et le gouvernement de la province de Québec, amendant

le contrat actuellement existant, en fixant à \$130 par année, *per capita*, la pension des enfants placés par le gouvernement à l'École d'industrie certifiée de Montfort et Huberdeau, propriété desdits Missionnaires de la compagnie de Marie, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie certifiée d'un ordre en conseil en date du 14 juin 1921 et approuvée par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 17 juin 1921, dont il est fait mention dans un acte de convention supplémentaire passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le vingt-sixième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un.

Pour identification.

(Signé) A. Gilbert, supérieur de N.-D. de  
Montfort  
C.-J. Simard,  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme.

Émile Massicotte, N. P.

Orphelinat de Montfort, P.Q.

Les Missionnaires de la compagnie de Marie de Montfort, corps religieux et politique, incorporé dans la province de Québec par acte du dix juin mil huit cent quatre-vingt-quatre, ayant leur principal bureau d'affaires à Dorval, comté de Jacques-Cartier, province de Québec, représenté aux présentes par le R.P.P.P.E. Lebail, provincial, Gilbert, supérieur de l'orphelinat de Montfort, et Rocher, assistant du supérieur de Montfort, délèguent ledit R.P. A. Gilbert pour signer en leur nom et place, un amendement au contrat existant entre le gouvernement de la province de Québec et Les Missionnaires de la compagnie de Marie, signé à Montréal le 28 juillet 1915, de façon à porter à \$130.00 au lieu de \$120.00, la pension des enfants élevés à l'École d'industrie des pères de la compagnie de Marie de Montfort, cet amendement devant prendre effet à compter du premier juillet 1921.

Fait et signé à Montfort, P.Q., le 8 août 1921.

(Signé) A. Gilbert, S.N.D.M.  
P.-M. Rocher, A.S.M.  
E. Lebail, Prov.

Ceci est l'autorisation donnée au R.P. A. Gilbert, supérieur de Montfort, par les Missionnaires de la compagnie de Marie, de signer un acte de convention supplémentaire passé entre lesdits Missionnaires de la compagnie de Marie et le gouvernement de la province de Québec, devant Me Émile Massicotte, notaire, le vingt-sixième jour d'août mil neuf cent vingt et un et dont il est fait mention dans ledit acte de convention supplémentaire.

Pour identification.

(Signé) Gilbert, supérieur.  
C.-J. Simard.  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme.

Émile Massicotte, N. P.

CÉDULE "D"

Devant ME ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résident et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ont comparu:

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté et agissant aux présentes, par Monsieur C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province de Québec, dûment et spécialement autorisé à cet effet en vertu d'un ordre en conseil en date du quatorze juin mil neuf cent vingt et un et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le dix-sept juin mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signé, *ne varietur*, par les parties avec et en présence du notaire soussigné, ci-après nommé le gouvernement,

*Partie de la première part;*

et

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, une communauté religieuse légalement constituée, ayant son principal établissement en ladite cité de Montréal, au numéro soixante-quatre est de la rue Sherbrooke, et ci-après nommée les dames religieuses, représentées et agissant aux présentes par dame Angéline Dagenais, en religion Marie de Saint-Ferdinand, supérieure provinciale de cette communauté, dûment autorisée à cet effet en vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté en date du huitième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

*Partie de la seconde part;*

LESQUELLES parties ont convenu de faire l'amendement ci-après mentionné à l'acte de convention qu'elles ont signé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze, devant Me Albert Labrèche, notaire, sous le numéro deux mille cent vingt-cinq de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt-sixième jour de juin mil neuf cent quinze, et se trouve au chapitre 5 des statuts de Québec, 6 George V, de la façon suivante, savoir:

L'article onzième qui se lit comme suit:

"De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à leur école de réforme et une somme de huit piastres (\$8) par mois pour chacune desdites enfants pendant tout le temps de sa détention à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.", est annulé et remplacé par le nouvel article onzième qui suit, savoir:

"De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites dames religieuses, au

bureau du trésorier de la province, une somme de cent soixante dollars (\$160) par année pour chacune desdites enfant pour le temps de sa détention à leur école de réforme, et une somme de huit dollars (\$8) par mois pour chacune desdites enfants pendant tout le temps de sa détention à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois."

L'amendement ci-dessus est ainsi fait sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de convention passé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze, qui ne sont nullement affectées par les présentes, et sans préjudice des discussions pendantes relatives à l'augmentation de la pension des enfants détenues à l'école d'industrie des dames religieuses.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier juillet mil neuf cent vingt et un pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et le nouvel article onzième, tel que ci-dessus récité, aura le même effet et liera les parties de première et seconde part de la même façon que s'il eût été inséré dans l'acte originaire du vingt-sept septembre mil neuf cent quinze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, le vingt-sixième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-un des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) Sr M. de Saint-Ferdinand Dagenais,  
supérieure provinciale  
C.-J. Simard,  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

Émile Massicotte, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921.

CONCERNANT les dames religieuses de N.-D. de Charité du Bon-Pasteur.

L'honorable secrétaire intérimaire de la province, dans un mémoire en date du 14 juin (1921) recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur et le gouvernement de la province de Québec amendant le contrat actuellement existant, en fixant à \$160 par année, *per capita*, la pension des enfants internées par le gouvernement à l'école de réforme, propriété des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif

Ceci est une copie certifiée par ordre en conseil en date du quatorze juin mil neuf cent vingt et un, adopté par l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont il est fait mention dans une convention supplémentaire passée entre ladite province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, devant Me Émile Massicotte, notaire, le vingt-six août 1921 et qui restera attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée *ne varietur* par les parties aux présentes, avec et en présence du notaire soussigné.

*Ne varietur*,

(Signé) Sr. M. de Saint-Ferdinand Dagenais,  
supérieure provinciale  
C.-J. Simard  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme,

Émile Massicotte, N. P.

—  
Vive Jésus et Marie

Nous, soussignés, conseillères de ce monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur

d'Angers, à Montréal, autorisons, par le présent acte, notre T. H. Mère, Dame Angéline Dagenais en religion Marie de Saint-Ferdinand, supérieure provinciale de notre communauté, à signer un acte de convention à l'effet d'amender le contrat intervenu entre notre communauté et le gouvernement de la province de Québec, pour l'entretien des enfants du sexe féminin à notre école de réforme, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921 jusqu'au terme dudit contrat (1<sup>er</sup> juillet 1925) moyennant la somme de cent soixante dollars (\$160) par année pour chaque enfant.

Monastère provincial du Bon-Pasteur,  
64, rue Sherbrooke Est,  
Montréal, ce 8 août 1921

(Signé) Sr M. de la Sainte-Trinité Caron,  
conseillère

Sr M. Hélène de la Croix Legris,  
conseillère

Sr. M. de Saint-Thomas de Villeneuve Guay,  
conseillère

Sr. M. de Sainte-Thérèse d'Amour,  
conseillère

(Sceau)

Certifié conforme à l'original.

(Signé) Sr. M. de Saint-Frs de Paule Coté,  
Sec. Int.

Ceci est une copie certifiée de la résolution du conseil des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, dont il est fait mention dans une convention supplémentaire passée entre le gouvernement de la province de Québec et ladite communauté, devant Me Émile Massicotte, le vingt-six août 1921, et qui restera attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties aux présentes, avec et en présence du notaire soussigné.

*Ne varietur*,

(Signé) Sr. de Saint-Ferdinand Dagenais,  
Supérieure provinciale.  
C.-J. Simard.  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme,

Émile Massicotte, N. P.

## CÉDULE "E"

Devant Me ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ont comparu:

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté au présent acte par Monsieur C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du dix-huit juillet mil neuf cent vingt et un et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le dix-neuf juillet mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée, signée par les parties aux présentes et le notaire soussigné, a été et restera attachée à la minute des présentes, pour en faire partie.

*Partie de la première part;*

et

LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL, une communauté religieuse et dûment incorporée, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée et agissant aux présentes par le révérend frère Philémon, visiteur, président du comité d'administration de ladite communauté et spécialement autorisé aux fins des présentes par résolution des membres de ladite corporation, adoptée à leur séance du vingt-trois juillet mil neuf cent vingt et un et dont copie certifiée a été et restera ci-annexée après avoir été reconnue véritable par les parties aux présentes, en présence dudit notaire.

*Partie de la seconde part;*

LESQUELLES parties ont convenu de faire les amendements ci-après mentionnés à l'acte de convention qu'ils ont signé le vingt-six octobre mil neuf cent douze, devant Me Jos. Brunet, notaire, sous le numéro neuf mille quatre cent quatre-vingt-quatorze de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt et un décembre mil neuf cent douze, et se trouve au

chapitre 5 des statuts de Québec, 3 George V, de la façon suivante, savoir:

Les articles deuxième, troisième et septième qui se lisent comme suit:

"2. Le gouvernement de cette province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommés sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans ladite cité de Montréal, paiera auxdits frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné dans la suite avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent soixante piastres (\$160) par an.

"3. La partie de première part s'oblige, dans tous les cas, à payer à la partie de seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) enfants, à cent soixante piastres (\$160) par enfant interné dans ladite école de réforme.

"Ce nombre de deux cent trente signifie deux cent trente enfants condamnés. Cependant ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix et ils seront comptés à raison de deux cents dollars (\$200).

"7. Toute somme payable auxdits frères en vertu du présent arrangement leur sera payée mensuellement comme suit: quatre mille piastres (\$4,000) à la fin de chaque mois et la balance due à la fin du trimestre."

Les amendements ci-dessus sont ainsi faits sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de convention passé le vingt-six octobre mil neuf cent douze, qui ne sont nullement affectées par les présentes.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier février mil neuf cent vingt et un pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et les nouveaux articles deuxième, troisième et septième, tels que ci-dessus réécités, auront le même effet et lieront les parties de première et seconde part de la même façon que s'ils eussent été insérés dans l'acte originaire du vingt-six octobre mil neuf cent douze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de deuxième part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.



Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, le cinquième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(signé) Les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal,  
F. Philémon, visiteur,  
C.-J. Simard  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

Émile Massicotte, N. P.

Dans la réunion des soussignés, membres du conseil d'administration de la corporation Les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, tenue le 23 juillet 1921, il a été résolu que M. Charles-Louis S'Papen, en religion frère Philémon, visiteur, président dudit conseil d'administration, soit autorisé et il est par les présentes autorisé à signer avec le gouvernement de la province de Québec un amendement à la convention conclue, le 26 octobre, 1912, entre ladite corporation et ledit gouvernement.

(signé) Fr. Philémon, visiteur, président,  
Fr. Magnile, supérieur provincial,  
Fr. Ursmarus, membre,  
Fr. Hermias, membre.

Copie exacte et véritable.

(Sceau)

(Signé) Fr. Frémond, Secrétaire.

Ceci est une copie certifiée de la résolution adoptée à une séance du bureau de direction des frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal dont il est fait mention dans une convention supplémentaire intervenue entre la province de Québec et les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, devant Me Émile Massicotte, notaire, le cinquième jour d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit de ses minutes, et attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne variatur*, par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

(signé) Fr. Philémon, Vis.  
C.-J. Simard  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme.

Émile Massicotte, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 18 juillet 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1921.

CONCERNANT un contrat à intervenir entre les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal et le gouvernement de la province de Québec.

1372

L'honorable secrétaire de la province intérimaire, dans un rapport en date du 18 juillet (1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat déjà existant, en fixant à \$200 par année, *per capita*, la pension des enfants placés par le gouvernement à l'École de réforme certifiée de Montréal, propriété des frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal, et ce, à compter du 15 février 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié

(Signé) A. Morisset  
greffier du Conseil exécutif

Ceci est la copie certifiée de l'ordre en conseil dont il est fait mention dans une convention supplémentaire intervenue entre la province de Québec et les frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal devant Me Émile Massicotte, le cinquième jour d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit de ses minutes et attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne variatur*, par les parties, avec et en présence du notaire soussigné.

(signé) Fr. Philémon, Vis.  
C.-J. Simard  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme.

Émile Massicotte, N. P.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

#### Pensions dans des écoles de réforme

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 8 ratifiant certains contrats passés entre le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les Missionnaires de la compagnie de Marie; les Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, et les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Pensions des aliénés de l'hospice de Baie-Saint-Paul

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 ratifiant un certain contrat passé entre le gouvernement de la province et l'Institut des Petites Sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans

l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le contrat ci-après reproduit, relatif au maintien des aliénés dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé entre le gouvernement de la province et l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, de la Baie Saint-Paul, le 22 décembre 1921, devant Ernest Labrèque, notaire, sous le numéro 4179 de ses minutes, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

#### CONTRAT

L'an mil neuf cent vingt et un, le vingt-deux décembre

Devant ERNEST LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec.

comparaissent:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable M. Athanase David, secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes en vertu d'un arrêté ministériel no 2291, en date du seize novembre dernier (1921), approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec le même jour et dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes;

et

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la paroisse de la Baie-Saint-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame Apolline Vautour, en religion sœur Marie-Clarisse-d'Assise, supérieure générale dudit institut,

spécialement autorisée aux fins des présentes après avoir été reconnue véritable par ladite dame supérieure générale et signée d'elle et du notaire soussigné, ce jour;

LESQUELLES parties déclarent par les présentes:

Amender le contrat survenu entre elles devant Ad. Labrèque notaire, le seize décembre mil neuf cent quinze et-

Fixer à cent soixante-quinze piastres (\$175) par année, *per capita*, la pension des aliénés internés par le gouvernement provincial à l'hôpital ou hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, propriété desdites Petites sœurs franciscaines de Marie et ce, à compter du premier juillet dernier (1921) jusqu'au terme du contrat ci-dessus mentionné.

Quant aux autres termes, clauses et conditions dudit contrat du seize décembre mil neuf cent quinze, ils restent les mêmes sans novation ni dérogation.

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Dont acte à Québec sous le numéro quatre mille cent soixante-dix-neuf des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) Apolline Vautour, Sr M.-Claire D'Assise, supérieure générale,  
Athanase David,  
Ern. Labrèque, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Ern. Labrèque, N. P.

"À une assemblée du conseil général de l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, tenue au lieu ordinaire, maison-mère, Baie Saint-Paul, province de Québec, le vingt-deuxième jour de novembre mil neuf cent vingt et un, à laquelle furent présentes les sœurs Marie-Claire-d'Assise, supérieure générale, Marie-Dominique, assistante-générale, Marie-du-Sacré-Cœur de Jésus, Marie-d'Agnès-d'Assise, Marie-Colette, conseillères générales;"

"Il est résolu:

"Que sœur Marie-Claire d'Assise, supérieure générale de notre institut, soit autorisée par la présente à introduire dans notre contrat actuellement existant avec le gouvernement provincial pour

l'entretien des patients, les changements qu'elle jugera nécessaires ou opportuns pour l'augmentation de ces pensions, et à signer tous documents s'y rapportant."

(Signé) Sr M.-Claire-D'Assise,  
supérieure générale,  
Sr Marie-du-Sacré-Cœur de Jésus,  
supérieure générale

Certifié vraie copie,

(Signé) Sr Marie du Sacré-Cœur de Jésus,  
supérieure générale

Vu et approuvé la résolution ci-dessus,

(Signé) Père M.-T., Évêque de Chicoutimi

Ce document est la copie certifiée de la résolution du conseil de l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, à laquelle il est référé dans un contrat ledit institut et le gouvernement de la province de Québec, exécuté devant Ern. Labrèque, notaire, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt et un.

Et j'ai signé,

(Signé) Apolline Vautour,  
Sr M.-Claire-D'Assise, supérieure générale  
En présence de  
(Signé) Ern. Labrèque, N. P.

Vraie copie,

Ern. Labrèque, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 16 novembre 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 16 novembre 1921.

CONCERNANT un contrat entre l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie et le gouvernement de la province de Québec.

2291

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 16 novembre (1921), recommande qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat actuellement existant, en fixant à \$175.00 par année, *per capita*, la pension des aliénés internés par le

gouvernement à l'hôpital de la Baie Saint-Paul, propriété de l'institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921 jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif

Vraie copie,

Enr. Labrègue, N. P.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

### Pensions des aliénés de l'hospice de Baie-Saint-Paul

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 6 ratifiant un certain contrat passé entre le gouvernement de la province et l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des idiots dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Pensions dans une école d'industrie

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 33 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame

de Charité du Bon-Pasteur, concernant l'entretien de certains enfants dans leur école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, le 8 janvier 1922, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 543 de ses minutes et reproduit comme annexe de la présente résolution, soit ratifié.

Adopté.

### ANNEXE

Devant ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal.

Ont comparu:

SA MAJESTÉ, NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté et agissant aux présentes par L'honorable M. Athanase David, avocat et conseil du roi, et secrétaire de la province de Québec, dûment et spécialement autorisé à cet effet en vertu d'un ordre en conseil en date du vingt et un décembre mil neuf cent vingt et un, et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec le vingt-quatre décembre mil neuf cent vingt et un, et dont une copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne variatur*, par le notaire soussigné, ci-après nommé le gouvernement,

*Partie de première part;*

et

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, une communauté religieuse dûment constituée, ayant son

principal établissement dans la province de Québec au numéro 64 Est de la rue Sherbrooke et ci-après nommée "Les dames religieuses", représentées et agissant aux présentes par la très honorée mère Marie-Angéline Dagenais, en religion Mère Marie de Saint-Ferdinand, supérieure provinciale, dûment autorisée à cet effet en vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté et qui a été et restera attachée à la minute des présentes et après avoir été signée, *ne varietur*, par le notaire soussigné.

*Partie de seconde part;*

LESQUELLES parties ont convenu de faire l'amendement ci-après mentionné à l'acte de convention qu'elles ont signé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze devant Me Albert Labrèche, notaire, sous le numéro deux mille cent vingt-cinq de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt-sixième jour de juin mil neuf cent quinze, et se trouve au chapitre 5 des statuts de Québec, 6 George V, de la façon suivante, savoir:

Le paragraphe onzième qui se lit comme suit: "De son côté le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à une école de réforme, et une somme de huit piastres (\$8) par mois pour chacune desdites enfants pendant tout le temps de sa détention à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois",

est annulé et remplacé par le nouveau paragraphe onzième qui suit, savoir:

"De son côté le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à une école de réforme, et une somme de cent quarante-quatre dollars (\$144) par année pour chacune desdites enfants pendant tout le temps de sa détention à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois".

L'amendement ci-dessus est ainsi fait sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de convention passé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze, qui ne sont nullement affectées par les présentes, et sans novation ni dérogation à toutes les clauses, conditions et stipulations contenues dans un acte de convention supplémentaire passé le vingt-six août mil neuf cent vingt et un entre le gouvernement de la province de Québec et lesdites dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, relativement à la pension payée par le gouvernement pour les enfants détenues à l'école de réforme desdites dames religieuses.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier juillet mil neuf cent vingt et un et pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et ce nouveau paragraphe onzième aura le même effet et liera les parties de première et seconde part de la même façon que s'il eût été inséré dans l'acte originaire du vingt-sept septembre mil neuf cent quinze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, le huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux, sous le numéro cinq cent quarante-trois des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) Athanase David,  
Sr M. de Saint-Ferdinand Dagenais,  
supérieure provinciale.  
Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

Émile Massicotte, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 21 décembre 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 24 décembre 1921.

CONCERNANT un contrat entre les dames religieuses de N.-D. de Charité du Bon-Pasteur et le gouvernement de la province.

2514

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport en date du 21 décembre (1921), recommande qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat actuellement existant en fixant à \$144, par année, *per capita*, la pension des enfants internées par le gouvernement à l'école d'industrie certifiée, propriété des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur et ce, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif

Ceci est une copie certifiée d'un ordre en conseil en date du vingt et un décembre mil neuf cent vingt et un et adopté par l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec et approuvé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec le vingt-quatre décembre 1921, dont il est fait mention dans un acte de convention supplémentaire devant Me Émile Massicotte, notaire le huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur et qui restera attachée à la minute dudit acte de convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par le notaire soussigné.

*Ne varietur*

(Signé) Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme.

Émile Massicotte, N. P.

Nous soussignées, conseillères de ce monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers à Montréal, arisons par le présent acte, notre très honorée mère, dame Marie-Angéline Dagenais, en religion Marie de Saint-Ferdinand,

supérieure provinciale, à signer un acte de convention à l'effet d'amender le contrat intervenu entre notre communauté et le gouvernement de la province de Québec, pour l'entretien des enfants du sexe féminin à notre école d'industrie, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1921 jusqu'au terme dudit contrat (1<sup>er</sup> juillet 1925) moyennant la somme de \$144.00 par année pour chaque enfant.

Monastère provincial du Bon-Pasteur,  
Montréal, 64 Sherbrooke-Est.

(Signé) Sr Marie des Victoires Gagné, conseillère.

Sr Marie de Sainte-Thérèse D'Amour, conseillère.

Sr M. de la Sainte-Trinité Caron, conseillère.  
Sr M. de Saint-Thomas de Villeneuve Guay,  
conseillère.

Sr M. Hélène de la Croix Legris,  
assistante provinciale.

Sr Marie de Sainte-Thérèse D'Amour, conseillère.

Ceci est la résolution passée par les conseillères du monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers à Montréal, dont il est fait mention dans un acte de convention supplémentaire passé devant Me Émile Massicotte, notaire, le huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, et qui restera attachée à la minute dudit acte de convention supplémentaire après avoir été signé, *ne varietur*, par le notaire soussigné.

*Ne varietur.*

(Signé) Émile Massicotte, N. P.

Copie conforme

Émile Massicotte, N. P.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

### Pensions dans une école d'industrie

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 33 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province

de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, concernant l'entretien de certains enfants dans leur école d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Shawinigan Water and Power Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 54 amendant la loi constituant en corporation The Shawinigan Water and Power Compagny.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 6 février 1922, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi.

---

## **NOTES**

1. Selon *Le Canada* du 4 février 1922, à la page 1, "la salle de l'Assemblée législative était peu remplie".

2. Dans le même article, *Le Canada* du 4 février 1922, à la page 1, donne deux versions de la réponse de M. Taschereau: celle provenant des *Journaux de l'Assemblée législative* que nous reproduisons, et

celle-ci qui dit que le premier ministre a répondu à M. Sauvé qu'il "ignore absolument le but de cette intervention. Ce serait violer les règles de la Chambre, dit-il, que de dévoiler ce qui s'est passé au cours d'une conférence entre le gouvernement et un groupe de députés. Je ne puis dévoiler cela, pas plus que le chef de l'opposition ne peut dévoiler à la Chambre les conférences qu'il tient avec ses nombreux partisans".





Séance du lundi 6 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**La séance est ouverte à 4 h 25<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>2</sup>!

#### **Amélioration de la race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cercles agricoles**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Subventions aux collèges classiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 29 autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Écoles des beaux-arts de Québec et Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Établissement de cours professionnels**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des compagnies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

#### **Subventions aux corporations scolaires**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien a-t-il été payé par le gouvernement aux corporations scolaires de chacun des comtés de: *a.* L'Assomption; *b.* Montcalm; *c.* Berthier; *d.* Châteauguay; *e.* Deux-Montagnes; *f.* Joliette, depuis 1916?

2. Combien à Joliette de 1919 à 1921 inclusivement?

#### **L'honorable M. David (Terrebonne):**

1. <i>a.</i> L'Assomption.....	\$30,917.63
<i>b.</i> Montcalm.....	24,892.82
<i>c.</i> Berthier.....	43,636.16
<i>d.</i> Châteauguay.....	26,901.44
<i>e.</i> Deux-Montagnes.....	22,812.36
<i>f.</i> Joliette.....	50,698.26
2. Joliette.....	32,667.09

#### **Violation de la loi des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette)<sup>3</sup>** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de causes ont été prises par chacun des percepteurs du revenu de la province, sur des accusations de vente de boisson en violation de la loi des liqueurs?

2. Combien d'amendes ont été payées pour violation de la loi des liqueurs?

3. Des permis ont-ils été octroyés par la Commission des liqueurs à des personnes qui avaient été condamnées déjà pour la vente illicite de boisson?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):**

1. Par les percepteurs des districts du revenu suivants:

Beauharnois.....	18
Bedford.....	4
Hull.....	94
Iberville.....	7
Joliette.....	6
Montréal.....	225
Labelle-Nord.....	1
Labelle-Sud.....	3
Richelieu.....	3
Saint-François.....	20
Saint-Hyacinthe.....	3
Terrebonne.....	12

2. 39.

3. Aucun permis n'a été octroyé à des personnes condamnées sous la loi des liqueurs alcooliques.

**Rapport annuel  
des corporations scolaires**

**M. Dufresne (Joliette) pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelles sont les corporations scolaires qui, en 1921, ont été obligées de payer des frais d'inspecteurs, parce que leur secrétaire respectif n'avait pas transmis au gouvernement son rapport annuel?

2. Quelle somme chacune a-t-elle payée?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. et 2. Laprairie, paroisse, Laprairie, \$10.00; Massé, Ouimet, Rimouski, \$25.00; Côté, Saint-Joachim, Deux-Montagnes, \$5.00; Saint-Canut, No 1, Deux-Montagnes, \$7.50; Saint-Benoit, Village, Deux-Montagnes, \$7.50; Terrebonne, paroisse, Terrebonne, \$7.50; Terrebonne, ville, Terrebonne \$7.50.

**Permis de la  
Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette) pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que la Commission des liqueurs aurait octroyé des permis à des individus

qui avaient déjà payé des amendes ou subi des sentences pour infraction?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Aucun permis n'a été octroyé à des personnes condamnées sous la loi des liqueurs alcooliques.

**Importation  
de liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette) pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle quantité de liqueurs la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle importée dans cette province depuis le mois de mai 1921?

2. Quels sont les noms des exportateurs de ces liqueurs?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 6,542 barils; 258,965 caisses; 92 pipes; 80 tambours; 660 gallons.

2. Consolidated Distilleries Ltd.; The Niagara Falls Wine Co.; Peter Dawson Co.; Stanford Park Wine Co.; Hiram Walker & Sons Ltd.; W. & Gilby; John Walker & Sons; Gordon Dry Gin Co.; Noilly Pratt & Co.; S. Hamilton & Co.; John Dewar & Sons Ltd.; James Buchanan; John DeKuyper & Sons; Andrew Usher & Co.; Duclou Lagarde & Cie; Barton & Guestier; W. Ross & Bros. Ltd.; Sir Robert Burnett & Co.; Macdonald, Greenless & Willians Ltd.; Hopkins & Co.; Benedictine & Cie; T. G. Bright & Co.; N. Johnson & Co.; T. Bright & Co.; N. Collins & Bourissette; S. Larcher, père et Fils, jeune; Mme R. Passenard; Sirois & Co.; G. Gauthier & Cie Établissement Banyuls Migne; La maison P. Fromont; L'Union des Propriétaires Vignerons de Chablis; La Maison Jules Bélin; La Maison Henri de Bahexle; La Maison Nicole; Baron, Berthon & Cie; R. Berta; Maison Becle Combette; E. Birk Ltd.; Ervin Lukis & Bols; Mackie & Co.; John Hopkins & Co.; Paul Roger & Cie; Werle & Co.; Martini Rossy & F. Maratelli; E. Cusinier & Cie; Enrique Ventosa; Société Vinicole de Champagne; F. Chauvenet; Paul Fleury; Maurice Bailly; Labeque & Cie; Marnier-Lapostole; Danglade & Fils; Faively; Hanappier & Cie; Feuerheerd Bros. & Co. Ltd.; Aitkins Melrose & Co. Ltd.; The Distillers Co.; Humphrey Taylor & Co Saccone & Speed Ltd.; F. Chauvenet; Warre & Cie; Delafosse & Sons Co.; Wisdom & Wisdom Ltd.; Dubonnet; Field & Sons; Les Pères Chartreux; Gooderham & Worts; E. & Burke Ltd.; E. Seagram & Sons Ltd.; D. Rennie & Co.; W. Ross & Bros Ltd.; James Hennessy & Co.; Morton & Cie; Wray & Neepew; Pol Roger; Joseph Drouin; Maison

Grandjean-Lanery; Irroy; Louis Roderer; Moiro-  
Carrières; Pierre Weissenborder; Robory Leonard &  
Desscherr; Pommery Fils & Cie.

#### **Paielements au fédéral de la Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Quelle somme la Commission des liqueurs a-t-elle payée au gouvernement d'Ottawa ou ses officiers, suivant le tarif fédéral en vigueur depuis le mois de mai 1921?

2. Combien pour chaque mois depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: 1. \$3,974,161.25

2. Mai .....	\$ 24,665.55
Juin .....	72,315.06
Juillet .....	104,379.51
Août .....	254,911.76
Septembre .....	294,229.36
Octobre .....	212,734.79
Novembre .....	851,577.13
Décembre .....	1,400,492.73
Janvier .....	<u>758,855.36</u>
Total .....	\$3,974,161.25

#### **Amendes pour infractions à la loi des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Combien d'amendes ont été payées pour infraction à la loi des liqueurs?

2. Combien ont été condamnés à la prison?

3. Combien ont perdu leurs licences?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: 1. 39.

2. 122.

3. 83.

#### **Permis de la Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: La Commission des liqueurs a-t-elle accordé des permis: *a.* Dans les municipalités où un règlement de prohibition était en vigueur; *b.* Dans une municipalité dont le conseil municipal a, par règlement, demandé à la Commission de refuser l'octroi de permis?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: *a.* Non, excepté dans deux comtés où des permis ont été émis par erreur, mais ont été annulés aussitôt que l'erreur a été découverte.

*b.* Non.

#### **Loi des bons chemins**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Combien de municipalités n'ont pas encore payé leurs intérêts dus au gouvernement en vertu de la loi des bons chemins?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: 216.

#### **Ventes de bières**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Quel est le chiffre de vente mentionné dans les rapports mensuels de chacun des brasseurs à la Commission des liqueurs pour toutes ses ventes de bières expédiées dans la province depuis la mise en vigueur de la loi concernant les liqueurs actuellement en vigueur?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: Il n'est pas dans l'intérêt public qu'une réponse soit donnée à cette question, vu que cette réponse peut affecter le cours des actions de ces brasseurs. Mais le gouvernement est prêt à donner le chiffre en bloc.

#### **École des arts à Montréal**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Smart (Westmount)**: 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'établir une école des arts à Montréal?

2. Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises à cet égard?

3. Dans l'affirmative, se propose-t-on d'ériger un édifice spécial pour l'école, et, s'il en est ainsi, le gouvernement possède-t-il quelques renseignements quant à son coût et au fonctionnement de l'école?

**L'honorable M. David (Terrebonne)**: 1. Oui.

2. Une loi.

3. Non.

**Commission métropolitaine  
de l'île de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission Métropolitaine de l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Canadian Light and Power  
Company**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 amendant la charte de la Canadian Light & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Montreal Public Service  
Corporation**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 amendant la charte de la Montreal Public Service Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société Saint-Jean-Baptiste  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Amélioration  
de la race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline.

Adopté.

**Cercles agricoles**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles.

Adopté.

**Subventions aux  
collèges classiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 autorisant l'octroi de subvention aux collèges classiques.

Adopté.

**Écoles des beaux-arts  
de Québec et de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal.

Adopté.

**Établissement de  
cours professionnels**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels.

Adopté.

**Prévention des incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 171 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Adopté.

### **Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au personnel de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'il soit résolu que le personnel de la Bibliothèque de la Législature se composera d'un bibliothécaire, d'un sous-bibliothécaire, d'un catalogueur, de six commis et d'un messenger, qui seront nommés par la couronne et resteront en charge durant son bon plaisir.

Il (l'honorable M. Taschereau) donne quelques explications.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au personnel de la Bibliothèque de la Législature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Commission des services publics de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Taschereau) donne quelques explications.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Administration de la justice à Shawinigan Falls**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Simard), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de documents, correspondance, etc., relativement à l'administration de la justice et à l'établissement de bureaux d'enregistrement, etc., dans la cité de Shawinigan Falls.

Il (M. Ricard) fait ladite interpellation dans le seul but de mieux faire connaître les besoins de la ville de Shawinigan Falls. Shawinigan Falls est une petite ville qui, dit-il, depuis quelques années, a progressé très rapidement. Elle a une population considérable et d'importantes industries.

La ville de Shawinigan est celle qui s'est le plus rapidement développée de tout le Canada depuis 10 ans. Sa population s'est accrue dans la proportion de 146 %. Il y a 22 ans, le site où s'élève maintenant la belle cité de Shawinigan était couvert de forêt vierge. C'est l'une des plus jeunes et des plus prospères de notre province. L'importance qu'a prise cette ville vaut maintenant la peine qu'on s'occupe davantage d'elle et que l'on accorde à ses nombreux habitants les avantages des grands centres.

Le gouvernement a fait beaucoup pour notre ville, il a aidé à son développement. Le barrage du Saint-Maurice a aussi été pour beaucoup dans son

accroissement. Mais le gouvernement a encore quelque chose à faire pour accorder à la population de l'endroit toutes les commodités nécessaires. Il (M. Ricard) réfère aux statistiques judiciaires de 1920. Le gouvernement a fait beaucoup pour Shawinigan, dit-il, mais des centres beaucoup moins importants comme Saint-François-du-Lac, où il n'y a eu que 58 sommations, l'année dernière, ont une Cour de circuit. Lachute, à 15 milles de Sainte-Scholastique, a aussi une Cour de circuit. Les justiciables de Shawinigan doivent se rendre jusqu'aux Trois-Rivières pour des causes de moins de \$100. L'idéal serait d'avoir une Cour supérieure à Shawinigan, mais le moins que le gouvernement puisse faire, c'est au moins d'établir une Cour de circuit. Les habitants de Shawinigan Falls s'en contenteront. Il (M. Ricard) se dit assuré qu'alors, en comparant la situation de Shawinigan avec celle d'autres centres où des cours de justice sont établies, le gouvernement décidera en faveur de sa demande.

Le bureau d'enregistrement de Trois-Rivières sert à deux comtés: c'est le seul en pareil cas, bien qu'il se place par le nombre des actes qui y sont enregistrés immédiatement après ceux de Montréal et de Québec. Il est évident qu'on devrait établir à Shawinigan, chef-lieu de Saint-Maurice, un bureau d'enregistrement distinct pour le comté de Saint-Maurice. Cela est justifié par le nombre de transactions faites dans ce comté tous les ans.

Il (M. Ricard) demande un bureau de perception du revenu et une agence pour la vente des terres de la couronne.

(Applaudissements à droite)

**M. l'Orateur** se lève pour clore le débat.

**M. Laferté (Drummond)**<sup>4</sup> propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. Thériault) que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Charte de la ville de Montréal-Ouest**

**M. Dufresne (Joliette)** pour **M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Lapierre) que, vu que le bill 69 amendant la charte de la ville de Montréal-Ouest a été rejeté par le comité des bills privés, les droits ordinaires payés par les pétitionnaires dudit bill

soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Compagnies d'assurance**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport sur les compagnies d'assurance, 1921 (opérations de 1920). (Document de la session no 26)

##### **Sociétés de secours mutuels**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1920 (opérations de 1919). (Document de la session no 22)

##### **Compagnies de fidéicommis**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport de compagnies de fidéicommis pour l'année finissant le 31 décembre 1920. (Document de la session no 23)

##### **Annuaire statistique, 1921**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, l'*Annuaire statistique de Québec pour l'année 1921*. (Document de la session no 19)

##### **Statistiques municipales, 1920**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les statistiques municipales pour l'année 1920. (Document de la session no 18)

##### **Comptabilité agricole dans les écoles primaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1922, pour copie de correspondance, etc., entre certaines personnes et le gouvernement depuis 1919, au sujet de la comptabilité agricole dans les écoles primaires. (Document de la session no 36)

### **Société d'agriculture des Deux-Montagnes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 janvier 1922, pour copie de toute correspondance, télégramme, etc., entre toutes personnes et le gouvernement depuis 1918 au sujet de la Société d'agriculture des Deux-Montagnes et de son exposition annuelle. (Document de la session no 38)

### **Amélioration ou construction de marchés à Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 janvier 1922, pour copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les autorités de la ville de Montréal depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 concernant l'amélioration ou la construction des marchés. (Document de la session no 37)

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la séance soit ajournée à demain trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15<sup>5</sup>.

selon *L'Événement*, du 7 février 1922, à la page 3; M. Smart (Westmount), M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et M. Renault (Laval), selon *La Presse* du 7 février 1922, à la page 1; et le libéral Armand Boisseau (Saint-Hyacinthe), selon *L'Événement* du lundi 6 février, à la page 1, qui a été arrêté samedi le 4 février, suite à une plainte déposée en justice contre lui par le maire de Saint-Hyacinthe et ancien député libéral Télesphore-Damien Bouchard. Sans pour autant être en mesure de rapporter d'autres absences, *La Patrie* du 7 février 1921, à la page 5, mentionne que "très peu de députés étaient à leurs sièges." En outre, *L'Événement* du 7 février, à la page 3, rapporte que la députation libérale est attristée par le dénouement de la querelle Bouchard-Boisseau, car "le député de Saint-Hyacinthe compte des amis au Parlement; ces derniers regrettent de le voir dans l'embarras et espèrent qu'il en sortira heureusement, si, comme ils le croient, il est innocent."

3. Puisque M. Sauvé était absent, c'est M. Dufresne (Joliette) qui se charge du rôle de chef de l'opposition et qui interpelle le gouvernement.

4. *Le Canada* du 7 février 1922, à la page 3, rapporte que c'est le premier ministre qui demande l'ajournement. Tous nos autres journaux identifient cependant M. Laferté.

5. *L'Événement* du 7 février 1922, à la page 3, rapporte qu'après l'ajournement, "les députés se réunirent alors par groupes, selon la coutume, et causèrent de l'affaire de Saint-Hyacinthe."

### **NOTES**

1. Heure donnée par *L'Événement* du 7 février 1922, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 16, mentionne plutôt 4 h 30. La séance était convoquée pour 4 heures, mais M. Taschereau fut retardé par une délégation de médecins qu'il recevait à son bureau.

2. *Le Canada* du 7 février 1922, à la page 1, rapporte qu'"à peine une vingtaine de députés étaient à leurs sièges cet après-midi lorsque la séance fut ouverte". On peut identifier quelques absents à la séance dont 4 des 5 conservateurs: M. Sauvé (Deux-Montagnes),





Séance du mardi 7 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 03.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles, ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure;

- bill 56 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du révérend Thomas Nelson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom The African Methodist Episcopal Church;

- de la corporation de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard, demandant l'adoption d'une loi déclarant pont de comté le pont de Saint-Raphaël de l'Île Bizard.

**Pont de l'île Bizard à l'île de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The African Methodist Episcopal Church**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ingénieurs civils**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Loi des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes de sociétés de tempérance: *a.* s'opposant à la loi des liqueurs; *b.* ou se plaignant de la Commission des liqueurs?

2. La Dominion Alliance Society a-t-elle adressé au gouvernement des lettres ou requêtes pour s'opposer à la loi des liqueurs ou pour se plaindre de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. et 2. Le gouvernement n'a reçu aucune requête dans le sens indiqué, mais des représentations lui ont été faites suggérant des amendements à la loi des liqueurs.

**Lots de colonisation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de lots, achetés par des colons, ont été remis au ministère des Terres: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921?

2. Où ces lots se trouvent-ils situés et quels sont les noms de ces colons?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. *a.* 117 lots; *b.* 111 lots; *c.* 100 lots.

2. (Voir la liste à la page suivante)

<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>	<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>
	<i>1919</i>		<i>1919</i>
Royal-Roussillon	Émile Groleau	Barraute	Thomas Francoeur
Desmeloizes	Louis Lefebvre	Landrienne	Damase Lacoursière
Barraute	Léopold Frenette	Trécesson	Pierre French
La Motte	Aurèle Drouin	La Sarre	Arsène Plante
La Reine	Adélarde Rondeau	Launay	Hercule Therrien
Malartic	Odilon Gourde	Laverlochère	Jacob Barrette
Landrienne	Raymond Longtin	Senneterre	Tobie Singelais
Malartic	J.-B. Lalonde	Royal-Roussillon	Jos. Normandin
Malartic	P. D. Cossette	Figury	Jos. Legault
Figury	Hildège Constantinau	Figury	Patrice Dupras
Duhamel	Alfred Denommé	Figury	Alex. Legault
Senneterre	Nicolas Trudel	Landrienne	Jos. Mottard
Senneterre	Fortunat Trudel	Landrienne	Achille Mottard
Royal-Roussillon	Honoré Marchildon	Dalquier	Jos. Poirier
Trécesson	Alfred Godon	Carpentier	Willie Lagacé
Peterborough	Willie Vadonais	Launay	Ovide Sills
Royal-Roussillon	Philéas Rouleau	Trécesson	Omer Allen
Fabre	Paul Varin	La Reine	Alphonse Gagnon
Privat	François Gagnon	Figury	Arthur Bois
La Motte	Paul Dumas	La Reine	Alcide Gervais
Figury	Henri Lafontaine	Barraute	Isola St-Arnaud
Landrienne	Dosithé Trépanier	Joly	J. P. L. Genest
Moreau	Jos. Girard	Landrienne	Jos. Létourneau
La Reine	Clovis Groleau	La Motte	Henri Paquin
Carpentier	Gaudiose Labbé	Trécesson	Albert Viau
Carpentier	Jos. Labbé	Joly	Jos. & Camille Milgoul
Fiedmont	Moïse Choquette	La Reine	Arthur Courtois
Courville	J.-B. Therrien	Décarie	Eugène Dinelle
Figury	Romulus Francoeur	Launay	Arthur Rocheford
Privat	R. X. Chatel	Dalquier	Jos. St-Ours
Trécesson	Daniel Robineau	Poulariès	Henri Ledoux
Laverlochère	Jos. Latour	Landrienne	Alfred Morin
Privat	Philippe Tremblay	La Reine	Honoré Bégin
Trécesson	Wilfrid Viau	Trécesson	Damase Robineau
Privat	Léopold Lord	La Sarre	Siméon Dubois
Royal-Roussillon	Joachim de Gonzague	Dolbeau	Jos. Lavoie
Villemontel	Elzéar Pelletier	Massé	Arsène Ouellet
Duvernay	Arthur Roby	Bégin	Napoléon Deschandel
Trécesson	Onésime Dubois	Laverrier	Alyre Morin
Launay	Rosario Strawboury	Jetté	Rodolphe Lavallière
Figury	Cyrilas Magnan	Bégin	Bélonie Perron
La Motte	Alexandre Brulotte	Bégin	Samuel Deschênes
Trécesson	Henri Lafontaine	Labrecque	Geo. Maltais
Landrienne	Ovide Lacoursière	Humqui	J.-B. Turbide
Landrienne	Bruno Lacourcière	Langevin	L. Rancourt
Privat	François Gagnon	Lepage	Léonidas Robitaille
Dalquier	A. A. Faucher	Matalic	Adélarde Moreau
Landrienne	Charles-A. Lacoursière	Standon	Arthur Morin
Senneterre	Raoul Léonard	Ouimet	Arthur Michaud
La Reine	Rosaire Robert	Bostford	Octave Lévesque
Royal Roussillon	Horace Marchildon	Girard	J.-Alexis Fortin

<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>	<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>
	1920		1920
Duvernay	Amanda Boucher	Launay	Benjamin Campbell
La Reine	Wilfrid Filteau	Landrienne	André Lemay
La Reine	Maurice Leclerc	Barraute	Emond Champagne
Launay	Sigefroi Godoin	Figuary	Jean Dupras
La Sarre	Honoré Marcoux	Palmarolle	Benoît Guilmette
Gaboury	Hermas Martha	Figuary	François Vaillancourt
Malartic	Omer Gourd	La Reine	Geo. Bussièrès
Malartic	Wilfrid Gourd	Poulariès	Alex. Pageau
Clermont	Louis Dubois	Privat	Armand Laroche
Languedoc	Oscar Lessard	Languedoc	Jos. Bédard
Languedoc	Charles Lessard	Courville	Alex. St-Pierre
Trécession	Daniel Robineau	Languedoc	Ludger Lafrenière
Fabre	Didace Willcot	La Sarre	Paul Grondine
Trécession	Jos. Desjardins	Privat	William Provencher
Senneterre	Joseph Lizotte	Figuary	Jos. Grenier
Royal-Roussillon	Albert Damis	Figuary	Geo. Pronovost
Duhamel	Albéric Brisebois	Palmarolle	Alfred Paradis
Privat	Albert Julien	Senneterre	John Fiset
Clermont	Napoléon Villeneuve	Dalquier	Léon Bouvier
Courville	Ovila Godin	Figuary	Dosithée Marchildon
La Reine	Adélard Légaré	Senneterre	Josaphat Turcotte
Royal-Roussillon	Jos. Gaudreau	Senneterre	Jos. Martel
Dalquier	Jean Trudel	Senneterre	Fortunat Filion
La Motte	B. Montgrain	Langis	Léopold Doran
Senneterre	Hector Bernier	Langevin	Charles Giroux
La Motte	J.-A. Tremblay	Bégin	Arthur Gagné
Carpentier	J. Delisle & A. Paradis	Langis	Octave Leclerc
Laperrière	Wilfrid Perron	Langis	J.-A. Toupin
Privat	Alex. Lemay	Linière	Richard Gagnon
Trécession	Willie Thibault	Panet	Rodolphe & Wilf.
Privat	E. T. Courville		Laflamme
Royal-Roussillon	Adélard Tremblay	Pelletier	Ludger Poisson
Carpentier	Camille Marcotte	Matalic	Léon Roussy
Carpentier	J. Delisle & A. Paradis	Langelier	Emile Boily
La Reine	Anselme Corriveau	Bégin	Godfroy & Emilien
Figuary	Jos. Pronovost		Boisvert
Trécession	Jos. Grenier	Bégin	Louis & Eluyisse Tremblay
Trécession	Geo. Leblond	Bégin	Louis Savard
La Reine	Geo. Vandal	Bégin	Georges Dallaire
Guigues	Emile & Ed. Rochon	Estcourt	Cléophas Fournier
Courville	Ernest Massicotte	Packington	Evariste Morin
Languedoc	Wilbray Dupuis	Dalmas	Stanislas Lessard
La Motte	J.-A. Simard		
La Reine	Timothée Tremblay		
Royal-Roussillon	Nap. Hamel		
Landrienne	Alphonse Guay		
Launay	Colin Campbell		
La Reine	Jos. Doyon		
Poulariès	Médor Boucher		
Oxford	St-Aubin Manseau		
Languedoc	Hormidas Hacky		
Trécession	Antonio Audy		
		<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>
			1921
		Matalic	Louis Cantin
		Langis	Ph. Lemieux
		Dolbeau	Edgar Bouchard
		Langis	Henri & René Dupont
		Duquesne	Antoine Harvey
		Cabano	Elz. Dumont

<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>	<i>Cantons</i>	<i>Colons</i>
	1921		1921
Matalic	Georges Charmantier	Royal-Roussillon	Lucien Roy
Bégin	Philippe Gosselin	Royal-Roussillon	Lucien Roy
Langis	Emile Delage	Landrienne	Sylvio Tremblay
Neigette	Ferdinand Lavoie	Montgay	Albert Labrecque
Robinson	Joseph Pelletier	Trécesson	Augustin Renard
Bourget	Huyssé Gauthier	Palmarolle	Félix Brousseau
Bégin	Arthur Savard	Palmarolle	Félix Brousseau
Pohénégamook	K. L. Warren	Barraute	Alphonse Guay
Pouliariès	Armand Paquin	Barraute	Elizée Thériault
Privat	Ernest Trudel	Barraute	Élizée Thériault
Figuerie	Théodose Brousard	Pouliariès	Ernest Plourde
La Sarre	William Boudreau	La Reine	Aimé Bisson
Clermont	Arthur Baril	Laverlochère	Sinaï Plante
Fiedmont	Ovide Bédard	Figuerie	Télesphore St-Mars
Senneterre	Xavier Frenette	Ham	Napoléon Boisvert
Landrienne	Léon Tremblay	Privat	William Provencher
La Sarre	Trefflé Germain	Barraute	Alexandre Harvey
La Sarre	Alexandre Germain	La Morandière	Ulric Hardy
Courville	Sinaï Carpentier	Privat	Louis Simard
Barraute	Joseph Boily	Privat	Louis Simard
Senneterre	Fortunat Filion	Laverlochère	Alexis Paquin
Privat	Joseph Boutin	Privat	Joel Hensigner
Nédelec	Charles Chouinard	Palmarolle	Alfred Paradis
Baby	Azarie Marcotte	Pouliariès	Louis Blais
Privat	Johnny Ramsay	Pouliariès	Louis Blais
Mazenod	Ovide Labonté	Clermont	Adam Labrecque
Landrienne	Georges Fraser Fils	La Reine	Joseph Corriveau
Landrienne	Léon Parent	Privat	Napoléon Durocher
Trécesson	Lambert Constantineau	Trécesson	Henri Lafontaine
Languedoc	Victorien Balac	La Reine	Charles Provost
Ham	Ferdinand Lemire	Fiedmont	Louis Gilbert
Ham	Stanislas Lemire	Desmeloizes	Esdras Marcotte
Ham	Arsène Lemire	Privat	Pierre-Emile Marcotte
La Motte	Emile Bodard	Ponsonby	Henri Simard
Languedoc	Henri Lina	Privat	Joseph St-Pierre
Trécesson	Louis Parmentier	La Motte	Louis Lamont
La Motte	Joseph Contré	La Motte	Louis Lamont
Launay	Eugène F. Courville		
Décarie	Georges Normandin		
Launay	Benjamin Campbell		
Décarie	Philibert Vacher		
Royal-Roussillon	Moïse Cadotte		
Ham-Sud	Ferdinand Maranda		
Figuerie	Aldéo Forest		
Trécesson	Adolphe Pronovost		
Languedoc	O'Neil Champagne		
Languedoc	Walter Champagne		
Barraute	Alphonse Guay		
Launay	Valérien Gagnon		
LaMorendière	Joseph Hardy		
Dalquier	Charles Soumis		
Launay	Pierre Meilleur		

### Sociétés d'agriculture<sup>1</sup>

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**  
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26  
amendant les statuts refondus, 1909, relativement  
aux sociétés d'agriculture, soit maintenant lu une  
deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**  
propose que la Chambre se forme immédiatement en  
ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1832 des statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant:

"1832. Nulle partie des deniers appartenant à telle société ne doit être employée au paiement d'aucun salaire ou d'aucune allocation, mais il peut être alloué au secrétaire-trésorier une somme n'excédant pas 10 % des recettes brutes, pourvu que cette somme n'excède pas cinq cents dollars, aux lieu et place de tout salaire, conformément aux règlements qui pourront être adoptés de temps à autre par le conseil d'agriculture.

"Les subventions spéciales n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des recettes brutes."

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Le principal objet de cette loi est de réglementer les cercles agricoles surtout en ce qui se rapporte aux indemnités accordées aux secrétaires. Le gouvernement alloue un octroi de \$800 à ces cercles et veut fixer le salaire des secrétaires à \$500 par année, afin qu'ils aient tous un traitement plus juste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce suffisant?**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Je ne sais pas si certains cercles ne devraient pas payer davantage leurs secrétaires. Le comté de Deux-Montagnes veut peut-être donner un meilleur traitement au secrétaire de son cercle agricole, mais je soumetts cet amendement à la Chambre et si, plus tard, le salaire est jugé insuffisant, nous pourrions encore amender la loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (En riant) Je ne vois pas pourquoi le ministre, sans provocation, s'attaque particulièrement au comté de Deux-Montagnes. (Redevenant sérieux) Ce que je ne comprends pas, c'est que le gouvernement dicte aux cultivateurs la façon d'administrer leurs sociétés. Il me semble que les cultivateurs peuvent fixer eux-mêmes les salaires de leurs secrétaires de cercles; ils sont intelligents, aussi bons administrateurs que n'importe qui. Pourquoi leur dire: "Vous recevez un peu d'argent du gouvernement, mais il vous est défendu de payer les secrétaires de cercles agricoles plus de \$500 par année".

Il (M. Sauvé) admet que, dans bien des comtés, pour les expositions locales surtout, les secrétaires retiraient de \$100 à \$300 de salaires. Si le ministre de l'Agriculture, dit-il, vise le comté de Deux-Montagnes, il ne devrait pas pour cela imposer une législation générale aussi draconienne. Les expositions

provinciales ou régionales ont bien plus d'importance qu'une exposition de comté. Le ministre ferait bien de conseiller la prudence aux sociétés d'agriculture, de leur signaler des exagérations, des erreurs s'il y a lieu, mais pas leur imposer une législation qui en fait des esclaves. Les réformes peuvent se faire par l'éducation, beaucoup plus même qu'à coups de lois sévères où l'on sent le bras de fer de l'État.

Si on fait des lois semblables pour les cultivateurs, pourquoi pas en faire aussi pour contrôler toutes les professions, les affaires des notaires<sup>3</sup> par exemple? Il n'y a pas de raison pour que le gouvernement ne surveille pas autant la Chambre des notaires. Cinq cents dollars, c'est peut-être un salaire annuel suffisant pour certains cercles, mais que les cultivateurs aient donc la liberté de décider cela. Que le ministre leur témoigne un peu plus de confiance et leur laisse le contrôle de leurs administrations.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il n'est pas juste de dire que le gouvernement, par l'amendement que nous proposons, veut prendre le contrôle des cercles agricoles. Un certain contrôle existe depuis longtemps. Le gouvernement donne aux cercles agricoles une somme de \$800 par année. Autrefois, le secrétaire de cercle agricole pouvait s'attribuer jusqu'à 7 % des recettes. Il est vrai que, dans beaucoup de cas, cela ne faisait pas des montants très élevés, mais il s'est rencontré des occasions où le secrétaire pouvait s'accaparer d'un montant supérieur à celui que le gouvernement donnait en octroi.

Il ne serait pas juste que tout l'octroi du gouvernement fût employé à payer le secrétaire. Je crois que le traitement de \$500 suffit. Je me souviens du temps où j'étais moi-même secrétaire du cercle agricole de mon comté, je touchais \$60 par année. J'eus été heureux alors de recevoir un salaire de \$500. Est-il juste que le secrétaire soit ainsi payé aux dépens de la municipalité? Nous fixons donc cette somme non pas pour persécuter les cercles et leurs secrétaires, mais parce que nous croyons que c'est un salaire raisonnable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je trouve ça moi aussi, mais je trouve aussi que le ministre ne devrait pas fixer par un texte de loi le salaire des secrétaires en question. Le ministre s'occupe trop d'agriculture, il veut tout contrôler. Il veut mettre les agriculteurs à ses pieds. C'est le contraire du département du procureur général, qui, selon moi, ne s'occupe pas assez de la Justice<sup>4</sup>...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Si le principe du projet de loi est bon, je ne vois pas

pourquoi le chef de l'opposition y mettrait tant d'objection quand il est mis dans un bill. Il dit que le chef de l'opposition est parfaitement au courant des cas qu'il veut faire disparaître et qu'il sait que le chef de l'opposition est de son avis sur les salaires de certains secrétaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** explique qu'il ne prétend pas que les secrétaires allaient être maltraités, mais qu'il s'opposait au principe de la mainmise de l'État sur les cultivateurs. Il dit que les cultivateurs sont moins bien traités à ce sujet que les autres professions sur lesquelles le gouvernement n'a pas de contrôle. Il est vrai que la loi, dit-il, limite déjà le maximum de salaire, mais elle ne le fixe pas. Le principe du bill viole la liberté de personnes jugées compétentes pour administrer les affaires.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le gouvernement accorde de forts octrois aux sociétés, aux coopératives et aux cercles agricoles. Il n'y a donc rien d'anormal à ce qu'il puisse exercer un droit de surveillance ou de contrôle relatif sur l'administration de ces sociétés. Cependant là où le chef de l'opposition fait erreur, c'est lorsqu'il prétend qu'il n'y a que les cultivateurs qui soient contrôlés. S'il veut bien consulter les statuts, il verra que toutes les professions sont l'objet de loi déterminant certaines de leurs prérogatives.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Item 53.

#### **Pêcheries<sup>5</sup>**

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. Reed), qu'il

soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et celui de cette province relativement aux pêcheries, depuis le prononcé du dernier jugement du Conseil privé à ce sujet.

M. l'Orateur, je ne présente pas cette motion pour me donner l'occasion de faire un discours, ni pour avoir des applaudissements ou pour voir mon nom dans les journaux. Je commence déjà à être trop vieux politicien pour que ces choses m'émeuvent plus qu'il ne le faut. Je n'ai pas l'intention non plus, dans les quelques remarques que je vais faire, d'envelopper ma pensée d'un grand nombre de mots: je veux arriver au point immédiatement; faire quelques remarques pratiques et mettre devant cette Chambre les connaissances et l'expérience que j'ai acquises à propos des pêcheries.

Le but de mon discours, est le suivant: Je voudrais tâcher de convaincre le gouvernement et l'opinion publique qu'il est dans l'intérêt de la province de former ici, comme on en a partout ailleurs, une section ou département de pêcheries maritimes, avec des officiers compétents, qui s'occuperaient du développement de nos immenses ressources nationales, en fait de pêcheries maritimes.

Que la partie légale de nos pêcheries, c'est-à-dire ce qui se rapporte à nos droits riverains et à la délimitation de notre territoire de pêcheries provinciales, soit entre les mains d'un département légal qui sera chargé de conférer, délibérer et discuter avec Ottawa et devra s'occuper de tous les aspects légaux de nos pêcheries maritimes, sans être mêlé du tout au comité ou à la section des pêcheries proprement dites, afin que la question légale concernant les pêcheries n'en empêche pas le développement.

Cette section devrait être distincte de l'organisation actuelle des pêcheries proprement dite qui s'occupe surtout des pêcheries de luxe et de sport, et devrait être exclusivement consacrée au développement des pêcheries maritimes et aux mesures à prendre pour le développement des pêcheries, en prenant les moyens de s'entendre avec le gouvernement fédéral, afin de profiter, comme le fait le ministre de l'Agriculture, des immenses sommes d'argent que le gouvernement dépense pour l'augmentation des pêcheries au Canada.

Montant, comme je l'expliquerai plus tard, dans lequel nous n'avons pas partagé pour une raison ou pour une autre dans les dernières années, sans être arrêté dans ces démarches par des objections légales

qui l'empêcheraient de pouvoir faire son travail. Les choses seraient beaucoup plus satisfaisantes si la population de la province, à qui on a demandé de contribuer aux taxes fédérales, pouvait obtenir sa juste part de ces taxes.

Je développerai plus longuement ces deux points lorsque j'indiquerai les quelques moyens que nous devons prendre pour développer nos pêcheries maritimes. Cette question des pêcheries est tellement importante, tant au point de vue de l'immense étendue de notre champ de pêche que du profit et des ressources que nous pouvons en retirer comme nation, et touche si directement à notre vie nationale et à notre développement futur, que j'ai cru de mon devoir comme membre de la famille canadienne et comme député, me devant à mes électeurs, dont une grande partie sont des pêcheurs de profession, et ayant eu l'avantage de passer par toutes les phases du métier de pêcheur moi-même, étant né, ayant vécu et vivant dans la Gaspésie, partie de la province comprenant les comtés de Bonaventure et Gaspé entre les eaux de la Baie des Chaleurs et du Golfe Saint-Laurent, étant en contact journalier avec les pêcheurs et marchands de poisson, me rendant compte des difficultés que nos pauvres gens rencontrent dans leur profession et, étant à même de constater ce qui leur manque et ce que l'on pourrait facilement leur donner, si l'on voulait s'en occuper, j'ai cru, dis-je, qu'il était de mon devoir de porter à la connaissance de mes honorables collègues et de faire parvenir à l'opinion publique, par la voie des journaux, les quelques observations que mon expérience m'a permis de constater.

J'ai l'intention de diviser mes remarques en trois parties: voyons ce que furent nos pêcheries dans le passé, ce qu'elles sont dans le présent et ce qu'elles devront être dans l'avenir, si nous voulons en faire une source de revenu, de développement pour notre population, d'abaissement du coût de la vie, et une industrie pouvant faire vivre des millions et des millions de Canadiens. Je ne discuterai pas longtemps l'état de nos pêcheries dans le passé. Tout le monde peut se renseigner soit dans les discours déjà prononcés, dans les revues, dans les journaux, et le temps est trop précieux à notre époque de reconstruction pour l'employer à faire de longues dissertations sur les choses du passé, si ce n'est pour les comparer avec le présent et en tirer des déductions pour faire mieux dans l'avenir. Cette question des pêcheries a été la base de notre existence nationale, et je pourrais dire plus que cela, elle a été la cause directe de notre existence en tant que nation canadienne-française.

Lorsque Jacques Cartier<sup>6</sup> et, après lui, Champlain<sup>7</sup> ont dirigé la proue de leurs vaisseaux vers les rivages plus ou moins inhospitaliers des côtes labradoriennes et, de là, ont continué le long du grand fleuve jusqu'au site actuel de notre cité québécoise, ils ne cherchaient ni or ni argent, ni les fruits délicieux des pays tropicaux, et au lieu de planter la croix du Christ sur le rivage sévère de la Gaspésie, ou sur le roc formidable de Québec, ils auraient pu, avec beaucoup plus de raison, il nous semble, chercher les côtes hospitalières, parfumées, au climat si doux de la Floride ou du Nouveau-Mexique.

Cartier, Champlain et ceux qui les suivirent dans leurs expéditions avaient été attirés ici par les récits des Basques et des Normands, nos ancêtres, leurs prédécesseurs au Canada. Ces pionniers décrivaient les immenses quantités de poisson qui peuplaient et peuplent encore en nombre aussi considérable, si non plus considérable qu'en ce temps, les eaux qui baignent nos côtes, et remplissent l'estuaire de golfe Saint-Laurent. Si vous lisez le journal de Cartier, celui de Champlain, les écrits et les lettres de Nicolas Denys<sup>8</sup>, etc., vous verrez que l'on est venu ici, premièrement, deuxièmement et troisièmement pour le poisson, et quand je dis poisson, je veux surtout dire morue, comme les gens de chez nous, et alors je puis dire que la morue a été la cause directe<sup>9</sup> de la fondation de Québec. Nos pêcheries de Gaspé, de Terre-Neuve et du Labrador constituent une de nos industries les plus importantes. De sorte qu'on peut dire qu'elles ont, même dans notre histoire, une importance nationale. Et c'est cette industrie qui sustenta et nourrit les pionniers.

L'état de nos pêcheries - je ne veux pas parler ici des pêcheries de luxe ou des pêcheries de l'intérieur; cependant les relations entre les pêcheries maritimes et les pêcheries de luxe sont très étroites, et il devrait y avoir corrélation entre les deux services - l'état de nos pêcheries, depuis le temps de Cartier à aujourd'hui peut se résumer en un seul mot: stagnation. Il n'y a aucune différence entre la manière de pêcher d'alors et celle d'aujourd'hui, les bateaux sont les mêmes, les méthodes de salaison et de préparation du poisson sont les mêmes, les marchés sont les mêmes; nous n'avons pas avancé, et une industrie qui n'avance pas recule. Je vais maintenant vous donner les chiffres montrant le nombre de pêcheurs qui ont touché la prime de pêche dans la province de Québec, de 1916 à 1921, et le nombre de bateaux employés dans la province de Québec.

Nombre de pêcheurs qui ont gagné des primes de pêche dans la province de Québec:

1916.....	9,555
1917.....	10,328
1918.....	10,875
1919.....	9,667
1920.....	9,619
1021.....	8,149

Nombre de bateaux de pêche employés dans la province de Québec:

1916.....	4,299
1917.....	8,513
1918.....	5,569
1919.....	4,974
1920.....	.....
1921.....	3,851

Ces chiffres démontrent, M. l'Orateur, que notre production a diminué, que le nombre d'hommes employés est moindre. Pourquoi? Parce que, depuis les dernières années de la guerre, les autres provinces maritimes, ayant réalisé plus qu'elles ne le faisaient auparavant l'importance et les ressources qu'elles

pouvaient tirer de la pêche, se sont occupées du développement de cette industrie, en formant des comités spéciaux pour s'occuper de ce développement, ont ouvert de nouveaux marchés et ont profité de l'argent que le gouvernement fédéral mettait à la disposition des provinces pour développer les pêcheries. Les produits se sont alors mieux vendus, les pêcheurs se sont trouvés attirés vers la profession, parce qu'ils y voyaient une chance de faire de l'argent; et nous, dans la province de Québec, nous avons vu diminuer et la production et le nombre de pêcheurs.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de comparer un peu notre situation présente au point de vue des pêcheries maritimes avec celle des autres provinces. J'ai déjà démontré par les chiffres que j'ai cités tantôt que, dans les cinq dernières années, nous avons reculé, et je vais prouver maintenant par d'autres chiffres qui, malheureusement, ne mettent pas notre état d'infériorité en rapport avec nos provinces voisines, d'abord au point de vue de la quantité de poissons pris, du nombre d'hommes employés à cette industrie et du revenu de chacun.

Extrait des statistiques sur les pêcheries, 1919-1920: (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Province</i>	<i>Employés</i>	<i>Valeur totale</i>	<i>Moyenne</i>
Colombie-Britannique.....	<sup>10</sup> 11,464	\$25,301,607	\$2,207
Manitoba, Alberta et Saskatchewan.....	1,665	1,849,055	1,170
Ontario .....	4,156	3,410,750	826
Nouvelle-Écosse .....	22,085	15,171,929	687
Nouveau-Brunswick .....	10,452	4,979,574	477
Île-du-Prince-Édouard.....	3,399	1,536,844	463
Québec .....	10,699	4,258,731	398

Le pêcheur de Québec montre la plus basse moyenne comme producteur de poisson. Et ces chiffres, d'après mes renseignements, sont beaucoup plus contre nous pour cette année encore, car le pêcheur ayant été laissé à lui-même, n'ayant eu aucune aide au point de vue des marchés, a vu le prix de son poisson tomber au minimum, tandis que les autres provinces ont développé leur marché en nommant des agents, ont eu la première place, et nous sommes arrivés à ce résultat avec un champ de pêche beaucoup plus considérable, beaucoup plus avantageux.

Notre marché naturel de poisson est les États-Unis et c'est là que nous vendons la plus grande partie de notre poisson, quitte à le racheter. New York est un grand marché de poisson frais et salé, non séché, pour les pêcheurs surtout de la

Gaspésie. Le fait que nous n'avons pas d'agent à New York comme les autres provinces nous met dans une situation absolument inférieure. Nous envoyons un char de 50,000 livres; rendu là, ils nous disent que le poisson a diminué et qu'il n'y avait que 30,000 livres dans le char, soit une diminution de 20,000 livres, ou bien qu'une boîte d'éperlan envoyée tel jour n'est pas arrivée en bonne condition, et qu'au lieu d'être huit centins la livre, ils ne sont plus que trois centins. Ils connaissent notre situation inférieure, les choses se passent aux États-Unis aujourd'hui comme elles se passaient en Angleterre, avant que nous ayons eu des agents là pour diriger nos ventes et nos exportations. Ce commissaire surveillerait les intérêts commerciaux des nôtres qui trafiquent avec la métropole américaine et rendrait



des services énormes, ne fût-ce que dans le domaine des pêcheries.

Autre point de vue quant à la quantité et de la qualité dans notre province. Nous sommes supérieurs aux autres provinces, excepté la Colombie-Anglaise; nous avons un champ de pêche de 2,000 milles de côte, champ de pêche presque aussi considérable pour la province de Québec que pour les trois provinces maritimes réunies, et un champ de pêche beaucoup plus avantageux, à cause de la proximité du poisson. Dans les provinces maritimes, l'on est obligé d'aller à une centaine de milles de la côte pour pêcher le bon poisson, tandis que, sur les côtes du golfe, les pêcheurs peuvent opérer à deux ou trois milles de la côte. Cela leur permet de faire beaucoup moins de dépenses et, arrivés à terre, ils ont un poisson beaucoup plus frais.

Maintenant, au point de vue de la qualité du poisson, les avantages sont les mêmes. Je sais d'après mon expérience personnelle et après avoir pris des renseignements auprès des principaux marchands de poisson, tant du pays que de l'étranger, que le poisson de la Gaspésie est d'une qualité si supérieure sur le marché qu'il commande un prix de 1½ sou à 2 sous de plus cher que le poisson des autres provinces, et que souvent on mêle la morue avec tout le poisson des autres provinces ou de la Côte-Nord, afin de faire passer ce dernier.

Je vais maintenant vous mettre devant les yeux, M. l'Orateur le montant dépensé par Ottawa d'après le dernier exercice financier, pour les pêcheries du Canada, et vous verrez alors que la province de Québec n'a pas eu la part à laquelle elle avait droit; ces chiffres sont tirés du rapport de l'auditeur général, 1919-20. Le tableau démontre que, sur \$1,013,932.61 dépensés pour les pêcheries, la province de Québec n'a eu que \$53,848.11. Il y a 21 bureaux des pêcheries établis au pays, mais aucun au Québec. Ici, on a un inspecteur sur les 22 existants et deux couvoirs à poissons.

De ce montant, on nous a chargé le coût et l'entretien du bateau du service de l'inspecteur des pêcheries, ce que l'on ne fait pas pour les autres provinces du dominion: car les dépenses de ces bateaux sont des dépenses du service naval, tandis que, dans la province de Québec, l'on nous charge ce bateau sous le titre de patrouille pour un montant d'environ \$30,000; alors en retranchant ce montant accordé, nous avons du gouvernement fédéral pour 1919-20 un montant de \$23,000. Le montant dépensé dans tout le Canada étant de \$1,100,000, et, notre population étant le quart de la population totale du

Canada, nous aurions droit d'avoir près de \$300,000, et même plus. Car j'ai fait le calcul en tenant compte de la population, mais il y a certaines provinces qui ne sont pas du tout des provinces maritimes et où l'on dépense beaucoup moins pour les pêcheries qu'ailleurs.

La province de Québec aurait donc eu droit l'année dernière à au-delà de \$300,000 et, pendant les quatre dernières années, \$1,000,000 aurait été dépensé. Pensez donc combien nous aurions pu aider aux pêcheurs pendant les quatre dernières années, si nous avions eu un million à notre disposition. La province de Québec a très peu reçu de ce gouvernement pour les pêcheries, alors que les autres provinces du Canada sont mieux traitées. À part cela, le gouvernement fédéral a voté \$10,000,000 en 1920 pour l'instruction technique dans le Canada, à être dépensés par les gouvernements provinciaux.

Je ne sais si, dans la province de Québec, l'on a eu une part dans ce montant de \$10,000,000. Mais, les provinces de la Colombie-Anglaise, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick se sont émues à cette annonce, et ont immédiatement fait des démarches pour pouvoir appliquer une partie de ce montant à une école de pêcheries. Dans la Colombie-Anglaise, un comité d'experts en pêcheries a été formé, la même chose dans les provinces maritimes, et, comme le Québec n'en a pas bénéficié, le résultat de leurs démarches a été qu'une partie de ces fonds sera destinée à maintenir une école de pêche.

Il faut bien se mettre dans l'idée qu'il peut y avoir de la controverse et de la difficulté à propos de la délimitation de notre champ de pêche, mais il faut espérer qu'avec le gouvernement ami, que nous avons maintenant à Ottawa, nous viendrons à une entente le plus tôt possible, car si les pêcheries ne nous appartiennent pas, le pêcheur nous appartient: il paye des taxes, fait partie de la province, et nous devons lui aider. Nous dépensons des millions pour l'Agriculture qui sont très bien employés; l'année dernière, un montant de plusieurs milliers de piastres a été dépensé dans la province pour l'apiculture, et le miel a donné à peu près deux millions de revenu. Ces chiffres sont approximatifs. Les pêcheries donnent quatre millions par année de revenu et nous n'avons pas dépensé un seul sou. Alors n'ai-je pas raison lorsque je dis qu'il faut faire quelque chose?

Pour vous donner une idée plus précise de l'état actuel de nos pêcheries maritimes et pour démontrer que la situation est très sérieuse, je vais vous donner l'état comparatif de la quantité de certains poissons pris dans la division du Golfe en 1920-1921:

*État comparatif des quantités de certains poissons  
(Morue, hareng, saumon, homard et maquereau)  
pris dans la division du Golfe en 1918, 1919 et 1920*

	Année	Morue	Hareng (qtx)	Saumon	Homard (caisses)	Maque. (qtx)
Rimouski-Matane.....	1918	11,900	18,957	85	.....	.....
	1919	27,740	3,048	64	.....	.....
	1920	6,245	5,295	55	.....	.....
Bonaventure.....	1918	41,520	22,485	3,380	466	770
	1919	23,825	13,430	1,860	752	520
	1920	20,144	30,094	1,235	623	864
Saguenay.....	1918	288,855	2,865	6,597	684	.....
	1919	265,547	2,745	2,853	162	.....
	1920	204,159	1,235	3,159	433	.....
Gaspé (côte).....	1918	422,408	20,157	966	2,670	675
	1919	356,657	48,604	935	2,859	.....
	1920	138,342	18,485	471	1,475	864
Îles-de-la-Madeleine.....	1918	53,163	307,210	.....	.....	26,100
	1919	66,813	265,570	.....	11,062	31,542
	1920	37,870	162,680	.....	16,857	38,700

Je disais tantôt, M. l'Orateur, que lorsque je disais poisson, je voulais dire morue. En effet, la valeur totale du poisson pris dans la province de Québec en 1919-1920 était de \$4,258,000 et la valeur de la morue seulement était de \$2,629,660: c'est au-delà d'un demi-million de plus que la moitié, et cela seulement dans les trois comtés de Bonaventure, Gaspé et Matane.

M. l'Orateur, l'état que je viens de soumettre à cette Chambre démontre qu'il faut absolument faire quelque chose. Je ne prêche pas une révolution, les révolutions sont toujours destructrices, mais il faut certainement qu'il y ait une évolution; il faut faire quelque chose et le faire immédiatement. L'abstention, disait l'honorable R. Lemieux<sup>11</sup>, n'est pas une politique, mais une erreur et, si nos pêches sportives ont une importance appréciable, nos pêches maritimes ont une plus grande valeur économique. L'on devrait faire un effort sérieux pour les développer; c'est une source de richesses que nous avons à notre portée et à laquelle nous ne touchons pas et dont nous ne nous occupons pas. Pour améliorer la situation, il faudrait trois choses: 1. Augmenter la production; 2. Améliorer la qualité; 3. Augmenter la consommation.

Pour résumer tout cela en un mot, s'occuper du développement de nos pêcheries maritimes, au point de vue économique et commercial, c'est-à-dire mettre sur le marché la plus grande quantité de

poisson possible, de la meilleure qualité possible, et établir des relations entre le producteur et le consommateur, afin d'obtenir le plus haut prix possible. L'on arrivera à ces résultats, par l'amélioration de l'outillage, la diffusion de l'enseignement, et l'établissement d'une coopération entre le producteur et le consommateur. On n'a pas besoin de chercher bien loin ou d'inventer des méthodes nouvelles pour arriver à tout cela. Nous avons devant nous une route toute tracée dans l'agriculture.

Nos agriculteurs, il y a 50 ans, étaient dans le même état que nos pêcheurs sont aujourd'hui. Ils laissaient leurs terres, émigraient aux États-Unis, par milliers, leur profession était regardée comme la dernière et la plus dégradante; mais, aujourd'hui avec les méthodes inaugurées par le département de l'Agriculture, tout cela a changé, et nous sommes repris à vivre dans la province de Québec, une vie nouvelle, pleine d'espérance, et nous envisageons l'avenir avec confiance.

Je sais que l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) s'est beaucoup occupé de cette question. Il a travaillé à nous obtenir justice, et il est à la veille de réussir, à régler le point le plus important, à savoir la question de juridiction, afin que nos pêcheurs ne soient pas exposés à payer cette année deux licences, comme ils ont fait l'année dernière. Je sais qu'il est patriote assez pour ne pas

s'arrêter, et qu'il continuera son ouvrage jusqu'à ce que l'on ait obtenu pleine et entière justice, ce qui ne nous a pas été accordé jusqu'ici.

Je terminerai donc, M. l'Orateur en faisant les quelques recommandations suivantes. Je suggérerais la fondation d'une section de pêcheries maritimes ayant à sa tête des experts. Ces experts devront être des techniciens en la matière, et si nous ne les avons pas aujourd'hui sous la main, (il faudrait) consulter les hommes les plus avisés en matière de pêche, et nous trouverons parmi eux quelqu'un pour se mettre à la tête de cette section. Les différents départements d'agriculture, de mines et d'horticulture, etc., ont à leur tête des techniciens, alors pourquoi n'en aurions-nous pas à la tête du département des pêcheries?

Séparé complètement, au point de vue des pêcheries, le département de la loi avec celui du département des pêcheries pourrait voir à ce que le bureau des techniciens se mette en rapport avec le gouvernement fédéral, au sujet du développement des pêcheries, tout comme le département de l'Agriculture se met en rapport avec le gouvernement fédéral, sans s'occuper de ce que le bureau légal pourrait dire. Il y a trop longtemps que l'on parle pêcheries et que l'on nous répond "loi"!

On devrait nommer un commissaire des pêcheries, comme il se fait dans les autres provinces: Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, etc., et même, s'il était nécessaire, former un ministère des Pêcheries. La question des pêcheries est trop importante pour que l'on néglige aucun moyen pouvant en faire un succès. Ces commissaires devront élaborer un programme qu'ils soumettront au gouvernement fédéral, afin de pouvoir avoir notre part dans l'argent voté par ce gouvernement pour le développement des pêcheries. Nous perdons \$300,000 par année. Et là encore, nous ne ferions que suivre les traces du département de l'Agriculture.

Pour augmenter la production, la première chose à faire serait l'amélioration de l'outillage, et l'outillage du pêcheur est surtout le bateau de pêche. Aujourd'hui, nos bateaux de pêche sont trop petits...

**Une voix:** (Murmurant) Alors montez-nous en un plus gros... Un bateau!<sup>12</sup>

**M. Bugeaud (Bonaventure):** ... les gens qui font la pêche un peu éloignée des côtes et qui ne peuvent venir à terre le soir n'ont pas de bateaux assez grands pour leur permettre de trancher et de saler à bord du bateau le poisson pris dans la journée. Vous savez que le poisson se détériore: lorsqu'il n'est pas tranché la journée qu'il est pris, le poisson

se trouve taché et fait un poisson de deuxième qualité. Ce poisson a coûté le même prix, les mêmes frais pour le prendre, le même temps pour le prendre, la même quantité de sel pour le saler, le même temps et les mêmes dépenses pour le sécher, mais donnera au pêcheur deux piastres à deux piastres et demie de perte nette parce qu'il sera de deuxième qualité, n'ayant pas été tranché en temps.

Les pêcheurs des États-Unis, qui sont beaucoup plus avancés que nous, ont expérimenté depuis un certain nombre d'années avec différentes sortes de bateaux. Ils sont venus à adopter le type de bateau qui est une réduction du bateau norvégien et qui semble s'adapter à notre climat et à notre champ de pêche.

Le représentant de la Gordon Pew, capitaine au long cours ayant pêché dans tous les champs de pêche de l'Atlantique nord, et capitaine de chalutier, me disait qu'il est convaincu qu'avec cette sorte de bateau, nos pêcheurs pourraient doubler leur production dans la même année sans plus de frais. Je demanderais au gouvernement de consacrer dès cette année un certain montant d'argent pour faire des expériences avec ce bateau. L'on pourrait en mettre un sur la côte de Gaspé, un sur la Côte-Nord et l'autre aux Îles-de-la-Madeleine. Le coût total du bateau avec l'équipement et deux hommes comme instructeurs pour la saison pourrait revenir à \$5,000. À la fin de la saison, il resterait le bateau et la moitié du poisson pris, car je crois que pour encourager les pêcheurs d'aller sur ce bateau, l'on devra leur donner la moitié du poisson pris, tout en recevant leur instruction.

Si le bateau donnait les résultats que l'on attend et que tous les experts en pêcheries s'accordent à lui reconnaître, ce serait déjà un point important de réglé. Un autre point, à part du bureau des techniciens que j'ai nommé tantôt, serait la diffusion de l'enseignement sur place par des agronomes de pêcheries. Ils pourraient être au nombre de cinq, devraient être stationnés à différentes places de pêche: deux sur les côtes de Gaspé, deux sur les côtes nord, et un aux Îles-de-la-Madeleine. Ils rempliraient vis-à-vis des pêcheurs les mêmes fonctions que les agronomes remplissent aujourd'hui auprès des cultivateurs.

Je pourrais indiquer les fonctions de ces agronomes, mais mon discours est déjà assez long, je ne veux pas abuser de la bonté de cette Chambre, mais ils devront s'occuper surtout de l'enseignement. Ils seront les maîtres d'école, non seulement des pêcheurs, mais donneront des conférences dans les différentes maisons d'éducation de la province, afin

de vulgariser l'usage du poisson. Notre poisson est bon. Et comme nourriture, rien n'est meilleur. À preuve, les Japonais qui en consomment une moyenne de 200 livres par tête, tandis que notre moyenne n'est que de deux livres, et qui sont reconnus par tout le monde pour leur endurance et leur intelligence.

Enfin, une coopérative. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Une coopérative comme la Coopérative centrale des agriculteurs rendant aux pêcheurs les mêmes services qu'elle a rendus aux cultivateurs. Et ces services sont d'une telle importance qu'ils ne se décrivent pas. Aussi, un meilleur moyen de transport. La question du transport est un facteur très important qu'il ne faudra pas négliger, sans lui donner une importance exagérée. Je terminerai donc, M. l'Orateur, en faisant les quelques recommandations suivantes:

1. Créer dans l'administration du service des pêcheries une section distincte pour les pêcheries maritimes et faire une réorganisation complète de tout le service. Dans les autres provinces, ce service est en voie de réorganisation depuis trois années.

2. Créer un département légal distinct de celui du Département de développement des pêcheries, afin de ne pas mélanger les deux, et que l'un puisse marcher sans l'autre.

3. Entraîner deux ou trois techniciens, qui devront avoir fait un cours complet, avoir une connaissance pratique de notre champ de pêche, avoir fait des études spéciales, afin d'être chefs du département mentionné plus haut. Je dis trois techniciens parce que la question des pêcheries comprend trois départements importants, la biologie et la pisciculture, la technique des pêcheries et le commerce qui est la partie la plus difficile. Ces hommes devront avoir fait un cours d'étude complet, car ils seront appelés plus tard à représenter la province dans des congrès de bureaux de pêcheries, et alors, il faudrait qu'ils aient les connaissances nécessaires pour faire honneur au gouvernement qui les aura nommés. Ces gens seront les aviseurs du ministère et donneront une direction analogue à celle qui se donne par les chefs des différentes sections, telles que l'agriculture, l'horticulture; ils seront chargés du travail intérieur.

4. Entraîner pour le travail extérieur cinq jeunes gens, qui commenceront le plus tôt possible leur ouvrage, dans leurs sections respectives. Ils devront avoir pêché un an avec les pêcheurs dans les conditions actuelles, avoir voyagé un an à bord du bateau de l'inspecteur des pêcheries, afin de bien

prendre connaissance des conditions géographiques de notre champ de pêche dans la province, suivre un cours d'étude complet d'au moins deux ans dans une école de pêcheries, afin de se perfectionner dans la manière de conserver le poisson, connaître les différents marchés, le maniement des engins de pêche, acquérir quelques éléments de navigation et, à l'avenir, tous les gardes-pêche devront avoir ces qualifications. Ces jeunes gens devront être placés, un sur la côte nord de Gaspé, un sur la côte sud, deux sur les côtes nord du Saint-Laurent et un aux Îles-de-la-Madeleine. Ils devront passer toute la saison de pêche avec les pêcheurs et, durant l'hiver, suivre les cours agrégés aux écoles de pêche, afin de se perfectionner et de se tenir au courant des méthodes nouvelles. Comme le gouvernement fédéral a déjà créé des positions analogues, il devra exister une coopération entre les deux services, afin de répartir le travail sans qu'il n'y ait confusion.

5. Rencontrer les autorités fédérales le plus tôt possible, afin de déterminer ce qu'ils ont l'intention de faire, et afin de préparer ensemble un programme pour la prochaine saison.

6. Maintenir une liaison étroite entre les deux administrations, et définir le champ d'activité de chacune. Bien délimiter les zones d'influence, afin qu'il n'y ait pas de confusion dans le travail, ni conflit, de manière à éliminer tout ce qui nous empêcherait de profiter immédiatement des immenses sommes d'argent dont nous avons tant besoin pour le développement de nos pêcheries et qui sont votées pour ces fins.

7. Les chefs du département mentionné plus haut devront faire partie de la Commission de la conservation de nos ressources naturelles, et du Canadian Fisheries Association.

8. Le mouvement qui s'est répandu au Canada, à propos des pêcheries maritimes, a été dirigé par la Commission de la conservation de nos ressources naturelles et aussi par la Canadian Fisheries Association, qui est une fédération de toutes les associations de pêche réunissant toutes les provinces. Comme nous ne sommes pas représentés ni dans l'une ni dans l'autre, exception d'individuels membres de la Canadian Fisheries Association, nous devons avoir des représentants de toutes les classes d'industries, gros et petit commerce, ainsi qu'un ou deux représentants d'universités. Ces derniers devront faire partie de la Canadian Fisheries Association et devront étudier les moyens de nous faire bénéficier des millions votés par le gouvernement fédéral pour l'éducation technique au Canada.

Avec un tel service, il semble raisonnable de croire que nous pourrions doubler la production de nos pêcheries dans une période assez courte, et alors nos pêcheurs reprendront en peu de temps dans la famille canadienne la place à laquelle ils ont droit, et ils ne seront plus considérés comme des esclaves.

Si nous attendons encore 10 ans, les autres provinces nous auront dépassés et auront accaparé le marché. Même maintenant, elles ont des agents aux États-Unis qui établissent un marché pour leurs produits et qui s'occupent habituellement de la bonne marche des affaires. Si nous devons obtenir une part du marché, il faut faire vite. Il est absolument nécessaire, dans l'intérêt de notre survie économique, de considérer cette question sérieusement.

Pour ma part M. l'Orateur, je ne veux ni gloire ni profit, mais si je savais que, par ces quelques remarques, j'avais contribué un peu à relever et à faire revivre nos pêcheries qui se meurent, si j'avais contribué un peu à fermer la plaie par où s'écoule le sang de notre nationalité au profit d'étrangers, qui ne sont pas nôtres, et qui ne sont pas neutres, si le résultat de mon discours était que, dès l'année prochaine, un seul de mes pêcheurs pourrait dire qu'il est plus heureux, qu'il a eu moins de misère et que ses petits enfants ont eu un peu de pain sur la table, ma récompense sera complète.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se lève. (Applaudissements de la Chambre)<sup>13</sup>

M. l'Orateur, je dois féliciter bien sincèrement l'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud) des remarques si intéressantes qu'il vient de faire à la Chambre. Je le félicite particulièrement d'avoir attiré l'attention du gouvernement et éveillé l'opinion publique sur une industrie nationale qui mérite l'importance qu'il lui a donnée dans son magnifique discours.

Il n'y a aucun doute que nos pêcheries constituent une richesse immense pour notre province. Qu'elles aient été négligées un peu dans le passé, il faut, hélas, le reconnaître. Ce qui explique le peu de succès que nous avons eu à ce sujet, c'est sans doute que nous avons été en hostilité depuis quelque temps avec le gouvernement d'Ottawa. Le ministère auquel j'ai l'honneur de présider s'occupe activement cependant, depuis plusieurs mois, de faire reflourir cette industrie et d'aider nos pêcheurs. Malheureusement, le gouvernement fédéral nous a toujours disputé certains de nos droits et nous avons eu un long procès. Toute la difficulté du passé a résidé dans le fait que la juridiction de la province n'était pas clairement établie.

Enfin, la question vient d'être résolue par le Conseil privé d'une façon qui n'est peut-être pas d'une clarté limpide, mais nous croyons avoir obtenu la reconnaissance de nos droits. Ceci pourrait toutefois constituer la base d'une future entente. Nous ne désespérons pas d'en arriver à une entente avec le gouvernement fédéral. À la suite de ce jugement, nous avons essayé à plusieurs reprises à en arriver avec Ottawa à une solution qui nous soit favorable, mais nous n'avons jamais pu y réussir. L'an dernier, nous avons cru à un moment donné en arriver à une entente, mais soudain, un ordre est arrivé d'Ottawa que les pêcheries maritimes étaient de juridiction fédérale et tout a été suspendu.

Cette année, les négociations vont être reprises pour que la province reçoive sa juste part des octrois du Trésor fédéral et tout porte à croire qu'elles aboutiront à un résultat plus heureux. Nous osons croire qu'avec le changement qui s'est produit à Ottawa nous aurons de meilleurs résultats dans nos revendications. Chaque gouvernement aura une zone d'influence bien définie et pourra travailler à l'amélioration du sort des pêcheurs. J'ai confiance, et la Chambre partagera sans doute ce sentiment, qu'avec le nouveau gouvernement il y aura moyen d'en arriver à un arrangement, afin de pouvoir aider au développement de nos pêcheries.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que les autres provinces ont des privilèges du gouvernement d'Ottawa que la province de Québec ne peut obtenir?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce qu'il y a, c'est que la province de Québec est dans une situation particulière, au point de vue des pêcheries. Notre province est plus vieille que les autres et elle a des droits qui lui ont été accordés alors qu'il n'était pas question pour ces autres provinces d'en avoir de semblables. Nous avons essayé de les faire reconnaître par les tribunaux et nous croyons avoir réussi, mais il faut maintenant que le gouvernement fédéral accepte une entente. Il a été impossible jusqu'ici au gouvernement du Québec, sans mauvaise volonté de sa part, de coopérer avec le ministère fédéral. Le conflit avec le fédéral n'a jamais été plus aigu que l'an dernier. Je vais aller à Ottawa la semaine prochaine et j'ai confiance et bon espoir d'en arriver à un arrangement avec les autorités centrales d'ici peu de temps.

L'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud) a déclaré, au cours de ses remarques, que la production des pêcheries avait diminué en

notre province parce que les pêcheurs n'ont pas de méthodes assez modernes. Je crois devoir différer d'opinion avec mon collègue sur ce point. Je crois qu'elles ont pu être stationnaires ou subir la dépression normale de toutes les industries, mais elles ne sont pas dans un état aussi précaire. Il y a d'autres raisons pour cette diminution. D'abord, les pêcheurs ont totalement manqué d'appâts la saison dernière, ensuite, leur industrie a subi les effets de la guerre, comme toutes les industries. Si la production a baissé, cela tient uniquement à ce que le prix d'achat a baissé. Cependant, j'approuve l'idée du projet du député et elle mérite d'être étudiée, ce qui ne manquera pas d'être fait.

J'espère que la situation s'améliorera. En tout cas, le gouvernement aidera nos pêcheurs à faire revivre leur industrie et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour réaliser le beau programme que l'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud) nous a tracé.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

#### **Loi concernant les coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant les coroners.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Que le procureur général fixera le montant maximum qui pourra être payé aux interprètes employés par les coroners, lorsque les services de ces interprètes seront nécessaires pour l'audition des témoins, suivant l'article 3477*m* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

2. Que les honoraires auxquels le coroner aura droit pour une enquête complète, et rapport, soient de dix piastres, suivant le paragraphe *b* du tarif

contenu à l'article 3482 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

3. Que les honoraires auxquels aura droit le constable employé par le coroner, en vertu du bill qui accompagne les présentes résolutions, seront de deux piastres par jour, suivant le paragraphe *j* du tarif contenu à l'article 3482 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par ledit bill.

Adopté.

4. Que le coroner aura droit à un honoraire de dix cents par cent mots pour toute copie certifiée des documents formant partie du dossier d'une enquête ou d'une recherche, suivant le paragraphe *l* du tarif contenu à l'article 3482 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant les coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>14</sup>:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** expose les nouvelles dispositions de la loi, lesquelles constituent une amélioration sensible sur le système qui existe actuellement et auront pour effet de rendre plus efficace l'exécution des devoirs du coroner. Les principales innovations dans la loi, dit-il, sont les suivantes: un coroner ne sera pas nécessairement nommé pour un seul district, il peut opérer partout. Le procureur général ne sera pas nécessairement obligé de se servir des coroners de district. Dans certains cas, des officiers en loi ayant plus d'expérience pourront faire les enquêtes et avec plus d'efficacité, lorsqu'il le jugera à propos.

Les coroners seront autorisés à faire des enquêtes même avant que les corps ne soient retrouvés. Les coroners seront autorisés à reprendre les enquêtes ou à en faire de nouvelles lorsque les résultats ne seront pas satisfaisants. Le procureur général aura le droit de se faire représenter par un avocat lors des enquêtes. Un autre article de la loi est destiné à faciliter la procédure dans l'examen des viscères...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le procureur général ne sera pas toujours un homme droit et scrupuleux, comme le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) ne sera pas toujours le procureur général.

Il peut se trouver parmi ses successeurs quelqu'un qui veuille utiliser, pour des fins perverses, cette disposition de la loi. Il lui sera en effet loisible d'envoyer un coroner malléable pour présider telle ou telle enquête, avec instruction de ne pas poser telle ou telle question, de s'opposer à la production de telle ou telle pièce à conviction. Le public ne comprendra pas bien cette mesure et sera poussé à porter des accusations contre le procureur général ou son département.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout va bien, jamais on ne voudra se prévaloir de cette loi pour de telles fins, mais il est possible que tel coroner ne se trouve pas à la hauteur de ses fonctions. Il est utile, voire même nécessaire, de le suppléer en pareil cas. Ces dispositions ont été ajoutées, afin de fournir un remplacement lorsque les circonstances exigent de la prudence. Je remercie le chef de l'opposition pour tout l'intérêt qu'il porte au premier ministre, mais je reste convaincu que je ne prends aucun risque et que le projet de loi est excellent.

Il (M. Taschereau) donne d'autres explications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste sur le fait que les coroners devraient nécessairement appartenir à une classe professionnelle, soit comme médecin ou avocat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** affirme que ce poste peut être rempli avec satisfaction par une personne parfaitement au courant des procédures à suivre, comme la chose a été justifiée par les excellents services rendus par certains coroners qui n'appartiennent à aucune profession.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Demandes de documents:**

##### **Mines d'amiante**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et M. P.-E. Beaudoin, de Thetford Mines, au sujet des droits sur la production minérale.

Le but de ma motion est d'obtenir les renseignements qu'aurait fournis un M. Beaudoin au gouvernement sur la protection qui devrait être accordée à ceux qui investissent des capitaux dans l'exploitation des mines d'amiante.

Le problème de la production de l'amiante doit attirer l'attention des députés de la Chambre, non seulement à cause de la richesse de nos mines d'amiante et de l'importance nationale d'encourager l'exploitation de cette ressource naturelle, dont le sol de la province est pour ainsi dire l'unique dépositaire, et qui est exportée aux États-Unis avec peu de droits à payer, mais aussi et surtout à cause de l'attitude prise par le gouvernement des États-Unis, avec leur bill Fordney<sup>15</sup> qui fixe des droits exorbitants sur les produits de fabrication canadienne qui traversent la frontière. J'espère que le gouvernement donnera à la Chambre les renseignements qu'elle a droit d'avoir sur l'attitude qu'il entend prendre devant les États-Unis.

Nous commençons à traverser une crise sérieuse. Organisons-nous pour essayer de la traverser le mieux possible, sans que trop de désastres ne viennent affecter notre position économique. Protégeons notre capital. Sir Edmund Walker, président de la Banque de Commerce, dans son discours annuel, a démontré l'importance de protéger le capital et comment les lourds impôts prélevés sur le capital paralysent et arrêtent même l'expansion industrielle. Or, prenons par exemple les mines d'amiante de notre province. J'ai lu, dans *Le Soleil* du 14 janvier dernier, un éditorial que j'approuve dans ce sens-là aussi.

L'industrie de l'amiante a prospéré durant la guerre, mais elle est aujourd'hui menacée. Elle a exigé une mise de capitaux considérable et je pense qu'il n'est pas très avisé de la part du gouvernement

d'imposer aussi une taxe considérable. Dès la première tonne de marchandise, les compagnies doivent payer au gouvernement de Québec 5 % de taxe. En considérant la mise du capital dans l'organisation des opérations, des centaines de milliers de piastres, et en constatant que cela prend plusieurs années de prospérité avant que les compagnies puissent payer des dividendes, je me demande si le gouvernement devrait imposer une taxe aussi forte dès la première tonne de marchandise qui sort de l'usine et s'il ne devrait pas considérer la demande qui lui est faite de ne faire payer 5 % qu'aux compagnies qui payent des dividendes. Un moyen de remédier à la situation, ce serait la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie, qui étudierait ces questions industrielles.

Il (M. Dufresne) voit bien dans le gouvernement des représentants de l'agriculture, du Barreau, des ouvriers, etc., mais il ne voit pas de représentants du commerce et de l'industrie. Il voudrait bien en voir. Je sou mets cette question, dit-il, à la considération de la Chambre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le gouvernement est bien disposé à protéger toutes nos industries (et à) encourager l'industrie de l'amiante, et la preuve, c'est qu'il n'impose pas d'autre taxe, pour cette industrie, que le droit régulier dont le député de Joliette (M. Dufresne) a parlé. Ce droit nous l'avons même réduit, afin d'encourager l'usine d'Asbestos dans la province.

Lorsque la royauté sur l'amiante a été établie par arrêté en conseil d'abord, en particulier pendant la guerre, alors que l'amiante se vendait à un prix élevé, on décréta qu'elle serait de 2 % sur les "profits nets" des producteurs. C'est sans doute grâce à l'encouragement que n'a cessé de donner à cette industrie le gouvernement de la province qu'il faut attribuer le succès qu'elle a remporté en ces dernières années. Le chiffre d'affaires de ce secteur a cru très rapidement, de \$5,000,000<sup>16</sup> environ à \$14,800,000, dans une seule année. En 1918, on augmenta le droit à 3½ %, et en 1920, il fut majoré à 5 %. Quelque temps après, en 1920, les exploiters eux-mêmes demandèrent de changer cela, et l'on décréta que la royauté serait de 5 % sur la "valeur brute" de l'amiante extrait des mines.

La production fut soutenue avec tellement de vigueur, cependant, que le marché en fut inondé. Si l'industrie traverse une crise actuellement, c'est que tous les producteurs ont de gros stocks dans leurs entrepôts pour lesquels le marché était inexistant à la fin de 1920, parce qu'ils n'ont pas voulu en diminuer

les prix. La demande est moins considérable. Mais les producteurs peuvent compter sur l'appui du gouvernement pour donner un nouvel essor à l'industrie, car nous sommes disposés à encourager de toutes nos forces les entreprises nationales.

L'amiante a subi une dépression comme tous les autres produits minéraux. Pour venir en aide aux exploiters, le gouvernement leur offre aujourd'hui, par ordre en conseil, de réduire cette royauté à 3 % de la valeur brute pour les quatre premiers mois de cette année. De plus, comme il importe de protéger nos industries locales, le gouvernement va réduire de 2 % la royauté, si les capitalistes de la province de Québec ou ceux d'ailleurs veulent fabriquer chez nous les articles dans la composition desquels rentre l'amiante. Il est même prêt à faire davantage, s'il en est besoin. Quant à n'exiger de royauté que des compagnies payant des dividendes, on sait que cela est impraticable. Ce sont les compagnies elles-mêmes qui nous ont demandé d'être taxées sur leur production et non sur leurs profits. Elles préfèrent sans doute éviter la publicité de leurs bénéfices et nous avons consenti à imposer le droit sur la production. Si la taxe actuelle est considérée comme élevée, le gouvernement sera heureux de discuter la chose avec les intéressés et d'en venir à une conclusion satisfaisante pour les deux parties.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le député de Joliette (M. Dufresne) d'avoir soulevé cette question et d'avoir ainsi donné au ministre l'occasion de faire les importantes déclarations qu'il a faites. Il s'étonne cependant que le gouvernement se vante d'être responsable de la prospérité de la province, quand il en a l'occasion, et de rejeter sur d'autres les causes de dépressions qui peuvent se produire. Ne serait-il pas plus juste, dit-il, d'imposer le droit sur les profits au lieu de taxer la production?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je répète au chef de l'opposition que ce sont les producteurs qui nous ont demandé d'imposer le droit sur la production et non sur leurs profits.

La motion est adoptée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la séance soit ajournée à demain, trois heures.

Adopté.



La séance est levée entre 6 et 7 heures<sup>17</sup>.

## NOTES

1. *Le Soleil* du 8 février 1922, à la page 1, estime qu'il était 3 h 15 à ce moment de la séance.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Tessier (Rimouski).
3. *La Patrie* du 8 février 1922, à la page 4, écrit "avocats".
4. *L'Événement* du 8 février 1922, à la page 1, explique que "le procureur général (l'honorable M. Taschereau), occupé à lire des lettres, n'eut pas l'air de saisir la boutade du chef de l'opposition."
5. *Le Soleil* du 8 février 1922, à la page 1, estime qu'il était 4 heures à ce moment de la séance.
6. Jacques Cartier (1494 - vers 1554). Navigateur français qui prit possession du Canada au nom de François I<sup>er</sup> en 1534. Il entreprit quelques voyages par après et fut surnommé "découvreur du Canada".
7. Samuel de Champlain (vers 1567-1635). Explorateur et colonisateur français. Fondateur de Québec en 1608 et lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-France en 1619.
8. Nicolas Denys (1598-1688). Colon arrivé en 1632 en Nouvelle-Écosse, marchand et auteur. En 1672, il publie *Description géographique et historique des costes de l'Amérique septentrionale : avec l'histoire naturelle du païs*.
9. *Le Soleil* du 8 février 1922, à la page 11, dit "indirecte" mais nous croyons que M. Bugeaud a plutôt dit "directe" (version du *Canada* du 8 février 1922, à la page 3) en raison de l'accent qu'il place sur l'importance de la pêche dans les motivations fondatrices des premiers explorateurs français.
10. Chiffre de *L'Action catholique* du 8 février 1922, à la page 1. Le *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4, mentionne plutôt 11,646.
11. Rodolphe Lemieux (1866-1937). Député libéral à la Chambre des communes de 1896 à 1930 et sénateur de 1930 à 1937.
12. Selon *La Patrie* du 8 février 1922, à la page 4, c'est un voisin de M. Bugeaud qui a murmuré cette intervention, mais ce dernier n'y a pas fait attention. Nous ne sommes pas en mesure de certifier l'authenticité de cette intervention, car un seul journaliste y fait allusion dans un article ne rapportant pas fidèlement le discours de M. Bugeaud.
13. Selon *L'Événement* du 8 février 1922, à la page 3, "même des députés de l'opposition applaudissaient le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries".
14. Voir note 2.
15. Le Tariff Act, ou bill Fordney, de Joe Fordney, membre du Congrès américain, est adopté à la fin de l'été 1921. Il s'agit d'une mesure protectionniste américaine qui surtaxe de 50 % le sucre et les autres produits agricoles étrangers. Il est renforcé par le Fordney-McCumber Tariff Act, voté le 21 septembre 1922.
16. Chiffre du *Montreal Daily Star* du 8 février 1922, à la page 4. *La Tribune* et *L'Événement*, dans leur édition du 8 février 1922, respectivement aux pages 2 et 10, mentionnent \$2,000,000.
17. Nous ne pouvons trouver l'heure exacte de l'ajournement. Deux journaux se contredisent sur ce point: *Le Soleil* du 8 février 1922, à la page 11, rapporte que la séance fut levée vers 6 heures alors que *Le Canada* du même jour, à la page 1, dit 6 h 30 mais, dans le même article, estime que la séance a duré près de 4 heures. *Le Canada français* du 9 février 1922, à la page 1, mentionne quant à lui 6 h 30.



Séance du mercredi 8 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de faire motion, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus; qu'il soit permis de présenter une pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour modifier la charte de celle-ci, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour modifier la charte de celle-ci, est présentée lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 151 détachant certains lots du comté de Lotbinière et les annexant au comté de Mégantic pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 40 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 99 amendant la charte de la cité de Lachine;

- bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de W. R. Eakin et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'incorporer la ville de l'Île Cadieux.

**Comté  
de Mégantic**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le bill 151 détachant certains lots du comté de Lotbinière et les annexant au comté de Mégantic pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement, qui a été rapporté, ce jour, du comité des bills publics en général, soit renvoyé de nouveau audit comité.

Je demanderais que le bill 151 détachant certains lots du comté de Lotbinière pour les annexer au comté de Mégantic pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement fût retourné au comité, car il y a eu un petit malentendu à ce sujet.

Adopté.

**Corporation de la  
ville de l'Île Cadieux**

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Heures de votation

**M. Lacombe (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 50 amendant la loi électorale de Québec, relativement aux heures de votation<sup>2</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Collège des chirurgiens dentistes

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Vacances dans les districts électoraux:

#### Démission du député de Saint-Hyacinthe<sup>3</sup>

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la lettre de démission suivante<sup>4</sup>:

Saint-Hyacinthe, le 8 février 1922

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je donne par les présentes ma démission de député du district électoral de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée législative de Québec.

Armand Boisseau

Témoins: O. O. Bégin  
G.-W. Denault

### Brefs d'élection:

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'à la réception de cette notification, il a été adressé au greffier de la couronne en Chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Saint-Hyacinthe.

### Questions et réponses:

#### J. Dufour

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel est le montant que M. Jos. Dufour a payé en 1919 pour ses coupes de bois dans les 1er, 2ème, 3ème et 4ème rangs, du canton de Cabot?

2. À quelle date a-t-il payé cette somme?

**L'honorable M. Mercier (Châteauguay):** 1. \$100.00.

2. Le 14 novembre 1919.

#### Ponts à Saint-Moïse, comté de Matane

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé un ou des octrois pour la construction de deux ponts sur la rivière Tartigou, dans la paroisse de Saint-Moïse, comté de Matane?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant de l'octroi pour chacun des deux ponts: *a.* quand et à qui chacun a-t-il été accordé; *b.* quand payé; *c.* à qui a-t-il été payé?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. Oui.

2. Pont Fenderson \$3,600.00; *a.* le 15 novembre 1920 à la municipalité du village; *b.* le 17 décembre 1920; *c.* Jos Dufour, secrétaire-trésorier.

Pont du chemin Matapédia, \$3,180.00; *a.* le 13 juin 1921 à la municipalité de la paroisse; *b.* le 19 septembre 1921; *c.* Pierre Harvey, secrétaire-trésorier.

#### Membres des sociétés congrégationnelles

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Instruction publique  
dans la cité de Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 56 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pont de l'île Bizard  
à l'île de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**The African Methodist  
Episcopal Church**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi concernant  
les coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant les coroners.

Adopté.

**En comité<sup>5</sup>:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
L'un des principaux articles du bill a trait à la reprise et à la continuation des enquêtes des coroners. Il faut louer le gouvernement des amendements qu'il propose à la loi des coroners. Cette loi contient actuellement une foule de réserves qui nuisent à la bonne administration de la justice. Elle était bonne au temps où il n'y avait jamais de crimes dans notre province, mais des événements récents ont décidé le gouvernement à y faire des modifications.

Le gouvernement propose donc, entre autres choses, de permettre, sur un simple ordre du procureur général, l'ouverture d'une enquête du coroner, avant même qu'on ait retrouvé le cadavre d'une victime.

Actuellement, si un crime se commet, on ne peut commencer l'enquête sans avoir retrouvé le cadavre. On propose d'amender la loi pour rendre cette formalité inutile. La loi actuelle oblige aussi les autorités à exhumer le cadavre d'une victime pour la reprise d'une enquête. On propose d'amender la loi afin de pouvoir reprendre l'enquête, sans que l'exhumation soit nécessaire.

Le comité étudie l'article 3479<sup>n</sup> de l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3479<sup>n</sup>. Les enquêtes du coroner sont publiques, et les parties intéressées peuvent être représentées par procureurs, à la discrétion du coroner. Toutefois, quand les fins de la justice et de la moralité publique le requièrent, une enquête peut être tenue à huis clos et le coroner n'autorise alors que la présence des parties intéressées et de leurs procureurs."

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** est d'opinion que les enquêtes soient publiques.

**Des députés** prétendent que cette disposition de la loi pourrait être mal comprise en certains endroits, mais ils en admirent cependant la raison d'être au point de vue de l'efficacité des enquêtes.

L'article 3479*n* de l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 3479*p* de l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3479*p*. Les jurés et les parties intéressées peuvent suggérer au coroner, ou poser aux témoins avec la permission du coroner, les questions pertinentes à l'affaire qui fait le sujet de l'enquête.

"Tout avocat nommé par le procureur général pour le représenter à une enquête, a le droit d'assister à cette enquête et de questionner et de transquestionner les témoins; et le coroner doit assigner devant lui tout témoin que lui suggère cet avocat." S.R.Q., 3487*p*; 4 George V, chapitre 38, section 1, modifié."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Un autre amendement que nous proposons a pour but de permettre au département du procureur général d'être représenté aux enquêtes du coroner par ses avocats, qui pourront interroger et transquestionner les témoins, comme dans les cours de justice.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):**

L'honorable premier ministre ne croit-il pas que, dans l'intérêt de la justice, il serait équitable d'accorder ce privilège aux avocats de toutes les parties intéressées dans une enquête? Actuellement, les avocats sont admis à une enquête, mais ils ne peuvent interroger les témoins qu'avec la permission du coroner. Si l'on donne un privilège aux substituts du procureur général, aux avocats du ministère public, pourquoi ne l'accorderait-on pas aux représentants de tous les intéressés dans une enquête du coroner? Je crois que c'est une question d'équité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je remercie l'honorable député de Montréal-Saint-Louis de sa suggestion. Nous allons l'étudier et je demanderais que l'étude du bill fût suspendue<sup>6</sup>.

L'article 3479*p* de l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 3479*q* de l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3479*q*. Les dépositions des témoins sont prises par écrit et signées par le déposant. Cependant toute personne intéressée qui dépose, au préalable, entre les mains du coroner un montant suffisant pour payer les frais de sténographie et de transcription pour exiger que les dépositions soient prises par le

sténographe qu'elle indique, pourvu que ce choix soit approuvé par le coroner.

"Le procureur général peut aussi donner instruction au coroner de faire prendre par la sténographie les dépositions à une enquête.

"Dans tous les cas le sténographe doit, avant d'agir, prêter devant le coroner le serment suivant la formule C de la présente loi."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut que la Chambre, si elle adopte cette disposition relative aux sténographes, amende la loi de façon à ce que toute personne en faisant la demande obtienne la sténographie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** donne des explications.

L'article 3479*q* de l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**Sanatorium  
du Lac Édouard**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval, relativement à l'administration du sanatorium du Lac Édouard.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval, le 20 octobre 1921, devant Charles Delagrave, notaire, sous le numéro 4740 de ses minutes, et reproduit comme annexe de la présente résolution, soit ratifié.

## ANNEXE

L'an mil neuf cent vingt et un, le vingt octobre.

Devant CHARLES DELAGRAVE, notaire pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

comparaissent:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, ici représenté et agissant par l'honorable M. Louis Athanase David, agissant ici en sa qualité de secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes suivant l'arrêté ministériel en date à Québec du vingt septembre dernier (1921) et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le vingt-quatre suivant,

*Partie de première part;*

ci-après appelée "Le gouvernement" et

L'HÔPITAL LAVAL, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, ici représenté et agissant par M. Arthur Larue, de Québec, comptable public, son trésorier, dûment autorisé,

*Partie de seconde part;*

ci-après appelé "l'hôpital Laval",

LESQUELLES dites parties, attendu que le gouvernement de la province a acquis la propriété du sanatorium du Lac Édouard et désire en confier l'administration à l'hôpital Laval, arrêtent entre elles ce qui suit:

1. Le gouvernement s'engage à restaurer et aménager les immeubles et bâtisses formant le sanatorium du Lac Édouard, de façon à ce que le local soit prêt à recevoir au besoin soixante-quinze malades tuberculeux;

2. L'hôpital Laval s'engage:

a. À recevoir audit sanatorium des malades tuberculeux jusqu'à concurrence de soixante-quinze (75) et à leur procurer les soins requis, en se faisant payer la valeur de la pension par ceux de ces malades qui seront en position, en tout ou en partie, de le faire;

b. Pourvoir à tous les frais d'administration dudit sanatorium, y compris les honoraires des médecins, gardes-malades et autres et aura seul le contrôle de la direction du sanatorium; mais que le gouvernement aura le droit par son ou ses inspecteurs de s'assurer des conditions dans lesquelles le sanatorium sera tenu;

c. Tenir, pour tout ce qui concerne le sanatorium du Lac Édouard, comptabilité distincte, et faire rapport au gouvernement de l'état des recettes et déboursés se rapportant au maintien dudit sanatorium.

## Prix

3. Pour aider à subvenir aux frais requis pour soins à donner aux malades indigents, le gouvernement paiera à l'hôpital Laval la somme de quinze cents piastres (\$1,500) par mois, d'avance, à partir du jour où l'hôpital prendra charge dudit sanatorium.

4. Aucun loyer ne sera réclamé par le gouvernement pour l'usage et l'occupation par l'hôpital Laval des meubles et immeubles servant actuellement ou qui serviront à l'avenir audit sanatorium.

## Termes

5. Le présent contrat est fait pour un an, à compter du premier septembre écoulé (1921), et sera renouvelé d'année en année, à moins que l'une des parties, quatre mois avant le premier août, ne donne avis écrit à l'autre partie, qu'elle entend y mettre fin à l'expiration de l'année alors courante.

Dont acte à Québec, étude du notaire soussigné, sous le numéro quatre mille sept cent quarante de ses minutes.

Lecture faite, les parties signent avec moi, notaire.

(Signé) Athanase David,  
A. Larue, trésorier  
Charles Delagrave, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) Charles Delagrave, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 20 septembre 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 24 septembre 1921.

CONCERNANT un contrat à intervenir entre le gouvernement de cette province et l'hôpital Laval.

1853.

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 20 septembre (1921), recommande qu'il lui soit permis de signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval, fixant les conditions du maintien de l'hôpital des tuberculeux du Lac Édouard, dont copie est annexée au mémoire susdit.

Certifié,

A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement a fait depuis la dernière session l'acquisition du sanatorium du Lac Édouard, qui avait été dirigé autrefois par une corporation privée et qui, depuis la guerre, appartenait au gouvernement fédéral. Après avoir acquis ce sanatorium, le gouvernement passa un contrat avec la corporation de l'hôpital Laval, relativement à l'administration du sanatorium. Le contrat stipule que le gouvernement doit aménager et préparer la propriété et les bâtiments de telle sorte que les lieux soient prêts à recevoir 25 patients. L'hôpital Laval doit s'occuper des patients, défrayer les coûts d'administration, fournir médecins, infirmières et autres employés et contrôler les institutions sujettes à inspection gouvernementale.

Par ce contrat, l'hôpital Laval recevra sans frais de location le sanatorium, une somme de \$1,500 par année et, par contre, organisera les soins à donner aux tuberculeux. Il pourra charger une pension à ceux qui peuvent payer, mais devra s'occuper tout autant des patients plus pauvres. Le contrat est d'une durée d'un an, à partir du premier jour de septembre dernier, et devra être renouvelé année après année, à moins qu'une des deux parties n'avise par écrit avant le 1<sup>er</sup> août l'autre partie de son intention de mettre fin au contrat à l'expiration de l'année courante. C'est une heureuse acquisition qui permet au gouvernement de continuer son œuvre dans le département de la santé publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'y a-t-il pas plusieurs autres sanatoriums dans la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y en a d'autres, mais ce sont des sanatoriums particuliers tandis que, dans le présent cas, le gouvernement pourra avoir le contrôle direct et mieux remplir sa tâche.

**M. Smart (Westmount)** pose une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement n'a payé le sanatorium que \$60,000 et, durant l'année dernière seulement, le gouvernement fédéral a fait pour \$25,000<sup>7</sup> de réparations. C'est donc un marché satisfaisant. Le sanatorium d'ailleurs est très bien installé et peut accommoder un bon nombre de malades.

**M. Gault (Montréal-Saint-Jacques)** pose une question à propos des dimensions de la propriété.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit que, bien qu'il ne l'ait pas visité, l'immeuble est de bonne dimension. Le sanatorium peut accommoder 75 patients.

C'est un bâtiment en bois en très bonne condition et bien équipé, et pour pas très cher, il pourrait être équipé de sorte à pouvoir accueillir encore plus de patients. Avant son acquisition par le gouvernement, l'inspecteur de l'assistance publique l'a visité.

**M. Gault (Montréal-Saint-Jacques)** veut savoir quelle est la dimension du terrain de cette institution et si la propriété inclut une ferme ou seulement le bâtiment de l'hôpital.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** ne le sait pas.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Pouvez-vous nous donner une idée des dimensions de la propriété?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** donne quelques informations, mais est incapable de fournir la dimension du terrain.

**M. Gault (Montréal-Saint-Jacques):** Une acre, dix acres, vingt acres, cent acres ou mille acres?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Eh bien, elle se situe entre une et 1,000 acres.

La résolution est adoptée.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 24 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval, relativement à l'administration du sanatorium du Lac Édouard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Allocation au fonds  
des écoles élémentaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder chaque année à Sa Majesté une somme de deux cent mille piastres, au lieu de celle de cent cinquante mille piastres mentionnée à l'article 2947 des statuts refondus, 1909, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, pour être appropriée aux fins des écoles élémentaires.

À venir jusqu'à cette année, \$96,000 étaient alloués pour le fonds des écoles, mais vu les besoins sans cesse augmentant des municipalités scolaires,

cette année le gouvernement aura besoin de \$140,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements sur le détail de cette augmentation dans l'octroi.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le fonds sert à aider les municipalités pauvres à construire des écoles. C'est à la demande du surintendant de l'Instruction publique qu'il (l'honorable M. David) a décidé de demander à la Chambre l'autorisation d'accorder \$50,000 de plus aux écoles élémentaires. Le nombre des écoles a augmenté considérablement, les dépenses ont donc augmenté en conséquence, et bien plus, plusieurs écoles sont encore à bâtir, ce qui nécessite un surcroît de fonds<sup>8</sup>.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 9 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au fonds des écoles élémentaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Louiseville**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté.

**En comité<sup>9</sup>:**

Les articles 1 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. L'article 5783 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 8 George V, chapitre 60, section 11, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"5783. Aucune municipalité ne peut contracter de dettes pour un montant excédant en totalité vingt pour cent de la valeur de la propriété immobilière imposable de telle municipalité, d'après le rôle d'évaluation alors en vigueur, à moins que le règlement n'ait fait l'objet d'un vote: *a)* s'il s'agit d'une cité ou d'une ville ayant deux mille ou plus de deux mille propriétaires d'immeubles imposables qui sont électeurs municipaux, d'au moins un cinquième; *b)* s'il s'agit d'une cité ou d'une ville ayant moins de deux mille, mais plus de mille propriétaires imposables qui sont électeurs municipaux, d'au moins un quart; et *c)* s'il s'agit de toute autre municipalité, d'au moins les deux cinquièmes en nombre de propriétaires de biens-fonds imposables de la municipalité qui sont électeurs municipaux, et n'ait été approuvé par une majorité d'au moins les deux tiers en nombre et en valeur immobilière de ces propriétaires qui ont voté et qui ont droit de voter sur ce règlement, et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"La dette de quatre-vingt-dix mille piastres contractée par la ville pour l'achat et la construction de son aqueduc n'aura pas pour effet d'affecter le pouvoir d'emprunt de la ville".

L'article 16 est retiré.

L'article 17 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>10</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec;
- bill 27 amendant la loi des mines de Québec;
- bill 38 amendant la loi établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>11</sup>:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration et ventes de terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a une augmentation?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, nous demandons \$29,000 de plus que l'an dernier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'an dernier, nous commençons à administrer et à vendre les terres publiques.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des lots de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut savoir où, dans les *Comptes publics*, il est possible de trouver les détails de ce montant.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne le numéro de page.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Certains employés du département de la Colonisation spéculent et parviennent à se faire chaque année plusieurs milliers de dollars, en plus du salaire qui leur est régulièrement payé.

Il veut savoir si les agents des terres sont employés exclusivement par le gouvernement ou s'ils sont autorisés à faire d'autres travaux.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les agents ne font des ventes que de temps en temps. Plusieurs employés du département de la Colonisation reçoivent un salaire très minime et ils acceptent parfois quelques travaux supplémentaires, afin d'augmenter leurs ressources.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il a remarqué que certains favoris du gouvernement ont des salaires de \$6,000 ou \$7,000 par année. Pendant un certain temps, il s'est demandé comment certains d'entre eux arrivaient à vivre, mais une recherche dans les comptes publics lui a fait constater que certains favoris auraient reçu \$500 par-ci et \$500 par-là pour des dépenses imprévues. Il demande si dans ce montant on comprend les salaires des agents des terres, inclus celui de M. Authier<sup>12</sup>?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne dirait pas, par exemple, que M. Hector Authier, agent des terrains de la couronne en Abitibi, ne mérite pas le prix des articles qu'il écrit toutes les semaines dans le journal *L'Abitibi* pour faire toutes les semaines l'éloge des ministres et de la politique du gouvernement. Pourquoi permet-on à ce journal d'insulter certains politiciens<sup>13</sup>?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne crois pas que ce journal ait insulté qui que ce soit. Nous avons pu donner des annonces à ce journal comme à d'autres, pour attirer des colons dans la région de l'Abitibi.

Je crois que c'est de l'argent bien placé, car si nous voulons faire connaître nos régions de colonisation, il faut les annoncer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non! Il est avec les autres qui sont payés comme *Le Soleil* qui reçoit tous les ans plus de \$90,000 et comme les autres journaux "budgétivores" qui pignent chaque année \$30,000 dans le Trésor de la province.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non. Cette dépense est portée à un autre article du budget relatif à la publicité. Ce n'est pas le seul à vanter l'œuvre accomplie par le gouvernement parce qu'il le mérite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est bien! Mais j'ai lu des articles passablement exagérés. Dans leur excès de zèle, ils deviennent de la simple publicité pour celui qui les paie, au lieu d'être des articles éducatifs sur la colonisation. Ces articles ressemblent un peu à ceux que l'on fait pour annoncer le vin Saint-Michel... Je ne veux pas faire d'allusion à la Commission des liqueurs, mais on commence par dire des contes et ça se termine en disant: "Buvez du vin Saint-Michel". Je ne fais pas allusion au vin Saint-Michel parce que le gouvernement connaît bien ce vin et ses amis, mais il est possible que ceux qui rédigent les annonces de celui-ci et les articles d'éducation en faveur de celui-là s'imitent réciproquement. Ils ne puisent pas à la même caisse, mais ils se rencontrent quelquefois sur le même chemin. On fait cela pour le ministre. On vante les beautés de la province, puis on termine par porter une santé au ministre. L'agent des terres au Nominique, M. Pagé, est décédé. Le ministre de la Colonisation l'a-t-il remplacé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. Christin, son assistant, un excellent fonctionnaire, a été nommé temporairement, je crois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre n'en est pas certain?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne crois pas qu'il ait été nommé permanemment (sic).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il le sera sans doute?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Peut-être.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande s'il n'y a pas certains rapports au département qui démontrent que M. Christin a déjà été à l'emploi du gouvernement et qu'il a été renvoyé à la suite de plaintes formulées contre lui. Il veut savoir à quand cela remonte.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit qu'il l'ignore, qu'il ne connaît M. Christin que depuis qu'il est devenu un employé temporaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se rappelle que peut-être ce rapport a été fait il y a quelque 20 ans. Le gouvernement est satisfait des services de cet agent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Si c'est un bon agent, qu'on le nomme permanent et s'il n'est pas compétent, eh bien, qu'on le remplace. Combien de temps il restera là? C'est un bon libéral et un bon homme d'élections.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: Si l'honorable chef de l'opposition n'a pas d'autre grief contre le gouvernement que celui d'avoir nommé un bon libéral, il admettra que ce n'est pas grave et que sa critique est plutôt faible.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Oh! Le ministre manipule des millions de dollars et il y aura suffisamment de matières pour lesquelles demander explications prochainement. Il parle du bureau de colonisation aux Trois-Rivières.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: Le département de la Colonisation est administré de la façon la plus économique, et je défie qui que ce soit, et tout particulièrement le chef de l'opposition, d'affirmer le contraire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Combien de lots de colonisation de la paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard échangés par le gouvernement pour des lots boisés ont été revendus par le gouvernement par un nommé E. Thériault? Certains transferts ont été désastreux.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il ne saurait dire immédiatement le nombre exact de lots ainsi échangés à cet endroit. On ne doit pas s'attendre à ce que je connaisse les détails de chaque lot vendu et transfert effectué à chaque mois dans chaque district. Il croit d'ailleurs que cette politique d'échange de lots est très recommandable.

Dans certaines paroisses où la colonisation est arrêtée par des seigneuries, dit-il, des compagnies ou par des particuliers, le gouvernement échange ces lots en donnant en retour aux compagnies trois lots de terre à bois, non cultivables, dans d'autres coins de la province, pour un de ces lots qu'il revend ensuite aux colons. La municipalité de Nelson dans Mégantic a pu assurer des terrains pour fins de

colonisation en grande partie par le biais de travaux de cette nature par le département de la Colonisation. C'est ce système qui a été pratiqué en plusieurs endroits comme Manseau et Lemieux, non loin de Sainte-Sophie de Lévrard, et qui a eu pour résultat de pousser la colonisation qui, sans cela, eût été arrêtée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Ce système, s'il est bon à quelque chose, est aussi bon à faire faire de l'argent à certains politiciens qui y ont vu des petits "Klondykes"<sup>14</sup>. Il (M. Sauvé) n'accuse pas le gouvernement d'être de connivence avec les gens qui ont profité de ces échanges, mais il l'accuse simplement d'imprévoyance.

Il (M. Sauvé) dit au ministre de ne pas s'inquiéter, qu'il ne s'en prend pas à lui personnellement. Mais comme la partie la plus importante du travail des législateurs consiste à voter des sommes d'argent et, puisque des millions sont dépensés pour la colonisation, il doit savoir les progrès réalisés dans le domaine de la colonisation et comment l'argent est dépensé.

Il (M. Sauvé) veut avoir des détails sur le nombre de lots ainsi échangés à Sainte-Sophie et qui n'ont pas été revendus par le gouvernement. Il est étrange, dit-il, que le ministre soit prêt à donner de l'information concernant certains endroits, mais qu'il ne soit pas au courant à propos de Sainte-Sophie. Qu'est-ce que cela signifie? Je prétends que ces lots-là appartiennent à des politiciens. De fortes sommes sont gaspillées.

Il (M. Sauvé) rappelle qu'il a posé récemment une interpellation à ce sujet et que cela aurait dû laisser croire au ministre de la Colonisation qu'il y avait là quelque chose d'intéressant. Il (M. Sauvé) déclare qu'il va dévoiler des faits semblables qui se seraient aussi produits dans d'autres comtés.

Et à propos du scandale en Beauce? Le ministre est au courant et nous en entendrons parler plus tard. Il y a assez longtemps que l'honorable procureur général ne demande de répéter mes accusations qui ont fait le tour de la province, l'été dernier.

On m'a reproché de ne pas porter d'accusations formelles devant la Chambre. Le temps n'était pas arrivé. Mais la session n'est pas finie. Nous ne faisons que commencer l'étude du budget. Et en discutant le budget, je n'aurai pas peur de rencontrer les ministres.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se déclare prêt à fournir au chef de l'opposition tous les renseignements demandés le plus tôt possible.

L'étude de la résolution est suspendue.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), l'ajournement. Nous allons ajourner la séance à demain, à quatre heures, car nous avons une intéressante délégation à recevoir<sup>15</sup>.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures<sup>16</sup>.

**NOTES**

1. Selon *Le Soleil* du 9 février 1922, à la page 1, *L'Événement* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 3 h 15.

2. *Le Canada* du 9 février 1922, à la page 1, estime que "c'est là un précédent qu'a créé l'honorable M. Lacombe, car on ne sache pas qu'un ministre sans portefeuille dans le gouvernement ait jamais présenté une mesure". De plus, M. Lacombe n'est pas un député libéral, mais du Parti ouvrier.

3. Selon *L'Événement* du 9 février 1922, à la page 3, il était 3 h 30 à ce moment.

4. Selon *L'Événement* du 9 février 1922, à la page 3, la nouvelle a été communiquée "à la grande surprise non seulement des députés et des journalistes, mais de quelques ministres même qui ignoraient jusqu'à ce que ce moment ce dénouement si soudain d'une affaire qui n'a éclaté que lundi matin et qui a causé un si grand émoi dans le monde politique". Le journal explique également qu'avant la séance, "vers 2 h 30, l'honorable M. Taschereau reçut la visite d'un personnage - on dit que c'est un député - qui lui remit la démission de M. Boisseau. À trois heures moins cinq, le premier ministre, se rendit chez

l'Orateur, l'honorable M. Francoeur, et lui annonça la nouvelle". *Le Canada* du 9 février 1922, à la page 1, identifie le porteur de la démission en la personne du député de Montréal-Laurier: "On savait de plus que le Dr Ernest Poulin est en effet revenu ce matin de Saint-Hyacinthe, mardi après-midi, et ce ne pouvait véritablement être que pour obtenir cette démission. Le Dr Poulin est en effet revenu ce matin et a remis à qui de droit la démission de M. Armand Boisseau."

*La Presse* du 9 février 1922, à la page 3, ajoute qu'"un silence morne" règne dans la Chambre à la lecture de cette lettre de démission. "La nouvelle était connue dans les seuls cercles officiels, et des ordres sévères avaient été donnés de n'en rien révéler aux journalistes avant que la chose fût déclarée officiellement à la Chambre. Cet événement a causé une grande émotion chez les députés et chez les auditeurs des galeries. M. Boisseau, par son caractère affable et ses manières engageantes, avait su se faire dans la députation et en dehors de la Chambre, un grand nombre d'amis qui espèrent son prompt retour."

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Tessier (Rimouski).

6. En fait, M. Taschereau consent à ne pas procéder immédiatement, au cours de cette séance, à la troisième lecture du bill.

7. Chiffre du *Sherbrooke Daily Record* et du *Montreal Herald* du 9 février 1922, respectivement aux pages 1 et 10. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt \$20,000.

8. *Le Soleil* du 9 février 1922, à la page 1, rapporte que "le bill fut enfin adopté après quelque temps de discussion entre le secrétaire provincial (M. David) et le chef de l'opposition".

9. Voir note 5.

10. Le projet de loi archivé, étudié par le comité, montre effectivement que des amendements ont été apportés audit projet de loi. Malheureusement, les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Tessier (Rimouski), selon *L'Événement* du 9 février 1922, à la page 3. *Le Devoir* du même jour, à la page 1, rapporte que c'est plutôt M. Thériault (L'Islet) qui préside.

12. Hector Authier (1881-1971). Journaliste parti s'établir en Abitibi en 1912. Il y sera agent des terres et des mines (1912-1922), maire d'Amos et préfet du comté d'Abitibi (1914-1918) et un homme d'affaires très actif dans la région. Fondateur et directeur du premier journal abitibien *L'Abitibi* (1920) qui devient plus tard *La Gazette du Nord*. Député libéral dans Abitibi de 1923 à 1936, puis député libéral à Ottawa de 1940 à 1945.

13. Le 16 février suivant, Authier répond à M. Sauvé dans *L'Abitibi*, à la page 4: "M. Arthur Sauvé, chef de l'opposition à l'Assemblée législative, a attaqué l'autre jour *L'Abitibi*, et l'a accusé d'injurier les conservateurs. Voilà une accusation fort risquée de la part du chef de l'opposition, et il serait bien en peine, croyons-nous, pour signaler des propos injurieux dans nos colonnes. Nous appuyons le gouvernement, mais d'une façon fort honnête, et s'il nous arrive de combattre les conservateurs, ce fut aussi très honnêtement et très dignement. Non, nous croyons plutôt que M. Sauvé veut nous donner quelques coups de dents, et pour se justifier il nous accuse à la façon du loup qui disait à l'agneau: "Tu troubles mon breuvage." Seulement, la fable ne se répètera peut-être pas jusqu'au bout, car nous ne sommes pas disposés à nous laisser avaler comme l'agneau de La Fontaine. Nous connaissons cela, les loups, dans l'Abitibi!"

14. Klondike: Expression faisant référence à un territoire du Yukon baigné par la rivière Klondike et qui fut témoin, à cause de la découverte de riches gisements d'or, d'une véritable ruée et d'une activité intense entre 1896 et 1906. Dawson City, son principal centre, atteignit à l'époque une population d'environ 10,000 habitants.

15. *L'Action catholique* du 9 février 1922, à la page 8, explique qu'à 3 heures "les membres de la législature recevront cet après-midi une nombreuse délégation de femmes en faveur du suffrage féminin". On peut signaler parmi elles mesdames Pierre Casgrain, Marie Gérin-Lajoie, et Idola Saint-Jean. En contradiction avec les autres journaux, *L'Événement* du 9 février 1922, à la page 3, rapporte que M. Taschereau a proposé l'ajournement à demain 3 heures de l'après-midi, ce qui visiblement entre en conflit avec la venue de la délégation féminine.

16. *Le Soleil*, à la page 1, dit que la séance a duré 3 heures, mais *L'Événement* du 9 février 1922, à la

page 3, mentionne que M. Taschereau a proposé l'ajournement à 5 h 45.

Séance du jeudi 9 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Forget (Iberville)<sup>2</sup>:** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 61 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 95 détachant certains lots de la deuxième division du comté de Matane, et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Joseph Larouche et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'incorporation de la municipalité de la paroisse de Larouche.

**Municipalité de Larouche**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de pharmacie**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 163 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Attelage des chevaux**

**M. Ouellet (Dorchester)** demande la permission de présenter le bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Ventes d'alcool**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle quantité la Commission des liqueurs a-t-elle vendue du 1<sup>er</sup> décembre 1921 au 1<sup>er</sup> janvier 1922?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 726,901 bouteilles; 38,448 gallons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle tempérance!

**Achats d'alcool**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Commission des liqueurs a-t-elle pu faire appliquer l'article 42 de la loi des liqueurs, et empêcher de vendre des liqueurs à toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans; à tout interdit; à tout tenancier ou pensionnaire de maison de désordre; à toute personne déjà condamnée pour ivresse ou pour une infraction causée par l'ivresse; à toute personne qui a l'habitude de boire à l'excès, etc.?

2. Dans combien de cas?

3. Est-il vrai que des individus se tiendraient aux portes des magasins de liqueurs du gouvernement pour acheter des bouteilles de liqueurs pour le compte de gens qui les emploieraient et que les mêmes individus achèteraient, dans le même magasin, autant de bouteilles que leur employeur le demanderait?

4. Comment la Commission peut-elle savoir s'il n'y a pas parmi ces individus des tenanciers ou pensionnaires de maisons de désordre, etc.?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. La Commission a donné à ses employés l'ordre d'observer les dispositions de la loi des liqueurs alcooliques, y compris l'article 42. Quant à l'observance de cet article par les permissionnaires, la Commission n'a reçu aucune plainte à ce sujet.

3. et 4. La Commission a été avisée de cet état de choses et prend les moyens d'y remédier.

#### Démission de L.-E. Parrot

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À qui M. Louis-Eugène-Parrot a-t-il adressé et remis sa démission comme député du district électoral de Témiscouata?

2. À quelle date a-t-il adressé sa démission?

3. À quelle date l'émission d'un bref portant convocation du collège électoral de Témiscouata pour l'élection d'un nouveau député en remplacement dudit M. Parrot a-t-elle été demandée?

4. Par qui a-t-elle été demandée?

5. À quelle date l'élection pour remplacer M. Parrot a-t-elle eu lieu dans ce comté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. M. Parrot a adressé sa démission au premier ministre et au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries qui l'ont transmise au greffier de la couronne en chancellerie, vu l'absence de l'Orateur.

2. Le 22 juin 1921.

3. Le 23 novembre 1921.

4. Voir pages 1 et 2 des procès-verbaux de la Chambre.

5. Le 22 décembre 1922.

#### Droits sur les successions

**M. Renaud (Laval):** 1. Quels sont les noms et le traitement des divers officiers préposés aux droits sur les successions?

2. Quelle est la nature des fonctions de chacun d'eux?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. (Voir la liste ci-dessous)

1 <i>Nom</i>	1 <i>Traitement annuel</i>	2 <i>Fonction</i>
J.-W. Lévesque	\$5,000	Percepteur
A. Desjardins	2,500	Officier spécial
J.-E. Lague	2,600	Inspecteur
J. Blacklock	2,000	Évaluateur
G. Noël	1,300	Comptable
E. Lague	1,050	Commis
Mlle B. Goyer	1,050	Commis
E. Brassard	4,000	Aviser légal et percepteur
T. J. Kindelan	1,700	Député-percepteur
Edm. Marcotte	1,600	Député-percepteur
Antonio-G. Piché	1,450	Commis
Émile Lambert	900	Commis
Jean Frederick	850	Commis
Mlle J. Hamel	720	Commis
Mlle L. Mackay	540	Commis
F. P. Bruneau	À commission	Percepteur
J.-A. Gendron	À commission	Percepteur
Hugh B. Patton	À commission	Percepteur
Carl D. Griggs	À commission	Percepteur
J.-G. Cyr	À commission	Percepteur
H. Simard	À commission	Percepteur
V.-Nap. Tremblay	À commission	Percepteur
R.-Chas. Lindsay	À commission	Percepteur
N. Lévesque	À commission	Percepteur
James T. Percell	2,500	Percepteur
J. Régnier	À commission	Percepteur
Vilbon Arsenaault	À commission	Percepteur
Boulet & Provost	À commission	Percepteur
L.-A. Dupuis, N.-P.	À commission	Percepteur
I.-J. Ouellette	À commission	Percepteur
P. Morissette, N.-P.	À commission	Percepteur
Jos. Lavoie	À commission	Percepteur
A. Rinfret	À commission	Percepteur
C. Sam. Lepage	À commission	Percepteur
G.-A. Lamarre	À commission	Percepteur
Ern. Bélanger	À commission	Percepteur
Stephen Smith	À commission	Percepteur
B. Desrochers	À commission	Percepteur
Tellier & Cousineau	À commission	Percepteur
R. D'Anjou	À commission	Percepteur
Bissonnet & Lovell	2,500 chacun	Percepteur
J.-H. Topping	À commission	Percepteur
Rainville & Denis	À commission	Percepteur
Jos. Lord	À commission	Percepteur
Dr. P. E. Pager	À commission	Percepteur
Gauthier & Sarasin	2,500 chacun	Percepteur

#### Assurances des fonctionnaires

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement donne-t-il une assurance aux fonctionnaires du service intérieur?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant?

3. Dans quelle compagnie?

4. Quelle prime est payée?



5. Quel est le bénéficiaire de la police?
6. Quelles sont les conditions requises pour obtenir cette assurance?
7. A-t-on demandé des soumissions aux compagnies d'assurance avant d'accorder le contrat?
8. À quelles compagnies?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. \$1,000.00 pour chaque employé.

3. Sun Life Assurance Company of Canada, Canada Life Assurance Company; Great West Life Assurance Company; Compagnie d'assurance La Sauvegarde.

4. Pas encore définitivement déterminée. À peu près \$10,500 pour la première année.

5. Les représentants légaux du fonctionnaire.

6. Fonctionnaires permanents du service intérieur tel que spécifié par arrêtés ministériels nos 1509, 1804 et 2094 (1921).

7. Oui.

8. Sun Life Assurance Company of Canada; Canada Life Assurance Company; Great West Life Assurance Company; Manufacturers' Life Insurance Company; Metropolitan Life Insurance Company; Travelers' Insurance Company; Prudential Insurance Company of America.

#### **Foundation Co. Ltd.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Foundation Company Ltd., qui a signé un contrat avec le gouvernement de Québec pour faire les travaux d'excavation, en vue de l'érection d'une annexe au palais de justice de Montréal, est-elle une compagnie américaine?

2. Les directeurs de cette compagnie demeureraient-ils aux États-Unis?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. La Foundation Company Ltd. est une compagnie à charte fédérale.

2. Nous n'en savons rien.

#### **Commerçants d'alcool**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quels sont les noms et adresses des marchands de liqueurs qui ont vendu leurs marchandises à la Commission des liqueurs de Québec, à Montréal et à Québec, depuis le 30 avril 1921?

2. Quelle quantité chacun d'eux a-t-il vendue? Les droits avaient-ils été payés par ces marchands?

3. Ces marchands ont-ils tous été payés pour leurs marchandises livrées?

4. Dans l'affirmative, quelle somme chacun d'eux a-t-il reçue?

5. Dans la négative, pourquoi?

6. Quel prix la Commission a-t-elle payé le gin Melcher et le gin De Kuyper, le gallon d'alcool?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** (Voir la liste à la page suivante)

1. Noms	Adresses	2. Quantités		4. Montants
		Caisses	Barils	
Bouchard & Mathieu	Saint-Hyacinthe	397	oui	\$ 10,458.33
Donaghy, John	Montréal	1,854	5, oui	26, 800.00
Martel, S.	Québec	17	oui	434.79
Faucher & Frère	Québec	142	oui	2,742.83
Boisvert, J.-A.	Joliette	2	oui	48.14
Bilodeau, W.	Montréal	3	oui	139.61
Bastien, J.-H.	Montréal	7	2, oui	171.93
Café Honoré Itée	Montréal	....	3, oui	129.37
Biron, René	Montréal	....	11, oui	203.41
Clément, N.	Montréal	12	oui	107.64
Ladouceur, R.	Montréal	2	1, oui	43.18
Chartrand, N.	Montréal	1	18, oui	862.00
Allard, Prime	Montréal	....	oui	1,244.40
Dufresne, dame E.	Montréal	7	oui	54.70
Côté, J.-G.	Montréal	1	3, oui	161.27
Chalifoux, Emile	Montréal	....	1, oui	20.14
Therrien, George	Montréal	8	14, oui	373.75
Beauvais, Ludger	Montréal	19	oui	116.36
Brière, L.	Montréal	15	1, oui	62.69
Dominion Park Ltd.	Montréal	2	oui	27.50
Desrosiers, W.	Montréal	6	oui	47.61
Harel, J.-B.	Montréal	4	oui	35.04
Hamelin, Arthur	Saint-Lin	....	3, oui	87.95
Godberg & Co.	Montréal	5	3, oui	176.59
Goodman, A.	Montréal	9	oui	118.82
Actors' Social Club	Montréal	2	1, oui	52.40
Pagé, Charles	Trois-Rivières	21	25, oui	3,047.37
Patenaude-Carignan Co.	Montréal	12	54, oui	8,048.03
Lauzon, Henri	Montréal	6	4, oui	461.34
Piette & Frère	Montréal	....	1, oui	47.87
Belisle, R.	Montréal	....	4, oui	270.00
Dumaine, J.	Shawinigan-Falls	....	13, oui	1,000.000.00
Filion, Jos.	Montréal	....	4, oui	313.13
Bourdon & Parent	Montréal	5	1, oui	111.75
Levine, Harry	Montréal	....	2, oui	178.20
Goldstein Bros.	Montréal	5	1, oui	159.47
Krausman, Ltd.	Montréal	....	2, oui	195.75
Bazinet & Brodeur	Saint-Hyacinthe	4	10, oui	368.75
Deguire, Jos.	Lachine	14	3, oui	130.32
Benoît, R.	Montréal	12	2, oui	216.66
Poiré, Louis	Montréal	9	1, oui	192.19
Racine, P.	Saint-Hyacinthe	2	3, oui	189.39
Morrisette, Nap.	Montréal	31	36, oui	2,303.04
Parent & Brunet	Montréal	2	3, oui	189.20
Nathanson, Maurice	Montréal	3	5, oui	517.75
Pressman, W.	Montréal	....	1, oui	85.39
Hannon, T. F.	Montréal	21	oui	50.80
Pelletier, R.	Montréal	....	5, oui	538.20
Rheault & Frères	Montréal	10	2, oui	138.40
Pallan Dame Mary	Montréal	5	1, oui	108.85
Potvin, F. H.	Montréal	9	2, oui	326.96
Lefebvre, J.-R.	Montréal	3	2, oui	145.63

1. Noms	Adresses	2. Quantités		4. Montants
		Caisses	Barils	
Paquet, A.	Montréal	11	1, oui	\$ 190.02
Lauzon, Léonidas	Montréal	....	1, oui	83.10
Beauvais, F.	Montréal	35	4, oui	340.70
Tessier, Édouard	Montréal	3	oui	24.96
Coca-Cola Co.	Montréal	....	1, oui	183.87
Tardif, J.-A.	Montréal	12	7, oui	631.93
Delorme, Dame E.	Aylmer	3	1, oui	26.20
Savaria, Victoria	Montréal	41	1, oui	96.43
Ryan, Mrs. Katharine	Montréal	....	2, oui	189.75
Rivard, Ludger	Trois-Rivières	....	5, oui	379.57
Poupart, J.-O.	Montréal	....	4, oui	321.58
Primeau, Georges	Montréal	2	3, oui	20.51
Cohen, Solomon	Montréal	11	2, oui	54.44
Mercier, A.	Montréal	73	2, oui	1,384.60
Walkers, Limited	Montréal	....	19, oui	1,630.28
Brais, Eugène	Montréal	17	oui	184.85
Bousquet, Ulric	Montréal	1	1, oui	42.43
Sauvé, L.-O.	Montréal	....	1, oui	50.37
Desmarais & Robitaille	Montréal	....	43, En partie	5,091.62
Moquin & Frères	Montréal	2,679	15, oui	50,000.00
Ste-Marie, Alfred	Montréal	....	4, oui	315.65
Fuenberg, S.	Montréal	3	1, oui	44.99
Richer, J. L.	Montréal	274	oui	5,903.34
Leduc, Hector	Montréal	38	oui	686.40
Larivière, J.-A.	Montréal	58	oui	977.25
Goldman, J.	Montréal	3	oui	36.71
St-Onge, N.	Montréal	19	4, oui	190.56
Marceau, Jos.	Montréal	2	8, oui	595.66
Gougeon, J.-B.	Saint-Jérôme	210	4, oui	5,257.54
Vaillancourt, F. P.	Sherbrooke	509	14, oui	3,578.97
Eastern Wine Co.	Sherbrooke	277	12, oui	9,230.89
Bouvier, A.	Montréal	35	9, oui	865.22
Gervais F. de Sales	Contrecoeur	....	1, oui	159.67
Mailhot, F.	Trois-Rivières	....	11, oui	434.21
Vinet, J.	Montréal	....	4, oui	267.84
Lepage, Gilbert	Valleyfield	1	6, oui	272.83
Wolfe, William	Montréal	....	1, oui	11.50
Godbout, R.	Montréal	2	3, oui	286.55
Coulson, J. P.	Hull	1,511	14, oui	30,228.56
Bélanger, D.	Montréal	425	34, oui	13,589.16
Lacoste, H. C.	Montréal	2	2, oui	83.90
Fournier, A. E.	Amqui	10	oui	29.30
Desruisseaux, J. F.	Sherbrooke	1	oui	2.69
Lamarche, E.	Montréal	3	3, oui	249.77
Renaud, Jos.	Montréal	....	1, oui	182.50
Tourangeau & Champagne	Buckingham	15	1, oui	54.25
Lalande, Nelson	Montréal	10	1, oui	75.85
Hogue, Eugène	Montréal	41	65, oui	4,536.19
Pettigrew, L. P.	Montréal	....	2, oui	146.71
Grenier, J.-A.	Grand'Mère	1	2, oui	84.86
Levesque, A.-A.	Rimouski	175	oui	141.00
Lamarre, Émilien	Laprairie	....	1, oui	26.34
Davis, J.-W.	Beebe-Jct	39	oui	33.15

1. Noms	Adresses	2. Quantités		4. Montants
		Caisses	Barils	
Duperreault, J.-A.	Berthierville	10	oui	\$ 157.30
Gariépy, P.-A.	Berthierville	6	oui	60.87
Simard & Lucas	Montréal	....	16, oui	1,506.52
Fourceau, Henri	Montréal	310	5, oui	7,118.06
Hinton, Arthur	Montréal	433	14, oui	10,887.13
Sauvé, J.-E.-A.	Valleyfield	2,011	12, oui	47,817.52
Daoust, Placide	Montréal	23	32, oui	3,266.03
Hébert, Édouard	Valleyfield	118	7, oui	2,558.16
Grenier, E.	Montréal	1	3, oui	30.60
Verdon, Dr., C. P.	Granby	4	oui	8.00
Charlebois & Co. A.	Montréal	60	11, oui	2,635.55
Tremblay, Edmond	La Tuque	3	5, oui	302.91
Canadian Liquor Co.	Montréal	100	5, oui	1,380.42
Spector Mrs., Sarah	Montréal	35	6, oui	401.64
Duguay, Elzéar	Hull	9	4, oui	189.77
Galipeau, C.	Hull	26	9, oui	667.53
Roy, Ludger	Sherbrooke	2	4, oui	137.72
Bernier, A.	Montréal	5	oui	35.41
Villeneuve, M.-E.	Hull	2	oui	58.47
Rolland, Paul	Montréal	....	5, oui	246.40
Club Papineau	Montréal	1	2, oui	26.75
Godbout, Jos.	Montréal	....	3, oui	13.36
Laporte, Martin, ltée	Montréal	5,602	1,257, En partie	279,264.76
La Cie d'Agences Européennes	Montréal	26,173	1,269, En partie	350,000.00
Hull Wine Importing Co.	Hull	8	6, oui	649.19
Late Col. S. P. Colt	New York	360	oui	5,150.00
Grenier, Daniel	Grand'Mère	35	8, oui	516.14
Pérusse, Adolphe	Trois-Rivières	9	1, oui	97.84
South Wood Wm., H.	Richmond	1	2, oui	206.31
Olivier, L. H.	Sherbrooke	23	3, oui	403.49
Kalfakis, Geo	Montréal	4	6, oui	326.33
Lemieux, Omer	Hull	125	45, oui	2,291.83
Beausoleil, C.	Montréal	19	2, oui	418.53
Huot, A. C.	Saint-Jérôme	....	1, oui	34.00
Montpetit & Charron	Montréal	....	2, oui	86.25
Levitzky, S.	Montréal	....	10, oui	31.65
Dubois, Léo	Montréal	....	1, oui	2.30
Lamontagne, F.-X.	La Tuque	10	4, oui	389.41
Dallaire, A.	Grand'Mère	1	4, oui	363.54
Demers, Oscar	Grand'Mère	....	2, oui	74.55
Besner, A.	Valleyfield	....	1, oui	18.90
Bissonnette, J.-A.	Les-Cèdres	5	1, oui	12.44
Charest, Donat	Hull	32	14, oui	1,087.98
Vinet, Antonio	Napierville	2	2, oui	64.86
Bernard & Cie	Sherbrooke	6	3, oui	181.89
Lesieur, Amédée	Montréal	575	629, En partie	120,331.38
Carignan, Uldéric	Trois-Rivières	27	13, oui	1,198.50
Grondin, W.	Grand'Mère	8	5, oui	283.79
Taylor, A.-E.	Hull	61	oui	1,274.06
Sergius, Géo	Montréal	101	oui	176.00
Lefebvre, Philippe	Rigaud	27	oui	5.50
Mareil, L.	Montréal	....	1, oui	59.00

1. Noms	Adresses	2. Quantités		4. Montants
		Caisses	Barils	
Demontigny, D.	Laprairie	1	2, oui	\$ 75.39
Stenson, D. W.	Sherbrooke	....	5, oui	346.96
Hebert, Uld.	Saint-Hyacinthe	1	3, oui	115.87
Laverdure, Moïse	Hull	13	3, oui	166.55
Pene, J.-M.	Montréal	....	33, oui	1,527.00
Bayeur, J.-A.	Sherbrooke	15	1, oui	166.77
Ingram, H.-H.	Sherbrooke	3	oui	43.94
Benoît, Damase	Montréal	2	1, oui	93.92
Brunet, P.	Montréal	612	oui	5,975.60
Bellefeuille, J.-F.	Trois-Rivières	24	17, oui	995.23
Douglas & Co., J.-M.	Montréal	371	96, En partie	22,242.64
Levasseur, V.	Shawinigan-Falls	3	3, oui	69.44
Messier & Fils H.	St-Hyacinthe	2	1, oui	57.60
Gillespie Ltd.	Montréal	814	85, En partie	11,443.61
Serres, F.	Montréal	....	1, oui	168.00
Frankel, Michael	Montréal	....	1, oui	103.28
Granger, O.	St-Jean	1	oui	10.70
Lalonde, Cléophas	St-Polycarpe	....	1, oui	7.11
Rolland, J.-E.	Montréal	6	4, oui	122.86
Ferron & Co.	Shawinigan-Falls	15	6, oui	360.28
Sansregret, Ubald	Montréal	....	3, oui	164.00
Lord & Co., D.	Shawinigan-Falls	22	11, oui	614.30
Sims, Edward	Montréal	3	5, oui	312.25
Ménard, E.	St-Jean	....	1, oui	64.68
Moore, J.-F.	Sherbrooke	....	2, oui	119.81
Routhier, P.	Montréal	27	oui	151.27
Toussaint & Cie, A.	Québec	27	23, En partie	64,969.24
Ste-Marie, P.-Z.	Longueuil	21	Oui	60.00
Savario, Adéland	Iberville	....	4, oui	298.36
Boivin, Wilson & Co.	Montréal	{ 66,855 11,475	780, En partie	1,713,027.21
Hudon & Orsali, ltée	Montréal	{ 7,127 1,807	295, En partie	232,765.24
Hudon, Hebert & Co., ltée 11	Montréal	{ 13,365 10,477	1,458, En partie	486,860.61
Lawrence Wilson Co.	Montréal	141	472, En partie	46,545.36
F.-X. St-Charles Co., Ltd.	Montréal	2,551	397, En partie	230,035.32
S. B. Townsend Ltd.	Montréal	5,870	619, En partie	139,481.27
Meagher Bros., & Co.	Montréal	815	En partie	25,699.88
Law Young & Co.	Montréal	675	En partie	15,268.54
Colin, Campbell	Montréal	30	Non	454.88
Chaput & Cie., ltée., L.	Montréal	8,609	919, En partie	220,800.33
J. A. Taylor	Montréal	18	Oui	434.66
McIntyre Ltd., Wm.	Montréal	3,426	191, En partie	50,000.00
Grosvernor Nicholas & Co. L.T.	Montréal	281	En partie	4,964.91

3. Non.

5. Quelques-uns n'ont pas été payés parce que le montant net de leur réclamation n'a pas été fixé.

6. Il est impossible de répondre à cette question parce que le prix est basé sur la quantité de ces spiritueux et non sur la quantité d'alcool qu'il contient.

### **Interprovincial and James Bay Railway Co.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que la Interprovincial and James Bay Railway Company qui construit le chemin de fer dans la région du Témiscamingue, province de Québec, aurait employé des centaines d'ouvriers de Toronto et autres parties de l'Ontario?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des informations à ce sujet par les députés du comté ou autres personnes?

#### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Nous l'ignorons.

2. Le département n'a aucune correspondance à ce sujet.

### **Demandes de documents:**

#### **Administration de la justice à Shawinigan Falls**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 6 février, sur la motion proposée le lundi 6 février courant: Qu'une adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre les communications de documents, correspondances, etc., relativement à l'administration de la justice et à l'établissement de bureaux d'enregistrement, etc., dans la cité de Shawinigan Falls.

Et, la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **Code municipal, article 228**

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 amendant l'article 228 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Mon but est d'éclaircir cet article du Code. L'article dit qu'un contribuable, pour être éligible au conseil municipal, doit posséder une propriété de \$400 sans charges. Le mot charges doit vouloir dire hypothèques, mais j'aimerais que le texte fût clair et je propose de l'amender en y ajoutant, après le mot "charges", les mots "et hypothèques".

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent du Code municipal.

### **Chirurgiens dentistes**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux chirurgiens dentistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Vautrin) explique le projet de loi et promet de donner plus de renseignements à la Chambre plus tard.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Véhicules-moteurs**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, c'est la troisième fois que je sou mets ce projet de loi à la Chambre. La première fois, je fus seul à voter, pour l'an dernier, il n'a été rejeté que par un vote de 26 à 18; cette année, j'espère bien qu'il passera. Il en est de ce bill comme du suffrage féminin, il ne faut pas se décourager.

(Rires et applaudissements de la Chambre)

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général<sup>3</sup>.

### **Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Corporation de la ville de l'Île Cadieux**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Commission des services publics de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 40 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Prévention des incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 171 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas \$40,000, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, au lieu de la somme de \$25,000 mentionnée dans la loi 6 George V, chapitre 26, section 1, pour accorder une prime aux municipalités de village ou de ville ayant une population de moins de deux mille âmes,

qui se pourvoient d'appareils effectifs pour combattre les incendies, à la satisfaction du commissaire nommé en vertu de l'article 3822a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 38, section 1.

Nous avons un crédit de \$25,000 pour cela, nous voulons porter ce crédit à \$40,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il des demandes de subventions souvent?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, plusieurs municipalités ont bénéficié de cette loi.

La résolution est adoptée.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 171 amendant la loi pour prévenir les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Hamel (Portneuf)** demande au ministre si le gouvernement ne pourrait pas faire bénéficier les municipalités de paroisses et les mettre sur le même pied que les municipalités de villes et de villages.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** La question n'est pas nouvelle et est très difficile à résoudre. Elle mérite d'être considérée, mais si le gouvernement voulait ainsi aider toutes les municipalités, il lui faudrait \$500,000 et non \$40,000. Le gouvernement augmente déjà l'octroi aux municipalités de village mais, je ne crois pas, dit-il, que cet octroi serait suffisant pour les municipalités de paroisse.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 amendant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30<sup>4</sup>.

que la séance débute à 4 h 30. Seul *Le Canada* du 10 février 1922, à la page 7, contredit les autres sources quand il affirme qu'"il était tout près de cinq heures lorsque l'Orateur prit place au fauteuil pendant que les députés apparaissaient tour à tour dans la salle de l'Assemblée".

2. Les *Journaux de l'Assemblée législative* mentionnent que M. Forget est président *pro tempore*.

3. *L'Événement* du 10 février 1922, à la page 3, précise que "le bill Laferté aura probablement un enterrement de première classe au comité où l'a fait expédier l'honorable M. Taschereau. Mais le député de Drummond s'en consolera facilement, cette année, car, au cours de la dernière session, le Parlement fédéral a amendé le Code criminel dans le sens que réclame depuis longtemps M. Laferté".

4. Heure donnée par *L'Événement* du 10 février 1922, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 5 h 15.

#### **NOTES**

1. *L'Événement* du 10 février 1922, à la page 3, mentionne que l'ouverture de la séance a été quelque peu retardée, car la Législature a reçu vers 2 h 30 la visite d'une délégation d'environ 200 féministes venues demander le droit de vote pour les femmes. Parmi elles, on signale entre autres Mme Marie-Gérin Lajoie, Mlle Idola Saint-Jean et Mme J.-P. Casgrain. *Le Soleil* du 10 février 1922, à la page 1, rapporte qu'en raison de la venue de cette délégation, "tout l'espace du parquet de la Chambre qui n'est pas réservé aux députés était occupé par les dames et, dans les galeries, des jeunes filles et des jeunes femmes s'offraient à l'admiration des députés, tout en essayant de s'intéresser à ce qui se passait plus bas". Toutefois, nos sources nous indiquent toutes



Séance du vendredi 10 février 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à midi<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste.

### Département de la Colonisation, Mines et Pêcheries

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Enregistrements

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 49 amendant le Code civil, relativement aux enregistrements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Code municipal

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer;

- bill 6 ratifiant un certain contrat passé entre le gouvernement de la province et l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des aliénés, dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix;

- bill 8 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les Missionnaires de la compagnie de Marie; les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal; et les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie, selon le cas;

- bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques;

- bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés;

- bill 18 concernant le recouvrement du coût de l'entretien des enfants dans les écoles de réforme;

- bill 19 concernant le recouvrement des frais encourus à l'occasion de l'internement de certains enfants dans les écoles d'industrie;

- bill 20 légalisant certaines entrées au registre des avis en usage depuis le 17 juin 1861 dans le bureau de la division de l'enregistrement de l'Islet;

- bill 22 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Hull;

- bill 23 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières;

- bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture;

- bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques;

- bill 33 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, concernant l'entretien de certains enfants dans leur école d'industrie;

- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au personnel de la Bibliothèque de la Législature.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux hôtels et maisons de logement.

#### **Hôtels et maisons de logement**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux hôtels et maisons de logement.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Chemins de fer Roberval-Saguenay**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 61 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des explications.

**M. Gaudrault (Chicoutimi):** Ce projet de loi a pour but de relier ce chemin de fer à celui du Québec-Saguenay. Cet embranchement qu'il faudrait construire a une longueur de 55 milles et traverserait des terres de colonisation. La compagnie a l'intention plus tard de prolonger son chemin de fer jusqu'à la Malbaie, dans le comté de Charlevoix, afin de le raccorder, alors, avec la voie du Québec-Saguenay. C'est un projet dont le Lac-Saint-Jean et le Saguenay attendent la réalisation depuis longtemps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au gouvernement d'être prudent dans sa politique concernant les chemins de fer. Le gouvernement, dit-il, accorde des chartes à plusieurs compagnies et il s'expose ainsi à faire échouer des projets déjà en exécution. Le gouvernement a déjà accordé une

charte à la Compagnie des fermiers unis pour construire un chemin de fer dans le Lac-Saint-Jean. Les cultivateurs avaient déjà fourni de l'argent pour cette construction, mais ensuite, une autre compagnie a joué le tour à la première. Parmi les directeurs de cette compagnie, il y en avait quelques-uns qui demeurent loin d'ici, qui ne sont pas connus au pays mais en Angleterre, et c'est peut-être pour cela qu'ils ont eu plus d'avantages que les citoyens de la province de Québec.

Il (M. Sauvé) demande si le projet ne vient pas en conflit avec un autre qui a été lancé par la Compagnie de chemin de fer des fermiers du Lac-Saint-Jean.

#### **L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Si l'honorable chef de l'opposition veut provoquer un débat sur la question des chemins de fer au Lac-Saint-Jean, il peut le faire, le gouvernement sera heureux de lui procurer tous les renseignements concernant la Compagnie des fermiers unis. Mais aujourd'hui, il me semble que l'intérêt public n'est pas menacé parce que nous allons permettre à la compagnie Roberval-Saguenay d'étendre son réseau.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Municipalité de Larouche**

**M. Gaudreault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Questions et réponses:****Manufactures de conserves**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y a-t-il de manufactures de conserves alimentaires dans la province et dans quelles paroisses se trouvent-elles situées?

2. Quels sont les noms et adresses de leurs propriétaires?

3. Le gouvernement les encourage-t-il par primes, octrois, etc.?

4. Quelle somme a-t-il été accordée à chacun: *a.* en 1916; *b.* en 1918; *c.* en 1919; *d.* en 1920; *e.* en 1921?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. et 2. À notre connaissance, il y a 30 fabriques de conserves, dont voici les noms et adresses:

1. Cie de Conserves de Chambly ltée, M. Jos. Simard, Chambly-Bassin.

2. The Henryville Canning Co, M. A.-E. McCarthy, Henryville.

3. M. Hormidas Farand, Saint-Clet, Soulanges.

4. M. Ths deCruchy, Laprairie, P.Q.

5. W. Clark Ltd., Montréal, P.Q.

6. W. Clark Ltd., Saint-Rémi, Napierville.

7. Mount Bruno Cannery, M. Aimé Guilbert, Saint-Bruno, Chambly.

8. Windsor Canning Co. Ltd., Saint-Jean, Qué.

9. Windsor Canning Co. Ltd., Napierville, Qué.

10. La Manufacture de Conserves Royale, W. Lorrain, L'Abord-à-Plouffe, Laval.

11. The Valleyfield Canning Co., M.D. McMeekin, Valleyfield.

12. Lemay & Frère, Saint-Pierre-les-Becquets, Nicolet.

13. Fabrique de Saint-Nazaire, Bagot, M. Dieudonné Gendron.

14. Fabrique de Saint-Judes, Saint-Hyacinthe, M. P. Lafrenais.

15. Sainte-Rose Canning Co., Laval, M. J.-E.-O. Meunier, Sainte-Rose.

16. Compagnie Alimentaire de Saint-Barthélemi, M. J.-Barrette, Saint-Barthélemi, Berthier.

17. Dominion Cannery, Saint-Isidore, Laprairie.

18. Dominion Cannery, Saint-Eustache, Deux-Montagnes.

19. Dominion Cannery, Sainte-Dorothée, Laval.

20. J. W. Windsor, Ltd, Roberval, Lac-Saint-Jean.

21. Crethan Co. Ltd., 605, rue Saint-Laurent, Montréal.

22. H. Bourque & Fils, 97, rue des Manufactures, Montréal.

23. Sainte-Rose Preserving Co. Ltd., 331<sup>a</sup> rue Panet, Montréal.

24. Montreal Preserving Co., 620 rue Visitation, Montréal.

25. Labrecque & Pellerin, 111 rue Saint-Timothée, Montréal.

26. Alphonse Raymond, 520 rue Panet, Montréal.

27. Quebec Preserving Ltd, rue Smith, Québec.

28. The Old City Manufacturing Co., rue Grant, Québec.

29. Association Canadienne des Conserves Domestiques, M. Alf. Denis, 18 rue Saint-Alexis, Montréal.

30. St. Louis Preserving Co., Montréal.

3. Oui.

4. Jusqu'à date, les fabriques suivantes ont reçu des octrois du gouvernement: (Voir la liste ci-dessous)

<i>Noms et adresses</i>	<i>1916</i>	<i>1918</i>	<i>1919</i>	<i>1920</i>	<i>1921</i>
	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>
Cie de conserves de Chambly, limitée .....	800.00	.....	.....	300.00	400.00
The Henryville Canning Co. Ltd. ....	400.00	300.00	.....	.....	260.90
W. Clark Ltd., Saint-Rémi, Napierville.....	.....	.....	.....	.....	400.00
Windsor Canning Co. Ltd.:					
St. Johns .....	278.76	200.00	200.00	400.00	400.00
Napierville .....	.....	100.00	100.00	400.00	.....
Manufacture de Conserves Royale, L'Abord-à-Plouffe, Laval.....	150.00	150.00	150.00	448.50	400.00
Valleyfield Canning Co., Valleyfield.....	.....	.....	.....	400.00	400.00
Lemay & Frère, Saint-Pierre-les-Becquets, Nicolet.....	.....	.....	.....	.....	400.00
Alphonse Raymond, 520, rue Panet, Montréal.....	.....	.....	.....	400.00	400.00
Quebec Preserving Ltd., rue Smith, Québec .....	.....	.....	.....	.....	400.00
Old City manufacturing, rue Grant, Québec .....	.....	.....	.....	400.00	.....

<i>Noms et adresses</i>	<i>1916</i>	<i>1918</i>	<i>1919</i>	<i>1920</i>	<i>1921</i>
	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>	<i>\$ cts.</i>
Compagnie Alimentaire de Saint-Barthélemi, Berthier .....	.....	.....	100.00	400.00	28.73
J.-W. Windsor Ltd., Roberval Lac-Saint-Jean .....	.....	.....	.....	400.00	.....

#### **Pension des juges et des magistrats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre de cette Chambre en date de lundi, le 30 janvier dernier, ordonnant qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la pension des juges des sessions, des magistrats de police et des magistrats de district, soit révoqué.

Adopté.

#### **Amélioration de la race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose: Que toute demande d'inspection spéciale d'un étalon qui sera faite en vertu de la loi 9 George V, chapitre 27, section 1, devra être accompagnée d'un honoraire dont le montant sera fixé par le comité de surveillance, mais qui ne devra pas excéder dix piastres par étalon.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline.

#### **Cercles agricoles**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose: 1. Qu'en sus de l'allocation indiquée dans l'article 1893 des statuts refondus, 1909, le ministre pourra payer, sur la balance des argents disponibles mentionnés dans l'article 1855 desdits statuts, ou sur tout crédit voté pour les cercles agricoles, une subvention à chaque cercle qui possédera et gardera au bénéfice de ses membres, un ou des taureaux de race pure enregistrés, un ou des verrats de race pure enregistrés, ou qui aura accordé une prime au propriétaire d'un taureau de race pure enregistré ou d'un verrot de race pure enregistré, qui auront été gardés pour la reproduction au bénéfice des membres du cercle.

Adopté.

2. Que le montant de la subvention ainsi que les conditions à remplir pour la recevoir seront fixés par règlement du Conseil d'agriculture approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais que, dans le cas où la subvention sera basée sur la prime accordée au propriétaire d'un taureau ou d'un verrot, elle ne pourra excéder le montant de cette dernière.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 28 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles.

**Loi concernant  
les coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 21 concernant les coroners soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Amélioration de  
la race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le but du projet est de nous permettre de changer le mode de subventions du gouvernement, pour l'encouragement de l'élevage. Une nouvelle échelle de primes sera établie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le premier paragraphe spécifie que le propriétaire d'un étalon qu'il destine à la reproduction doit en faire la déclaration en février au lieu de mai. Le second paragraphe fixe à \$10 le prix d'une inspection spéciale que le comité de surveillance nommé par le conseil d'agriculture peut exiger, quand il en est requis.

Je fais remarquer, dit-il, qu'il y a une différence entre les sociétés des cercles agricoles et les secrétaires des sociétés d'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) pourrait présenter de telles mesures quand il y aura des femmes au parlement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce sera bien ennuyeux<sup>3</sup>!

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cercles agricoles**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** présente le projet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les journaux ont raconté que nous avons voté une loi pour fixer à \$500 le salaire des secrétaires de cercles agricoles. C'est des secrétaires de sociétés d'agriculture qu'il s'agissait. Je voudrais qu'il n'y ait pas de malentendu.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** s'unit au chef de l'opposition pour demander aux correspondants parlementaires de bien vouloir corriger cette erreur.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Inefficacité de la police provinciale**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 janvier 1922, pour production de copie de toute plainte, correspondances entre certaines personnes et le gouvernement concernant l'inefficacité de la police provinciale. (Document de la session no 42)

##### **Enquête sur la mort de Simon Perron**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse en date du 30 janvier 1922, demandant communication du rapport de l'enquête du coroner sur la mort de Simon Perron, de Saint-Alphonse-de-Chicoutimi. (Document de la session no 39)

##### **Coopérative centrale des agriculteurs de Québec**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de la Chambre en date du 2 février 1922, demandant communication de copie de toutes correspondances, circulaires, etc., adressés par le gouvernement ou son ministre de l'Agriculture, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1922, à des membres de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, au sujet de l'assemblée générale annuelle de la société, etc. (Document de la session no 40)

##### **Correspondance entre les contribuables de Saint-Prosper et le ministre de la Voirie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de la Chambre en date du

2 février 1922, demandant communication de copie de toute correspondance, requête, etc., par des contribuables de Saint-Prosper avec le gouvernement au sujet de la voirie depuis 1920. (Document de la session no 41)

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le 13 février courant, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 1 heure<sup>4</sup>.

#### **NOTES**

1. *L'Événement* du 11 février 1922, à la page 3, rapporte qu'il y avait une trentaine de députés présents à la séance.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

3. *La Patrie* du 11 février 1922, à la page 4, fait allusion à certains termes utilisés par les cultivateurs, éleveurs et vétérinaires pour parler de la reproduction des meilleures bêtes. Le journaliste explique que l'échange entre MM. Sauvé et Caron témoigne de leur réticence à discuter de ces "choses" en présence de femmes élues ou d'un auditoire féminin. Ces remarques surviennent au lendemain de la visite d'une délégation féministe venue la veille demander au gouvernement le droit de vote pour les femmes.

4. Estimation de *L'Événement* du 11 février 1922, à la page 3. *Le Canada* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt midi trente minutes.

Séance du lundi 13 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte vers 5 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Police  
provinciale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale.

Le bill prévoit la révision complète de la loi sur la police provinciale et contient quelques dispositions additionnelles.

Comme mentionné précédemment, la force sera considérablement augmentée et un corps de police provinciale régulier sera établi à Montréal sous la direction du chef Lorrain, dans lequel les policiers et les détectives opéreront en tant que force complète.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Poursuites  
sommaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 36 concernant les poursuites sommaires.

Ce projet de loi prévoit la mise en œuvre de ce qui sera pratiquement un code de procédure criminelle pour la province de Québec. Actuellement, toutes les procédures criminelles se font sous l'égide de la loi fédérale, sur laquelle la province n'a aucun contrôle.

L'objet de la nouvelle loi est de créer un code provincial qui déterminera la procédure en ce qui concerne la loi sur les liqueurs, la loi sur les véhicules-moteurs, la loi sur la chasse et toute autre offense pour laquelle une peine de prison peut être imposée en vertu des lois de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Clarke Steamship Co.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Un subside de \$25,000 a-t-il été accordé à la Clarke Steamship Co., pour le transport du poisson sur les côtes Nord et Sud?

2. Dans l'affirmative, à quelles conditions cette somme a-t-elle été accordée à cette compagnie?

3. Ces conditions ont-elles été remplies?

4. D'autres demandes ont-elles été faites pour tels subsides?

5. Dans l'affirmative, par qui et pourquoi n'ont-ils pas été accordés?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. En vertu d'un contrat écrit qui contient toutes les conditions.

3. Oui.

4. Oui.

5. Par M. Bossé. Parce que le gouvernement ne peut pas subventionner toutes les compagnies. Il a accordé un subside à la compagnie qui paraissait donner le meilleur service.

**Travaux de voirie  
à Saint-Moïse de Matane**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Des travaux de voirie ont-ils été exécutés, suivant la loi des bons chemins, à Saint-Moïse, comté de Matane, en 1919 et en 1920?

2. Dans l'affirmative, des factures pour achats de dynamite ont-elles été produites au département de la Voirie?

3. Dans l'affirmative, qui a vendu cette dynamite à la municipalité?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. Oui pour 1920.

3. J.-A. Dufour.

**Rudel Belnap Mach. Co. Ltd.**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il, depuis 1919, acheté des marchandises de la Rudel Belnap Mach. Co. Ltd. de Montréal?

2. Dans l'affirmative, pour quelle somme, chaque année, sous quelle recommandation?

3. Quels sont les directeurs ou principaux intéressés de cette compagnie?

4. Quelles sortes de marchandises?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement ne trouve aucune trace d'achats faits de la compagnie mentionnée dans la question.

**Retraite et pension  
des juges et des magistrats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges des sessions et des magistrats de police ou de district.

Adopté.

**Police  
provinciale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale.

Adopté.

**James Dance**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit lu maintenant une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces projets de loi sont trop nombreux. Ils soulèvent des protestations parmi les dentistes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Aucun de ces bills n'a été présenté devant la Chambre sans avoir été d'abord approuvé par le Collège des chirurgiens dentistes, par le Collège des médecins et chirurgiens ou par le conseil du Barreau dans le cas des médecins et des avocats. Par conséquent, on n'a pas empêché chaque profession de contrôler ses propres affaires. Il était difficile d'empêcher un jeune homme de commencer à exercer la profession dans laquelle il avait étudié parce qu'il avait oublié de remplir une quelconque formalité au cours des années précédentes. Dans ces cas-là, les candidats étaient obligés de passer un examen.

Les abus du passé ne se reproduisent plus. Sagement, la Chambre a fait une loi, il y a quelques années, qui interdit à tout particulier de tenter de faire rectifier sa situation et de réclamer une loi d'exception sans avoir, au préalable, obtenu l'assentiment de l'administration dont dépend le corps professionnel où il veut être admis. Le fait est que le progrès est sensible, depuis le temps où l'Assemblée législative faisait des avocats, des notaires ou des médecins plus vite et plus souvent que le Collège des médecins, la Chambre des notaires ou le conseil du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Chester  
Thompson Parker**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis informé qu'un futur avocat a voulu demander son admission au Barreau par un bill et qu'il n'a pas été aussi chanceux que M. Parker...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je connais le cas auquel l'honorable chef de l'opposition fait allusion. Il ne s'agit pas d'un avocat mais d'un dentiste. Un bon dentiste peut sans doute faire un bon avocat, mais je ne sais pas si un avocat, même s'il est bon, peut devenir un bon dentiste. Si l'étudiant en question peut obtenir l'assermentation



du Collège des dentistes, il aura les mêmes faveurs que d'autres. Tout le monde peut obtenir justice ici.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique la façon de présenter les crédits. Elle n'est pas claire, dit-il, et l'on ne peut voir très facilement s'il y a diminution ou augmentation sur l'année précédente.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** admet qu'il peut y avoir quelques complications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ainsi, l'an dernier, le gouvernement a dépensé une somme totale de \$1,034,500 pour l'agriculture. La Chambre a voté l'an dernier \$932,000 de crédits à l'agriculture: cette année, le ministre en demande \$910,500 seulement, soit \$810,000 plus \$100,000 pour les sociétés d'agriculture.

Je vois qu'il y a une diminution dans le budget de l'agriculture. On diminue les crédits de \$85,500. Comment! On fait cela et on osera dire que le gouvernement encourage les cultivateurs. Est-ce que le gouvernement veut dépenser pour l'agriculture cette année?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui. Mon honorable ami n'a pas bien lu, il y a quelques diminutions qui forment un total de \$85,500, mais il y a des augmentations pour \$64,000,

ce qui réduit à \$21,500<sup>2</sup> le total de la réelle diminution cette année. Cette diminution s'explique par le fait que, l'an dernier, la Chambre a voté certaines sommes qui ne sont pas encore dépensées et le fait que nous aurons moins de dépenses l'année prochaine pour les cercles agricoles. C'est tout ce que le gouvernement demande pour le moment, mais peut-être qu'il y aura un budget supplémentaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Suivant les autorités parlementaires, ce système du budget supplémentaire est un bien mauvais exemple. Gladstone<sup>3</sup> lui-même le dit. Le fait que nous avons devant nous est qu'il y a une diminution dans les crédits de l'agriculture. Il demande si c'est parce qu'on demande moins d'argent et parce que les besoins sont moindres.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je viens d'expliquer la chose clairement au chef de l'opposition. Cette forme de présenter les crédits est en usage depuis nombre d'années et elle a toujours donné satisfaction aux députés. S'il a un moyen plus pratique de tenir les comptes publics, qu'il nous l'indique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il n'est pas versé dans les complexités de la comptabilité ministérielle. Je ne suis pas ici pour jouer le rôle de professeur, dit-il. Il demande au gouvernement de rendre ses écritures plus claires, afin qu'on puisse les comprendre au premier coup d'œil.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande des explications sur certaines écritures dans les comptes publics qui exigent une formation poussée en comptabilité pour être bien assimilées.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** donne des explications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'an dernier, le ministre de l'Agriculture avait demandé une somme de \$100,000 pour les mêmes fins. Pourquoi le gouvernement donne-t-il de plus grosses subventions aux compagnies d'expositions qu'il n'en donne aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles pour leurs expositions?

Le gouvernement devrait se montrer plus généreux pour les cercles agricoles et encourager plus qu'il ne le fait les expositions de comté et régionales qu'organisent certaines compagnies fondées dans le seul but d'activer le développement agricole.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Parce que les compagnies organisent des expositions plus vastes. Nous les aidons, mais nous encourageons aussi les expositions de comtés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture a contribué à l'organisation de cette société et surtout à l'expansion de ses opérations. Aujourd'hui, cette société fait de belles et grandes expositions. Il (M. Sauvé) en appelle sur ce point au témoignage du député de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe) qui pourrait bien en témoigner<sup>4</sup>. Le ministre de l'Agriculture est très généreux pour les expositions organisées dans les grandes villes comme Québec, Sherbrooke, Valleyfield et Trois-Rivières; pourquoi ne le serait-il pas un peu plus pour l'exposition de Deux-Montagnes?

Le ministre, dit-il, devrait considérer les besoins de la société pour aider cette association agricole à rencontrer les dépenses qu'elle a encourues pour le progrès de l'agriculture. Si pour obtenir cette allocation il faut des changements dans l'administration, qu'on les fasse. Les expositions de Deux-Montagnes valent les autres de la province. Elle se fait sur une très haute échelle, la liste de prix est aussi élevée que celles des autres grandes expositions régionales.

C'est Deux-Montagnes qui a inauguré l'exposition régionale dans la région de Montréal. L'on vient en foule à cette exposition non seulement des comtés circonvoisins, et de Montréal, mais même des provinces étrangères. De nombreux visiteurs d'Ontario prennent part à cette exposition. Je suis pour une administration prudente et bien calculée; je suis contre les dépenses exagérées, le ministre le sait bien et les directeurs de la société le savent aussi, ils effectuent tous les changements souhaités dans l'administration. Mais il me semble que le gouvernement devrait considérer l'importance d'avoir une grande exposition dans la région de Montréal. Deux-Montagnes est un beau centre pour une exposition. Il y a de bonnes routes et de nombreux autres avantages locaux.

Quand une société d'agriculture organise une exposition régionale, elle devrait être mieux traitée. Prenons le cas de l'exposition de Deux-Montagnes. J'ai demandé qu'elle fût mise sur le même pied que celle de Valleyfield, qui reçoit une subvention de \$10,000 tous les ans...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Trois mille dollars.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a une commission d'exposition, à Québec, qui a de grandes influences auprès du ministre. Je ne suis pas jaloux de Québec, je lui souhaite du succès, mais je crois que les autres expositions devraient être aussi bien traitées.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Nous avons étudié le cas dont nous parle le chef de l'opposition. Je crois que nous devons encourager les expositions de comtés plutôt que multiplier les expositions organisées pour toute une région. Les grandes expositions de villes nous coûtent \$50,000 par année. C'est bien assez. Dans Deux-Montagnes, on a voulu faire plus grand qu'ailleurs et plus beau. Il me semble qu'on aurait dû revenir à une exposition de comté. Plusieurs cultivateurs de ce comté nous ont dit que c'était leur désir. Le chef de l'opposition a parlé de Québec. Québec a \$10,000 de subvention, comme Sherbrooke. Les expositions provinciales, au point de vue financier, ne sont pas des succès.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a des expositions qui ont des surplus comme le gouvernement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Pas toujours, Québec est une exception. L'an dernier, il y a eu un bon surplus. Tant mieux. Mais, Trois-Rivières n'en a pas et on songe même à supprimer l'exposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors le ministre ne veut pas d'exposition régionale dans la région de Montréal.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Non, ce n'est pas ça. Il y a Valleyfield, d'abord, qui a une exposition régionale. Si l'honorable chef de l'opposition administrait lui-même une exposition, il se rendrait compte des dangers qu'il y a. Je me fais, dit-il, un devoir de reconnaître que le chef de l'opposition s'est beaucoup dévoué pour la Société d'agriculture du comté des Deux-Montagnes. L'exposition de son comté a voulu prendre l'importance d'une grande exposition de ville. Je crois que c'est dangereux, car on s'expose à des déficits, à des embarras financiers.

Ce fut le cas déjà de l'exposition de Deux-Montagnes que nous avons aidée à la demande du chef de l'opposition en lui donnant jusqu'à \$6,000, mais en lui faisant entendre qu'elle ferait mieux, pour le bien même des cultivateurs de ce comté, de

s'en tenir au vieux système d'expositions de comtés chaque année. Elles donnent de meilleurs résultats.

De plus, les gens de comtés eux-mêmes prisent assez peu de façon générale ces grands concours agricoles qui ont pour conséquence, en raison des prix élevés, d'attirer les exposants de l'extérieur, les grands éleveurs, et il arrive très peu souvent que les agriculteurs du comté eux-mêmes remportent les plus riches et les plus enviables récompenses. Le secrétaire de la société d'agriculture de Deux-Montagnes nous avait alors promis de diminuer sa liste de prix, qui était aussi considérable que celle des grandes expositions. Il a réduit un peu sa liste de prix l'année suivante, mais, plus tard, loin de se rendre à ces observations, il l'a de nouveau augmentée.

La Société d'agriculture de Deux-Montagnes n'a cessé d'augmenter le champ de ses opérations à tel point qu'aujourd'hui, effectivement, elles sont presque égales à celles des expositions régionales. Or, il ne serait pas sage pour le gouvernement aujourd'hui d'augmenter la liste des grandes expositions. L'on compte présentement quatre de ces dernières. Le gouvernement devrait plutôt accorder des allocations aux expositions de comté, et elles ont pour cela les allocations nécessaires, qu'à celles régies par des compagnies, à l'exception toutefois de celles qui existent déjà à Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et quelques autres villes importantes de la province, où l'on s'occupe activement du développement de l'industrie agricole.

Le gouvernement, à l'heure qu'il est, fait amplement son devoir à l'égard des expositions, puisqu'il dépense à cette fin chaque année pas moins de \$50,000. Et puis, il serait peu sage de sa part de permettre d'accumuler les déficits des expositions en augmentant le nombre des compagnies qui organisent des expositions régionales. Car, en général, nos compagnies d'exposition sont en déficit. L'exposition de Québec, par exemple, s'est souvent terminée par des déficits. On nous a demandé d'augmenter notre subvention et nous avons presque dit: non. Il y a eu cependant un surplus l'an dernier et nous souhaitons qu'il en soit toujours ainsi.

Le gouvernement est disposé à continuer son encouragement à cette exposition, tant que les choses iront bien. Enfin, ce serait un dangereux précédent que d'accorder à une société d'agriculture dont l'objet est de tenir une simple exposition de comté, le même octroi que l'on accorde aux compagnies qui organisent des grandes expositions régionales. On compte sur les revenus, mais un accident survient souvent et on ne peut payer les déficits. Mon honorable ami, qui est un homme prudent,

l'admettra. Que les sociétés d'agriculture, et plus particulièrement celle du comté de Deux-Montagnes, se tiennent dans leur rôle, qu'elles organisent des expositions de comté, tout simplement qu'elles réussissent, et nous les encourageons.

Il (l'honorable M. Caron) reproche au chef de l'opposition d'avoir fait à la Chambre ces remarques et rappelle que le gouvernement a accordé aux sociétés agricoles de tous genres de fortes allocations chaque année. La société d'agriculture du comté des Deux-Montagnes fut l'une des plus favorisées au point de vue pécunier...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** l'admet.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** déclare qu'il est au reste heureux de voir discuter ses crédits avec la modération que met le chef de l'opposition dans la discussion.

L'étude de la résolution est suspendue<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** constate avec regret une diminution dans le nombre des membres de ces cercles. L'an dernier a vu une diminution de 27,000 membres.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
On n'a pas à s'en plaindre. La raison de cette diminution est que l'on a mis en vigueur des règlements plus sévères qui sont à l'avantage des cercles agricoles qui veulent vraiment faire de la bonne besogne. Si le nombre des membres est moins grand, les opérations des cercles n'en sont que meilleures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si le Conseil de l'agriculture est indépendant du ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre s'il s'occupe des élections chez les cercles agricoles.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Oh! Non. Ils sont trop nombreux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En effet, le ministre aurait beaucoup à faire s'il lui fallait apporter aux élections de chaque cercle agricole le même zèle qu'il a apporté aux dernières élections de la Coopérative centrale des agriculteurs<sup>6</sup>. Sans cela, le ministre de l'Agriculture essaierait-il?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
(En riant) Non, non.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le Conseil d'agriculture est indépendant du ministère de l'Agriculture?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Absolument.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Où a-t-il son bureau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Au parlement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui en est le secrétaire?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
M. Oscar Lessard.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un agriculteur?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
M. Lessard est un fonctionnaire du gouvernement demeurant à Québec et possédant une ferme à Saint-Joachim. C'est un excellent fonctionnaire dont nous ne saurions trop louer les bons services.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas un colon?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Oh non. Ce serait un faux colon, et il ne serait pas secrétaire du Conseil s'il était colon; il ne pourrait demeurer à Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois dans une réponse à une interpellation récente dans la liste des colons qu'un certain M. Oscar Lessard a remis des lots au ministre de la Colonisation. Est-ce lui? Je ne veux pas dire qu'il s'agit du secrétaire du conseil, mais il serait peut-être utile d'avoir une déclaration pour éviter tout soupçon.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
En effet, je suis bien surpris de voir ce nom. Je ne crois pas que ce soit celui du secrétaire du Conseil d'agriculture. Dans tous les cas, je m'en informerai et je renseignerai le chef de l'opposition là-dessus demain.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

### Travaux de la Chambre

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que ferons-nous à la prochaine séance?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous continuerons l'étude du budget.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Agriculture ou colonisation?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
(En riant) Les deux peut-être.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a des ministres qui aimeraient peut-être à les passer tous les deux à la fois.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre s'ajourne à mardi après-midi, à trois heures.

La séance est levée vers 6 heures<sup>7</sup>.

## NOTES

1. Nous ne pouvons donner l'heure exacte du début de la séance pour plusieurs raisons que nous expliquent les journaux. Le procès-verbal indique que la séance a commencé à 4 heures, mais le *Quebec Chronicle* du 14 février 1922, à la page 2, nous rapporte qu'il n'y a alors pas assez de députés pour faire quorum: "Quand un nombre suffisant de députés fut arrivé, l'Orateur appela la Chambre à l'ordre et ordonna l'ouverture des portes à la presse et au public." Selon *Le Canada* du 14 février 1922, à la page 1, "lorsque la cloche du parlement annonça cet après-midi à quatre heures l'ouverture de la première séance de la sixième semaine de la session, et ce n'est que vers cinq heures que commencèrent les délibérations". *Le Devoir* du 14 février 1922, à la page 1, explique qu'il y a peu de députés à ces séances du lundi: "l'assiduité n'est pas leur fort, d'autant plus qu'ils n'ont aucune crainte que le gouvernement tombe durant leur absence." Pour sa part, le *Montreal Star* du 14 février 1922, à la page 4, estime qu'environ le cinquième des députés de la Chambre étaient présents à la séance. *L'Événement* du 14 février 1922, à la page 3, précise quant à lui que "l'assistance était plutôt maigre, hier après-midi, à quatre heures, lorsque le président Francoeur ouvrit la séance".

2. Chiffre de *L'Événement* du 14 février 1922, à la page 3, *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt \$22,000. Le *Quebec Chronicle*, toujours du même jour, à la page 2, entre en contradiction avec tous les autres journaux en affirmant que "le montant total attribué à l'agriculture était de \$22,000,000 de plus l'année dernière".

3. William Ewart Gladstone (1809-1898), premier ministre britannique de 1868 à 1874 et de 1880 à 1885.

4. *La Presse* du 14 février 1922, à la page 7, rapporte que l'honorable M. Lacombe "fait un signe approbateur" à la remarque de M. Sauvé.

5. Le *Montreal Gazette* du 14 février 1922, à la page 1, estime que la discussion sur cet item dura environ 1 h 30. Cependant, *L'Événement* du même jour, à la page 10, mentionne que les items "Sociétés d'agriculture" et "Cercles agricoles" sont adoptés après ce débat. Or, les *Journaux de l'Assemblée législative* nous indiquent que seul l'item "Cercles

agricoles" fut effectivement adopté plus tard dans la séance, tout comme un autre item, "Conseil d'agriculture", lequel fut le seul autre item adopté dans cette séance. Il semble donc que l'étude des crédits des "Sociétés d'agriculture" ait été suspendue contrairement à ce qu'affirme *L'Événement*.

6. M. Sauvé fait allusion au débat tenu en Chambre le 2 février dernier entre lui et l'honorable M. Caron. Ce dernier se fit alors reprocher par le chef de l'opposition son "ingérence" dans les affaires de la Coopérative centrale des agriculteurs du Québec dont le gérant, M. Auguste Trudel, fut récemment désavoué par le ministre de l'Agriculture. L'affaire est complexe: au cours de l'automne dernier, M. Trudel avait profité de la confiance que l'honorable M. Caron plaçait en lui pour faciliter la vente frauduleuse du journal de la Coopérative, *Le Bulletin des agriculteurs*, à des gens gravitant autour du Parti des Fermiers-Unis. Sans jamais en parler au ministre, M. Trudel démissionna ensuite précipitamment de son poste de gérant de la Coopérative pour se présenter candidat du même Parti des Fermiers-Unis dans le comté de Champlain lors des élections fédérales du 6 décembre 1921. Malgré l'appui du *Bulletin des agriculteurs*, M. Trudel fut écrasé et, le 2 février dernier, M. Caron avoua à M. Sauvé avoir travaillé à la défaite de son ancien homme de confiance. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, M. Caron institua des règles autour de l'élection d'un nouveau conseil d'administration (qui se tint quelques jours après la séance du 2 février) pour que ne se reproduisent pas de telles situations à la Coopérative centrale.

7. Les journalistes de *L'Événement* du 14 février 1922, à la page 10, et du *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 2, s'accordent pour dire qu'il faisait froid dans la Chambre à cette séance. Le premier des deux y va d'ailleurs de cette observation: "Les journalistes n'ont pas d'objection à ce que le débat sur le budget soit long, pourvu qu'on chauffe un peu la Chambre. Hier, on y gelait et ce n'est pas l'éloquence de messieurs les députés qui peut nous réchauffer."



## Séance du mardi 14 février 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 05<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 110 amendant la charte de la Montreal Public Service Corporation;

- bill 111 amendant la charte de la Canadian Light and Power Company.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 52 conférant au Synode Diocésain de Montréal certains pouvoirs.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit.

Charte  
de Montréal

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que les articles 497, 499 à 515, 536 et 537 du Règlement de cette Chambre soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill intitulé loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés;

- bill 51 concernant la succession de feu Dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier;

- bill 71 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Max Liverman au nombre de ses membres;

- bill 74 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold Desforges à la pratique de la médecine et de la chirurgie après examen;

- bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Therrien à la pratique de la médecine et de la chirurgie après examen;

- bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

## Demandes de documents:

## Marchands d'alcool

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Quelle quantité chacun des marchands de liqueurs ou licenciés de la loi de prohibition de Québec ou de la loi des licences de Québec dans la province a-t-il dénoncée le 30 avril à la Commission des liqueurs;

2. Quels sont les noms et résidences de ces licenciés;

3. Ces licenciés auraient-ils subi des pertes ou des dépréciations pour leurs liqueurs livrées à la Commission, en vertu du paragraphe 1 de l'article 21 de la loi des liqueurs;

4. Dans l'affirmative, quels seraient les noms de chacun d'eux et pour quelle somme?

Adopté.

### Dépôt de documents:

#### Marchands d'alcool

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 14 février 1922 pour communication d'un état indiquant:

1. Quelle quantité chacun des marchands de liqueurs ou licenciés de la loi de prohibition de Québec ou de la loi des licences de Québec dans la province a-t-il dénoncée le 30 avril à la Commission des liqueurs;

2. Quels sont les noms et résidences de ces licenciés;

3. Ces licenciés auraient-ils subi des pertes ou des dépréciations pour leurs liqueurs livrées à la Commission, en vertu du paragraphe 1 de l'article 21 de la loi des liqueurs;

4. Dans l'affirmative, quels seraient les noms de chacun d'eux et pour quelle somme? (Document de la session no 43)

### Questions et réponses:

#### Napoléon Pagé

**M. Dufresne (Joliette):** 1. M. Napoléon Pagé a-t-il été agent des terres de la couronne dans le comté de Labelle?

2. Dans l'affirmative, par qui aurait-il été remplacé après sa mort?

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. Il n'a pas encore été remplacé et M. Christin agit temporairement.

#### District de Terrebonne

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que le gouvernement aurait l'intention de changer le site du chef-lieu du district de Terrebonne?

2. Dans l'affirmative, quel serait le nouveau site?

3. Des demandes ont-elles été faites pour la création d'un chef-lieu à Sainte-Agathe?

4. Des lettres ou requêtes ont-elles été adressées au gouvernement protestant contre le changement du susdit chef-lieu de Terrebonne?

5. Dans l'affirmative, par qui?

6. Combien ont coûté les dernières réparations: *a.* au palais de justice; *b.* à la prison du district de Terrebonne?

7. En quelle année chacune de ces réparations a-t-elle été faite?

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le projet est à l'étude.

2. Ce projet est à l'étude.

3. Non.

4. Oui.

5. M. J.-A.-C. Éthier, député de Sainte-Scholastique.

6. *a.* \$177; *b.* Rien.

7. 1921.

#### Expositions de comté

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter son allocation annuelle accordée aux expositions de comté?

2. Quelles ont été, depuis cinq ans, les expositions régionales dans la province?

3. Combien y a-t-il eu, depuis cinq ans, d'expositions provinciales, où et par qui ont-elles été faites?

4. Combien a-t-il été alloué à chacune de ces expositions régionales, depuis cinq ans?

5. Combien à chacune des expositions provinciales?

#### L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Pas pour le moment.

2. L'exposition régionale de Québec et l'exposition de Sainte-Scholastique.

3. Quatre expositions ont été reconnues comme provinciales pendant les cinq années dernières:

Québec, organisée par la Commission de l'exposition de Québec;

Sherbrooke, organisée par Canada's Great Eastern Exhibition;

Trois-Rivières, organisée par l'Exposition de la Vallée du St-Laurent;

Valleyfield, organisée par la compagnie d'exposition de Valleyfield.



4. Exposition régionale de Québec:	
1918-1919.....	\$1,000.00
1919-1920.....	1,000.00
1920-1921.....	2,000.00
1921-1922.....	2,000.00

## Sainte-Scholastique:

1917-1918.....	\$1,400.00
1918-1919.....	1,500.00
1919-1920.....	1,500.00
1920-1921.....	1,000.00
1921-1922.....	1,000.00

5. Québec:	
1917-1918.....	\$10,000.00
1918-1919.....	10,000.00
1919-1920.....	10,000.00
1920-1921.....	10,000.00
1921-1922.....	10,000.00

## Sherbrooke:

1917-1918.....	\$10,000.00
1918-1919.....	10,000.00
1919-1920.....	10,000.00
1920-1921.....	10,000.00
1921-1922.....	10,000.00

## Trois-Rivières:

1917-1918.....	\$6,000.00
1918-1919.....	6,000.00
1919-1920.....	6,000.00
1920-1921.....	6,000.00
1921-1922.....	8,000.00

## Valleyfield:

1917-1918.....	\$3,000.00
1918-1919.....	3,000.00
1919-1920.....	3,000.00
1920-1921.....	3,000.00
1921-1922.....	3,000.00

### Immigration et colonisation

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de personnes se sont inscrites aux bureaux d'immigration de la province en 1919-20 et 1920-21?

2. Combien de ces personnes ont acheté des lots de colonisation en 1919-20 et 1920-21?

3. Quels sont leurs noms et leurs adresses?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 12,211 en 1919-20 et 20,038 en 1920-21.

2. 1,902 en 1919-20 et 1,953 en 1920-21.

3. Comme cette liste serait très longue, le ministre se fera un plaisir de la déposer, si une demande est faite et votée par la Chambre.

### Agriculture et colonisation

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelles sommes le gouvernement a-t-il dépensées pour la publication d'articles sur l'agriculture et la colonisation: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921?

2. Combien pour publication dans des journaux: *a.* de Montréal; *b.* de Québec; *c.* des districts ruraux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. et 2. (Voir la liste ci-dessous)

1. En 1919.....	\$ 96.00
En 1920.....	56.00
En 1921.....	8,856.89
2. <i>a.</i> Journaux de Montréal.....	9,008.89
<i>b.</i> Journaux de Québec.....	rien
<i>c.</i> Journaux des districts ruraux ...	rien

### Alcools dans les clubs

**M. Renaud (Laval):** 1. Les membres du club ont-ils été autorisés de quelque façon à y apporter des liqueurs fortes autres que des bières et vins?

2. Dans l'affirmative, ont-ils été aussi autorisés à se faire servir ces liqueurs après dix heures du soir et ailleurs que dans la salle à dîner de ces clubs?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non.  
2. Non.

### Val-Brillant et Nemtoyé

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé des sommes d'argent pour la construction d'une route de colonisation dans la paroisse de Val-Brillant ou dans le canton de Nemtoyé en 1920?

2. Quels sont les montants accordés?

3. À quel endroit ces travaux ont-ils été faits et sur quelle longueur?

4. À qui l'argent a-t-il été envoyé?

5. Quel est le nom de la personne qui en a accusé réception?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. \$1,335.75; \$500.47; \$469.75; \$3,502.08; \$462.76; \$559.90.

3. Entre les lots 10 et 11 du rang VI (un mille). Entre le rang VII du canton et la seigneurie de Matapédia du lot N au lot U (0.36 de mille). Depuis le lot 9 au lot 12 et du lot 16 au lot 21 du rang VI, (0.90 de mille). Depuis le lot A au lot 8 entre les rangs III et VI (1.82 de mille). Entre les lots 19 et 20 du rang VI (0.45 de mille). Sur les lots A, B, C, D et E du rang V (0.86 de mille).

4. Jean Dubé, Antoine Paradis, Joseph Fournier, représentés par C.-L. Dufort, Émile Damour, Ernest Bélanger, Alphonse Rioux.

5. Jean Dubé, Antoine Paradis, Joseph Fournier, représentés par C.-L. Dufort, Émile Damour, Ernest Bélanger, Alphonse Rioux.

#### **Collège des chirurgiens dentistes**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Poursuites contre la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, etc., au sujet de demandes au procureur général de poursuivre la Commission des liqueurs.

L'article 12 de la loi des liqueurs décrète: "Les membres de la Commission ne peuvent être poursuivis pour des actes qu'ils ont accomplis ou omis dans l'exécution des devoirs que leur prescrit la présente loi, si ce n'est par le gouvernement de la province." Je voudrais savoir si un grand nombre de demandes ont été faites au procureur général en vertu de cet article. Je sais que de nombreuses plaintes sérieuses ont été faites contre cet article de la loi.

Plusieurs marchands de bonne réputation ont vendu des liqueurs à la Commission le 1<sup>er</sup> mai de l'an dernier et, plusieurs mois après, celle-ci a refusé de les payer prétextant que la boisson était impropre au commerce et que le vin, dans d'autres cas, avait suri. D'autres, qui avaient des marchandises dans un entrepôt de la Commission à Longue-Pointe<sup>2</sup>, entrepôt loué par un des commissaires lui-même, ont vu leur vin se gâter, car il n'avait pas été bien surveillé, probablement par les employés de la Commission...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'entrepôt en question a été prêté gratuitement à la Commission par une compagnie dont M. Caron, l'un des membres de la Commission, fait partie. À l'époque, aucun autre immeuble convenable pour l'entreposage des liqueurs n'a pu être trouvé. On l'a équipé du mieux qu'il fut possible dans les circonstances. Présentement, le gouvernement est en train de réparer la vieille prison et l'équiper de manière adéquate pour l'entreposage des boissons. Les nouveaux locaux, espère-t-on, seront prêts et opératoires en avril prochain, alors que tout le commerce sera concentré à cet endroit<sup>3</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Même si la manufacture de Longue-Pointe a été restaurée, elle n'a pas été équipée convenablement pour conserver de manière adéquate la boisson qui s'y trouvait. Enfin, il y a des plaintes de toutes sortes et, dans plusieurs cas, la Commission ne peut être poursuivie sans la permission du gouvernement. Je voudrais savoir pourquoi. C'est manifestement injuste et radical. Le procureur général, qui se pique d'être libéral, devrait l'être dans ces occasions-là.

La Commission des liqueurs, en exerçant ses pouvoirs, montre bien la main lourde de l'étatisme et le privilège que s'arroge le gouvernement pour protéger une créature, la Commission, qui lui rapporte des millions au moyen de la vente de liqueurs de toutes sortes, et aussi au moyen de poursuites et de refus de payer des centaines de milliers de piastres à des marchands qui lui ont vendu des boissons. Les marchands qui sont pénalisés n'ont pas le droit de poursuivre sans permission. Il (M. Sauvé) parle du retrait du droit d'utiliser les brefs de *quo warranto* et autres procédures semblables.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition s'éloigne du sujet de cette motion. La motion est floue. La Commission est en

fonction depuis peu et, sans préciser un seul cas, le chef de l'opposition insinue à présent que des gens ont été privés de leurs droits. À quel marchand de Montréal, de Québec ou de n'importe où ailleurs le procureur général a-t-il refusé la permission de prendre des actions contre la Commission? Le chef de l'opposition devrait au moins donner un nom.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que sa motion n'est pas floue et qu'il cherche de l'information. Je veux démontrer qu'avec la Commission actuelle, dit-il, cet article n'est pas serviable. Je sais que des marchands de liqueurs de bonne réputation commerciale ont vendu des milliers de gallons de liqueurs qui ont été transportées aux entrepôts de la Commission le 1<sup>er</sup> mai dernier et, qu'après des mois, la Commission a refusé de payer, disant que les liqueurs n'étaient point propres au commerce, entre autres des vins qui auraient suri. C'est ce que déclare aussi l'honorable trésorier (M. Nicol) dans une réponse à ma question inscrite à la page 97 des procès-verbaux.

C'est ici que l'on peut voir combien injuste, vexatoire et dangereux peut être cet article de la loi exercé par une Commission qui n'entend rien que le son des écus. Voici des marchands de gros qui livrent leurs liqueurs à la Commission conformément à la loi. La Commission fait déposer ces liqueurs dans un entrepôt qui, dit-on, n'était nullement préparé et aménagé pour conserver les liqueurs, entre autres les vins. C'est une ancienne manufacture où M. Caron, l'un des membres de la Commission, et ses associés faisaient autrefois des obus, des munitions pour le gouvernement Borden<sup>4</sup>.

Il y avait de bons libéraux qui faisaient cela et se partageaient de gros profits durant la guerre. Cette bâtisse est immense d'au-delà de deux cents pieds. Elle comprend un grand nombre de fenêtres. Par conséquent, les vins étaient exposés à une excessive chaleur par la lumière du soleil. On y a transporté pêle-mêle les liqueurs fortes et les vins, sans méthode et sans contrôle. Les employés préposés à la réception et à la garde des liqueurs ne savaient pas où donner de la tête; ils étaient absolument mêlés. C'est le renseignement qui m'a été fourni par des personnes sérieuses. C'est une preuve de l'incompétence des commissaires.

Les marchands ont-ils obtenu justice? La loi et la Commission ne leur donnaient pas "fair-play". La loi donne tous les avantages à la Commission. Le procureur général leur a-t-il donné "fair-play"? C'est ce que je voudrais savoir. Qu'a fait le procureur général? Les pouvoirs accordés à la Commission

sont arbitraires et exorbitants. La Commission a tous les privilèges pour se protéger contre ses propres erreurs, mais le public n'a aucune protection contre les erreurs de la Commission.

Certes, je ne veux point reprocher à la Commission de respecter et de faire respecter la loi, ni critiquer la loi au-delà des limites du règlement, quelque draconienne qu'elle puisse être. Cette loi est l'œuvre du gouvernement et d'une majorité de députés qui proclament que leur parti est celui de la justice et de la liberté.

On comprend drôlement la liberté quand on est au pouvoir. Mais la Commission elle-même a-t-elle respecté l'esprit de la loi quand elle a fait transporter ces liqueurs dans cet entrepôt impropre, qui appartenait à une compagnie ou société dont l'un des membres de la Commission, M. Caron, était l'un des intéressés?

La Commission a-t-elle respecté la loi lorsqu'elle a, d'après les prétentions soutenues devant les tribunaux de la Beauce, vendu des milliers de caisses de vin au colonel Mignault, le nouveau propriétaire du vin Saint-Michel, et qu'ensuite ce vin qui avait servi à fabriquer du vin Saint-Michel a été saisi parce qu'il contenait trop d'alcool? Le colonel Mignault ne fut-il pas l'associé de M. Simard<sup>5</sup> dans la compagnie Gentin, qui vendait une espèce de vin patenté, lequel aurait été ensuite converti en vin Saint-Michel? Est-ce que cette cause n'est pas en voie de règlement? Je cite ces faits pour montrer combien il fut injuste et imprudent d'accorder des pouvoirs absolus à une commission d'hommes composés comme les autres de chair et d'os.

Cette sévérité de la loi empêche la plus grande victime de s'adresser au procureur général pour obtenir la permission de poursuivre la Commission, car elle est convaincue que la Commission, étant la créature du gouvernement, sa demande sera refusée. C'est en refusant de payer ce qui serait dû à des marchands que le gouvernement se vante d'avoir fait \$4,000,000 de bénéfice en huit mois.

Étrange déclaration de la bouche d'un premier ministre quand la Commission n'a encore fait aucun rapport à la Chambre. Comment peut-on se décider à se prévaloir en justice devant les pouvoirs illimités de la Commission? L'article 75 de la loi des liqueurs dit: "Lorsqu'une personne a demandé à la Commission d'intenter une poursuite, la Commission peut à sa discrétion, avant ou après l'instance, exiger de cette personne le dépôt d'une somme d'argent suffisante pour acquitter les frais dus au cas de rejet de la poursuite."

Cet article repose sur un principe de justice, je le reconnais, mais un principe qui ne devrait pas être appliqué que pour l'avantage de la Commission, mais pour tout le monde. Que de procès intentés par les bons à rien contre des gens solvables et honnêtes, rien que dans le but de les faire chanter! Cependant, c'est dans le cas de la Commission dont les pouvoirs sont illimités que l'application du principe fait peur à ceux qui voudraient s'en servir.

La Commission s'est conduite de façon à pousser des avocats à conseiller leurs clients de ne pas s'occuper de l'article 122. Aussi il y a avalanche de *certiorari*. Je dis que, de cette façon, je ne serais pas surpris si les demandes de poursuites contre la Commission au procureur général, suivant l'article 122, n'étaient pas nombreuses. Je dis que nous vivons sous un régime de fer et non sous le régime de ce libéralisme qui voudrait dire liberté des citoyens, "fair-play".

On dirait que nous sommes en guerre dans la province de Québec. Nous sommes soumis à la censure du gouvernement par une commission créée par un petit Cromwell<sup>6</sup>. Je ne parle pas des 900 arrêtés en conseil du gouvernement Taschereau en 1921. Je parle de la Commission et des difficultés que l'on a de se protéger contre ses erreurs et ses abus. Je sais que l'on a demandé au procureur général de la Commission. A-t-il refusé?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable chef de l'opposition s'étonne parce qu'il faut obtenir la permission du gouvernement pour poursuivre la Commission des liqueurs. Il n'y a pourtant rien d'étonnant à cela. La loi des liqueurs définit que les biens de la Commission des liqueurs sont des biens de la couronne. Les propriétés de la Commission appartiennent à la couronne et la couronne doit nécessairement autoriser les poursuites qui pourraient être prises contre elle. C'est ce qui s'est toujours pratiqué dans les pays sous la loi britannique. C'est la Constitution qui le veut. La loi est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921. Que le chef de l'opposition cite un seul cas où une telle permission a été refusée.

Mon honorable ami a parlé d'un entrepôt de la commission, loué par un commissaire. En effet, M. A.-L. Caron<sup>7</sup> prête cet entrepôt absolument gratuitement...

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a tort de dire que l'entrepôt de la Commission des liqueurs à Montréal-Est est mal entretenu. Les experts s'entendent sur le fait que c'est un endroit de premier ordre pour entreposer la boisson. Les vins y sont bien gardés et,

si le chef de l'opposition se donnait la peine d'aller le visiter, il en reviendrait émerveillé. Il verrait que l'installation est parfaite. Il y a des appareils pour garder la température à un degré convenable pour la conservation des vins.

Quant aux vins qui se seraient gâtés, je dois dire que la Commission a, en effet, des liqueurs qui ne sont pas vendables et elle n'a pas l'intention de les mettre sur le marché. Si l'on y a trouvé des vins mauvais, c'est que ces vins étaient mauvais quand ils y ont été reçus. D'ailleurs, les marchands n'ont pas à être surpris, car le trésorier, l'an dernier<sup>8</sup>, a déclaré que la Commission ne s'engagerait pas à accepter toutes les liqueurs qui lui seraient remises et a suggéré à ceux qui avaient des stocks de s'en départir.

Comme question de fait, la Commission a été généreuse et a acheté du vin et de l'alcool qu'elle n'aurait jamais dû acheter, et elle a reçu des reproches, alors qu'elle ne mérite aucun blâme pour avoir vendu ces boissons. Elle n'était pas tenue de les prendre; elle les a pris pour ne point ruiner des gens qui les avaient acquis de bonne foi. Elle n'aurait jamais dû les vendre au public. Des gallons et des gallons de ces vins sont aujourd'hui utilisés comme vinaigre. Si le chef de l'opposition visite l'entrepôt de la Commission, il verra là d'immenses quantités de boissons ainsi achetées par la commission et qui ne sont pas vendables.

La Commission a débuté sa tâche le 16 mars dernier et devait être prête pour le 1<sup>er</sup> mai. À cette date, elle a pu ouvrir ses entrepôts et les permis avaient été accordés. La Commission n'avait pas le choix quand elle a acheté l'entrepôt de la Longue-Pointe, mais sous peu, au mois d'avril prochain, elle aura avec l'ancienne prison de Montréal un entrepôt très moderne.

Il faut considérer le fait que la Commission a organisé son immense commerce en 15 jours. Elle a pu commettre des erreurs et, si des citoyens ont des griefs, ils n'ont qu'à les faire connaître au département du procureur général, qui sera heureux de leur permettre de poursuivre la Commission, si c'est nécessaire. La couronne n'a refusé à personne le droit de poursuivre la Commission. Un grand nombre de requêtes de ce genre ont été accordées, et, s'il y a des poursuites en suspens, c'est que les parties sont entrées en négociations au sujet du litige jusqu'à ce que les négociations entre la couronne et la Commission aient résulté en une solution quelconque.

M. Simard, avant d'accepter la présidence de la Commission des liqueurs, se désintéressa complètement de tous ses privilèges dans la compagnie Gentin dont il était actionnaire et qui gérait la vente du vin Saint-Michel...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Commission des liqueurs a des pouvoirs exorbitants. Je sais que la majorité de cette Chambre est du même avis que moi sur ce point. Le premier ministre nous dit qu'il y a du vin dans les entrepôts qui va tourner en vinaigre. J'espère qu'il ne s'en servira pas en Chambre. Il y a donc des marchandises qui sont gâtées et les personnes qui ont vendu ces liqueurs ne sont peut-être pas payées. La Couronne leur refusera sans doute le droit de poursuivre la Commission.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous n'avons refusé le droit à personne de poursuivre la Commission.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'accepte la déclaration du premier ministre. Parlons un peu de l'entrepôt de M. Caron. Voici un commissaire qui par excès d'esprit public, par philanthropie, donne gratuitement un entrepôt au gouvernement. Sa situation n'en reste pas moins délicate...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** reproche au chef de l'opposition d'avoir greffé sur cette demande de documents des choses qui n'ont rien à y voir. Il me semble, dit-il, que le chef de l'opposition devrait faire une motion spéciale sur cette histoire d'entrepôt, s'il veut faire un débat là-dessus. Je n'ai aucune objection à discuter cette affaire au long, mais il faut observer les règlements de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le premier ministre qui a parlé de cet entrepôt, qui nous a dit que M. Caron l'avait donné gratuitement à la Commission.

**M. l'Orateur** intervient et juge que le chef de l'opposition s'est éloigné du sujet de sa motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare qu'il reparlera de cette affaire.

La motion est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 64 changeant le nom de Nellie Blanche McGowan en celui d'Helen McGowan McKim;
- bill 66 amendant la charte de la ville de Lasalle.

#### **Nellie Blanche McGowan**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 64 changeant le nom de Nellie Blanche McGowan en celui d'Helen McGowan McKim. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Lasalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 amendant la charte de la ville de Lasalle. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Demandes de documents:**

##### **Relations entre les municipalités et la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, etc., entre des conseils municipaux et la Commission au sujet du respect et de l'application de la loi des liqueurs.

L'article 34<sup>9</sup> de la loi des liqueurs dit: "La Commission doit refuser l'octroi de tout permis dans une municipalité où un règlement de prohibition est en vigueur. Elle doit également refuser l'octroi de tout permis ou d'un certain permis, selon le cas, dans une municipalité dont le conseil municipal a, par règlement, demandé à la Commission de refuser l'octroi de tout permis ou d'un certain permis, pourvu que ce règlement ait été déposé au bureau de la Commission. Si ce dépôt a lieu après qu'elle a octroyé un permis dans cette municipalité, la Commission ne pourra donner effet à la demande avant le premier mai suivant la date du dépôt."

L'été dernier, au cours de ma campagne politique, j'ai accusé la Commission des liqueurs d'avoir elle-même violé cet article de la loi, en accordant des permis dans le comté de Wolfe où il y

a un règlement de prohibition. La Commission s'est ainsi permis de violer elle-même une loi qu'elle n'est chargée que de faire respecter, dans les mesures du possible. Avant d'agir ainsi, c'était le devoir de la Commission de se renseigner. Elle pouvait le faire en s'adressant au curé ou au maire de la municipalité où elle accordait des permis.

Mais la Commission, qui veut passer sur la tête de tout le monde, n'a pas fait cela. Elle a même méprisé les premiers avis des municipalités de Wolfe et il a fallu une intervention énergique du préfet du comté et mes dénonciations publiques pour que la Commission retire ses permis. Je ne discute pas la question de la prohibition. C'est aux citoyens de Wolfe à régler cela. Mais je reproche à la Commission d'avoir violé sa propre loi, pour accorder des permis, et d'avoir méprisé les droits de municipalités que leur reconnaît même la loi des liqueurs. La Commission a toujours aidé les conseils à poursuivre les violateurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Oui. Mais je sais le cas auquel mon honorable ami veut faire allusion. Dans ce cas, la Commission a été mal informée par le conseil municipal de Wolfe, et les procédures n'ont pas eu de suite.

La Commission des liqueurs, dès qu'elle fut nommée, a accompli un travail de géant, et elle n'eut que six semaines pour procéder à l'installation de ces magasins, de ses entrepôts et faire l'octroi des licences. Il est encore extraordinaire que les commissaires aient pu faire leur travail aussi rapidement. Elle peut facilement avoir commis des erreurs, mais elle les a réparées aussitôt qu'elle les a constatées.

Elle a accordé des licences dans quelques municipalités où il y avait des règlements de prohibition, mais, dans bien des cas, la Commission a été induite en erreur par des secrétaires de municipalités qui, sur la demande de la Commission, n'informaient pas celle-ci comme ils auraient dû le faire en déclarant qu'il n'existait pas, dans leur municipalité respective, de règlement de prohibition quand en réalité ce règlement existait, mais depuis un trop grand nombre d'années pour que le secrétaire ait pu le retracer facilement dans les archives. La Commission a remédié à cet état de choses dès que les irrégularités lui eurent été signalées, et dont il ne faut pas trop lui tenir compte, car les commissaires ont eu très peu de temps pour s'organiser.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare que la Commission a maintenu ces patentes en dépit des protestations; c'est du moins ainsi qu'on l'a informé.

Je regrette que le député de Wolfe (M. Lemieux) soit absent, dit-il, car il pourrait nous donner d'intéressants renseignements.

Adopté.

**Établissement de  
cours professionnels**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>10</sup>:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'encourager, au moyen de subventions spéciales et annuelles, la création et le maintien de cours professionnels dans toute municipalité scolaire et que ces cours devront être sous le contrôle des corporations scolaires, telles que définies par le paragraphe 3 de l'article 2521 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

2. Qu'il ne pourra être payé aucune subvention pour le maintien de cours professionnels dans une école publique, à moins qu'un montant au moins égal n'ait été dépensé pour les mêmes fins dans cette école, que ce montant ait été fourni par des corporations, par des compagnies ou par des particuliers.

3. Que les subventions seront payées aux corporations scolaires, sur le rapport favorable du fonctionnaire chargé de la surveillance et de l'inspection des cours professionnels.

4. Que pourront seules bénéficier des avantages de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les écoles publiques, telles que définies par le paragraphe 12 de l'article 2521 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Le gouvernement, soucieux de l'avancement de nos industries comme du développement de notre commerce et même de nos finances, a cru bon, afin

d'aider ceux qui ne peuvent fréquenter facilement les écoles techniques, des hautes études ou autres, de créer des cours qui leur permettront de se perfectionner, quelle que soit leur profession. Le but de ce cours est de fournir des experts qui, plus tard, contribueront au développement de nos industries et au progrès de la province.

Dans les grandes villes, le gouvernement a créé des écoles techniques. Elles ont été établies à leur heure; on le réalise quand on voit le nombre d'élèves qui les fréquentent. Nos écoles techniques commencent à être encombrées. Afin d'aider à l'enseignement qui forme des experts dans l'industrie, le commerce, la technique, l'agriculture ou les finances, le gouvernement a décidé de créer des cours professionnels semblables dans des endroits moins peuplés. Comme ce serait un fardeau trop lourd de construire des écoles techniques dans ces centres, les corporations scolaires pourraient engager des professeurs spéciaux qui donneraient des cours intéressants spécialement l'industrie qui fleurit dans les centres respectifs.

Ainsi, un cultivateur qui ne pourrait suivre régulièrement les cours de l'un des instituts agricoles fondés dans cette province pourrait, après une journée bien remplie, se rendre à un endroit quelconque dans sa paroisse, et là bénéficier des conseils que lui fournirait un professeur engagé spécialement à cette fin. Il en serait ainsi pour les menuisiers, les charpentiers, les plombiers, enfin pour tous ceux qui font partie de la grande et noble armée ouvrière, comme aussi de ceux qui désireront se perfectionner dans le commerce ou les finances.

Il (l'honorable M. David) cite comme exemple la ville de Montmagny où l'on pourrait donner des cours de métallurgie, Chicoutimi où des professeurs pourraient donner des cours spéciaux sur l'industrie de la pulpe. Ces cours seront donnés dans les usines, dit-il, dans les industries, sur des fermes, par des professeurs compétents. Si une commission scolaire veut profiter de cet avantage et créer des cours professionnels, le gouvernement contribuera pour sa part aux frais de ces cours. De même, si un grand industriel veut lui aussi encourager l'enseignement technique à une usine en y faisant donner des cours, le gouvernement paiera une partie des frais.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui choisira les professeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les commissaires scolaires qui jugeront à propos de le faire.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Où ces cours seront-ils implantés?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il faudra que ces dernières soient bien éclairées et fassent donner des cours en relation avec l'industrie qui fait vivre les membres de la municipalité. Si c'est l'agriculture, on devra donner des cours d'agriculture, si c'est le commerce, on donnera des cours de commerce.

**M. Smart (Westmount)** demande quelques explications.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement contribuera pour 50 % du coût de ces cours et aucun montant ne sera investi, à moins que les corporations scolaires n'aient engagé au moins une somme équivalente. Le gouvernement donnera une subvention pour aider aux corporations scolaires à payer ces professeurs. C'est l'intention du gouvernement de faire voter \$8,000 à \$10,000 cette année. Si nécessité il y a plus tard, nous augmenterons la subvention pour la création d'un ou de plusieurs cours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais savoir où le ministre entend prendre ces professeurs compétents?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Pour l'enseignement technique, dans les écoles techniques, pour l'enseignement agricole, dans les écoles d'agriculture, etc. Les commissions scolaires agiront avec autant de sagesse, dans le choix des professeurs, que lorsqu'il s'agit de choisir une institutrice pour une petite école de campagne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela veut-il dire que les professeurs seront compétents?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** S'ils le sont, nous aiderons les commissions scolaires, mais nous n'entendons pas nous mêler des affaires de ces commissions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, pour ce qui est de l'engagement des professeurs, s'il n'est pas dangereux de laisser ce soin aux municipalités. Qu'arriverait-il à supposer que l'une d'elle eût l'imprudence de retenir les services de M. Ponton qui est bachelier en sciences agricoles et n'a point pourtant l'âme agricole?

Il (M. Sauvé) est en faveur de la loi, mais il conseille au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que la loi soit appliquée au plus grand intérêt de la province.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** entre en Chambre. (Applaudissements à droite)

### Loi des compagnies

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour: Pêche et chasse (Colonisation, Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923<sup>11</sup>.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se lève. (Applaudissements de la Chambre)

M. le président, avant que nous reprenions l'étude des crédits du ministère de la Colonisation, je désire rendre compte à la Chambre de la mission que je viens d'accomplir à Ottawa, en rapport avec la question des Pêcheries<sup>12</sup>. J'ai eu l'honneur de rencontrer, dans la capitale, l'honorable M. Ernest Lapointe<sup>13</sup>, ministre de la Marine et des Pêcheries, et j'ai le très grand plaisir d'annoncer que nous en sommes venus à un arrangement sur la question qui nous a vivement intéressés depuis quelque temps, la question des pêcheries.

(Applaudissements de la Chambre)

Jusqu'en 1898<sup>14</sup>, toutes les pêcheries de la province de Québec avaient été administrées par Ottawa et, à cette occasion, le Conseil privé décida que l'acte de la Confédération ne privait pas les provinces, étant maîtresses du sol, de leurs droits au contrôle de leurs pêcheries. Se basant sur cette loi, le gouvernement provincial en 1899 passait une loi l'autorisant à émettre des licences. Vers cette époque, la province fit un arrangement avec Ottawa, en vertu duquel les pêcheries à l'ouest du Cap-Chat et de la Pointe-des-Monts étaient administrées par le gouvernement provincial, tandis que les pêcheries à l'est de ces deux points jusqu'au détroit de Belle-Isle étaient sous le contrôle du gouvernement fédéral. Je ne sais pas pourquoi, mais la province de Québec eut toujours l'administration de toutes les pêcheries, même celles qui sont à l'est du Cap-Chat.

En 1913, la Colombie anglaise obtint du Conseil privé une décision qui disait que, dans les eaux sujettes à la marée, les pêcheries appartenaient à Ottawa qui seul pouvait émettre des licences pour pêcher dans ces eaux. Le gouvernement fédéral, en dépit de l'arrangement amical de 1898, avait récemment réclamé la propriété même de nos pêcheries, interprétant à sa façon un jugement d'ailleurs fort obscur du Conseil privé. La province de Québec contesta cette décision en déclarant: "Nous avons eu un privilège spécial pour nos pêcheries."

Le 30 novembre 1920, à la suite d'un long procès, le Conseil privé rendait un nouveau jugement



qui réglait trois points: Il décidait que le public avait droit de pêche dans les eaux sujettes à la marée, pourvu qu'il ne se serve pas d'instruments stationnaires ou fixés au sol, que seule la province de Québec avait le droit d'émettre des licences de pêche dans les eaux sujettes à la marée, pourvu que ce soient des instruments stationnaires et fixés au sol parce que les pêcheries sédentaires appartiennent au sol de la province, et que seul le gouvernement a le droit de réglementer les pêcheries dans les eaux du Canada.

L'an dernier, le gouvernement d'Ottawa continua quand même, après ce jugement, à émettre des licences, et nous, nous en émettions aussi. Nous n'étions plus maîtres chez nous. Nous avions en vain essayé d'en venir à une entente. Les pêcheurs devaient prendre deux licences, l'une de Québec, l'une d'Ottawa. Ceux qui n'en prenaient pas d'Ottawa étaient poursuivis. Nous en étions à ce point lorsque je décidai d'aller à Ottawa pour rencontrer le ministre de la Marine et des Pêcheries, l'honorable M. Lapointe. Nous avons étudié ensemble la question, et je suis heureux d'annoncer que nous en sommes venus à un arrangement que je crois très satisfaisant.

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral reconnaît que la province de Québec a le droit de s'administrer elle-même, et c'est un précieux avantage que nous avons obtenu d'Ottawa. À l'avenir, la province de Québec seule aura le contrôle absolu sur les pêcheries de la province. Le gouvernement d'Ottawa a donné à la province de Québec l'administration de ses pêcheries et seul le gouvernement de Québec donnera des licences à l'avenir.

Cette administration s'étendra non seulement pour les pêcheries à l'ouest du Cap-Chat, mais pour toutes les pêcheries de la province de Québec jusqu'aux pêcheries de Blanc Sablon. Nous n'avons pas encore l'administration sur les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine, mais actuellement le gouvernement fédéral est mieux organisé que nous pour administrer ces pêcheries, et d'ailleurs, le gouvernement d'Ottawa a toujours eu le contrôle sur ces pêcheries. Un arrêté en conseil a été passé à cet effet. Il y a une exception, et c'est pour les Îles-de-la-Madeleine...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (En riant) Leur député (l'honorable M. Caron) n'était pas là.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'ai quand même défendu les intérêts de son comté. Ottawa aurait bien voulu nous donner le contrôle de ces pêcheries, comme celui des autres, mais il y a

plusieurs raisons qui l'empêchent, entre autres celle que nous n'avons pas de bateau<sup>15</sup>. (Applaudissements de la Chambre) Nous avons obtenu davantage...

(Applaudissements de la Chambre)

Nous avons obtenu de plus qu'Ottawa donne à la province de Québec les deux établissements de pisciculture qu'il possède, l'un à Tadoussac et l'autre à Gaspé. Il retirera ses officiers et nous laissera entièrement l'administration de nos pêcheries. Le transfert nous en sera fait le 1<sup>er</sup> avril<sup>16</sup>.

(Applaudissements de la Chambre)

Voilà l'arrangement que nous avons conclu. L'ordre en conseil nous accordant ces droits a été passé et, à l'avenir, la province de Québec sera maîtresse de ses pêcheries, comme elle l'est de ses forêts et ses pouvoirs d'eau. Cette solution avantageuse nous permettra de travailler avec plus de succès au développement de nos pêcheries. Mais, pour arriver à un résultat satisfaisant, nous comptons sur l'esprit d'initiative de nos pêcheurs, sur l'esprit d'entreprise de nos marchands pêcheurs. Il faut aussi compter sur l'état des marchés qui nous sont ouverts.

(Applaudissements de la Chambre)

Les tergiversations du passé nous ont empêchés de pouvoir donner à cette grande industrie nationale l'essor qu'elle mérite. Le gouvernement provincial a déjà des projets sur pied pour entreprendre le contrôle des pêcheries en eaux provinciales. Nous allons envoyer bientôt deux jeunes gens en France, en Angleterre et en Norvège pour étudier les méthodes les plus modernes et en faire profiter ensuite nos pêcheurs. Pour développer nos pêcheries, il nous faut le concours de nos hommes d'affaires. Je n'ai aucun doute qu'ils seconderont les efforts du gouvernement, qu'ils trouveront des marchés pour notre poisson et, avant longtemps, j'espère que nous verrons cette industrie fleurir dans la province de Québec<sup>17</sup>.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si je comprends bien la déclaration de l'honorable ministre de la Colonisation, c'est son intention d'adopter les suggestions que lui a faites l'autre jour le député de Bonaventure (M. Bugeaud) et qu'il a si bien expliquées. Je comprends que c'est par un arrêté en conseil qu'Ottawa a accordé au ministre ce qu'il lui a demandé. Est-ce que cet arrêté en conseil ne peut pas être contesté? Le gouvernement ne reviendra-t-il pas sur sa décision? il ne serait pas mieux que le gouvernement d'Ottawa, à sa prochaine session, passe une loi donnant à la province de Québec des pouvoirs bien établis?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Non. L'ordre en conseil d'Ottawa est basé sur le jugement du Conseil privé. Ottawa n'a pas abandonné son droit de réglementation des pêcheries de la province, car il ne peut se départir de ce droit que lui donne l'Acte de l'Amérique du Nord, mais c'est le gouvernement de Québec qui aura le droit de donner les licences...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Nous avons applaudi tantôt parce que nous croyions que c'était une mesure très importante que nous annonçait le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), mais nous comprenons mieux maintenant. Ce qui réjouit tant le gouvernement de cette province, c'est qu'il va maintenant pouvoir retirer des revenus que le gouvernement fédéral possédait. Ottawa garde toujours son droit de réglementer sur les pêcheries, mais à Québec appartiendra à l'avenir le pouvoir d'imposer des licences, des taxes.

C'est le revenu qui compte auprès du gouvernement provincial. Je suis heureux que la province ait des revenus, et je suis heureux du résultat obtenu par le ministre, mais est-ce que cela va durer bien longtemps? S'il y avait des changements à Ottawa, ou si le *Globe* de Toronto, un organe du Parti libéral, continue sa campagne contre Québec, ou s'il y avait une entente entre MM. King<sup>18</sup> et Crerar<sup>19</sup>, est-ce que cela durerait toujours?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

C'est le gouvernement fédéral qui fixera les saisons de pêche, mais aucune licence ne sera émise. Je ne crois pas non plus que le gouvernement revienne sur sa décision. Jamais on n'avait accordé de licence fédérale avant il y a deux ans. Et cette licence n'a donné aucun revenu au gouvernement d'Ottawa...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Québec prenait tout...

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Peut-être, mais Québec avait droit d'émettre des licences. L'imposition des licences fédérales n'a rien rapporté, en tout cas, et l'intérêt étant la mesure des actions, il ne peut pas être question d'imposer de licences fédérales. D'ailleurs, l'arrêté en conseil est basé, je le répète, sur le jugement du Conseil privé. De toute façon, nous avons lieu d'être pleinement satisfaits de ce que nous avons obtenu, de cette victoire qui termine à notre avantage ce pourquoi nous luttons depuis 25 ans. Je crois, M. le président, que le gouvernement fédéral nous a donné justice et

j'ai confiance que l'arrangement que nous avons fait est des plus satisfaisants, car les droits de la province sont reconnus enfin. Le gouvernement fédéral vient, par son ordre en conseil, d'admettre le droit de propriété de la province de Québec sur ses pêcheries, le gouvernement fédéral vient de reconnaître à la province de Québec le droit de s'administrer elle-même...<sup>20</sup>

(Applaudissements de la Chambre)

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

La résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**Ajournement****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que les travaux soient ajournés à trois heures demain.

Adopté.

La séance est levée.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 15 février 1922, à la page 1, rapporte "la présence d'un nouveau greffier au fauteuil de M. L.-P. Geoffrion. Ce dernier, retenu chez lui par la maladie, était remplacé par M. E.-R. Allyn, greffier en chef des procès-verbaux."

2. Il y a contradiction entre trois journaux et nous ne pouvons départager lequel a raison: *Le Canada* du 15 février 1922, à la page 1, écrit qu'il est situé à Montréal-Est, *The Quebec Chronicle* du 15 février 1922, à la page 1, à Pointe-aux-Trembles et *La Patrie* du 15 février 1922, à la page 1, à Longue-Pointe.

3. Le *Montreal Herald* du 15 février 1922, à la page 10, mentionne clairement que M. Taschereau intervient à ce moment du discours de M. Sauvé. Un

peu plus loin, *L'Événement* et *Le Canada* du même jour, à la page 1, répètent une partie de la réplique rapportée par le *Herald*, mais il est fort possible que M. Taschereau ait répété ce passage.

4. Robert Laird Borden (1854-1937), premier ministre conservateur du Canada de 1911 à 1920.

5. Georges-Aimé Simard (1869-1953), pharmacien et homme d'affaires, conseiller législatif de la division de Repentigny (1913-1921). Président de la Commission des liqueurs (1921-1923), puis de nouveau conseiller législatif de la même division en 1923, poste qu'il occupe jusqu'à sa mort en 1953.

6. Oliver Cromwell (1599-1658), homme politique anglais qui fit juger et condamner le roi Charles I<sup>er</sup> et purgea le Long Parlement (1649). Il instaura la république (Commonwealth) et régna avec le titre de Protecteur de l'Angleterre. Il mourut sans pouvoir assurer sa propre succession ni donner au pays une constitution.

7. Adolphe-L. Caron, un homme d'affaires montréalais, est un des cinq membres de la Commission des liqueurs nommés par le gouvernement en 1920.

8. Il s'agissait alors de M. Walter Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921, trésorier de la province de 1914 à 1921 et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire député libéral fédéral dans Saint-Antoine en décembre 1921. Démissionna de ce poste en 1924.

9. Chiffre de *L'Action catholique* du 15 février 1922, à la page 1. *La Minerve* du 18 février 1922, à la page 4, mentionne plutôt l'article 344.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

11. *L'Événement* du 15 février 1922, à la page 3, mentionne qu'il est près de 5 heures à ce moment et que "les députés, que les débats n'avaient pas paru intéresser et qui causaient ici et là dans la Chambre, regagnèrent leur fauteuil tout de suite, pour écouter le ministre de la Colonisation".

12. Voir la séance du 7 février pour plus de détails.

13. Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-

Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941.

14. Donnée de *L'Événement* du 15 février 1922, à la page 3. Le *Montreal Herald* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt 1896.

15. *L'Action catholique* du 15 février 1922, à la page 1, précise ce point: "Le gouvernement ne tenait pas à avoir ces pêcheries parce qu'il n'est pas encore organisé pour les administrer aussi bien que peut le faire le gouvernement d'Ottawa. Les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine resteront donc jusqu'à nouvel ordre sous le contrôle du gouvernement fédéral."

16. Date tirée de *L'Événement* du 15 février 1922, à la page 3. *La Presse* du même jour, à la page 20, mentionne plutôt le 1<sup>er</sup> juillet 1922.

17. Selon *La Tribune* du 15 février 1922, à la page 1, le discours de l'honorable M. Perrault a duré un quart d'heure.

18. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930 et de 1935 à 1948.

19. Thomas Alexander Crerar (1876-1975), homme politique manitobain élu député de Marquette de 1917 à 1925. Il est ministre de l'Agriculture de 1917 à 1919. Il est réélu en 1929 pour être aussitôt nommé ministre des Chemins de fer et Canaux, poste qu'il occupe jusqu'en 1930. Battu aux élections générales de 1930, il est réélu dans Churchill en 1935 et devient ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation (1935-1936), puis ministre des Mines et Ressources (1936-1945). Nommé sénateur en 1945, il occupera ce poste jusqu'à sa démission en 1966.

20. *L'Action catholique* du 15 février 1922, à la page 1, indique que les paroles du ministre sont couvertes par les applaudissements.



Séance du mercredi 15 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de privilège:****Grève des  
typographes<sup>1</sup>****L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Avant de passer à l'ordre du jour, je crois qu'il est de mon devoir de donner à la Chambre les explications au sujet d'un incident qui vient de se produire récemment et qui menace d'avoir des conséquences très graves. Depuis hier, les ouvriers internationaux typographes de Québec sont en grève et c'est ce qui explique que la Chambre n'a pas, aujourd'hui, comme d'habitude, l'ordre du jour régulier<sup>2</sup>. Les typographes en grève appartiennent à l'Union internationale et l'on m'a appris que des ordres étaient venus d'Indianapolis à cet effet.

Hier, lorsque j'ai appris cette nouvelle, j'ai adressé à M. Tom Moore<sup>3</sup>, président du Congrès des métiers et du travail qui comprend les unions internationales au Canada, ainsi qu'à MM. Gustave Francq<sup>4</sup> et J.-T. Foster<sup>5</sup>, dont je ne sais exactement les positions dans le mouvement international, le télégramme suivant<sup>6</sup>:

"Au nom du gouvernement de la province de Québec, je désire protester énergiquement contre la décision qu'a prise l'Union internationale des typographes de déclencher une grève générale à Québec où siège le Parlement et alors que cette grève aura pour effet immédiat de paralyser tout le travail des deux Chambres et d'empêcher la législation de suivre son cours. Les circonstances indiquaient que ce moment a été choisi à dessein. Cette grève constitue, en conséquence, un défi à toute la province qui ne saurait tolérer qu'une union ouvrière mette délibérément obstacle aux travaux dont les représentants du peuple doivent s'acquitter sans retard dans l'intérêt public".

(Signé) L.-A. Taschereau

Je n'ai pas reçu de réponse de M. Moore, mais aujourd'hui, j'ai reçu de M. Francq le télégramme suivant:

"Télégramme annonçant la grève des typographes de Québec m'a surpris. Je n'ai pas été consulté et je regrette que les employeurs et les ouvriers n'aient pas été capables de s'entendre au moins pour la période de la session. J'envoie votre protestation aux quartiers généraux et je m'intéresse de suite de cette grève dont seuls les imprimeurs de Québec sont les maîtres. Ni Montréal, ni les quartiers généraux ne peuvent intervenir dans les affaires locales."

Je ne sais pas quels sont les règlements et le mode de procédure employés par l'Union internationale. J'ai eu l'occasion de rencontrer les membres de l'Union internationale lors de la convention qu'ils ont tenue à Québec au mois d'août<sup>7</sup> dernier; je leur disais, à cette occasion, que j'étais convaincu que les travailleurs canadiens avaient suffisamment d'intelligence pour pouvoir administrer seuls leurs affaires sans recevoir des ordres des États-Unis.

(Applaudissements)

Je crois que le travail est assez bien organisé dans cette province pour que les ouvriers québécois et canadiens soient capables de se conduire seuls et, suivant les besoins de leur situation, voir eux-mêmes à leurs affaires.

(Applaudissements)

Et savez-vous ce que nos ouvriers canadiens versent à l'Union internationale, qui possède un grand nombre de membres ici, bien que la grande majorité soit dans les centres américains? Eh bien, nous constatons que nos ouvriers canadiens paient à cette Union internationale environ 10 % de leur salaire. Réalisez-vous, M. l'Orateur, ce que signifie cette contribution à nos ouvriers qui sont obligés de prendre cet argent sur ce qu'ils ont à dépenser pour leurs familles en un temps de crise comme celui que nous traversons?

Des têtes plus fortes que la mienne ont essayé de combattre l'Union internationale, mais sans succès; et je ne crois pas que nous puissions empêcher ces messieurs d'agir à leur guise. Mais ce que nous pouvons faire, ce que nous savons, c'est que tout ce que nous pourrions faire pour aider les unions canadiennes pour leur aider dans la mesure du possible, nous le ferons.

Dans la province de Québec, nous avons donné aux travailleurs une législation spéciale qui sans aucun doute les a satisfaits; et s'il est possible d'amender cette législation spéciale de façon à ce qu'elle soit plus profitable aux travailleurs canadiens qui n'auront pas à recevoir d'ordres des États-Unis, nous le ferons.

(Applaudissements)

Nous sommes dans une position telle que l'Union Internationale a maintenant le pouvoir d'arrêter le travail parlementaire, peut-être pour un mois; que ces messieurs en prennent toute la responsabilité. Nous avons dans les ateliers d'imprimerie, qui sont atteints par la grève aujourd'hui, tous nos projets de loi en voie d'impression; les membres de l'Union internationale refusent de nous donner tous renseignements qui nous permettraient de continuer ce travail. L'Internationale ne nous dit pas quand le travail ajourné se continuera.

Les syndiqués internationaux refusent de nous dire à quelle date ce problème aigu sera résolu. Ils ne veulent pas nous donner la clé des difficultés que nous cause leur attitude. Ils n'ont même pas permis à un de leurs membres de rester au poste pour nous indiquer où se trouvaient placés nos projets de loi que nous avions fait imprimer. Tous nos projets de loi, qui sont actuellement devant la Chambre et en voie d'impression, devront être recommencés, s'ils ne peuvent être continués dans les conditions ordinaires. Mais nous nous passerons de l'Internationale... Nous recommencerons tout le travail s'il le faut, mais nous ne plierons pas.

(Applaudissements)

Aujourd'hui, nous avons les ordres du jour faits par des ouvriers qui ne sont pas des unions internationales, mais ces ouvriers membres de l'Union nationale catholique qui ne sont pas en grève et qui sont satisfaits des salaires payés. Savez-vous ce que demandent les typographes? Les membres de l'Union Internationale reçoivent depuis longtemps un salaire de \$24 par semaine, plus un bonus de \$2 pour 48 heures de travail; et ils demandent maintenant \$32 par semaine pour 44 heures de travail, ce qui signifie une augmentation de 40 %. Par un temps de crise et de misère comme celui que nous traversons, alors que non seulement des centaines mais des milliers d'ouvriers ne peuvent trouver du travail, souffrent de la faim et ne peuvent même pas payer leur loyer, je dis que c'est un crime contre la nation canadienne que de présenter des demandes semblables.

(Applaudissements)

La semaine dernière, j'ai rencontré une délégation d'ouvriers sans travail qui m'ont fait part de leurs misères et ont demandé que le gouvernement donne \$1,000,000 pour secourir 17,000 personnes dans la misère à Montréal. Ces plaintes sont-elles exagérées? Je ne le crois pas. Mais je puis affirmer qu'à Montréal et à Québec, dans d'autres villes et même dans les campagnes, il existe une très grande misère, des gens qui ont déclaré qu'ils mouraient de faim. Hier, des curés de l'Abitibi m'ont rencontré et m'ont parlé des troubles qui existent

dans cette région, pendant que tout récemment une délégation venant de Chicoutimi me renseignait aussi sur la situation. Il en est de même à Montmagny et ailleurs.

Est-ce le temps pour les typographes de demander une augmentation de 40 % et d'arrêter le travail parlementaire? J'espère que le bon esprit canadien, les bons conseils et le vieux bon sens commun de nos ouvriers primeront et qu'ils en viendront à une entente avec leurs employeurs, et feront leur travail, afin que les procédures parlementaires puissent continuer. Je souhaite que cette entente soit conclue car, autrement, je serai obligé de demander l'ajournement aux deux Chambres, jusqu'à ce que l'on ait pu recommencer l'impression des projets de loi, ce que nous ferons sûrement s'il ne se produit aucun changement. Nous ne céderons pas d'un seul iota aux demandes de ces ouvriers. Nous recommencerons tout le travail s'il le faut, mais nous ne plierons pas.

(Applaudissements)

On se plaint dans les autres provinces du mouvement fermier, du fait que les fermiers veulent tout conduire. Ce sont des mouvements comme celui des typographes qui encouragent le développement du mouvement et qui donnent aux fermiers une excuse pour leur agitation. Les ouvriers ne sont pas en majorité dans cette province et, s'ils veulent arrêter le travail parlementaire comme ils le font maintenant, les fermiers en viendront à la conclusion, et en cela ils seront justifiables eux aussi de s'organiser en mouvement de classe, qu'ils doivent administrer et conduire les affaires publiques. Je répète et j'espère de nouveau que la raison et les bons conseils, la sagesse ainsi que le bon esprit qui anime nos ouvriers primeront, que cette grève sera réglée rapidement et qu'ils en viendront, demain, nous dire qu'il n'y a pas de grève et qu'ils retournent au travail de façon à ne pas nuire aux travaux parlementaires.

(Applaudissements de la Chambre)

#### **M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):**

Comme je suis typographe moi-même, je désire dire quelques mots à ce sujet<sup>8</sup>. Si nous avons la grève actuellement, je dois dire que ce n'est pas seulement la faute des ouvriers, mais qu'il y a aussi de la faute des patrons. Dimanche, à Québec, les représentants des patrons m'avaient demandé d'être ici pour discuter avec eux la question, afin d'en venir à une entente.

Malgré mes démarches, je n'ai pu rencontrer les patrons. Lundi, je n'ai pu en rencontrer qu'un seul qui m'a déclaré qu'il n'y avait rien à faire avec

le comité de la grève. Les autres patrons n'ayant pas donné signe de vie, les ouvriers se sont réunis et ont décidé de faire la grève pour les travaux de ville. Si j'avais eu autant d'aide de la part des patrons que des ouvriers, peut-être que la grève aurait été évitée; nous en serions certainement venus à une meilleure solution. Cet après-midi, à 4 h 30, nous aurons une réunion et j'espère que nous arriverons à une entente.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** remercie le député de Montréal-Sainte-Marie du bon travail qu'il a fait dans le but d'éviter la grève, et il espère que ses démarches seront couronnées de succès.

#### Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church.

Rapporté à la Chambre:

- bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

#### Questions et réponses:

##### Assurances des fonctionnaires

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement paye-t-il les primes d'assurance des employés civils sur taux fixés ou suivant l'âge?

2. Quand un employé civil prend sa retraite, bénéficie-t-il de son assurance?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Suivant l'âge.

2. Non.

##### Annonces de la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** Quelle somme la Commission des liqueurs a-t-elle dépensée pour publication d'annonces dans les journaux jusqu'au 31 décembre 1921?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** \$41,697.

#### Demandes de documents:

##### Correspondance entre L.-E.-A. Parrot et J.-F. Pouliot

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégramme, demande, etc., depuis 1919, entre M. Jean-François Pouliot, de Rivière-du-Loup, et le gouvernement au sujet du Dr L.-E.-A. Parrot, ex-député de Témiscouata, de l'exploitation du domaine public et de l'administration de la justice<sup>9</sup>.

J'ai fait la présente motion pour procurer à la Chambre la correspondance officielle échangée entre M. Jean-François Pouliot de la Rivière-du-Loup et le gouvernement, au sujet de l'affaire du Dr Parrot, ex-député de Témiscouata. Cette affaire me paraît malheureuse à plus d'un point de vue et révèle un vice dans l'administration du domaine public, une spéculation regrettable, dangereuse et au détriment de la province.

Le 26 mai 1921, M. Pouliot, avocat, un libéral de race, écrit au premier ministre et procureur général, une lettre accusant le Dr Parrot, député, d'avoir gardé pour son usage personnel des lots à bois que certains de ses électeurs lui avaient demandés pour eux-mêmes et d'avoir obtenu ces lots au moyen de représentations frauduleuses. M. Pouliot conclut ses accusations en demandant une enquête par commission royale. Le 1<sup>er</sup> juin, le premier ministre répond en substance, à M. Pouliot, que l'accusation est grave.

Le premier ministre écrit à M. Parrot, et celui-ci répond: "Je vais traduire M. Pouliot devant les tribunaux". Le 22 juin, M. Parrot n'ayant encore

rien fait, le premier ministre écrit de nouveau au député Parrot, pour lui dire que, "du reste il se demande si ce ne sont pas les électeurs de Témiscouata qui devraient être juges de ce dont on l'accuse". Le premier ministre paraît dissuader l'accusé de poursuivre son accusateur devant les tribunaux mais, en même temps, il suggère au député de donner sa démission et de se présenter de nouveau.

Oui, l'affaire était grave. Quelle était l'accusation détaillée de M. Pouliot contre le député Parrot? Voici les faits relatés par l'accusateur lui-même. Grâce aux prétentions du député Parrot, la couronne aurait émis des lettres patentes en faveur des faux colons Georges Desjardins et F.-X. Bélanger, prête-noms du député Parrot pour deux lots, dans le canton Whitworth. "M. Georges Desjardins", écrit le député Parrot au gouvernement, "leur ferait l'acquisition dans le but d'y trouver son bois de chauffage. Si vous vouliez vous entendre avec le licencié et lui inspirer d'abandonner ce lot, vous *me rendriez service*. M. Desjardins vous enverra le montant demandé dès que vous ferez savoir votre décision."

Finalement, dans une lettre portant le numéro 23224-18, le député Parrot envoie son chèque de \$89 en paiement du lot de Desjardins, (B) lot 40. Le 4 août 1918, le Dr Parrot, écrivant au sous-ministre des Terres la lettre portant le no 23150-18, dit: "Tout de même, M. Bélanger est prêt à acheter ce lot à la condition de ne pas avoir d'ennuis avec la Brown Corporation ou avec M. Bérubé. Avant de déboursier un montant aussi élevé (\$126), M. Bélanger aimerait savoir à quoi s'en tenir." Le 12 novembre 1918, lettre no 32267-18, le député Parrot envoie son chèque de \$126 en paiement de ce lot pour M. F.-X. Bélanger. L'article 1558 des statuts défend qu'on se serve de prête-noms pour obtenir des lots.

La patente du lot 4b fut octroyée à Georges Desjardins, cultivateur, du canton de Whitworth, le 5 décembre 1918, trois jours plus tard. Les patentes de Desjardins et Bélanger furent toutes deux enregistrées, à la suite l'une de l'autre, le 19 décembre 1918, au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, sous les numéros 56511 et 56512. Le même jour, par un acte devant le notaire Dugal, Georges Desjardins, bourgeois de la cité de Fraserville, tant personnellement que comme procureur spécial de F.-X. Bélanger, ci-devant de Fraserville et à l'emploi de la compagnie Fraser Limited, résidant à Edmundston dans le Nouveau-Brunswick, vend au Dr Ls-Eugène-Aduite Parrot les lots ci-dessus pour la somme de \$215, qui est le total

de l'addition de \$89 avec \$126 et, ce qui est plus riche, c'est que Georges Desjardins reconnaît avoir reçu le prix total de l'acquéreur, dont quittance finale. Et c'est le Dr Parrot qui avait payé lui-même ce montant au département avec ses chèques personnels! S'il y eût jamais un acte simulé, c'est bien celui-là. Cet acte fut passé le jour même où les patentes furent enregistrées et ne fut lui-même enregistré que le 17 mai 1921, sous le no 61177, deux ans et demi plus tard.

Mais, se demande-t-on, comment Desjardins pouvait-il se déguiser en cultivateur et Bélanger aussi? Le premier est un ancien entrepreneur de pompes funèbres, le second, le gérant général du trafic de The Fraser Companies Ltd. Aucun d'eux n'avait jamais cultivé. Qui a donné leur désignation comme cultivateurs de Whitworth? C'est le député Parrot. Le gouvernement aurait pu et pourrait encore mieux contrôler ces choses. Le curé de la paroisse n'est-il pas tout désigné pour donner ce renseignement? Et l'inspecteur du gouvernement? Et l'agent des terres?

D'ailleurs, le gouvernement lui-même par ses plans et dossiers pouvait contrôler cela, et c'était son devoir de le faire. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? A-t-il voulu favoriser ce bon député Parrot qui applaudissait tant les ministres qui répondaient au chef de l'opposition? C'était un zélé qui trouvait tout beau et tout bon dans le gouvernement! C'est le député Parrot qui avait agi pour Desjardins et Bélanger.

Le député Parrot a racheté immédiatement les lots. Il appert que, de toute cette manipulation, le député Parrot aurait fait un bénéfice d'au-delà de \$2,000. Avant l'émission des lettres patentes, trois braves cultivateurs de Saint-Antonin et deux entrepreneurs de la Rivière-du-Loup avaient demandé ces lots au député Parrot qui préféra agir pour son propre bénéfice.

La loi de la colonisation défendait au député Parrot de se servir de prête-noms pour acquérir des lots. C'est ce qu'il aurait fait, puisqu'il dit dans une lettre publique signée par lui-même: "Que j'aie demandé de mettre des lettres patentes aux noms de deux de mes amis pour me les faire transporter ensuite, c'est ce que j'expliquerai une autre fois." Le député Parrot dit que ces lots ne contenaient que du bois de chauffage. La loi lui permettrait-elle de s'en servir de cette façon? Je ne le crois pas.

Un M. Ancil avait déjà demandé un de ces lots, no 40, et le sous-ministre des Terres, M. Dechêne, lui a répondu: "La loi n'autorise plus la vente des lots pour bois de chauffage." Or, le lot 40



rang 6, canton Whitworth, et le lot 4b du même canton furent patentés les 5 et 6 décembre 1918<sup>10</sup>, alors que la réponse officielle du gouvernement était encore en vigueur. Mais ces lots ne contenaient pas que du bois de chauffage, puisque le député Parrot aurait fait couper des centaines de cordes de bois à pulpe.

La spéculation du député Parrot paraît établie. Le gouvernement est-il responsable de cette spéculation? Qu'est-ce qu'il importe de savoir? Il appert que le 19 juillet, dans une assemblée politique, M. Parrot aurait déclaré que "s'il s'était servi de prête-noms, c'était à la suggestion du département des Terres". M. l'Orateur, la conduite du gouvernement est donc mise en cause par cette déclaration du député Parrot, déclaration faite publiquement et attestée, paraît-il, par des avocats éminents de passage à Rivière-du-Loup. C'est ici que l'enquête royale s'impose davantage.

C'est ici où la responsabilité du gouvernement devient compromise. La déclaration publique du député Parrot n'était-elle pas suffisante pour forcer le gouvernement d'accorder l'enquête demandée par M. Pouliot? Le gouvernement a-t-il fait son devoir?

Le premier ministre dit à M. Pouliot qui lui demande une enquête: "Votre accusation est grave; je vais conférer avec l'accusé Parrot". Au député Parrot, il dit: "Du reste, au lieu d'une poursuite contre votre accusateur, démissionnez donc et faites-vous juger par vos électeurs". Or, le député Parrot a démissionné; il ne s'est pas présenté de nouveau; les électeurs n'ont pu juger l'accusé et le premier ministre n'a pas accordé l'enquête demandée par M. Pouliot.

L'accusation affectait l'administration du gouvernement, et suivant l'article 584 des statuts refondus, 1909, le devoir du gouvernement n'était-il pas d'accorder une enquête royale? En accordant une enquête, la province aurait pu savoir si le député Parrot était coupable ou non coupable, et si le gouvernement était ou non responsable de transactions frauduleuses. Le peuple aurait pu savoir s'il existe un système qui consiste à favoriser les députés qui veulent spéculer sur des lots de colonisation, et cela, contrairement à la loi et aux intérêts de sa province. Le Dr Parrot était-il seul député à spéculer sur les lots?

Pourquoi le gouvernement a-t-il agi de manière à étouffer toute enquête sur l'affaire Parrot? Je crois que le premier ministre a été trompé et est encore trompé dans le trafic des lots de colonisation, et je crois aussi qu'il y va de son intérêt d'accorder

l'enquête royale demandée par M. Pouliot. Le ministre des Terres est mis en cause par M. Parrot. Que fait-il pour se défendre? Pourquoi M. Parrot ne s'est-il pas présenté devant ses électeurs? Quel moyen a fourni le gouvernement pour éclairer l'opinion publique sur l'accusation et l'administration des Terres? Pourquoi a-t-il étouffé l'enquête? Son sort était-il en jeu? Avait-il peur des déclarations et de la preuve?

Voulait-il cacher un système qui permettrait à des députés favoris de spéculer sur les lots et au gouvernement de s'attacher des députés que l'appât du gain et des faveurs peut rendre bien serviles? Mais ce procédé est malhonnête, et le gouvernement, s'il l'a employé, a trahi les intérêts de la province. Le député Parrot a déclaré que le gouvernement lui avait conseillé de se servir de prête-noms, et le gouvernement, ainsi mis en cause, refuse une enquête à M. Pouliot, qui a dénoncé avec raison le député Parrot.

J'invite donc le gouvernement à donner des explications. Un député, qui n'est pas colon et qui ne veut pas se faire colon, a-t-il le droit d'acheter des lots de colonisation? A-t-il le droit de se servir de prête-noms pour d'autres personnes? A-t-il le droit de se servir de prête-noms pour se procurer des lots de colonisation? Le député Parrot avait-il le droit d'agir comme il a agi?

Je pose ces questions au gouvernement, questions bien importantes auxquelles j'invite le premier ministre, le ministre de la Colonisation et le ministre des Terres à répondre, car ils sont mis en cause non seulement dans le cas de M. Parrot, mais d'autres qui lui ressemblent.

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Le chef de l'opposition croit qu'il vient de prouver que le gouvernement plutôt que M. Parrot a eu tort dans cette affaire de lots. Le chef de l'opposition peut être assuré que ni le département des Terres, ni le gouvernement ne sont à blâmer dans cette affaire. Il n'y a pas eu de notre côté la plus petite irrégularité dans cette transaction.

Au sujet de la demande qui a été faite auprès de M. Parrot concernant sa démission, je dirai peu de chose. Si, dans l'espèce, il y a eu faute, elle devrait être imputée seulement au député de Témiscouata qui, ayant failli, en est responsable. Lorsque des accusations ont été portées, le premier ministre a demandé à M. Parrot de s'expliquer, puis, n'étant pas satisfait des explications données, plus tard, il lui a conseillé de démissionner ou d'aller devant les électeurs.

La procédure suivie par le Dr Parrot pour obtenir ces lots est normale et rien n'indiquait au ministère qu'une action frauduleuse ait été commise. Aux premières accusations portées contre lui, le premier ministre a demandé sa démission et de se justifier devant le peuple, son juge naturel. Le département des Terres et Forêts n'est donc nullement en faute dans cette affaire. Des lots ont été demandés selon le cours ordinaire des procédures et la transaction s'est faite comme à l'ordinaire. Nous ne voyons donc pas en quoi tout cela aurait provoqué une enquête royale. Plus tard, des accusations ont été portées contre le Dr Parrot; c'était à lui de se justifier et il a été mis en demeure de le faire par le premier ministre. Le gouvernement n'a nullement permis au Dr Parrot de se servir de prête-nom. Il n'a jamais permis cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le ministre approuve les actions du Dr Parrot?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le département des Terres n'est pas en faute, car dans cette affaire, les transactions ont été faites comme elles doivent se faire, dans le cours ordinaire des choses. Je ne vois pas pourquoi nous aurions été obligés d'accepter une enquête royale. Je n'ai pas à approuver ni à désapprouver le Dr Parrot, mais je me place au seul point de vue du département des Terres de la couronne et je n'ai pas à voir si un député de cette Chambre manque à son devoir. Comme membre du gouvernement j'ai un "leader", et ce qu'il fait, je crois que c'est bien fait. Je ne vois pas ce que je peux ajouter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le ministre ne parle pas, il n'ajoutera rien.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le département n'a jamais avisé M. Parrot de prendre un prête-nom et je ne sais si ce renseignement est vrai. En face de la campagne acerbe qui a été faite, alors je n'ai pas jugé à propos d'aller demander des renseignements à ceux qui mettaient tant d'acrimonie dans la lutte. Personne n'a le droit de se servir de prête-nom, et la personne qui demande un lot doit signer une formule dans laquelle elle dit qu'elle n'est pas le prête-nom de qui que ce soit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'entends aujourd'hui les appels enflammés du chef de l'opposition si nous n'avions pas fait ce que nous

avons fait et si M. Parrot siégeait encore dans cette Chambre, ou si le gouvernement avait essayé de le protéger. C'est difficile de satisfaire le chef de l'opposition. M. Pouliot a porté de sérieuses accusations à l'endroit du Dr Parrot. Le chef de l'opposition a soulevé tout un tollé à ce propos, mais qu'est-ce qu'il aurait dit si le Dr Parrot était encore député en cette Chambre?

À la suite des accusations portées par M. Jean-François Pouliot contre M. Parrot, j'ai demandé à ce dernier des explications et il m'a dit qu'il poursuivrait son accusateur. Après deux semaines d'attente, le Dr Parrot n'ayant pas tenu parole et n'ayant pas poursuivi celui qui l'accusait, j'ai de nouveau écrit à M. Parrot et je lui ai conseillé de démissionner et d'aller s'expliquer devant ses électeurs. C'était là la meilleure conduite à tenir.

Depuis, il y a eu une élection en décembre, celle du successeur du Dr Parrot, dans le comté de Témiscouata. C'était le temps alors pour le chef de l'opposition de faire la lutte. Le chef de l'opposition est-il allé dans Témiscouata dénoncer le gouvernement comme il le fait aujourd'hui? Non, nous avons eu confiance dans l'électorat et il a approuvé l'attitude du gouvernement.

Aux élections partielles du 22 décembre, son candidat a perdu son dépôt, et un brave cultivateur a été élu en la personne de l'actuel député de Témiscouata (M. Godbout). Nous comprenons que le chef de l'opposition n'ait pas une grande confiance dans l'électorat. Quant à nous, nous avons demandé à l'électorat si nous avions bien fait et il nous a accordé un éclatant témoignage de la confiance qu'il avait en nous. Nous étions justifiés. Le chef de l'opposition peut vouloir en toute occasion avoir recours aux enquêtes royales; nous, nous mettons notre confiance en l'électorat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne suis pas surpris de voir le premier ministre se lever pour venir à la rescousse du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) qui a manqué d'arguments, mais j'ai été vite surpris de voir que le premier ministre, manquant lui-même d'arguments convenables, s'était contenté de faire des malices et de parler à côté de la question. Nous avons entendu parler les ministres responsables. Le premier s'est dit satisfait des faits. Le deuxième, le premier ministre, s'est levé non pas pour déplorer cette situation, mais pour nous aviser que les élections dans Témiscouata avaient eu lieu et que le candidat du gouvernement avait été élu. Mais le premier ministre ne nous donne aucun détail sur ces élections.

Ce n'est pas dans une lutte électorale qu'on fait une enquête sur une affaire qui nécessite la production de dossiers et de documents officiels, de témoignages sous serments, etc. De plus, le premier ministre s'est bien gardé de dire que, M. Parrot ne s'étant pas présenté devant les électeurs, l'on a ministériellement organisé la convention de façon à l'empêcher d'être candidat et de mettre l'accusé en cause devant les électeurs.

Il paraît que le premier ministre a donné ce conseil au Dr Parrot pour éviter les problèmes, pour aider son parti politique et pour éviter les témoignages devant les tribunaux, quand on aurait vu apparaître des documents et quand des témoins viendraient faire leur déposition...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Mais il y en aura un procès, puisque M. J.-F. Pouliot est poursuivi par le Dr Parrot...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Un procès pour libelle seulement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous saurons si M. Pouliot a dit la vérité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si on avait ordonné une enquête, il y aurait eu un procès. Le premier ministre a dit qu'il n'est pas allé dans le comté avec ses accusations, mais, comme je l'ai déclaré l'été dernier au cours de ma campagne, et comme je suis toujours prêt à le répéter, ce n'est pas au moyen d'une élection qu'on peut juger de la situation et la tirer au clair. La vérité peut être obtenue seulement par une enquête.

Ce n'est pas par les discours bien rédigés du premier ministre ou les mots éloquentes du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) ou les beaux appels du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) ou les magnifiques discours du ministre de l'Agriculture qu'on pourra arriver à la vérité au sujet de ces accusations. On ne peut pas innocenter un homme public accusé de corruption en tenant une élection. Ce que nous voulons, ce sont des témoignages sous serment, devant le tribunal approprié. C'est une question d'administration.

Or, l'affaire avait été jugée très grave par le premier ministre. Pourquoi n'a-t-il pas alors accordé l'enquête royale? La question en est une d'administration: nous avons ici un député accusé de corruption, de spéculations odieuses sur des lots, et qui déclare publiquement: "Si j'ai agi ainsi, c'est à la suggestion du département des Terres". Cette

déclaration publique est une affaire sérieuse et n'a jamais été corrigée. Elle reste donc.

Cette déclaration publique a été faite publiquement et dans des circonstances solennelles, et pourtant, le ministre (l'honorable M. Mercier fils) déclare à la Chambre qu'il aime la paix et non les conflits, et il ne s'est pas occupé de la question. Il est étrange que le ministre n'ait pas réfuté la déclaration du Dr Parrot, son ami ou du moins ex-ami. C'était certainement le devoir du ministre de nier la déclaration du Dr Parrot, de découvrir au moins si elle était véridique.

Le ministre aurait dû écrire une lettre au Dr Parrot pour lui dire: "Mon cher ami, vous avez déclaré que, si vous aviez utilisé des prête-noms pour acquérir des lots, c'était sur le conseil du ministère que je préside. Avez-vous fait une telle déclaration?". Mais non, le ministre est demeuré étrangement silencieux devant cette accusation de son ancien ami, n'a pas seulement écrit, était parfaitement indifférent.

Il nous dit que son ministère est au-dessus de tout soupçon, qu'il ne s'inquiète pas de ce qu'on peut en dire, et tout ceci, alors qu'un ami politique a dû démissionner à cause de l'accusation portée contre lui. Et le gouvernement était de cette date mis en cause. Par ailleurs, l'action en libelle de Parrot vs Pouliot ne concernait pas les accusations initiales, mais d'autres accusations ultérieures. Raison de plus pour accorder une enquête, conformément au mode que suggère la loi en pareil cas. Le ministre des Terres dit qu'il ne croit pas que M. Parrot ait dit cela, mais il ne lui a pas écrit pour le savoir...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je suis convaincu que le Dr Parrot n'a jamais dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand je demande au ministre s'il approuve la conduite du Dr Parrot d'acquérir des lots sous des prête-noms, il ne veut répondre ni "oui" ni "non". Est-ce là une réponse sérieuse?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Mon honorable ami ne me comprend pas. Personne n'a le droit d'utiliser des prête-noms afin d'acquérir des lots. Si le Dr Parrot a déclaré qu'un employé du ministère lui a conseillé ce moyen pour obtenir des lots, je dis que cela est faux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le ministre lui a écrit?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non. Je n'ai pas écrit et je n'écrirai pas parce que je sais que ce n'est pas vrai, que c'est faux. Si j'avais pensé que c'était de l'intérêt du ministère d'écrire au Dr Parrot, je l'aurais fait bien avant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre aurait dû écrire, afin de savoir si la déclaration imputée au Dr Parrot était véridique.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis certain...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

De quoi?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que vous n'écrirez pas... Mais vous auriez dû écrire...  
(Rires de la Chambre)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Pourquoi?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Parce que le département des Terres était accusé, parce que le gouvernement était...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Parce que le gouvernement était accusé de malversation.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non, c'est faux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre, Messieurs!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lequel des deux rappelez-vous à l'ordre?

**M. l'Orateur:** Les deux.

(Rires de la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que le ministre bénéficie de la majorité de la Chambre. Le ministre de même que le premier ministre ont agi à leur idée. Et les députés de cette Chambre ainsi que d'autres personnes vont penser que le ministre des Terres a failli à son devoir en permettant cette spéculation sur des lots par des députés de la Chambre, que ce soit par manque de supervision du ministre ou par excès de bonté. J'accuse le ministre des Terres non seulement de n'avoir pas répondu à la demande de M. Pouliot, accusateur de Parrot, mais de n'avoir pas écrit pour exiger une explication du Dr Parrot, quand ce dernier a dit qu'il avait fait ce que le ministère lui avait suggéré afin d'acquérir des lots. Nous avons quelqu'un, M. Pouliot, qui s'est déclaré prêt à fournir des preuves à ce sujet, si une enquête royale était instituée...

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition doit savoir qu'il est hors d'ordre parce qu'il amène de nouveaux éléments, et ce, en violation des dispositions de l'article 232 des règlements de la Chambre, qui permettent au député présentant la motion une réplique en guise de conclusion au débat, mais ces dispositions ne lui permettent pas d'apporter de nouveaux éléments au débat.

"Article 232. 1. Une question ne peut être divisée, à moins que chacune de ses parties ne constitue par elle-même une proposition distincte, tant dans les mots que dans le fond.

"2. Il appartient à l'Orateur de décider si la question est divisible ou non<sup>11</sup>."

Or, le chef de l'opposition, dans sa motion que nous débattons, ne réclame pas une enquête royale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est bien, je me sou mets aux règlements de la Chambre. Je n'ai pas demandé, dit-il, d'enquête royale. J'ai soulevé la question seulement pour réfuter les déclarations des autres orateurs. Mais, dit-il, que l'on ne vienne plus me dire, comme on l'a répété souvent, que le chef de l'opposition n'a pas eu le courage de répéter en Chambre les choses qu'il a dites en dehors.

La motion est adoptée.

#### **Paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 détachant certains lots de la

deuxième division du comté de Matane et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont de l'île Bizard à l'île de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Leclerc), que ce bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

#### **Montreal Public Service Corporation**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 amendant la charte de la Montreal Public Service Corporation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Canadian Light and Power Company**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 amendant la charte de la Canadian Light and Power Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### **Synode diocésain à Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 étendant les pouvoirs conférés au Synode provincial de l'Église anglicane par l'Acte de la ci-devant province du Canada, 29-30 Victoria, chapitre 15, du Synode diocésain de Montréal, avec des pouvoirs additionnels.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Questions et réponses:**

##### **Chemin de fer de Kippewa<sup>12</sup> au Lac-des-Quinze**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé un subside ou fait un contrat pour la construction d'un chemin de fer de Kippewa au Lac-des-Quinze, dans le Témiscamingue?

2. Dans l'affirmative, est-ce que ce chemin de fer va traverser Ville-Marie?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui. Voir contrat à 11 George V, chapitre 2.

2. Ce chemin de fer se rendra à Ville-Marie.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 concernant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au fonds des écoles élémentaires;

- bill 24 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval relativement à l'administration du sanatorium du Lac Édouard.

### **Termes de la Cour de circuit**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel résultat ont produit les écoles d'agricultures entretenues par le gouvernement?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les écoles d'agriculture ont produit autant de professeurs que de cultivateurs pratiques et modèles, mais la nouvelle école d'agriculture de Rimouski a pour but de conserver les cultivateurs sur la terre et d'en faire des cultivateurs modèles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis heureux que le gouvernement ait pris cette initiative pour aider les cultivateurs et je souhaiterais que des cours spéciaux fussent donnés à ceux qui ne peuvent se rendre jusqu'à l'école moyenne d'agriculture de Rimouski.

**M. Dufresne (Joliette)** est en faveur d'une école où l'on enseigne aux fils des cultivateurs comment cultiver la terre et où l'on leur fera aimer

davantage la ferme et la culture. Je suis opposé, dit-il, aux écoles qui forment un trop grand nombre de professeurs.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'école que nous avons fondée est absolument ce que vous désirez alors?

**M. Dufresne (Joliette):** Je veux que cette école soit utile à la classe agricole.

La résolution est adoptée.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

### **Dépôt de documents:**

#### **Mines d'amiante**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1922, pour production de copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et M. P.-E. Beaudoin, de Thetford Mines, au sujet des droits sur la production minérale. (Document de la session no 44)

La séance est levée à 6 heures.

### **NOTES**

1. Les typographes de l'Union typographique ont voté pour la grève dans la soirée du 14 février. Ils sont environ 175 appartenant à l'Union internationale qui exigent la semaine de 44 heures et une augmentation de six dollars. Les patrons refusent de se rendre à la première exigence, mais consentent à une augmentation de trois dollars. Cette offre fut refusée et les employés présentèrent une contre-offre.

On en est à ce point, lors de la sortie de M. Taschereau. *Le Canada* du 16 février 1922, à la page 1, précise que cette grève a quelques conséquences: "les deux journaux du matin, le *Chronicle* et *L'Événement* seront publiés demain, ainsi que les journaux de l'après-midi, *Le Soleil* et le *Quebec Chronicle*. *L'Action catholique* est le seul journal qui n'est pas affecté. Les imprimeurs y font partie de l'Union nationale catholique."

2. Selon *La Presse* du 16 février 1922, à la page 3, il n'y avait pas le *Feuilleton* ordinaire de l'ordre du jour. "Seuls l'Orateur de la Chambre, les ministres et quelques députés avaient devant eux des épreuves de ce *Feuilleton*. Quant aux bills qui devaient être distribués hier, ils ne l'ont pas été, les imprimeurs ayant quitté l'ouvrage. Le travail de la session serait pratiquement paralysé si l'on n'avait trouvé à Québec un atelier indépendant des unions internationales, et encore on est loin d'être sûr que tout marchera normalement." Selon *La Patrie* et *L'Action catholique* dans leur édition du 16 février 1922, respectivement aux pages 4 et 8, ce sont les employés du *Soleil* et du *Quebec Chronicle* qui impriment normalement ces documents.

3. Tom Moore (1879-1946), syndicaliste canadien. Né en Angleterre, il s'installe au Canada en 1909. Président du Congrès des métiers et du travail du Canada de 1918 à 1935 et président de la Commission de l'assurance-chômage de 1935 à 1942. Durant sa carrière, il représente à de nombreuses reprises le Canada aux conférences ouvrières internationales de Londres, Genève, Washington, Amsterdam et Kyoto.

4. Gustave Francq (1871-1952), militant et chef syndical. Sur Francq, voir Éric Leroux, *Gustave Francq. Figure marquante du syndicalisme et précurseur de la FTQ*, Montréal, VLB Éditeur, 2001, 371 p.

5. J.-T. Foster, président du Conseil des métiers et du travail de Montréal. *Le Devoir* du 16 février 1922, à la page 1, rapporte qu'à ce moment M. Lacombe (Montréal-Dorion), un député ouvrier nommé ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau, souffle au premier ministre "quand celui-ci s'embarrassa dans la nomenclature des chefs ouvriers". La position de M. Lacombe, tout comme celle des deux autres députés ouvriers, MM. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie) et Laurendeau (Maisonnette), est des plus délicates, car ils sont membres de

l'Union internationale tout en étant élus au Parlement. La condamnation de la grève par le gouvernement, écrit en substance *Le Devoir*, pourrait bien leur coûter des voix dans leurs comtés respectifs.

6. *Le Canada* du 16 février 1922, à la page 5, précise que M. Taschereau envoya ce télégramme à 11 h 30 du soir, soit à la fin d'une réunion de cabinet tenue la veille, le 14 février 1922.

7. Selon *L'Événement* du 16 février 1922, à la page 3, cette convention se tint au mois d'août. Toutes nos autres sources nous indiquent le même mois ou la mention "durant l'été". Seul *Le Soleil* du 15 février 1922, à la page 1, mentionne "au mois de décembre dernier".

8. *Le Soleil* du 16 février 1922, à la page 1, mentionne que M. Gauthier est organisateur des typographes de la province.

9. L'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921), a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot, notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata préfère démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres, suite à cette affaire.

10. *L'Événement* du 16 février 1922, à la page 3, mentionne 1916, mais il s'agit d'une erreur.

11. *The Gazette* du 16 février 1922, à la page 8, mentionne que l'Orateur lit l'article 232 dans Louis-Philippe Geoffrion, *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, Québec, 1915, p. 75.

12. Les *Journaux de l'Assemblée* mentionnent "Kippewa au Lac-des-Quinze", alors que les statuts 11 George V, chapitre 2, 1921, indiquent "Kipawa à la rivière des Quinze". Nous pensons qu'il pourrait s'agir d'une erreur du greffier.





Séance du jeudi 16 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

- bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres.

Rejeté:

- bill 109 concernant la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal;

- bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada.

**The Title Bond Guarantee  
and Trust Corporation of Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada. Les amendements sont lus deux fois.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Desaulniers) qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements au bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee and Trust Corporation of Canada, en y ajoutant ce qui suit:

Et, à la deuxième ligne, ajouter: "The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada";

Dans la clause première du bill, le mot "Bond" est enlevé à la ligne troisième.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

**The African Methodist  
Episcopal Church**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Municipalité de Larouche**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Subsides**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** annonce la continuation du débat sur les subsides pour le ministère de l'Agriculture<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Renaud (Laval)** fait remarquer que le gouvernement demande cette année \$5,000 de plus pour les écoles ménagères. Il en demande la raison.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Cette somme contribuera à la création de nouvelles écoles dans des endroits où ce genre d'institutions est devenu indispensable. Il (M. Caron) donne des

détails sur chacune des institutions du genre, et avoue qu'il y a, selon que l'a exprimé la semaine précédente le représentant de Bonaventure (M. Bugeaud), une lacune dans les cours au sujet du poisson, dont on ignore trop l'appât. C'est que l'on ne connaît pas suffisamment le poisson chez nous, dit-il. Quoi qu'il en soit, l'on comblera la lacune.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'industrie laitière de la province de Québec, S.R.Q., 1909, articles 1958-1970 tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31, et arrêté ministériel no 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Le montant est un octroi annuel de la part de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est d'opinion que ce montant n'était pas assez considérable. Il (M. Sauvé) fait l'éloge de la Société, disant qu'il avait pu se rendre compte des progrès qu'elle avait faits et de la façon absolument honnête dont elle était administrée. Cette Société, dit-il, rend de grands services aux cultivateurs. Des rumeurs circulent voulant que, lorsque la Société d'industrie laitière organise un congrès ou réunit ses membres sous prétexte de discuter des affaires de la plus haute importance, il arrive assez souvent que la discussion revêt un caractère politique. Dans ce genre de Société, il ne devrait pas être question de politique.

Il (M. Sauvé) admet que les directeurs de la société n'agissent pas d'une façon scandaleuse, mais il ajoute que plusieurs membres de la Société d'industrie laitière se sont plaints à lui d'injustices commises à leur égard et d'irrégularités commises, lors des congrès ou des réunions annuels de la Société. Il s'étonne que l'on permette à M. Gustave Boyer<sup>4</sup>, député libéral de Vaudreuil à la Chambre des communes, de rester depuis longtemps président de cette Société, alors que le ministre de l'Agriculture s'oppose tant à ce que M. Auguste Trudel soit gérant de la Coopérative centrale des agriculteurs depuis qu'il s'occupe de politique<sup>5</sup>. La plupart de ces assemblées tournent en réunions politiques, dit-il, et ne servent souvent que les amis du gouvernement et non les besoins de la classe agricole. Il (M. Sauvé) exprime les regrets que cette Société n'ait plus les pouvoirs d'autrefois. Il en est venu à douter de son utilité...

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Comme directeur de la Société d'industrie laitière, je tiens à répondre aux remarques du chef de l'opposition. Ce dernier a certainement été induit en erreur, car les réunions de notre société ne sont pas des assemblées politiques, mais sont convoquées dans un but absolument instructif. Il (l'honorable M. Moreau) nie catégoriquement qu'il ait même une seule fois été question de politique ou d'influence politique au cours des délibérations.

Les conventions de la Société d'industrie laitière sont très pratiques. Cette industrie a fait, sous les auspices de la Société, d'immenses progrès, surtout depuis que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) a pris en ses mains habiles et énergiques les intérêts de l'agriculture.

Notre société a fait ses preuves. Elle a assuré à l'industrie laitière une grande renommée dans la province de Québec et ailleurs. La dernière convention de la Société, à Sherbrooke, a fait d'excellents travaux de la plus haute importance, qui sans aucun doute portent des fruits parmi ceux qui les ont suivis, et dont tous les cultivateurs bénéficieront, et je crois que le chef de l'opposition devrait être le premier à le reconnaître.

Les cultivateurs semblent satisfaits de sa direction. Les conventions de la Société d'industrie laitière sont des plus intéressantes et les membres n'ont qu'un but: l'intérêt et le développement de la Société.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne suis pas surpris d'entendre l'honorable ministre sans portefeuille du Lac-Saint-Jean faire l'éloge de son collègue l'honorable ministre de l'Agriculture, parce que du côté du gouvernement il faut toujours quelque chose pour faire applaudir et les membres et les gestes du gouvernement. L'admiration mutuelle est de rigueur chez les ministres. Il (M. Sauvé) admet qu'il y a eu des progrès depuis l'avènement de l'honorable ministre de l'Agriculture, mais sans oublier que les ministres précédents et les gouvernements précédents ont fait beaucoup de travail pour aider les cultivateurs.

L'amélioration des marchés a été pour beaucoup dans l'amélioration de la situation des cultivateurs. Mais les statistiques sont là pour nous prouver que le ministère de l'Agriculture n'est pas l'artisan des succès de l'industrie laitière dans notre province, comme mon honorable ami voudrait nous le faire croire. Pendant la guerre, quand le beurre se vendait 79 sous la livre et le fromage 32 sous, le ministre prétendait que c'était lui qui avait assuré

cette prospérité aux cultivateurs. Maintenant que les prix sont baissés, il s'écrie: "Ce n'est pas moi qui suis cause de cette baisse." Lorsque je critique l'œuvre du ministère, je ne veux pas que l'on prétende que je critique l'œuvre de la Société d'industrie laitière. Je ne veux pas que *Le Canada*, l'organe du gouvernement, vienne me reprocher d'avoir critiqué les cultivateurs. Mes reproches s'adressent au gouvernement et non à la classe agricole.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**

dit que personne ne songeait à dénaturer les paroles du chef de l'opposition et que le ministère de l'Agriculture ne voulait pas, non plus, réclamer tout le mérite des succès de nos fermiers et de leur prospérité. Il (l'honorable M. Caron) prend la défense de la Société d'industrie laitière et déclare qu'elle poursuit, surtout aujourd'hui, une campagne d'éducation en faveur de l'industrie laitière. Il réfute l'assertion du chef de l'opposition que la politique se mettrait un peu trop dans la société.

Il n'y a, dit-il, en aucune façon de politique dans les affaires de la Société. Il parle des récentes élections des directeurs de la Société d'industrie laitière, disant que M. Auguste Trudel n'a pas été élu dans ce bureau de direction parce qu'il avait cessé d'être gérant de la Coopérative centrale des agriculteurs.

Il (M. Caron) avoue qu'autrefois la Société d'industrie laitière jouissait de plus de pouvoir. Ainsi, dit-il, c'est elle qui était chargée de l'inspection. Mais l'on a aujourd'hui adopté un plus vaste système, plus conforme aux devoirs modernes et plus efficace, et l'on ne laisse plus à la Société que son travail d'éducation et de propagande.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:**

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

La somme demandée permettra aux autorités de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe de perfectionner les élèves qui suivent les cours de cette institution, de même qu'elle fournira à un grand nombre d'autres jeunes gens de suivre ces cours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande de plus amples détails.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** De plus, une somme assez considérable sur ce montant sera consacrée aux travaux de ferme faits pour le bénéfice des élèves ainsi qu'au perfectionnement du laboratoire officiel de la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, (5 George V, chapitre 31) pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit qu'il a inscrit un certain nombre de questions à l'ordre du jour à ce sujet et demande si le ministre de l'Agriculture peut répondre immédiatement à quelques-unes d'entre elles. Il veut savoir quelles sont les relations avec la Société coopérative des cultivateurs, qui gère le fromage et le beurre des cultivateurs de Québec, et s'il s'agit d'une institution gouvernementale. Il veut également savoir s'il est vrai que les inspecteurs du gouvernement ont fait pression auprès des cultivateurs pour qu'ils vendent leur fromage à cette société<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond que c'est un organisme dûment incorporé, organisé en vertu de la loi, et qu'en aucun cas il ne s'agit d'une institution gouvernementale. Il est dans leur intérêt que les cultivateurs passent par la Société pour commercialiser leurs produits.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question sur le geste du ministre, ayant demandé, il y a quelque temps de cela, à ce que les procurations des actionnaires lui soient envoyées.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dit que rien ne peut lui être reproché à cet égard. La loi donne au ministre un certain contrôle sur l'organisation, et, pour des actionnaires, le fait d'envoyer leurs procurations à des tiers est une procédure tout à fait banale.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** veut savoir qui de la Société ou des cultivateurs est responsable des risques que comportent les envois dans les points de vente européens?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La Société assume tout risque de cette nature.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande s'il y a eu des pertes dans les opérations de beurre et de fromage de la Société.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond que, si le marché anglais a accusé un déficit dans les opérations de beurre et de fromage, de manière générale, il n'y a pas eu de pertes dans les affaires de la Société.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** veut savoir dans ce cas si les inspecteurs du beurre et du fromage ont tenté de persuader les cultivateurs de faire affaire avec la Société.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les cultivateurs ont été encouragés à vendre leurs produits à la Société.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Dans ces conditions, vous bloquez les affaires des producteurs de lait et de beurre?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, nous ne bloquons pas leurs affaires parce qu'ils achètent à la Société et que la plupart d'entre eux en sont satisfaits. La Société a vendu ses produits uniquement sur le marché montréalais aux marchands de Montréal, excepté l'an dernier à cause de la discrimination que les marchands ont exercée sur le fromage de Québec en faveur du fromage d'Ontario.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** À combien se chiffre la perte sur le beurre et le fromage envoyés l'année dernière en Angleterre?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Si j'avais cette information, il ne serait pas dans l'intérêt de la Société de la divulguer.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question sur la somme de \$45,000 donnée à la Société par le gouvernement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il s'agit du total de l'aide accordée qui s'étale sur un certain nombre d'années, et non sur une seule.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
On est appelé à voter cette année \$25,000 de plus pour les sociétés d'horticulture. La raison, c'est que ces sociétés augmentent en nombre et en importance, et que partout le travail est plus considérable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve qu'il y a beaucoup de détails incompréhensibles dans les *Comptes publics*. En les parcourant bien, dit-il, on constate par exemple que des avocats, des assistants, des substituts, se font des salaires de \$30,000 par année. Il (M. Sauvé) a vu des choses plus grosses que celle-là, telles l'affaire Parrot<sup>8</sup> (et) la responsabilité du gouvernement, puis il demande si le gouvernement encourage davantage la culture maraîchère.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond par l'affirmative. Le gouvernement, dit-il, encouragera cette année plus que jamais la culture maraîchère et créera un plus grand nombre de champs et de vergers de démonstrations. Il y a des champs de démonstration dans plusieurs comtés. Il y a même un verger de démonstration dans le comté des Deux-Montagnes, représenté par le chef de l'opposition. Actuellement, il y a 176 champs de démonstration d'établis et en voie d'un continuel progrès.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et admet que depuis que ce dernier est à la tête, l'industrie agricole dans notre province a considérablement progressé. Cependant, dit-il, dans les environs de Sainte-Scholastique, village très important du comté de Deux-Montagnes, il existe une vaste étendue de terrain où le gouvernement avec succès pourrait installer un champ de démonstration ou un verger du même genre. Il (M. Sauvé) demande à l'honorable ministre s'il serait possible de considérer le cas.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Le comté des Deux-Montagnes est l'un des privilégiés du gouvernement. Je ferai examiner les lieux, et s'il est possible au gouvernement de se rendre à votre désir, il le fera de bonne grâce.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que la culture des patates et du tabac dans notre

province n'est pas assez considérable. Il dit que cela est peut-être dû au fait que la vente de ces produits n'est pas assez fructueuse et que les cultivateurs s'efforcent plus de cultiver d'autres produits dont la vente leur rapporte plus. Il complimente le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) sur l'excellent tabac que celui-ci cultive.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Le gouvernement a beaucoup fait jusqu'ici pour aider les cultivateurs dans la culture du tabac et des patates, et d'ailleurs, les progrès vont toujours grandissants. Le gouvernement continuera ainsi.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** dit l'intérêt qu'il porte à la culture du tabac. Il remercie le chef de l'opposition des compliments qu'il a adressés aux propriétaires de ce champ, car c'est lui-même qui s'occupe de l'exploitation de Pointe-Fortune<sup>9</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Suite au bill Fordney<sup>10</sup>, le gouvernement de Québec devrait entrer en négociations avec le gouvernement d'Ottawa, afin d'obtenir plus de protection pour les cultivateurs.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Il n'y a pas longtemps que le Parti libéral est au pouvoir à Ottawa. La vente des patates aux États-Unis ne relève pas du gouvernement provincial, mais du gouvernement américain, qui a adopté et maintenu le bill Fordney qui, en arrêtant l'exportation, a fait diminuer la récolte. On a commencé des pourparlers avec le gouvernement des États-Unis. Le gouvernement canadien va essayer d'obtenir que le gouvernement américain réduise les droits sur les produits agricoles.

Il va entreprendre des démarches auprès du gouvernement fédéral, afin de faire diminuer les droits sur le tabac, dans le but de favoriser la plantation payante de la plante à Nicot<sup>11</sup> chez nous. Malgré tout, dit-il, cette industrie du tabac a fait de grands progrès chez nous et elle est payante. Il (l'honorable M. Caron) croit qu'au point de vue de la production des patates et du tabac, le gouvernement a déjà fait des expériences qui ont bien réussi et qu'il poursuit un travail suivi pour aider les agriculteurs dans ces deux branches importantes de l'agriculture.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Les progrès accomplis dans cette section auraient pu être plus satisfaisants, si le grain n'avait pas été si cher. Cependant, il y a eu progrès. Le gouvernement a donné environ \$3,500 pour les expositions avicoles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut savoir ce que rapporte l'élevage de volailles de Ville Belvédère et ce qu'on y dépense<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

La ferme Belvédère a produit un profit de \$1,000 par la vente des œufs et des poussins.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** questionne le ministre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**

dit qu'il est impossible de répondre à toutes les questions<sup>13</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** rappelle qu'autrefois, à l'époque où l'opposition comptait 15 députés, les sous-ministres venaient aider leurs ministres à répondre aux interrogations des membres de l'opposition. À présent que l'opposition compte moins de membres, les ministres ne font plus autant d'efforts. L'opposition actuelle a les mêmes droits qu'autrefois. Le premier ministre est de la nouvelle école<sup>14</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'aime mieux faire partie de la nouvelle école que d'être de celle du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a adopté beaucoup trop de mesures proposées par l'opposition pour se permettre d'ignorer l'école de l'opposition. (Souriant) Et le premier ministre ferait mieux de regarder ses vis-à-vis que de lire le journal<sup>15</sup>.

Vous voyez, M. le président, ça ne prend pas de temps pour répondre à ces ministres.

(Rires de la Chambre)

L'étude de la résolution est suspendue<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:**

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline;

- bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles;

- bill 40 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec;

- bill 56 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 58 constituant en corporation la Société des missions étrangères de la province de Québec;

- bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines;

- bill 73 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Germain Chouinard à la pratique de la profession de chirurgien dentiste;

- bill 89 constituant en village la ville Baie-Saint-Paul;

- bill 104 constituant en corporation The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec;

- bill 84 constituant la Connectional Methodist Church in Quebec;

- bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule-Jean Baptiste Beaudry.

### **The Holiness Movement Church in Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **The Connectional Methodist Church in Quebec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 constituant The Connectional Methodist Church in Quebec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession J.-B. et H.-J.-B. Beaudry**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule-Jean-Baptiste Beaudry. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Demandes de documents:**

#### **Compagnie Gentin et vin Saint-Michel**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, etc., avec le gouvernement au sujet de la Compagnie Gentin et la vente du vin Saint-Michel.

Adopté.

### **Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Rapport des opérations de la Commission des liqueurs depuis son entrée en fonction jusqu'au 31 décembre 1921.

### **Grève des typographes<sup>17</sup>**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre, qui a donné hier des détails au sujet de la grève des typos internationaux, pourrait-il nous dire où les négociations en sont rendues? Nous n'avons pas eu de procès-verbaux ni d'ordres du jour réguliers et c'est très incommode, car nous ne pouvons pas avoir les renseignements que nous désirons. La grève va-t-elle continuer d'affecter les travaux parlementaires?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En autant que la grève des typographes est concernée, je puis dire que les deux parties en sont encore aux négociations. À l'heure qu'il est même, les patrons et les représentants des employés sont en conférence et l'on espère toujours que l'on en arrivera à un règlement et que les travaux parlementaires ne seront pas interrompus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que les déclarations du premier ministre ont produit quelque effet?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, elles ont fait effet en ce sens que nous avons reçu depuis hier nombre d'offres de services d'imprimeries en provenance de tous les coins du pays, aussi loin qu'Halifax, dont les ouvriers ne sont pas membres de l'Union internationale. Si les négociations ne réussissent pas et que la grève persiste, nous en viendrons à l'obligation de nous rendre à ces offres de service pour la réimpression de nos bills. Nous ferons notre possible afin qu'il n'y ait pas de retard. Il peut se faire cependant qu'il y ait un retard de quelques jours à cause de l'impression des projets de loi, mais nous pourrons continuer tous les jours la publication des ordres du jour. Et l'on m'apprend<sup>18</sup> que les procès-verbaux seront prêts demain. Le Syndicat national catholique des imprimeurs participe à régler la situation<sup>19</sup>.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à midi.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

## NOTES

1. Les typographes de l'Union typographique sont en grève depuis le soir du 14 février. Ils sont environ 175 appartenant à l'Union internationale qui exigent une réduction de la semaine de travail et une augmentation de salaire. Aujourd'hui, *L'Événement* du 17 février 1922, à la page 3, rapporte que "la grève des typographes a eu sa répercussion à la Chambre. Les ateliers qui sont chargés de l'impression des documents sessionnels ayant été obligés de fermer leurs portes temporairement, les députés ont dû mettre de côté l'étude des projets de loi pour ne s'occuper que du budget." Voir la séance du 15 février pour de plus amples détails.

2. *Le Canada* du 17 février 1922, à la page 1, précise que M. Taschereau fit cette annonce "dès l'ouverture de la séance".

3. Nous ne pouvons déterminer avec certitude qui est président du comité des subsides. *The Gazette* du 17 février 1922, à la page 2, mentionne que c'est le "Dr Lemieux" sans déterminer s'il s'agit de J.-P.-C. Lemieux (Wolfe) ou de Gustave Lemieux (Gaspé). Nous croyons toutefois qu'il s'agit de ce dernier, puisqu'il est normalement président des comités pléniers et Orateur suppléant de l'Assemblée.

4. Gustave-Benjamin Boyer (1871-1927), député libéral à Ottawa de 1904 à 1922, puis nommé au sénat en 1922.

5. M. Sauvé fait allusion au débat tenu en Chambre le 2 février dernier entre lui et l'honorable M. Caron. Ce dernier se fit alors reprocher par le chef de l'opposition son "ingérence" dans les affaires de la Coopérative centrale des agriculteurs du Québec dont le gérant, M. Auguste Trudel, fut récemment désavoué par le ministre de l'Agriculture. L'affaire est complexe: au cours de l'automne dernier, M. Trudel avait profité de la confiance que l'honorable M. Caron plaçait en lui pour faciliter la vente frauduleuse du journal de la Coopérative, *Le Bulletin des agriculteurs*, à des gens gravitant autour du Parti des Fermiers-Unis. Sans jamais en parler au ministre, M. Trudel

démissionna ensuite précipitamment de son poste de gérant de la Coopérative pour se présenter candidat du même Parti des Fermiers-Unis dans le comté de Champlain, lors des élections fédérales du 6 décembre 1921. Malgré l'appui du *Bulletin des agriculteurs*, M. Trudel fut écrasé et, le 2 février dernier, M. Caron avoua à M. Sauvé avoir travaillé à la défaite de son ancien homme de confiance. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, M. Caron institua des règles autour de l'élection d'un nouveau conseil d'administration (qui se tint quelques jours après la séance du 2 février) pour que ne se reproduisent pas de telles situations à la Coopérative centrale.

6. *Le Canada* du 17 février 1922, à la page 4, rapporte que "cet item fut adopté sans aucune discussion", alors que *The Gazette* du même jour, à la page 2, nous prouve le contraire.

7. *The Montreal Star* du 17 février 1922, à la page 4, écrit que ces interventions de M. Gault sont faites dans l'item "Dairy schools and dairy products", item qui n'existe pas, et que, de surcroît, la Chambre attribue à ce poste une somme de \$10,000. Aucun des crédits votés durant la séance ne répond à ces critères. Plus loin dans le débat, M. Gault fait allusion à une somme de \$45,000 versée "to the cooperative society". Dans les *Comptes publics* de 1922-1923 (page 220), on peut retracer cette somme sous l'item "École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec", ce qui nous permet de replacer les interventions de M. Gault sous l'item approprié.

8. L'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921) a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata va préférer démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres suite à cette affaire. Voir la séance du 15 février 1922, pour plus de détails sur cette affaire.



9. M. Miles s'est infligé une blessure au cou, ce matin, lors d'une séance du comité des bills privés. Assis sur sa chaise qu'il tenait inclinée, celle-ci se renversa et le député perdit connaissance aussitôt. Il reçut les premiers soins sur place par M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne) et fut conduit à sa chambre au Château Frontenac. *La Patrie*, à la page 10, mentionne que M. Miles s'est rétabli de son accident et s'adresse à la Chambre en français. Le *Montreal Star* du 17 février 1922, à la page 4, ajoute que le député "s'est présenté en Chambre, sa blessure au derrière de la tête pansée".

10. Le Tariff Act, ou bill Fordney, de Joe Fordney, membre du Congrès américain, est adopté à la fin de l'été 1921. Il s'agit d'une mesure protectionniste américaine qui surtaxe de 50 % le sucre et les autres produits agricoles étrangers. Il est renforcé par le Fordney-McCumber Tariff Act, voté en septembre 1922.

11. Jean Nicot (1530-1600), diplomate et érudit français, introduisit en France le tabac, connu d'abord sous le nom de "nicotiane".

12. Selon le *Quebec Chronicle* du 17 février 1922, à la page 2, M. Taschereau fait son entrée à peu près à ce moment et commence à lire un journal.

13. *The Gazette* du 17 février 1922, à la page 2, laisse entendre que les interventions qui suivent se tiennent durant l'étude de l'item sur l'apiculture car, selon ce journal, "M. Sauvé parlait des abeilles et de leurs habitudes".

Mais *L'Action catholique* et *La Patrie* du même jour, respectivement aux pages 3 et 10, qui ne nous rapportent aucune intervention dans l'item sur l'apiculture, attribuent certains éléments de l'extrait de *The Gazette* à l'item de l'aviculture étudié actuellement. La réplique de M. Caron disant qu'il ne possède pas tous les détails en est le point de départ.

14. *The Gazette* du 17 février 1922, à la page 2, rapporte qu'à ce moment, M. Taschereau était absorbé par la lecture du *Quebec Chronicle*, traitant entre autres de la pollution par le pétrole, un sujet de fond soulevé par Hoover aux États-Unis.

15. *The Gazette* du 17 février 1922, à la page 2, rapporte que, malgré la remarque du chef de l'opposition, M. Taschereau continue quand même à lire son journal.

16. *La Presse* du 17 février 1922, à la page 14, mentionne qu'on a discuté longtemps sur cet item: "comme le ministre de l'Agriculture n'avait pas sous la main tous les renseignements désirés par M. Sauvé, le vote de cette somme a été remis à plus tard."

17. *L'Événement* du 17 février 1922, à la page 3, mentionne que "vers six heures, le premier ministre, qui avait passé une partie de la séance à son bureau, où il reçut une délégation des typos, revint à la Chambre et proposa l'ajournement à midi aujourd'hui".

18. *The Gazette* du 17 février 1922, à la page 1, rapporte qu'à ce moment "il a consulté le greffier" pour donner cette information au chef de l'opposition.

19. Le 16 février au soir, *Le Soleil*, à la page 5: "La grève des imprimeurs qui menaçait d'avoir lieu dans les ateliers de journaux a été réglée ce soir entre les patrons et un comité représentant les employés." Toutefois, continue *Le Soleil*, "les imprimeurs d'ateliers de ville sont encore en grève, mais il semblait ce soir qu'elle serait réglée à une conférence demain. Déjà plusieurs clauses d'un accord ont été acceptées par les parties concernées et l'on s'attend à ce que les autres clauses encore en litige soient réglées. Quant aux imprimeurs de journaux, les heures de travail ne sont pas changées. Les employés de jour recevront \$29 par semaine de 48 heures, et les employés de nuit \$31 par semaine de 45 heures. C'est une augmentation de \$5 par semaine. Les anciens salaires étaient de \$24 par semaine pour le jour, et de \$26 pour la nuit".



Séance du vendredi 17 février 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à midi<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

#### Code municipal de Québec

**M. Forget (Iberville)** demande la permission de présenter le bill 164 amendant l'article 243 du Code municipal de Québec relativement au sens électoral de propriétaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté.

### En comité:

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13, qui se lit comme suit:

"13. L'article 19 de la loi 11 George V, chapitre 110, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité est autorisée à vendre, à vente privée, aux prix, termes et conditions qu'elle jugera à propos, l'emplacement du marché Montcalm, avec les bâtisses dessus construites."

### L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que l'article soit amendé et les mots "qu'elle jugera à propos" soient remplacés par "pour que cette vente soit approuvée par le département des Affaires municipales".

L'amendement est adopté.

L'article 13, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 14 et 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Questions et réponses:

#### Pont sur la Barachois

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé une somme d'argent pour la construction d'un pont sur la rivière Barachois, reliant le rang Saint-Paul et Corner of the Beach?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. À qui cette somme a-t-elle été payée?

4. Les directeurs ou "surveillants" des travaux étaient-ils des entrepreneurs ou des agents employés par le gouvernement?

5. Quels étaient leurs noms?

6. Quel est le coût total de la construction de ce pont?

### L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. 2. et 3. Le ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a construit le pont et le remblai ou approches reliant le banc de Barachois au premier rang sud du canton de Malbaie.

Le ministère a exécuté les travaux et la municipalité de Barachois a fourni le bois, le ciment et le terrain nécessaire au remblai.

4. Les travaux ont été exécutés sous les ordres des constructions réguliers du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

5. Ces constructeurs sont MM. Oliva Cloutier et John O'Shaughnessey.

6. Les travaux ont coûté au ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries \$18,612.85.

#### **Ventes de lot, chemin Chapleau, canton Montigny**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il vendu le lot 15, chemin Chapleau, canton Montigny?

2. Dans l'affirmative, quand et à qui? Où demeurerait l'acquéreur?

3. À la demande de qui et à quelle date ce lot a-t-il été vendu?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui.

2. Le 21 janvier 1918, à monsieur Honoré Levac, qui demeurerait sur la partie est du lot 4 du rang sud, canton de Montigny.

3. À la demande de feu l'agent Pagé.

#### **Succession J.-A. Villeneuve**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Logan**

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boisseau (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession T. Berthiaume**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Demandes de documents:**

#### **É. Thériault**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Tous documents, correspondances, télégrammes, états de comptes, reçus, etc., de Élisée Thériault, qui a remis des lots au ministre des Terres.

Ce n'est pas avec allégresse que je demande à la Chambre de voter ma motion.

S'il est des moments où je sens combien mon devoir est lourd et pénible, c'est bien en des circonstances comme celles-ci. Aussi, dois-je prier mes collègues de bien considérer ma position et les motifs que je désire exprimer pour justifier cette motion.

Le 31 janvier dernier, je mettais au *Feuilleton* l'avis de question suivant: Combien de lots achetés par des colons ont été remis au ministère des Terres: *a.* en 1918; *b.* en 1920; *c.* en 1921? Où ces lots se trouvent-ils situés et quels sont les noms des colons?

J'ai soutenu en Chambre depuis nombre d'années que la colonisation ne progressait pas autant que le proclamait le gouvernement et que j'en trouvais une preuve dans le rapport du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) qui mentionnait que des milliers et des milliers de lots étaient rétrocédés chaque année. J'ai soutenu aussi dans cette Chambre que, comparativement au grand nombre de gens inscrits aux bureaux d'immigration ou de colonisation, peu s'établissaient sur des lots de colonisation.

J'ai soutenu aussi que, sur le nombre de colons qui s'établissaient sur des lots, plusieurs abandonnaient leurs lots ou les vendaient. Le rapport 1920-1921 de M. l'abbé Ivanhoë Caron<sup>2</sup> me donnait déjà raison. Je pourrais ajouter que j'ai affirmé que beaucoup de ces gens étaient de faux colons et qu'il ne fallait pas juger du progrès de la colonisation par le nombre des colons inscrits chaque année, que des politiciens comme le Dr Parrot<sup>3</sup>, de Témiscouata, faisaient l'exploitation des lots de colonisation. C'est donc pour me renseigner, pour forcer le gouvernement à me donner les vraies statistiques officielles que j'ai mis ma question au *Feuilleton*.

Le 7 février, l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) répondait à ma question, et sa réponse apparaît aux procès-verbaux de cette date, à la page 140. L'honorable ministre déclare qu'en 1919, 117 colons ont remis des lots, 111 en 1920, puis 100 en 1921.

De plus, l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) nous apprend qu'au nombre des colons qui ont remis leurs lots se trouve un colon du nom mentionné dans ma motion qui en avait dans le canton Barraute et qui en a remis. Ma motion et mes quelques remarques qui l'appuient invitent ceux que cela peut concerner à donner des explications. Et cela pourrait mettre fin peut-être à ce débat, ce que je désire. Je n'accuse personne pour le moment, quoi que l'on dise. Je ne veux être injuste à personne. Ce n'est pas moi qui ai mis des noms devant le public, c'est le ministre forcé, il est vrai, de répondre. J'attends loyalement des explications.

On m'a blâmé trop vite en cette affaire et l'on a dit à ce propos des choses que je ne mérite pas. On eût fait mieux d'employer d'autres moyens. Si la vérité me dit de ne pas pousser plus loin cette affaire, je rendrai justice à celui qui a pu se croire attaqué.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** M. l'Orateur, je dirai tout d'abord que les lots dont il est question ont été achetés et remis au département suivant le cours ordinaire des affaires administratives du département. Deux lots ont été demandés à l'agent

des terres dans la région de l'Abitibi et c'est l'agent qui seul a le droit de vendre les lots. Non seulement c'est l'agent seul qui a le droit de vendre les lots, mais il doit aussi les vendre, s'il n'y a pas de contestation. Or, en octobre 1920, une demande a été faite à l'agent des terres de l'Abitibi pour l'achat des terres dans le comté de Barraute. Les deux lots ont été vendus et l'agent des terres a fait son rapport. À l'été 1921, une rétrocession de ces deux lots a été faite au Département dans le cours ordinaire des affaires du département.

Cette question de la rétrocession des lots n'est pas nouvelle. De tout temps, des colons ont acheté des terres et les ont remises au gouvernement. Dans le cas présent, il ne se serait pas écoulé plus de six mois et, durant ces six mois, il n'y a eu aucune prise de possession des lots. Aucun travail n'a été fait sur les lots. Il n'y a eu ni culture ni coupe de bois.

Mes informations sont que celui en faveur de qui les lots ont été accordés<sup>4</sup> avait un frère dans le canton d'Estcourt. Ce frère était un brave colon et un cultivateur. Ayant entendu parler des nombreux avantages qu'offrirait la région de l'Abitibi, ce colon, père d'une nombreuse famille et ne pouvant agrandir sa terre, a décidé d'aller s'établir dans l'Abitibi, après avoir vendu la terre qu'il possédait à Estcourt. Ne connaissant pas très bien la loi de colonisation et ne pouvant s'occuper personnellement de l'achat des lots nécessaires, il a demandé à son frère (M. Thériault, L'Islet) de s'occuper de l'achat des lots. C'est alors que la demande des lots fut faite à l'agent des terres et que les lots furent vendus.

Plus tard, le colon, à Estcourt n'ayant pu vendre sa terre, décidait de rester où il était et les lots de l'Abitibi furent remis au département. Ce sont les renseignements que je crois devoir transmettre, et je crois que, dans cette affaire, les intéressés ont agi de bonne foi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me reste quelques secondes pour répondre aux explications incomplètes et incompréhensibles du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils). Dans beaucoup moins de temps, il aurait pu nous donner une bien meilleure réponse, mais les explications qu'il vient de donner vont nécessiter évidemment un autre débat. Le ministre dit qu'il y a eu achat de lots, mais que cet achat a été fait pour un autre. Et cela, parce que le cultivateur d'Estcourt ne connaissait pas la loi de colonisation. Ce n'est pas une raison et, d'ailleurs, ce colon était bien placé pour se renseigner sur ce sujet.

Le ministre des Terres connaît bien la loi. Il sait qu'il doit y avoir une déclaration avant l'achat

des lots et, dans ce cas, l'acheteur a dû faire une déclaration. S'il n'en a pas faite, c'est alors le département des Terres qui est dans le tort en accordant un privilège à un acheteur. S'il y a eu une déclaration, l'acheteur (M. Thériault, L'Islet) a dû déclarer qu'il faisait l'achat des lots pour lui-même et non pour un autre. C'est la loi. S'il n'y a pas eu de déclaration, pourquoi ce privilège? S'il y en a eu, elle était fausse.

C'est le point à éclaircir. Le ministre a parlé longuement de la question de la rétrocession des lots et a dit que ce n'était pas nouveau. Je le sais, ce n'est pas nouveau et il y a des années que cela se pratique. C'est justement pour cela que j'ai fait cette motion. Je veux savoir comment se fait la colonisation dans cette province; je veux savoir et la province doit le savoir si des lots ont été accordés à des colons seulement ou s'il y a de faux colons ou des privilégiés.

On m'a contredit dans les journaux et on m'a dit que je n'aurais pas le courage de répéter en Chambre ce que j'affirmais dans ma campagne, cet été, et je viens de répondre à ces affirmations, je viens de montrer que j'avais le courage de prouver ici ce que j'ai déclaré.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, 20 février 1922, à quatre heures de l'après-midi. Adopté.

La séance est levée à 1 heure<sup>5</sup>.

### NOTES

1. *Le Canada* du 18 février 1922, à la page 1, rapporte qu'une vingtaine de députés seulement assistent à la séance.

2. Ivanhoë Caron (1875-1941), missionnaire-colonisateur officiel d'Abitibi de 1911 à 1924.

3. L'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921) a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata va préférer démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres suite à cette affaire. Voir la séance du 15 février pour plus de détails sur cette affaire.

4. L'honorable M. Mercier fait allusion au député de L'Islet, M. Élisée Thériault.

5. Estimation de *L'Événement* du 18 février 1922, à la page 3. *Le Canada* du même jour, à la page 1, et *Le Canada français* du 23 février 1922, à la page 1, mentionnent plutôt midi trente minutes.

Séance du lundi 20 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>2</sup>!

**Chemin de Saint-Jean  
à l'Acadie**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 165 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de Chemin de Saint-Jean à l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, comme quelques-unes de ces réponses sont bien longues et que la grève des typographes dure encore, si l'opposition a objection à ce que l'on n'imprime pas ces réponses dans les procès-verbaux pour épargner de l'espace<sup>3</sup>.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** y consent<sup>4</sup>.

**Infractions  
à la loi des  
liqueurs**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)**<sup>5</sup> pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement est-il en mesure de dire si, dans l'application de la loi des liqueurs alcooliques, l'article 3 de ladite loi, concernant les repas dans les hôtels ou salles à manger des restaurants, clubs, vaisseaux, a été observé?

2. Combien d'amendes ont été payées pour infraction audit article de la loi et dans quels districts?

3. Le gouvernement, ou sa Commission, a-t-il reçu des rapports au sujet des infractions dudit article ou à ladite loi?

4. Dans l'affirmative, a-t-il ou a-t-elle toujours sévi ou fait sévir contre les infractions qui lui étaient signalées?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 2. 3. et 4. L'article 3 de la loi des liqueurs alcooliques ne contient que des dispositions déclaratoires et interprétatives afin de permettre l'application de la loi, lorsqu'il y a infraction en vertu d'un autre article de cette loi.

**Pontiac Financial Co. Ltd.**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quels sont les noms des directeurs de la Pontiac Financial Co. Ltd., qui a vendu des propriétés au gouvernement?

2. Quelle était la superficie de ces propriétés?

3. À combien le gouvernement a-t-il évalué le pied?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Le gouvernement l'ignore.

2. Nos 50-56	Notre-Dame Est.....	4492 pieds
Nos 42-46	Saint-Vincent.....	6660 pieds
Nos 64-68	Notre-Dame Est.....	2064 pieds
Nos 33-37	Saint-Gabriel .....	5043 pieds
Nos 39-43	Saint-Gabriel .....	9960 pieds

3. Le gouvernement a acquis les propriétés ci-dessus et les édifices construits sur celles-ci pour un prix global comprenant terrain et construction.

**Salaires des médecins  
des asiles d'aliénés**

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Est-ce l'intention du gouvernement de faire, cette année, le rajustement des salaires des médecins des asiles d'aliénés?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** À l'étude.

**La Métropolitaine**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Cie d'assurance Métropolitaine aurait-elle soumis au gouvernement un plan et des taux d'assurance pour les fonctionnaires dudit gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont empêché le gouvernement d'accepter le plan ou la proposition de la Cie Métropolitaine?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. Le gouvernement a placé l'assurance avec les compagnies canadiennes dont les taux étaient plus bas que ceux de la Métropolitaine.

#### **Saisies de boissons**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Quelle somme la Commission des liqueurs a-t-elle retirée de la vente de boissons saisies depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre de la même année?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: \$11,313.20.

#### **Permis de coupe**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Quels sont les noms et adresses des porteurs de permis de coupe sur les terres de la couronne, qui n'ont pas, en 1920 et 1921, choisi et payé des gardes-feu, en vertu de l'article 1641*b* de la loi des terres et forêts?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**: Saison 1920: Thackery & Rawlins, Pembroke; McFaul Bros., Lachute-Mills; Successions J.-B. Brouillard, Doreil.

Saison 1921: Bird & Kaine, Les-Bergeronnes; Succession J.-B. Brouillard, Doreil; W.-A. Charbonneau, Saint-Charles-de-Mandeville; P. & A. McGibbon, Lachute.

#### **Jos. Dufour**

**M. Dufresne (Joliette)**: 1. Combien M. Jos. Dufour détient-il de billets de location, suivant l'article 1554*a* de la loi des terres et Forêts?

2. Quels sont les numéros des terres sous ces billets de location?

3. Combien de permis de coupe M. Jos. Dufour possède-t-il suivant 11 George V, chapitre 33, section 6?

4. Ces permis ont-ils été renouvelés?

5. Dans l'affirmative, en quelles années?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**: 1. Aucun.

2. Réponse par numéro 1.

3. Un permis.

4. et 5. Oui, le 22 août 1921.

#### **Concessions de lots dans le canton Woodbridge**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Des lots de colonisation ont-ils été concédés dans le canton Woodbridge, rangs 6, 7, 8 et 9, à des citoyens de Saint-Bruno et de Saint-Pascal de Kamouraska?

2. Ces lots ont-ils été classés ensuite comme lots à bois?

3. Est-il vrai que plusieurs de ces lots ont été concédés à des enfants mineurs?

5. Est-ce que M. Charles-Eugène Hébert, Louis-Philippe et Auguste Hébert, de Saint-Pascal, ont obtenu des lettres patentes pour ces lots?

6. Dans l'affirmative, est-il vrai que M. Charles-Eugène Hébert était alors marchand de bois, et Louis-Philippe Hébert, étudiant en médecine, et qu'Auguste n'était âgé que de 15 ans?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**: 1. Oui.

2. Non.

3. Non.

4. Réponse par 3.

5. Auguste Hébert a eu des lettres patentes pour un lot qui lui avait été transporté par l'acquéreur primitif.

6. Le département ignore ces détails.

#### **Construction du palais de justice de Montréal**

**M. Dufresne (Joliette)**: 1. Où prend-on la pierre qui sert aux fondations de l'annexe du palais de justice à Montréal?

2. Quels sont les noms des personnes qui vendent cette pierre?

3. À quelles conditions cette pierre est-elle vendue?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**: 1. Livrée sur le chantier.

2. Montreal Quarry, plus bas soumissionnaire.

3.  $\frac{1}{4}$  à  $\frac{3}{4}$ , \$2.00 la tonne, moins 10 % à 30 jours.

$\frac{1}{4}$  à  $1\frac{1}{2}$ , \$1.90 la tonne, moins 10 % à 30 jours.

#### **Dr L.-E.-A. Parrot**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Le gouvernement a-



t-il adressé, en date du 3 juillet 1917, au Dr Parrot, alors député du comté de Témiscouata à la Législature, une lettre avec y inclus un chèque au montant de \$141.00 étant la somme de trop payée pour les lettres patentes des lots 18, 19, 20 et 21 du rang 8, canton Viger?

2. Dans l'affirmative, à l'ordre de qui ce chèque était-il fait?

3. Quel en était l'endosseur?

4. À quelle date, à quelle banque et par qui a-t-il été négocié?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Non.

2. 3. et 4. Réponse par 1.

#### **Demandes de documents:**

##### **Infractions à la loi des liqueurs**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Combien de causes qui ont été prises par les percepteurs des districts, pour infraction à la loi des liqueurs, ont été renvoyées par les tribunaux;

2. Combien ont été maintenues;

3. Quelles sont les causes renvoyées;

4. Quelles sont les causes maintenues.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Infractions à la loi des liqueurs**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1922, pour communication d'un état indiquant:

1. Combien des causes qui ont été prises par les percepteurs des districts pour infraction à la loi des liqueurs ont été renvoyées par les tribunaux;

2. Combien ont été maintenues;

3. Quelles sont les causes renvoyées;

4. Quelles sont les causes maintenues.

(Document de la session no 45)

#### **Demandes de documents:**

##### **Brown Corporation et J.-A. Savoie**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**, propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Quels sont les numéros des lots qui ont été échangés avec le gouvernement par la Brown Corporation, le 5 novembre 1918, et par J.-Alfred Savoie, le 19 mai 1921?

2. Où se trouvent situées les terres que le gouvernement a données en échange à la Brown Corporation et à J.-Alfred Savoie?

3. Combien d'acres ont été données à la Brown Corporation et combien à J.-Alfred Savoie?

#### **Dépôt de documents:**

##### **Brown Corporation et J.-A. Savoie**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1922, pour la communication d'un état indiquant: 1. Quels sont les numéros des lots qui ont été échangés avec le gouvernement par la Brown Corporation, le 5 novembre 1918, et par J.-Alfred Savoie, le 19 mai 1921?

2. Où se trouvent situées les terres que le gouvernement a données en échange à la Brown Corporation et à J.-Alfred Savoie?

3. Combien d'acres ont été données à la Brown Corporation et combien à J.-Alfred Savoie. (Document de la session no 46)

##### **The Shawinigan Water and Power Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 amendement la loi constituant en corporation The Shawinigan Water & Power Company.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Corporation de la ville de l'Île Cadieux**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Sherbrooke**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Heures de votation**

**M. Lacombe (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 amendant la loi électorale de Québec, relativement aux heures de votation, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée vers 4 h 45<sup>6</sup>.

#### **NOTES**

1. Heure des *Journaux de l'Assemblée législative*. Le *Canada français* du 23 février 1922, à la page 1, mentionne plutôt 4 h 30.

2. Les typographes de l'Union typographique sont en grève depuis le soir du 14 février. Ils sont environ 175 appartenant à l'Union Internationale qui exigent une réduction de la semaine de travail et une augmentation de salaire. Dès le 16 février, *L'Événement*, à la page 3, rapporte que "la grève des typographes a eu sa répercussion à la Chambre. Les ateliers qui sont chargés de l'impression des documents sessionnels ayant été obligés de fermer leurs portes, temporairement, les députés ont dû mettre de côté l'étude des projets de loi pour ne s'occuper que du budget". Seuls les typographes imprimeurs de journaux ont conclu une entente avec leurs patrons le 16 février au soir. Aujourd'hui, les autres typographes responsables de l'impression des bills de la Chambre sont toujours en arrêt de travail et, selon *La Patrie* du 21 février 1922, à la page 1, "il est donc probable que, si la grève n'est pas réglée aujourd'hui même, la Chambre s'ajournera jusqu'à jeudi, afin de voir aux moyens à prendre pour assurer l'impression de tous les documents sessionnels". *Le Devoir* du 21 février 1922, à la page 1, annonce qu'il y a une séance du cabinet ce soir après la séance et que le premier ministre fera une déclaration sur la suspension possible de la session. Voir la séance du 15 février pour plus de détails sur l'origine de la grève.

3. *La Presse* du 21 février 1922, à la page 12, ajoute que "pour cela, il fallait transformer les interpellations en avis de motions pour production de documents". Curieusement, *Le Devoir* du même jour, à la page 1, rapporte que "le premier ministre n'a rien dit de toute la séance".

4. *L'Action catholique* du 21 février 1922, à la page 1, mentionne pourtant qu'"il n'y eut aucun débat, aucun incident" durant la séance.

5. Selon *L'Action catholique* du 21 février 1922, à la page 1, M. Sauvé est absent de la séance et M. Gault le remplace tout au cours de la séance.

6. Estimation de *L'Action catholique* du 21 février 1922, à la page 1. *La Tribune* du 22 février 1922, à la page 1, rapporte plutôt que la séance dure une demi-heure.

Séance du mardi 21 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur<sup>1</sup>**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>3</sup>!

**Loi des faillites**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Hamel)<sup>4</sup>, que cette Chambre regrette que, dans la province de Québec, l'acte des faillites ne réalise pas les espérances de ses auteurs et est devenu une sérieuse entrave au commerce, à l'industrie et au crédit, et qu'elle invite le gouvernement fédéral à l'étudier de nouveau.

M. l'Orateur, le Canada est sous l'empire d'une loi de faillite depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920. Ce jour-là, en vertu d'une proclamation du gouverneur général en conseil, le statut 9-10 George V, chapitre 35, sanctionné le 7 juillet 1919 et concernant la faillite, est entré en vigueur. Chose singulière, ce même jour, 1<sup>er</sup> juillet 1920, le gouvernement fédéral, par le statut 10-11 George V, chapitre 34, lui apportait dix-neuf modifications importantes, et subséquemment, par 11-12 George V, chapitre 17, sanctionné le 4 juin 1921, lui infligeait encore 60 abrogations ou amendements.

Ainsi donc cette loi de faillite, apparemment née viable, a subi du 1<sup>er</sup> juillet 1920 au 4 juin 1921, c'est-à-dire en moins d'un an, 79<sup>5</sup> mutilations, soit une moyenne de plus de sept par mois. Loin de moi, M. l'Orateur, l'intention de saisir cette Chambre d'une question qui ne relèverait pas de son autorité et qui paraîtrait être une intrusion dans le domaine fédéral. Je ne suis pas un légiste, et je laisse aux professionnels du droit le soin de discuter le point de vue constitutionnel. J'appartiens au commerce et à l'industrie.

Je représente ici l'opinion de ceux que l'on désigne sous le titre d'hommes d'affaires dans la province de Québec, et je crois devoir, en leur nom, signaler à la Chambre et à la province le malaise qui se fait déjà sentir comme conséquence de la nouvelle législation qui nous régit. Le premier malaise résulte, il faut bien le dire, de cette différence entre le texte primitif de la loi et le texte modifié à si courte échéance. Naturellement, les intéressés se sont effrayés de ces changements.

Comment se fait-il qu'on ait éprouvé le besoin de refaire si vite ce qui était censé avoir été fait après des études approfondies de gens experts en la matière? Aux complications du texte original, on ajoutait des clauses nouvelles qui bouleversaient toute l'économie de la loi, au point de la rendre incompréhensible même pour les avocats, à plus forte raison pour ceux que leurs études et leurs occupations n'ont pas préparés à ces connaissances techniques.

Dans une province comme la nôtre, où les lois françaises sont à la base de notre droit civil, et où les cessions de biens, en matières commerciales, étaient en usage depuis un grand nombre d'années, ce fut une révolution quand cette loi nouvelle fut introduite de toutes pièces dans notre mécanisme économique, au risque de désorganiser l'industrie et le commerce. Nous nous sommes demandé pourquoi, si la loi de faillite avait été jugée suffisamment bonne pour être sanctionnée le 7 juillet 1919, et être mise en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1920, un an plus tard, on avait découvert ensuite nos imperfections pour y substituer d'autres dispositions.

Le gros bon sens, M. l'Orateur, nous a mis en garde, nous de la province de Québec, contre un état de choses aussi contraire à nos meilleurs intérêts. Quand cette loi nouvelle fut introduite, ce fut une véritable révolution. Nous ne sommes pas, il faut bien le dire, dans les mêmes conditions que les provinces anglaises. Il se peut que cette loi de faillite corresponde à la mentalité et aux exigences de nos provinces sœurs. Je ne veux pas l'envisager à ce point de vue. Mon seul désir est de démontrer à cette Chambre que les députés du peuple, dans la province de Québec, ont raison de s'alarmer, en tant que cette loi porte atteinte à nos coutumes, au crédit et à la moralité de nos concitoyens. Permettez-moi de donner quelques développements à ma pensée.

C'est par devoir et non par plaisir que j'aborde ce sujet. Je me suis renseigné à des sources autorisées, après avoir constaté par moi-même, au cours de mes affaires, que quelque chose n'allait pas bien. Plus j'ai essayé de faire la clarté sur cette question, plus je me suis aperçu que l'instrument nouveau, mis à notre disposition pour régler le cas des insolubles, présentait des inconvénients graves. De fait, jusqu'à présent, les opinions diffèrent parmi les avocats et les juges; il n'y a pas de loi que je connaisse qui ait donné lieu à plus de confusion et qui ait occasionné des frais aussi considérables au

détriment des créanciers et des débiteurs. Ce gâchis effroyable dans l'application de la loi de faillite est attribuable, ayons le courage de le dire, à la loi elle-même, et non à ceux qui sont chargés de la faire observer. Je prévois l'objection qu'on peut me faire, M. l'Orateur. L'Assemblée législative de Québec, dira-t-on, est incapable de remédier à cet état de choses. Adressez-vous à Ottawa. C'est bien ce que j'entends faire, M. l'Orateur. Seulement, il y a la manière.

Il règne actuellement un gâchis effroyable entre créanciers et débiteurs et le règlement du cas des insolvable présente des inconvénients d'une gravité exceptionnelle. Et la cause de tous ces maux, c'est la loi elle-même, la loi des faillites. Elle est, en outre, une mine de procès, et au lieu d'écarter les inconvénients, dans le cas des insolvable, elle semble les multiplier à plaisir. J'ai cru, M. l'Orateur, que le meilleur moyen de faire entendre ma voix à Ottawa était de demander le concours de mes honorables collègues pour donner plus de force à la motion que j'ai l'honneur de proposer.

Si j'étais député à la Chambre des communes, je trouverais le moyen de la saisir de cette question, mais j'aurais à faire une lutte inégale et difficile, dans un milieu où ma voix courrait le risque d'être étouffée par des intérêts contraires aux nôtres. Je me sens plus à l'aise ici non pas pour critiquer, à tort et à travers, ce qui serait maintenant une violation des lois constitutionnelles, mais pour procéder par voie de suggestion; non pour exprimer de la mauvaise humeur et de la rancune, mais pour exercer le droit de pétition dont nul ne refusera à cette Chambre le pouvoir de se servir vis-à-vis le gouvernement fédéral.

Or j'ai cru, M. l'Orateur, que le meilleur moyen de faire entendre ma voix à Ottawa était de mettre cette Chambre au courant de la situation qui est faite par cette loi de faillite, aux citoyens de la province de Québec, et de demander le concours de mes honorables collègues pour donner plus de force à la motion que j'ai l'honneur de proposer. Si je comprends bien notre mission de législateurs, elle consiste surtout dans l'utilisation des moyens qu'elle nous offre de protéger matériellement et moralement les intérêts de la masse du peuple.

Pour atteindre ce but, la Constitution nous permet de faire des lois dans des limites restreintes qu'il ne nous est pas possible d'outrepasser, sans courir le risque d'un désaveu de la part des autorités fédérales. D'un autre côté, le gouvernement fédéral, d'après cette même Constitution, a incontestablement le droit de faire des lois dans l'intérêt général du

Canada et de forcer tous les citoyens du pays à les observer. Dans un tel cas, la Législature d'une province n'a pas le pouvoir par elle-même d'empêcher l'exécution de ces lois, même si elles sont préjudiciables aux citoyens de cette province. Deux recours lui sont ouverts: les tribunaux, les procès toujours coûteux et souvent inefficaces, pour déterminer les droits respectifs des provinces et du gouvernement fédéral, ou bien les négociations amicales pour obtenir le redressement des griefs qui peuvent exister.

Dans le cas de cette loi de faillite, j'ai entendu dire que c'était une mine à procès, mais le commerce et l'industrie n'ont pas besoin de procès pour se développer et prospérer, et voilà pourquoi, dans son état actuel, nous la croyons plutôt susceptible de multiplier que d'écarter les inconvénients.

Cependant, bien que les opinions ne soient pas unanimes sur ce point, j'entends dire que, dans son ensemble, la loi de faillite est constitutionnelle et ne pourrait pas être victorieusement attaquée en bloc. Et c'est pourquoi il nous faut l'attaquer par un autre côté que sa nature. Des négociations amicales de gouvernement à gouvernement se poursuivent, et c'est afin que la Chambre puisse bien connaître la question, au cas où le gouvernement provincial aurait des représentations à faire à ce sujet aux auteurs de la loi, que je prends, dit-il, la liberté de communiquer à mes collègues le fruit des études que j'ai faites de la loi et de ses résultats. Et afin que l'Exécutif de notre province soit à même de connaître l'opinion des représentants du peuple, j'ai cru, M. l'Orateur, qu'une étude de la question s'imposait devant cette Chambre, où nous pouvons faire valoir, en toute liberté, les raisons de notre attitude.

Encore une fois, j'aime à dire que la loi de faillite n'est peut-être pas en elle-même une mesure qui soit contraire aux intérêts du commerce et de l'industrie. Loin de là, nous croyons qu'une telle loi, applicable dans toutes les provinces, ne peut manquer d'être utile et avantageuse, puisque le commerce et l'industrie sont soumis aux mêmes fluctuations d'un bout à l'autre du pays. Il ne s'agit donc pas de nous plaindre d'une législation qui fait disparaître du coup les inconvénients de procédures différentes dans les différentes provinces, et qui soumet les intéressés, créanciers et débiteurs, à une règle uniforme de Vancouver à Halifax, en passant par Ontario et Québec, dans tous les cas d'insolvabilité. Mais nous attendons davantage.

Puisque le gouvernement fédéral a lui-même reconnu que sa première loi de faillite ne répondait pas aux besoins du public, et qu'il s'est efforcé de la

rendre meilleure par de nombreuses modifications, me serait-il permis, M. l'Orateur, de solliciter le concours de cette Chambre, pour exprimer nos besoins et nos désirs? Étant donné les divergences d'opinions quant à la constitutionnalité de cette loi, je pense que la meilleure chose à faire est d'étudier la question encore une fois. Pour ma part, je me permets de faire quelques suggestions.

Apparemment, depuis que cette loi est en opération, si l'on compare les statistiques, nous en venons immédiatement à la conclusion que les faillites ont augmenté d'une manière alarmante. Les statistiques démontrent que, dans tout le Canada, il y a eu: en 1918: 873<sup>6</sup> faillites, représentant un actif de \$11,251,341.00 avec un passif de \$14,502,477.00; en 1919: 755 faillites, représentant un actif de \$10,741,441.00 avec un passif de \$16,256,259.00; en 1920: 1,078<sup>7</sup> faillites, représentant un actif de \$18,569,516.00 avec un passif de \$26,474,301.00. Les statistiques de 1921 sont des plus alarmantes. On y compte 2,451 faillites, avec un actif de \$57,158,597.00 et un passif de \$73,299,111.00.

Je ne voudrais pas rendre la loi nouvelle seule responsable de cet accroissement formidable du nombre des faillites, car il faut tenir compte de la dépression des affaires. Je crois qu'il n'est pas besoin d'être expert si l'on examine sérieusement les différents cas de faillites que nous avons eues, dans cette dernière année, pour démontrer que cette loi comporte beaucoup de vices, qu'elle est très lente et difficile d'application, qu'elle est une entrave à la liberté individuelle, qu'elle invite fortement notre population commerciale à la fraude et à la malhonnêteté et qu'elle fait disparaître à vue d'œil cette garantie morale dont était si jalouse notre population, et cela, depuis des siècles.

C'est cette garantie morale qui inspirait de la confiance à nos petites comme à nos grandes institutions financières, parce que l'on ne peut nier que la garantie morale, je n'hésite pas à le dire, offre dans bien des cas plus de sécurité que les capitaux. Dans un jeune pays comme le nôtre, si le commerce s'est développé, si nos industries ont grandi et ont triplé depuis quelques années, c'est que les banques et la finance ont escompté, sur une grande échelle, la garantie morale des marchands et des individus.

Examinons quelques clauses de cette loi. Dans l'article 3, section "F", il est dit en toutes lettres qu'un débiteur devient insolvable quand il exhibe un bilan démontrant son insolvabilité à une réunion de ses créanciers. En effet, pour quiconque est un peu au courant des procédures commerciales, il est évident que lorsqu'un débiteur réunit ses créanciers,

ce n'est certainement pas pour leur offrir un bonus ou un dividende de 25 %, mais c'est parce qu'il est embarrassé dans ses paiements et qu'il veut obtenir une faveur de ses créanciers.

À cette date, il y a déjà toujours quelque temps qu'il a cessé ses paiements, et qu'il a fait part de ses intentions à quelqu'un de ses créanciers. Afin de prévenir tout acte de préférence ou toute soustraction de biens de la part du débiteur, il faudrait que la loi fit remonter l'insolvabilité de tel débiteur à l'époque où il a exhibé un bilan, ou fait part, verbalement ou par écrit, à un quelconque de ses créanciers qu'il était incapable de remplir ses obligations.

L'article 77 des règles générales décrète: "Que la pétition soit accompagnée d'un avis du jour et de l'endroit de sa présentation et qu'elle doit être signifiée au débiteur en personne au moins huit jours avant sa présentation." Quelle différence avec l'ancienne loi des cessions de biens qui n'accordait qu'un délai de deux jours conformément à l'article 859 du Code de procédure civile. L'on pourrait ajouter que la pétition devrait être signifiée à une personne raisonnable à la place d'affaires du débiteur, afin de ne pas donner le temps, ni même de faire germer, dans le cerveau du débiteur, l'idée de soustraire et de dissiper ses biens, ce qui a une tendance à se pratiquer d'une manière assez générale.

Actuellement, si mes renseignements sont exacts, nous avons un exemple dans une cause qui est actuellement pendante. Il a été prouvé que, dans les délais que je viens de mentionner, \$6,000 de marchandises ont été enlevés des magasins par le débiteur, dont une partie a servi à garantir le compte d'un créancier, et le failli s'est soustrait aux regards de ses créanciers et est actuellement hors du Canada.

La position des créanciers n'est pas des plus brillantes, si l'on tient compte des déboursés judiciaires et extra-judiciaires qui sont excessivement élevés et auxquels il faut y ajouter dans cette affaire les frais d'une enquête. Il n'est pas étonnant que nous constatons assez souvent que les créanciers déconcertés abandonnent les procédures puisque, disent-ils, ils sont obligés de se substituer à l'État, pour faire punir une offense criminelle.

L'article 8<sup>8</sup> des règles générales donne de trop longs délais et devrait être amendé. Pour enlever toute idée de fraude, pourquoi, immédiatement après que la pétition a été signifiée, le syndic ne serait-il pas autorisé à prendre charge des biens du failli ou, du moins, à y laisser un représentant pour surveiller toutes les opérations, jusqu'à ce que le tribunal ait adjugé sur la pétition?

On devrait aussi se servir de l'article 853 du Code de procédure qui dit que le débiteur peut être requis de faire cession de ses biens par un créancier dont la créance n'est pas garantie, représentant une somme de \$200 au lieu de \$500 comme c'est actuellement le cas, ce qui, d'après moi, force un débiteur négligeant à solder ses comptes d'une manière plus régulière ou, du moins, à faire des paiements plus régulièrement, et préviendrait un grand nombre de faillites.

Ne croyez-vous pas qu'il serait sage aussi de se dispenser du service des huissiers, ce qui occasionne de fortes dépenses et de grands inconvénients, parce qu'ils sont assez éloignés les uns des autres, dans nos campagnes, et qu'il faut compter assez souvent sur des absences? Pourquoi le syndic ou son représentant ne pourrait-il pas faire la signification tel que prescrit par l'article 152? Ce mode de procéder ferait cesser des retards et des délais inutiles qui sont préjudiciables aux intérêts des créanciers.

En ce qui concerne la province de Québec, ne pourrait-on pas établir que quatre divisions de faillites seulement, dont une à Montréal, une à Québec, une à Trois-Rivières et une à Sherbrooke, c'est-à-dire dans les endroits manufacturiers où se concentre aussi le commerce de gros? Il est plus rationnel que le débiteur aille rencontrer ses créanciers, car il en a plus le temps. Par ce moyen, on éviterait de faire surgir, dans tous les petits centres, des syndics qui n'ont pas les connaissances nécessaires et le personnel voulu pour liquider avec avantage les biens d'un insolvable.

Et qui sait si, parmi ces nombreux syndics qui ne manqueront pas de surgir, il ne se trouvera pas des voyageurs, non pas de ceux qui s'efforceront de démontrer la valeur de nos produits canadiens, mais de ceux qui se feront sollicitateurs à l'effet de décider les marchands à faire un concordat avec leurs créanciers, n'ayant en vue que les revenus qu'ils pourront en retirer eux-mêmes, légalement ou non.

Ceci m'amène à dire que, pour compléter ces réformes, le commerce ne verrait pas d'un mauvais œil la diminution des honoraires qu'occasionne une faillite. Si l'on compare les frais avec l'ancienne cession, l'on peut dire sans crainte d'être contredit que les frais ont doublé. Ne serait-il pas possible, dans les petites faillites de \$4,000<sup>9</sup> et au-dessous, de simplifier le mode de liquidation afin qu'il soit plus expéditif, moins coûteux et que les créanciers puissent en retirer quelque chose? Aujourd'hui, dans bien des cas de petites faillites, les frais et les privilèges absorbent tout l'actif.

J'attirerai l'attention de cette Chambre sur le fait que les créances hypothécaires tendent à devenir un abus, en ce sens qu'assez souvent nous constatons que des créanciers hypothécaires ont des moyens à leur disposition pour faire l'achat d'une propriété à un prix moindre que l'hypothèque consentie et, par ce fait, deviennent créanciers chirographaires pour la balance de leur créance.

Ces abus, assez nombreux, seraient réprimés, si le créancier hypothécaire n'avait des droits que sur la chose hypothéquée en ce qui concerne les affaires commerciales, parce que, lorsqu'il a consenti soit à faire le prêt ou à vendre des marchandises, il a dû s'assurer de la valeur de la chose hypothéquée et, s'il a consenti à faire un prêt pour une somme plus élevée que la valeur réelle, il a contribué à faire accorder du crédit au débiteur en surévaluant pour ainsi dire ses biens.

Un autre article de loi, l'article 15, dit que le syndic peut être révoqué et remplacé par un autre, pour ainsi dire suivant le caprice des créanciers. Je crois que l'on devrait dire, si l'on veut encore une fois éviter des frais et des retards inutiles, que le syndic ne pourrait être révoqué, à moins qu'il soit prouvé qu'il est incompétent ou qu'il y a eu malversation. Et pendant que j'en suis à parler du syndic, pourquoi la loi ne l'obligerait-elle pas à obtenir le consentement de la majorité des créanciers pour lui permettre de continuer les affaires du débiteur, chose qu'il peut faire aujourd'hui avec la simple permission du juge, basée sur son propre affidavit, ce qui, d'après moi, est de nature à engendrer des abus regrettables dans un avenir prochain.

Si je ne fais pas erreur, la loi anglaise dit aussi que la femme du débiteur peut être interrogée, tandis que le texte actuel de notre loi de faillite laisse des doutes sur ce point. S'il y a quelqu'un qui connaît quelque chose dans le commerce de son mari, surtout à la campagne, c'est bien la femme, qui peut certainement donner des explications et éclairer les créanciers. Autrement, les enquêtes sont presque inutiles.

Dans un grand nombre de cas, chez nos marchands à la campagne, il n'y a pas d'employé ni de commis, c'est la famille et la femme qui aident au mari à faire le commerce. Il est vrai que la loi des faillites exige une tenue des livres, mais chose extraordinaire, elle ne mentionne pas même que le failli doit au moins exhiber à ses créanciers les livres établissant les argents déboursés et les recettes pour chaque jour de l'année précédant la faillite.

Vous direz peut-être que les créanciers ont toujours un recours, car la loi dit que le marchand,

pour avoir négligé de tenir des livres, est passible d'emprisonnement pour un terme n'excédant pas un an. Nous avons assez souvent vu des débiteurs, après des procédures assez longues et assez coûteuses, condamnés de un à huit jours de prison. Il y a une habitude assez générale aujourd'hui, dans le commerce, c'est que les marchands fournissent à leurs créanciers un bilan, c'est-à-dire une copie d'inventaire qui, dans tous les cas ou dans presque tous les cas, démontre un surplus raisonnable, et quelquefois fantaisiste, et cela, six ou huit mois avant la faillite.

Si ce n'est pas là une obtention de marchandises sous de faux prétextes, véritablement nous sommes obligés de croire que nous ne connaissons pas la valeur des mots; encore là, le créancier est impuissant à se protéger parce que toujours le failli prétend avoir subi des pertes ou déclaré que ce n'est pas lui-même qui a fait cet inventaire, que c'est son fils ou son employé, mais jamais on ne peut retracer ces inventaires, sous prétexte qu'ils sont égarés.

La loi devrait punir, dans ce cas comme dans l'autre, le failli de pas moins d'une année d'emprisonnement pour quiconque ne peut exhiber des livres démontrant les recettes et les déboursés de chaque jour dans la période des douze mois précédant la faillite et les inventaires réels des deux dernières années, avec pièces justificatives, inventaire aux prix coûtants et dépréciations faites.

Je viens de parler de bilan. J'en profite pour signaler un abus dont les conséquences se font de plus en plus désastreuses. Aujourd'hui, notre système de tenue de livres, exception faite des grandes maisons, est devenu un moyen gigantesque de tromper les créanciers sur l'état financier de leurs débiteurs. Grâce aux facilités que lui offrent les filières McCaskey, le débiteur peut, en un tour de main, modifier son bilan de manière que le syndic se trouve en face d'un faux exposé de la situation. En effet, le débiteur peut faire disparaître à son gré les comptes inscrits sur les feuillets volants, soit pour favoriser des parents ou des amis, dans le but de collecter ces créances plus tard à son bénéfice personnel.

Sans doute, je n'entends pas condamner en bloc une méthode de comptabilité qui rend des services réels au commerce, mais je ne puis m'empêcher d'attirer l'attention de cette Chambre sur ce qu'elle a de défectueux. Je me demande même si la Législature de Québec n'a pas le droit de prescrire la manière dont les livres des commerçants doivent être tenus, tout comme elle a le droit de les forcer à

faire une déclaration de société avec mention du contrat de mariage, etc. Un fait certain, c'est qu'il importe de protéger les marchands de gros et les industriels contre les mauvais débiteurs, parce que la loi de faillite actuelle n'offre pas les garanties suffisantes à ce sujet. Les quelques remarques que je viens de faire sont justifiées par l'expérience des dernières années.

En comparant les bilans d'aujourd'hui avec ceux d'autrefois, on constate que jadis le débiteur démontrait à ses créanciers soit des grandes pertes, soit un grand montant de crédits non collectés, dans ses livres, alors que dans une faillite, disons de \$20,000 à \$25,000, nous trouvions des crédits de \$12,000 à \$15,000, et aujourd'hui, les bilans nous démontrent des crédits de \$2,000 au \$3,000 au plus, ce qui est dû au système que je viens de signaler.

Comme je l'ai déjà dit, les créanciers sont obligés de se substituer à l'État pour poursuivre au criminel les débiteurs malhonnêtes qui n'ont pas été capables d'expliquer d'une manière satisfaisante le déficit qui s'est accumulé dans l'espace de 10 ou 12 mois de ses opérations commerciales. Dans presque tous les cas, le syndic n'a pas les pouvoirs nécessaires pour se faire livrer tous les livres et documents se rattachant à ces transactions. Absence de livres, absence d'inventaires. Comme je l'ai dit plus haut, l'interrogatoire se résume à des réponses plus ou moins vagues.

Je me demande s'il ne serait pas temps que l'État jouât le même rôle qu'il assume vis-à-vis des voleurs ordinaires. Parce que le vol d'un sac de farine devient une offense criminelle, pourquoi le vol de plusieurs milliers de piastres, d'une manière détournée, ne mériterait-il pas la même punition? Encore une fois, l'État devrait se charger des frais toujours onéreux que comportent ces enquêtes; cette nouvelle méthode aurait pour effet de rendre les débiteurs plus sages et plus scrupuleux, parce qu'ils sauraient à l'avance qu'il faut que la loi suive son cours. Ce serait un moyen pratique d'enrayer ce fléau de faillites qui menace le pays, et qui, pour peu que cela continue, conduira nos industries à un désastre.

M. l'Orateur, on dirait que nous sommes loin de l'idée française qui imposait aux banqueroutiers le "bonnet vert" tant qu'ils ne s'étaient pas acquittés de leurs dettes. Je ne vois pas le moment venu de choisir la couleur du "bonnet", mais pour peu que cela continue, il est à présumer que l'on décernera aux banqueroutiers des titres honorifiques. En ce qui concerne le concordat, je le considère opposé aux principes les plus élémentaires de la justice, et une atteinte à la liberté individuelle. Il force une personne

à se soumettre à la volonté d'une prétendue majorité qui décidera si sa créance vaut \$0.50 dans la piastre. Si on laisse, plus longtemps, dans nos statuts, une telle loi, nous portons un grand coup au progrès de notre commerce, de notre industrie, et on affecte considérablement le crédit qui a énormément contribué à la prospérité dont nous jouissons depuis quelques années.

Maintenant, si l'on réfère à l'article 58, on constatera que le failli, dont la faillite n'aura rapporté que 20 ou 25 sous, peut en aucun temps se présenter devant le tribunal de faillite pour demander sa libération. Le syndic, se conformant toujours à l'article 58, donne avis aux créanciers du jour et de l'heure fixée que le tribunal sera appelé à se prononcer sur la libération du failli.

Comme cela arrive trop souvent, malheureusement, dans les affaires, le commerçant en gros ou le manufacturier, dans la multitude de ses occupations, oublie de se présenter ou encore croit que beaucoup de créanciers se rendront pour s'opposer à la libération. Si personne ne se présente au tribunal ce jour-là, le tribunal est obligé de libérer le failli.

Pour ne citer qu'un exemple, dernièrement, une libération semblable s'est faite à Québec. Deux créanciers s'étant rendus pour s'opposer à la libération, le failli payait la différence entre 30 et 50 cents aux deux créanciers qui s'opposaient et fut libéré. Où est la justice pour les autres créanciers? En vertu de ce principe, pourquoi l'État n'obligerait-il pas un marchand à vendre son stock à \$0.50 ou \$0.75 dans la piastre, parce qu'après tout, les crédits d'un manufacturier ou d'un marchand de gros ne sont ni plus ni moins que le produit de son stock. Si on laisse plus longtemps dans nos statuts une telle loi, nous portons un grand coup au progrès de notre commerce, de notre industrie, et on affecte considérablement le crédit qui a énormément contribué à la prospérité dont nous jouissons depuis quelques années.

Je me demande si le temps ne serait pas venu d'avoir une loi régissant le commerce, obligeant toute personne voulant commercer, à subir un examen, pour décider de sa qualification et de sa compétence, et d'avoir des inspecteurs qui parcourraient les grands centres et les campagnes pour surveiller les livres et les opérations commerciales. Ces choses pourraient être sous le contrôle des provinces qui seraient obligées de faire respecter la loi. Peut-être serait-il également opportun de nommer une commission pour examiner la situation qui est faite aux commerces, et faire les suggestions qui seraient

de nature, sinon à faire disparaître complètement les maux dont on se plaint, au moins à aplanir quelques-unes des difficultés que je viens de vous signaler.

Je désire attirer votre attention sur la différence entre la loi de cession que nous avons eue depuis longtemps et la loi des faillites que nous avons depuis deux ans. L'ancienne loi de cession ne permettait qu'à un commerçant de faire cession de ses biens, tandis que la loi actuelle accorde ce privilège, si c'en est un, à toute personne qui doit \$500 ou plus. Pensez-vous que c'est de nature à conserver la population de la province de Québec bonne comme elle l'a été jusqu'à aujourd'hui?

Croyez-vous que c'est aider à l'agriculture, qui est la base de la richesse nationale de notre province? Le jour où le petit prêteur d'argent qui aide, d'une manière efficace et presque providentielle, les cultivateurs et les colons ne trouvera plus dans la loi une sécurité pour ses économies péniblement gagnées, pensez-vous qu'il les risquera entre les mains d'un homme qui, à un moment donné, pourra le payer de monnaie de singe, grâce à la loi de faillite? Combien de bras seront paralysés par cette loi?

Si l'on se transporte sur un autre théâtre et que l'on examine un peu ce qui se passe dans nos grands centres industriels, ils sont nombreux les ouvriers, hommes de métier qui commencent leur carrière avec le concours de parents et d'amis, qui les ont aidés en leur prêtant leurs petites économies; elles sont nombreuses les entreprises qui se sont développées avec cette aide.

Il est à se demander si, lorsque cette loi de faillite sera connue de toute la population, l'on ne paralysera pas tous ces petits prêts et les efforts de nos ouvriers. Le résultat ne peut aboutir à autre chose qu'à une crainte légitime de la part du prêteur. Quant au débiteur, n'est-il pas à présumer que cette loi de faillite pourra le prédisposer à une pensée de malhonnêteté ou du moins à l'idée de se distraire et de s'amuser parce qu'il pourra facilement, un jour ou l'autre, se soustraire à ses obligations?

En terminant, M. l'Orateur, j'ose exprimer l'espoir que quelques-uns de mes honorables collègues voudront bien appuyer, de leur parole convaincante, les quelques remarques trop imparfaites que je viens de faire. Je ne crois pas faire erreur en affirmant que la grande majorité des négociants, des industriels, des financiers de la province de Québec, seraient heureux d'avoir une expression de l'opinion de cette Chambre au sujet de cette loi de la faillite.



Depuis que ma motion est inscrite au *Feuilleton*, j'ai reçu de nombreuses communications qui m'ont convaincu qu'elle venait à propos et rencontrait l'approbation des hommes d'affaires. Quant à moi personnellement, maintenant que j'ai accompli ma tâche, avec toute la conviction dont j'étais capable, je sais qu'il resterait beaucoup à dire, surtout au point de vue légal de la question, mais je ne pouvais pas m'aventurer sur un terrain aussi glissant.

D'autres, je l'espère, suppléeront à mon impuissance et sauront donner à ce débat plus d'ampleur et plus de lumière que je n'en ai apportées moi-même. J'ai la certitude que le monde des affaires restera inquiet aussi longtemps que les pouvoirs publics ne se seront pas intéressés à cette question et n'auront pas fait clairement connaître leur manière de voir et leurs moyens d'action.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Hamel (Portneuf):** La motion de l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau), demandant à ce que cette Chambre attire l'attention de nos législateurs d'Ottawa sur le statut des faillites, est pleine d'à-propos et d'actualité. Il est certain que cette loi de faillite a donné lieu déjà à des abus nombreux, et que ces abus se multiplieront à l'avenir, à mesure que la loi sera connue davantage dans le monde des affaires.

Le principe général qui domine cette loi et qui semble en avoir inspiré les principales dispositions, c'est que, lorsqu'une personne est devenue insolvable, ses biens appartiennent de droit à ses créanciers et doivent être distribués entre eux proportionnellement, et le débiteur doit être libéré, s'il n'est pas trouvé coupable de fraude, sujet à l'accomplissement par lui de certaines conditions prescrites par la loi pour obtenir sa décharge. Avant la mise en force de la nouvelle loi, il n'existait aucune disposition pour libérer un débiteur. Permettre à un débiteur honnête mais infortuné d'obtenir la décharge de ses dettes, sujet à certaines conditions, voilà une des principales fictions de la nouvelle loi.

Ce n'est peut-être pas un mauvais principe en soi que de permettre à un débiteur honnête de régler ses affaires sans entraîner trop loin sa famille et sans engager des générations à venir. Mais l'une des causes principales de tous les abus dont on se plaint à bon droit, c'est, je crois, la distinction que la loi veut faire entre le débiteur qui est honnête et celui qui ne l'est pas. La loi est large et généreuse pour le débiteur honnête mais infortuné. Or, il arrive que le

client du syndic, ou plutôt le protégé de syndic, est toujours un infortuné, mais un parfait honnête homme animé des meilleures intentions, et il arrive ainsi que tous les faillis, sans exception presque, ont le bénéfice d'une loi généreuse qui lave leur passé et qui leur donne, dans presque tous les cas, une absolution générale. La chose est si commode et si facile que tous ceux dont les affaires sont un peu embarrassées ont la tentation de succomber au délit de faillite, et que, de fait, l'on n'a jamais vu tant de chutes depuis cette nouvelle loi.

L'accord ou l'arrangement qu'un débiteur peut faire avec ses créanciers pour régler ses affaires est aussi un principe bon en soi. Le concordat comporte certainement des avantages pour le commerce et la finance dans les différends qui peuvent s'élever. Ainsi, par exemple, il n'est pas nécessaire de faire aucune publicité pour appliquer ces disponibilités de la loi, et il peut arriver qu'un débiteur puisse, par un arrangement quelconque avec ses créanciers, régler ses affaires, sans que personne ne le sache autre que ses créanciers. Et comme avantage pour les créanciers, c'est qu'au moyen du concordat, les affaires d'un insolvable peuvent être réglées très rapidement, et que l'on peut éviter des frais considérables qui ne sont pas nécessaires et prévenir ainsi une catastrophe malheureuse pour le commerce.

Mais, ici encore, on a fait d'un principe bon en soi une application mauvaise, au point que le concordat, d'après les dispositions de cette loi, est la source de fraudes de toutes sortes, et qu'il constitue pour ainsi dire le point noir de la loi. Rien de plus facile, en effet, pour un débiteur qui veut laver ses affaires au moyen d'une composition, à raison de quelques centins dans la piastre, que de la faire accepter par la majorité en nombre des créanciers. Et le plus étrange, c'est que ce concordat ou cet arrangement que l'on fera accepter, par tous les moyens possibles, par la majorité des créanciers, lie et engage parfois 50 % des créanciers, qu'il lave également les affaires de l'insolvable et qu'il lui donne encore ici une absolution générale.

Mais là où, dans mon opinion, ce statut de la loi des faillites devient mauvais et dangereux, et c'est la raison principale pour laquelle je désire appuyer cette motion de l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau), c'est lorsqu'on fait de cette loi de faillite une loi fédérale, uniforme à travers tout le pays, et que l'on vient, sans raison, à l'encontre de certaines dispositions des plus importantes de notre droit civil français. Avant la mise en force de la nouvelle loi, chaque province avait sa législation

spéciale en matière de faillites. Ces législations, bien que plus ou moins différentes les unes des autres, semblaient donner satisfaction chacune dans leur sphère respective.

Mais l'on a voulu donner une loi uniforme à tout le pays, en prétextant qu'il était difficile pour le commerce et la finance de se tenir constamment au courant des changements de loi des provinces. C'est un prétexte, et ce prétexte a servi à la confection d'une loi que l'on peut considérer comme un acheminement très prononcé vers une théorie des plus dangereuses, que l'on appelle "l'unification ou la centralisation des lois dans le dominion".

Déjà le Barreau, la Chambre des notaires et des professeurs éminents de nos universités canadiennes-françaises ont protesté contre ce projet d'unification que des personnalités en vue, comme Sir James Aikins, président de l'Association des Barreaux canadiens, sont venus prêcher dans notre province, et monsieur Ferdinand Roy, alors qu'il était le bâtonnier de la province, a dit très bien à ce sujet des paroles qui méritent d'être rappelées: "Toute centralisation réclame à échéance plus ou moins prochaine le sacrifice de droits et de privilèges régionaux au principe de l'unification, et si les lois canadiennes sont un jour unifiées, ce sera au détriment de notre droit civil qui aura été submergé sous le flot des lois anglaises."

Voilà des paroles et des prévisions parfaitement justifiées par la nouvelle loi de faillites. La théorie d'unification est appliquée dans une seule loi et nous en voyons déjà les effets désastreux pour nous. Cette loi de faillite, encore une fois, vient à l'encontre des dispositions importantes de notre droit civil.

Ainsi, par exemple, la priorité des réclamations des créanciers, telle qu'établie par cette loi, détruit presque les dispositions de notre Code civil concernant les privilèges et hypothèques et l'enregistrement des droits réels. Ce n'est qu'après le paiement de réclamations de toutes sortes que le syndic peut suivre les dispositions de la loi civile de chaque province. Quelques-unes de ces réclamations, comme les honoraires des syndics, les frais des créanciers réclamants (frais d'avocats), commissions et rémunérations de voyageurs de commerce, etc., représentant des montants considérables, ainsi que les droits des créanciers hypothécaires et les privilèges du vendeur, droits et privilèges qui sont sauvegardés par nos lois d'enregistrement, ne sont plus que des garanties secondaires d'après cette loi.

Il aurait été facile de dire, si l'on avait voulu respecter les lois de chaque province, que le syndic

suivra les dispositions de la loi civile dans chacune des provinces, quant à la priorité des réclamations. La dérogation à notre Code civil n'est pas moins grave en ce qui regarde les réclamations du bailleur et du locateur. On enlève au locateur tous les droits et privilèges que lui confère l'article 2005 de notre Code civil. D'après cet article 2005, le privilège du locateur, dans le cas de la liquidation des biens délaissés par un commerçant insolvable, s'étend à 12 mois de loyer et au loyer à échoir durant l'année courante, si le bail est en forme authentique.

La nouvelle loi de faillite décrète que le bailleur ne peut réclamer plus de trois mois de loyer pour le loyer échu au temps de la cession et aucun privilège pour le loyer à venir, et ce qu'il y a de plus extraordinaire dans la nouvelle loi, c'est que le syndic peut du jour au lendemain donner avis au propriétaire que le bail est terminé.

Comme conséquence, c'est que le propriétaire d'un immeuble considérable, loué pour des fins commerciales ou autres fins, peut recevoir en plein mois de janvier un avis du syndic terminant le bail de son locataire failli. De quelle manière le locateur peut-il se protéger désormais? En faisant payer son loyer d'avance. Mais il restera néanmoins toujours exposé à laisser son immeuble inactif et improductif pendant plusieurs mois de l'année, sans aucun recours contre personne.

Autre chose encore: l'acte de faillite, comme on le sait, n'est plus restreint au commerçant insolvable seulement, mais tout débiteur, sujet britannique ou non, peut commettre un acte de faillite ou faire une cession autorisée. D'autre part, la loi décrète ailleurs que tout transport, charge ou obligation contractés par une personne en faveur de l'un de ses créanciers qui lui donne une préférence sur les autres, sont nuls à l'encontre du syndic, lorsque ce transport, charge ou obligation est fait dans les trois mois, à compter de la date de semblables transports. Ce sont là deux dispositions qui font encourir un risque très sérieux dans une foule de cas, à ceux qui veulent faire le placement de capitaux sur garantie hypothécaire.

Voici, par exemple, un homme qui a besoin de faire un emprunt pour promouvoir une entreprise quelconque, voire même une entreprise agricole, et pour lequel emprunt il offre de bonnes garanties sur propriétés. Un prêteur trouve les garanties insuffisantes, et après s'être enquis au Bureau d'enregistrement que l'immeuble est libre d'hypothèque, l'obligation hypothécaire s'effectue. Mais comment donner une certitude de garantie au prêteur, quand cet emprunteur est sujet à l'acte de

faillite tout comme un commerçant, maintenant, et quand nous savons que la garantie hypothécaire sera nulle si un syndic s'avise de venir insister, comme la chose arrive souvent, à faire une cession de biens à cet emprunteur dans les trois mois de la date de l'emprunt?

Voilà des dispositions qui sont de nature à rendre fort perplexes ceux qui ont charge de faire des placements de capitaux pour leurs clients. Ces quelques considérations sont suffisantes, je crois, M. l'Orateur, pour démontrer que cette loi de faillite constitue le plus grand empiètement sur nos droits civils qui n'ait jamais été fait. Et, en face de cet empiètement, nous avons raison de craindre, de nous méfier, et nous avons raison de faire quelque chose. La motion de l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) demande à ce que ce statut soit amendé et modifié par nos législateurs d'Ottawa; il vaudrait mieux, peut-être, demander de l'abroger, de remettre les choses comme elles étaient avant, et de faire disparaître ainsi un statut qui non seulement donne des résultats déplorables dans son application, mais qui contient en outre le principe dangereux de l'unification.

Le vœu que cette Chambre va émettre devrait être pour les députés de notre province à Ottawa une occasion magnifique de faire œuvre de bon patriote en faisant disparaître de ce statut tout ce qui peut outrager les lois françaises qui nous régissent et qui sont les doyennes dans ce pays, et pour lesquelles tant des nôtres ont combattu si vaillamment dans le passé.

**M. Tessier (Rimouski):** Depuis quelque temps, l'administration fédérale n'a été qu'une suite d'empiètements sur l'autonomie des provinces. L'aube nouvelle qui s'est levée à Ottawa nous permet d'espérer que cet état de choses va cesser et que nous apprendrons bientôt, sous le rapport des faillites, des bonnes nouvelles du genre de celles que l'honorable ministre des Pêcheries (M. Perrault)<sup>10</sup> a données récemment à la Chambre sur la question des pêcheries<sup>11</sup>.

Cette loi des faillites est le sabotage de notre droit canadien et de notre Code civil qui contenait toutes les dispositions nécessaires pour régler équitablement ces questions de faillites. Nous avions même une loi à cet effet qui a fait l'admiration et mérite les éloges d'experts étrangers en la matière. Il (M. Tessier) cite l'opinion de M. H. C. Gunby de Winnipeg, qui a fait une étude très fouillée de cette loi des faillites et qui cite l'ancienne loi de la province de Québec comme modèle.

L'objectif qu'il recherchait, dit-il, c'était de rendre la loi des faillites uniforme en cherchant un mode expéditif et peu coûteux. M. Gundy admet que, dans la province de Québec, notre loi était excellente et n'avait point besoin d'être modifiée. Au lieu de faire adopter cette même loi par toutes les provinces, on a préféré saboter notre Code, y supprimer un chapitre. Il n'est pas douteux cependant que cette loi soit constitutionnelle comme l'établissent des jugements du Conseil privé cités par le même M. Gundy.

Mais la loi devrait être rapportée par le gouvernement d'Ottawa. Il a réglé à notre satisfaction la question des pêcheries. Qu'il ne s'arrête pas en si bonne voie. Cette loi marque un pas de plus dans la centralisation à outrance. C'est Ottawa qui désormais nomme les syndics. L'on a nommé des syndics des faillites qu'à Québec et Montréal et il n'a nommé qu'un seul juge, le juge Panneton, qui siège à Montréal et à Québec. L'on a aussi enlevé à tous les autres districts leurs juges en matière de faillites, déterminant de cette façon de nouveaux frais considérables, puisque de tous les districts ruraux de la province l'on doit aujourd'hui venir à Québec ou à Montréal pour faire cession de ses biens. La gloire de Cartier<sup>12</sup>, c'est d'avoir réalisé la décentralisation judiciaire. On porte atteinte à son œuvre.

Il espère que le nouveau gouvernement fédéral saura reconnaître les justes revendications qui lui seront faites contre cette loi des faillites. Il a pu régler à notre avantage, dit-il, et à notre pleine satisfaction cette délicate et difficile question des pêcheries; il saura également nous rendre justice dans le cas qui nous occupe.

**M. Cannon (Québec-Centre)** appuie la résolution.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Chemin de fer du Lac-Saint-Jean**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances, contrats, documents, rapport d'ingénieurs, plans, tracés, devis, etc., relatifs à la construction du chemin de fer de

ceinture autour du Lac-Saint-Jean, échangés entre le gouvernement et les compagnies Québec et Chibougamau<sup>13</sup>, la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin et la Roberval-Saguenay depuis janvier 1920.

Il s'agit du chemin de fer de ceinture autour du Lac-Saint-Jean, et je désirerais faire un rapide exposé de ce qui s'est passé à ce sujet depuis l'obtention des chartes. Si je fais erreur dans l'exposé des faits, je veux bien être corrigé. Le 14 février 1920, par statut 10 George V, chapitre 114 et 116, deux compagnies de chemin de fer pour cette construction étaient reconnues: le Québec et Chibougamau et la Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin. Une autre compagnie, la Roberval-Saguenay, ayant mêmes privilèges, existait déjà; donc trois compagnies de chemin de fer ayant mêmes privilèges et droits égaux pour construire cette ceinture.

Par le même statut 10 George V, chapitre 2, section 1, paragraphe *d*, un subside de 4,000 acres de terre par mille de chemin de fer est voté en faveur de toute compagnie qui construira cette voie ferrée. La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin, considérant le fait acquis de son existence et aussi le fait que le subside des 4,000 acres de terre était voté ouvert à toute compagnie qui construira, se mit immédiatement à l'œuvre: le tracé est localisé; les plans et profils exécutés avec diligence, de Saint-Félicien à Albanel, distance d'environ 25 milles, comprenant le tout de Saint-Félicien à Normandin, environ 18 milles, que cette compagnie, par sa charte était obligée de relier à Saint-Félicien par voie ferrée dans les deux ans.

Le 10 mars 1920, soit un mois à peine d'existence, la Compagnie des fermiers informe l'honorable ministre des Travaux publics et des Chemins de fer (l'honorable M. Galipeault) que sa voie est localisée, les plans presque terminés et bientôt prêts à être soumis à leur approbation, et qu'elle entend bénéficier des subsides en terre pour cette construction qu'elle désire exécuter dans le plus court délai. Le 19 mars 1920, l'honorable ministre des Chemins de fer répond qu'il ne peut considérer la demande des fermiers, parce qu'il est engagé avec une autre compagnie de chemin de fer dans la région et qu'il ne peut donner une réponse avant trois mois.

Le 9 juin, la Compagnie des fermiers n'ayant pas d'autres nouvelles passe un contrat avec un constructeur de chemin de fer, dont la réputation est faite dans le pays, pour la construction de cette voie depuis Saint-Félicien jusqu'à Albanel, les travaux ne devant pas commencer après le 15 juillet prochain,

1920, et être complétés pour le 20 janvier 1922. Le 25 juin 1920, la Compagnie des fermiers informe l'honorable ministre des Chemins de fer qu'elle a passé contrat pour construction, qu'elle est prête à commencer les travaux immédiatement, à fournir toutes les garanties que l'honorable ministre exigera et à remplir toutes les obligations de sa charte (10 George V, chapitre 116) et autres qui lui seront imposées par l'honorable ministre.

Réponse de l'honorable ministre (M. Galipeault), le 28 juin 1920, disant que le gouvernement est en négociations avec Québec et Chibougamau, qui désire signer contrat immédiatement. On ne dit pas qui désire construire, donc impossible d'entrer en négociations avec deux compagnies à la fois. De plus, ajoute le ministre, la Compagnie Québec et Chibougamau est disposée à déposer \$50,000 entre les mains de l'honorable trésorier<sup>14</sup> qu'elle se verra confisqués, si elle ne remplit pas ses nombreuses obligations.

Dans l'intervalle, des requêtes par les conseils municipaux, le conseil de comté, les chambres de commerce, sont adressées au gouvernement le priant que les travaux de construction commencent le plus tôt possible et aussi, ce chemin de fer devant être avant tout un chemin de fer de colonisation et d'agriculture, que le tracé le plus favorable au développement de centres nouveaux de colonisation soit suivi dans son exécution.

Et pendant tout ce temps, rien ne bouge si ce n'est que chaque jour, pour ainsi dire, les journaux annoncent à gros titres la bonne nouvelle de la construction du chemin de fer de ceinture qui doit ouvrir une ère de prospérité inouïe dans cette région et même dans toute la province de Québec; partout l'on chante les gloires de la célèbre compagnie Québec-Chibougamau, véritable providence que le ciel envoie aux colons et aux fermiers du Lac-Saint-Jean, des vrais ceux-là, parce qu'ils seraient des privilégiés; combien de petits émules de Louis Hémon<sup>15</sup> ont noirci des pages et des colonnes de journaux pour convaincre nos braves colons et nos agriculteurs qu'il n'y avait que Québec et Chibougamau capable de construire cette voie depuis si longtemps promise et attendue; que cette compagnie était riche à des millions qu'elle ne savait que faire; qu'elle n'avait pas besoin de subsides pour construire 345 milles de chemin de fer presque totalement dans un pays encore vierge et immaculé, pour le bénéfice des concitoyens de Maria Chapdelaine<sup>16</sup>.

Du mois de mai au mois de novembre 1920, il faut voir les journaux inviter toute la population de

Québec, et surtout de la région de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean, à remercier le ciel d'avoir ainsi l'insigne honneur de posséder, sur notre planète, une compagnie aussi puissante qui, prise tout à coup d'un sentiment de sympathie enveloppante, est disposée à se sacrifier pour le colon du Lac-Saint-Jean, et à disposer des millions et des centaines de millions pour le plus grand bonheur de la population de cette région si intéressante. On attendait de gros millionnaires de l'autre côté de la mer, associés de gros financiers de par ici, pour assurer le salut du Lac-Saint-Jean.

Or, à la fin d'octobre, rien ne bougeant, la Compagnie des fermiers informe le premier ministre de son intention de commencer les travaux sans délai, si les subsides ne sont pas engagés. Trois jours après, les journaux annoncent, *Le Soleil* en tête, que le contrat pour construction du chemin de fer de ceinture du Lac-Saint-Jean allait être signé très prochainement, peut-être le lendemain. Et, en effet, le lendemain, 4 novembre 1920, les mêmes journaux annoncent que le contrat est signé avec le Québec & Chibougamau.

Et le 16 novembre 1920, le ministre des Chemins de fer (l'honorable M. Galipeault) informe la Compagnie du chemin de fer des fermiers que le contrat est signé avec le Québec et Chibougamau, et que nous devons, avec lui, remercier le ciel d'une faveur aussi insigne pour notre région, les travaux devant commencer le 1<sup>er</sup> mai 1921 et être complétés le 1<sup>er</sup> mai 1923. Or, mai 1921, juin, juillet et août passent, mais les travaux, personne n'en entend parler, et, ce, en août 1921. À la fin d'août 1921, toujours rien; alors la Compagnie des fermiers informe l'honorable ministre des Chemins de fer qu'elle est disposée à faire 25 milles de terrassement, dès cet automne, "pourvu qu'elle puisse compter sur les subsides", et l'ouvrage devant être accepté par les ingénieurs du gouvernement, les fermiers en seraient quittes pour leurs dépenses, s'ils n'exécutent pas régulièrement.

À cette proposition, l'honorable ministre (M. Galipeault) répond: "lettre prise en très sérieuse considération". Évidemment, la réponse aurait dû être: très longue considération, car l'on considère encore d'un côté, l'honorable ministre considère, je suppose, la courtoisie envers les colons-agriculteurs qui se saignent pour obtenir ce qu'ils ont besoin, et ce, à la suggestion d'un membre du gouvernement, courtoisie qui consiste à les ignorer complètement et à les évincer sur un terrain où ils avaient des droits et des privilèges au moins égaux à ceux de toute autre compagnie. Mais, de l'autre côté, les colons et les

cultivateurs considèrent les 20, 30 et 40 milles de distance à parcourir, en usant leurs produits et le meilleur de leurs profits, déjà pourtant assez peu rémunérateurs, pour apporter aux chars ces mêmes produits qui sont ainsi diminués de moitié et plus par ces distances considérables à parcourir.

Si les faits que j'énonce devant cette Chambre, sont vrais, je me demande comment le gouvernement pourra prétendre qu'il n'a pas été injuste envers la Compagnie des fermiers de Normandin. Le Lac-Saint-Jean n'était pas à deux portes, je puis faire des erreurs de faits, mais si les faits que l'on m'a apportés sont vrais, je suis obligé de regretter la conduite du gouvernement, et de dire que j'avais bien raison de faire les observations que j'ai faites à la session 1920. Ces compagnies ont vu leur demande rejetée au bénéfice de la compagnie de Chibougamau, qui n'était composée que de capitalistes anglais étrangers au pays et qui avaient moins d'intérêt que les promoteurs des autres compagnies à voir se réaliser le projet d'un chemin de fer de ceinture au Lac-Saint-Jean.

Il (M. Sauvé) demande où en sont rendus les travaux de la Chibougamau et pourquoi le gouvernement, dans l'octroi de ses subsides, a préféré cette compagnie aux deux autres.

#### **L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Il me fait plaisir que le chef de l'opposition ait présenté sa motion et c'est avec plaisir que je vais donner des explications à la Chambre sur cette affaire. Je dois d'abord dire que je n'étais pas le parrain du bill de la Compagnie Québec et Chibougamau, mais de celui du Chemin de fer des fermiers de Normandin, puisqu'à cette session, un bill de subsides a été voté pour l'une des trois compagnies qui construirait le chemin de fer projeté. J'étais d'abord opposé à sa charte. Je prétends que si les organisateurs de la Compagnie des fermiers de Normandin avaient été de vrais administrateurs, ils auraient pris la précaution de s'assurer les subsides du gouvernement, avant de faire les travaux de tracé qu'ils ont faits. C'est ce qu'a fait la compagnie Québec et Chibougamau, qui n'a commencé ses travaux qu'après s'être assurée qu'elle aurait des subsides du gouvernement.

Si j'ai recommandé que les subsides fussent accordés à la compagnie Québec et Chibougamau, c'est que j'ai eu de l'ancien premier ministre, Sir Lomer Gouin<sup>17</sup>, l'assurance que cette compagnie était composée de financiers sérieux et solides d'Angleterre auxquels on pouvait se fier. Quant à la compagnie Roberval-Saguenay, je sais qu'elle ne

demandait pas autre chose que le chemin de ceinture autour du Lac-Saint-Jean, et elle était satisfaite du moment qu'une autre compagnie en assurait la réalisation. La Compagnie de Chibougamau s'est rendue à toutes les conditions voulues pour obtenir les subsides. Je ne désire pas des bouts de chemin de fer autour du Lac-Saint-Jean, mais une ceinture bouclée de rails d'acier tout autour du lac.

Maintenant le champ est libre. Si les Compagnies de fermiers de Normandin et de Roberval-Saguenay veulent construire le chemin de fer de ceinture, elles sont libres de le faire en se rendant aux conditions nécessaires.

Si la compagnie Québec et Chibougamau ne remplit pas les conditions qu'on lui a imposées, la Compagnie des fermiers de Normandin et du Roberval-Saguenay, qui remplira les conditions nécessaires, pourra construire ce chemin de fer. Les subsides du gouvernement seront à sa disposition. Car il faut que ce chemin de fer soit construit; c'est une nécessité pour le développement du nord du Lac-Saint-Jean. Il ne faut pas s'alarmer si la Compagnie de Chibougamau n'a pas encore commencé la construction proprement dite de son chemin de fer.

Les travaux ont été retardés, il est vrai, mais cela est dû à la crise qui a affecté toutes les industries. Il ne faut pas oublier que nous traversons un temps de crise exceptionnellement grave et qu'on ne peut lever très facilement même le capital anglais. Au reste, les retards apportés par la compagnie dans l'exécution de son contrat sont tellement légers qu'il n'y a pas lieu le moins du monde de se scandaliser.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Le fait d'avoir accordé des chartes à trois compagnies qui voulaient construire le même chemin de fer n'a pas retardé la construction de ce chemin de fer. Le gouvernement a offert un subside ouvert à toute compagnie qui construirait un chemin de fer autour du Lac-Saint-Jean. Nous n'avions de préférence pour aucune. Un jour, la compagnie Roberval-Saguenay a averti le gouvernement qu'elle se désistait de son intention de construire ce chemin de fer, en faveur de la Compagnie de Chibougamau.

La Compagnie des fermiers de Normandin n'a fait qu'écrire des lettres pour obtenir des subsides du gouvernement provincial. Il n'est d'ailleurs pas prouvé qu'elle ait dépensé de grosses sommes pour ses travaux préliminaires. Pour ce qui concerne la Compagnie Québec et Chibougamau, il y a eu entente d'après laquelle la compagnie ne toucherait des subsides qu'après la construction du chemin de

fer. Nous avons préféré accorder les subsides à la Chibougamau qui, outre des travaux considérables pour nous assurer de sa bonne foi, nous fournissait une garantie de \$50,000, somme qui est encore dans le Trésor de la province. Elle a demandé du délai pour construire.

Il n'y a rien d'étonnant, puisque le C.P.R. lui-même en demande en ce temps de cherté de main-d'œuvre et de matériaux. Cette compagnie a dépensé jusqu'ici au-delà de \$300,000; elle est donc sérieuse. De plus, nous avons stipulé que cette compagnie n'aura pas un sou ou un arbre des subsides avant qu'elle n'ait accompli complètement son projet. Les garanties qu'elle fournissait ne peuvent donc être mises en doute. Si elle cesse son entreprise, elle perdra tous ses droits et le trésorier de la province confisquera son dépôt de \$50,000. Les autres compagnies pourront alors construire ce chemin de fer.

Quant aux prétentions des fermiers de Normandin, à la tête desquels se trouvait M. le notaire J.-S.-N. Turcotte<sup>18</sup>, ancien député du Lac-Saint-Jean, et ancien collègue du chef de l'opposition, à la gauche, ce qui explique le zèle de ce dernier en faveur de cette Compagnie des fermiers de Normandin, toutes les prétentions de cette compagnie se sont bornées à cette enquête: "Donnez-nous les subsides à nous plutôt qu'aux autres". Il n'y avait pas d'autres garanties de sa part.

Il (l'honorable M. Galipeault) se rappelle les mots de l'Écriture: "C'est là peu des amis, mais c'est la voix de Jacob." Il croit entendre en ce moment la voix caverneuse de M. Turcotte, ancien député du Lac-Saint-Jean, qui a dû fournir au chef de l'opposition ses renseignements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela change-t-il les faits?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Non, mais je dois rappeler au chef de l'opposition que M. Turcotte est un pince-sans-rire. Le chef de l'opposition est scandalisé du fait qu'elle n'a pas encore commencé ses travaux qu'elle s'engageait à terminer en 1923. À la vérité, il ne s'agit que d'un délai de quelques mois et que justifie amplement la crise que nous avons traversée et qui n'est pas encore terminée. Voudrait-on, à cause de ce délai presque insignifiant, nous faire condamner cette compagnie qui a fait déjà des dépenses pour au-delà de \$300,000 en vue de l'exécution de son contrat? Si nous avions eu la faiblesse d'obtenir des fermiers de Normandin les mêmes garanties que nous avons exigées de la

Chibougamau, nous aurions ruiné la plupart de ces fermiers et nous en serions blâmés aujourd'hui. Et, enfin, admettons que si la Chibougamau, pour une raison ou pour une autre, n'exécute pas son contrat, où sera la perte pour la province? Elle aura simplement gagné \$50,000 et pourra profiter d'un tracé de chemin de fer tout fait ainsi que de nombreux travaux préliminaires à la construction d'un chemin de fer. Toutes les pertes dans ce cas seraient du côté de la compagnie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve très étrange l'attitude du député de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) qui prend la défense de la compagnie Québec et Chibougamau qu'il avait jadis combattue. Il (M. Sauvé) déclare que l'on a fait trop de promesses à la population du Lac-Saint-Jean. Il condamne la coutume d'accorder des chartes à trop de compagnies pour le même chemin de fer.

La motion est adoptée.

#### **Commission des liqueurs, percepteur Laflamme**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance, rapports d'officiers de la Commission des liqueurs, rapports d'enquêtes, etc., concernant le percepteur Laflamme et l'assistant-percepteur Laflamme, de Hull, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921.

Adopté.

#### **J.-A. Savoie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de correspondance, états de compte, etc., concernant le gouvernement et J.-Alfred Savoie pour échange ou acquisition de lots à Sainte-Sophie-de-Lévrard ou ailleurs.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel message est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 21 concernant les coroners.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Correspondance entre J. H. Burns et le département de la Colonisation**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1922, pour copie de toute correspondance, etc., entre M. James H. Burns et le département de la Colonisation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 47)

#### **Pêcheries**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1922, pour copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement du Canada et celui de cette province relativement aux pêcheries, depuis le prononcé du dernier jugement du Conseil privé à ce sujet. (Document de la session no 48)

#### **Administration de la justice à Shawinigan Falls**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 9 février 1922, pour copie de documents, correspondances, etc., relativement à l'administration de la justice et à l'établissement de bureaux d'enregistrement, etc., dans la cité de Shawinigan Falls. (Document de la session no 49)

La séance est levée vers 6 heures.

## NOTES

1. Le premier ministre du Canada, M. William Lyon Mackenzie King, est en visite aujourd'hui à Québec. Arrivé ce matin, il a été l'hôte d'honneur d'un dîner offert par M. Taschereau. *Le Soleil* du 22 février 1922, à la page 3, note que "la séance à l'Assemblée législative a commencé quelques instants après".
2. Au moins un député est absent à cette séance: M. Miles (Montréal-Saint-Laurent), selon *Le Soleil* du 22 février 1922, à la page 12, qui soigne une blessure à la tête subie lors d'une chute avant la séance du 16 février dernier (voir cette séance).
3. Les typographes de l'Union typographique sont en grève depuis le soir du 14 février. Ils sont environ 175 appartenant à l'Union internationale qui exigent une réduction de la semaine de travail et une augmentation de salaire. Dès le 16 février, *L'Événement* du 22 février 1922, à la page 3, rapporte que "la grève des typographes a eu sa répercussion à la Chambre. Les ateliers qui sont chargés de l'impression des documents sessionnels ayant été obligés de fermer leurs portes, temporairement, les députés ont dû mettre de côté l'étude des projets de loi pour ne s'occuper que du budget". Seuls les typographes imprimeurs de journaux ont conclu une entente avec leurs patrons le 16 février au soir. Hier, le premier ministre a annoncé après une réunion du cabinet que le gouvernement aurait à confier l'impression des projets de lois à d'autres imprimeries qui ne sont pas en grève. Toutefois, aujourd'hui, la grève est réglée en partie, puisque les typographes de l'Union Internationale ont accepté de retourner au travail exclusivement pour exécuter les travaux d'impression de l'Assemblée. *La Patrie* du 22 février 1922, à la page 4, explique que "la grève reste opérante pour tous les travaux autres que ceux du gouvernement".  
Selon *Le Canada* du 22 février 1922, à la page 1, le maire de Montréal, M. Médéric Martin, et le député ouvrier de Montréal-Sainte-Marie, M. Joseph Gauthier, ont fait pression sur les grévistes pour qu'ils ne paralysent pas les travaux de la Législature. Une résolution adoptée par les typographes mentionne d'ailleurs qu'ils veulent "prouver à la population de la cité de Québec et de toute la province que l'intention de l'Internationale n'était pas d'arrêter le travail de la Législature". Voir la séance du 15 février 1922 pour de plus amples détails.
4. Le procès-verbal mentionne que c'est un certain Leduc qui a appuyé la motion, mais en 1922, il n'y a pas de député de ce nom. *La Patrie* du 22 février 1922, à la page 5, précise que c'est M. Hamel (Portneuf) qui a secondé la motion.
5. Chiffre du *Canada* du 22 février 1922, à la page 1. *La Patrie* du même jour, à la page 5, en compte plutôt 72.
6. Chiffre du *Canada* du 22 février 1922, à la page 1. *Le Colon* du 2 mars 1922, à la page 3, mentionne plutôt 863.
7. Chiffre du *Canada* du 22 février 1922, à la page 5. *La Presse* du même jour, à la page 17, mentionne plutôt 1,087 faillites.
8. Donnée du *Canada* du 22 février 1922, à la page 5. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt l'article 85.
9. Chiffre du *Canada* du 22 février 1922, à la page 5. *La Patrie* et *Le Soleil*, du même jour, respectivement aux pages 5 et 3, mentionnent \$6,000 et \$5,000.
10. *La Presse* du 22 février 1922, à la page 17, mentionne le nom de "M. Parent", mais il s'agit vraisemblablement de M. Perrault.
11. Au sujet des pêcheries, voir les séances du 7 et du 14 février 1922.
12. Sir George-Étienne Cartier (1814-1873), homme politique et premier ministre du Canada-Uni en 1857 avec J. A. MacDonald.
13. Dans tous les journaux, on passe de la graphie "Chibougamau" à "Chibougamou" sans hésitation. La première graphie, telle qu'elle apparaît dans le texte de la motion, est celle qui figure au répertoire toponymique.
14. À l'époque, le trésorier était Walter George Mitchell (1877-1935), député libéral de Richmond de 1914 à 1921. Trésorier de la province de 1914 à 1921 et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921. Il démissionna pour se faire élire député libéral dans Saint-Antoine en décembre 1921. Démissionna en 1924.
15. Louis Hémon (1880-1913), écrivain français, vécu en Angleterre, puis arriva au Canada en 1911.



Son roman *Maria Chapdelaine* connut un succès universel.

16. Roman du terroir québécois de Louis Hémon (1880-1913) publié en 1914 et dont l'action se déroule au Lac-Saint-Jean.

17. Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre du Québec de 1905 à 1920. Élu député libéral aux Communes en 1921 et nommé ministre de la Justice dans le cabinet King de 1921 à 1924.

18. Joseph-Sylvio-Narcisse Turcotte (1879-1969), notaire et maire de Normandin de 1917 à 1922, 1926 à 1928, 1932 et 1933 et de 1935 à 1947. Député conservateur dans Lac-Saint-Jean de 1916 à 1919.



Séance du mercredi 22 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Robert (Rouville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni sous la présidence de M. Robert et a étudié les questions suivantes:

I. Suggestions à l'effet d'enrayer la désertion des campagnes par les jeunes gens.

II. Résolution du Conseil d'agriculture du comté de Verchères présentée par M. Richard, demandant qu'un subside nouveau soit ajouté au présent subside afin d'encourager plus largement les agriculteurs.

III. Suggestions aux fins de décréter routes provinciales les chemins conduisant aux terrains d'expositions rurales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

**Signification  
par huissier**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 181 amendant l'article 833 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Édouard Hébert**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quelle somme M. Édouard Hébert, de Valleyfield, a-t-il payée au gouvernement pour infraction à la loi de prohibition de Québec, en 1920?

2. À quelle date a-t-il payé cette somme?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. Aucune.

**Subventions aux  
collèges classiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'attribuer annuellement à l'enseignement secondaire une somme de cent trente mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

2. Qu'à l'expiration de chaque année scolaire, il pourra être octroyé à même la somme mentionnée dans la résolution no 1 une subvention de dix mille dollars, à chacun des collèges classiques dûment reconnus et tels que définis dans l'article 2 du bill qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra mettre annuellement à la disposition du comité protestant de l'instruction publique, pour distribution aux écoles protestantes, une somme n'excédant pas quarante mille dollars, payable à même la somme mentionnée dans la résolution no 1.

Les membres de cette Chambre sont assez bien renseignés sur ce projet de loi pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister beaucoup, de nouveau, sur cette mesure. Mais je veux profiter de l'occasion qui m'est offerte, grâce à la sagesse du premier ministre, pour faire quelques considérations au sujet des collègues classiques et pour donner quelques renseignements. Ce n'est pas que nous ayons besoin de répéter que, dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre physique, la lumière vient d'en haut, et c'est pour cela que même le plus indifférent des voyageurs, qui remonte le Saint-Laurent jusqu'à Québec, ne peut pas ne pas remarquer deux édifices, qui, au soleil couchant, se renvoient, d'un côté à l'autre les rayons qu'ils reflètent, je veux dire le collège de Lévis et le vieux Séminaire de Québec.

Et pendant que le soleil se joue dans les vitres de ces deux édifices, le fleuve poursuit sa course, calme et silencieux. C'est un peu l'image de l'éducation dans la province de Québec. Dès 1635, s'allumait sur les hauteurs de Québec un phare qui devait indiquer le chemin et la route à suivre. Malgré plusieurs assauts qu'il n'est pas nécessaire d'examiner ou de critiquer, c'est une dette de reconnaissance que nous payons, en nous souvenant que si nous sommes demeurés, malgré bien des vicissitudes et des difficultés nationales et politiques, si nous avons pu traverser en souriant et même en riant ces périodes agitées de notre histoire, c'est que nous avons conservé l'esprit latin.

Permettez-moi à ce sujet de vous citer ce que disait M. Colrat<sup>1</sup>, sous-secrétaire d'État à la présidence du conseil: "Depuis des milliers d'années, disait-il, la civilisation latine demeure. Autour de la machine qui bat le blé, sous les ormes et les platanes du mail, à la porte du cabaret les jours de foire, à la porte des églises les jours de fêtes, les hommes raisonnables s'élèvent avec aisance du lassi gouailleux aux idées générales, vous pouvez parier, Messieurs, que ce sont des Latins. Fût-il réduit à montrer son pain, un pauvre hère de civilisation latine garde encore le culte de la cité et le sens de la vie.

"Il lui reste encore un air de noblesse dans sa gueuserie parce que, malgré tout, il a d'autres préoccupations que des préoccupations matérielles.

Je connais des gueux de Gascogne et de Provence qui regardent le soleil se coucher avec un œil virgilien. Je connais d'humbles fonctionnaires qui se consolent d'une existence médiocre par des pensées à la romaine. Et ne venons-nous pas d'apercevoir tout ce qu'il y a de latin et, par là même, d'universel, dans le génie de notre grand Molière<sup>2</sup>?" Ayant conservé cet esprit latin, nous avons pu, par moments, nous amuser à regarder se coucher le soleil, nous avons pu, à la porte de nos églises entendre le rire franc de la civilisation latine. Ayant conservé de l'esprit latin ce qu'il a de meilleur, c'est-à-dire la force, ne pouvons-nous pas dire aujourd'hui que nous payons une de nos dettes?

Nous avons, maintes fois, reconnu la petite école et ce que nous lui devons, nous nous sommes inclinés devant elle plus particulièrement depuis 20 ans et nous l'avons encouragée. Plus tard, nous nous sommes retournés vers nos institutions de bienfaisance, plus tard, nous avons regardé la classe de nos littérateurs; nous avons regardé nos artistes et partout nous avons reconnu la force et la beauté du latinisme. Nous nous sommes dit alors que si nous avons tout cela, que si rien n'est mort de notre passé et si nous pouvons, sans crainte, regarder vers l'avenir, nous le devons aux collèges classiques.

Modestement, sans bruit, autrefois, un ordre religieux venu de France dans le but d'enseigner les sauvages se vit demander par un gouverneur français d'élever son enseignement et de compléter l'éducation élémentaire. À cette mention des Jésuites, je joins un sentiment sincère d'admiration et de reconnaissance. Ces religieux en effet ont formé une élite religieuse qui, à toutes les époques de notre histoire, fut à nos côtés et souvent devant nous. Je me demande s'il y a un petit pays qui puisse offrir à l'histoire un plus beau spectacle que celui de ce peuple-colon, qui, en moins de 60 ans, fournit au pays ses propres politiciens, ses historiens et ses littérateurs? Je ne crois pas. Nous devons aux collèges classiques plusieurs des grands noms de l'histoire de la province et du pays.

Les Américains ont commencé par acquérir tout d'abord la richesse. Ils veulent aujourd'hui se payer l'éducation de telle sorte qu'ils puissent faire de leur peuple un peuple d'intellectuels et non seulement un peuple matérialiste, un peuple qui puisse raisonner de manière logique et qui sache reconnaître le meilleur dans tout. On a fait de l'élite de notre peuple une élite qui, sans se désintéresser du progrès matériel, a voulu surtout donner au peuple la synthèse de toute vraie formation, c'est-à-dire la culture générale, désintéressée et humaine.

Désintéressée en ce sens qu'elle donne aux hommes de demain la logique et le raisonnement; humaine en ce sens qu'elle leur donne le sens de la réalité avant de leur donner une spécialisation.

Quand même les derniers d'une classe ne profiteraient pas de toute la culture classique, ils acquièrent cependant une formation qui leur aidera plus tard à se spécialiser et les rendra supérieurs à ceux qui n'ont pas profité de cette formation. Dernièrement à Montréal, on a dit et on cherchait à prouver que le temps de la formation générale était passé et qu'il fallait faire de la spécialisation à outrance<sup>3</sup>. Sur ce point je dis, parce que je le crois sincèrement, je dis que le jour où nous abandonnerions nos collègues classiques, ce jour-là nous affirmerions notre déchéance intellectuelle.

À Londres devant 1,200 convives, un homme de notre province avait dit ce qui caractérisait notre loyauté, la loyauté de Québec à la couronne britannique, et comment notre province sait allier deux choses qui lui sont chères: la langue française et la loyauté au roi, en chantant l'hymne national anglais dans sa langue maternelle. Il affirmait que c'était en gardant ce que la France nous a laissé que nous pourrions mieux survivre. On se leva alors et on dit que le Canada avait bien payé par ses 60,000<sup>4</sup> morts ce qu'il avait acquis de la France<sup>5</sup>.

Allons-nous maintenant laisser périr ce que nous avons gardé dans le domaine intellectuel? Dans le domaine économique, je crois à la nécessité d'un certain idéalisme et, dans le domaine de la finance, je crois à l'utilité de l'idée du penseur. Cette formation générale n'exclut pas le sens pratique. L'exemple est là et nous le trouvons parmi nos financiers, nos hommes d'affaires et nos marchands<sup>6</sup>. Cela ne peut s'expliquer que par une certaine tournure d'esprit qui, sans vieillir les hommes, vieillit les caractères et permet d'accepter vaillamment les responsabilités. Et cette tournure d'esprit ne s'acquiert que par une formation générale, produit de nos collèges classiques.

C'est au frontispice du Panthéon que l'on peut lire: "Aux grands hommes la patrie reconnaissante." Je me demande si nous ne pourrions pas inscrire sur les pierres jaunies de nos collèges classiques: "À ceux qui les ont formés", en signe de reconnaissance. Et puisse ce témoignage, cet encouragement contribuer à prouver le désir du gouvernement de ne pas détruire aucun collège classique et à montrer sa ferme résolution de les encourager à continuer leur mission dans les domaines des admirables dévouements religieux de notre province et de leur laisser la liberté absolue.

La liberté absolue dans la sphère où chacun, seul, peut agir sans coopération indirecte, ne voilà-t-il pas un régime qui doive satisfaire même les plus exigeants, et dissiper jusqu'au dernier des doutes? C'est là la façon d'entendre et de comprendre la relation qui existe entre le gouvernement, qui donne, et les institutions qui reçoivent. Le gouvernement n'a jamais dévié de cette formule; il n'entend pas s'en écarter. C'est la route droite, il la suit.

Dans notre province, toute manifestation d'un effort nouveau se complique du fait que Québec a toujours le désir de prouver son entière tolérance et son absolue générosité. Au moment d'offrir \$10,000 à chacun des 19 collèges français, cela implique, suivant le jeu de balançoire, l'obligation pour le gouvernement de gratifier aussi les institutions protestantes. Comme il n'existe pas de collèges classiques anglais, que, d'autre part, l'Université McGill est richement dotée, le gouvernement se tourne vers quatre écoles élémentaires protestantes et leur fait un octroi de \$40,000. Cette somme sera mise à la disposition du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, qui en disposera suivant ce qu'il jugera utile. C'est la réponse à ceux de la province voisine qui prétendent la répartition des fonds pour l'instruction publique mal faite dans le Québec.

Il n'y a aucune condition dans cet octroi, car le gouvernement sait que c'est le désir des collèges classiques de continuer ce qu'ils ont fait des siècles durant. Il sera permis aussi aux collèges d'utiliser une partie de ces octrois pour payer une partie des cours qui sont donnés gratuitement à des élèves pauvres. Les collèges pourront aussi dépenser une partie de la subvention dans le but d'améliorer les cours de chimie et de physique, et d'encourager la formation de compétences pédagogiques. Vraiment, nous aurions bien tort de ne pas nous dire que nous appareillons de façon splendide et que nous pouvons nous diriger vers l'avenir qui nous tend les bras<sup>7</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne sais si c'est à cause d'un voisinage de comté, que la Providence veuille que ce soit généralement sur des mesures présentées par l'honorable secrétaire provincial, que j'appuie avec plaisir le gouvernement...

(Applaudissements de la Chambre)

L'attitude que j'ai prise aux sessions de 1916, de 1919 et de 1921, au sujet de nos collèges classiques, me dispense aujourd'hui d'un discours sur la mesure présentée par le gouvernement, mesure depuis longtemps désirée par les amis de l'éducation qui, bien au courant de la situation, comprenaient

l'intérêt national de leurs compatriotes, aussi bien que la justice due à ces foyers de haute formation, dont l'œuvre de lumière et de sacrifice assura la survivance et la grandeur de notre race. Cet octroi est un placement de haute valeur pour notre avenir. Nous devons en attendre de bons résultats pour toutes les classes de la société, pour les classes pauvres auxquelles nos maisons d'éducation se sont intéressées avec un zèle et une charité admirables, comme aussi pour les classes plus fortunées qui veulent atteindre le summum des spécialités. La foi, l'art, la science et le progrès, chez nous au foyer de la race, trouveront donc, dans cet encouragement patriotique, un moyen d'amélioration, de développement et d'expansion pour le plus grand bien de notre population.

Nous avons besoin de collèges classiques parce que c'est de là que viennent et doivent venir les bataillons du Sauveur, les plus importants de tous, comme c'est de là que sont sortis les grands hommes, qui ont illustré notre histoire après avoir mis leurs talents au service de leur pays et à la direction des affaires de l'État. Nous pouvons rendre ce témoignage, pourvu que nous évitions de rapetisser, de diminuer, les bienfaits des autres classes, plus modestes mais aussi méritoires.

Nous avons besoin de collèges classiques, foyers de sciences, parce qu'il est nécessaire de former une élite morale et intellectuelle et parce que, pour atteindre ce sommet, il importe de donner à la jeunesse élite de demain, une formation saine et sûre, un enseignement qui fasse de nos dirigeants des spécialistes compétents, des apôtres du progrès, du bien et du vrai, mais non des hommes aux volontés hésitantes, tortueuses, se laissant diriger au lieu de diriger, tolérant le faux au détriment de la vérité, légitimant le mal légalisé, oubliant ou méprisant les mérites des faibles devant l'autocratie du puissant.

Ah! Oui, nos collèges classiques sauront, comme par le passé, encore plus que jamais, si possible doter notre société de vrais dirigeants guidés par la vertu et la vérité. Dans le siècle où nous vivons, la vie devient de plus en plus difficile, les caprices et les relâchements du modernisme plus nombreux, plus inquiétants, et nos éducateurs, s'en rendant compte, ont besoin d'aide, tout en gardant leur liberté de conception et d'action, pour assurer à notre éducation cette pureté, cette modestie et cette droiture si nécessaires pour les combats de chaque jour et pour le triomphe de la vraie justice contre les maux qui affectent si sérieusement la société.

Lorsque tout aura été pris en compte, l'octroi proposé, pour ce qui me concerne, ne sera plus une

question de politique ou de propriété, mais deviendra une réelle question de justice, une compensation que toute la province applaudira.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Fortier (Beauce)** complimente ses deux collègues qui l'ont précédé.

M. le président, en 1763, lorsque le hasard de la fortune, par un soubresaut, nous fit passer sous l'égide britannique, nous étions 60,000. Nous étions 60,000 colons. Les nobles, la bourgeoisie, tous ceux que l'avenir matériel ou la situation favorisaient, avec le vieux drapeau traversèrent les mers. Nous étions 60,000, pauvres d'argent et d'instruction. Courbés d'abord sous le régime militaire, nous fûmes longtemps privés du gouvernement responsable.

Quel chemin n'avons-nous parcouru depuis, en 158 ans! Dans cette province nous sommes 2,000,000<sup>8</sup>, et la marche ascendante se continue. Dans le domaine économique, Québec est au premier rang de la Confédération.

Les récents discours de l'honorable premier ministre sur l'adresse de l'honorable trésorier (M. Nicol) sur le budget attestent l'état de prospérité où nous nous trouvons. Tandis que dans l'ordre moral notre progression, je dirais notre ascension, se révèle dans les statistiques du département de l'Instruction publique, la mentalité génératrice de cet état des choses ressort de la citation du grand prix de littérature, des projets de loi établissant des écoles des beaux-arts, en répartissant scientifique ou technique, et de l'octroi annuel de \$210,000 aux collèges classiques que cette Chambre est appelée à voter<sup>9</sup>.

M. le président, à cette première étape de notre course vers nos destinées, nous recherchions le secret de nos succès. Si nous sommes devenus ce que nous sommes, si nous avons atteint à ce degré de prospérité matérielle et morale, en vertu de laquelle notre province, ne le cédant à nulle autre, est citée même par ses sœurs de la Confédération canadienne comme une émule, comme un exemple, nous le devons dans une large mesure à nos collèges classiques.

Certes, je sais tout l'apport de l'agriculture. Je sais les mâles vertus de nos populations rurales. Je sais la pureté de leurs mœurs, leur frugalité. Je connais leur grand cœur et leur intelligence fine. Si vous me dites que la base de notre avenir, le piédestal de ma race, c'est le sol des ancêtres, que tout émane de lui et que tout lui revient, je n'en disconviens pas; non plus qu'il faille nier les rôles de l'industrie et du commerce.

Mais l'instrument providentiel qui a groupé comme un faisceau toutes nos forces vives et assuré notre triomphe, ne le sentez-vous pas, M. le président, c'est le cours classique. Il a appelé sous ses drapeaux les fils de la Nouvelle-France dès la première heure, et depuis, nous n'avons pas cessé de lui donner des recrues, tant il répond à notre esprit latin. Et ces enfants remplissent tous les théâtres de notre vie nationale. De tous les grands hommes vous dirai-je les noms? Papineau<sup>10</sup>, La Fontaine<sup>11</sup> parmi les conquérants du gouvernement responsable avant eux; Taschereau<sup>12</sup>, Panet<sup>13</sup>, Blanchet<sup>14</sup>, Bourdages<sup>15</sup>, etc., ces champions ou martyrs de nos libertés. Où serait la Confédération canadienne sans Cartier<sup>16</sup>?

Ceux qui ont dirigé notre peuple dans le passé, ceux que nous suivons aujourd'hui avec tant de fierté ont reçu de nos collèges classiques leur formation. Je m'incline devant les exceptions, elles ne font que confirmer la règle. Je ne diminue pas nos citoyens anglais; je ne traite que de nous à cette heure. Nos collèges ont été fondés au prix des plus grands sacrifices d'hommes et d'argent et maintenus de même. Ils ont fait assez pour nous, à notre tour de faire quelque chose pour eux. La situation n'est plus la même et des besoins nouveaux ont surgi. Le temps est venu de discuter des moyens à prendre pour rendre ces institutions plus efficaces.

Pour soutenir la lutte, il faut des ressources plus grandes, procurer aux élèves une instruction meilleure en leur fournissant des professeurs vraiment à la hauteur du progrès dans les sciences et les lettres. Il faut donner aux élèves un confort propre à rendre leurs études agréables et une instruction commerciale suffisante, préalablement à leurs études classiques.

(Applaudissements)

L'on a dit d'un bon livre qu'il était le meilleur des amis. Le cours classique est une fontaine de jouvence; grâce à lui, tous les âges de la vie goûtent les mêmes jouissances. Les leçons du passé éclairent l'avenir. Le siècle de Périclès<sup>17</sup> avec ses poètes, ses guerriers illustres, ses hommes d'État comme celui d'Auguste<sup>18</sup> et celui de Louis XIV<sup>19</sup> inspirent nos littérateurs, enseignent aux chefs d'armées, guident nos chefs politiques.

Chacun dans leur sphère, ils ont atteint un degré de perfection qu'on n'a jamais dépassé. Ce sont les siècles classiques. Non que leur philosophie n'ait évolué quelque peu au contact de l'expérience tant de fois séculaire. Sous Aristide<sup>20</sup>, les Athéniens se lassèrent de l'entendre toujours appeler le Juste. Dans la province de Québec, il en est tout autrement: plus Aristide s'obstine à être juste, plus le peuple lui manifeste sa sympathie.

Répondant dès 1871 aux critiques du cours classique, Oscar Dunn<sup>21</sup> dit: "Vous prétendez que le gradué des études classiques piétine sur place toute sa vie, qu'il n'avance plus dans la science, qu'il cesse de se développer. Attendez, dit-il; quand l'instruction sera plus répandue dans les villes et les campagnes, quand le mieux de connaissances se sera élevé, la jeunesse sentira alors le besoin de savoir davantage. Le cours classique fournit les moyens de perfectionner ces connaissances selon ses aptitudes propres. Améliorez-le. Donnez aux peuples des écoles de littérature, d'agriculture, de commerce, d'industrie et vous cueillerez les fruits dont les humanités sont pleines."

M. le président, ce n'est pas là une prophétie toute réalisée à cette heure? Nous avons créé les écoles techniques, l'École des hautes études commerciales: du même geste l'honorable secrétaire de la province pourvoit à la diffusion des cours professionnels agricoles, industriels, par toute la province et couronne son œuvre en dotant nos vieux collèges des moyens de rivaliser avec ceux de l'Europe. M. le président, nous vivons des jours pleins d'avenir pour les 60,000 colons de 1760. À l'aurore de cet âge de lumière qui se lève sur notre province, notre reconnaissance va spontanément aux chefs de la nation, artisans de ces œuvres impérissables, en attendant que la prospérité cisèle dans la pierre de nos montagnes le souvenir de leurs bienfaits.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Dufresne (Joliette):** M. le président, il est de mon devoir, comme député d'un comté qui possède l'un des plus beaux collèges classiques de cette province, de remercier le gouvernement de l'octroi généreux qu'il a bien voulu accorder pour leur venir en aide et améliorer leur situation.

Depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre à chaque session, l'opposition a demandé à plusieurs reprises que l'on donnât des octrois plus élevés à nos maisons d'éducation. Le gouvernement s'est décidé à suivre nos conseils, j'en suis fort heureux et je le remercie au nom des électeurs de mon comté. Soyez assuré, M. le président, que chaque fois qu'il se présentera de telles mesures, je ne manquerai jamais de me lever et d'appuyer le gouvernement, comme je ne manque pas de le critiquer quand c'est nécessaire.

C'est ainsi, je crois, qu'un député doit comprendre ses devoirs et servir ses électeurs. Indépendant de tous les partis lorsqu'il est rendu en Chambre, il doit travailler pour le plus grand bien public et la prospérité de sa province.

Le Séminaire de Joliette a été fondé en 1846, il y a déjà trois quarts de siècle par l'honorable Barthélemy Joliette<sup>22</sup>, quelques années avant la fondation de cette ville. Cet éminent homme d'État avait su comprendre que l'éducation classique et commerciale était une source de richesse. C'est pourquoi il commença par construire le collège avant de créer sa ville, et aujourd'hui la population de Joliette est fière de cette institution et garde un souvenir reconnaissant pour son illustre fondateur.

Assis sur les bords de la rivière l'Assomption, ce grand séminaire n'a pas cessé depuis de grandir et de prospérer. Entouré de vastes terrains où les élèves trouvent durant les récréations l'espace nécessaire à leurs jeux, il abrite chaque année de 300 à 400 jeunes gens qui, sous la direction des clercs de Saint-Viateur, y reçoivent une éducation solide et soignée. Je ne saurais trop insister sur les mérites de ces professeurs distingués, membres d'une communauté avantageusement connue dans toute la province, qui se dépensent sans cesse pour l'éducation et la formation de la jeunesse. Sous la direction de supérieurs éclairés, ils ont su créer une classe d'élite, composée d'hommes éminents appartenant à tous les rangs de la société.

En effet, si on examine la liste des anciens élèves de cette maison, nous comptons, parmi les 6,500 noms qui y sont inscrits, 800 prêtres et religieux, 350 médecins, 150 avocats, 140 notaires, 1,000 industriels et commerçants et 800 cultivateurs répandus dans toutes les parties du pays, et même aux États-Unis, qui ont reçu de cette institution l'enseignement nécessaire pour leur permettre de demeurer de bons chrétiens et de véritables citoyens. Même, nous avons l'honneur de compter dans cette Chambre deux anciens de Joliette, l'honorable ministre des Travaux publics (M. Galipeault) et le député de Montcalm (M. Daniel).

Je n'ai pas à faire l'éloge de l'honorable ministre, mais ceux qui le connaissent savent tout le talent et toute l'énergie qu'il déploie dans l'accomplissement de ses fonctions, et je puis dire, sans blesser sa modestie, que le Séminaire de Joliette est fier de le compter au nombre de ses anciens. Il est de même du député de Montcalm qui a su se créer, par son travail et son activité, une position enviable parmi ses concitoyens.

Mais pour continuer cette mission qu'il a si bien remplie par le passé, le Séminaire de Joliette a besoin de s'agrandir. Vu le nombre toujours croissant de ceux qui vont y puiser l'enseignement nécessaire pour suivre la carrière que la providence leur a tracée, le Séminaire ne répond plus aux

besoins actuels; c'est pourquoi, son distingué supérieur, le révérend Père Latour<sup>23</sup>, sur les conseils de son évêque, Sa Grandeur Mgr Forbes<sup>24</sup>, a ouvert une souscription et fait appel à la générosité des anciens. Ceux qui connaissent le révérend Père Latour savent quelle charité, quelle abnégation et quel patriotisme il met dans l'exécution de ses fonctions.

Ancien élève de cette maison, il y a reçu une éducation classique et commerciale et est allé ensuite compléter ses études en Europe où il a obtenu les titres de docteur en philosophie et en théologie. Comme ses prédécesseurs, il s'est instruit d'une manière toute spéciale dans le but de former et d'enseigner la jeunesse. Aussi, sous son habile direction, le Séminaire de Joliette n'a pas tardé de prendre un nouvel essor et de nouveaux développements.

Aujourd'hui il veut construire une aile de \$500,000, munie de toutes les améliorations modernes et qui fera du Séminaire de Joliette une des plus belles institutions de cette province et une pépinière d'hommes éminents dans toutes les classes. Comme je vous l'ai dit tantôt, une souscription a été ouverte et je suis fier de pouvoir dire qu'elle promet d'être un grand succès. Le gouvernement a voté \$10,000 à tous les collèges classiques de cette province, c'est là un geste vraiment patriotique, et je m'empresse de joindre mes remerciements à ceux des clercs Saint-Viateur et de tous les électeurs de mon comté.

**M. Monet (Napierville):** M. le président, au mois de février 1919, il y a de ça trois ans. M. Létourneau<sup>25</sup>, alors député de Montréal-Hochelaga, aujourd'hui juge de la Cour d'appel, faisait entendre devant cette Chambre le cri de la race en présentant une motion à l'effet de créer dans cette province une élite intellectuelle. Profitant de l'occasion qui se présentait à moi favorable, j'eus l'honneur de prendre part au débat et d'adresser pour la première fois la parole à cette Assemblée.

Au cours des quelques remarques que j'eus l'occasion de faire alors, tout en félicitant le gouvernement pour son généreux octroi, en faveur de l'instruction publique, je formulais un vœu qui se traduisait comme suit: "Mais malgré sa générosité passée, n'est-il pas permis de solliciter encore plus d'argent en faveur de notre éducation supérieure? Je souhaite pour ma part que chacun des 21 collèges classiques de cette province reçût au lieu de \$1,000 par année, une somme de \$2,500 par année. Nos collèges ont tant besoin d'argent. Il est pénible de



songer que ceux qui se consacrent corps et âmes à la formation de notre jeunesse ne reçoivent par année qu'une centaine de piastres de salaire, de constater que force serait de se refuser, en Europe, les études dont il retirerait tant d'avantages spéciaux à tel point qu'il est cruel de dire tout haut les faiblesses d'un enseignement dont les pères de famille et l'État sont peut-être les premiers responsables. Donnons davantage à nos éducateurs, ils seront plus à même de répondre à nos nombreuses exigences."

C'est vous dire, M. le président, que j'appuie de toutes mes forces le projet de loi que nous soumet présentement l'honorable secrétaire provincial (M. David). Oui, monsieur, je salue de tout cœur le geste auguste du semeur. La terre où il jette sa semence, je l'aime comme ma mère; c'est la nourricière de nos intelligences, la féconde dispensatrice de toutes les grâces, de tous les trésors de science et de grandeur; c'est la terre classique du beau, du vrai, du bien; c'est notre plus grande richesse et, cependant, cette richesse était pauvre.

Elle donnait sans compter; elle donnait sans jamais s'épuiser, nourrie par le sacrifice, arrosée par les sueurs du travail, éclairée et réchauffée par le soleil du dévouement; et les hommes qu'elle comblait de bienfaits la comblaient d'indifférence, voire même d'ingratitude. Elle donnera toujours, disaient-ils, puisqu'elle a toujours donné. On semblait croire que seule une semence mystique et spirituelle pût germer dans son sein. Certes, c'est bien la seule digne d'elle; mais toute semence est faite de matière et d'art. Et, il nous incombait à nous de fournir la manière que l'âme informait en la vivifiant; et cette semence matérielle, notre gouvernement la jette enfin en terre, et c'est ce geste que je salue avec émotion.

Monsieur, le projet de loi David gratifiant nos collèges classiques d'un octroi de \$10,000 par année débute par ces mots que je répète pour ma satisfaction personnelle - ils sont un soulagement pour tout homme de cœur: "Attendu que, depuis plus de deux siècles les collèges classiques rendent des services incontestables à la population du Canada." "Attendu qu'ils ont jusqu'ici subvenu à peu près seuls aux frais de l'enseignement secondaire dont des milliers de citoyens de cette province et de tout le continent ont profité."

Oui, M. le président, ayons courage de le dire hautement, cette déclaration s'est fait attendre deux siècles. Elle est venue, cela suffit. Elle constitue un hommage officiel à ces prêtres éminents qui, depuis les origines de la nation canadienne, se sont dépensés sans compter, se sont donnés sans salaire, à l'œuvre

de la formation supérieure de notre jeunesse. Ils ont admirablement mérité de la patrie.

Amants passionnés des lettres, des sciences et de la philosophie, ils ont perdu la notion du réel qui se traduit en émoluments ronflants et en dividendes plantureux; idéalistes d'un autre âge, ils ont vécu dans les hauteurs des dieux d'Athènes, au milieu des héros d'Homère<sup>26</sup> qu'ils dépassent en exploits prodigieux, pour léguer à notre siècle modernisé, avec les grâces de l'Attique, l'amour du beau, et la sublimité de l'honneur; traditionalistes nés, ils ont préféré la clarté et la logique du génie latin au dévergondage de la pensée, au nébuleux de la phrase et à l'incohérence des mots dont se meurt le langage humain. Disciples d'Aristote<sup>27</sup> et de Saint-Thomas<sup>28</sup>, ils ont coulé les vérités humaines et divines en torrents d'or fusible dans les moules du syllogisme classique, frappant ainsi l'universalité des sciences au coin du bon sens et de l'ordre. Prêtres de Dieu, ils ont élevé nos vues comme les clochers de nos églises vers les éternelles destinées qui attendent les enfants de la lumière incréée et les croyants à la vérité une et immortelle.

Et nos collèges classiques ont conservé les procédés de culture auxquels reviennent, désabusés, les prédicants des humanités modernes. Oui, qu'ils gardent et le grec et le latin et la philosophie; qu'ils continuent d'enseigner à nos fils toutes ces "vieilleseries"; cela rajeunira notre siècle, qui se meurt de modernité. Depuis cent ans, le machinisme et l'électricité ont révolutionné le monde; ils ont tout changé, sauf la machine à penser, le cerveau de nos enfants; gardons-nous de croire que l'ordre dans les idées, la mesure et l'élégance dans leur expression, la hiérarchie des amours et des devoirs, la culture de l'esprit et du cœur, la formation d'un homme enfin supposent moins d'efforts, de méthode et de discipline qu'aux siècles anciens; et que, si les puissants réverbères électriques ont remplacé la chandelle de suif, les méthodes faciles, pratiques, à déclenchement automatique, puissent jamais suppléer aux lois de la pédagogie séculaire.

M. le président, ayons confiance dans nos collèges classiques et dans ceux qui les dirigent. "Attendu", dit encore le projet de loi, "qu'il est urgent de mettre à la disposition des collèges classiques des subventions qui leur permettent de réaliser les progrès et les améliorations qu'ils désirent"... Pour ma part, M. le président, je suis convaincu que ce qu'il y a de conciliable entre les exigences de la culture véritable et l'adaptation des programmes aux besoins de l'heure, nos collèges le désirent comme nous. De nombreux contacts avec les dirigeants de

notre enseignement secondaire m'ont persuadé que, mieux et plus que personne, l'on comprend, dans les collèges classiques, la nécessité de renforcer les mathématiques et d'étendre le champ de la physique et de la chimie. Je sais pertinemment que de louables et d'appréciables efforts y sont faits pour améliorer l'enseignement de l'anglais et pour initier les élèves aux rudiments de la comptabilité.

Ayons à cœur de nous renseigner sur place, et nous serons en mesure de rendre un meilleur jugement. Et l'octroi du gouvernement ne doit pas être considéré comme un droit pour la députation d'imposer désormais ses volontés aux directeurs des collèges, mais bien comme un moyen supplémentaire pour ces mêmes directeurs de réaliser les progrès et les améliorations qu'ils désirent autant, sinon plus que nous. Voyez, en effet, des centaines de jeunes professeurs, d'ici à quelques années, seront formés aux mathématiques supérieures dans nos universités; d'autres iront s'y parfaire en chimie et en physique; un certain nombre pourront même bénéficier d'un séjour à l'étranger pour nous revenir licenciés en lettres, en sciences exactes et pratiques. Ne pensez-vous pas qu'il est permis de bien augurer de l'avenir? Oui, parce que tout le monde veut sincèrement le progrès et l'amélioration de nos méthodes d'enseignement et d'instruction.

Je suis sûr également que des spécialistes enseigneront avec maîtrise la langue seconde dans nos collèges. L'anglais! Oh! Que l'on me comprenne bien. Je ne demande pas l'abolition du grec et du latin. Je sais que les langues mortes sont à la base de toute culture supérieure complète. Mais, d'un autre côté, qu'on l'admette franchement, la part de l'anglais dans nos programmes d'enseignements seconds est bien mince, et, dans mon humble opinion, cette langue devrait être enseignée dans le procédé direct, c'est-à-dire dans la langue anglaise, et cela, pendant tout le cours.

À la fin, la versification anglaise nous offrirait sa riche floraison de culture aussi utile pour le moins que la versification latine. Certes, je ne suis pas anglophone, mais je déplore souverainement le fait que l'anglais qu'on nous donne soit tout livresque, à base de thèmes, et si peu traité comme une langue vivante, dont, pourquoi ne pas le dire, nous avons pourtant impérieusement besoin. Et je souhaite ardemment le jour où les élèves de nos collèges classiques comprendront que la classe d'anglais n'est pas un temps supplémentaire de récréation!

L'économie politique, la comptabilité, la botanique et la zoologie prendront, tour à tour, leur rang, au second plan, cela va de soi, fallût-il pour

cela déplacer une autre matière ou exiger pour l'immatriculation une préparation plus complète. Je le répète, M. le président, c'est une conviction chez moi que le geste de notre gouvernement sera générateur de progrès et qu'il permettra, mieux que les discours ou les critiques, à nos collèges classiques de nous donner la pleine mesure de leur rendement. Et voilà pourquoi je me suis levé pour féliciter et remercier au nom de ma race, le gouvernement de cette province de sa générosité envers nos collèges classiques, ces foyers de science et de lumière, qui nous ont fait ce que nous sommes, et que pour ma part je salue chapeau bas.

(Applaudissements)

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je n'ai pas la moindre objection à ce qu'on qualifie de miracle canadien le fait si étonnant de notre survivance dans un pays, où, depuis plus d'un siècle, nous ne ferons (sic) qu'une modeste minorité; mais je considère que ce serait de l'aveuglement que de méconnaître les différentes influences naturelles qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à rendre notre conservation facile.

J'admets volontiers que la revanche des berceaux, dont on a si souvent parlé dans ces derniers temps, nous a permis de faire face aux flots toujours montants de l'immigration étrangère, mais je ne puis oublier que dans les luttes pour l'existence, comme dans toutes les autres d'ailleurs, ce n'est pas tant le nombre des combattants que leur qualité qui assure la victoire.

Notre population serait-elle chiffrée dans les millions dès l'origine, si nous n'avions pas eu, autrefois comme aujourd'hui, des hommes d'une culture supérieure pour prendre en mains nos intérêts pour plaider notre cause, pour faire valoir nos réclamations, il y a longtemps que la province de Québec aurait perdu la place si enviable qu'elle occupe dans la Confédération.

Or, ces hommes supérieurs, ces chefs remarquables qui paraissent à toutes les époques à travers notre histoire, vous le savez comme moi Monsieur, ils sont pour la plupart sortis des rangs du peuple, ils sont pour la plupart des fils d'ouvriers et des fils de cultivateurs. Quelle route ont-ils suivie pour arriver au sommet? Toujours la même.

Dans quel creuset se sont-ils transformés de simples primaires qu'ils étaient en esprits clairvoyants capables d'aborder, de disséquer, de comprendre et de résoudre les problèmes les plus compliqués de notre administration? Dieu merci, dans nos collèges classiques. Nous pouvons bien aujourd'hui discuter

sur les moyens à prendre pour rendre ces institutions encore plus efficaces, mais à moins d'être aveugles nés, nous ne pouvons discuter le fait des éminents services qu'elles nous ont rendus et qu'elles nous rendent encore. Si donc notre gouvernement est parvenu à introduire la province dans une ère de substantiel surplus, je ne vois quel meilleur emploi nous pourrions faire de notre argent que d'en consacrer une partie à fortifier ce levier si important de notre armature nationale.

Quand je songe que tous ces collèges ont à peu près la même histoire, qu'ils doivent tous leur existence presque uniquement à l'initiative privée, qu'ils doivent leur maintien et leur développement presque exclusivement au dévouement et au désintéressement de professeurs sans salaire, le bonus proposé cesse d'être pour moi une question de bonne politique ou de haute convenance, il devient une véritable question de justice, une restitution tardive que toute la province applaudira.

**M. Grégoire (Frontenac)** fait des félicitations au gouvernement et des compliments à toutes nos maisons d'enseignement secondaire. Ce sont nos collèges classiques, dit-il, qui ont fait la nation canadienne ce qu'elle est aujourd'hui<sup>29</sup>.

**M. Lemay (Sherbrooke):** Il faut laisser les collèges classiques ce qu'ils sont avec leur programme; le jour où ils deviendront des institutions d'enseignement moderne, ils tomberont, car ils perdraient ainsi leur caractère qui est essentiel à la formation de notre élite intellectuelle. Il faut à la base de notre instruction l'étude des langues grecque et latine. Les collèges classiques, en particulier celui de Sherbrooke, donnent une excellente connaissance de la langue anglaise et de l'instruction qu'il (M. Lemay) a reçue. Il veut, en se levant, témoigner sa reconnaissance au séminaire de Sherbrooke qui donne aux jeunes gens une si magnifique formation.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** exprime le regret qu'il éprouve de ne pas avoir reçu son éducation dans l'un de nos collèges classiques et ne veut pas laisser passer l'occasion qui lui est offerte de dire quelques mots en faveur du projet qui est présentement soumis à la Chambre et, partant, de payer même d'une façon secondaire la dette que je dois ainsi que toute ma race en ce pays aux collèges classiques de cette province. Quand je dis les miens, dit-il, je veux dire les Juifs. Si la race israélite a présentement le privilège d'avoir dans cette Chambre un représentant qui participe aux délibérations et

prend sa part modeste aux lois de ce pays, cela est dû entièrement à cet esprit de tolérance, à cet esprit d'égalité et de justice que le peuple canadien-français puise dans les collèges classiques et qui orne l'esprit de nos grands hommes.

Il (M. Bercovitch) déclare qu'il lui est impossible de dire en peu de mots toute sa gratitude pour les collèges classiques, mais il veut démontrer au peuple de notre province que ses 75,000 habitants appartenant à sa race sont extrêmement reconnaissants aux collèges classiques pour la façon dont ils ont formé l'esprit des grands hommes de la province et du Canada, parce que dans cette province les Juifs vivent dans la paix et l'harmonie avec les autres races et les autres croyances. Il (M. Bercovitch) forme le vœu que ces collègues continueront à inculquer ces principes aux générations futures et qu'en faisant ainsi, ils feront beaucoup non seulement pour la province, mais pour tout le dominion.

(Applaudissements)

**M. Bullock (Shefford)** déclare que la minorité protestante de la province apprécie hautement la générosité dont le gouvernement fait preuve en lui accordant la somme de \$40,000 contre les \$200,000 alloués aux collèges catholiques et qu'elle fera son possible pour distribuer avec le plus d'avantages possible cette somme aux collèges protestants. Le gouvernement, dit-il, a aidé généreusement les universités et les collèges, et il espère qu'ils pourront bientôt établir sur de meilleures bases les écoles élémentaires, afin que la jeune génération puisse débiter par une éducation élémentaire, sans laquelle toutes les autres institutions supérieures souffriraient.

**M. Hay (Argenteuil):** Il n'est pas de question plus intéressante à discuter à la Chambre que les sommes qui peuvent être consacrées à l'éducation pour aider les collèges classiques et les écoles. Ces sommes ne pourraient jamais être mieux employées. Ce qui est proposé ici ne fait que poursuivre l'excellente politique que le gouvernement a mise de l'avant, il y a de cela quelques années.

Ainsi, il ne fait qu'ajouter à sa réputation de gouvernement désireux de faire tout en son pouvoir pour encourager l'éducation. L'octroi au comité protestant est très libéral. Il (M. Hay) exprime l'espoir que le gouvernement pourra, dans un court délai, apporter plus d'attention aux écoles élémentaires qui sont la base des collèges et des académies.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé d'étudier le bill 29 autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée vers 6 heures.

### NOTES

1. Maurice Colrat de Montrozier (1871-1954), avocat et homme politique français, ministre de la Justice de 1922 à 1926 dans les cabinets Poincaré et Herriot.

2. Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière (1622-1673), auteur dramatique et comédien français.

3. *La Patrie* du 23 février 1922, à la page 4, spécifie que M. David fait allusion ici au "recteur de l'Université McGill, sans le nommer cependant, mais

qui se prononçait récemment en faveur de la spécialisation à outrance".

4. Chiffre de *L'Événement* du 23 février 1922, à la page 4. *La Patrie* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt 60,000 morts.

5. *La Patrie* du 23 février 1922, à la page 4, mentionne que M. David fait allusion à "un incident survenu à Londres, l'été dernier, au cours du dîner qu'offrait Sir Georges Perley à l'occasion du Dominion Day. Sir Arthur Currie, appelé à parler après le secrétaire de la province qui avait dit ce que nous étions et ce que nous devions à la France, que nous entendions, en passant, conserver, y déclarait que 60,000 soldats canadiens tombés au cours de la guerre payaient amplement la dette du Canada envers la France. Sir Arthur devait d'ailleurs reprendre cette affirmation sous une forme plus amicale et plus délicate, lors du passage récent du maréchal Foch à Montréal". Le journaliste ajoute que M. David avait répondu à cette occasion "qu'il ne savait pas qu'on pouvait payer avec des cadavres toute la richesse et la somme d'intellectualité qu'a laissées ici la France".

6. *La Patrie* du 23 février 1922, à la page 4, indique que M. David fait allusion "à la nomination de M. Harry Desrivières comme gérant général de la Banque Nationale à un âge où cela est inouï".

7. *La Presse* du 23 février 1922, à la page 16, rapporte que le discours de M. David "a été maintes fois interrompu par des applaudissements".

8. Chiffre de *L'Événement* du 23 février 1922, à la page 3. *Le Canada* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt 2,500,000.

9. À partir de ce point du discours de M. Fortier, *Le Soleil* du 23 février 1922, à la page 11, attribue les paroles qui vont suivre à M. Sauvé; mais *L'Action catholique* et *L'Événement* du même jour, respectivement aux pages 3 et 3, en donnent plutôt la paternité à M. Fortier, version que nous avons privilégiée.

10. Louis-Joseph Papineau (1786-1871), avocat et homme politique, est député de 1808 à 1837 et à la tête du Parti patriote à partir de 1815. Il fait partie du comité qui prépara les 92 Résolutions. L'un des principaux chefs de la Rébellion de 1838, il s'exila au début de la révolte aux États-Unis, puis en France pour éviter d'être arrêté par les autorités

canadiennes. Obtient une amnistie complète en 1845, il est député de 1848 à 1854.

11. Louis-Hippolyte La Fontaine (1807-1864), avocat et homme politique. Il est député de Terrebonne de 1830 à 1838 où il appuie généralement le Parti patriote. Après l'Acte d'Union, il est élu dans York (Haut-Canada), et forme un ministère avec Robert Baldwin entre 1841-1843 et 1848-1851.

12. Jean-Thomas Taschereau (1778-1832) fut député du Parti canadien en 1809-1810, 1812 à 1821, puis de 1824 à 1827. Il lutta contre le gouverneur James Craig et le parti des bureaucrates et fut emprisonné en mars 1810 pour "pratiques traîtresses" avec Pierre-Stanislas Bédard et François Blanchet.

13. Jean-Antoine Panet (1751-1815), avocat, militaire et homme politique. Député de la Haute-Ville de Québec de 1792 à 1808, dans Huntingdon de 1809 à 1814. Nommé au Conseil législatif en 1815. Orateur de la Chambre de 1792 à 1794 et de 1797 à 1814. Il appuya le Parti patriote et participa à la fondation du journal *Le Canadien*.

14. François Blanchet (1776-1830) fut élu député du Parti canadien dans Hertford de 1809 à 1816 et de 1818 à sa mort. En lutte contre le Parti bureaucrate, il fut jeté en prison en mars 1810 pour "pratiques traîtresses" en compagnie de Pierre-Stanislas Bédard et de Jean-Thomas Taschereau.

15. Louis Bourdages (1764-1835), député du Parti patriote entre 1804 et 1835. Participe à la fondation du journal *Le Canadien* et est officier de milice pendant la guerre de 1812. Il pourrait s'agir également de Rémi-Séraphin Bourdages (1799-1832), mais ce dernier ne siégea que deux ans comme député du Parti patriote.

16. Sir Georges-Étienne Cartier (1814-1873), homme politique et premier ministre du Canada-Uni en 1857 avec J. A. MacDonald.

17. Périclès (vers -495 à -429), homme politique athénien. Le nom de "siècle de Périclès" a été donné à l'époque la plus brillante de la civilisation grecque.

18. Auguste (vers -63 à 14 ap. J.-C.), empereur romain dont le règne est désigné comme le *siècle d'Auguste*, l'âge d'or du classicisme romain avec des hommes de lettres comme Virgile, Horace, Tibulle et Ovide.

19. Louis XIV, roi de France de 1661 à 1715.

20. Aristide (vers -550 - vers -467), général et homme politique athénien.

21. Oscar Dunn (1845-1885), journaliste et fonctionnaire. Collaborateur au *Courier de Saint-Hyacinthe* (1864), puis directeur de juin 1866 à mars 1868. Séjourne à Paris (1868) et est collaborateur au *Journal de Paris*. Collaborateur à *La Minerve* et *L'Opinion publique* (1869-1874). Candidat conservateur défait dans le comté de Saint-Hyacinthe en 1872, et dans celui de Soulanges en 1875. Copropriétaire de *La Revue canadienne* (1875), rédacteur au *Journal de l'Instruction publique* (1876-1879), puis secrétaire au département de l'Instruction publique du Québec (1879).

22. Barthélemy Joliette (1789-1850), notaire, homme politique et entrepreneur, est député de Leinster en 1820, de L'Assomption en 1830-1832, puis siège au Conseil législatif de 1832 à 1838. Fondateur du village d'Industrie (Joliette). Après l'Acte d'Union, il siège de nouveau au Conseil législatif de 1831 à sa mort.

23. Joseph Latour, C.S.V., (1880-1965) supérieur du séminaire de Joliette de 1918 à 1923.

24. Mgr Guillaume Forbes (1865-1940), évêque du diocèse de Joliette (1913-1928) puis archevêque d'Ottawa (1928-1940).

25. Séverin Létourneau (1871-1949), député libéral de Montréal-Hochelaga de 1912 à 1919. Conseiller législatif de la division de Rigaud de 1919 à 1922. Nommé juge à la Cour du banc du roi en 1922 et juge en chef de la province en 1942.

26. Homère (vers -900), poète mythique à qui l'on attribue l'*Illiade* et l'*Odyssée*, premiers monuments de la littérature grecque.

27. Aristote (-384 - -322), philosophe grec, disciple de Platon.

28. Saint-Thomas d'Aquin (1228-1274), théologien et philosophe italien. Père du thomisme qui fut considéré comme la philosophie officielle de l'Église par Léon XIII. Canonisé en 1323.

29. *Le Soleil* du 23 février 1922, à la page 1, rapporte qu'au sujet des discours de MM. Grégoire et Lemay, que les députés "en voudront peut-être aux journalistes de ne pas rapporter le texte de leurs discours, mais ils leur pardonneront, quand ils

saurent que seule leur remarquable faculté d'improvisation est la coupable. Les journalistes, en effet, savent qu'ils enlèveraient tout le charme de ces brillantes improvisations en cherchant à les résumer "à la volée".

## Séance du jeudi 23 février 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 05<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Grève  
des typographes**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** La Chambre s'intéresse à la grève de l'Union typographique et, comme il en a été question déjà ici, je tiens à faire part à mes collègues d'une résolution qui a été adoptée par les typos de Québec, au sujet de l'impression des documents sessionnels. Les typos ont adopté la résolution suivante mardi le 21 février:

"À la requête de l'honorable Médéric Martin<sup>2</sup>, maire de Montréal, et de M. Joseph Gauthier, député de Montréal-Sainte-Marie à l'Assemblée législative, nous avons décidé de retourner à l'ouvrage et de terminer les travaux d'impressions de la Législature nécessaires au fonctionnement de ladite Législature, durant la présente session, aux conditions offertes par les patrons, soit \$29 pour 48 heures de travail, l'impression des statuts comprise.

"Nous voulons prouver à la population de la cité de Québec et de toute la province que l'intention de l'Union internationale n'était pas d'arrêter le travail de la Législature.

"Nous espérons que les membres des deux Chambres et le public en général sauront apprécier notre action."

(Signé) Vincent Fusk, président

Je suis heureux d'annoncer cette nouvelle à la Chambre. Je tiens à dire que la grève n'a pas été organisée, comme on l'a dit, pour éclater pendant les travaux parlementaires, car il était entendu que le contrat entre les maîtres-imprimeurs et les typographes expirait le 14 février 1922. J'ai cru devoir communiquer cette résolution à la Chambre, étant donné la position embarrassante dans laquelle je me trouvais placé. Je suis député d'une division ouvrière; de plus je suis typographe et représentant de l'Union internationale des typographes dans la province de Québec. J'ai voulu faire mon devoir et je puis déclarer que depuis le 14 février<sup>3</sup>, c'est-à-dire

depuis la déclaration de la grève, j'ai fait tout mon possible pour engager les intéressés à en arriver à un règlement, afin de les décider à revenir sur leur décision, après leur avoir fait comprendre que leur attitude était préjudiciable à la Législature dont le travail, par ce fait, était devenu paralysé.

À ma demande, l'honorable Médéric Martin, maire de Montréal, est arrivé à Québec, lui et moi avons travaillé ensemble et nous avons obtenu que le travail de la Législature ne fût pas affecté par cette grève. Ces démarches furent heureusement couronnées de succès et je fus très heureux d'obtenir un vote de plus de la majorité des grévistes favorisant le retour au travail. Je dois dire que les typographes de Québec n'ont jamais voulu lancer un défi à la Législature en déclarant la grève durant la session, et je crois qu'il serait injuste de ne pas reconnaître que l'attitude qu'ils viennent de prendre prouve leur bonne foi.

Leur contrat expirait le 14 février, cette date étant fixée depuis bien longtemps, et les typographes n'ont jamais eu l'intention de nuire en quoi que ce fût aux travaux de la Législature. Ils persistent à penser que leurs revendications sont justes et qu'ils finiront par obtenir justice.

Qu'il me soit permis d'ajouter que j'espère que d'ici à peu de jours, probablement à la fin de cette semaine ou au commencement de l'autre, tous les typographes seront retournés à l'ouvrage et qu'il y aura rapidement une entente définitive entre les intéressés, du moins pour d'ici la fin de la session, afin que les typographes puissent vivre en harmonie dans la province.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie me permettra-t-il une question?

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** Certainement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec la permission de la Chambre, je demanderai à l'honorable député comment il se fait que les typographes n'aient pas jugé à propos de se rendre aux demandes que l'honorable premier ministre leur a faites la semaine dernière, puisqu'elles étaient pratiquement basées sur les mêmes clauses que l'entente qui a été acceptée par le syndicat et qu'il ait

fallu l'intervention du maire de Montréal pour les faire retourner au travail pour les travaux de la session. L'intervention du premier ministre n'a donc pas été jugée suffisante<sup>4</sup>?

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** Si le chef de l'opposition veut se renseigner au sujet de l'intervention du maire de Montréal, il fera mieux de s'adresser au maire de Montréal lui-même.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Montréal-Sainte-Marie est le chef des typographes...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La Chambre me permettra de dire encore un mot de cette grève. Je suis enchanté que les typographes aient écouté nos demandes et soient revenus au travail pour exécuter les travaux d'impression pour la session. C'est plutôt les bons conseils qui leur ont été donnés que les ordres reçus d'Indianapolis qui les ont décidés à agir comme ils l'ont fait. Si l'entente a été conclue, dit-il, grâce à l'intervention de l'honorable M. Martin et du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier), je n'y ai aucune objection et je les en félicite.

Je tiens tout de même à dire que le gouvernement maintient l'attitude qu'il a prise la semaine dernière et que je n'ai rien à retirer des paroles que j'ai prononcées alors, au sujet de cette grève. Les typographes nous ont fait savoir qu'ils n'ont jamais eu l'intention de nous arrêter dans nos travaux législatifs. J'accepte la déclaration des unions qu'il n'y a pas eu de préméditation. Je suis toujours d'opinion que nos ouvriers canadiens peuvent administrer eux-mêmes leurs propres affaires sans recevoir de l'étranger des ordres qui, dans la plupart des cas, les mettent dans l'obligation de prendre une attitude qu'eux-mêmes ne peuvent endosser, mais qu'ils respectent seulement parce qu'ils se voient dominés par un groupe d'étrangers souvent beaucoup inférieurs à eux.

D'un autre côté, je suis obligé de constater que, la semaine dernière, les ouvriers ont quitté leur poste en laissant les documents sessionnels dans un état tel qu'on ne pouvait s'y reconnaître. Ils avaient même refusé de nous laisser un seul homme pour nous aider à nous débrouiller dans le labyrinthe qu'est une imprimerie. Je constate heureusement cependant que l'on a obéi à de meilleurs sentiments et que l'on a compris, dans les circonstances, qu'un règlement était d'intérêt public et qu'ils devaient faire tout leur possible pour en venir à une entente avec les patrons et ne pas nuire aux travaux du Parlement.

Pour la bonne réputation de la province et de ses travailleurs, qu'il me soit permis de formuler un souhait: c'est que le vœu exprimé par le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) sur la fin prochaine de la grève se réalise pleinement et que les difficultés entre les imprimeurs et leurs patrons soient réglées définitivement pour que la grève ne reprenne pas après la session. Je répète ce que je disais récemment: j'espère que nos ouvriers auront assez d'indépendance et d'esprit patriotique pour savoir régler leurs affaires eux-mêmes sans recevoir des ordres d'ailleurs.

(Applaudissements)

Je suis heureux du règlement amical qui vient d'être conclu grâce à l'esprit canadien qui anime les nôtres. Je suis au courant de la correspondance qui a été échangée et je suis prêt à croire aussi que, si nous en sommes arrivés aujourd'hui à un règlement, c'est grâce à l'initiative et aux bons conseils de nos propres concitoyens, et non à ce qui s'est passé de l'autre côté de la frontière. J'espère que ce bon état d'esprit se poursuivra et que la grève sera terminée dans quelques jours, et ce, à cause des bonnes dispositions et du bon sens de nos travailleurs.

Toutefois, je dois ajouter que, si le gouvernement a pris dans cette affaire une attitude bien tranchée, c'est qu'il a jugé à propos de le faire. Je sais que notre attitude a pu déplaire à quelques ouvriers et c'est bien malheureux. Mais, en revanche, nous avons reçu tant de témoignages d'approbation de toutes parts que nous avons la conviction que notre attitude était celle qui devait être prise dans les circonstances. Dans tous les cas, le gouvernement n'a rien à regretter et si l'occasion se présente de nouveau, il n'hésitera pas à prendre la même attitude.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'en pense l'honorable ministre sans travail<sup>5</sup>?

#### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 97 concernant la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie);
- bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.



**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de l'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice, limitée, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières et ratifiant et confirmant le règlement chapitre 364, tel qu'amendé par le règlement chapitre 373 de ladite cité, est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité recommande aussi que l'article 516 du Règlement de cette Chambre soit suspendu et qu'il soit permis de présenter un bill validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Adopté.

#### **Entrepôt frigorifique Saint-Maurice, Trois-Rivières**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 114 validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cour de circuit, comté de Saint-Maurice**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 166 amendant les articles 3109 et 3112 des statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de circuit, dans le comté de Saint-Maurice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 67 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Herman Barrette à l'exercice de la profession d'avocat.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif concourt dans les amendements de l'Assemblée législative à leurs amendements, avec des amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative au bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 86 validant un acte de vente de Alfred Dalbec à Suzan Frosine Williamson;

- bill 93 confirmant une convention entre Dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans, *et al.*, et ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires, en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora Hunter et confirmant leurs pouvoirs;

- bill 99 amendant la charte de la cité de Lachine.

#### **The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Acte de vente d'A. Dalbec à S. F. Williamson**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 validant un acte de vente de Alfred Dalbec à Suzan Frosine Williamson. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Succession Hunter-Evans**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 confirmant une convention entre Dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans, *et al.*, et ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires, en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora

Hunter et confirmant leurs pouvoirs. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Lachine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 amendant la charte de la cité de Lachine. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Association des gardes-malades**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Pont de l'île Bizard à l'île de Montréal**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission métropolitaine de l'île de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des compagnies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **E. Bourbonnais, Lachine**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, rapport, etc., entre M. Elphège Bourbonnais, de Lachine, et le gouvernement, en 1921, au sujet des lots 12 et 13-4 du canton de Howard.

En faisant cette motion, je désire savoir si les renseignements que je possède sont exacts. La Chambre et la province, dit-il, ont besoin de connaître, de mieux connaître l'administration du gouvernement, en particulier ce qui a trait à la colonisation.

En parlant sur ma motion, je veux qu'il soit bien compris que je ne veux nullement prendre la défense de certaines gens contre les colons, mais mon seul but est de bien connaître comment se fait la colonisation dans notre province et quel en est le résultat pratique.

En parlant ainsi, je veux établir que si je suis obligé de parler de Montréal et de colon, cela ne veut pas dire que je suis pour les sportifs de Montréal au détriment des colons. Le colon, je veux le protéger même contre les politiciens prévaricateurs. Le colon est un cultivateur, et on sait trop l'attention particulière que je porte aux classes peu protégées pour douter de mes sympathies pour le colon. Mais nous sommes réunis ici pour connaître les actes administratifs du gouvernement, et pour savoir si les différentes branches d'administration sont conduites comme le disent les ministres et leurs journaux. Il s'agit de colonisation, il importe de savoir si ceux qui possèdent des lots sont réellement des colons et si la province doit compter sur ces gens pour assurer le progrès de la colonisation et une plus grande production.

Le 18 octobre 1921, un M. Bourbonnais, de Lachine, écrivait au ministre de la Colonisation pour lui demander la permission d'acheter les lots 12 et 13 du 4<sup>e</sup> rang du canton Howard. Le 25 du même mois, le ministre lui faisait répondre qu'il transmettait copie de sa lettre à M. l'agent Marchand, de Sainte-Agathe, pour rapport. Le ministre faisait ajouter que la vente du lot 13 avait été annoncée pour révocation au mois de mars dernier et que les choses étaient restées dans le *statu quo*. Le 8 novembre, le ministre écrit à M. Bourbonnais qu'il n'y a pas lieu de révoquer les lots 12 et 13. Le 1<sup>er</sup> décembre, M. l'agent E.-J. Marchand aurait écrit une longue lettre au ministre de la Colonisation dénonçant ces messieurs de Montréal et d'ailleurs, qui désirent se procurer des places de villégiature au détriment des colons.

J'avais compris que le gouvernement bâtissait la route de Montréal à Mont-Laurier pour avantager les colons, sans doute, mais pour aussi faire du nord une place de villégiature idéale en vue de l'avenir, quand les marchands de bois auront fini leur commerce. On calcule que le cultivateur du nord trouvera alors, dans le touriste ou le villégiateur, une de ses principales sources de revenus. Mais cela ne veut point dire que le colon doive être négligé, maltraité, pour faire place aux messieurs de la ville. Le colon a ses droits et j'entends les respecter et travailler à les faire respecter. Dans le cas présent, je ne connais nullement M. Bourbonnais; je ne l'ai jamais vu. Si le député de Jacques-Cartier (M. Ashby) le connaît, il devra nous dire un mot de l'un de ses électeurs. Je ne connais nullement les détenteurs des lots.

Voici les renseignements qu'on me fournit; le numéro 13 appartiendrait à un M. Thivierge

demeurant dans le village de Sainte-Agathe. Madame veuve Bruyère, qui possède le lot no 12, demeure aussi dans le village de Sainte-Agathe. Ce sont ces deux lots que M. Bourbonnais voulait acheter. Je ne suis pas prêt à blâmer le gouvernement de n'avoir pas révoqué ces lots pour les vendre ensuite à M. Bourbonnais.

Il me faudrait une raison bien forte pour enlever des lots à ces pauvres gens du nord, qui eux, ont connu la misère et mérité la sympathie de tout homme de cœur. Mais il paraît que le gouvernement voulait révoquer les lots et qu'avis à cet effet avait été donné à la porte de l'église. On prétend que les détenteurs de ces lots ne sont pas des colons, ne résident pas sur les lots et ne font pas les travaux exigés par la loi. L'agent, M. Marchand, prétend le contraire. Un M. Choquette a acheté le lot 11 de Omer Plouffe, mais le billet de location était fait au nom de Xavier Plouffe, de Saint-Jérôme. Le lot d'Omer Plouffe était occupé par un nommé Desjardins qui y coupait du bois et le charroyait à Sainte-Agathe.

Il n'y aurait pas fait de terre neuve. Aujourd'hui, c'est un nommé Doré qui possède le lot. Il l'aurait eu d'un nommé Desjardins qui n'aurait pas de titre. Le point est celui-ci: Les détenteurs de lots remplissent-ils tous leurs obligations? Est-ce qu'il ne se fait pas un gros trafic de lots, au point de vue de bois de corde, etc.? Pourquoi les détenteurs n'ont-ils pas resté sur ces lots? Probablement parce que cela ne paye pas. Est-ce parce que le colon manque de protection ou que la colonisation a été dirigée vers des régions impropres à la culture. Je comprends que la situation soit souvent difficile à juger pour le ministre. Mais il reste un fait, c'est que grand nombre de colons ne gardent pas leurs lots.

Je soulève cette question, afin de bien connaître la situation. Un grand nombre de lots sont détenus par des gens qui ne résident pas dans les cantons où ces lots sont situés. Pourquoi? Je ne veux pas maintenant blâmer ces détenteurs, mais je veux bien connaître la situation avant de me prononcer sur le cas des détenteurs de Sainte-Agathe. Les transactions faites par le ministère de la Colonisation ne semblent pas très claires, et je voudrais obtenir certains renseignements. *Le Soleil* ne dira toujours pas que je ne suis pas raisonnable.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond que son département est administré d'une façon la plus parfaite possible et que les remarques du chef de l'opposition ne sont et ne peuvent être justifiées. Il (M. Perrault) félicite le chef de

l'opposition pour le ton qu'il utilise. La colonisation, dit-il, a fait des progrès considérables en cette province en ces derniers temps. La loi sur la colonisation a donné de bons résultats. Deux cent quarante-trois<sup>6</sup> familles se sont établies dans un seul district l'année dernière, dans la vallée de la Matapédia. Il y a eu des changements l'année dernière dans le système de colonisation, et on a ordonné une inspection de tous les lots pour s'assurer que les colons se conformaient à la loi.

Une jeune et pauvre veuve, Madame Bruyère<sup>7</sup>, a obtenu du gouvernement des lots de colonisation, il y a quatre ans, mais elle ne put commencer à faire du défrichement avant deux ans, parce que la limitation des lots n'était pas établie. Depuis 1919, elle a défriché 10 acres, mais c'est une pauvre veuve qui n'a pas d'enfants en âge de cultiver la terre et, à cause de pauvreté, elle a décidé de vendre ses lots à M. Bourbonnais. Sans doute, elle a eu tort, mais le gouvernement, considérant que Madame Bruyère était une pauvre veuve, n'ayant pas de revenus pour sa famille, n'a pas cru devoir révoquer le transport.

Il ne s'agit pas d'ailleurs, dans cette affaire, de protection, mais d'un pur acte de charité dont le chef de l'opposition ne peut tenir compte au gouvernement. Y a-t-il quelqu'un qui blâmerait le gouvernement d'avoir refusé de se rendre à cette demande? C'est à la demande de l'agent des terres que les délais demandés ont été accordés. Dans le cas de M. Gaudet<sup>8</sup>, ce dernier avait commencé ses défrichements quand il a demandé du délai, qui lui a été accordé. D'ailleurs, les rapports des inspecteurs disent que ceux qui ont fait du défrichement sur ces lots n'ont fait aucune exploitation forestière. Le bois y a été coupé par les détenteurs de permis de coupe.

À l'avenir, le gouvernement a l'intention de faire observer la loi de colonisation. La loi a été faite sévère pour exiger la résidence des colons sur les lots et l'accomplissement de toutes les conditions de la location. Il y a eu des abus dans le passé et on cherche à les faire disparaître. Cependant, il peut y avoir des exceptions lorsque les colons donnent des raisons sérieuses, telles que maladie et pauvreté pour obtenir un délai ou un transport de lots. Ceux que le chef de l'opposition a cités en sont. Il s'agit dans un cas d'une veuve, pauvre, obligée de travailler à la journée à Sainte-Agathe pour gagner la vie de sa famille. Le département lui a demandé de résider sur son lot. Elle a fourni ses explications. Comme elle compte y établir un ou deux de ses fils et qu'elle a déjà exécuté certains travaux, on n'a pas eu le mauvais cœur de les lui reprendre.

N'oublions pas que les colons sont pauvres et, si on veut encourager la colonisation, le ministère doit se montrer indulgent, quand des motifs raisonnables sont en jeu. L'autre colon ne réside pas encore sur son lot; mais il a fait 10 arpents de défrichement et a promis de se conformer à la loi aussitôt qu'il pourra se livrer uniquement à la culture. Il est actuellement malade. Dans ces cas, le gouvernement est obligé de leur accorder du délai et, quelquefois, de consentir à un transport. On ne peut lui en faire un reproche, car cela n'empêche pas la colonisation de progresser plus que jamais dans notre province. La misère et la maladie sont deux excellentes raisons de déroger à la loi<sup>9</sup>. Et il y a une foule d'autres raisons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas une foule.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Retirons le mot "foule", si vous le voulez, mais il y a d'autres raisons, et nous n'accordons les demandes que lorsque l'on nous donne des raisons sérieuses.

Il (M. Perrault) fait l'éloge des inspecteurs qui rendent de grands services au ministère de la Colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie le ministre de la Colonisation de ses renseignements et dit que c'est de cette façon qu'on peut le mieux connaître l'administration de notre province. C'est en mettant devant la Chambre le pour et le contre d'une question, dit-il, qu'on peut la comprendre et saisir les réformes qui s'imposent. En agissant ainsi, on évitera les protestations injustes et les faux colons.

Le ministre de la Colonisation dit que la colonisation progresse plus que jamais, même plus qu'au temps du merveilleux curé Labelle<sup>10</sup>, mais comment se fait-il que la population rurale diminue toujours? Il y a démenagement de colons, c'est vrai, nos vieilles paroisses se dépeuplent. Mais il n'y a pas de Canadiens des États-Unis, ni d'émigrants parmi les nouveaux colons.

Du moins, c'est ce que je constate dans le dernier rapport du ministre de la Colonisation. Ce sont les vieilles paroisses qui se dépeuplent au bénéfice des régions de colonisation. C'est pourquoi l'on voit tant de maisons fermées dans les vieilles paroisses.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** fait remarquer que l'été dernier, il nous est revenu 300 familles des États-Unis qui se sont établies sur nos terres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond que cela n'apparaît pas dans les rapports officiels qu'on lui a remis. Il (M. Sauvé) croit d'ailleurs que ces familles des États-Unis, qui sont revenues, remplacent sans doute celles de Thetford Mines qui sont parties pour les États-Unis.

La motion est adoptée.

#### **Clarke Steamship Co.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, contrat, entre le gouvernement et la Clarke Steamship Co., en 1921.

Adopté.

#### **Fermeture des magasins<sup>11</sup>**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

Adopté.

#### **En comité<sup>12</sup>:**

**M. Monet (Napierville):** Expliquez!

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le bill a été envoyé au comité des bills public, mais le comité n'a pas pris de décision et a renvoyé le bill à la Chambre pour discussion. Depuis 30 ans, les municipalités avaient le droit de réglementer les heures de fermeture des magasins. La ville de Montréal a adopté plusieurs règlements et celui actuellement en vigueur oblige les magasins à fermer leurs portes à 7 heures p.m., les quatre premiers jours de la semaine. Il s'agit simplement de donner aux conseils municipaux le pouvoir de retoucher leurs règlements de fermeture de bonne heure.

Ils pourront le faire s'ils le jugent à propos, après avoir entendu les opinions des délégations qu'ils recevront à ce sujet de la part des employés et des patrons. Ce bill n'a pas été demandé par les grands magasins, comme on l'a prétendu. Il a été demandé par les organisations ouvrières, et tout particulièrement par les 40,000 travailleurs de Montréal, et a été approuvé par le Syndicat catholique national, au cours de deux conventions tenues à Hull et à Chicoutimi.

Le but de ce projet, on le sait, est de donner aux conseils municipaux le droit d'adopter des règlements pour la fermeture des magasins à 6 heures le soir au lieu de 7 heures, sauf exception, peut-être pour les magasins de produits alimentaires. On a dit que les grands magasins avaient réclamé cette loi. Non, M. le président, cela n'est pas exact.

On a dit que cela nuirait aux marchands. Je remarque avec plaisir que M. J.-O. Gareau, échevin, un grand marchand de Montréal, a exprimé récemment une opinion à ce sujet. Il est d'avis que nous devrions procéder lentement et commencer par fermer les magasins quatre soirs par semaine à 6 heures et non à 7 heures, comme aujourd'hui. Pour cela, il faut amender la loi, comme je le propose. Pendant que toutes les classes d'ouvriers cherchent à faire diminuer les heures du travail, on voit, grâce aux règlements qui existent présentement, les employés de magasin, du moins ceux de Montréal, travailler 13 et 14 heures par jour. Les employés sont en majorité des femmes et des jeunes filles. On y travaille 66 heures par semaine, en dépit de mille inconvénients qu'elles surmontent. De telles heures de travail sont trop longues et mettent en danger la santé des femmes, en plus d'empêcher les jeunes hommes d'avoir des loisirs ou d'améliorer leur position en faisant des études. Réduire le nombre de ces heures de travail, à mon avis, n'est pas une erreur. C'est une question d'humanité.

Il n'est pas étonnant que cet état de choses fasse triompher le mouvement qui se fait pour écourter trop les heures de travail chez certains corps de métiers. Il est vrai que, dans certaines villes, les magasins restent ouverts encore plus longtemps qu'à Montréal. Mais on emploie un double personnel dans ces magasins. Dans ces conditions, si l'on exigeait l'emploi d'un double personnel, le bill n'aurait plus sa raison d'être. Mais il ne faut pas s'attendre à cela ici.

La Législature, en donnant aux municipalités le droit de passer des règlements dans ce sens, ne se compromet aucunement, puisque ce serait aux municipalités elles-mêmes à se prononcer sur leur heure de fermeture à 7 heures ou plus tard, si elles le désirent. En Alberta, au Manitoba, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan, la loi prévoit 6 heures comme heure de fermeture.

(Applaudissements)

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga):** Il me fait peine de différer d'opinion avec mon bon ami de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), mon voisin en cette Chambre. Mais je sais que la passation de ce

bill serait contraire aux intérêts de la grande masse des ouvriers de Montréal. Tant que les fabriques fermeront leurs portes à 3 h 30 ou 6 heures, il n'y a pas à songer à fermer les magasins avant 7 heures. Si nous passions le projet de mon ami de Montréal-Saint-Jacques, un ouvrier ne pourrait même plus s'acheter un petit pain en rentrant de son usine.

J'ai consulté d'ailleurs des commis-marchands de mon comté, et ils ne m'ont pas caché que, si nous adoptions pareille mesure, ils craindraient de voir leurs patrons diminuer leurs salaires avant longtemps. Les marchands s'opposent aussi à cette loi, et particulièrement les petits commerçants, parce que les heures du soir sont celles qui génèrent le plus de revenus. D'un autre côté, la réduction des heures d'ouverture de magasins nuirait à la concurrence qui est nécessaire pour faire baisser le coût de la vie. La loi elle-même profiterait aux grands magasins au détriment des magasins de faubourgs, et je me verrai par conséquent obligé de voter contre le bill de mon honorable ami.

(Applaudissements)

**M. Paquet (Saint-Sauveur):** Il ne s'agit pas de voter pour la fermeture des magasins à 6 heures du soir, mais de permettre aux conseils municipaux d'adopter un pareil règlement. Je ne vois pas pourquoi nous ne leur donnerions pas ce privilège.

**L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion):** C'est aussi mon avis. Nous laissons le droit aux conseils municipaux d'adopter un règlement, nous ne leur imposons rien. L'autonomie des municipalités est donc respectée. Je voterai donc pour le bill de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques.

**M. Monet (Napierville):** M. le président, je propose que le comité se lève<sup>13</sup>.

**Des voix:** Vote! Vote!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ceux qui voteront pour la motion du député de Napierville (M. Monet) voteront contre le bill<sup>14</sup>.

La motion, étant mise aux voix, est rejetée par 17<sup>15</sup> voix contre 16, sur division.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** M. le président, je propose en amendement au projet de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) que les magasins soient ouverts le matin à huit heures au lieu de sept heures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La Chambre vient d'enlever une heure aux marchands le soir, va-t-elle maintenant leur enlever une autre le matin?

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Je suis prêt à changer mon amendement pour que les magasins soient fermés le soir à 6 heures, pourvu qu'ils soient ouverts le matin à 8 heures seulement. On réduirait ainsi les heures de travail des employés de magasins, sans nuire aux ouvriers qui désirent faire leurs achats entre six et sept heures du soir.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Alors, le projet de loi n'aurait plus aucune signification, si nous adoptons la suggestion de mon ami de Saint-Maurice (M. Ricard). Je suggère que nous poursuivions l'étude du bill en évitant l'opposition systématique...<sup>16</sup>

**Des voix:** Vote, vote.

**M. le président** met la motion aux voix.

**M. Ricard (Saint-Maurice)** est seul à rester debout votant pour sa motion.  
(Rires de la Chambre)

**M. le président** appelle le vote sur la clause no 1 du bill, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5885 des statuts refondus, 1909, est amendé en remplaçant le mot: "sept", dans la neuvième ligne par le mot: "six"."

Le décompte des voix s'établit comme suit: pour: 15; contre: 15<sup>17</sup>.

**M. le président** exerce son droit de vote et inscrit son vote avec les "contre"; donc la motion est rejetée par 16 voix contre 15.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques),** examinant le bill qui est devant le président (M. Lemieux), constate qu'il porte les initiales du président comme ayant été adopté.

Je demanderais que le comité se lève, dit-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si l'honorable député veut ramener son bill en Chambre pour le soumettre de nouveau à la députation, il serait mieux d'adopter une autre procédure. Il vaudrait mieux rapporter le bill à la Chambre, puisqu'il reste un article, celui qui dit que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) pourrait alors présenter une motion pour renvoyer le bill devant le comité plénier avec instruction de l'amender dans le sens qu'il désire, et il aurait l'avantage d'avoir un vote régulier, inscrit aux procès-verbaux. Je crois que ce serait le meilleur moyen de procéder.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** n'accepte pas cette suggestion.

**M. Monet (Napierville):** Étant donné la confusion qui règne, la meilleure façon de s'en sortir est de faire motion pour que le "comité se lève"<sup>18</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Soyons sérieux. Le bill est important et nous devrions procéder plus sérieusement<sup>19</sup>. C'est une question importante pour les marchands aussi bien que pour les employés.

**M. Monet (Napierville):** Ma proposition est très sérieuse. C'est le seul moyen d'en finir.

**M. le président** appelle le vote sur la motion du représentant de Napierville.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée par 18 voix contre 14<sup>20</sup>.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** déclare qu'il ramènera la question devant la Chambre, à un moment où les députés seront plus nombreux.

Le comité se lève sans faire rapport.

### Questions et réponses:

#### Terrains acquis par le gouvernement

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de terrains privés acquis par le gouvernement, en vertu de l'article 1553a de la loi des terres et forêts, ont été vendus?

2. Dans quels comtés et paroisses sont situés ces terrains?

3. Quels sont les noms et adresses des acquéreurs?

4. À quels prix l'acre, ces terrains ont-ils été vendus?

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 775 lots.

2. Témiscouata (Comté). - paroisses de Notre-Dame-du-Lac et Saint-Dominique (projetée).

Comté de Beauce, paroisses Saint-François, Saint-Martin, Saint-Théophile, Saint-Benoît, Saint-Honoré.

Comté de Nicolet, paroisses Saint-Joseph-de-Blandford, Lemieux, Sainte-Sophie-de-Lévrard.

Comté de Lotbinière: paroisses Sainte-Philomène, Saint-Flavien, Villeroy.

Comté d'Arthabaska: paroisses Saint-Louis-de-Blandford, Maddington-Falls, Sainte-Séraphine.

Comté de Sherbrooke: paroisse Saint-Élie-d'Orford.

Comté de Richmond: paroisse Saint-François-Xavier-de-Brompton.

Comté de Mégantic: paroisse Saint-Louis-de-Gonzague.

Comté de Dorchester: paroisse Sainte-Rose-de-Watford.

3. Comme cette liste serait très longue, le ministre se fera un plaisir de la produire comme document, si une demande est votée par la Chambre à ce sujet.

4. Seigneurie du Lac Témiscouata, \$1.00. Seigneurie de Lévrard, Rigaud-Vaudreuil, de Gentilly, Saint-Jean-Deschaillons, Lotbinière, \$5.00. Dans les cantons de Nelson. Inverness, \$3.00; tous les autres cantons dont les noms suivent: Simpson. Kingsey, Orford, Brompton, Blandford, Warwick, Shenley, Jersey, Linière, Ditchfield, Risborough, Adstock, Cranbourne, Gayhurst, Langevin, Metgermette-Nord, Marlow, Spaulding, Ware, Watford, Maddington, Stanfold, Somerset et Augmentation de Somerset, \$5.00.

#### Département de la Colonisation, Mines et Pêcheries<sup>21</sup>

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>22</sup>:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le but des amendements est de donner le droit au sous-ministre de la Colonisation de signer certains documents, comme les révocations de lots, les billets de location, etc. Tout se fera avec l'assentiment du ministre, bien entendu. On a prétendu en un certain cas que le ministre devait lui-même signer pareilles pièces. Il y a même eu un procès gagné en appel par le ministre. La loi pourvoit à éviter la répétition de pareils litiges.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous n'avez pas peur de donner tant de pouvoirs que ça à un fonctionnaire du gouvernement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Souriant) Oh non, surtout quand nous avons un bon sous-ministre, comme aujourd'hui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On pourrait bien ne pas avoir toujours de bons sous-ministres de la Colonisation. Mais le ministre n'abdique-t-il pas quelques-unes de ses prérogatives, renchérit le chef de l'opposition.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais non, c'est pour la bonne administration du département. Il ne s'agit que d'une formalité. Le sous-ministre des Terres et Forêts a ces pouvoirs. On ne peut pas exiger du ministre qu'il signe tous les documents du ministère...

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Dépôt de documents:**

**Rapport de la  
Commission des eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Le dixième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1921 (Document de la session no 17)

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à midi.

La séance est levée vers 6 heures.

**NOTES**

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance. *La Presse* du 24 février 1922, à la page 19, rapporte le lendemain que "la tempête qui s'est abattue hier sur Québec a eu quelque effet sur la Législature à la séance d'hier après-midi, car peu de députés étaient présents. À un certain moment, il n'y avait pas quorum et l'on dut faire fonctionner la cloche appelant les députés pour un vote. Les députés arrivèrent à la hâte pour voter, mais on ne leur en demandait pas tant. C'était pour obtenir un quorum qu'on les appelait". Le *Montreal Star* du 24 février 1922, à la page 4, mentionne que la majorité des députés de Montréal sont partis chez eux par le train de l'après-midi. Dans un autre article, le *Star* rapporte que MM. Nicol, Bullock, Lemay, Lemieux et Savoie sont partis à Thetford Mines pour les funérailles du conseiller législatif G. R. Smith (1860-1922), décédé le 20 février dernier.

2. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919.

3. Date du *Soleil* du 24 février 1922, à la page 1. *The Montreal Gazette* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt le 13 février.

4. Au lendemain de ce débat, M. Sauvé soulève à la séance suivante du 24 février une question de privilège sur la version de *L'Événement* de sa question à M. Gauthier. Ainsi, ce journal, à la page 1, faisait dire à M. Sauvé: "Je voudrais savoir quelle est l'opinion du maire Martin et ce que pense le député de Sainte-Marie de l'attitude du premier ministre dans cette affaire"? Dans son intervention du



lendemain, M. Sauvé, selon *L'Action catholique* du 25 février, à la page 12, dit ceci au sujet de la version de *L'Événement*: "Avoir parlé ainsi, après les déclarations de mon collègue de Sainte-Marie, c'eût été une sottise. J'ai simplement demandé comment les grévistes avaient considéré l'attitude du premier ministre à leur égard et pourquoi, pour régler une grève à Québec, l'intervention du maire de Montréal était nécessaire." La version erronée de *L'Événement*, telle que M. Sauvé l'explique, n'a pas été considérée pour reconstituer cette réplique.

5. *L'Événement* du 24 février 1922, à la page 1, précise que M. Sauvé pose cette question en regardant l'honorable M. Lacombe, mais ce dernier ne répondit pas et l'incident fut clos.

6. Chiffre du *Montreal Daily Star* du 24 février 1922, à la page 4. Le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt 263 familles.

7. *La Patrie* du 24 février 1922, à la page 9, écrit "Brière".

8. Nos sources ne nous ont pas permis de retrouver la trace de ce M. Gaudet dans le discours de M. Sauvé précédant celui de M. Perrault.

9. *Le Devoir* du 24 février 1922, à la page 2, indique que M. Sauvé fait un signe affirmatif à cette déclaration.

10. Antoine Labelle (1833-1891), curé de Saint-Jérôme (1868); il contribue fortement à la colonisation de la vallée de l'Outaouais. Figure emblématique du développement de cette région et de la colonisation. Sous-ministre de la Colonisation dans le cabinet Mercier (1888-1891).

11. *Le Soleil* du 24 février 1922, à la page 19, explique que "cette question de la fermeture des magasins de bonne heure est discutée depuis de longues années. Aujourd'hui ce sont les municipalités qui ont fait les règlements existants, mais pour changer ces derniers, il faudrait une loi de la Législature. On voudrait faire édicter la fermeture générale de tous les magasins à six heures".

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

13. *Le Devoir* du 24 février 1922, à la page 1, mentionne que "comme le débat se prolonge,

M. Taschereau fait un signe de la main à M. Monet et lui dit quelques mots en sourdine. M. Monet propose aussitôt que le comité se lève. C'est une de ces formules élégantes pour décréter la mort d'un projet de loi. M. Taschereau ne cherche pas à le dissimuler".

14. *L'Événement* du 24 février 1922, à la page 3, explique que "comme la plupart des députés avaient écouté distraitemment le petit débat qui venait d'avoir lieu et que la plupart n'en avaient pas très bien compris la portée, l'honorable M. Taschereau expliqua ce que signifiait le vote qui allait se donner".

15. D'après *L'Événement* du 24 février 1922, à la page 3, les honorables MM. Taschereau, Perrault, Caron et Moreau votent pour, et les honorables MM. Mercier fils, Lacombe et M. Sauvé, contre.

16. *L'Événement* du 24 février 1922, à la page 10, précise que "le petit reproche de M. Vautrin aux députés, qui ne semblaient pas considérer son projet sérieusement, se perdit dans les cris de "Vote, vote..."".

17. *Le Canada* du 24 février 1922, à la page 3, écrit: "Un second vote fut pris sur le mérite du bill qui fut définitivement battu par un vote de 20 contre 15." Ces chiffres ne concordent donc pas avec ceux que nous avons privilégiés de *L'Événement*. *The Gazette* du 24 février 1922, à la page 7, écrit, de son côté: "La clause a été adoptée également par un vote de 17 contre 16, soit l'inverse de ce qu'a obtenu la motion de M. Monet proposant la levée du comité. Une certaine confusion s'ensuivit, certains députés ayant apparemment voté sur un malentendu. Le Dr Gustave Lemieux, président du comité plénier, était assis, et M. Vautrin, examinant le bill qui était devant ce dernier, déclara que le bill portait les initiales de M. Lemieux comme ayant été adopté. On proposa alors le rejet de la clause, jugé le meilleur moyen de surmonter cette difficulté, et le rejet du bill par la même occasion. Après encore plus de confusion, M. Monet proposa encore sa motion pour que le comité se lève, et ceci fut adopté à 18 contre 14."

18. Le *Quebec Chronicle* du 24 février 1922, à la page 5, précise que: "La confusion générale régna dans la Chambre pendant quelques minutes. On déclarait d'un côté que le président du comité avait signé le bill comme étant approuvé et que, par

conséquent, il devait passer devant la Chambre pour la troisième lecture tandis que, de l'autre côté, on soutenait que la deuxième clause n'avait pas été adoptée, celle qui stipulait que la loi devait entrer en vigueur à la date de sa sanction."

19. *Le Devoir* du 24 février 1922, à la page 1, rapporte que "la discussion continua quelque temps et devint tellement embrouillée qu'elle tournait à la farce. M. Sauvé intervint pour réclamer plus de sérieux".

20. *La Presse* du 24 février 1922, à la page 19, rapporte qu'"il est à remarquer que tous ces votes ont été pris en comité plénier, en bloc. On n'a fait que compter les votants sans les inscrire" au procès-verbal.

21. *L'Événement* du 24 février 1922, à la page 10, nous indique qu'il est 5 h 30 à ce moment de la séance.

22. Voir note 12.

Séance du vendredi 24 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à midi<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de privilège:****Article  
de L'Événement**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce matin, *L'Événement* disant rapporter la question que je posais hier à l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) au sujet de la grève me faisait dire ce qui suit: "Je voudrais savoir quelle est l'opinion du maire Martin<sup>2</sup> et ce que pense le député de Montréal-Sainte-Marie de l'attitude du premier ministre dans cette affaire?"<sup>3</sup>

Avoir parlé ainsi, après les déclarations de mon collègue de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier), c'eût été une sottise. J'ai simplement demandé comment les grévistes avaient considéré l'attitude du premier ministre à leur égard et pourquoi, pour régler une grève à Québec, l'intervention du maire de Montréal était nécessaire.

Mon intention était de signaler ce fait étrange, surtout quand on sait que le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault) est à Québec et que le député de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe) est censé représenter les ouvriers dans le gouvernement. C'est du moins ce que l'on a dit lors de sa nomination. Je n'en dirai pas davantage parce que l'affaire n'est pas encore classée dans cette Chambre. Quant à l'étrange réponse du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier), je laisse le public juge de sa valeur.

**Affaire Delorme<sup>4</sup>**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me lève sur une question de privilège. Je lis dans un journal de ce matin, en première page, première colonne, le titre suivant: "Preuves que Delorme fut tué chez lui? - La police a découvert des vêtements dans une valise, rue St-Hubert. - Taches de sang. - Le jeune étudiant a été assassiné dans son lit. - Des révélations. - M. Monette choisit." Dans un autre journal, mercredi dernier, je lisais des gros titres sur quatre colonnes: "L'affaire Delorme. -

M. Taschereau déclare qu'il fera enquête sur le travestissement dont on s'est servi hier à l'égard de l'abbé Delorme. - La comédie qui a accompagné hier l'arrivée au palais de justice de l'abbé Delorme a provoqué de l'indignation dans Montréal. - Déclaration du procureur général." Je désire attirer l'attention du procureur général (l'honorable M. Taschereau) sur la publicité de plus en plus étrange et énorme que l'on fait dans le cas Delorme.

Autant on a cherché le silence sur le drame Garneau<sup>5</sup>, autant on fait du bruit sur la malheureuse affaire Delorme. Les journaux sont à faire le procès d'un accusé. Chaque jour, ils rapportent de prétendus faits, des découvertes compromettantes et préjugant gravement l'opinion publique. Ces renseignements, en grande partie, me paraissent venir de la police ou de quelques associés.

Il est de mon devoir de signaler ce fait regrettable. Il me paraît évident qu'il s'est commis, dans toute cette affaire malheureuse, des indiscretions non moins malheureuses. La police a, je crois, trop parlé dans ce cas, quand elle a été trop muette dans d'autres cas. La procédure a été longue et sensationnelle, trop longue. On dirait que c'est pour donner cours à tous les commentaires, et pour montrer comme les détectives travaillent.

L'honorable procureur général ne ferait-il pas mieux de mettre fin à pareil scandale? Il y a, dirait-on, dans toute cette affaire qui se déroule depuis près de deux mois, quelque chose de plus dramatique que le crime lui-même. D'elle se dégage un symptôme vraiment alarmant, qui nous force à nous demander où nous allons et ce que sera demain la société émancipée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne sais si les remarques du chef de l'opposition peuvent être faites sur une question de privilège. Mais puisqu'il a soulevé cette question, je n'ai aucune objection à dire que je concours absolument et entièrement dans toutes les remarques faites par le chef de l'opposition au sujet de l'affaire Garneau et la malheureuse affaire Delorme.

C'est un véritable scandale public que la manière dont certains journaux exploitent ces choses. En réponse aux remarques de l'honorable chef de l'opposition, je dois dire à la Chambre que ce n'est pas de la police que viennent les prétendus renseignements publiés par les journaux. Les reporters surveillent nos agents, ils les guettent et ils interprètent leurs allées et venues à leur façon. Des

instructions sévères ont été données à la police de ne rien révéler de son travail aux journaux. Ce qui se publie n'est que le produit de l'imagination trop vive des journalistes chargés de rédiger ces nouvelles. Souvent même, ce ne sont que des mensonges qui ne sont appuyés sur aucun fait.

Il est bien malheureux que les journaux jettent ainsi en pâture au public tant de choses scandaleuses, avant que les tribunaux aient été appelés à se prononcer. On prend parti pour celui-ci ou pour celui-là: on condamne d'avance celui-ci ou celui-là. Tous ces rapports qui sont publiés à grands renforts de titres et de détails sont inventés de toutes pièces et sont absolument mensongers. On saisit la moindre démarche des policiers pour édifier des hypothèses absolument ridicules et pour faire du jaunisme dans le seul but de faire vendre le journal. C'est du jaunisme le plus mauvais.

Je l'ai déjà dit et je le répète, c'est là une bien mauvaise œuvre et les journaux qui la font servent bien mal la justice en donnant beaucoup de publicité aux affaires de meurtre. On aiderait mieux les autorités et la société en faisant le silence sur ce scandale. Je ne connais pas beaucoup les journaux des autres provinces<sup>6</sup>, mais je crois pouvoir dire qu'il n'est pas une autre province où les crimes soient pareillement exploités par les journaux. Encore une fois, je suis heureux de me joindre au chef de l'opposition pour protester contre cette exploitation d'une malheureuse affaire, et je demande instamment aux journaux de cesser ce scandale, afin que la justice puisse faire son devoir.

#### Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli.

#### Subvention pour achat de graines de semence

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 186 relatif à l'aide que pourront accorder certaines municipalités pour l'achat de graines ou de grains de semence.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Ingénieurs civils

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Loi de pharmacie

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Attelage des chevaux

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains comtés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### Code municipal

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### Code municipal, élections

**M. Forget (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 amendant l'article 243 du Code municipal de Québec, relativement au cens électoral des propriétaires, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

**Société  
Saint-Jean-Baptiste de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession J.-A. Massue**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tourville (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Entrepôt frigorifique  
Saint-Maurice, Trois-Rivières**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Signification  
par huissier**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 amendement l'article 833 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Cour de circuit,  
comté de Saint-Maurice**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 amendement les articles 3109 et 3112 des statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de circuit, dans le comté de Saint-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Coopérative agricole  
des producteurs de semences**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 178 concernant certains emprunts par la Société coopérative agricole des producteurs de semences du Québec.

Adopté.

**Questions et réponses:**

**Coopérative centrale  
des agriculteurs**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quelles sont les relations qui existent entre la Coopérative centrale des agriculteurs et le gouvernement de la province?

2. Est-ce que le gouvernement provincial garantit de toute perte ceux qui expédient les produits à la Coopérative des agriculteurs?

3. Il est mentionné dans *La Presse* du 8 février 1922, qu'à l'assemblée annuelle de la société coopérative, le ministre de l'Agriculture a déclaré que le gouvernement a avancé \$45,000 pour venir en aide à la société.

Ce montant a-t-il été donné ou prêté?

Si c'est un prêt, a-t-il été remboursé?

Sinon, le gouvernement possède-t-il une garantie de ce prêt?

4. La Coopérative des agriculteurs paye-t-elle quelque chose au gouvernement sous forme de taxes?

Dans l'affirmative, quel en est le montant?

5. Quelle convention existe entre la Coopérative des agriculteurs et MM. Lowell & Christmas Ltd., en ce qui regarde la manière dont on a disposé du beurre et du fromage, au cours de la dernière saison?

6. A-t-on donné à d'autres firmes l'occasion de faire concurrence pour cette entreprise?

7. Les conférenciers de l'industrie laitière du gouvernement provincial ont-ils reçu instruction d'inciter les fabricants à expédier leurs produits à la Coopérative des agriculteurs?

8. Les conférenciers de l'industrie laitière du gouvernement provincial donnent-ils des conférences aux fabricants de beurre et de fromage qui n'expédient pas leurs produits à la Coopérative des agriculteurs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. Les relations qui existent entre la Coopérative centrale des agriculteurs et le gouvernement de la province sont déterminées par la loi concernant les sociétés coopératives agricoles et la loi 10 George V, chapitre 122.

2. Non.

3. Ce montant n'est pas un prêt, mais représente l'aide accordée directement ou indirectement à la Coopérative centrale des agriculteurs.

4. L'article 1994, S.R.Q., 1909, exempte les sociétés coopératives agricoles de toute taxe du gouvernement.

5. et 6. Le gouvernement l'ignore.

7. Oui.

8. Oui, les conférenciers et les inspecteurs donnent leurs services à tous les fabricants de beurre et de fromage indistinctement.

**E.-A. Parrot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Un chèque a-t-il été envoyé par le gouvernement pour rembourser "une somme de trop payée" pour les lettres patentes des lots 18, 19, 20 et 21 du rang 8 du canton Viger?

2. Dans l'affirmative, à l'ordre de qui a-t-il été fait?

3. À qui a-t-il été envoyé?

4. Quel en était l'endosseur?

5. À quelle date, à quelle banque et par qui a-t-il été négocié?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui, mais sur le prix des lots et non sur lettres patentes.

2. E.-A. Parrot, qui avait transmis le paiement du prix de vente desdits lots.

3. E.-A. Parrot.

4. E.-A. Parrot.

5. La Banque Nationale. Le gouvernement ignore à quelle date et par qui il a été négocié.

**Travaux  
de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Y a-t-il des motions sur lesquelles vous ne voulez pas faire de débat?

**M. Sauvé (Terrebonne):** Oui, la motion d'ajournement.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi le 27 février courant, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes<sup>7</sup>.

**NOTES**

1. Selon *Le Soleil* du 25 février 1922, à la page 1, l'honorable M. David est en visite à Biddeford (É-U) au Maine pour participer à une grande manifestation patriotique chez les Franco-Américains de cette ville. *L'Événement* du 25 février 1922, à la page 3, rapporte que "l'assistance n'était pas nombreuse à cette séance du vendredi. Un certain nombre de députés firent acte de présence au début, et coururent faire leurs malles pour prendre le train de Montréal à une heure et demie. À midi et quart, il y avait tout juste le quorum, soit quatorze députés".

2. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919.

3. M. Sauvé fait allusion au débat sur la grève des typographes. Voir la séance du 23 février 1922.

4. Le 7 janvier 1922, le cadavre de Raoul Delorme est découvert dans le quartier Snowdon à Montréal. L'abbé Adélarde Delorme, le frère de la victime, est accusé du meurtre. Le premier procès de l'abbé

Delorme (celui dont parle M. Sauvé) se conclut par un plaidoyer de folie et donc, l'inaptitude à subir son procès. Un an plus tard, le docteur Brochu, surintendant médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange où Delorme est interné, déclare que celui-ci ne présente aucun signe de démence. Le dossier est donc réactivé et l'abbé Delorme doit subir deux nouveaux procès retentissants. Malgré des preuves accablantes, les jurés ne peuvent en venir à un accord sur l'innocence ou la culpabilité de l'abbé Delorme. Le dossier est clos et Adélarde Delorme est remis en liberté à l'automne 1924. Pour plus de détails sur cette affaire, voir Jean Monet, *La soutane et la couronne. Le procès du siècle: l'Affaire Delorme*. Saint-Laurent, Trécarré, 1993. 218 p.

5. L'affaire Blanche Garneau remonte au 28 juillet 1920 lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès, du 28 octobre au 2 novembre 1921, n'a pu prouver la culpabilité hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est suite à ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître, le 2 novembre, devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4e session de la 15e législature.

6. Version de *La Presse* du 25 février 1922, à la page 11. *Le Devoir* du même jour, à la page 3, rapporte plutôt que M. Taschereau "lit les autres journaux du pays".

7. Selon *Le Canada* du 25 février 1922, à la page 7, avant d'ajourner, "la Chambre devenait peu à peu déserte, vu que les députés songeaient à retourner dans leurs foyers".







